Thése Présenté par

BINATE Issouf

UNIVERSITE DE COCODY ABIDJAN

HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT ISLAMIQUE EN COTE D'IVOIRE : Dynamique d'évolution d'une éducation communautaire (fin XIXème siècle – 2005)

Année Académique 2012-2013

UFR : Sciences de l'Homme et de la Société
Département d'Histoire

Année académique
2012 - 2013

THESE UNIQUE DE DOCTORAT EN HISTOIRE

HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT ISLAMIQUE EN COTE D'IVOIRE : Dynamique d'évolution d'une éducation communautaire (fin XIX^{ème} siècle – 2005)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Soutenue publiquement le 06 décembre 2012

Par BINATE Issouf

Jury

Pr FADIGA Kanvaly, Professeur titulaire : Président
Pr EKANZA Simon Pierre, Professeur titulaire : Directeur
Pr ALLOU Kouamé René, Maître de conférences : Membre
Pr Aka Kouamé, Maître de conférences : Membre
Dr SAVADOGO Boukary Mathias, Maître Assistant : Membre

THESE UNIQUE DE DOCTORAT EN HISTOIRE

HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT ISLAMIQUE EN COTE D'IVOIRE : Dynamique d'évolution d'une éducation communautaire (fin XIX^{ème} siècle – 2005)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Soutenue publiquement le 06 décembre 2012

Par BINATE Issouf

Sous la direction du Prof EKANZA Simon Pierre

Résumé

Le milieu du système éducatif en Côte d'Ivoire est fortement marqué par l'existence de deux types de formation : l'un formel et l'autre informel. L'éducation islamique, qui figure dans le second groupe, est comptée au nombre des institutions précurseurs du système éducatif du pays.

Relevant de l'autorité d'un individu ou d'une collectivité que d'un Etat, les établissements d'enseignements islamiques ont traversé le « temps ». Ils ont fait leur entrée sur la scène éducative sous la forme des écoles coraniques traditionnelles ou *dougoumakalan* (en langue Malinké) avant de connaître une mutation – medersas – sous l'administration coloniale.

En dépit de ce changement qui les rapprochait, par la forme, de la formation des écoles publiques, les établissements islamiques ont continué leur évolution sous la tutelle du Ministère de l'intérieur, même au lendemain de l'accession du pays à l'indépendance. Cette situation de marginalisation d'une frange importante de la jeunesse musulmane d'âge scolarisable allait conduire à la mise en place de structures associatives islamiques. De 1954 au début de la décennie 1980, plusieurs organisations au nombre desquelles la section nationale de l'Union Culturelle Musulmane (UCM), l'Association des Enseignants Coraniques (AEC) et le Conseil Supérieur Islamique (CSI), se sont engagées dans la lutte pour la reconnaissance des écoles de cet ordre d'enseignement. Ces initiatives furent toutes sans succès. Toutefois, elles ouvraient la voie aux pourparlers entre l'Etat et les associations sous l'ère du multipartisme.

Avec le décloisonnement de la vie politique, le début de la décennie 1990 allait relancer le débat sur la problématique de l'enseignement islamique. Ainsi, sous la conduite du Conseil National Islamique (CNI), des négociations, engagées avec l'Etat, ont abouti à la signature d'une Convention sur l'enseignement islamique le 02 décembre 1993. Cette nouvelle disposition a donné la possibilité aux medersas de sortir de l'ornière et se hisser désormais au rang des écoles confessionnelles catholiques et protestantes. Mais plus d'une décennie après l'entrée en vigueur des dispositions de cette Convention, le visage que présente le système éducatif islamique est encore loin d'être reluisant.

Mots clés : Histoire – Islam – Musulman – Education – Ecole confessionnelle – Convention – Association

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Abstract

In Ivory Coast, the educational system is strongly categorized by two kinds of training: one formal and the other informal. Islamic education, belonging to the second group, is numbered among the precursors of the country's educational system.

Under the authority of individuals or communities rather than the State, Islamic educational establishments have persisted. They entered the educational scene as traditional Islamic schools or *Dougoumakalan* (in the Malinké language) before undergoing changes as *medersas* under the colonial administration.

In spite of such changes through which they have come to resemble the format of public schools, Islamic educational establishments have continued to progress since the country's independence under the supervision of the Ministry of the Interior. Such a situation, marginalizing an important proportion of school age Muslim youth, would lead to the creation of Islamic associations. From 1954 to the decade beginning in 1980, several organizations including the national branch of Cultural Muslim Union (CMU), the Koranic Teachers Association (CTA) and the High Islamic Council (HIC) engaged themselves in the struggle for the recognition of Islamic schools der. All those initiatives failed. However, they paved the way for talks between the government and the associations in the multiparty era.

With the liberalization of political life, the 1980s witnessed the renewal of the debate over the problem of Islamic education. Thus, under the aegis of the National Islamic Counsel (NIC), negotiations undertaken with government successfully led to the signing of an agreement concerning Islamic education on December 2, 1993.Tbis new ruling allowed medersas to move out of the shadows and join the ranks of Catholics and Protestants denominational schools. However, more than a decade after implementation of this agreement, the appearance of the Islamic educational system appearance is still far from brilliant.

Key words : History – Islam – Muslim – Education – Confessional school – Convention – Association

DEDICACE

A la mémoire de Mamadou Binaté (1939 – 1996) et de Hadja Hawa Kéita (1947-2010).

Puisse Dieu, dans Sa miséricorde infinie, leur accorder le repos éternel.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

REMERCIEMENTS

Louange à Dieu, le Tout Miséricordieux et le Très Miséricordieux. Que Sa grâce et Sa paix soient sur le prophète Muhammad et l'ensemble des communautés humaines sans distinction de race et de religion.

Louange à Lui également pour nous avoir fait partie de cette communauté et nous avoir permis de conduire ce projet de recherche sur l'histoire de l'enseignement islamique en Côte d'Ivoire. Mais ce travail de recherche est aussi le fruit d'efforts conjugués de plusieurs personnes et structures à qui nous adressons ici notre reconnaissance.

D'abord, nos remerciements au Pr EKANZA Simon Pierre qui a accepté la direction de cette étude malgré ses nombreuses charges. Professeur titulaire à la filière des Sciences historiques de l'Université de Cocody, le Pr EKANZA Simon Pierre a participé activement à notre formation tant par ses enseignements depuis notre première année d'étude universitaire que par ses nombreuses publications. Il est pour nous une référence, un modèle de réussite aux côtés de ses pairs enseignants du département.

Il a été accompagné dans ce travail d'encadrement par le Dr SAVADOGO Boukary Mathias. Spécialiste de l'islam en Afrique Ouest francophone – notamment au Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali et Niger –, Dr SAVADOGO Boukary Mathias a été le premier à guider nos pas dans ce champ immense qu'est la recherche sur la religion du prophète Muhammad. Cette entreprise a débuté en 2003 avec le mémoire de licence intitulé « Les media de diffusion de l'islam en Côte d'Ivoire : le cas de la radio Al Bayane ». Le succès de ce travail de recherche a conduit au renouvellement de nos rapports – maître et apprenant – qui se sont poursuivis jusqu'à ce jour. Durant toutes ces années, le Dr SAVADOGO Boukary Mathias a cumulé à lui seul les rôles de pédagogue et de conseiller. Ce rapprochement a créé une ambiance de familiarité ; il est

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

devenu pour nous un frère aîné. Pour toutes les années passées sous sa conduite, les mots à eux seuls ne peuvent pas rendre compte de notre reconnaissance. Seul, un travail bien fait peut – nous espérons – la lui rendre. Et, c'est ce que nous avons essayé de faire en toute modestie.

Ce travail de recherche sur l'islam en Côte d'Ivoire a bénéficié de l'appui d'autres spécialistes de ce champ d'étude. Il s'agit du Pr Jean-Louis TRIAUD et Dr Marie MIRAN-GUYON, respectivement Professeur émérite à l'Université d'Aix-en-Provence à Marseille et Maître de conférences à l'Ecole des Hautes Etudes des Sciences Sociales (EHESS) à Paris. La collaboration avec ces chercheurs a commencé avec le Dr Marie MIRAN-GUYON en octobre 2005. Elle a été riche en enseignement car elle a permis d'approfondir les analyses de tous les aspects abordés dans ce travail de recherche.

Pour tout l'intérêt accordé à ce travail et le soutien reçu durant ces années d'études, chers maîtres, nous vous disons merci.

Nous adressons également notre reconnaissance au Dr BAMBA Vamadou pour le travail minutieux de lecture effectué et ses conseils avisés. Comme les enseignants sus mentionnés, sa contribution tout le long de notre séjour de formation au département d'histoire a été d'un apport très appréciable. L'apprentissage au côté de ce maître s'est accompagné de celui des autres enseignants de la filière des sciences historiques à qui nous adressons aussi nos chaleureux remerciements. Il s'agit des professeurs BAMBA Sékou Mohamed, OUATTARA Tiona Ferdinand, KOUAME Aka, ALLOU Kouamé René, TOKPA Lépé Jacques, BAMOUAN Jean Pierre, KOUASSI Yao, YAO Bi Gnangoran Ernest, DIAGNE Alexis Sitapha, PARE Moussa, BAMBA Abdoulaye, CISSE Chikouna et BAMBA Mamadou.

Par ailleurs, la réalisation de cette étude, nous la devons pour une grande part aux personnes ayant accepté de mettre par écrit une partie de leur existence. Ces

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

personnes ressources ont été rencontrées au cours de nos enquêtes de terrain dans différentes localités du pays. Il s'agit des imams Cissé Djiguiba (Abidjan), Cissé Mamadou (Abidjan), Traoré Mamadou (Abidjan), Ba Ishaq (Anyama), Binaté Ibourahima (Abidjan), Diakité Ibrahima (Abidjan), Kaba Mohamed Lamine (Abidjan), Konaté Aboubakar Sidick (Abidjan), Moustapha Sy Yacoub (Daloa), Timité Mohamed Kolonga (Bondoukou), Camara Abdoul Razac (Bouna), Cissé Bomba (Korhogo), Dramé Tidiane (Bouaké), Diarrassouba Ibrahim (Gagnoa), Koné Aboubakar (Man), etc. ; du personnel des établissements d'enseignements coraniques dont Sanogo Amara (Abidjan), Mariko Karim (Abidjan), Sangaré Seydou (Abidjan), Koné Kounadi (Abidjan), Sangaré Idriss (Bouaké), Kanté Bouakary (Odienné), Konaté Bakary (Korhogo), Sylla Mohamed Youssouf (Bouaké), Diaby Mohamed Youssouf (Daloa), Timité Amadou Koudous (Bondoukou), Traoré Amadou (Kong), Diané Bassiriman, (Korhogo), etc. et des responsables de structures militant pour la promotion des écoles islamiques nationales notamment Koné Jakaria (Bouaké), Coulibaly Bachir (Korhogo), Diawara Bakary (Abidjan), Ouattara Zoumana (Bondoukou), Dosso Mamadou (Abidjan), Sylla Abiba (Abidjan) et Coulibaly Zélika (Abidjan).

A toutes ces personnes et celles que nous n'avons pu citer, nous adressons notre reconnaissance infinie.

Ce sentiment de gratitude va aussi à l'endroit des responsables des centres de documentations et des fonds d'archives publics et privés. Il s'agit du personnel du Centre de Recherche et d'Action pour la Paix (CERAP), des Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI), des archives de UNICEF, etc.

L'une des difficultés de tout travail de recherche réside dans la mobilisation des moyens financiers. Ce besoin a été comblé en partie par la subvention que nous a accordée le Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA) à qui adressons nos remerciements.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

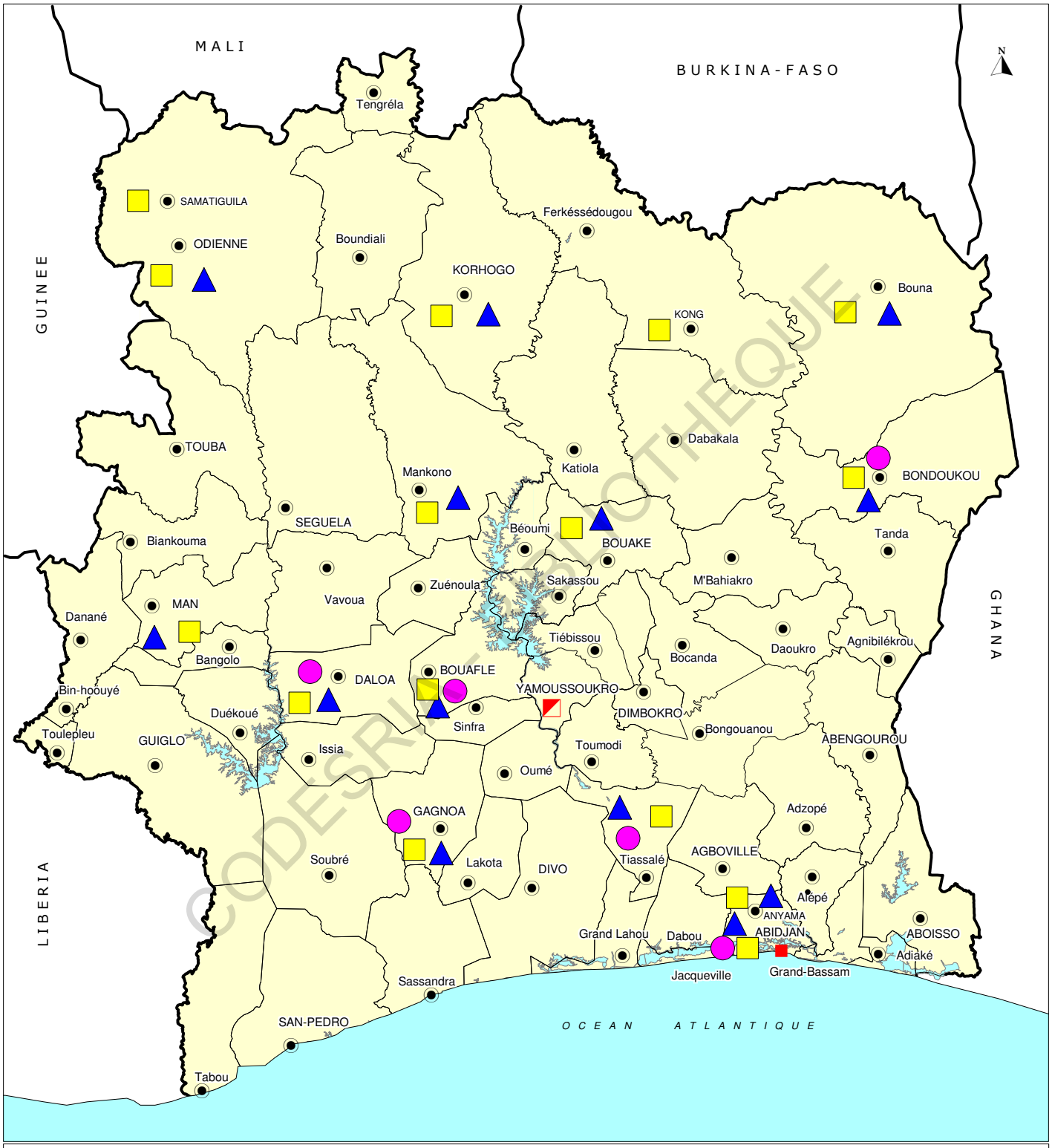
Toutefois, les moyens financiers à eux seuls ne suffisent pas pour mener à terme un travail recherche. Le soutien affectif et moral de certains proches et de la famille y contribue pour une large part. Ce soutien ne nous a pas fait défaut. En effet, les amis ont été de forts soutiens au cours de cette période. Ils ont été pour nous l'autre famille, celle qui se soucie du bien être des siens et ne les abandonne pas dans les moments d'épreuves. Cette famille, ce travail lui est aussi redevable. A tous les membres de ce groupe – que nous ne pouvons nommément citer – construit au fil des années d'études, nous leur témoignons notre gratitude infinie.

Quant à ma famille biologique, ma mère Fofana Satou, mes aînés Fofana Yacouba, Fofana Ali, Fofana Mamadou, Mme Irié Koué Lou Jacqueline et Mme Koué Lou Eugénie, et mes cadettes Binaté Fatoumata et Binaté Mariam, ma reconnaissance et mes remerciements sont sans bornes.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

République de Côte d'Ivoire

CARTOGRAPHIE DES ETABLISSEMENTS ISLAMIQUES EN CÖTE D'IVOIRE



CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

LEGENDE :

LOCALITES

- *Capitale politique (Yamoussoukro)*
- *Capitale économique (Abidjan)*
- *Chef lieu de Département*

LIMITES ADMINISTRATIVES

- *Limite Territoriale*
- *Limite Départementale*
- *Plan d'eau*

ETABLISSEMENTS ISLAMIQUES

- *Ecole Coranique Traditionnelle*
- *Medersa et Ecole Franco-arabe*
- *Ecole Confessionnelle islamique*

Echelle : 1/4000000

Source : BNETD / DAUDL / SGI

Conception :BINATE Issouf Dessin: BOBI Celestin / BERTE Nouvou

SOMMAIRE

DEDICACE

REMERCIEMENT

GLOSSAIRE ……....3

LISTE DES ABBREVIATIONS UTILISEES…….....8

INTRODUCTION …….....12

1ERE PARTIE : L'ENSEIGNEMENT CORANIQUE TRADITIONNEL EN COTE D'IVOIRE : UNE INSTITUTION COMMUNAUTAIRE D'EDUCATION ET DE FORMATION DES MUSULMANS (FIN DU XIXEME SIECLE – DECENNIE 1940)……..44

CHAPITRE 1 : SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT CORANIQUE TRADITIONNEL EN COTE D'IVOIRE ……..……....46

CHAPITRE 2 : LA FORMATION CORANIQUE TRADITIONNELLE……79

CHAPITRE 3 : LES DIFFICULTES DE FONCTIONNEMENT DU SYSTEME EDUCATIF CORANIQUE……..…....128

2EME PARTIE : L'AVENEMENT DES MEDERSAS EN COTE D'IVOIRE : ENTRE CRISE INTRA COMMUNAUTAIRE ET REFORME DU SYSTEME EDUCATIF CORANIQUE (FIN DE LA DECENNIE 1940 A CELLE DE 1980)……..169

CHAPITRE 4 : LE CONTEXTE ET LES ACTEURS DE LA NAISSANCE DES MEDERSAS…….171

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE 5 : LA REFORME DU SYSTEME EDUCATIF CORANIQUE : L'INSTAURATION D'UNE NOUVELLE DYNAMIQUE……....210

CHAPITRE 6 : LES ASSOCIATIONS DE LA COMMUNAUTE MUSULMANE ET LE SYSTEME EDUCATIF CORANIQUE EN COTE D'IVOIRE……..…257

3EME PARTIE : VERS UNE EDUCATION CONFESSIONNELLE ISLAMIQUE OFFICIELLE EN COTE D'IVOIRE : LA REVISION DE LA POLITIQUE EDUCATIVE ISLAMIQUE ET LA REDYNAMISATION DES ASSOCIATIONS MUSULMANES (1990 – 2005)..…….....303

CHAPITRE 7 : LE PROJET DE CREATION DES ETABLISSEMENTS CONFESSIONNELS ISLAMIQUES OFFICIELS EN COTE D'IVOIRE……..…306

CHAPITRE 8 : LE RENOUVEAU DES ECOLES MEDERSAS EN COTE D'IVOIRE : LA REORIENTATION DE LA POLITIQUE EDUCATIVE ISLAMIQUE NON FORMELLE…….....362

CHAPITRE 9 : LES ATTENTES, LES DIFFICULTES ET LES DEFIS DES ASSOCIATIONS DU SYSTEME EDUCATIF ISLAMIQUE REFORME ……...410

CONCLUSION ……..….....462

ANNEXES …….....481

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE …….....608

LISTE DES TABLEAUX ……..……..…656

LISTE DES ANNEXES ……..……657

TABLES DES MATIERES …….....658

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

GLOSSAIRE

Asr : Prière du milieu de l'après midi. Elle a lieu vers 16h.

Beyti (ou **Baïtt**): Expression en langue arabe désignant une Chorale.

Brachouê: La place publique ou l'arbre à palabres (en langue Koyaka).

Brou-mousso : Le brou-mousso est une sorte de manteau, de grand voile en tissus qu'on porte sur le boubou. Il est confectionné selon un style particulier. Il est sans manche, avec ses bordures ornées de dentelles et le tout prolongé d'un bonnet. Dans le système d'enseignement islamique, le brou-mousso est utilisé en pays koyaka.

Broum ou Faba : C'est un espace où se déroulent les activités socioculturelles d'une communauté.

Cônôgbin : La chasse aux oiseaux.

Coranadjigui : C'est la cérémonie marquant la fin de la lecture intégrale et de l'exégèse du Coran.

Daba : L'encre extraite d'espèces végétales servant à l'écriture.

Dahi : Personne participant à la diffusion de l'islam ou *daw'a.*

Daouro ou lato : C'est un instrument traditionnel de musique. Il est utilisé au cours des cérémonies de réjouissance.

Darsu : C'est une déformation du terme arabe *« darisu »* qui veut dire *« le cours »*.

Dêguê : C'est un met fait à partir de grains de riz réduits en pâte à laquelle on ajoute du sucre.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Djouma : Prière du vendredi (13h 30mn)

Djouz : Le Coran contient 114 Sourates, 6 236 versets, regroupés dans 30 **djouz** et chaque **djouz** contient 2 **Izib**. Ce sont des divisions du Coran destinées notamment à la mémorisation.

Douahoukêla : Personne en charge de faire des évocations et des bénédictions.

Eau de Zamzam : Selon les sources musulmanes, la source de Zamzam, à l'origine, jaillit de terre sur ordre de Dieu par l'intermédiaire de l'ange Gabriel (Djibril) pour Agar et Ismaïl, épouse et fils d'Ibrahim, alors qu'ils se trouvaient seuls dans cette vallée désertique. Les puits de Zamzam sont situés près de la Ka'ba dans l'enceinte de la Mosquée Sainte (Mecque). Boire l'eau de Zamzam fait partie des rites recommandés du pèlerinage. L'eau de Zamzam est réputée pour ses vertus curatives.

Fitina (ou Fitran) : Lampe à huile (de palme ou de karité).

Hadith : C'est l'ensemble des enseignements, des paroles et des actions du prophète soigneusement réunis et rapportés par ses pieux compagnons, qui expliquent et développent le sens des versets coraniques.

Hafiz (pluriel, Huffaz) : Titre attribué à une personne ayant mémorisé le Coran entier.

Isnad : Certificat de fin d'études islamiques.

Jalalatigui (ou namou tigui): Porteur du turban consacrant la fin des études islamiques du 3ème cycle.

Kabla : Expression Malinké désignant la famille.

Kalam : Tige utilisée pour l'écriture.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Kalan : Expression Malinké signifiant « apprentissage ». Les mots composés tels que *« walaga kalan », « dougouma kalan »*, etc. signifient respectivement *« apprentissage à l'aide de la planchette »* et *« apprentissage par terre »*.

Khalwa : Une retraite spirituelle. Et, l'expression *« Khalwala »* signifie le lieu où s'effectue la retraite spirituelle.

Karamoko : Composition de deux mots – *« kara/kalan : instruction »* et *« môkô/môgô : Homme »* – et désignant une personne instruite.

Karamokoden : Composition de trois mots – *«kara/kalan : instruction », « môkô/môgô : Homme » et « den : Enfant »* – et désignant une personne (enfant comme vieux) en formation auprès d'une autre mieux instruite.

Kitab : L'ensemble des commentaires linguistiques, théologiques, juridiques qui ont été faits sur le Saint Coran.

Kibla : C'est le nom donné à l'orientation de la prière musulmane en direction de la Ka'ba, la plus illustre mosquée de l'Islâm située à la Mecque (Arabie Saoudite). Dans les autres mosquées, cette orientation est indiquée par le l'autel où se tient l'imam pour effectuer ses différents offices. A l'extérieur des mosquées, elle est indiquée par le minaret.

Kôrôtabaga : Le lecteur des versets coraniques pour l'exégète.

Koyakabougou : Nom donné à l'espace, au quartier où résident en majorité les personnes de l'ethnie koya ou ressortissantes de la région du Worodougou.

Madjilis : Expression arabe pour désigner les écoles coraniques traditionnelles.

Marabout : Personne instruite en science islamique.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Medersa (ou madrasa) : C’est un terme arabe désignant une école, qu'elle soit laïque ou religieuse, quelle que soit la confession. Mais ici, il est utilisé pour désigner l’école islamique nouvelle par opposition à l’école coranique traditionnelle.

Namou : Le turban à enrouler autour de la tête.

Odiennéka : Expression désignant les ressortissants de la région d’Odienné.

Odiennékourani : Littéralement cette expression veut dire le « nouveau Odienné ». Ici, il s’agit d’un nom attribué à un espace, un quartier abritant une proportion remarquable de ressortissants d’Odienné.

Sadaqa : C’est un don rituel ordonné par une autorité spirituelle. C’est une aumône différente de l’aumône légale ou de celle de la fin du jeûne de Ramadan.

Sèrè : C’est un témoin. Et, Sèrèya, une des expressions dérivées, signifiant témoignage.

Soubh : Prière de l’aube

Tafsir : Commentaire ou interprétation analytique d’un texte. Le *tafsir du Coran* (par exemple) est l’exercice consistant à faire le commentaire de ce livre.

Talibé : Expression désignant les élèves des écoles coraniques traditionnelles.

Togo : Un hangar

Umma : La Communauté musulmane.

Wahhabisme : Le Wahhabisme est une doctrine islamique fondée vers 1745 par le négociant arabe Muhammad ibn Abd al-Wahhâb (1703 - 1792) de la ville

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

d'Iyané dans l'Arabie centrale. Il reprenait à son compte la vieille doctrine hanbalite (du nom de Ibn Hanbal) remontant au IX^{ème} siècle et renouvelée au XIII^{ème} siècle par Ibn Taymiya. Son intention était de ramener l'islam à sa primitive pureté.

Walaga : Une tablette servant de support pour l'écriture

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

LISTE DES ABBREVIATIONS UTILISEES

AEC : Association des Enseignants Coraniques

AEEMCI : Association des Elèves et Etudiants Musulmans de Côte d'Ivoire

AEMA : Amicale des Enseignants Musulmans d'Adjamé

AJMAM : Association des Jeunes Musulmans d'Adjamé Mairie

AMI : Association des Musulmans Ivoiriens

AMOCI : Association des Musulmans Orthodoxes de Côte d'Ivoire

AMOP : Association des Musulmans pour l'Organisation du Pèlerinage

AOF : Afrique Occidentale Française

ASSOENCOCI : Association des Enseignants Coraniques de Côte d'Ivoire

BAC : Baccalauréat

BAD : Banque Africaine de Développement

BDE : Bloc Démocratique Eburnéen

BEPC : Brevet d'Etude du Premier Cycle

BID : Banque Islamique de Développement

BM : Banque Mondiale

CAFOP : Centre d'Animation et de Formation Pédagogique

CAPE : Coordination des Parents d'élèves et étudiants de Côte d'Ivoire

CCFCI : Cercle Culturel et Folkloriques de la Côte d'Ivoire

CE (1&2) : Cours Elémentaire (1ère & 2ème année)

CENF : Centres d'Educations Non Formelle

CEPE : Certificat d'Etude Primaire Elémentaire

CHU : Centre Hospitalier Universitaire

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CID : Confédération Islamique de Développement

CM (1&2) : Cours Moyen (1ère & 2ème année)

CMR : Communauté Musulmane de la Riviera

CMS : Communauté Musulmane du Sud

CNI : Conseil National Islamique

COGES : Comité de Gestion

COMAF : Communauté Musulmane du quartier Air France – Bouaké

COPEB : Comité pour la Promotion de l'Enseignement de Base

COSIM : Conseil Supérieur des Imams

CP (1&2) : Cours Préparatoire (1ère & 2ème année)

CSI : Conseil Supérieur Islamique

DEF : Département Education et Formation

DREN : Direction Régionale de l'Education Nationale

ENA : Ecole Nationale d'Administration

ENAP : Ecole Nationale d'Administration Publique

ENSEA : Ecole Nationale de Statistique et d'Economie Appliquée

EPP : Ecole Primaire Publique

EPV : Ecole Privée

IEP : Inspection de l'Enseignement Primaire

FENAPEECI : Fédération Nationale des Parents d'Elèves et Etudiants des Etablissements Confessionnels Islamiques

FMI : Fonds Monétaire International

ISESCO : Organisation Islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture

JRS : Service Jésuite pour les réfugiés

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

LIPCI : Ligue Islamique des Prédicateurs de Côte d'Ivoire

OCI : Organisation de la Conférence Islamique

OEECI : Organisation des Etablissements d'Enseignement Confessionnel Islamique

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PAM : Programme Alimentaire Mondial

PCF : Parti Communiste Français

PDCI : Parti Démocratique de Côte d'Ivoire

PPCI : Parti Progressiste de Côte d'Ivoire

RDA : Rassemblement Démocratique Africain

REMCI : Réseau des Ecoles Madrassas de Côte d'Ivoire

RESEN : Rapport d'Etat du Système Educatif National

SAA : Syndicat Agricole Africain

SAPEP : Service Autonome de Promotion de l'Enseignement Privé

SEMI : Secours Médicale Islamique

SEP : Service de l'Enseignement Privé

SFIO : Section Française de l'Internationale Ouvrière

SIB : Société Ivoirienne de Banque

SIFASP : Séminaire Islamique de Formation en Administration Scolaire et en Pédagogie

UCM : Union Culturelle Musulmane

UEFAK : Union des Enseignants Franco Arabe de Korhogo

UEMCI : Union des Ecoles Madrassah de Côte d'Ivoire

UENCOCI : Union des Enseignantes Coraniques de Côte d'Ivoire

CODESPIA - BIBLIOTHEQUE

UENI : Union des Ecoles Islamiques du Nord

UGPT : Union Générale de Peuls et Toucouleurs

UFOCI : Union Fraternelle des Originaires de le Côte d'Ivoire

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

UNICEF : Fondation des Nations Unies pour l'Enfance

UOCOCI : Union des Originaires des Cercles de l'Ouest de la Côte d'Ivoire

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

INTRODUCTION

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Justification et intérêt du sujet

La Côte d'Ivoire a fait véritablement son entrée dans le monde de l'éducation scolaire à travers des programmes d'enseignements de type confessionnel. Cette entreprise d'instruction publique a d'abord été confiée par l'autorité coloniale aux missionnaires catholiques dès 1895 à Grand Bassam[1] avant d'être élargie quelques années plus tard aux protestants[2]. Ce système éducatif, de sa conception à sa mise en œuvre, côtoyait un programme d'enseignement religieux d'un autre ordre, vieux de plusieurs siècles, basé sur le Coran et la tradition de Muhammad, le Prophète de l'islam.

Introduite dans les régions septentrionales de la Côte d'Ivoire par les négociants wangara avant le déclin de l'empire du Mali au XIII^{ème} siècle, la religion islamique a fait une pénétration timide dans la zone forestière au début du XX^{ème} siècle. Puis, elle a connu un essor fulgurant, avec le déploiement des travailleurs en provenance de la Haute Volta et du Soudan français sur le territoire. Ce mouvement de masse, ajouté au dynamisme des réseaux malinké dioula, a permis à cette religion d'essaimer dans tout l'espace géographique national. Si le succès de cette entreprise de diffusion de l'islam au-delà des zones savanicoles a reposé jusque-là sur quelques acteurs clés – notamment les colporteurs, les marabouts, les soldats de l'armée coloniale, etc. –, il n'est pas à exclure que les écoles coraniques ont été des vecteurs essentiels dans toutes ces missions d'appel à la foi.

Les établissements d'enseignements islamiques ont, en effet, joué un rôle prépondérant dans les mouvements de propagation de l'islam. Cette

[1] Avant cette date, il y avait eu quelques tentatives d'offres d'éducation scolaire sur le territoire de la future colonie de Côte d'Ivoire particulièrement à Elima entre 1882 et 1892. Le premier établissement ouvert en 1882 a été confié à Madame Keller, la femme d'un agent du Résident de France, Arthur Verdier. Cette initiative tourna court et deux nouvelles écoles furent ouvertes l'une après l'autre, en 1887 et 1892, dans la même localité. Mais le plus grand projet de scolarisation débuta avec les missionnaires catholiques en 1895 sous le Gouverneur Louis Gustave Binger. Cf. DESALMAND (Paul), *Histoire de l'Education en Côte d'Ivoire : Des origines à la Conférence de Brazzaville*, Abidjan, CEDA, 1983, pp103-105.

[2] POHOR (Rubin), *Ecole et développement*, Abidjan, édition UCAO, 2007, p49.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

reconnaissance accordée à ces institutions tient compte à la fois de leur statut de siège de diffusion du message coranique et de leur capacité à s'adapter aux mutations sociopolitiques et religieuses qu'à connues le pays durant la période coloniale et post coloniale. Les premières écoles à jeter les bases de l'éducation islamique ont été connues sous le nom d'écoles coraniques traditionnelles. L'étude de la pénétration de l'islam en Côte d'Ivoire atteste l'existence d'anciens foyers de diffusion de renommée sous régionale en l'occurrence les centres islamiques de Bondoukou, Kong, Mankono, Odienné, Samatiguila, etc. A la suite de l'appui de l'administration coloniale, des centres de formations islamiques avaient commencé à voir le jour dans d'autres localités. Le village de Cocody (Abidjan) a enregistré sa première école coranique dès 1914[3]. Le pays Baoulé, par sa proximité avec les régions de forte présence de musulmans, en a compté en ce début du XX^{ème} siècle[4]. Le pays Bété n'a pas été épargné par cette avancée de l'islam. Le Cercle de Daloa a accueilli sa prémière école coranique en 1926[5]

Basée sur l'enseignement du Coran et de ses disciplines annexes, l'école coranique traditionnelle était aux mains de lettrés dont la vocation était de transmettre un savoir spirituel à des apprenants. Ce type de formation a constitué, avec les autres programmes d'activités islamiques, le baromètre du dynamisme de la religion du Prophète Muhammad durant plus de la moitié de la période coloniale. A partir de la décennie 1940, des réformes, apportées par un courant religieux (le wahhabisme), allaient être introduites dans le programme d'enseignement. Conduit par des lettrés ayant séjourné dans le cadre de leurs études dans les pays arabo musulmans, le mouvement de réforme a fait son apparition au centre de la Côte d'Ivoire, à Bouaké, une cité dynamique par

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[3] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Statistique des écoles coraniques du Cercles des Lagunes en 1914.
[4] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Statistiques des écoles coraniques de 1916 à 1918.
[5] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Correspondance de l'Assesseur Diaby Lacina au Gouverneur de la Côte d'Ivoire au sujet de l'autorisation d'ouverture d'une école coranique à Daloa, le 12 mars 1926.

l'intensité de ses activités commerciales. De cette région, le mouvement réformiste s'est étendu à d'autres localités du pays dont Abidjan, Daloa, Man, Korhogo, etc.

Cette irruption du mouvement wahhabite dans le champ religieux a bouleversé l'ordre social dans la colonie. Des incidents, notamment celui de 1952 à Bouaké[6] qui occasionna la fermeture de la mosquée du quartier *Dougouba*, lui sont imputables. Touché par ce mouvement de réforme, le secteur de l'éducation coranique allait faire sa mue. En effet, la formation qui, autrefois était exclusivement théologique, a enregistré l'introduction de disciplines scientifiques modernes telles que la géographie, l'histoire, les mathématiques, etc. Cette ouverture sur un nouveau programme éducatif, à l'intersection de la science et de la religion, s'est accompagnée d'une série de réformes : renouvellement du cadre d'étude et du matériel de travail, organisation d'examens de fin de cycles, délivrance de diplômes, etc. Les écoles islamiques nées de ce projet ont reçu l'appellation de medersa. Par leur méthode de travail calquée sur celle des écoles publiques, ces écoles ont apporté un nouveau souffle à l'enseignement islamique. Mais cette formation, eu égard à son caractère trop religieux, n'offrait pas aux auditeurs des possibilités d'insertion socio professionnelle sur le marché économique de l'emploi.

Cette réalité des écoles islamiques allait conduire les élites musulmanes de la période post coloniale à entreprendre des démarches auprès des autorités nationales pour tenter de sortir ces instituts éducatifs communautaires de l'ornière. Engagés au début de la décennie 1990, les pourparlers entre le Ministère de l'Education Nationale et la communauté musulmane ont été sanctionnés par la signature d'une convention sur l'enseignement islamique.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[6] TRIAUD (Jean Louis), « Le mouvement réformiste en Afrique de l'ouest dans les années 1950 », in *Mémoire du CEERMA*, Paris, 1979, p206.

Signée le 02 décembre[7] 1993, cette convention augurait une nouvelle ère dans l'histoire de cet ordre d'enseignement confessionnel dans le pays.

La présente étude n'a pas encore fait l'objet d'une recherche approfondie par les auteurs intéressés par la question de l'islam en Côte d'Ivoire. Elle entend ainsi combler un vide historique en faisant l'analyse de la situation de la formation coranique dans ce pays ouest africain.

Définition et délimitation du sujet

Du thème soumis à notre réflexion se dégagent quelques notions clés dont les définitions seront d'un apport appréciable dans la compréhension du travail. Il s'agit des expressions telles que : *Enseignement coranique* et *Dynamique d'évolution*.

La propagation de l'islam sur le territoire ivoirien, au début du XX^{ème} siècle, est à l'actif de la mobilité des caravaniers soudanais, du déploiement des soldats et travailleurs migrants, etc. avec l'appui intéressé de l'administration française. Ce succès, redevable à un plan stratégique, a reposé sur un programme de travail : l'*Enseignement coranique*. Cette expression, nous l'entendons comme étant la transmission du savoir islamique contenu dans le Coran et la tradition du Prophète Muhammad. Dans cette étude, il est question d'un savoir qui se transmet du maître (lettré) à l'apprenant. Cette appréciation de l'expression exclut les types d'enseignements conduits par des mouvements tels que les groupes de prêcheurs[8] sous la forme d'appel à la foi ou *daw'a*. L'enseignement, ici, a ses objectifs, c'est-à-dire faire des auditeurs, de bons musulmans et des

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[7] Archives du Conseil National Islamique (CNI) : Convention entre l'Etat et l'enseignement privé confessionnel islamique (Cf. Annexe 1)

[8] Ces prêcheurs sont connus sous l'appellation de *dahi*. Un autre terme, *Jama'at tabligh*, est utilisé aussi pour les désigner. Cette expression veut dire en français l'association pour la prédication. C'est un mouvement religieux qui consiste à faire revivre la foi des croyants musulmans par des missions d'appel à la religion (*daw'a*). Il a été fondé en Inde par Muhammad Ilyas al-Kandhlawi (1885-1944) et avait pour objectif initial de transformer les hindous convertis qui, du fait de leur culture, pratiquaient l'islam sous une forme hétérodoxe. Ce mouvement, depuis des décennies, s'est étendu à bien de pays d'Afrique, la Côte d'Ivoire y compris.

personnes intégrées dans la société. Il a lieu dans un cadre bien défini et régi par une organisation propre.

Bien qu'étant basées sur la transmission du message coranique, les écoles islamiques ont connu des mutations tout le long de leur parcours. Ainsi par la *Dynamique d'évolution,* il est essentiellement question pour nous d'étudier la situation des écoles islamiques en Côte d'Ivoire, de cerner les moments de rupture et de continuité en fonction des besoins de la communauté musulmane et du contexte sociopolitique et économique du pays.

Ainsi, étudier le thème soumis à notre réflexion revient à analyser l'organisation et le fonctionnement d'un des moyens, d'un des vecteurs du dynamisme de l'islam dans cette partie de l'Afrique occidentale française. Mais ce travail de recherche est inscrit dans un cadre chronologique allant de la *Fin du XIX*^{ème} *siècle à l'année 2005*.

Le choix de la *Fin du XIX*^{ème} *siècle* comme borne chronologique de cette étude répond à deux raisons essentielles. D'une part, cette période consacre la fin de la conquête du territoire ivoirien et son érection en colonie française le 10 mars 1893. A partir de cette période, la colonie était administrée selon les ordonnances de la métropole, la France. Tous les aspects de la vie sociale commençaient à être soumis à des réglementations. Les écoles coraniques, les premiers foyers d'instruction au-delà du cercle familial, n'échappaient pas au regard de ces nouvelles dispositions. Un contrôle systématique[9] était exercé sur elles et leurs animateurs – les lettrés notamment – eu égard à l'activisme de certains d'entre eux.

Par ailleurs, les foyers de diffusion de l'islam et les lettrés ont souffert des conséquences des derniers conflits de la conquête coloniale. En effet, la zone

[9] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Circulaire du Gouverneur Général de l'AOF au sujet des statistiques des écoles coraniques, le 18 avril 1907

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

savanicole de la colonie a été secouée par des troubles opposant l'administration française à l'armée du conquérant mandingue Samory Touré. Opposé au projet expansionniste des français, Samory Touré était parvenu à annexer plusieurs régions du nord du territoire dans la construction de son empire. Cette conquête d'espace a occasionné la désolation au sein de la population. A la conquête du pays sénoufo en 1883[10] notamment Sinématiali, Karakoro, N'Golodougou et Komborodougou, Samory Touré et ses généraux y semèrent des exactions en vidant les greniers ou en s'emparant des récoltes pour ravitailler leurs troupes.

Dans les cités islamiques du Nord où sa collaboration n'était pas appréciée des assujettis, l'Almamy y poursuivit des répressions. Kong, qui abritait l'une des prestigieuses universités islamiques de la sous région, n'a pas été épargné par la fureur du guerrier manding.

> *« Le 18 mai 1897, la ville est prise ; les responsables décapités. Des cases, il ne reste plus que des murs qui fonderont aux prochaines pluies. »*[11]

Après sa capture en 1898, un terme a été mis à l'ère des conquérants noirs musulmans et au prestige du courant radical de l'islam prôné. Les cités marchandes, réputées sièges de la transmission du savoir islamique, ont, elles aussi, perdu de leur rayonnement. Mais comme l'a fait remarquer l'administrateur Benqhey :

> *« (…) si l'ascendant religieux de l'islamisme a presque disparu dans la région, il n'en est pas de même de son influence intellectuelle. »*[12]

La renaissance des anciens foyers islamiques tels que Bouna, Kong, Mankono, etc. et son influence dans l'émergence de nouveaux centres urbains de diffusion

[10] FOFANA (Lemassou), *Côte d'Ivoire, Islam et Société : Contribution des musulmans à l'édification de la nation ivoirienne (XIe-XXe siècle*), Abidjan, CERAP, 2007, p48.
[11] PERSON (Yves), *Samori : La renaissance de l'empire mandingue XIX^{ème} siècle*, Abidjan, NEA, 1976, 127p.
[12] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Rapport sur l'islamisme dans la région de Kong par l'administrateur Benqhey, le 08 janvier 1908.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

de l'enseignement coranique, sous l'impulsion de l'administration coloniale, sont les symboles de cette réalité clôturant la période samorienne.

L'année 2005 est la seconde borne chronologique de cette étude. Elle est récente. On pouvait la substituer à l'expression « *de nos jours* ». Mais le souci de circonscription du travail dans un cadre chronologique bien précis a guidé cette option.

La justification du choix de cette période rompt d'avec celle des formes récurrentes de périodisation des travaux de recherches en histoire. En effet, *l'année 2005* n'est pas liée à un évènement majeur dans l'histoire de l'enseignement islamique en Côte d'Ivoire. Elle ne marque pas de rupture dans la dynamique d'évolution des établissements islamiques. Mais elle se présente comme une date à laquelle doit s'effectuer un bilan des écoles islamiques nouvelles suite à la signature de la convention de 1993.

Du parcours des écoles islamiques en Côte d'Ivoire, cette convention a été l'un des actes majeurs posés par les gouvernants dans leur politique de satisfaction des besoins en éducation des populations musulmanes. Par cette entreprise, elle venait donner la possibilité aux écoles islamiques, jusque-là évoluant sous la forme d'écoles coraniques traditionnelles et de medersas, de se hisser au même rang que les établissements confessionnels catholiques et protestants du pays. Plus d'une décennie après l'entrée en vigueur des dispositions de cette convention, des projets éducatifs ont été réalisés et un bilan était nécessaire pour évaluer son impact et cerner ses limites. Par ailleurs, dans la mesure où cette convention a introduit un nouvel ordre d'enseignement religieux dans le pays, une analyse comparative entre les écoles confessionnelles chrétiennes et musulmanes pourrait être enrichissante grâce à cette étude.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Revue critique de la littérature

L'historiographie sur l'enseignement islamique en Côte d'Ivoire n'est pas assez fournie. Les auteurs intéressés par la recherche sur l'islam dans ce pays ont traité en grande partie du processus de pénétration de cette religion sur le territoire sans aborder de manière approfondie la question de l'enseignement coranique. Pour mieux s'imprégner de cette réalité, il suffit de consulter les productions scientifiques qui ont vu le jour sur cette religion.

A l'intersection de l'histoire de la religion et la sociologie, les travaux de recherche sur l'islam en Côte d'Ivoire ont été menés par plusieurs auteurs. Paul MARTY[13] et Ibrahim HAIDARA[14] dans leurs études ont présenté le cadre général de la situation de l'islam à l'époque coloniale. Ces travaux ont indiqué le rôle prépondérant qu'a joué la région septentrionale dans la diffusion du message divin vers les autres régions du pays. Un regard a été jeté sur l'apport des écoles islamiques dans ce travail de *daw'a*. Cette expansion de l'islam au-delà du foyer originel a été mise à l'actif de lettrés avec un soutien intéressé des autorités en place, comme l'attestent Guy NICOLAS[15] et Vincent MONTEIL[16].

Au début du XX^{ème} siècle, l'implication de l'administration coloniale au projet d'expansion de l'islam s'est manifestée à travers l'ouverture des voies commerciales aux Soudanais qui, au cours de leurs déplacements, ont réussi à introduire leur religion dans les régions méridionales réputées infranchissables. Les colonnes de tirailleurs sénégalais déployées dans ces régions notamment à Grand Bassam, etc. ont pris également une part importante à cette mission de

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[13] MARTY (Paul), *Etude sur l'Islam en Côte d'Ivoire*, Paris, éd. Ernest Leroux, 1922, 457p.
[14] HAIDARA (Ibrahim), *L'Islam en Côte d'Ivoire et les pèlerins ivoiriens* T1, Thèse de doctorat d'Etat, ès lettres et sciences humaines, Paris, 1986, 365p.
[15] NICOLAS (Guy), *Dynamique de l'islam au sud du Sahara*, Paris, Publication orientaliste de France, 1981, 335p.
[16] MONTEIL (Vincent), *L'islam noir : Une religion à la conquête de l'Afrique*, Paris, Seuil, 1980, 468p.

propagation du message islamique, même si René Pierre ANOUMA[17] n'a pas fait de rapport entre cette présence militaire et l'islam. Mais ce succès de la diffusion de l'islam n'est pas le seul fait de l'activité économique et militaire. L'islam confrérique, avec le charisme des cheickh notamment Cheickh Hamahoullah et Yacouba Sylla, a été déterminant dans cette expansion. Alioune TRAORE[18] et Boukary Mathias SAVADOGO[19] sont de cet avis.

Cependant, ce dynamisme de l'islam « traditionnel » est secoué par un nouvel ordre religieux instauré par les mouvements de réformes menés par les wahhabites. Jean Louis TRIAUD[20] et Jean Claude FROELICH[21] se sont attelés à mettre en exergue l'origine de ce conflit religieux et ses objectifs. Ces travaux de réflexion, appuyés par la thèse d'Ibrahim HAIDARA et la publication de Marie MIRAN[22], renseignent également sur les manifestations de ce courant religieux aussi bien là où il est apparu dans la décennie 1940 que dans les autres centres urbains du pays.

Les marabouts, tenants des écoles islamiques traditionnelles, étaient les principaux mis en cause dans ce mouvement réformiste. Ils ont fait l'objet des études de certains auteurs dont Christian COULON[23], Louis BRENNER[24] et Liliane KUCZINSKI[25]. Sans faire d'études exclusives sur ces maîtres coraniques, ces auteurs ont tout de même traité de leur savoir faire littéraire basé sur le Coran et la tradition du Prophète.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[17] ANOUMA (René Pierre), *Aux origines de la nation ivoirienne : 1893 – 1946*, 2 volumes, Paris, L'Harmattan, 2006, 641p.
[18] TRAORE (Alioune), *Islam et colonisation en Afrique : Cheickh Hamahoullah, homme de foi et résistant*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1983, 278p.
[19] SAVADOGO (Boukary Mathias), *Confrérie et pouvoirs : La tijjaniyya hamawiyya en Afrique occidentale (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger) : 1909-1965*, Thèse de Doctorat, (dir) Pr. TRIAUD (Jean Louis), mars 1998, Université de Provence (Aix-Marseille).
[20] TRIAUD (Jean Louis), « Ligne de force de la pénétration islamique en Côte d'Ivoire » in *Revue des études islamiques*, XLII, Librairie orientale Paul Guethner, Paris, 1974, pp123-160.
[21] FROELICH (Jean Claude), *Les musulmans d'Afrique noire*, Paris, L'Orante, 1962, 406p.
[22] MIRAN (Marie), *Islam, histoire et modernité en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 2006, 558p.
[23] COULON (Christian), *Les musulmans et le pouvoir en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1983, 183p.
[24] BRENNER (Louis), *Réflexion sur le savoir islamique en Afrique de l'ouest*, Bordeau, CEAN, 1985, 103p.
[25] KUCZINSKI (Liliane), *Les marabouts africains à Paris*, Paris, CNRS édition, 2002, 435p.

Concernant la dynamique urbaine de l'islam durant la période post coloniale, elle débute avec l'ouvrage de Raymond DELVAL[26] intitulé *Les musulmans d'Abidjan* parue en 1980. Cette œuvre renseigne sur la situation de l'islam dans la mégapole ivoirienne. Elle traite d'importants aspects de la vie de la communauté musulmane d'Abidjan, de son origine à la fin des années 1970. Les medersas, qui participaient également au rayonnement des activités communautaires d'Abidjan, ont occupé une partie du champ de réflexion de l'auteur. Il a aussi abordé succinctement le processus d'attribution de bourses d'études aux élèves pour les établissements du monde arabe.

Les démarcheurs de cette opération n'ont pas manqué aux analyses des chercheurs intéressés à l'islam en Côte d'Ivoire. Tidjani Ba[27] a accepté de mettre par écrit une partie de sa vie. Cette initiative avait été précédée de l'ouvrage biographique sur Boubakar Sakho G[28] et suivie de celui sur Timité Mahama Koudous[29]. Ces travaux retracent non seulement l'itinéraire de ces religieux mais également l'évolution de la communauté musulmane à travers leurs activités. On retrouve l'ensemble de ces questions abordées de manière plus approfondie dans *Histoire, Islam et modernité en Côte d'Ivoire* où Marie MIRAN étudie de nombreux aspects de la vie de la communauté musulmane ivoirienne. Les questions relatives aux associations islamiques, aux rapports entre l'Etat et les musulmans, aux écoles islamiques, etc. sont élucidées. Toutefois, sur les écoles islamiques nées de la convention de 1993, les données ne sont pas importantes. Certes, l'auteur informe sur les projets pilotes et annonce l'adhésion de certains responsables de medersas aux écoles islamiques nouvelles. Mais d'intéressants points, notamment l'organisation et le

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[26] DELVAL (Raymond), *Les musulmans d'Abidjan*, Paris, CHEAM n°10, 1980, 107p.
[27] El Hadj Hamed Tidiani Ba Le Mufti, *L'homme et l'érudit*, Abidjan, CEDA, 2000, 178p.
[28] JEUSSET (Gwenolé) et DENIEL (Raymond), *Ami de Dieu et notre ami : El Hadj Boubacar G. Sakho*, Abidjan, INADES, 1986, 92p.
[29] OUATTARA (Dabila), *L'Imam Mahama Timité « Koudouss » de Bondoukou (Vie et œuvre)*, Abidjan, Imprimerie Delta Service Plus, s.d, 131p.

fonctionnement de ces écoles, l'appui des organisations nationales et internationales à ces projets, etc. ne sont pas abordés.

A l'instar de cette œuvre, les travaux de recherche sur l'islam en Côte n'ont abordé que superficiellement la formation coranique. Paul MARTY a fait l'état de la situation de l'enseignement coranique du début du XX^{ème} siècle, mais ce sont Yves PERSON et Ibrahim HAIDARA qui renseignent d'avantage sur les différents cycles d'études même s'ils ne tiennent pas compte des différences régionales. L'avènement des réformistes sur le territoire a intéressé Jean Louis TRIAUD, Marie MIRAN et Sibih SEHE[30]. Mais l'essentiel des données recueillies est focalisé sur les querelles que ces mouvements idéologiques ont entrainées. Et, ces données ne rendent compte que des évènements vécus dans quelques localités. Quant aux réformes apportées dans le programme d'éducation islamique, ces auteurs instruisent peu. Seuls Bintou Diarah SANANKOUA[31], Seydou CISSE[32] et Issa CISSE[33] informent sur les innovations apportées respectivement dans les medersas du Mali et du Burkina Faso.

Outre ces ouvrages traitant de l'islam, des réflexions ont été conduites sur le système éducatif national. L'enseignement coranique, l'une des composantes de cet ensemble, a bénéficié du regard de Paul DESALMAND[34] dans son ouvrage portant sur l'Histoire de l'éducation en Côte d'Ivoire. Il a axé une partie de son analyse sur les écoles coraniques traditionnelles. Il a mis en relief leur situation au départ de l'entreprise coloniale et s'est interrogé sur l'opportunité de cette formation pour le pays. Ce souci a été également partagé par Laurence

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[30] SEHE (Sibih), *Rappel historique de la sunna en Côte d'Ivoire*, Abidjan, juillet 1996, 100p.
[31] SANANKOUA (Diarah Bintou), « Les écoles coraniques au Mali : Problèmes actuels », in *Revue Canadienne des Etudes Africaines*, 1985, Vol. 19, n°2, pp359-367.
[32] CISSE (Seydou), *L'enseignement islamique en Afrique noire*, Paris, L'harmattan, 1992, 228p.
[33] CISSE (Issa), « Les medersas au Burkina, l'aide arabe et la croissance d'un système d'enseignement arabo-islamique », in *Islam et Sociétés au Sud du Sahara*, 1990, n°4, pp57-72.
[34] DESALMAND (Paul), *Op. Cit.* et *Histoire de l'éducation en Côte d'Ivoire : De la conférence de Brazzaville à 1984*, Abidjan, CERAP, 2004, 589p.

PROTEAU[35], qui sans s'attarder sur les détails du programme d'études, rend compte de la perception sociale de ces écoles et situe le contexte de la signature de la convention de 1993. Mais elle reste muette quant à la réalisation des projets d'écoles islamiques nées de cet accord. Ce constat est le même dans les travaux de recherches sur les établissements confessionnels catholiques et protestants. Eric LANOUE[36] et Rubin POHOR[37] ont traité du dynamisme d'évolution des écoles confessionnelles chrétiennes sans faire de parallèle entre ce type de formation et l'enseignement coranique.

En somme, les travaux de recherche sur l'islam en Côte d'Ivoire traitent de la situation générale de cette religion dans le pays. La référence au système éducatif coranique participe de cette même logique. Quant aux ouvrages portant sur le système éducatif dans son ensemble, ils instruisent certes sur l'importance des établissements coraniques, la formation dispensée, etc. mais laissent de côté d'importants aspects qui méritent des études approfondies.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Problématique

L'émergence des établissements catholiques, à l'époque de l'administration coloniale, s'est effectuée aux côtés d'un autre ordre d'enseignement religieux basé sur le Coran et ses disciplines annexes. Les premiers, à l'initiative des missionnaires, ont été mieux structurés et organisés dans un cadre formel. Tandis que les seconds sont restés des structures autonomes aux mains de lettrés aidés des apprenants dans des cadres évolutifs selon les saisons de l'année.

Vers la seconde moitié du XX^{ème} siècle, un vent nouveau souffla dans la communauté musulmane avec l'arrivée des réformistes. Les questions de l'unicité de Dieu, de la pratique de la prière (bras croisés – bras allongés), le port

[35] PROTEAU (Laurence), *Passions scolaires en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 2002, 385p.
[36] LANOUE (Eric), *L'école catholique en Côte d'Ivoire, 1945 – 2005 : Politique, religion et fait scolaire en Afrique*, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 2006, 401p.
[37] POHOR (Rubin), *Op. Cit.*

de la barbe et du voile, etc. étaient à l'ordre du jour. L'objectif de ces nouveaux clercs était de retrouver les sources pures de la foi, la communauté des premiers croyants, la répudiation des superstitions et des innovations introduites par la tradition. Dans ce climat de dénonciation des anciennes pratiques naquit un nouveau type d'écoles islamiques : les medersas. Le premier du genre fit son apparition à Bouaké avant de se répandre dans les autres localités du pays.

Les réformistes ne limitaient pas leurs actions à la seule « purification » des pratiques religieuses ou aux innovations apportées dans le programme d'instruction islamique. En effet, la situation sociopolitique du pays ne les laissait pas indifférents. Ils portaient des revendications d'ordre politique qui les opposaient à l'administration coloniale et les rapprochaient des partis politiques nationales en quête de l'indépendance du pays. Cette participation à la lutte pour l'indépendance, par l'entremise de la section locale de l'Union Culturelle Musulmane (UCM)[38], s'est accompagnée de la formulation des vœux de la communauté musulmane. Ces préoccupations de la communauté portaient essentiellement sur la prise en compte de l'enseignement islamique dans le programme éducatif officiel. Mais au lendemain de l'accession du pays à l'indépendance, l'UCM n'eut pas la satisfaction espérée. Les nouveaux gouvernants signèrent au contraire un décret le 31 mars 1966[39] réservant aux seuls établissements confessionnels catholiques et protestants l'intégration des valeurs religieuses dans l'enseignement public.

L'application de cette mesure contraignait les établissements islamiques à évoluer en marge du système éducatif national. Toutefois, les acteurs de ce programme d'enseignement n'abdiquèrent pas. Ils poursuivirent la lutte pour la reconnaissance officielle de leurs écoles à travers des structures associatives. On

[38] La section nationale de l'Union Culturelle Musulmane est née en 1954. Elle était dirigée par Sakho Boubakar G. (Pour plus de détails, voire Chapitre 6)
[39] Décret n°66-123 du 31 mars 1966, relatif à l'organisation de l'Enseignement religieux dans les établissements scolaires (Annexe 2).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

comptait parmi celles-ci l'Association des Enseignants Coraniques (AEC), le Conseil Supérieur Islamique (CSI), la Ligue Islamique des Prédicateurs de Côte d'Ivoire (LIPCI)[40], etc. Ces associations à vocation nationale regroupaient une part importante des écoles islamiques du pays et s'étaient fixées plusieurs objectifs au nombre desquels la question de l'officialisation des établissements coraniques.

Au lendemain de l'avènement du multipartisme comme modèle de gouvernance, de nouvelles structures islamiques ont fait leur entrée sur la scène associative du pays. Le Conseil National Islamique (CNI)[41], l'une de ces structures négocia et obtint la signature d'une convention sur les établissements privés islamiques qui ouvrit une nouvelle ère dans l'histoire de l'enseignement coranique en Côte d'Ivoire. Cette signature donna l'opportunité aux écoles coraniques traditionnelles et aux medersas d'avoir la reconnaissance de l'Etat. Mais celle-ci passait par leur conformité aux dispositions structurelles et organisationnelles dudit accord.

La présente étude se propose d'analyser la dynamique d'évolution de l'enseignement coranique en Côte d'Ivoire. Le contexte socio politique ayant évolué depuis l'époque coloniale, elle tentera d'apprecier les différentes ruptures mises en relation avec les besoins de la communauté musulmane et des acteurs du système éducatif national.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[40] L'Association des Enseignants Coraniques (AEC), le Conseil Supérieur Islamique (CSI) et la Ligue Islamique des Prédicateurs de Côte d'Ivoire (LIPCI) ont vu le jour respectivement en 1974, 1979 et 1988. (Pour les détails, voire Chapitres 6 et 8).

[41] Le Conseil National Islamique est né le 09 janvier 1993. Il est dirigé par Koné Idrissa dit Koudous.

Sources et méthodologie

A l'instar des autres disciplines scientifiques, les études historiques font appel à une méthode de travail. Cette méthode s'affine et se précise au fil de l'évolution de la recherche. Les travaux de Michel BEAUD[42], Henriette DIABATE[43], Paul N'DA[44], etc. instruisent sur cette démarche.

Dans ce travail de recherche, à la jonction de l'histoire de la religion et des faits sociopolitiques en Côte d'Ivoire, la méthode de travail a nécessité le recours à l'utilisation croisée de plusieurs sources notamment les sources d'archives et les sources orales.

- *Sources d'archives*

Les faits historiques du pays jugés dignes de mémoire ont été consignés par écrit et conservés dans plusieurs dépôts. Les Archives Nationales constituent l'un de ces centres de conservation. Ils regorgent d'importantes documentations renseignant sur les évènements sociopolitiques et économiques de la période coloniale. Dans la quête de réponses à la problématique de ce travail de recherche, nous nous sommes intéressés à la série 3EE traitant des affaires musulmanes et cultes.

La série 3EE, en effet, aborde la situation générale de l'islam à l'époque de l'administration coloniale. Elle traite de plusieurs aspects de cette religion notamment son organisation et ses rapports aves les autorités politiques du territoire. La question de l'enseignement coranique, l'un des pans des activités de la communauté musulmane, a été abordée. Ainsi, on trouve dans les rapports des administrateurs, des informations sur ce type d'enseignement. Des tableaux

[42] BEAUD (Michel), *L'art de la thèse*, Paris, La découverte, 2001, 195p.
[43] DIABATE (Henriette), *Le Sannvi, sources orales et histoire : Essai de méthodologie*, Abidjan, NEA, 1986, 188p.
[44] N'DA (Paul), *Méthodologie de la recherche*, Abidjan, EDUCI, 2002, 135p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

statistiques évolutifs des écoles coraniques mettant en scène le nombre des formateurs, des auditeurs, des affiliations confrériques, etc. ont été établis à cet effet. Ce travail minutieux rendait compte de la situation des écoles coraniques du pays et répondait à l'exécution de la politique musulmane coloniale.

Cette politique musulmane a été une donne très intéressante dans la compréhension des rapports entre les musulmans et les colons. Elle a évolué au gré des intérêts de la puissance colonisatrice. Elle nous a fourni des informations détaillées sur les acteurs de la formation coranique, les ouvrages entrant dans ce type d'enseignement, le circuit d'approvisionnement de ces ouvrages et les peines encourues par les possesseurs de documents non autorisés. Si les investigations dans ce fonds d'archives ont réussi à satisfaire quelques-uns de nos besoins, il est important de souligner comme Cheick Chikouna CISSE qu':

> *« Au total, de gros efforts sont à faire aux archives nationales de Côte d'Ivoire, au niveau de la tenue des dossiers, de leur classement, de leur cotation, de la mise à jour de certains répertoires, afin de rendre aisé le travail des chercheurs. »*[45]

Par ailleurs, sur la période postérieure à la décennie 1930, la série 3EE ne fournit aucune information. Or, les années 1940 et 1950 sont les périodes du renouveau pour la communauté musulmane avec l'avènement des mouvements réformistes et leur corolaire notamment les associations islamiques. L'essentiel de ces mouvements associatifs ayant disparu et vu les difficultés d'accès aux archives du Ministère de l'Intérieur[46], nous nous sommes limité à l'exploitation des archives privés pour une reconstruction des faits de cette période. A cet effet,

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[45] CISSE (Cheick Chikouna), *Migration et mise en valeur de la Basse Côte d'Ivoire (1920-1960) : Etude d'une dynamique régionale de mobilité de la main d'œuvre*, Thèse unique de Doctorat, Université de Côte d'Ivoire, UFR : SHS, Histoire, Abidjan, 2008, p39.

[46] Sur la période post coloniale, les données sur l'Islam en Côte d'Ivoire sont disponibles aux archives du Ministère de l'Intérieur. L'anthropologue et historienne Miran Marie, lors de ses investigations, y a eu accès. Mais quant à nous, nos démarches pour entrer en possession de cette documentation sont restées vaines. Sous-directeur chargé des études et de la règlementation au Ministère des cultes, Ylla Pognon Léonard nous a laissé entendre que ces archives n'étaient pas exploitables en raison des conditions de leur conservation. Cf. Entretien réalisé avec Ylla Pognon Léonard le 26 septembre 2006 au Plateau – Abidjan.

nous avons reçu des imams Cissé Mamadou (2) et Diakité Ibrahima[47] des documents portant respectivement sur l'UCM et l'ASSOENCOCI. Ces documents nous ont renseigné sur les activités de ces structures associatives pendant la période allant de 1960 à 1980.

Le recours à ces sources de première main a été important pour les périodes récentes de l'histoire notamment à partir des années 1990, époque marquée par l'émergence des mouvements associatifs islamiques. A vocation nationale ou communale, ces structures sont en nombre important. Quelques unes n'existent que de nom ou connaissent une baisse de leur rythme de travail. L'essentiel de leurs documentations est aux mains de leurs responsables. Après avoir répertorié ces associations, nous nous sommes rendus aux domiciles de leurs dirigeants pour consulter ces documents portant sur leurs structures. Ainsi à Abidjan, nous avons reçu de l'imam Dosso Mamadou[48] les archives relatives à l'Amicale des Enseignants Musulmans d'Adjamé (AEMA). A Korhogo, nous avons rencontré Konaté Bakary[49] qui a mis à notre disposition la documentation portant sur l'Union des Ecoles Islamiques du Nord (UENI). Les données recueillies de ces rencontres renseignent sur le statut et les règlements intérieurs de ces structures, et fournissent des informations sur les différentes activités qu'elles ont eu à conduire. Ces sources instruisent, en outre, sur le parcours des responsables de ces associations. Mais son caractère de source d'archives privées limite sa mise à la disposition des chercheurs et ne garantit pas sa protection[50].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[47] Entretiens réalisés avec Cissé Mamadou (2) et Diakité Ibrahima respectivement le 08 mai 2004 et le 17 janvier 2007 à Treichville (Abidjan).
[48] Entretien réalisé avec Dosso Mamadou le 24 février 2006 et le 06 avril 2010 au sein de la Mosquée Rouge à Adjamé (Abidjan).
[49] Entretien réalisé avec Konaté Bakary le 17 mai 2008 à son domicile familial au quartier Dèm (Korhogo).
[50] Les archives privées disparaissent généralement avec ceux qui les détiennent. Excepté les données recueillies – par MIRAN Marie – au Ministère de l'Intérieur portant sur l'UCM, l'AEC, etc., on ne compte pas de dépôts d'archives privées relatifs à ces questions. Les responsables de ces associations étant tous décédés. Toutefois, on a le fonds d'archives de Boubakar Sakho. Mais il nécessite une organisation pour être exploitable par les chercheurs.

Avec les structures associatives encore fonctionnelles, nous avons adopté une autre stratégie consistant à visiter les sièges – des associations listées – pour recueillir la documentation les concernant. A Abidjan, nous avons été reçu au Conseil National Islamique (CNI)[51] et à la Ligue Islamique des Prédicateurs de Côte d'Ivoire (LIPCI)[52] dont les sièges se trouvent dans la commune de Cocody et aux sièges de l'ASSOENCOCI[53] et de l'UENCOCI[54] à Adjamé et Marcory. A l'intérieur du pays précisément à Bouaké, nous avons été accueilli par les responsables du Réseau des Ecoles Madrassas de Côte d'Ivoire (REMCI)[55]. Dans chacune des archives de ces associations, nous avons été instruit sur le contenu de leurs statuts et règlements intérieurs. Aussi, la consultation de leurs rapports d'activités nous a-t-elle renseigné sur l'ensemble des projets réalisés en faveur de l'enseignement islamique.

Le projet des écoles islamiques n'a pas intéressé que les responsables d'associations. L'Etat de Côte d'Ivoire, accompagné de certaines institutions internationales, y a apporté sa contribution. Les travaux accomplis dans ce cadre ont été entérinés sur papiers et conservés dans les archives des services publics et privés. A Bondoukou et à Korhogo où l'Etat et certaines agences onusiennes ont participé à des activités au profit de l'enseignement islamique, la documentation portant sur ces projets est conservée aux archives des Directions Régionales de l'Education Nationale (DREN) de ces localités. Les données recueillies de ces investigations nous ont renseigné sur la nouvelle politique éducative coranique de l'Etat et des organismes internationaux dans les zones de forte présence des musulmans.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[51] Deux rencontres se sont tenues au Conseil National Islamique dans le cadre de la recherche de documentation. La première a lieu le 11 juillet 2007 avec Bamba Mamadou et la seconde le 13 mars 2010 avec Koné Kounadi.
[52] A la Ligue Islamique des Prédicateurs de Côte d'Ivoire (LIPCI), nous avons reçu la documentation du chargé des affaires culturelles, Ouattara Ousmane le 24 avril 2010.
[53] La documentation relative à l'Association des Enseignants Coraniques de Côte d'Ivoire a été reçu des mains de l'actuel président de la structure, Diakité Ibrahima le 17 janvier 2007.
[54] Nous nous somme rendus au siège de l'Union des Enseignantes Coraniques de Côte d'Ivoire (UENCOCI) le 12 février 2007.
[55] Les rencontres avec l'équipe du Réseau des Ecoles Madrassas de Côte d'Ivoire se sont tenues les 07, 08 et 09 juillet 2008.

Toutefois, ces documents ne nous renseignent pas sur l'organisation et le fonctionnement des établissements islamiques bénéficiaires de ces appuis. C'est la consultation des archives de ces écoles privées qui a levé le voile sur ces préoccupations. En effet, les établissements islamiques disposent eux aussi d'archives intéressantes pour cette étude. Ainsi, outre, les archives des services publiques, nous avons orienté nos investigations vers celles des écoles islamiques. Les archives des écoles privées confessionnelles telles que Al Ansar (Port Bouët), Mission Islamique Nadjate (Yopougon), Groupe Scolaire Iqra (Yopougon), Cissé Kamourou (Gagnoa), Bouaké Karamoko (Daloa), El Baniteim et El Falah (Bondoukou) ont été consultées.

Nous avons également consulté les fonds d'archives de quelques medersas du pays : *Dar El Hadith* (Bouaké), *Lycée Ançarul Coran wa sunnah* (Daloa), *Ecole Confessionnelle Bakounadi* (Koumassi – Abidjan), etc. Les données collectées à partir de ces archives instruisent généralement sur les périodes récentes. L'organisation des écoles elles-mêmes, avec l'absence de manière récurrente de bureaux pour les directeurs des études, ne permet pas la conservation des documents anciens. Ainsi, à l'exception des documents de reconnaissance officielle des établissements, l'essentiel des informations concerne les listes des élèves par classe. Celles-ci ne sont parfois consultables qu'à partir du registre de payement des frais de scolarité mensuelle. On peut aussi ajouter, à ces éléments, l'ensemble des matières enseignées mentionné sur les relevés de notes des élèves.

Les autres informations relatives à la date d'ouverture des écoles, leur organisation et leur fonctionnement sont laissées au travail de mémoire des personnes en charge des établissements.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- *Sources orales*

La collecte de données pour ce travail de recherche a nécessité le recours aux sources orales. Ce type de source, ajouté aux sources d'archives sus mentionnées, constituent quelques uns des éléments indispensables pour la reconstruction des faits passés. Il a été au cours du siècle dernier l'objet de nombreuses controverses dans la mesure où certains chercheurs lui déniaient toute crédibilité. Et, les peuples sans écriture étaient vus comme des peuples sans histoire. Les sources écrites passaient, pour ainsi dire, comme les seules preuves de construction des faits historiques. Or, selon Jan VANSINA :

> *« Dans les régions du monde habitées par des peuples sans écritures, la tradition orale reste la principale source historique qui puisse être utilisée pour la reconstruction du passé. Même chez les peuples qui connaissent l'écriture, nombre de sources historiques, parmi les plus anciennes, reposent sur la tradition orale. »*[56]

En Afrique, terre des peuples pour la plus part sans écriture, les sources orales occupent une place importante dans l'écriture de l'histoire. Et, pour Amadou Hampaté BA :

> *« Qui dit tradition en histoire africaine dit tradition orale, et nulle tentative de pénétrer l'histoire et l'âme des peuples africains ne saurait être valable si elle ne s'appuie pas sur cet héritage de connaissance de tous ordres patiemment transmis de bouche à oreille et de maître à disciple à travers les âges. »*[57]

La contribution ces chercheurs à la reconnaissance des sources de tradition orale comme éléments de l'histoire, ajoutée au travail pionnier de l'Ecole des Annales[58], ont donné à ce type de données le droit de cité.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[56] VANSINA (Jan), *De la tradition orale : Essai de méthodologie historique*, Tervuren, Musée royal de l'Afrique centrale, 1961, p5.
[57] BA (Hampaté Amadou), « La tradition vivante », in KI-ZERBO (Joseph) (dir), *Histoire générale de l'Afrique 1. Méthodologie et préhistoire africaine*, Paris, UNESCO, 1980, p191.
[58] L'école des annales est un courant historique conduit par Lucien FEBVRE (1878-1956) et Marc BLOCH (1886-1944). Elle emprunte aux autres sciences humaines (sociologie, géographie, etc.) leurs méthodes de

Les sources orales, en raison de la faiblesse de l'historiographie sur l'islam en Côte d'Ivoire, ont constitué la principale source dans la présente étude. Ce travail de recherche s'étend sur tout le territoire ivoirien. Mais nous avons limité nos enquêtes à quinze localités (Cf. Carte). Certes, cet échantillon n'est pas assez important pour rendre compte de la situation d'ensemble de l'enseignement coranique mais, il nous a semblé représentatif.

Plusieurs raisons ont présidé au choix de ces localités d'enquête. Le nord, pour avoir constitué la porte d'entrée de l'islam dans le pays, a retenu notre attention. Les villes de Korhogo, Kong, Mankono, Odienné et Samatiguila ont ainsi été choisies comme sites d'investigations. Cette même motivation a guidé le choix de Bondoukou et de Bouna – à l'est du pays –, avec cette fois, une particularité, l'impulsion donnée à l'enseignement islamique par l'Etat et les organismes internationaux. La dynamique nouvelle apportée à l'éducation islamique a été perceptible dans les établissements coraniques de plusieurs centres urbains des régions méridionales du pays. Au nombre des localités ayant abrité les écoles islamiques nouvelles, figurent les villes d'Abidjan, Bouaflé, Daloa, Gagnoa et Tiassalé. Elles ont aussi été retenues pour abriter notre mission de terrain. Quant à la ville de Bouaké, son choix, comme localité d'enquête, s'explique par la place qu'elle a occupée à l'avènement du projet de réforme de l'enseignement islamique. Ce type d'écoles coraniques nouvelles – medersas – a apporté des changements majeurs dans la formation coranique. Les medersas des villes d'Anyama et de Man, n'étant pas restées en marge de cette évolution, ont été aussi ajoutées à la liste des localités d'enquêtes.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

travail. Cette école est opposée à celle des positivistes. L'école des positivistes ne s'intéresse qu'au passé strict. Pour elle, l'histoire ne doit s'appliquer qu'à l'étude du passé révolu. Dans cette optique, elle ne privilégie que les faits passés relatifs à la vie politique, diplomatique, militaire, etc.

Le travail de collecte de données des sources orales, dans ces quinze localités reparties aux quatre coins du pays, a nécessité des moyens matériels. Ce matériel se résumait essentiellement à des blocs notes, un dictaphone et un appareil photo numérique. Les premiers instruments ont servi respectivement à la prise de notes et à l'enregistrement des entretiens. L'appareil photo numérique a été utilisé pour les prises de vues photographiques.

Cette mission de terrain a mobilisé de nombreuses personnes. Le nombre de ces personnes à interviewer n'a pas fait l'objet d'un échantillonnage au préalable. Il s'est constitué au fil de l'évolution du travail de collecte et en fonction des besoins de celle-ci. Dans cette démarche, nous avons rencontré des personnes de différentes générations, avec une priorité accordée aux adultes et aux vieux. Nous n'avons, en outre, privilégié aucun genre de personne. Les personnes des deux sexes ont été sollicitées même si le nombre d'enquêtés de genre masculin est largement supérieur à celui du genre féminin.

La phase de collecte de donnée a débuté dans la ville d'Abidjan. Elle s'est effectuée auprès de personnes mieux imprégnées de la situation de l'islam du pays en l'occurrence Binaté Ibourahima, Cissé Djiguiba, Cissé Mamadou (1 et 2), Kaba Mohamed Lamine, Traoré Mamadou, etc. Durant cette étape, nous avons privilégié le récit de vie. Par cette méthode, ces personnes de profil arabisant ont partagé avec nous leurs souvenirs personnels sur l'enseignement islamique en Côte d'Ivoire. Selon Jan VANSINA, les souvenirs personnels :

> *« (…) sont des sources dont la transmission s'opère librement et qui se perpétue dans le souvenir du témoin. En raison de leur mode de transmission, elles ne remontent généralement que de quelques maillons qu'on doit d'ailleurs tous retrouver pour pouvoir juger de la valeur de l'information de la source. »*[59]

[59] VANSINA (Jan), *Op. Cit*, p134.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Par ce procédé, nous avons obtenu des informations sur l'itinéraire des interviewés. Mais la formation coranique étant le point focal de cette étude, nous avons pu cerner l'organisation, le fonctionnement et la finalité de ce type d'écoles. Cette étape initiale, venant en appoint de la revue de littérature, a facilité l'élaboration des guides d'entretiens et des questionnaires. Ces outils de collecte de données ont été conçus en plusieurs versions : des guides d'entretiens et deux questionnaires (Q1 et Q2)[60]. Les guides d'entretiens ont été consacrés, pour une part importante, aux échanges avec les personnes intéressées à la formation coranique traditionnelle. Ils n'étaient pas élaborées en une seule version. Son contenu était fonction de la qualité des personnes à interviewer. Quant aux questionnaires, ils étaient destinés aux responsables de medersas et d'associations éducatives islamiques.

Mais sur le terrain, l'utilisation de ces outils d'enquête était précédée d'un travail préalable : l'identification des informateurs. En effet, la collecte de données orales dans les localités visitées a toujours nécessité ce travail initial. Cette entreprise avait l'avantage de mieux nous guider vers les personnes ressources. Jan VANSINA nous instruit sur l'intérêt de cet exercice préalable :

> *« N'importe qui n'est pas capable de rendre témoignage de certains faits appartenant au passé. Le témoin doit être quelqu'un qui, du fait de son statut, peut avoir connaissance des faits recherchés. »*[61]

Les personnes à rencontrer étaient ciblées selon une démarche. En effet, dès notre arrivée dans la localité de l'enquête, nous informions notre entourage immédiat sur l'objet de notre présence. A partir de ce contact, ces personnes nous étaient indiquées. D'une manière générale, le premier d'entre ces personnes nous situait sur la situation d'ensemble de l'enseignement coranique de la localité. Ainsi à Kong, notre premier entretien a été réalisé avec l'imam

[60] Cf. Annexe 14.
[61] VANSINA (Jan), *Op. Cit*, p158.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

adjoint Konaté Bassina. Cet homme de foi était le responsable de l'école coranique familiale et bien instruit des réalités de la communauté musulmane de sa localité. A la suite de cet entretien, les autres familles disposant d'écoles coraniques ont reçu notre visite. A plus d'une centaine de kilomètre de cette localité, à Bouna, ce fut avec l'imam Cissé Ibrahim que nous nous sommes entretenu avant que d'autres personnes ne nous reçoivent. Kamagaté Amadou et Timité Mohamed Kolonga, chargés de la formation coranique respectivement au quartier Kamagaya et Imamso, comptaient au nombre des premières personnes interviewées à Bondoukou. A Bouaké, Daloa, Mankono, etc., la démarche adoptée pour entrer en contact avec les personnes ressources n'a pas varié.

La collecte de données à partir des guides d'entretiens et des questionnaires s'alternait sur le terrain. Elle se faisait en fonction de la qualité des interviewés. Pour ce qui a été de l'usage des guides d'entretien, les échanges portaient sur les souvenirs personnels relatifs, pour une large part, à la formation coranique traditionnelle. A ce niveau, les entretiens étaient semi-directifs. Cette option donnait l'occasion aux interviewers de se raconter mais en tenant compte de l'objet de l'étude. Les données recueillies de l'administration du guide d'entretien nous ont instruit sur plusieurs aspects de la formation coranique et les perceptions sociales que les gens ont d'elle. Elles renseignent aussi bien sur les acteurs de la formation, le cadre des études, le matériel didactique que sur les contraintes et les finalités de ce type d'enseignement. Le champ des investigations n'étant pas limité à une seule localité, les informations recueillies des entretiens nous ont permis également d'apprécier les inégalités observées au niveau régional et d'analyser l'impact de la coexistence des écoles coraniques et des medersas.

La collecte de données, sur ce dernier type d'établissement islamique ainsi que ceux nés de la convention de 1993, s'est faite à partir d'entretiens directifs. Elle a nécessité le recours à un questionnaire (Q1). Cet outil de collecte comportait à

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

la fois des questions à réponses fermées ou fixées à l'avance et des questions à réponses ouvertes. Les premières, dites questions à réponses fermées, proposaient les possibilités de réponses aux interviewers. Et les secondes, appelées questions à réponses ouvertes, donnaient l'occasion aux interlocuteurs de se raconter. Excepté la ville de Kong où il n'y avait pas de medersas, toutes les localités visitées ont abrité les séances d'administration des questionnaires.

Les entretiens accordés par les informateurs, pour la plupart responsables d'établissements ou personnel d'éducation islamique, ont permis d'avoir un regard d'ensemble sur ce système éducatif. Comme les écoles coraniques traditionnelles, les enquêtes ont révélé que les medersas et les écoles confessionnelles conventionnelles islamiques étaient aussi bien des structures autonomes à la solde d'un individu, d'une collectivité que d'un Etat. Leur mode d'organisation et de fonctionnement, différents les uns des autres, était fonction de cette caractéristique principale. Par ailleurs, dans ce travail de terrain, nous avons pu cerner la dynamique d'évolution de ces écoles – notamment au niveau de leurs cadres d'études, des disciplines enseignées, etc. – et nous imprégner de leurs rapports avec les institutions éducatives des pays arabo musulmans et les associations islamiques nationales.

Ce dernier pan des relations extérieures des écoles islamiques a allongé la liste des personnes à interviewer. En effet, nombre de medersas sont membres des associations islamiques locales engagées pour la promotion de cet ordre d'enseignement religieux. Les rencontres d'échanges avec les responsables de ces structures se sont effectuées à l'aide d'un questionnaire (Q2), différent du précédent sur le fond. Mais sur la forme, cet outil de collecte de données comportait aussi des questions à réponses fermées et ouvertes. Plusieurs thèmes étaient abordés lors de ces entretiens. Avec Koné Jakaria[62] à Bouaké, nous avons

[62] Entretiens réalisés avec Koné Jakaria les 07 et 08 juillet 2008 au siège du REMCI au quartier Commerce (Bouaké).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

été instruit sur les réelles motivations de la création du Réseau des Ecoles Madrassas de Côte d'Ivoire (REMCI). A Abidjan, Konaté Aboubacar[63], se prêtant à notre questionnaire, a partagé avec nous sa vision de l'école islamique nouvelle. En somme, les entretiens réalisés avec les responsables de ces structures nous ont facilité la compréhension du sens de leur engagement et permis d'avoir des informations relatives aux moyens dont ils disposaient pour atteindre leurs buts.

Cette étape de la collecte de sources s'est effectuée dans des milieux où la langue de communication était le malinké. En général, les échanges ne se faisaient pas avec des « *paroles lourdes* »[64]. Notre relative connaissance du malinké a facilité les conversations et nous a épargné les services d'un interprète. Aussi, a-t-elle rendu aisé le travail de la transcription des données. Ces informations recueillies, mises sur papiers, étaient analysées et recoupées avec d'autres données orales pour une reconstruction des faits. Mais cette phase finale du travail de terrain n'a pas manqué de souffrir de quelques lacunes liées à la chronologie des faits, à la réticence des informateurs, etc.

La collecte et la reconstruction de faits de tradition orale ont été possibles après que d'énormes difficultés aient été surmontées. En effet, l'une de ces difficultés a été le problème de la chronologie des faits. Cet obstacle, selon Joseph Zerbo KI :

> *« (…) restera pendant longtemps encore, le problème le plus ardu de la tradition orale. »*[65]

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[63] Entretien réalisé avec Konaté Aboubacar S. le 18 avril 2007 dans son bureau à l'Ecole Confessionnelle Islamique Bakounadi au quartier Progrès – Koumassi (Abidjan).
[64] Nous devons cette expression à KI Zerbo Joseph. Pour lui, les paroles lourdes sont des discours enveloppés *« (…) de sous-entendus, de proverbes clairs-obscurs pour le commun, mais lumineux pour ceux qui sont munis des antennes de la sagesse. »* Cf. KI (Zerbo Joseph) (dir), *Histoire générale de l'Afrique 1. Méthodologie et préhistoire africaine*, Paris, UNESCO, 1980, p29.
[65] KI (Zerbo Joseph) cité par CISSE (Cheick Chikouna), *Op. Cit*, p44.

Ces difficultés ont été rencontrées le plus souvent avec les personnes âgées. Certes, les informations recueillies de ces rencontres étaient riches mais elles évoluaient dans des intervalles chronologiques vagues. Ainsi pour rendre aisé le travail de reconstruction des faits, nous avons suggéré des repères à nos interlocuteurs. Par ce procédé, pour parler de la période coloniale, ils pouvaient utiliser les expressions : *« au temps des blancs »*, *« au temps de nos parents »*, *« quand nous étions petits »*, etc. Lorsqu'il s'agissait des faits de la période post coloniale, ils pouvaient les situer en se référant à eux-mêmes, des personnalités et des évènements majeurs. Pour ces périodes, les expressions utilisées de manière récurrente étaient : *« au temps d'Houphouët »*, *« au temps du Commandant »*, *« au moment du lotissement du village »*, etc.

Outres ces repères chronologiques, certains informateurs nous situaient sur la périodisation des faits en se référant au calendrier lunaire. Dans les sociétés de tradition musulmane, l'essentiel des activités annuelles s'effectue à partir de ce repère. Par ce procédé, Haïdara Aboubakar[66] est parvenu à nous indiquer la date du décès de son grand père Haïdara Bagagbèma, fondateur du village Djalabadougou (Mankono).

L'autre difficulté majeure de ce travail de terrain a résidé dans l'attitude des informateurs. Lors des entretiens, nous avons fait face à des réticences de nos interlocuteurs. Les cas les plus récurrents ont été observés dans les régions septentrionales du pays sous contrôle des Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFN). En effet, la situation de crise que connait la Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002 a rendu délétère la cohésion sociale. Du Nord au Sud en passant par l'Est et l'Ouest, la méfiance s'est accentuée entre les populations.

Dans ce climat de crise sociale, l'objet de notre mission de terrain était diversement apprécié. Pour certains, notre travail de recherche s'inscrivait dans

[66] Entretien réalisé avec Haïdara Aboubacar le 25 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Mamina (Mankono).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

une autre forme de *daw'a*. Donc ceux-ci ne trouvaient pas d'inconvénients à se soumettre à notre questionnaire. Par contre, pour d'autres, nous étions perçus comme des espions à la solde des autorités politiques du pays. A Kong, une des personnes réticentes n'a pas manqué de nous apprendre qu'il était interdit de séjours en zone gouvernementale parce que son nom figurerait sur une liste aux mains des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) de Yamoussoukro. Selon lui, cette situation était due au fait qu'avant la crise, il avait répondu aux questions d'un chercheur arrivé à Kong pour des études similaires. A Odienné et Samatiguila où ces situations s'étaient le plus présentées, nous avons vu certaines de nos interrogations satisfaites à moitié. Mais le système éducatif coranique étant un programme d'enseignement uniforme dans chaque localité, les questions laissées en suspend trouvaient des réponses au cours d'autres entretiens.

Par ailleurs, ces réticences n'étaient pas toujours liées qu'aux problèmes de sécurité des informateurs. Elles pouvaient être dues à une autre crainte : l'indiscrétion des chercheurs.

> *« (…) le chercheur est, par essence, un rapporteur qui enquête avec l'intention bien déterminée de livrer à tous, à travers ses publications, les résultats de ses recherches. »*[67]

Or, tous les faits entourant l'enseignement islamique ne doivent pas être connus de tous. En effet, à Mankono, une partie des cérémonies sanctionnant la fin du troisième cycle d'études se déroule au sein de la mosquée entre les tenants des écoles coraniques traditionnelles et les apprenants. Elle est tenue à l'abri des regards extérieurs. Les personnes n'ayant pas pris part à ce « huis clos » ne doivent pas être renseignées sur ce qui s'y déroule. Mais pour les besoins de la

[67] DIABATE (Henriette), *Le Sannvi : Sources orales et histoire. Essai de méthodologie*, Abidjan, NEA, 1986, p89.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

recherche, nous avons essayé d'en savoir. Dosso Quadirou, enseignant coranique de la ville, nous a fait savoir que :

> *« Il serait préférable pour vous que vous ne sachiez pas ce qui se déroule dans la mosquée lors de cette cérémonie. »*[68]

Aussi, le refus de se prononcer sur toutes les questions répondait au respect de certaines valeurs. Des informateurs tels les marabouts et cheickh ont le souci de garder pour eux et leur environnement immédiat certaines informations les concernant. Pour ces religieux, se soumettre entièrement à ce type de questions était vu comme des actes de vantardise. A Samatiguila, le maître coranique Diaby Souleymane[69] s'est limité à nous fournir les aspects généraux de la formation coranique dans cette localité. Quant à son parcours personnel, il est resté sans réponse. L'imam de la ville de Kong, Sanogo Saïdou[70] a observé la même attitude lorsque nous l'avons rencontré.

Au total, la collecte des données d'archives et orales, en dépit des difficultés mentionnées, nous ont fourni d'importantes informations sur le sujet soumis à notre réflexion. L'utilisation croisée de ces données, ajoutée à celles recueillies de la revue de la littérature, ont permis d'aborder le travail selon le plan qui suit.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[68] Entretien réalisé avec Dosso Quadirou le 27 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Mamina (Mankono).
[69] Entretien réalisé avec Diaby Souleymane le 17 juin 2008 à son domicile familial (Samatiguila).
[70] Entretien réalisé avec Sanogo Saïdou le 07 mai 2008 à son domicile familial au quartier Korola (Kong).

Plan du travail

La présente étude comporte trois grandes parties. La première intitulée *« L'enseignement coranique traditionnel en Côte d'Ivoire : une institution communautaire d'éducation et de formation des musulmans »* s'attèle à montrer la situation d'ensemble de l'enseignement coranique traditionnel en Côte d'Ivoire sous l'administration coloniale. Elle situe, durant cette période, les zones d'implantation de ces écoles et informe sur leurs acteurs, leurs modes d'organisation et de fonctionnement. Aussi, définit-elle les rapports de ces établissements avec les autorités coloniales et précise ses limites à l'origine de l'émergence des medersas à partir de la décennie 1940.

La seconde partie intitulée *« L'avènement des medersas en Côte d'Ivoire : Entre crise intra communautaire et réforme du système éducatif coranique »* est consacrée à ce type d'école islamique nouvelle. Comme la précédente partie, celle-ci est composée de trois chapitres. Le premier étudie l'apparition de la medersa à Bouaké et sa diffusion aux autres localités du pays. Les réformes apportées dans l'enseignement notamment au niveau du cadre d'études, des disciplines, etc. sont abordées dans le second. Quant au troisième, il traite des structures associatives islamiques engagées pour la promotion des écoles coraniques et de leurs rapports avec les autorités publiques avant et après l'accession du pays à l'indépendance. Par ailleurs, il ne manque pas de jeter un regard critique sur les dissensions internes à ces associations à la veille de l'avènement d'une nouvelle ère politique, le multipartisme.

La troisième partie qui comporte également trois chapitres, s'intitule *« Vers une éducation confessionnelle islamique officielle en Côte d'Ivoire : La révision de la politique éducative islamique et la redynamisation des associations musulmanes »*. Elle porte sur l'enseignement islamique à l'époque du multipartisme. Ici, il est essentiellement question de mettre en relief

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

l’opportunité offerte aux écoles islamiques par la signature de la convention de 1993 entre l’Etat et le Conseil National (CNI). Cette étude traite de l’entrée sur la scène éducative nationale des écoles islamiques confessionnelles conventionnelles et analyse l’écho qu’elle a eu auprès des parents d’élèves, des responsables de medersas et d’associations.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1ère Partie :

L'ENSEIGNEMENT CORANIQUE TRADITIONNEL EN COTE D'IVOIRE : Une institution communautaire d'éducation et de formation des musulmans

(Fin du XIXème siècle – décennie 1940)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

L'histoire du système éducatif en Côte d'Ivoire révèle l'existence de deux types de formation. L'un, administré sous la direction de l'administration coloniale puis de l'Etat indépendant de Côte d'Ivoire, est dit formel. Et l'autre, relevant plus de l'autorité d'un individu ou d'une collectivité, est dit non formel. C'est à ce second type de formation qu'appartient l'école coranique traditionnelle.

Ces établissements ont fait leur apparition en Côte d'Ivoire à la faveur des courants commerciaux établis entre le monde arabe et l'Afrique au sud du Sahara à partir du IX^{ème} siècle. Cette institution religieuse conduit depuis plusieurs siècles le projet d'éducation et de formation des musulmans de Côte d'Ivoire. Autrefois fortement présents dans les régions septentrionales du pays, ces établissements ont fini par essaimer dans tout l'espace territorial ivoirien. La formation, organisée dans un cadre original et mettant en scène plusieurs acteurs de la vie communautaire (marabouts, talibés, parents, etc.), repose sur l'enseignement du Coran et de ses disciplines annexes entremêlés d'une éducation aux valeurs citoyennes du milieu sociologique.

La présente partie est une étude panoramique des écoles coraniques traditionnelles, l'une des institutions pionnières du milieu éducatif en Côte d' Ivoire.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Chapitre 1

SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT CORANIQUE TRADITIONNEL EN COTE D'IVOIRE

Jusqu'à la fin de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, l'univers du système éducatif en Côte d'Ivoire était, à côté des écoles publiques de type occidental, fortement marqué par la présence des établissements d'enseignement coranique. Aucune région du pays n'était étrangère à ce type de formation, même si des inégalités d'implantation étaient perceptibles du Nord au Sud.

Sous la houlette de marabouts, de colporteurs, de soldats, etc., avec parfois la complicité de l'administration coloniale, ces établissements ont assuré la formation d'une frange importante des musulmanes de Côte d'Ivoire.

Dans cette étude, il s'agira de mettre en exergue les foyers locaux d'enseignements des valeurs islamiques d'une part et, les animateurs de ce type de formation d'autre part.

I- LES FOYERS D'ENSEIGNEMENTS CORANIQUES TRADITIONNELS

L'historiographie de l'islam en Côte d'Ivoire indique la présence de nombreux foyers d'enseignement coranique. On distingue la partie Nord du pays pourvue en nombre importants d'établissements islamiques de la moitié Sud où la dynamique de cette institution éducative est moins importante.

1) Le Nord, zone de prédilection de l'enseignement coranique

La prépondérance de l'islam au Nord de la Côte d'Ivoire résulte du fait que cette partie du pays fut la porte d'entrée de cette religion probablement dès le XIV^{ème} siècle, au moment de la grande expansion de l'empire du Mali, par les

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

marchands Malinké[71]. Jusqu'à la fin de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, cette dynamique était encore entretenue dans nombre de localités par des instituts autonomes de formation aux mains d'hommes de sciences coraniques.

a) L'axe Odienné, Korhogo et Mankono

Préalablement occupée par les Senoufo, la région d'Odienné vit, à la suite des grands mouvements migratoires des XVI^{ème} et XVIII^{ème} siècles, s'installer sur son sol des mandé dioula. Selon la tradition orale, ces mandé dioula essentiellement musulmans cohabitaient dans un climat de paix avec les premiers occupants jusqu'à l'arrivée des Comara et des Kamagaté. C'est d'ailleurs ces derniers qui furent à l'origine de la création des premiers établissements coraniques de la localité[72].

L'occupation de l'espace suivant son cours, la région d'Odienné conquis par Vakaba Touré vit l'entrée en scène de nouveaux guides spirituels, les Savané de Moridougou, à qui furent confiées les questions d'ordres religieux. De cet épisode de l'histoire jusqu'au début du XX^{ème} siècle, la suprématie de la famille Savané dans la vie religieuse d'Odienné n'est nullement contestée.

Sous l'imamat de Savané Kalilou à la fin de la première moitié du XX^{ème} siècle, on enregistrait deux *madjilis* à Moridougou. L'un était sous sa direction et le second aux mains de Vakaba Savané. A sa mort en 1954, il fut remplacé au poste de l'imamat par son frère Vakaba Savané tandis que la direction de son établissement coranique revint à son fils Ismaïla Savané[73].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[71] HAIDARA (Ibrahim), *L'Islam en Côte d'Ivoire et les pèlerins ivoiriens* Tome1, Thèse de Doctorat d'Etat, ès lettres et sciences humaines, Paris, 1986, p86.
[72] FOFANA (Lemassou), *Islam et sociétés : Contribution des musulmans à l'édification de la nation ivoirienne (XIè-XXè siècle)*, Abidjan, CERAP, 2007, p27.
[73] Entretien réalisé avec Savané Mohammad (Karamoua) le 08 juin 2008 à son domicile familial au quartier Libreville (Odienné).

Dans le clan des fondateurs du village[74], on note la présence de quelques écoles notamment à Cisséla. Celle-ci fut dirigée tour à tour par Ibrahima Cissé (Matié), Vakaramoko Cissé puis Bengaly Cissé[75].

A côté de ces établissements des *kabla* composant le village d'Odienné, existèrent ceux appartenant à des personnes rattachées à un clan,

> *« (…) soit par une amitié traditionnelle, soit parce qu'ils ont été accueillis par le Chef qui leur a offert l'hospitalité et les a introduit (sic) de cette manière dans la ville. »*[76]

Au nombre des familles accueillies dans ce contexte figurent les Samassi originaires de Samatiguila et les Sangaré venus de Somonkoro (Sous Préfecture de Samangou). A Odienné, les Samassi occupent une place importante au sein de la communauté musulmane. Ils sont les *Douahoukêla* (les chargés de faire les bénédictions) lors des prières et toute autre cérémonie d'ordre religieuse. Descendants de al-Hajj Salim Souaré[77], ils sont, tout comme les Savané, issus d'une famille maraboutique. Ils disposaient, de ce fait, une école coranique sous la direction de Bawa Samassi[78] dans la première moitié du XXème siècle.

Cet établissement, comme les précédents, disposait d'un effectif important de talibés. L'importance du nombre de talibés d'une école est fonction des critères de choix des écoles. Au nombre de ces critères (Voire chapitre 2), l'influence du maître coranique est privilégiée. C'est ce qui a valu à la famille Sangaré venue de Somonkoro d'avoir une réputation dans l'univers de l'enseignement islamique à Odienné. Sangaré Moussa, acteur principal d'un établissement

[74] On note quatre kabla ou familles fondatrices : Diarrassoubala, Komarala, Kamatéla et Cisséla. En 1910, on leur avait attribué la partie orientale du village.
[75] Entretien réalisé avec Cissé Moustapha le 23 juin 2008 à son domicile au quartier Libreville (Odienné).
[76] COTTEN (A. M.) avec la collaboration de Diabaté Lamine, « Odienné : Deux siècles », s.l, s.d, 9p.
[77] Al-Hajj Salim Souaré est une des figures emblématiques du milieu religieux Mandé Malinké. Les Isnad de tous les clercs de la moitié Nord du pays convergent vers lui. Nous ne disposons aucun écrit de cet érudit. Cependant, la tradition orale nous apprend qu'il aurait amené à la foi nombre important de personnes et bâtit plusieurs foyers musulmans au XVème siècle.
[78] Entretien réalisé avec Samassi Lacina le 23 juin 2008 à son domicile familial à Samassila (Odienné).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

coranique, disposait à son arrivée de plus de trois cents talibés issus de la ville d'Odienné et des localités environnantes[79].

Fils de Toumané Sangaré, un soldat de l'armée coloniale du 11 décembre 1903 au 17 novembre 1914[80], Moussa Sangaré arriva à Odienné sous le mandat du Chef de Canton Siran Siriki Touré et fut accueilli par la famille Koné de Vakabala. Elève de Sékouba Kaba de Kankan (Guinée), il était préalablement installé à Niamasso (13km d'Odienné) où il débuta sa fonction d'enseignant. Il dispensait ses cours à Konéla avant de s'établir, compte tenu du nombre important des auditeurs de la formation, au Djassa[81], à l'emplacement actuel du marché de Sokourani. En 1957, la création du nouveau quartier Sokourani allait l'obliger à occuper un nouvel espace à une centaine de mètres de l'ancien site.

Outre sa fonction de maître coranique, Sangaré Moussa était dépositaire d'un savoir faire en sciences ésotériques. Cette connaissance fit de lui une personnalité visitée et sollicitée dans bon nombre de localités notamment en pays Senoufo sur invitation de Péléforo Gbon Coulibaly résidant à Korhogo[82].

Les Senoufo résident dans la zone savanicole de Côte d'Ivoire à la rencontre des anciennes routes de la cola et de l'or qui ont favorisé l'émergence de grosses villes-marchés. A l'analyse des écrits de Emmanuel TERRAY[83] et Niamkey Georges KODJO[84], l'on attribue sans réserve la présence des premières communautés musulmanes dans cette partie du pays à l'expansion des Ligby et des Noumou, première vague Mandé Dioula dans les zones septentrionales

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[79] Entretien réalisé avec Sangaré Lossény le 07 juin 2008 à son domicile familial au quartier Sokourani (Odienné).
[80] Archives de la famille Sangaré : Livret des troupes coloniales - Fiche des pensions militaires d'invalidité.
[81] Le Djassa est le lieu de résidence des responsables des provinces d'Odienné.
[82] Selon Konaté Moussa – entretien réalisé le 24 juin 2008 à son domicile au quartier Texas (Odienné) – Sangaré Moussa s'était rendu à Korhogo sur invitation de Gbon Coulibaly. Cette sollicitation était consécutive à la situation de ''manque de pluie'' que faisait face la région de Korhogo.
[83] TERRAY (Emmanuel), *Une histoire du royaume Abron du Gyaman : Des origines à la conquête coloniale*, Paris, Karthala, 1995, 1058p.
[84] KODJO (Niamkey Georges), « Le royaume de Kong : Des origines à 1897 », in *Annales de l'Université d'Abidjan*, Histoire, Tome XIV, 1986, pp119-131

ivoiriennes du XI^{ème} au XIII^{ème} siècle. Si les sources disponibles permettent de savoir que seuls les Ligby étaient négociants et musulmans, l'on ignore néanmoins le patronyme de ceux établis à Korhogo. Toutefois, l'on sait que la majeure partie de la communauté musulmane de Korhogo venait de Bobodioulasso, Kadioha et Kong. Selon la tradition orale, la localité de Korhogo était longtemps sous la tutelle de Kong et bénéficia par conséquent de la présence des lettrés Sanogo[85]. L'on y enregistra en 1908 la présence d'un établissement islamique aux mains d'un marabout de l'ethnie Dafing en charge de la formation coranique des musulmans :

> *« Il ya à Korroko (village dioula près de Korhogo) au quartier Lorhon-so un musulman du nom de karamoko N'Daou (…) ou Karamoko Dafi N'Dé ou Lorhon karamoko. (…) »*[86]

En 1910, le nombre des établissements coraniques du district de Korhogo s'élevait à 70. Peu avant le début de la seconde guerre mondiale, vint s'ajouter à l'effectif des enseignants coraniques un autre Dafing, Diané Bafolonaka[87]. Originaire de Kôtidougou (25km de Bobo-dioulasso – Haute Volta), Diané Bafolonaka disposait d'un établissement au quartier Koko avant d'aménager un nouvel espace à Dianéla suite à la politique de l'urbanisation de la ville en 1975. Il a participé à la formation de plusieurs enseignants coraniques de la localité dont Touré Souleymane connu sous le pseudonyme de Dougoubaka[88] à qui est revenue la charge de formation des talibés après le retrait de la fonction d'enseignant de Diané Bafolonaka vers 1968. Mais avant qu'il ne cède la place à

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[85] LAUNAY (Robert), « Des infidèles d'un autre type : Les réponses au pouvoir colonial dans une communauté musulmane de Côte d'Ivoire », in DAVID Robinson et TRIAUD Jean Louis (éds), *Le temps des marabouts : Itinéraires et stratégies islamiques en Afrique occidentale française (1880 – 1960)*, Paris, Kathala, 1997, pp417.

[86] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Série 3EE2(8), Réponse de l'Administrateur de la circonscription au télégramme n°77 du 16 juillet au sujet d'un mouvement islamique dans la circonscription de Korhogo.

[87] Entretien réalisé avec Diané Bassiriman et Diané Moussa le 22 mai 2008 à leur domicile familial au quartier Dianéla (Koko - Korhogo).

[88] Entretien réalisé avec Touré Amadou Tiomogoba et Touré Amadou Béma le 20 mai 2008 à leur domicile familial au quartier Jean Delafosse (Korhogo).

son talibé, il conduisait le projet de formation coranique avec une équipe de *karamoko* parmi lesquels Sanogo Daouda, Cissé Bengoro, etc.

Ressortissant de Faranigan (Korhogo), Sanogo Daouda[89] fait partie des talibés de Sanogo Yaya puis de Sogodogo Ba à Kafiré (Korhogo). Installé à Korhogo au début de l'année 1950, il ouvrit son établissement à son domicile au quartier Soba en 1958 après un bref séjour dans le milieu du commerce de pagne.

Cissé Bengoro[90] était établi au quartier Cissela comme enseignant coranique vers 1965 au retour d'un séjour d'une dizaine d'années à Daloa pendant lequel il avait suivi sa formation auprès de Karamoko Bouaké originaire de Mankono. Au quartier Banaforo, Koné Vamara[91] exerçait aussi le métier d'enseignant coranique avant de transformer son établissement en médersa au retour d'un voyage d'études en 1958.

A ces établissements, on peut ajouter quelques petits centres de formations dirigés par les chefs de ménage dont l'influence ne s'étendait pas au delà du cercle familial.

Quant au Cercle du Worodougou situé au sud d'Odienné, il fait partie des localités de la Côte d'Ivoire où la présence des premières communautés musulmanes est attestée vers les XIème et XIV^{ème} siècle. Les Ligby acteurs de ce mouvement religieux sont connus sous le patronyme de Bamba. On retrouve ce patronyme chez les Koyaka à Mankono[92] mais il ne figure pas au nombre des familles ayant en charge les affaires islamiques de cette cité.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[89] Entretien avec Sanogo Amadou (Bélé) le 21 mai 2008 à son domicile familial au quartier Soba (Korhogo).
[90] Entretien réalisé avec Cissé Bannaby et Cissé Bomba le 20 mai 2008 à leur domicile familial au quartier Koko (Korhogo).
[91] Entretien réalisé avec Koné Amara le 17 mai 2008 à la Mosquée de Djelisso (Korhogo). Koné Vamara avait séjourné à Kong et à Man avant de regagner Korhogo.
[92] Nous avons mené des investigations à Mankono notamment dans les kabla de Mamina, Mouéla et du Gbalolou.

> *« Les groupes des musulmans comme les karamoko, (…) les Sissé et une partie des Fofana, étaient déjà islamisés bien avant leur départ du Mandé. »*[93]

Ces familles – Fofana, Karamoko et Sissé (Cissé) – occupent des places privilégiées dans la sphère religieuse dans cette partie du pays. Nombre de *karamoko* appartenant à ces familles ont marqué de leurs sciences le cercle du Worodougou au XIX^{ème} et XX^{ème} siècles.

> *« Parmi ceux-ci, il faut faire mention de Ahmadou Fofana ancien almamy de Mankono, en remplacement du premier et dernier almamy venant du clan de Mouela Ahmadou Karamoko. (…) Le plus grand des lettrés de cette seconde moitié du XIXème siècle, (…) Vanly Lué Fofana né vers 1860 (…) »*[94]

Un rapport de l'Administrateur du Cercle au Lieutenant Gouverneur de la Colonie de la Côte d'Ivoire en 1914 faisait état du niveau d'érudition, de piété et de sagesse des prédicateurs et lettrés du petit village de Mankono présenté comme une métropole religieuse. Dans cette adresse, il indiquait la place occupée par ces érudits sur la scène nationale.

> *« Ils sont consultés de loin sur des points litigieux du dogme, de doctrine et de pratiques religieuses (…). »*[95]

A la veille de l'indépendance, l'enseignement des valeurs islamiques était encore une occupation majeure animée par un nombre important de *karamoko*.

> *« Il n'y avait pas de ménage sans école coranique. C'était une des principales activités à côté des activités champêtres. »*[96]

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[93] FOFANA (Sindou), *Peuplement et civilisation Mandé dans la région de Mankono : Cas du groupe Koya de Mankono, des origines à 1943*, Mémoire de Maîtrise, Université d'Abidjan – Cocody, UFR : SHS, Histoire, 1987, pp80.
[94] Idem
[95] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Série 3EE2 (9), Rapport sur la situation de l'Islam chez les Dioula du Ouorodougou en 1914.
[96] Entretien réalisé avec Fofana Mahammadou le 26 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Mamina (Mankono).

Les six familles – Djemindala, Gnanlouman, Gbokro, Tankô, Tondala et Bagafô – composant le *kabla* des Fofana disposaient chacune d'écoles et d'enseignants. Ce scénario était identique à Mouéla, *kabla* des Karamoko regroupant quatorze familles dont Modjia, Yenguê, Vassekessaman, Sirikilato, N'Gomeanso, Vasranlanga, Gbodoh gboni, Kantélouman, Kagninlouman, Cissé, Traoré, Gbadagba, Djôssôlôka et Fimandougou[97].

La dynamique de la formation coranique amena certaines familles à s'intéresser à la mise en place d'une lignée de prédicateurs en sciences islamiques. Ce fut le cas des chérif.

> *« Les chérif ne se sont pas installés à Mankono en tant qu'enseignants coraniques mais ils connaissaient l'utilisation de certains noms de Dieu (les arcanes). »*[98]

Le premier d'entre eux à initier ce projet est Haidara Bagagbèma[99]. Il fut successivement élève de Bouaké Fitini Fofana et Bouaké Ba Fofana au XIX^{ème} siècle. Devenu *karamoko*, il s'installa à son propre compte et participa à la formation de quelques cadres religieux de la région notamment Bakayoko Aliou (Imam à Duablin à proximité de Séguéla). Ses deux fils, Haïdara Gaoussou et Haïdara Issiaka, bénéficiaires aussi de cette formation, prirent en charge la gestion de l'héritage familial.

b) L'axe Bondoukou, Bouna et Kong

Localités de longue tradition islamique, Bondoukou, Bouna et Kong comptent parmi les têtes de ponts de la pénétration de l'islam en Côte d'Ivoire.

Situé à l'Est du pays, Bondoukou devint une ville avec une population à forte majorité musulmane suite à l'arrivée des réfugiés de Bégho. Elle devient plus

[97] Entretien réalisé avec Karamoko Ibrahima le 31 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Mouéla (Mankono).
[98] Entretien réalisé avec Haidara Aboubakar le 25 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Mamina (Mankono).
[99] Idem

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

tard un foyer actif de rayonnement intellectuel et spirituel à partir de l'arrivée des Timité notamment de Timité Assiékou[100] à qui la direction de la communauté musulmane fut confiée au détriment des Kamagaté. Naquit ainsi la lignée des prédicateurs et lettrés Timité de Bondoukou.

En charge de la formation, les Timité recevaient à Imamso – *kabla* de Timité – toutes les personnes désireuses d'avoir un savoir islamique. Au début de l'ère coloniale, l'Administrateur du Cercle de Bondoukou, Benguey[101] faisait remarquer qu'il existait à Bondoukou huit écoles musulmanes qui se répartissaient près de deux cent talibés. Cette situation est identique à celle de la veille des indépendances.

Les Timité sont considérés comme la pépinière des marabouts de renom de la région. Une étude comparée des *Isnad*[102] montre la place incontournable qu'ils occupent dans la sphère religieuse. L'école coranique du quartier Kamagaya, après le décès de Youssouf Kamagaté[103] en 1978, fut dirigée par Seydou Kamagaté, élève d'Ali Kamagaté, lui-même talibé des Timité. Ouattara Aboudou[104] de Welasso a eu pour enseignant Ouattara Mahama qui lui aussi doit sa formation aux Timité. Il en est de même pour Ouattara Abou Harissou Zamane[105] du *kabla* de Malagasso. Excepté Djiminisso et Neneya[106], l'essentiel

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[100] Selon les données orales recueillies, l'imamat à Bondoukou était exercé avant l'arrivée des Timité par les Kamagaté. Ces derniers, selon le Massa de Kamagaya – Kamagaté Malick interviewé le 21 avril 2008 –, ont fait 159 ans d'imamat. Durant cette période, sept personnes se sont succédées au poste d'imam. La liste de ces imams est établie comme suit : Kamagaté Anzoumana (39 ans de fonction), Kamagaté Youssouf (28 ans), Kamagaté Abdoulaye (24 ans), Kamagaté Souleymane (18 ans), Kamagaté Fétigué (25 ans), Kamagaté Idrissou (15 ans) et Kamagaté Seydou (10 ans et 05 mois de fonction).

[101] TERRAY (Emmanuel), *Op.Cit*, p749.

[102] L'Asnad, c'est le certificat qui sanctionne la fin d'étude coranique. On l'appelle en langue malinké *Lassinadou*.

[103] Entretien réalisé avec Kamagaté Amadou le 12 avril 2008 à son domicile familial au quartier Kamagaya (Bondoukou).

[104] Entretien réalisé avec Ouattara Aleh le 13 avril 2008 à son domicile familial au quartier Welasso (Bondoukou).

[105] Entretien réalisé avec Ouattara Babou et Ouattara Mahama le 14 avril 2008 à l'école franco arabe *El Falah* au quartier Kardioulasso (Bondoukou).

[106] Les kabla de Djiminisso et de Nénéya n'ont pas de *karamoko* en leur sein. Ils font appel aux autres *kabla* qui en disposent pour leurs cérémonies religieuses.

des marabouts des différents *kabla* de Bondoukou ont pour enseignant les Timité.

Tableau 1 : Liste des Imams de la famille Timité de Bondoukou

Nom et Prénom de l'Imam	**Durée d'imamat**	**Période d'imamat**
Timité Assiékou	30 ans	1751 - 1781
Timité Mahama	40 ans	1781 - 1821
Timité Mahama Fima	07 ans	1821 - 1828
Timité Abdul Kadr	14 ans	1828 - 1842
Timité Chaïdou	07 ans	1842 - 1849
Timité Ibrahim	41 ans	1849 - 1890
Timité Ismaël	07 mois et 13 jours	1890
Timité Saïdou Kounadi	31 ans	1890 - 1921
Timité Ali Baba	39 ans	1921 - 1960
Timité Mahama Koudous	28 ans	1960 - 1988
Timité Ismaël	04 ans	1988 - 1992
Timité Ibrahim	En fonction depuis 1992	

Source : Archives personnelles de Timité Mohamed (Kolonga) de Bondoukou et OUATTARA (Dabila), *L'Imam Mahama Timité « Koudouss » de Bondoukou (Vie et Œuvre)*, Abidjan, Imprimérie Delta Service Plus, s.d, pp77.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

L'un des plus illustres de ces *karamoko* de Imamso de la période post-coloniale était Timité Fabakary – connu sous le nom de Sogbéréni – neveu de l'imam Timité Mahama Koudous.

> *« Mon père (Imam Timité Mahama Koudous) disait de lui qu'il n'avait jamais rencontré un érudit de sa trempe. »*[107]

[107] Entretien réalisé avec Timité Amadou le 14 avril 2008 dans son bureau à l'école franco araba *El Baniteim* au quartier Dozonso (Bondoukou).

« Jusqu'à son décès en 1958, mon père ne manquait pas d'aller prendre les cours chaque matin chez Sogbéréni. C'est auprès de lui que tous les karamoko apprenaient le commentaire du Coran. A Bondoukou, il était le maître des maîtres. »[108]

Plusieurs marabouts de la localité lui doivent leur formation dont karamoko Gbané Soualio de Koumbalasso à qui fut confié le talibé Camara Moumouni[109] originaire de Bouna. Devenu *karamoko,* ce dernier dirigea la *darsu* de Koumbalasso des années 1970 à 1991.

Sa présence à Bondoukou fit venir dans cette localité plusieurs talibés des *kabla* des Camara et des Cissé de Bouna. En effet, au lendemain des indépendances, l'époque où chaque *kabla* disposait d'au moins une école était révolue. On comptait peu de marabouts en place à Bouna comparativement à d'autres foyers islamiques. On enregistrait à Camarasso un seul *karamoko* du nom de Camara Tidiane[110]. Camara Issa, un membre du kabla, donnait aussi des cours mais il ne portait pas encore le titre de *karamoko*. A proximité de ce *kabla,* Cissé Yaya et Cissé Bamoussa de Imamso dirigeaient l'institution coranique de la famille Cissé[111]. Ouattara Kinta Bié s'occupait de la formation des talibés du *kabla* de Ouattarasso lorsque Haïdara Bona avait en charge l'instruction de ceux de deux *kabla,* Chérifso et Kardioulasso. Les talibés de ce dernier *kabla* suivaient les cours auprès de Bona Haïdara en attendant le retour d'Abdoulaye Diabaté[112], un des leurs, encore en formation à Nassian dans le cercle de Kong.

La cité de Kong est présentée comme la source du savoir islamique en Côte d'Ivoire. L'étude des chaînes de transmissions traduites par les *isnad* recueillis à

[108] Entretien réalisé avec Ouattara Fétigué le 24 avril 2008 à son domicile familial au quartier Koko (Bondoukou)
[109] Entretien réalisé avec Camara Akilou le 16 avril 2008 à son domicile familial au quartier Labaya (Bondoukou).
[110] Entretien réalisé avec Camara Abdoul Razac le 29 avril 2008 à son domicile familial au quartier Camarasso (Bouna).
[111] Entretien réalisé avec Cissé Ibrahim et Cissé Amadou le 28 avril 2008 à leur domicile familial au quartier Cissésso (Bouna).
[112] Entretien réalisé avec Diabagaté Abdoulaye, Diabagaté Issiaka et Diabagaté Kassoum le 29 avril 2008 à leur domicile familial au quartier kardioulasso (Bouna).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Imamso, Kamagaya, Malagasso (Bondoukou), Imamso, Camarasso, Karidioulasso (Bouna), de Mamina, Mouéla et de Tonhoulé (Mankono) l'atteste.

Après avoir occupé la position stratégique de ville étape dans le commerce entre les zones forestières et celles de l'arrière pays au XIV^{ème} siècle, Kong devint une cité musulmane avec la déposition de Lassire Gbombélè par Sékou Umar Abdel à partir de 1710[113]. C'est à l'initiative de ce dernier, riche négociant, qu'arrivèrent à Kong de nombreux savants Sanogo qui diffusèrent la culture musulmane et l'enseignement de l'arabe.

A côté de cette famille maraboutique, plusieurs lignées de prédicateurs et lettrés en sciences islamiques s'installèrent à Kong. Selon la tradition orale, la famille Konaté, hôte des Sanogo, était elle-même instruite des valeurs islamiques avant son départ de Sarhala (Cercle du Worodougou)[114].

> *« Les Traoré, les Dagnogo, les Touré, et les Kamagaté sont aussi les karamoko des Ouattara. Mais ce sont les Coulibaly qui sont nos premiers karamoko. Ce sont eux qui nous ont fait connaître l'Islam. C'est à eux que revient la gestion de nos affaires religieuses.»*[115]

Cette importance des familles maraboutiques et le dynamisme de la formation islamique à Kong étaient encore perceptibles à la fin du XIX^{ème} siècle.

> *« L'instruction est très développée à Kong ; il y a peu de personnes illettrées. L'arabe qu'ils écrivent n'est pas ce qu'il y a de plus pur ; on est cependant étonné de les voir aussi instruits, car aucun arabe n'a jamais pénétré jusqu'à Kong. L'instruction est donnée aux écoliers par des Mandé Dioula qui en ont rapporté les éléments et quelques manuscrits provenant de la Mecque.»*[116]

[113] KODJO (Niamkey Georges), *Op.Cit.*, pp124.
[114] Entretien réalisé avec Konaté Bassina et Konaté Bamadou le 06 mai 2008 à leur domicile familial au quartier Sarhala (kong).
[115] Entretien réalisé avec Ouattara Souleymane le 09 mai 2008 à son domicile afamilial u quartier Kréou (Kong).
[116] BINGER (Louis Gustave), *Du Niger au Golfe de Guinée par le pays de Kong et le Mossi*, Paris, Hachette, 1892, pp326.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Après le passage de l'Almamy Samory Touré le 18 mai 1897 avec son cortège de lettrés massacrés et déplacés, le clergé musulman de la cité de Kong ne se reconstitue qu'au XX^{ème} siècle. Dans la seule famille de prédicateurs Sanogo, en charge de l'encadrement religieux des musulmans de Barrola et de Korola, on comptait plusieurs enseignants coraniques à la veille des indépendances au nombre desquels les karamoko Sanogo Bakary, Sanogo Sounoussi, Sanogo Abou, Sanogo Balagavia, Sanogo Amadou, Sanogo Tidiane[117], etc. A Traoréla, l'enseignement était aux mains de Traoré Logossina et de son frère Traoré Balêmory[118]. Le premier s'occupait de la formation supérieure des talibés et le second , de la formation initiale. A Sarhala, Konaté Bassina, Konaté Bassidiki et Konaté Tidjane se répartissaient les tâches pour l'instruction des talibés. Seul Moustapha Coulibaly[119] avait en charge l'éducation islamique des *karamokoden* du Kabla Coulibalysso.

Le système éducatif coranique, lorsqu'il était une entreprise familiale aux mains des lignées maraboutiques, obéit à certains principes notamment le droit d'aînesse. C'est au membre le plus âgé et instruit de la famille que revient la direction de l'école. Tel est aussi le cas pour la fonction d'Imam à Bondoukou, Bouna, Kong, etc. Les autres enseignants coraniques cadets de ces familles maraboutiques se limitaient aux tâches que leur confiait leur aîné responsable de la formation, à moins d'aller servir ailleurs au sein d'autres communautés. En revanche, de leur nouveau lieu de résidence, ils pouvaient être rappelés pour succéder au premier responsable de la formation en cas de décès ou d'indisponibilité de celui-ci.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[117] Entretien réalisé avec Sanogo Tidiane et Sanogo Imbassou le 06 mai 2008 à leur domicile familial au quartier Barrola (Kong).
[118] Entretien réalisé avec Traoré Abou, Traoré Amadou et Traoré Nour le 06 mai 2008 à leur domicile familial au quartier Traoréla (Kong).
[119] Entretien réalisé avec Coulibaly Bafétigué le 09 mai 2008 à son domicile familial au quartier Coulibalysso (Kong).

Par ces procédés, des prédicateurs et lettrés se déplaçaient d'une localité à une autre dans le but de répondre aux besoins sociaux des communautés. Ce fut le cas des Sanogo, originaires de Kong, installés à Darsalami en Haute Volta. L'un d'eux Muhammad Al Mustafa Fodé Mory Sanogo (connu sous le nom de Al-Hajj Marhaba Sanogo)[120] y était installé avec ses talibés. Dans cette cité où il mourut en 1981, sa renommée alla au delà des zones savanicoles du pays. Sanogo Bissiri Lanciné et son frère Sanogo Souleymane[121], appartenant à la même famille maraboutique, s'installèrent à Bouaké où ils étaient comptés parmi les enseignants ayant des effectifs importants de talibés. Même constat chez les Sogodogo de Cisséla à Kong. Sogodogo Souleymane[122], l'aîné, dirigeait l'école coranique familiale quand son frère cadet s'établissait à Ferkessedougou où il ouvrit son école.

Cette réalité propre aux karamoko membres de lignées maraboutiques, ajoutée au retour en famille des talibés en formation, allait élargir, grâce à la nouvelle politique administrative du Lieutenant Gouverneur Angoulvant, l'aire d'expansion des valeurs islamiques en direction des zones forestières au Sud du pays.

2) Le Sud, une faible présence des établissements coraniques

La présence des établissements coraniques et des lieux de cultes est consécutive à l'installation des populations musulmanes dans cette partie du pays. En effet, longtemps considéré comme une barrière infranchissable, le pays Baoulé, au centre du pays, et le Sud forestier furent investis dès la fin du XIX^{ème} siècle par les agents de l'administration coloniale et les Mandé Dioula.

[120] Al-Hajj Marhaba Sanogo est un natif de Darsalami (vers 1891), village créé au milieu du XIX^{ème} siècle par un membre de sa famille. Pour plus de détails, cf. TRAORE (Bakary), « Al-Hajj Marhaba Saganogho (1891-1981). La quête de positionnement d'un lettré musulman à Bobodioulasso », in GOERG (Odile) et PONDOPOULO (Anna) (dir.), *Islam et sociétés en Afrique subsaharienne à l'épreuve de l'histoire. Un parcours en compagnie de Jean Louis Triaud*, Paris, Karthala, 2012, pp237-267.

[121] HAIDARA Ibrahim, *Op.Cit.*, p95.

[122] Entretien réalisé avec Sogodogo Ibrahim et Sogodogo Moustapha le 07 mai 2008 à leur domicile familial au quartier Cisséla (Kong).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La prise de fonction d'Angoulvant au poste de Lieutenant Gouverneur en 1908 allait donner une impulsion à la politique de gestion administrative du pays. A son arrivée, il constata que seuls les cercles de Bassam, d'Assinie, de Bondoukou, du Worodougou, de Korhogo et San Pédro[123] étaient maîtrisés et ouverts à l'exploitation. On assista dès lors à la mise en place d'un mode d'administration du territoire dont les idées principales sont énoncées dans son ouvrage intitulé *La Pacification de la Côte d'Ivoire* :

> *« - La conquête doit être méthodique et globale ; en ce sens, qu'elle sera militaire et administrative à l'échelle d'un ensemble de région et non plus par secteur. Il ne doit plus exister de poches de résistance à l'action de la France. (…)*
>
> *- Une place primordiale est accordée également à l'action économique : la colonie doit se tourner vers une économie profitable aux intérêts de la France. Aussi, faut-il ''contraindre les indigènes pour produire'', créer des axes de communication pour drainer les marchandises vers les côtes et imposer les cultures obligatoires pour développer la production agricole. »*[124]

La mise en œuvre de ce projet colonial nécessitait la mobilisation de ressources humaines importantes parmi lesquelles les Mandé Dioula islamisés pour la plupart allaient jouer, aux côtés des tirailleurs sénégalais, un rôle prépondérant.

Pour les impératifs militaires de l'administration, le Lieutenant Gouverneur Angoulvant bénéficiait de la présence des tirailleurs sénégalais. Deux vagues de ces soldats coloniaux étaient présentes sur le terrain. La première constituée de Wolof et de Toucouleur originaires de Rufisque, Gorée, Saint – Louis et Dakar fut engagée dès 1880[125]. C'était l'époque des expéditions Marchand et Monteil. Démobilisés, ces agents décidèrent de s'installer et de s'investir dans plusieurs domaines d'activités. Les Wolof s'érigèrent en maçons, menuisiers ou

[123] ANOUMA (René – Pierre), *Aux origines de la nation ivoirienne, Conquête coloniale et aménagements territoriaux : 1893 – 1920*, Tome1, Paris, Karthala, 2006, 275p.
[124] FOFANA (Lemassou), *Op.Cit.*, pp50.
[125] La seconde vague (1889 – 1939) a été constituée essentiellement d'employés de maisons de commerce.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

boulangers et les Toucouleurs, traitants, planteurs ou marabouts. Un nombre remarquable de faits religieux sont à leur actif.

> *« De nombreux sénégalais musulmans servaient dans les troupes coloniales. Ils sont les premiers à instituer la prière en public dans le pays. Là où les militaires sont passés, ce sont eux qui ont fondé les premières mosquées. Lahou, Tiassalé et Toumodi, qui furent les principaux postes de la conquête militaire, furent aussi les premiers foyers de l'islam en Basse – Côte. »*[126]

A Bassam où ils étaient fortement présents, les premiers imams étaient les Sénégalais El Hadj Dieng Abdoulaye et El Hadj N'Diaye Abdoulaye. C'est Mademba Guèye, sous-brigadier et porte parole des sénégalais de Bassam auprès des autorités, qui intervint en 1913 pour obtenir du Gouverneur la construction d'une mosquée[127]. A Abidjan, on les retrouvait au sein du personnel des cheminots.

> *« La première mosquée de la ville fut celle de Cocody. Elle fut édifiée par les cheminots sénégalais. A l'époque c'est le sénégalais Abdoual Faye qui dirigeait les prières. Lorsque celui – ci repartit au Sénégal, Fall Souley fut désigné par l'imam de Grand Bassam Abdoulaye Dieng. »*[128]

Aucune mention n'est faite de la présence d'établissements coraniques. On note plutôt dans une correspondance de l'Administrateur Commandant le Cercle de Grand Bassam du 02 mai 1913[129] qu'il n'existait aucune personnalité musulmane (marabout influent) à Bassam. Or là où existe un centre musulman ou une mosquée – comme celle de Grand Bassam – existe un enseignement religieux, fait remarquer Chartier, l'Administrateur du Cercle des Tagouana, dans un rapport d'activité sur l'islam, le 19 avril 1914.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[126] HAIDARA (Ibrahim), *Op.Cit.*, pp96.
[127] TRIAUD (Jean Louis), « Lignes de force de la pénétration islamique en Côte d'Ivoire », in *Revue des études islamiques*, Paris, XLII, Librairie Orientaliste Paul G., 1974, pp139.
[128] HAIDARA (Ibrahim), *Op.Cit.*, pp97.
[129] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Correspondance de l'Administrateur Commandant le Cercle de Grand Bassam à Monsieur le Lieutenant Gouverneur de le Colonie au sujet de la surveillance de l'Islam, le 02 mai 1913.

La présence des premiers établissements coraniques du Cercle des Lagunes précisément à Abidjan est aussi à leur actif.

> *« L'enseignement musulman est pratiqué uniquement au village indigène d'Abidjan (Cocody). Deux écoles fonctionnent à peu près régulièrement ; la première dirigée par le nommé Amadou Aidara de la secte Kadria comprend cinq élèves, la seconde dirigée par le nommé Demba Oumoul de la secte tidjanite en comprend six. (…) »*[130]

De la Basse Côte à Bouaké où la tête du chemin de fer arriva en 1912, l'influence sénégalaise baisse et cède à celle des soudanais Mandé Dioula. En effet, les Mandé Dioula ont fait l'objet d'une attention particulière pendant cette période de la colonisation.

La création de postes pour la consolidation de l'ordre colonial changea l'attitude de l'administration coloniale vis-à-vis des Mandé Dioula. Gabriel Angoulvant en explique les raisons dans un courrier adressé au Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française (AOF) :

> *« En tant que commerçant, le musulman dioula doit être protégé ; petit agent de notre commerce, s'insinuant partout, répandant jusque dans le moindre village les marchandises européennes, preuves tangibles de notre force, de notre richesse, de notre habileté, le dioula est presqu'autant agent de notre civilisation qu'un colporteur de marchandises. »*[131]

L'établissement du pouvoir colonial permit aux Mandé Dioula de réanimer les anciennes pistes précoloniales dans le Nord et d'initier de nouveaux projets en direction du Sud du pays à partir de trois axes principaux :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[130] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Série 3EE1(1), Statistique des écoles coraniques du Cercles des Lagunes en 1914.
[131] TRIAUD (Jean Louis), *Op.Cit.*, pp146.

- *L'axe Séguéla – Sassandra*

Entre 1902 et 1905 de nombreux Dioula de Séguéla, Tiémé, Samatiguila s'installèrent à Daloa, Gagnoa, … A Daloa, l'installation de Diaby Baba[132], originaire de Samatiguila, eut lieu en 1908. La famille y tenait la première place dans la vie religieuse musulmane au côté d'une frange de population déjà islamisée, notamment les Wolof, les Peul, les Maures etc. Le premier imam de la ville s'appelait Diaby Vakaba. A ce dernier succéda Diaby Vamoussa, son frère[133].

Ce rôle de premier plan de la famille Diaby l'amena à initier le projet d'ouverture d'un centre de formation islamique.

> *« (…) J'ai l'honneur de solliciter votre haute bienveillance pour établir une école coranique. Je compte avoir 12 élèves mes enfants et les enfants de mes frères*
>
> *Je les enseigne sur mon véranda. Monsieur le Gouverneur quand ma demande sera accueillie je serai très reconnaissant. »*[134]

La dynamique d'implantation fut entretenue jusqu' à l'arrivée de Karamoko Bouaké au quartier Koyakabougou à la fin des années 1940[135]. On comptait à son arrivée, en plus de son établissement coranique, plusieurs écoles dans la ville dirigées par Sanoussi Aladji, Samassi Saragbè Siriki, Diaby Massayahaby, etc.

On retrouve cette même présence importante d'Odiennéka dans la sphère religieuse musulmane à Gagnoa. Leur installation dans cette localité se situe à la

[132] FOFANA (Lemassou), *Op.Cit.*, pp52.
[133] HAIDARA (Ibrahim), *Op.Cit.*, pp93 et Diaby Mohamed Youssouf (entretien réalisé le 24 mars 2008 au Lycée Al Ansar sis au quartier Abattoir (Daloa).
[134] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Correspondance de l'Assesseur Diaby Lacina au Gouverneur de la Côte d'Ivoire au sujet de l'autorisation d'ouverture d'une école coranique à Daloa, le 12 mars 1926.
[135] Entretien réalisé avec Karamoko Bouaké le 24 mars 2008 à son domicile familial au quartier Koyagabougou (Daloa).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

fin de la première guerre mondiale avec l'ouverture de la voie Gagnoa – Sassandra en 1917 et Gagnoa – Daloa en 1918.

- *L'axe de la voie ferrée (à partir de Bouaké)*

L'installation des Mandé Dioula dans le pays Baoulé est en partie liée à la construction du chemin de fer « Abidjan – Niger ». Cet itinéraire vient supplanter l'ancienne route commerciale qui reliait l'Ano, Kong, San et Djenné. La présence des Mandé Dioula dans cette partie de la colonie est attestée dès le début du XXème siècle. Ils entretenaient des rapports commerciaux avec les Baoulé.

> *« La région du Baoulé n'est pas un pays de religion islamique mais elle est parcourue par les dioula colporteurs dont quelques-uns se sont installés dans les principaux centres Tiassalé, Toumodi, Kandiokoffikro, Bouaké et y ont fondé des villages dits villages dioulas. Ces villages ne servent en somme que de gîtes d'étapes, de lieux de repos à la grande masse des dioulas qui font la navette entre Tiassalé, voir même Bassam et leur pays d'origine. »*[136]

L'arrivée du chemin de fer à Bouaké en 1912 donna une impulsion à l'immigration des Mandé Dioula. Les Dafing comptent parmi les pionniers de la diffusion de l'islam dans ce centre urbain. La mosquée de Dougouba – nom du village des Dioula de Bouaké –, construite par Diallo Samba[137], était dirigée par un Dafing du nom de Dramé Kotohama[138]. Bouaké devint aussitôt un centre fort actif d'enseignement coranique.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[136] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Série 3EE2 (9), Rapport du Capitaine chargé de l'expédition des affaires de la région du Baoulé sur l'organisation du personnel administratif indigène de la Côte d'Ivoire, le 25 novembre 1902.

[137] Samba Diallo, Peulh originaire du Soudan français (actuel Mali), était un ravitailleur en bétails de l'armée coloniale. Notable de la communauté musulmane et une des personnalités les plus riches de la ville, l'apport de Samba Diallo a été considérable dans la construction de la mosquée de Dougouba. HAIDARA (Ibrahim), *Op. Cit*, p95.

[138] TRIAUD (Jean Louis), *Op.Cit.*, pp143 et Dramé Tidiane (entretien réalisé le 03 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Dar Es Salam – Bouaké).

« En 1925 on comptait onze maîtres coraniques avec plus de 100 élèves. »[139]

Le rôle des Sanogo, des *Kaba* (Guinée), des Sylla, des Savané, des Touré, les Samassi d'Odienné semble aussi avoir été déterminant. Selon les propos recueillis[140], le *karamoko* Dao Mamadou fut l'un des précurseurs de l'enseignement islamique à Dougouba (Bouaké), suivi plus tard par d'autres enseignants coraniques : Haïdara Mohamed Lamine, Sanogo Bissiri, Konaté Yacouba, Sylla Bakary, Touré Baoudou, Traoré Moctar, Koné Gaoussou, Konaté Lafranakan, etc.

Cette dynamique de l'immigration Mandé Dioula et de son influence religieuse allait suivre son cours dans les centres urbains établis le long des voies commerciales du Nord au Sud. Ainsi, dans le Cercle du Baoulé Sud où on comptait à peine 500 musulmans et aucun marabout en 1913, des écoles coraniques virent le jour. Mamadou Ali Koreich, natif de Goumbou au Soudan français, adressa le 14 septembre 1926 une demande d'autorisation d'ouverture d'une école coranique[141] à Tiassalé. Plus tard en 1953, les rapports administratifs du Ministère de l'intérieur[142] signalent l'existence de sept écoles coraniques à Adjamé (Abidjan) dont celle tenue par un ressortissant du Cercle du Woroudougou, Fofana Mamadou, connu sous le pseudonyme de *karamoko Laglaci*[143].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[139] HAIDARA (Ibrahim), *Op. Cit.*, pp95.
[140] Entretien réalisé avec Dramé Tidiane le 03 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Dar Es Salam (Bouaké).
[141] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Série 3EE (6), Demande d'autorisation d'ouverture d'école coranique à Tiassalé adressée au Gouverneur de la Côte d'Ivoire, le 14 septembre 1926.
[142] HAIDARA (Ibrahim), *Op.Cit.*, pp181.
[143] Entretien réalisé avec Cissé Mamadou le 05 octobre 2004 à son domicile familial à Treichville, Avenue 13, Rue 19, Lot 339 (Abidjan).

- *L'axe Touba – Man*

Ancienne piste commerciale, cette voie fut réactivée à partir de 1906 avec l'établissement du poste de Danané. Cette route reliait Touba à Bamako en passant par Odienné.

Le Cercle de Touba compte au nombre des foyers de tradition musulmane en Côte d'Ivoire. Hormis Touba, les villages de Koro, de Férentéla et Ganhoué font partie des anciens foyers musulmans de la région. Au début du XXème siècle précisément en 1910[144], on y enregistra vingt et un marabouts à qui étaient confiés les 187 talibés répertoriés. Une adresse du Lieutenant Gouverneur de la colonie à l'Administrateur du Cercle en 1914[145], au sujet de la surveillance des enseignants coraniques, montre la prééminence de la famille Fadiga dans la sphère religieuse de Touba. L'essentiel des *karamoko* recensés et susceptibles de mettre à mal l'entreprise coloniale était issus de cette lignée de prêcheurs musulmans.

C'est de cette localité que partirent les Dioula pour les localités de Man et Danané entre 1908 et 1910. Ils y furent rejoints plus tard par ceux de Beyla et de Kankan (Guinée). De Man et Danané, ils essaimèrent dans toutes les localités environnantes : Duékoué, Guiglo et Toulepleu. On les retrouve dans les localités de Sassandra et Tabou entre 1918 et 1920. Le tableau qui suit rend bien compte de l'importance de ces lettrés.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[144] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Série 3EE2 (4), Statistique des écoles coraniques du district de Touba, établi le 01 juillet 1910.
[145] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI): Correspondance du Gouverneur de la Côte d'Ivoire à Monsieur l'Administrateur du Cercle de Touba au sujet de la surveillance de l'Islam en 1914.

Tableau 2 : Statistiques des écoles coraniques de la colonie de Côte d'Ivoire de 1916 à 1918

	Nombre de marabouts tenant des écoles coraniques		
Cercles (Poste)	*Année 1916*	*Année 1917*	*Année 1918*
Bondoukou (Bondoukou, Bouna)	41	31	30
Kong (Korhogo)	65	60	59
Odienné (Odienné, Boundiali)	63	70	57
Ouorodougou (Séguéla, Mankono)	55	30	32
Tagouana (Dabakala)	08	10	09
Touba (Touba, Man)	29	66	50
Baoulé (Bouaké)	05	09	09

Source : Archives Nationales de Côte d'Ivoire, Statistiques des écoles coraniques de 1916 à 1918.

En somme, la cartographie des foyers d'enseignements coraniques en Côte d'Ivoire présente deux zones distinctes. On a une moitié Sud du pays où l'influence des écoles d'enseignements islamiques est moindre comparativement à la seconde moitié Nord, zone fortement pourvue en ce type d'établissement. Toutefois, quel que soit le lieu où elles se situent, ces écoles sont animées par des acteurs composés essentiellement d'enseignants (*karamoko*) et d'apprenants.

II- LES ACTEURS DU SYSTEME EDUCATIF CORANIQUE TRADITIONNEL

La formation coranique met en scène deux acteurs principaux : le marabout et l'apprenant, le premier disposant d'un savoir qu'attend le second.

1) Le marabout (Karamoko)

Le terme marabout est un dérivé du mot arabe « *murabit* » qui signifie l'homme du *ribât*, un poste frontière fortifié, et, par extension, l'acte même de défendre l'islam. Mais la conscience collective a retenu de cette expression, outre ses liens avec certaines pratiques occultes, *« un religieux musulman qui enseigne le*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Coran ». On utilise les termes « *alfa* », « *modi* », et « *karamoko* » ou « *mory* » respectivement chez les Peul, les Sarakolé et les Malinké pour le désigner. Ici, il n'est pas question des marabouts, ces personnalités religieuses charismatiques qualifiées de « *grand marabout* »[146] par l'administration coloniale mais il s'agit plutôt de simples agents de transmission des valeurs morales et spirituelles islamiques à la société.

On compte au début du XX^{ème} siècle un nombre important de *karamoko* dans la colonie. (Voir tableau 2). Le marabout ou le *karamoko* est l'élément essentiel de tout le système d'enseignement islamique. Il est le principal agent de la transmission du savoir. C'est par lui que la religion se perpétue de génération en génération. La connaissance dont il dispose résulte d'une longue formation acquise auprès d'un ou de plusieurs maîtres avec l'emploi parfois de méthodes et de moyens différents. De cette formation hétérogène, il en résulte une variation remarquable de leur niveau d'instruction.

En Côte d'Ivoire, l'appellation *karamoko* est assortie d'une certaine conditionnalité relative selon les régions. Dans les localités ayant des liens solides et historiques avec Kong notamment Bondoukou, Bouna, Mankono, …, on dit de quelqu'un qu'il est un *karamoko* lorsqu'il a terminé ses différents cycles d'études, reçu son *Isnad* et son turban (voir chapitre 2). Ce titre fait de ce dernier un enseignant coranique. Toutefois, n'importe quel musulman, ne possédant ni *Isnad* ni turban, peut ouvrir une école et la diriger. Elle sera plus ou moins fréquentée suivant la réputation de celui qui la tient.

Un non titulaire d'*Isnad,* c'est-à-dire un auditeur dont la formation est inachevée, ne peut se limiter dans son métier d'enseignant qu'aux cours du 1er et du 2nd cycle. Il ne peut en aucun cas dispenser des cours de 3ème cycle, réservés

[146] Le terme « grand marabout » est employé par l'administration coloniale française pour désigner les personnalités religieuses musulmanes qui ont marqué cette période. On note parmi ces personnes des hommes de mains de l'administration coloniale notamment Seydou Nourou Tall.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

uniquement aux titulaires d'*Isnad* et de turban. Nous avons rencontré de tel cas lors de nos enquêtes. A Camarasso (Bouna), Camara Issa – comme évoqué précédemment – se limite dans son métier d'enseignant aux deux cycles de formation. Son statut ne lui permettant pas d'assurer le programme du 3ème cycle, il conduit les talibés qu'on lui a confiés chez d'autres enseignants de la ville. A Cisséla (Kong), Sogodogo Moussa – connu sous le nom de karamoussaya – n'intervient dans la formation coranique qu'aux deux premiers cycles. Le dernier cycle est assuré par son frère Sogodogo Ibrahim.

Par ailleurs, dans d'autres contrées du pays, précisément à Odienné, Samatiguila, …, le titre de *karamoko* ne tient pas compte de la délivrance et du port de turban après la formation. Ce critère est facultatif. Peut répondre au nom de *karamoko*, toute personne ayant reçu un savoir en sciences coraniques – du niveau supérieur au 1er cycle – et capable de l'enseigner. Le port du turban dans cette localité n'est pas seulement une marque de l'instruction dont dispose le porteur. Le turban ne consacre pas la fin de la formation. Son obtention peut avoir lieu pendant ou après la formation à la demande de l'intéressé et non du maître coranique. Il en est de même pour la délivrance de l'*Isnad* à l'issue de la formation.

> *« C'est chez les koyaka, les bondougouka, …, qu'on assiste à ce genre de chose (délivrance d'Asnad et port de turban) »*[147].

A Samatiguila, localité de longue tradition islamique, les enseignants coraniques visités – Diaby Aboubakar, Diaby Kalilou, Diaby Souleymane et Samassi Koudous – disposent de turbans. A leurs côtés, leurs enfants qui tiennent l'établissement familial n'en possèdent pas.

[147] Entretien réalisé avec Savané Mohammed (Karamoua) le 08 juin 2008 à son domicile familial au quartier Libréville (Odienné)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

A ces données d'ordre conceptuel, s'ajoutent des notions socio culturelles qui donnent de la légitimité au titre *karamoko*. On retrouve ces notions dans toutes les sociétés de forte influence islamique au Nord de la Côte d'Ivoire. En effet, en règle générale, la place qu'occupent les *karamoko* au sein d'une communauté musulmane nécessite qu'ils détiennent une pleine légitimité. Cette légitimité est traduite par certaines valeurs qui les rendent proches de celui – le Prophète – dont ils ont pour mission de propager les enseignements. Ces valeurs sont multiples. Une réflexion de Rahal BOUBRIK[148] sur la qualité des Saints a guidé notre analyse à cet effet. Ces qualités sont définies à travers deux rubriques : le capital symbolique généalogique et le capital culturel.

- *Le capital symbole généalogique*

Il se traduit par l'appartenance à une catégorie sociale. La composante de ce capital est d'ordre généalogique ; une généalogie qui remonte jusqu'au Prophète. Elle justifie l'origine chérifienne de la famille.

L'appartenance à une famille chérifienne est une des conditions primordiales et indispensables pour acquérir une légitimité religieuse. En Côte d'Ivoire, on compte des familles déclarées appartenir à la descendance directe du Prophète. On les connaît sous le patronyme de Chérif ou Haïdara. A Bouna, ils disposent d'un *kabla* – Chérifso - et de karamoko. A Mankono, une lignée de prédicateurs d'origine chérifienne a été mise sur pied au XX^{ème} siècle sous la houlette de Haïdara Bagagbèma. Dans cette localité, la descendance de ce savant est toujours honorée.

« (…) Les sérifou jouissent de nombreux avantages matériels : lorsque, dans les villages musulmans, on se partage les aumônes reçues comme ziara, la part des sérifou était toujours

[148] BOUBRIK (Rahal), « Processus de formation d'une confrérie saharienne », in *Lettre d'information*, n°15, avril 1995, pp49-51.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

la plus considérable et ils avaient le droit de choisir les premiers. Leur témoignage était considéré comme plus probant que celui d'un autre musulman (…) »[149]

Dans les régions où ils ne sont pas originaires, ils bénéficient d'une attention particulière. Haïdara Salim et la délégation des chérif – venus de Mankono, de Bamako, de Tombouctou (Mali), etc. – sont comptés parmi les invités de marques du Cheick Samassi Aboubakar lors des éditions de la célébration de la naissance du Prophète Muhammad (Mahouloud) à Kélindjan[150].

- *Le capital culturel*

Il relève du savoir des membres d'une famille en matière de prescriptions islamiques et perpétué dans ce clan par le canal de la formation. La composante de ce capital n'est pas acquise de naissance. Elle s'acquiert au fil du temps et conduit à l'établissement d'une lignée de prédicateurs. Dans cette dynamique, l'appartenance à une lignée de prédicateurs devient institutionnelle.

> *« Chaque individu était né mory, « savant », ou tun tigi, « guerrier ». Les enfants « savants » se voyaient enseigner, typiquement, les rudiments de l'arabe, quoique seuls quelques-uns, spécialement ceux originaires d'un nombre assez limité de lignages spécialisés, fussent destinés à poursuivre les études islamiques comme carrière. »*[151]

Considérés comme des modèles dans la société, c'est à eux de montrer la voie à suivre à la communauté : prières quotidiennes, jeûne de Ramadan, abstention de l'alcool, etc. En dehors des Haïdara ou Chérif, l'essentiel des clans maraboutiques tire sa légitimité de ce capital culturel. De leur contact avec les

[149] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Rapport sur la situation de l'Islam chez les Dioula du Ouorodougou en 1914.

[150] Nous avons participé à la célébration du Mahouloud à Kélindjan (Samatiguila) du 02 au 11 mars 2008. Aux cours de ces manifestations, la délégation des chérif a bénéficié d'une place de choix auprès de leur hôte. L'un d'eux, le guide spirituel Haidara Salim – venu de Bamako –, était la seule personne à partager le même bâtiment que le Cheickh. Aussi, l'honneur a été fait à cette délégation de diriger les prières quotidiennes et de formuler des bénédictions pour les participants après chaque cérémonie.

[151] LAUNAY (Robert), « Des infidèles d'un autre type : Les réponses au pouvoir colonial dans une communauté musulmane de Côte d'Ivoire », in DAVID Robinson et TRIAUD Jean Louis (éds), *Le Temps des marabouts : Itinéraires et stratégies islamiques en Afrique occidentale française (1880 – 1960)*, Paris, Kathala, 1997, pp418.

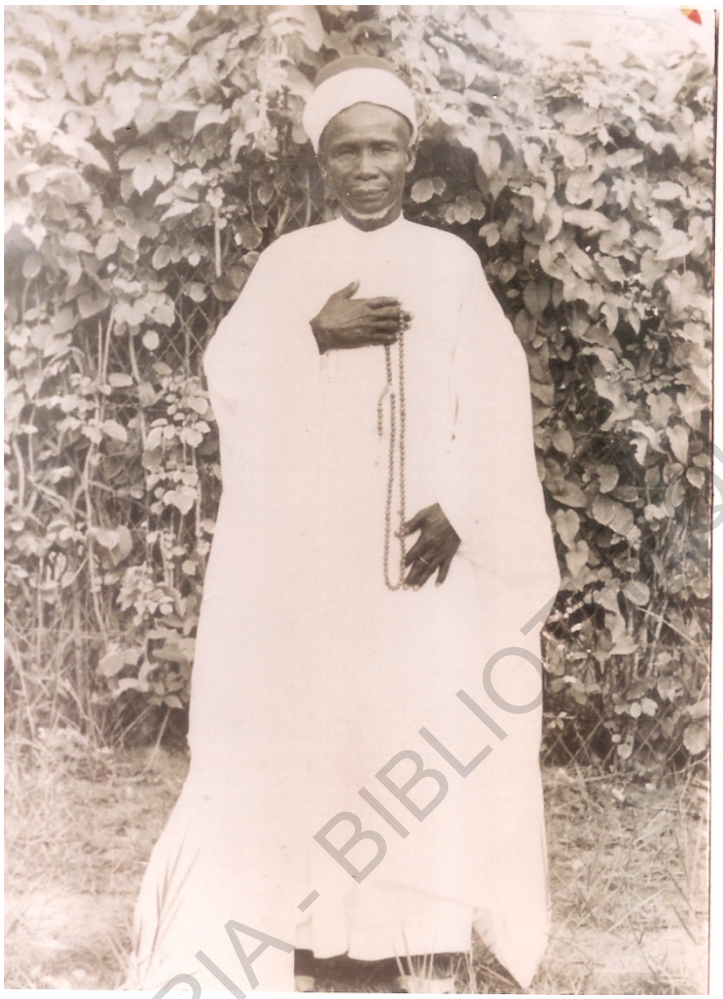
CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

commerçants arabo berbères et les Mandé Dioula par qui ils furent convertis à l'islam, ces clans ont fait de l'enseignement des valeurs islamiques un devoir familial. Ainsi les membres de la famille Samassi depuis leur arrivée à Samatiguila continue d'être les *douahoukêla* et dispose d'écoles coraniques. Les Sanogo ne se sont pas encore détournés de la fonction d'enseignant pour laquelle ils ont été invités à s'installer à Kong. Les descendants de Cissé Ishaka[152] – ancêtre des Cissé de Bouna et premier imam de la lignée - occupent toujours une place importante dans le système d'enseignement coranique. Il en est de même pour les Timité de Bondoukou, les Fofana de Mankono, etc.

Toutefois, il convient d'indiquer qu'appartenir à ces catégories socio culturelles ne fait pas des apprenants des *karamoko* d'office, mais leur assure à l'avance une légitimité certaine à la fin de leur formation.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[152] Cissé Ishaka serait, selon la tradition orale, membre d'une famille de neuf fils préalablement installés à Bacongo (Mandé). A son arrivée à Bouna, il fut sollicité par la famille Camara – avec à sa tête Camara Anzoumana - pour la gestion des affaires religieuses (formation islamique et direction des prières). Il fut 35 années d'imamat (1747 – 1782) et à sa mort, il fut succédé par Cissé Bakary.



Timité Mahama Koudous, karamoko de l'école coranique du quartier Imamso et Imam principal de la grande mosquée de Bondoukou (de 1960 à 1988).
Source : Cliché de Ouattara Yaya (Bondoukou)

CODESRIA - BIBLIOTHÈQUE

2) Les apprenants

Les candidats à la formation coranique sont composés de deux types d'apprenants se partageant à la fois le même enseignant, le même espace d'étude, etc., mais avec des motivations différentes. On a les talibés d'une part et les *sèrè* d'autre part.

a) Les talibés

Ce sont les élèves des écoles coraniques. Le terme talibé provient du mot arabe « *talib* »[153], c'est-à-dire, étudiant, « *celui qui cherche, qui demande* ». Dans les foyers d'enseignements islamiques, cette expression a subi l'influence de la phonétique des dialectes locaux pour devenir « *talibou* » et donner une nouvelle orientation à sa définition. On distinguera ainsi le *talibou* du *karamokoden* (appellation en langue malinké des élèves coraniques).

> *« (…) les plus grands (élèves) sont appelés talibou, lorsqu'ils sont jeunes et étudient encore les rudiments, ils sont appelés garibou ou plus vulgairement karamokoden. »*[154]

Cependant sur l'étendu du territoire, on le reconnaît plus sous le pseudonyme de *karamokoden*. Dans ce contexte, les expressions *karamokoden* et *talibou* sont pris comme des synonymes. Le *karamokoden* constitue avec le *karamoko*, l'un des acteurs par qui la transmission islamique se perpétue. Une attention particulière lui est accordée. Elle justifie le choix du chargé de la formation coranique. Cette tâche incombe aux parents du *karamokoden*.

Filles comme garçons, c'est à partir de l'âge de sept ans qu'ils sont conduits chez le maître coranique pour y apprendre les prescriptions de l'islam. A cet âge, l'enfant entame son entrée dans la phase d'initiation à l'activité productive. Cette étape de l'éducation de l'enfant, qui se situe entre sept et dix ans, correspond selon Ibrahim HAIDARA à :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[153] ENDA, *Soutien aux talibés garibou*, Dakar, ENDA, 2003, pp14.
[154] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Série 3EE2 (9), Rapport sur la situation de l'Islam chez les Dioula du Ouorodougou, 1914.

« (…) la période du gardiennage des champs, des corvées d'eau, du petit élevage, mais sous régime de semi responsabilité. Pendant cette phase, une transmission orale de ''la sagesse antique'' intervient lors des veillées, des contes, des conseils occasionnels donnés par les membres de la famille. »[155]

Tableau 3 : Statistiques des talibés de la colonie de Côte d'Ivoire (1916 – 1918)

	Nombre de talibés		
Cercles (Poste)	*Année 1916*	*Année 1917*	*Année 1918*
Bondoukou (Bondoukou, Bouna)	334	360	261
Kong (Korhogo)	299	287	288
Odienné (Odienné, Boundiali)	407	460	487
Ouorodougou (Séguéla, Mankono)	503	478	445
Tagouana (Dabakala)	45	65	50
Touba (Touba, Man)	108*	244	222*
Baoulé (Bouaké)	52	77	80

** Ne sont pris en compte que les effectifs des talibés du poste de Touba. Aucune mention n'est faite sur ceux du poste de Man.

Source : Archives Nationales de Côte d'Ivoire, Statistiques des écoles coraniques de 1916 à 1918

On comptait au début du XX^{ème} siècle un nombre important de talibés dans la colonie. Les effectifs par circonscription administratives étaient décroissants du Nord au Sud (Voir Tableau 3). Toutefois, le cercle d'Odienné a vu son effectif de talibés chuter eu égard à la libération des captifs. On ne comptait pas plus d'une trentaine de *karamokoden* suivant régulièrement les cours à Odienné[156]. D'autres évènements au nombre desquels le travail forcé ont détourné les talibés des écoles coraniques au profit des ouvrages d'intérêts publiques (constructions de bâtiments administratifs, tracé des routes, installations de lignes téléphoniques, etc.). Ces personnes qui ont vu leur formation écourtée, ajoutées

[155] HAIDARA (Ibrahim), *Op.Cit.*, pp207.

[156] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Correspondance de l'Administrateur de la Circonscription d'Odienné à Monsieur l'Administrateur du Cercle de Korhogo au sujet de la création d'un répertoire du prosélytisme musulman. Le document n'est pas daté eu égard aux conditions difficiles de conservation qui l'ont usé en partie. Cependant, il nous semble probable que ce document aurait été rédigé en réponse au circulaire relatif à la politique coloniale de surveillance de l'Islam au début du XXème siècle.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

à celles n'ayant pas fréquenté les établissements coraniques, allaient reprendre les cours ; mais cette fois-ci sous l'étiquette de *sèrè*.

b) Les *sèrè*

L'expression « *sèrè* » est un mot de langue malinké qui signifie littéralement « *témoin* ». Dans le milieu éducatif islamique, on utilise aussi un autre dérivé du mot : « *sèrèya* » (témoignage). Le *sèrèya* n'a lieu qu'au 3ème cycle, la dernière étape de la formation coranique. Sa durée est fonction de celle de la formation qui oscille entre 2 et 3ans (Voir chapitre 2).

Les *sèrè* sont recrutés parmi les personnes disponibles, disposant de toute leur faculté mentale et dévouées à la cause de la communauté musulmane. Peu importent le profil (lettré ou illettré), l'âge et le sexe du candidat. On note deux types de *sèrè* : les *sèrè* des *karamoko* et les *sèrè* des *karamokoden*.

- *Les sèrè des karamoko*

Ils sont inscrits par les *karamoko* eux-mêmes pour suivre avec les talibés les enseignements dispensés. Ici, les *sèrè* – comme l'indique leur nom – sont les témoins de la formation donnée aux talibés. Leur présence aux séances de cours est très importante.

> *« Il faut les témoins parce qu'il s'agit du Coran, parce qu'il faut des témoins dans tout ce que l'on fait. C'est un engagement qui permet à l'enseignant d'avoir des gages pour ce qu'il a enseigné. Donc s'il arrivait un jour que les talibés fassent un commentaire du Coran autre que celui enseigné par le maître, il faudrait qu'il y ait des personnes pour rétablir les propos du maître. »*[157]

L'inscription des *sèrè* des *karamoko* n'est pas obligatoirement dépendante de l'initiative des *karamoko*. Peuvent être *sèrè* des *karamoko,* toutes personnes qui

[157] Entretien réalisé avec Camara Abdoul Razac le 30 avril 2008 à son domicile familial au quartier Camarasso (Bouna).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

souhaitent suivre la formation coranique sous un statut différent que celui de talibés. Dans ce cas, l'intéressé le fait savoir au responsable de l'établissement qui l'inscrit au compte de ses témoins.

- *Les sèrè des talibés*

Ils sont choisis par les talibés et présentés aux *karamoko* dès l'entame de la formation ou en cours d'année. Un talibé peut avoir un ou plusieurs *sèrè*. Ces derniers peuvent être des membres de sa famille ou de la communauté musulmane de la localité. S'ils sont plusieurs à s'engager à suivre le *karamoden*, ils n'ont aucune obligation de se connaître et d'échanger au sujet de leur filleul.

Munis de supports de cours (le Coran), les *sèrè* assistent à la formation avec les talibés. En dehors de ces heures d'enseignements, ils se rendent des visites régulièrement. Ces rencontres occasionnelles sont des moments d'échange et de partage entre apprenants.

> *« Avec les sèrè, les talibés apprennent beaucoup. Quand ils sont instruits, ils partagent leur savoir avec les talibés. Lorsque ce sont les talibés qui sont les mieux instruits, ils donnent des cours aux sèrè. Ces derniers, en retour, dispensent des conseils d'usage aux talibés. »*[158]

La pratique du *sèrèya* est plus développée à Bouna[159] que dans les autres localités visitées. Le *sèrèya* est un domaine privilégié par les femmes[160] qui, en général, n'excèdent pas le premier cycle de la formation. Les effectifs des participants de cette catégorie d'apprenants sont dominés par les personnes âgées de 45 ans et plus, moins mêlées aux activités domestiques et économiques

[158] Entretien réalisé avec Camara Soualio le 30 avril 2008 à son domicile familial au quartier Camarasso (Bouna).
[159] La dynamique de la pratique du *sèrèya* est plus maintenue à Bouna qu'à Bondoukou, Kong et Mankono. L'établissement dirigé par le karamoko Camara Abdoul Razac a enregistré plusieurs *sèrè* depuis son ouverture en 1982. On y a compté 42 *sèrè* en 1992, 89 en 1995, 82 en 1998, 54 en 2000 et 60 en 2004.
[160] Le *sèrèya* est l'exercice préféré des femmes. Elles y participent autant de fois qu'elles peuvent. Cissé Fatoumata (77 ans) et Camara Abdigata Touboura (62 ans) ont participé à la formation respectivement 4 et 3 fois.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

intenses. Nous avons enregistré lors de nos investigations des personnes désireuses de suivre la formation mais qui rencontrent des difficultés sur le terrain.

> *« Je suis inscrite mais je n'ai pas le temps de prendre part à la formation. L'heure des cours coïncide avec la période où je dois faire la cuisine et les autres activités de la maison conjugale. »*[161]

Le *sèrèya* n'est pas une condition indispensable pour la validité de la formation. Il est juste facultatif. Cependant, être *sèrè* n'est pas une tâche vaine. C'est un engagement qui ne tolère pas les absences injustifiées encore moins le reniement de la foi du candidat. Un *sèrè* décédé en cours d'année peut être remplacé par un membre de sa famille ou de sa communauté et bénéficier de tous les avantages liés à ce statut.

*****

La pénétration de l'Islam au Nord de la Côte d'Ivoire a permis l'établissement de véritables foyers islamiques dans cette partie du pays à la différence de la zone Sud forestière où l'entrée de cette religion a été tardive. L'administration, par la construction des routes et du chemin de fer allait lever l'immense barrière que constituait la zone forestière et favoriser la migration Mandé Dioula. Ces colporteurs, autres agents indirects de l'administration coloniale, pénétrèrent alors partout – dans les centres urbains et les villages les plus reculés – et proliférèrent dans ces espaces leur savoir faire : commerce, transport, … et diffusion des valeurs islamiques à travers la formation coranique.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[161] Entretien réalisé avec Camara Mariam le 30 avril 2008 à son domicile familial au quartier Camarasso (Bouna).

Chapitre 2

LA FORMATION CORANIQUE TRADITIONNELLE

L'école coranique traditionnelle est un espace éducatif en dehors du cercle familial. L'enseignement qui y est dispensé est essentiellement religieux car il s'agit avant tout d'apprendre à lire, à réciter les versets coraniques et d'être un bon croyant musulman. Cette transmission de valeurs, qui fait de l'apprenant un être spirituellement accompli et bien intégré dans la communauté au sein de laquelle il vit, est un processus de formation étalé sur divers cycles.

Programme d'études d'une durée variable, l'enseignement coranique emploie dans son déroulement des méthodes pédagogiques propres à lui et fait appel à des moyens techniques originaux, ayant peu évolué de l'époque coloniale au lendemain de l'indépendance.

Le présent chapitre consacré à cet enseignement islamique va aborder dans un premier temps l'organisation technique de la formation avant de s'atteler au déroulement de ce programme d'étude dans un second temps.

I- LE CADRE STRUCTUREL ET ORGANISATIONNEL DE LA FORMATION

Le programme d'étude islamique s'articule autour du livre sacré – le Coran – au quel on peut joindre les ouvrages des disciplines annexes du Coran. Ce programme dont la durée est indéterminée à l'avance a lieu dans des centres propices à la formation coranique.

1) Les établissements

Les espaces alloués à l'enseignement coranique sont fonctions des circonstances. Ils vont des foyers habituels de formation aux établissements occasionnels.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

a- Les foyers permanents de la formation

Dans la société musulmane malinké, l'école coranique est connue sous le vocable de *dougouma kalan* qui signifie « l'école à terre ». Cette référence à la terre, est l'une des caractéristiques principales de ce système éducatif. Toute la formation se déroule à « terre » sur des nattes, des peaux d'animaux (mouton, bœuf, etc.) ou à même le sol. Cette pratique trouve sa justification plus dans des conceptions spirituelles que dans des considérations d'ordre matériel. Parmi les explications multiples de cette expression, nous proposons celle d'un maître coranique de San (département de Korhogo).

> *« (…) nos anciens nous ont appris que tout être vivant est tenu par deux cordes : une qui rehausse et une qui rabaisse. Deux anges tiennent les cordes. Les élèves qui ont la tête en l'air veulent se comparer à Dieu et le défier ; ils veulent donc se rehausser. Or seul Dieu le Tout Puissant peut décider de cela. Les anges sont alors là pour tirer la corde et te rabaisser. Alors que si tu as la tête baissée, cela veut dire que tu fais preuve d'humilité et de soumission donc, les anges tirent sur la corde pour te rehausser. »*[162]

L'école à terre a lieu dans une cour qui peut être la concession familiale du *karamoko* tenant la formation ou celle de tout autre *karamoko* du *kabla*. Ce dernier cas est fréquent lorsqu'il s'agit des lignées maraboutiques. L'enseignement coranique dans ces *kabla* étant institutionnel, son organisation demande assez de rigueur. La localisation de l'établissement ne dépend pas du lieu d'habitation du *karamoko*. Elle suit plutôt une norme établie.

> *« Les cours peuvent se tenir dans n'importe quel lieu. Mais à Kamagaya, Seydou Kamagaté a donné la consigne avant son décès de rester à son domicile pour la formation. Il ne serait pas bon de disputer la décision du maître défunt. »*[163]

[162] SEDEL (Charlotte), *Les écoles coraniques dans le Nord de la Côte d'Ivoire (Région des Savanes)*, Abidjan, UNICEF, juin 2000, p7.
[163] Entretien réalisé avec Kamaté Amadou le 13 avril 2008 à son domicile familial au quartier Kamagaya (Bondoukou)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Dans l'un ou l'autre des cas, le cadre de formation se résume juste en un hangar ou *togo* en langue malinké. Le *togo* est une construction de forme circulaire comme les cases d'habitation ordinaire de la société soudanaise. Il est couvert d'un toit conique en paille et soutenu par des piliers en bois disposés selon la forme de la construction. A Kong et Samatiguila, par exemple, un mur en terre d'un mètre de hauteur entoure les piliers avec une ou deux entrées.

Outre les *togo* de forme circulaire, on rencontre aussi des hangars de forme rectangulaire édifiés avec les mêmes matériaux de construction que les hangars précédents. Mais seule l'architecture est différente. La toiture de paille, sous la forme de dalle, est placée sur des branches disposées les unes à côtés des autres. Un rideau de paille tissé, dressé tout autour des piliers du hangar, sert à protéger les participants à la formation du regard des passants et des rayons du soleil.

L'architecture des constructions évolue également du Nord au Sud. En effet, selon que l'on se déplace des zones savanicoles aux zones forestières, les *togo* de forme circulaire cèdent la place à ceux de forme rectangulaire. Cette évolution architecturale est aussi perceptible dans le temps. En effet, l'ère des *togo* ou hangar semble révolue dans certaines localités de la Côte d'Ivoire. Aux établissements faits en terre, en bois, en paille, etc. ont succédé des centres de formation construits avec des matériaux modernes : brique de ciment, toiture en tôle, charpente, plafond, etc.

Cette réalité est perceptible dans la ville de Bondoukou où tous les établissements coraniques des différents *kabla* de cette ville – Imamso, Kamagaya, Koumbalasso, Malagasso, etc., – ont rénové leur cadre d'étude exceptés le *kabla* de Welasso. La salle de cours à Kamagaya est un espace de l'enceinte de la concession familiale de Kamagaté Seydou, *karamoko* du *kabla*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

de 1979 en 2003[164]. C'est une salle de trois entrées principales avec trois fenêtres battantes, couverte de tôles et aérée par quatre brasseurs d'air. L'école coranique de Imamso, l'ancêtre des écoles de la ville, comporte les même équipements. Cette innovation dans la construction n'obéit à aucune norme quelconque édictée par les responsables religieux de la ville. Elle est fonction des moyens financiers et de l'ingéniosité des membres de chaque *kabla*.

D'autres espaces de formation existent. Ils peuvent être très simples dans leur forme : espaces couverts par l'ombre d'un arbre planté dans la cours du maître ou sur une place publique du *kabla* ou la véranda du maître. Les sources attestent l'existence de ce dernier type d'espace, mais nous n'en avons pas rencontré durant nos investigations. Le recours à cet espace ouvert peut avoir lieu lors des séances d'explication d'une leçon à un talibé en dehors des horaires de cours ou aux heures de repos du *karamoko*[165].

Les espaces de formation – *togo* ou hangar – disposaient de système d'éclairage propre une fois la nuit venue. Sous les *togo*, on utilisait la lampe à karité ou *fitina* (en langue malinké). A l'air libre, sous les arbres, c'est un énorme brasier qui servait de foyer d'où émanait la lumière pour les séances de révision des cours. Ce brasier, alimenté par les bois de chauffe ramenés par les talibés au retour des champs, servait aussi de moyens de lutte contre le froid à lors des cours de la matinée.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

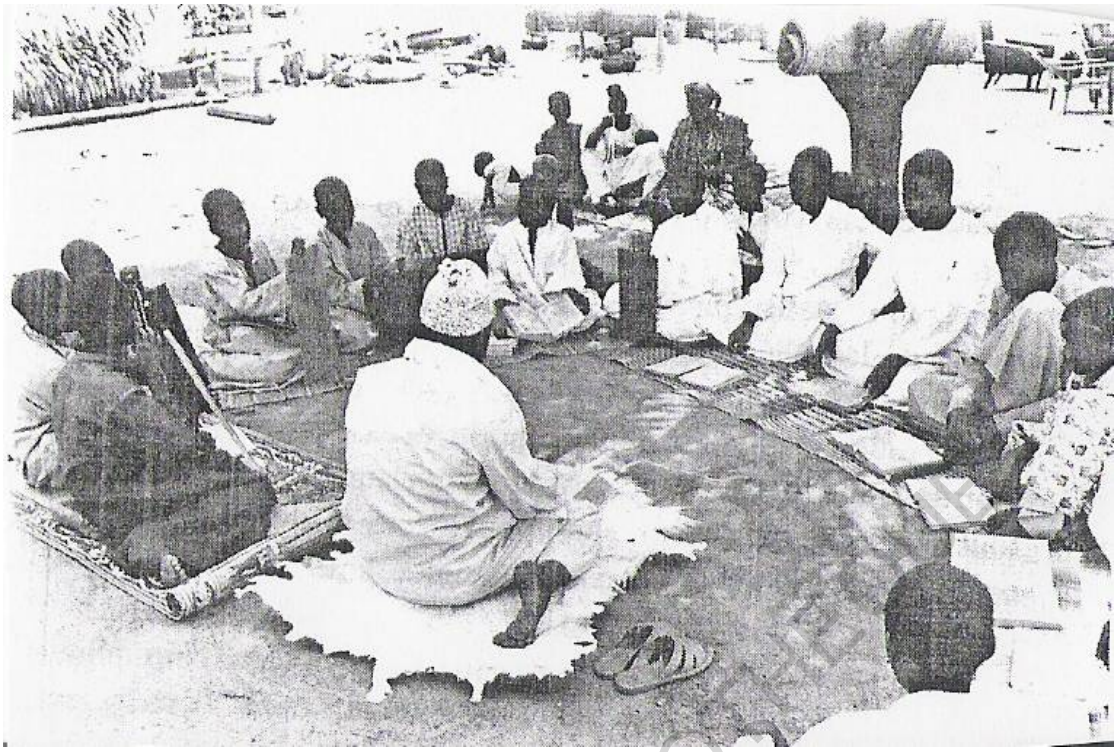
[164] Nous avons, lors de nos investigations le 13 avril 2008 à Kamagaya (Bondoukou), assisté à deux séances de cours et échangés avec les acteurs.
[165] Le karamoko, à ses heures de repos et les jours non ouvrables, s'assoie sur sa véranda en attendant des visiteurs. A ces occasions, il peut recevoir les talibés pour une séance d'explication de leçon.



Togo, hangar servant de cadre d'étude pour les talibés à Kélindjan (Samatiguila).

Source : Cliché de l'auteur

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE



Une école coranique en plein air au nord de la Côte d'Ivoire
Source : DESALMAND (Paul), *Histoire de l'éducation en Côte d'Ivoire*, Abidjan, CEDA, 1983 pp80.

En dehors des heures de cours, ces locaux constituent des cadres propices pour les prières quotidiennes (mosquées familiales). Notons, toutefois, que d'une manière générale, le recours aux mosquées pour l'enseignement coranique n'intervient qu'à des moments exceptionnels.

b- Les foyers occasionnels de la formation

Il n'est pas ici question de l'érection de la maison du *karamoko* en salle de cours lorsqu'il pleut, mais plutôt de cadre formel où se tiennent, à un moment donné de la formation, des cérémonies consacrées à l'enseignement islamique. Plusieurs espaces sont alloués à la réception des événements du système éducatif coranique : *faba* ou *broum* et mosquée.

Le *faba* ou le *broum* est un espace où se déroulent les activités socioculturelles d'une communauté. Sa dénomination et ses attributs changent selon la région dans laquelle il est situé. Ce foyer est connu sous l'appellation de *faba* à

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Bondoukou et Bouna, et sous celle de *broum* à Kong, Korhogo, Mankono et Odienné.

Dans les cités fortement islamisées des zones savanicoles de la Côte d'Ivoire, chaque *kabla* dispose d'un foyer pour la célébration de ses activités socio culturelles. A Bouna, le *faba* de Camarasso est un espace laissé inoccupé par le plan de lotissement de la ville. Il est en plein air, à de l'ombre de deux gros arbres. Lors des cérémonies communautaires, les nattes sont disposées de manière rectangulaire avec d'un côté les maîtres de cérémonies – les responsables religieux de Imamso –, les autres côtés étant réservés aux invités des autres *kabla*[166]. Ce cadre est similaire à celui des autres foyers de la ville à l'exception de Karidioulasso (*kabla* des Diabagaté) où les membres de cette famille ont fait construire sur le terrain qui leur a été attribué un bâtiment pour abriter toutes leurs cérémonies.

L'initiative d'aménagement des espaces publics, résultat d'ingéniosité et d'ouverture d'esprit, n'est pas une innovation dans la région de l'Est du pays. A Bondoukou, les *faba* que nous avons visités sont des bâtiments pouvant contenir plus de deux cents personnes. Les initiateurs de ce projet sont, comme à Bouna, les membres de Karidioulasso[167]. Le *faba* de Imamso, sous sa forme actuelle, a été construite en 1978 par l'imam Timité Amadou Koudous[168].

Dans le programme d'étude coranique, cet espace est sollicité lors des cérémonies consacrant la fin d'un exercice – mémorisation de certains versets – et le terme d'un cycle de formation. C'est le lieu où les apprenants – talibés et *sèrè* – sont présentés à toute la communauté et gratifiés de certificats marquant la fin de leurs études.

[166] Cette disposition est propre au *faba* de Camarasso où nous avons assisté à des cérémonies de baptême et de mariage les 28 et 30 avril 2008.
[167] A Bondoukou, la famille Diabagaté, comme à Bouna, a un quartier : Karidioulasso.
[168] Entretien réalisé avec Timité Mohamed Kolonga le 21 avril 2008 à son domicile familial au quartier Imamso (Bondoukou).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Outre cette fonction, le *faba* est aussi le lieu de célébration des mariages, des baptêmes, d'organisation des obsèques et de réception des pèlerins[169]. Ce n'est pas un lieu de culte comme à Kong, Mankono, Odienné et Samatiguila où il est connu sous le nom de *broum*.

> *« En dehors des baptêmes, de l'attachement des cola, (…), le broum est aussi réservé pour les prières quotidiennes des personnes âgées ayant des difficultés à se rendre à la grande mosquée. »*[170]

De ce fait, les architectures des *broum* sont différentes de celle des *faba*. A Mankono, ils étaient qualifiés de mosquées de quartiers par l'administration coloniale.

> *« Ce sont de simples cases circulaires, un peu mieux construites que les cases d'habitation ordinaire, plus vaste aussi et plus élevées. Comme les cases ordinaires, elles sont couvertes d'un toit conique en paille. Les murs sont le plus souvent percés d'ouvertures prismatiques à section triangulaire, afin de rendre plus éclairé et plus aéré. Dans la direction de la kibla, une petite cruche est pratiquée dans le mur, dans laquelle est posée la fitina ou lampe à karité pour les prières du soir. »*[171]

De Mankono à Kong, la structuration de ces édifices a beaucoup évolué[172] sauf à Samatiguila où cette dynamique de rénovation n'est pas suivie. Dans cette ville, les *broum* sont une copie conforme des cases soudanaises – mur en terre, forme circulaire, toit conique – avec deux ou trois entrées[173] et disposant des supports de prière rangés en direction du lever du soleil (*kibla*).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[169] A Bondoukou, les pèlerins de retour de la Mecque sont d'abord reçus au *Faba* de Imamso avant qu'ils regagnent leurs familles respectives.
[170] Entretien réalisé avec Diaby Aboubakar le 18 juin 2008 à son domicile familial à proximité de la mosquée de Samatiguila.
[171] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Cercle du Ouorodougou, Rapport sur l'Islam chez les Dioula du Ouorodougou en 1914.
[172] Les *broum* de Kong et Mankono ont la forme des mosquées de petites tailles construites avec du matériel de construction moderne. TAUXIER (Louis), *Les Etats de Kong*, Paris, Karthala, 2003, pp110.
[173] On note à Samatiguila un seul Broum à trois entrées ou *« Broum da saba »*. C'est le Broum du clan des Diaby Finh plus précisément le kabla des Karamoko sinan.

Présents en nombre important[174] dans le Nord, les *faba* et *broum* sont rares ou sont quasiment absents chez les communautés musulmanes installées au Centre et au Sud du territoire national. En effet, loin de la terre d'origine – *fasso* –, les identités sociales se construisent sur la base de l'appartenance à des entités socio culturelles plus représentatives – telles les groupes ethniques – qu'à une famille. Ainsi, les ressortissants des différentes familles de Mankono et Séguéla sont désignés à Abidjan, Daloa et dans nombre de localités par l'expression *Worodougouka* (ressortissant de la région du Worodougou). Les Samassi, les Diaby et les Diarrassouba sont désignés par le terme les *Odiennéka* et disposent parfois de quartiers – Odiennékourani – à Bouaké et à Gagnoa. On parlera alors plus de concertation des Senoufo que de réunion d'une des familles (Ouattara, Yéo, Soro, etc.) qui composent ce groupe.

Les *faba* et les *broum* qui relèvent des initiatives familiales sont difficiles à réaliser dans ces conditions. Dans cette nouvelle structuration sociale, le chef du groupe ethnique fait office de chef de *kabla* et son domicile peut être choisi pour abriter les rencontres périodiques. Par conséquent, lors des cérémonies consacrées aux écoles coraniques, la concession du chef du groupe auquel le *karamoko* appartient, peut abriter ces évènements. Si l'espace s'avère trop étroit pour accueillir les invités, l'enceinte de la mosquée peut être sollicitée.

La mosquée, lieu de culte par essence, est ainsi l'un des théâtres des festivités du système éducatif coranique. On a recours à cet espace dans toutes les localités où se déroulent les cérémonies marquant la fin des études islamiques. Les mosquées de quartier ne sont pas concernées à ces occasions.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[174] A Korhogo, seul le kabla des Cissé dispose d'un Broum. Selon les propos recueillis, certains kabla des Mandé Dioula – comme les Diané - avaient leur Broum pendant la période coloniale. Mais le programme d'urbanisation consécutif à l'avènement de l'indépendance a entrainé leur destruction. Suite à cet évènement, chaque ménage s'est replié sur lui-même en sollicitant des terrains pour la construction de concessions privées. Aucune famille n'a accordé une priorité au projet de construction d'un foyer, excepté la famille Cissé.

Ces locaux sont utilisés à l'aube ou dans l'après midi, en dehors des heures de prières. L'intérieur et l'enceinte de la mosquée sont utilisés respectivement pour la délivrance des turbans aux talibés et pour la tenue des festivités. La grande mosquée de Korhogo a servi trois fois de cadre de célébration des festivités de fin de formation des talibés du *karamoko* Cissé Bengoro. Elles ont eu lieu respectivement en 1969, 1994 et 1998[175]. Les cérémonies du port du turban des cinq promotions[176] de l'école du *Karamoko* Camara Abdoul Razac à Bouna ont été toutes organisées dans la grande mosquée de ladite ville.

2) Le matériel didactique

Le matériel utilisé dans le programme d'étude coranique est des plus simples. On note au nombre de ces fournitures scolaires l'encre, la plume et les supports pédagogiques (la planchette ou *walaga*, le Coran et les ouvrages de ses disciplines annexes).

L'encre utilisée dans l'enseignement coranique est fabriquée localement par les talibés ou achetée auprès des commerçants au marché. Plusieurs espèces végétales entrent dans sa préparation. En effet, l'encre ou *daba* (en langue malinké) est préparée à partir de produits céréaliers, des écorces et des feuilles de certains arbres. Quand il s'agit de l'encre obtenue à partir des céréales telles le riz ou le maïs, le mode de préparation consiste à la combustion complète de ces produits végétaux dans une marmite. Puis, on y ajoute de l'eau. La substance de couleur noire recueillie est tamisée et remise au feu. Le produit final est obtenu au bout d'une demi-heure de cuisson.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[175] Entretien réalisé avec Cissé Bomba et Cissé Bannaby le 20 mai 2008 à leur domicile familial au quartier Cisséla – Koko (Korhogo).

[176] Ouverte en 1982, l'école coranique du karamoko Camara Abdoul Razac a participé à la formation en commentaire du Coran de cinq promotions de talibés. La première promotion a vu la formation d'un seul talibé en 1992 et la dernière en 2004.

Quant au *daba* obtenu de l'écorce et des feuilles des *koto* ou des *sindjan baba* – nom des arbres[177] – la procédure de la préparation présente quelques changements. D'abord, on procède par mettre au feu une marmite contenant les feuilles et les écorces des arbres cités. Lorsque les contenus atteignent le stade de la combustion complète, on y ajoute de l'eau. Puis à la l'aide d'un ustensile de cuisine – une louche par exemple – on remue le tout. A la suite de cet exercice, on tamise la substance obtenue et on la remet sur le feu. L'encre est obtenue au bout d'une demi-heure de cuisson.

Les éléments entrant dans la production de l'encre ne se limitent pas à l'utilisation des seules espèces végétales citées. Dans nombre de cas, le sucre, le dépôt noir de fumée prélevé sous les marmites, … sont aussi utilisés. Mais le recours à l'encre extraite de ces produits cités a lieu lorsqu'il n'y a pas celle produite du *koto* et du *sindjan baba*. L'encre faite à partir du sucre, du maïs et du riz n'est pas assez appréciée.

> *« L'encre du koto est le plus utilisée. Elle ne s'use ni ne tarit. Par contre, celle du riz, du sucre et du maïs, non seulement elle est de couleur violette mais sèche très vite. »*[178]

> *« Les supports imprimés de l'encre faite à base du sucre, du riz et du maïs ne durent pas. Ils sont consommés par les cafards à cause du glucose que contient l'encre. »*[179]

L'encre est conservée dans une petite calebasse de la grosseur d'une pomme ou dans une boîte disposant d'un couvercle. Son utilisation nécessite l'usage d'une plume ou *kalam* (en langue malinké – emprunté à l'arabe). Le *kalam* est une tige de roseau taillée en pointe avec une lame ou un couteau. Une composition de plusieurs tiges, disposées de manière linéaire les unes à côté des autres et ficelées, est appelée le *kalam da chama*. Cette composition est utilisée pour les

[177] Le koto et le sindjan baba font partie des espèces végétales entrant dans la préparation de l'encre. Nous ne disposons d'aucune information sur les noms scientifiques de ces arbres.
[178] Entretien réalisé avec Bamba Motala le 16 avril 2008 à son domicile familial au quartier Labaya (Bondoukou).
[179] Entretien réalisé avec Gbané Oumar le 17 avril 2008 à son domicile familial au quartier Labaya (Bondoukou).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

exercices d'écriture d'un verset coranique – d'une ligne au maximum – à plusieurs reprises (par exemple écrire 100 fois *« Au nom de Dieu, le Tout Miséricordieux et le Très Miséricordieux »*).

Les *kalam* sont rangés après chaque séance de formation dans un porte plume. Les talibés, dès le début de leurs études, n'ont pas pour obligation d'en avoir. Ils s'en procurent lorsqu'ils entament l'initiation à l'écriture.

La paire encre-tige sert à imprimer les supports pédagogiques de leçons coraniques. L'un des supports pédagogiques le plus utilisé est la planchette ou le *walaga* (en langue malinké). La planchette est faite de bois ordinaire poli par les artisans du village. Elle est de forme rectangulaire d'environ 20 cm de large, 40 cm de long et surmontée d'une poignée. Premier support pédagogique de la formation, la planchette est la propriété personnelle du talibé, mais il ne peut pas en disposer à sa guise.

> *« L'écriture du Coran est sacrée et ne doit pas être souillée. Or, les feuilles sur lesquelles on écrit peuvent s'envoler et par conséquent, l'écriture Sainte peut se retrouver dans des endroits impropres. Avec l'utilisation des tablettes en bois, l'écriture du Coran est maintenue dans des lieux purs puisqu'elles sont généralement rangées dans la maison du maître.*
>
> *A chaque fois que l'élève passe à l'apprentissage d'un autre verset, on creuse un trou dans le sol et on lave l'ardoise au dessus de ce trou. Ainsi, l'écriture du Coran reste enfermée dans un lieu pur. »*[180]

La conservation des planchettes dans les vestibules du maître peut répondre à un souci de contrôle du niveau des talibés.

> *« (…) la planchette reste dans le vestibule du maître peut-être pour éviter qu'en rentrant chez lui l'élève ne fasse recopier par un autre les sourates du Coran. »*[181]

[180] SEDEL (Charlotte), *Les écoles coraniques dans le Nord de la Côte d'Ivoire (Région des Savanes)*, Abidjan, UNICEF, juin 2000, p10.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tous ces outils de travail cités étaient du matériel de fabrication locale. On pouvait s'en procurer sur le marché, auprès des artisans locaux, des maîtres coraniques et de certains talibés. A ces équipements éducatifs de premier ordre, on peut ajouter l'outil principal de la formation, le Coran et les ouvrages de ses disciplines annexes.

Ces ouvrages provenaient de l'extérieur plus précisément de l'Arabie Saoudite et des pays d'Afrique du Nord. A l'époque coloniale, plusieurs démarches étaient menées pour se les procurer. L'une d'entre elles consistait à passer des commandes auprès des candidats au pèlerinage annuel à la Mecque (Arabie Saoudite), foyer originel de l'expansion de l'islam. Ces pélerins, amis, frères des demandeurs ou commerçants locaux ramenaient à leur retour des lieux saints les ouvrages sollicités. Nous ne disposons pas de statistique sur les ouvrages reçus par les *karamoko*, les talibés, … par ce biais.

Toutefois, vu les conditions difficiles de voyage à la Mecque, il était impossible que ce trafic puisse prospérer.

> *« Les gens allaient au pèlerinage à pied. Ils pouvaient mettre au cours de ce voyage plus de cinq ans avant de regagner leurs familles. Dans ces conditions, il ne leur était pas aisé de ramener avec eux des bagages en quantités importantes.*[182] *»*

C'est pourquoi une stratégie plus formelle, consistant à passer des commandes de livres islamiques à des maisons d'Afrique du Nord, fut adoptée. Plusieurs maisons d'éditions étaient sollicitées dans ce cadre : la Librairie Roducci Kaddour et la Librairie Chaix à Alger (Algérie), les Etablissements Micheleau à Casablanca (Maroc), etc.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[181] SANTERRE (Renaud), *Pédagogie musulmane d'Afrique noire : L'école coranique peule du Caméroun*, Montréal, PUM, 1973, pp107.
[182] Entretien réalisé avec Camara Dabila le 29 avril 2008 à son domicile familial au quartier Camarasso (Bouna).

Les ouvrages transitaient par le poste de Douane de Grand Bassam pour être remis aux destinataires. Par ce canal, les musulmans de quelques localités du pays reçurent assez de livres islamiques. En 1925, Diaby Abdourahmane, Imam de Gagnoa, reçut des livres arabes[183]. Le 06 avril 1928, trois paquets d'ouvrages islamiques en provenance des maisons d'éditions d'Alger[184] étaient repartis équitablement à Seydou Dèm et Hassan Diallo, tous deux résidents à Daloa, et Souleymane Sall domicilié à Abidjan. Treize paquets d'ouvrages arabes reçus par les Services de Douane de Grand Bassam le 23 août 1929[185] étaient adressés aux personnes suivantes :

- 10 livres à Kremo Willie à Bondoukou
- 1 livre à Mamadou Kéita à Agnibilékro
- 1 livre à Geraldo à Agboville
- 1 livre à Famaré Koné à Agnibilékro

Ce trafic autorisé et organisé par l'administration coloniale permit de pourvoir les bibliothèques des *karamoko* en ouvrages pour la formation coranique des talibés. Déjà en 1921[186], une étude menée par l'administration du cercle de Bondoukou faisait l'état des manuels utilisés dans l'enseignement. A cet effet, le karamoko Timité Kotia[187] comptait dans sa bibliothèque 52 ouvrages tandis que Gbané Bia Boudou et Ouattara Amoro en possédaient respectivement 100 et 32.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[183] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Correspondance Arrivée et départ relatif aux livres de langue arabe (1928 – 1929).
[184] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Correspondance relative à l'arrivée des livres de langue arabe, le 06 avril 1928.
[185] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Correspondance relative à l'arrivée des livres arabes, le 23 août 1929.
[186] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Rapport de l'Administrateur du Cercle de Bondoukou, Statistique des écoles coraniques en janvier 1921.
[187] Le karamoko Timité Kotia n'est autre que le futur imam de Bondoukou connu sous le nom de Timité Mahama Koudouss. Le pseudonyme « Kotia » qui signifie en langue Abron et Ashanti « le maître coranique de petite taille » lui aurait été attribué lors de son séjour de plusieurs années en Gold Coast (actuel Ghana). Aucune indication ne nous a été fournie sur la durée de son séjour dans ce pays.

Un autre rapport de l'Administrateur du Cercle du Ouorodougou en 1914, faisait l'inventaire des documents partagés par les *karamoko* et leurs talibés. Ces documents, outre le Coran, étaient essentiellement des *kitabs*[188].

Tableau 4: Répertoire de quelques ouvrages des bibliothèques des marabouts du Cercle du Ouorodougou en 1914

Quelques ouvrages islamiques répertoriés	Contenus des ouvrages islamiques
El Dour'hanou	Connaissance du surnaturel
El Ousi toua	Hadith
Dou Amara Kouboura	Dogme musulman
El Abadasa	Philosophie
El Dadamassi	Histoire du Prophète
Manhaofi Ousouli	Théologie
El Morgini	Astronomie - Astrologie
Al Fiatou	Droit musulman

Source : Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Cercle du Ouorodougou, Rapport de l'Administrateur sur l'Islam en 1914

Aussi, faut-il noter qu'au nombre des ouvrages répertoriés figurent des documents manuscrits. Les ouvrages en provenance des pays arabes et indispensables au programme d'étude coranique avaient leurs versions manuscrites. En 1912[189], un rapport de l'Administrateur de la circonscription administrative de Bondoukou mentionnait des manuscrits au nombre des livres que comptaient les bibliothèques des Imams Timité Kounandi de Bondoukou et Cissé Siaka de Bouna. Quelques *karamoko* rencontrés lors de nos enquêtes à Bouna et à Kong[190] disposaient de piles de documents manuscrits sur leurs

[188] L'ensemble des commentaires linguistiques, théologiques, juridiques qui ont été faits sur le Saint Coran.
[189] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Série 3EE3 (4), Rapport sur la situation de l'Islam dans la circonscription administrative de Bondoukou.
[190] Nous avons visité les bibliothèques de El Hadj Camara Tidiane et Coulibaly Issouf respectivement à Bouna et Kong.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

étagères. Ces documents d'édition locale sont des papiers imprimés parfois non reliés mais rangés selon l'ordre des originaux.

Œuvres de copistes sur commande de *karamoko*, notables religieux, etc. les manuscrits ont constitué une part importante des ouvrages utilisés dans la formation coranique. Si certains *karamoko* s'en procuraient par manque d'ouvrages originaux, d'autre par contre les commandaient pour leur qualité artistique[191].

Outre ces œuvres de copistes, les bibliothèques renfermaient des ouvrages écrits par les lettrés locaux. Certains de ces ouvrages ont été écrits par des *karamoko* dont les noms sont aujourd'hui oubliés. Parmi ces ouvrages on note celui traitant du pays de Kong intitulé *Makamatiela*[192] ou le récit de vingt-cinq jours de voyage. Le 27 mai 1929, le Lieutenant Gouverneur de la colonie de Côte d'Ivoire adressait un courrier au Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française (AOF) au sujet d'une œuvre écrite par un *karamoko* de la colonie :

> *« J'ai l'honneur de vous faire parvenir, en un paquet séparé, un manuscrit qui m'a été confié par son auteur, un marabout d'Odienné, le nommé El Hadji Lansana.*
>
> *L'intéressé a déclaré avoir écrit la vie de l'Almamy Samory d'après les renseignements qu'il aurait recueillis dans le cercle du Nord (…) »*[193]

On compte aussi des *karamoko* intéressés aux questions liées à la science islamique. Al-Hajj Marhaba Sanogo, ressortissant de Kong établi à Darsalami (Haute Volta), est auteur de plus d'une dizaine de livres dont *Badion jouhori*, *Al*

[191] Au cours de nos enquêtes à Odienné (chez les Savané), nous avons parcouru des manuscrits du Coran écrits avec différents couleurs d'encre (rouge et noire). Ces Corans, pour leur style, étaient soigneusement gardés par les karamoko.

[192] Cette œuvre a été écrite par un *karamoko* du pays de Kong. Cependant, lors de notre séjour à Kong, nous n'avons pas eu d'informations sur ce dernier. Son nom, sa vie, …, ont disparu de la mémoire collective avec le temps. Cf. Archives Nationale de Côte d'Ivoire (ANCI) : Rapport de l'Administrateur du Cercle des Tagouana relatif à un programme d'enquête sur l'Islam, le 19 avril 1914.

[193] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Correspondance du Lieutenant Gouverneur de la Côte d'Ivoire au Gouverneur Général de l'AOF, le 27 mai 1929.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Fatawa et *Mifitaw al-Hajj Marhaba*[194]. Les deux premières œuvres traitent de la jurisprudence islamique (fiqh) et la troisième porte sur le circuit de la formation de l'auteur. Installé à Taragnini Sokoura – Sous Préfecture de Sandégué – Ouattara Mahama[195] a contribué à l'enrichissement des bibliothèques indigènes. Des livres d'instructions coraniques sont à son actif. La qualité de ses écrits lui a valu le sobriquet de « Badr dine ». Ce pseudonyme lui aurait été donné par les responsables d'une maison d'Afrique blanche qui avait en charge l'édition d'une de ses œuvres[196]. Au nombre de ces clercs écrivains, on peut ajouter l'imam Timité Mahama Koudouss. Ouattara Dabila, auteur d'un ouvrage littéraire sur la vie et les œuvres de cet illustre *karamoko*, l'atteste.

> *« Pendant son séjour égyptien, il porta un moment sa réflexion sur l'un des piliers fondamentaux de la religion musulmane : la prière. Il consigna le fruit de cette réflexion dans un livre qu'il écrivit et publia. »*[197]

Toutes ces œuvres n'entraient pas directement dans le programme de la formation coranique comme livres à enseigner. Ces ouvrages étaient utilisés dans la formation comme matériels secondaires de travail. Ils participaient à la compréhension du Coran, parallèlement aux *kitabs* importés des maisons d'Afrique blanche.

En somme, le matériel d'équipement pour l'éducation islamique est composé essentiellement d'outils de fabrication locale et de fournitures importées. Et, les *togo*, les *faba*, etc., mêmes s'ils ont connu des aménagements structurels au fil des années, continuent d'être les espaces où a lieu l'enseignement coranique.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[194] Au nombre des écrits de Al-Hajj Marhaba Sanogo, nous n'avons pu entrer en possession que de ces ouvrage. Selon les propos recueillis, certaines de ces œuvres sont encore à l'état de manuscrit.
[195] Nous n'avons pu entrer en possession que de ses deux ouvrages édités : *Hadikatou Lazhar* et *Basmallah*. Le premier traite de la vie du Prophète Muhammad et fait les éloges de celui-ci. Le second définit et met en exergue l'importance de la *Basmallah* c'est-à-dire de la formule *« Au nom de Dieu, le Tout Miséricordieux et le Très Miséricordieux »*. Il serait aussi auteur de plusieurs manuscrits.
[196] Entretien réalisé avec Camara Abdoul Razac le 29 avril 2008 à son domicile familial au quartier Camarasso (Bouna). Des propos recueillis à Bondoukou sur la vie Ouattara Mahama confirment le niveau d'érudition de ce karamoko.
[197] OUATTARA (Dabila), *Op.Cit*, pp83.

II- L'ORGANISATION DE LA FORMATION CORANIQUE

Dans les sociétés de forte majorité musulmane de Côte d'Ivoire, l'école coranique traditionnelle se présente comme le creuset de l'instruction des valeurs islamiques et de l'initiation aux règles qui régissent la vie communautaire. Ce système éducatif, qui lie à la fois les domaines spirituels et temporels, est un vaste programme d'étude s'étendant sur une longue période.

1) L'instruction en sciences coraniques

Le programme d'enseignement coranique s'articule essentiellement autour du Coran et de ses disciplines annexes telles les hadiths[198], le *fiqh* (sciences juridiques), le *tawhid* (la théologie), le *tafsir* (l'exégèse du Coran), etc. Le déroulement des cours ne dépend pas d'une gestion rationnelle du temps. Il débute à l'initiative de celui qui tient la formation. On note plusieurs étapes dans son déroulement.

a) La justification du choix du maître coranique

La participation à une formation coranique n'est pas le résultat d'une grande mission de sensibilisation des parents des talibés. Dans les foyers islamiques du Nord du pays, elle va de soi car l'islam fait obligation aux familles musulmanes d'élever leurs enfants dans la foi et le respect scrupuleux des valeurs islamiques. Dans son rapport sur les écoles coraniques dans le Nord de la Côte d'Ivoire (région des savanes), Charlotte SEDEL confirme cette thèse.

> *« (…) il apparait que ce sont les parents qui viennent aux maîtres pour que ces derniers éduquent leurs enfants (…) »*[199]

[198] Ce sont l'ensemble des enseignements, des paroles et des actions du prophète soigneusement réunis et rapportés par ses compagnons, qui expliquent et développent le sens des versets coraniques.
[199] SEDEL (Charlotte), *Op. Cit*, p13.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les résultats de cette étude attestent que 40% des *karamoko* interrogés invitaient lors des prêches ou des prières à la mosquée les parents à leur confier l'éducation coranique de leurs enfants. Toutefois, l'envoi des enfants en formation est généralement fonction de l'intérêt accordé au *karamoko*. Diverses motivations guident le choix des parents dont la réputation du *karamoko* ou de sa lignée, le privilège accordé à la chaîne de transmission familiale et la gratitude envers le *karamoko*.

- *La réputation du karamoko ou de sa lignée*

Elle relève du niveau d'instruction remarquable du *karamoko* ou de l'importance de la place occupée par le clan – auquel il appartient – dans la communauté locale. La participation à la formation au côté d'un maître réputé présageait un avenir prometteur et salutaire pour l'apprenant. Le titre de *karamoko* d'un tel apprenant à la fin de sa formation ne souffrirait d'aucune illégitimité.

A l'analyse des sources collectées, ce choix semble plus apprécié et englobe dans certain cas les deux options. En effet, les écoles des familles de lettrés en sciences coraniques – tels les Samassi de Samatiguila, les Sanogo de Kong, les Fofana de Mankono, etc. – occupent une place de choix auprès des parents de talibés. Les effectifs de talibés y sont les plus importants. A Bondoukou où ils ont acquis une grande réputation, les Timité occupent, à l'image du *karamoko* Timité Mahama, une place de leader dans le système éducatif coranique.

> *« (…) karamoko Mahama, (…), acquit rapidement une grande réputation tant et si bien que des enfants de presque tous les quartiers de la ville lui furent confiés pour acquérir le savoir nécessaire à leur éducation intellectuelle, sociale, morale et religieuse.*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Bon nombre de familles de Limamisso, Donzosso, Djiminisso, Kamagaya, Koko, Koumbalasso, etc., s'honoraient de compter leurs enfants parmi les élèves de karamoko Mahama. »[200]

En 1921 ce *karamoko* connu aussi sous le nom de Timité Kotia[201], avait la charge de 62 talibés tandis que Gbané Bia Boudou et Ouattara Amoro disposaient respectivement de 50 et 10 talibés.

A ces clans se joignent des *karamoko* dont la réputation allait au delà de leur lieu de résidence. Ils ne sont pas issus de lignée de prédicateurs, mais leur savoir intrinsèque attire vers eux un nombre important de talibés. C'est le cas du *karamoko* Sangaré Moussa[202] d'Odienné, fils d'un ancien combattant de l'armée coloniale. Certains, en raison du nombre important de leurs talibés, ont bâti des villages pour une meilleure pratique de la formation. Karamoko Haïdara Bagagbèma[203] s'établit ainsi à Djalabadougou, à 15 km de Mankono, avec ses talibés. Le *karamoko* Coulibaly Moustapha, de retour de Bonguera près de la ville de M'Bahiakro en 1986, s'installa avec ses talibés dans son champ érigé en village[204] à proximité de Kong. A ceux-ci, on peut ajouter le *karamoko* Ouattara Mahama, ancien talibé de Timité Fabakary Sogbéreni de Bondoukou, établi à Taragnini Sokoura. Dans cette localité, il fut sollicité pour la formation de nombreux talibés au nombre desquels Sylla Aboubakar et Sylla Youssouf[205], deux fils de Anzoumana Sylla alors imam de la mosquée de Dougouba à Bouaké.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[200] OUATTARA (Dabila), *Op.Cit*, pp16.
[201] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Rapport de l'Administrateur du Cercle de Bondoukou, Statistique des écoles coraniques en janvier 1921.
[202] Selon les informations recueillies à Odienné, Somonkoro Moussa (le pseudonyme sous lequel il est connu) disposait plus de 300 talibés. Il est montré comme un des karamoko le plus illustre de la période post coloniale.
[203] Entretiens réalisé avec Haidara Aboubakar le 25 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Mamina (Mankono).
[204] Entretien réalisé avec Coulibaly Bafétigué le 09 mai 2008 à son domicile familial au quartier Coulibalysso (Kong). Le village créé par Coulibaly Moustapha porte le nom de Kélékélé.
[205] Le départ de Sylla Aboubakar et de son frère Sylla Youssouf se situe à la fin des années 1950. Cf. Entretien réalisé avec Sylla Youssouf Mouhamed le 05 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Zone industrielle (Bouaké).

- *La préférence de la chaîne de transmission familiale*

Il s'agit de la fidélité des parents à leur clan d'érudits. Ce choix participe à la dynamique de l'entretien de la chaîne de transmission au sein de la famille.

Un talibé, appartenant à une famille de lettrés en sciences coraniques et ayant reçu sa formation auprès d'un *karamoko* d'un autre clan, est exclu de la chaîne de transmission de sa famille biologique. Il appartient dès cet instant à celle d'un autre clan, le clan de celui dont il tient sa formation et non de sa famille. La logique du privilège accordé au clan auquel ils appartiennent va guider le choix des parents au-delà de toutes autres considérations. Ainsi, les Timité de Bondoukou[206] ont toujours eu pour formateur un des leurs ; les Fofana[207] de Mankono ne trouvent pas le besoin d'aller se former dans une autre famille de la ville ; les Sanogo à Kong restent les maîtres des Sanogo, etc.

Par ailleurs, cette option est, dans une moindre mesure, marquée par une attitude d'orgueil et sous entend parfois une compétition interne entre les familles d'érudits d'une même localité.

> *« Nous, les Konaté, n'envoyons pas nos enfants en formation ailleurs. Ils reçoivent tous leur éducation coranique dans notre famille. »*[208]

Outre ce motif, une autre raison militait en faveur du choix du *karamoko*.

- *La gratitude envers le karamoko*

C'est un devoir de reconnaissance vis-à-vis du maître. Un ancien talibé, devenu *karamoko* ou exerçant d'autres fonctions, se voit dans l'obligation d'envoyer sa

[206] Les Timité ont pour maître les Konaté de Kong. Selon la chaîne de transmission de cette famille, l'ancêtre des Timité ayant été formé à Kong serait Timité Kadr. Il aurait reçu sa formation de Konaté Aleh. En dehors de ce dernier, les Timité n'ont plus eu d'autres maîtres.

[207] Cette thèse n'exclut pas l'existence d'une collaboration entre les érudits de la ville. Toutefois, il est à noter que les Fofana ont reçu leur enseignement à Kong. Et depuis lors, cette famille dispose d'une école où la transmission des valeurs islamiques s'est perpétuée de père en fils.

[208] Entretien réalisé avec Konaté Bassina le 05 mai 2008 à son domicile familial au quartier Sarhala (Kong).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

progéniture à son enseignant pour qu'il reçoive la même formation que lui. Au cas où le *karamoko* n'est plus, son fils en charge de la formation peut être sollicité.

C'est une marque de respect et de confiance placée au maître. Il relève aussi d'un réel souci des parents d'inculquer une bonne éducation à l'enfant. Cette initiative, au-delà de son caractère éducatif, participe au renforcement des liens entre *karamoko* et ancien talibé.

Au regard des options précédentes, celle-ci est la moins privilégiée. Dans notre étude, quelques cas ont été notés à Korhogo et à Bouna. Le *karamoko* Sanogo Sanoussi[209], résident à Korhogo depuis plus d'une trentaine d'années, envoie ses talibés en fin de formation chez son maître Sanogo Moritié domicilié à Boundiali. C'est à ce dernier que revient l'honneur d'attribuer les certificats de fin d'études coraniques aux talibés. Camara Siraj Dine fit une partie de sa formation auprès de Camara Akilou, le fils du karamoko de son père Camara Abdoul Razac, lui-même enseignant coranique à Bouna.

La liste des options justifiant le choix des parents n'est pas exhaustive. D'autres facteurs - tels le mimétisme, etc. - peuvent conduire les parents à inscrire leurs enfants dans une école. Toutefois, le choix d'un *karamoko* dans la formation coranique est d'une importance capitale dans la formation coranique.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

b) Les différents cycles d'études

La participation à la formation coranique est précédée d'une cérémonie initiatique à laquelle tous les acteurs du système éducatif sont conviés.

[209] Entretien réalisé avec Sanogo Sanoussi le 18 mai 2008 à son domicile familial au quartier Koko-Nord (Korhogo).

- *La cérémonie d'inscription du talibé*

La formation coranique, selon l'emploi du temps[210] de ce système éducatif, débute un samedi et s'achève un mercredi. C'est ce mercredi qu'a lieu l'entrée du talibé dans l'enseignement. Ce jour est appelé « *Nôrôla* » en langue koyaka[211] et signifie « jour de la lumière ». Il est marqué par un rituel auquel participent maîtres coraniques, parents du futur talibé et quelques notables de la ville.

La cérémonie débute par le rasage de la tête de l'enfant à inscrire. Puis, suit l'étape de l'inscription dans la paume droite de l'enfant une des formules sacrées en islam :

> *« Au nom de Dieu, le Tout Miséricordieux et le Très Miséricordieux »*[212]

C'est la règle générale, mais certains karamoko ne se limitent pas à cette formule. Ils y ajoutent des versets coraniques.

> *« Au nom de Dieu, le Miséricordieux, le Très Miséricordieux*
>
> 1. *Lis, au nom de ton Seigneur qui a créé,*
> 2. *Qui a créé l'homme d'une adhérence,*
> 3. *Lis, ton Seigneur est le Très noble,*
> 4. *Qui a enseigné par la plume (le calame),*
> 5. *A enseigné à l'homme ce qu'il ne savait pas, »*[213]

L'enfant devant lécher l'inscription faite dans la paume de sa main, l'encre utilisée ce jour est constituée du miel auquel on ajoute du sel.

[210] L'emploi du temps de la formation indique les jours de cours. Les établissements étant autonomes, chacun d'eux s'organise, fixe ses horaires de cours et établit son programme annuel. On note à l'école du karamoko Abdoul R. (Bouna) 9 mois de cours et 3 mois de vacance. Les 3 mois de vacances sont les mois lunaires suivants : Shaban, Ramadan et Shawwal respectivement les 8, 9 et 10ème mois lunaires.

[211] Les Koyaka sont originaires de la région du Worodougou précisément de Mankono. Ils font partie du groupe Mandé Malinké.

[212] Cette formule ne compte pas parmi les versets coraniques. Elle est l'entête de 113 sourates sur les 114 que contient le Coran.

[213] *Saint Coran*, Sourate 96, Verset 1 à 5.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

« Ces éléments rendent l'enfant intelligent. Le miel sert à nettoyer le cerveau et le sel sert à purifier le sang. »[214]

Cette analyse des nouvelles matières utilisées comme encre n'est pas partagée par tous les acteurs de la formation. Pour certains, l'ajout du sel et du miel à pour objet de rendre facile le « léché » de l'inscription par l'enfant. L'encre du *koto* et du *sindjan baba* est une substance amère donc difficile à lécher par un enfant. Cet apport est important dans la mesure où l'inscription et le « léché » sont faits trois fois.

Après cet exercice, le maître écrit la première sourate du Coran sur la planchette de l'enfant pour une lecture suivie avec le maître coranique. Les participants y prennent parfois part. A cette étape suit la séance de bénédiction des parents au maître et à l'enfant. Pour la clôture de la cérémonie, le maître formule des bénédictions aux parents et à son nouveau disciple.

Le *karamoko* et ses invités du jour se séparent après le partage de la cola et du *dêguê*[215] apporté par les parents du nouveau talibé. Le talibé est ainsi prêt pour commencer sa formation coranique qui s'étend, d'une manière générale, sur trois cycles[216].

- *Le 1er cycle d'étude*

L'enfant nouvellement inscrit débute sa formation au premier cycle correspondant au *walaga kalan* ou la formation sur la planchette. Dans d'autres

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[214] Entretien réalisé avec Haïdara Aboubakar le 25 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Mamina (Mankono).
[215] Le *dêguê* est un met fait à partir de grains de riz réduits en pâte à laquelle on ajoute du sucre. C'est un symbole. Il sert de témoin de la cérémonie. En le partageant avec les participants, ceux-ci deviennent ainsi les témoins de l'évènement. Le dêguê intervient dans toutes les cérémonies consacrées à l'étude du Coran.
[216] La litttérature sur l'éducation islamique indique l'existence de divers cycles d'études. Stefania GANDOLFI, en s'appuyant sur l'œuvre de Kanvaly FADIGA, atteste qu'il en existe cinq. Tandis que Niamkey Georges KODJO, dans ses recherches sur le Royuame de Kong, ne mentionne que trois cycles d'études. Notre travail de terrain à Kong, comme dans bien d'autres localités, nous a permis de confirmer cette dernière observation.

contrées, précisément à Odienné, Samatiguila, etc., on connaît ce cycle sous le nom de *kologbè kalan*.

Ce programme d'étude est consacré à la lecture, à l'écriture et à la mémorisation partielle des textes du Coran. Durant cette phase, le talibé n'a droit à aucune explication de ce qu'il apprend. A ce stade, le *karamoko* n'intervient que périodiquement. L'essentiel de la formation est assuré par les grands talibés.

Cette étape commence par l'apprentissage de la première sourate – la *fatiha* – du Coran inscrite sur la planchette du talibé lors du rituel du *Nôrôla*. La méthode de travail est des plus simples. Le talibé lit à haute voix et mémorise à chaque séance de cours 1 à 2 versets selon ses aptitudes. Chaque matin des jours de classe, il est évalué sur ce qui lui a été enseigné la veille puis l'avant-veille, avant que l'autorisation puisse lui être donnée de passer à d'autres versets. Chaque fois qu'il parvient à réciter parfaitement une sourate, la planchette est lavée pour y inscrire une nouvelle sourate. La première sourate longue de sept versets est apprise par cœur au bout d'une ou deux semaines de cours ; et le talibé peut poursuivre son exercice de lecture et de mémorisation en commençant par les sourates les plus courtes[217]. Ce choix se justifie aussi par la participation de l'enfant aux séances de culte. A cet effet, il lui incombe de connaître par cœur quelques sourates. Parallèlement à ces séances de formation, le talibé est enseigné sur les rituels de la prière – ablution, direction de la *kibla*, etc. – et apprend à prier avec ses amis aux heures du culte.

L'enseignement, basé sur les textes coraniques, accorde la priorité à la récitation sur l'écriture et la lecture. Cette récitation doit être parfaite par respect pour la parole de Dieu qui est unique, éternelle et inaltérable. L'importance de la récitation parfaite du Coran est attestée par le juriste malékite Qayrawani au X^{ème} siècle.

[217] Les sourates les plus courtes sont les derniers chapitres du Coran. Ils sont faciles à mémoriser.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

« Il n'est pas licite pour toi (…) de réciter le Coran avec les accents cadencés comme le chant profane. Le livre d'Allah a trop de majesté pour qu'on se permette de le réciter autrement (…) »[218]

De ces récitations quotidiennes, le talibé commence par identifier les caractères arabes, les mots et peut s'initier à l'écriture au bout d'une année d'étude. Il fait cet exercice seul au verso de sa planchette à l'aide du kalam et de l'encre – daba – et ce à partir des sourates déjà mémorisées. Pour son évaluation, il peut se voir confier la charge d'un nouvel inscrit pour qui il doit imprimer la planchette de sourate.

Progressivement, le talibé apprend à lire les sourates, versets après versets, dont il mémorise quelques unes. Il n'ya pas de nombre défini de sourates à apprendre par cœur. Le nombre est évolutif selon les *karamoko* et dépendant des aptitudes du talibé. Certains talibés parviennent à mémoriser plus d'un *djouz* lorsque d'autres ne se contentent que d'un *izib(ou hizb)*[219]. Toutefois, la mémorisation de certains versets est exigée au cours de la formation. On note « *Ammana Rassoul* » et « *Ayatul Kurci* »[220] au nombre des versets recommandés.

Cette première étape de l'enseignement coranique est uniforme dans tous les foyers d'enseignements islamiques en Côte d'Ivoire. Elle ne se limite cependant pas aux seuls exercices de lecture, de mémorisation et d'écriture. Elle constitue aussi une phase au cours de laquelle le talibé commence à se familiariser avec les règles qui régissent le système éducatif coranique.

L'espace servant de cadre d'étude est équipé de nattes ou de peaux d'animaux couvrant le sol. Le *karamoko* est généralement assis sur un support différent de ceux des apprenants. La différence peut se situer au niveau de la qualité ou de la

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[218] FORTIER (Corinne), « Une pédagogie coranique : Mode de transmission des savoirs islamiques (Mauritanie) », in *Cahiers d'Etudes Africaines*, XLIII (1 – 2), 169-170, 2003, pp251.
[219] Le Coran est composé de plusieurs parties. Il compte 30 *djouz* et 60 *izib*.
[220] Ammana Rassoul, Sourate 2, Versets 285 à 286. Ayatal Kurci, sourate 2, Verset 255.

taille du support[221]. Une nette distinction est aussi perceptible dans la disposition des acteurs lors des séances de formation. Le *karamoko* s'assied sur son postérieur avec ses jambes croisées et pliées vers l'avant, formant un angle d'environ 90° avec le reste de son corps. En face de lui, les apprenants, assis sur leurs jambes pliées en arrière – en prenant un léger appui sur le pied gauche – ont leurs têtes baissées en direction du support pédagogique du jour, et ce dans le silence.

La durée de cette phase d'apprentissage n'est pas établie d'avance. Elle est fonction de plusieurs facteurs (voir chapitre 3). Mais en règle générale, elle n'excède pas quatre années d'études. La fin de cette étape consacre le début d'une autre.

- *Le second cycle d'étude*

La deuxième étape de la formation correspond à l'étude des disciplines annexes du Coran. Elle est connue sous l'expression malinké *kitabou kalan* ou l'étude des *kitabs*. Le nombre d'ouvrages entrant dans cette formation n'est pas défini. Il est fonction du cursus de celui qui tient les rênes de l'institut coranique.

A ce stade, le talibé sait lire et écrire en arabe même s'il n'a aucune compréhension des textes coraniques. L'exercice auquel il est soumis tout le long de ce cycle doit l'aider à la bonne compréhension des sourates du Coran. Plusieurs disciplines indispensables à la maîtrise du Coran lui sont enseignées. On note parmi elles : Hadiths, *Fiqh* (jurisprudence islamique), *Tawhid* (théologie), *Sira* (biographie du Prophète), *Anaw* (grammaire), *Açafou* (conjugaison), *Rasm* (orthographe), etc.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[221] Le *karamoko* Camara Abdoul Razac (Bouna), s'assied sur un pouf lors des enseignements tandis que les apprenants se contentent des nattes.

Le programme d'étude de cette étape débute avec l'enseignement de la jurisprudence islamique (*Fiqh*). Plusieurs ouvrages y sont consacrés. C'est avec le *kitab Al Akhdari* que le talibé entame ce second cycle. Dans cette œuvre, il est essentiellement question des rituels de la prière (petite et grande ablution, réparation de prières, etc.) et quelques assignations de la loi islamique développées dans le Coran. A cet ouvrage suit un autre de la même discipline intitulé *Al-Ashmawi.* Il assure la continuité du précédent ouvrage et aborde de manière plus approfondie d'autres aspects des sciences juridiques islamiques.

La compréhension des textes coraniques nécessitant l'étude de la littérature arabe, le talibé apprend simultanément la grammaire, la conjugaison et l'orthographe. Avec cet apport d'autres disciplines, le talibé comprend mieux le sens des mots, l'emploi et la disposition des expressions composant les phrases. Il sait aussi le temps auquel elles sont employées.

Ainsi, parallèlement à l'étude du livre de jurisprudence islamique *Al-Ashmawi*, le talibé suit les enseignements de *Al-Jarrumiya* et du volume 1 de *Al-Mabadi' al-sarfiyya* qui sont respectivement des ouvrages de grammaire et de conjugaison. Après l'apprentissage de *Al-Ashmawi*, le talibé poursuit l'étude des autres œuvres portant sur le Fiqh telles *Rissala*, *Missibaou Salik, Djawa erl iklil*, etc. L'étude de la théologie participe de cette même méthode.

A l'étude des disciplines citées suit celle des hadiths et de la biographie du Prophète. Elle est enseignée à partir de deux ouvrages majeurs : *Mouwatta Malick*[222] et *Chifa*, le premier traitant de la tradition du Prophète et le second sa biographie. La fin de l'étude ces deux œuvres marque la fin de ce second cycle.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[222] *Al Mouwatta* est le recueil d'hadith écrit par l'Imam Malick (93H – 179H), fils de Anas, un des compagnons du Prophète Mahomet. Il est l'initiateur de l'école juridique dite « malikite », qui est dominante en Afrique de l'ouest comme au Maghreb.

Ce programme d'étude qui prépare le talibé au *tafsir* (exégèse du Coran) a enregistré au cours de son déroulement une nouvelle approche pédagogique. En effet, si le contenu de la formation – à quelques exception près – est commun aux différents foyers d'enseignements coraniques du pays, la démarche pédagogique n'est pas partout la même.

La méthode d'enseignement à Kong et dans les localités où les *karamoko* y ont reçu leur formation est différente de celle de la région d'Odienné. A Kong et dans les cités affiliées, les enseignants adoptent une méthode participative dans la transmission du savoir. Cette méthode « participative » n'a pas la même acception que celle du système éducatif officiel. C'est une méthode qui fait appel à la participation de tous les acteurs de la formation mais sous une forme propre au système éducatif coranique.

Lors des cours, les lectures du *karamoko* et des apprenants s'entremêlent. Cette méthode obéit à un schéma difficilement perceptible dans les moindres détails. Le *karamoko* peut entamer la lecture d'un verset et la laisser terminer par les talibés. Puis, il procède à l'explication. Il arrive aussi que les talibés fassent la lecture tandis que le *karamoko* se consacre à l'exégèse. Lorsque la lecture et le commentaire reposent sur le karamoko seul, les apprenants doivent à chaque fois l'accompagner par des mots tels « *nam* »[223] ou « *nous y sommes* » en d'autres termes. Ce mélange de voix, qui a l'allure d'un désordre incontrôlé, est interrompu par des mots ou des chants des *sèrè* pour encenser le *karamoko*.

Les séances de cours sont animées par des chants de louanges. Ces chants s'annoncent dès l'arrivée du *karamoko*. Ils sont entonnés par un grand talibé et repris en chœur par l'assistance. C'est le *Tamhid*, la louange aux *kitabs* à enseigner ce jour.

[223] C'est une expression employée en langue Malinké pour répondre à l'appel de quelqu'un. Dans le cas présent, elle montre que les apprenants suivent à la lettre les cours du maître.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

> *« On ne peut pas entamer l'étude d'un livre sans faire sa louange. Chaque livre a son Tamhid. On a ainsi le Tamhid Al Akhdari, le Tamhid Chifa, le Tamhid Makama, etc. »*[224]

A la fin des cours de la journée, on assiste à la louange de clôture. C'est le *Khatima*. Chaque ouvrage étudié a son chant de clôture. Le rituel accompagnant le *Khatima* du *tafsir* du Coran présente quelques différences avec celui des *kitabs.*

Cette démarche présente des avantages considérables. Elle rassure le *karamoko* sur le fait que les apprenants suivent ses enseignements et a aussi l'avantage d'éviter à ces derniers tout le stress lié à la formation.

Quant à la démarche méthodologique employée dans la région d'Odienné, elle fait aussi appel à la participation de tous les acteurs. On n'assiste, lors des séances de formation, ni au *Tamhid*, ni au *Khatima*. La lecture des *kitabs* et le commentaire qui en découle sont le fait du *karamoko* seul. Les apprenants ne font que répéter dans un mouvement d'ensemble ce qu'ils entendent.

Outre cette différence observée dans la démarche adoptée pour la formation, l'ensemble des établissements coraniques visité lors de nos enquêtes s'accorde sur la violence comme faisant partie de la méthode pédagogique.

> *« (…) la violence fait partie de la pédagogie coranique. La parole d'Allah pénètre au mieux avec les coups. »*[225]

Cette formation livresque se fait suivant l'ordre établi par le contenu des livres. Le passage d'un ouvrage à un autre sous entend que ce dernier a un contenu plus approfondi que le premier. Ainsi, la technique d'évaluation du talibé consistera à s'assurer si ce dernier est capable de rendre compte de ce qui lui a été enseigné. Deux contrôles lui sont soumis. L'un consiste à l'interroger à chaque séance de

[224] Entretien réalisé avec Camara Alidou le 30 avril 2008 à son domicile familial au quartier Camarasso (Bouna).
[225] SANTERRE (Renaud), *Op. Cit*, Montréal, PUM, 1973, pp110.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

cours sur l'état de ce qu'il a étudié la veille, l'avant-veille et parfois même au-delà. L'autre consiste à lui confier la charge d'un talibé de niveau inférieur à qui il doit enseigner exactement ce qui lui a été appris.

Dans l'ensemble, c'est au bout d'une période oscillant entre 6 et 8 ans d'études que prend fin le second cycle. Est déclaré admis au cycle suivant, le talibé qui a appris tous les *kitabs* cités et étant capable de les enseigner page après page.

- *Le troisième cycle d'étude*

Cette phase voit la participation des deux types d'apprenants : les talibés et les *sèrè*. Elle constitue la dernière étape de l'enseignement coranique traditionnel et porte exclusivement sur le *tafsir* du Coran. Cette particularité a conféré à ce cycle le titre de *Jalala*, en hommage aux auteurs du commentaire du Coran[226].

L'importance accordée à ce cycle limite son accès aux candidats jugés de bonne moralité bénéficiant du statut d'Homme marié.

> *« Le talibé débute le tafsir seulement après son mariage. Parce que lorsqu'on entame le tafsir, on n'est plus un simple talibé, on est en phase de devenir karamoko. A ce niveau, le talibé doit s'abstenir de beaucoup de choses. »*[227]
>
> *« Quand nous étions jeunes, il était difficile de participer à ces cours. Certains karamoko se retiraient dans leurs plantations pour enseigner le tafsir de peur que les*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[226] Le Tafsir al-Jalalayn est un manuel très répandu. Al-Jalalayn signifie : "les deux Jalal", car ce tafsir a pour auteurs deux savants du nom de Jalal.
Le Tafsir al-Jalalayn est, en effet, un ouvrage commencé par Muhammad b. Ahmad al-Mahalli al-Shafi'i Jalal al-Din, professeur de fiqh au Caire, décédé en 864 de l'Hégire (1459 PC) et terminé en quarante jours par son disciple Jalal al-Din al-Suyuti, en 870 H/ 1465. La partie rédigée par al-Suyuti est aussi appelée Takmila (complément).
Jalal al-Din al-Suyuti est le plus connu. Né au Caire en 849 H/1445, il descendait d'une famille persane installée depuis plusieurs générations à Assiout (d'où son nom de "Suyuti"). La liste de ses œuvres comprend plus de 500 titres. Il fut un encyclopédiste des sciences islamiques de son temps. Il avait de nombreux rapports avec les pèlerins venus d'Afrique de l'Ouest, qui recopiaient ses ouvrages et lui écrivaient à leur retour. Il rencontra ainsi l'askiya Muhammad, de passage au Caire lors de son pèlerinage. Al-Suyuti a donc joué un rôle particulier dans la diffusion des sciences islamiques au sud du Sahara.

[227] Entretien réalisé avec Kamagaté Amadou le 13 avril 2008 à son domicile familial au quartier Kamagaya (Bondoukou).

jeunes, qui n'en savent pas le sens profond, l'écoutent et n'en tiennent pas compte dans leurs agissements. »[228]

Ce cycle, eu égard à son caractère sacré, a longtemps été le domaine des adultes. Certains talibés après le second cycle préféraient marquer un arrêt dans leur cursus de formation pendant quelques années avant de s'engager dans cette étude. La condition du mariage n'est en réalité qu'un prétexte. Dans les sociétés en majorité musulmane, les jeunes se marient dès qu'ils atteignent environ 20 à 25 ans[229]. A cet âge, nombre d'entre eux sont encore à la charge de leurs parents ou disposent d'un lopin de terre pour cultiver afin de subvenir à leurs besoins. Donc le réel souci réside dans l'épineuse problématique de comment concilier la « vie de jeunesse » et les exigences du Coran.

A ce stade, la formation est plus rigoureuse et la thèse selon laquelle le système éducatif coranique s'articule autour de la seule personne du *karamoko* retrouve tout son sens. Tout le savoir dispensé émane de lui. On ne compte pas de grands talibés à ce niveau. Le *karamoko* peut être assisté par d'autres *karamoko*. Les talibés, en phase d'être *karamoko*, doivent se vêtir convenablement : boubou blanc les mercredi et ténue au choix les autres jours de cours.

Le programme d'étude de ce cycle se distingue de la logique du cycle du *walaga kalan*. Il n'est pas établi en fonction de la taille des sourates. Il débute par la première sourate (Fatiha) et suit la dynamique de l'évolution des sourates jusqu'à - *Nasr* - la dernière sourate du Coran. La méthode employée n'est pas différente de celle évoquée précédemment. Le *karamoko* lit et explique les versets. Les talibés le suivent, retiennent et prennent des notes sur des bouts de feuilles ou parfois entre les lignes des versets expliqués. Le *karamoko* ne revient que rarement sur ce qu'il a déjà enseigné. A chaque séance de cours, peuvent

[228] Entretien réalisé avec Camara Dabila le 29 avril 2008 à son domicile familial au quartier Camarasso (Bouna).
[229] Entretien réalisé avec Camara Abdoul Razac le 30 avril 2008 à son domicile familial au quartier Camarasso (Bouna).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

être expliqués entre cinq et dix versets. Toutefois, il n'ya pas de norme à ce niveau. Le nombre de versets à enseigner par semaine est fonction de la durée du cours et de la taille du commentaire des versets. Un talibé absent lors d'un cours, doit, dès son retour, se mettre au même niveau que les autres. Lorsque le *karamoko* atteint la sourate « *Nasr* », il est supposé que toutes les 113 sourates précédentes sont connues des talibés.

La méthode d'évaluation à ce niveau n'est pas identique aux précédentes. Ici, le talibé ne se voit pas confier la charge d'un autre. Tout est sous la supervision du *karamoko*. Un talibé qui n'a pas bien assimilé une leçon peut se mettre à niveau auprès d'un autre. Cependant, c'est auprès du *karamoko*, en dehors des heures de formation, qu'ont lieu ces exercices.

Le troisième cycle est aussi l'étape où sont formés l'autre catégorie d'apprenants, les *sèrè*. De par leur statut, les *sèrè* n'ont pas un devoir de résultat comme les talibés. Leur manière de s'asseoir et leur attitude lors des cours en sont une véritable illustration. Assis tout autour des talibés et du *karamoko* avec d'un côté les femmes et de l'autre les hommes, les *sèrè* assistent à la formation sans obligation majeure. Les lettrés d'entre eux peuvent se munir d'un Coran pour suivre les cours. Les autres peuvent se contenter d'écouter le *karamoko* en l'encensant de temps en temps, et parallèlement peuvent vaquer à quelques occupations domestiques[230]. Par leur qualité d'auditeurs libres, ils ne sont pas tenus d'adopter les mêmes positions que les talibés. Assis, couché, adossé à un arbre, … chacun d'eux se met dans la position qui lui convient.

Le sèrèya est une forme de renforcement des connaissances islamiques – pour les personnes n'ayant pu achever leur formation – et une mission d'appel à la religion pour celles qui jusque là sont ignorantes des prescriptions islamiques.

[230] Pendant les séances de cours certains sèrè filent le coton, enlèvent les grains d'arachides de leurs coques, etc. Ce constat a été fait lors de nos enquêtes de terrain à Bouna du 27 avril au 04 mai 2008.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

« Avec le sèrèya, je sais réparer les prières. Je connais aussi les dispositions à prendre pour effectuer le jeûne, (…) »[231]

Vu sous cet angle, le *sèrèya* n'est pas évalué. La participation, surtout l'assiduité, des candidats seule suffit pour la satisfaction du *karamoko*. Le *sèrèya* peut se renouveller à chaque promotion. A l'opposé, le talibé, une fois l'exégèse du Coran terminé, est consacré *karamoko* lors d'une cérémonie marquant la fin de ses études.

c) Les cérémonies de fin de cycle d'études

Du parcours du système éducatif coranique, trois cycles d'études ont été distingués. Le passage d'un cycle à un autre est un évènement capital et par conséquent doit être célébré.

Tout le long de sa formation, le talibé au fil de l'évolution de son niveau se voit de temps en temps convié à des festivités. Ainsi, lorsqu'il atteint la sourate « *Al-Mulk*[232] », une cérémonie dénommée *tabaraka ladjigui* est organisée à son intention par ses parents sur l'initiative du *karamoko*. Lors de cette manifestation, le talibé doit réciter cette sourate sous le regard des parents, des amis et les dignitaires religieux de la localité. Lorsqu'il parvient à réussir cet exercice, il est ovationné par le public et reçoit des bénédictions de celui-ci.

Une autre cérémonie de cette même dimension est organisée quand le talibé parvient à mémoriser la sourate Ya-sin[233]. C'est le *Ya-sin ladjigui* .

Les festivités marquant la fin de ce premier cycle interviennent lorsque le talibé a mémorisé en partie le Coran, sait lire et écrire l'arabe. Cet évènement est connu sous le nom *Coranadjigui* ou *Kologbè coranadjigui*. A cette cérémonie sont invités les responsables religieux de la cité avec à leur tête le grand imam.

[231] Entretien réalisé avec Cissé Fatoumata le 30 avril 2008 à son domicile familial au quartier Cissésso (Bouna).
[232] Al-Mulk (la royauté) : Sourate 67, 30 versets.
[233] Ya-Sin : Sourate 36, 83 versets.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

L'espace réservé pour la tenue des festivités est le foyer (*Faba, Broum*) et le *togo* du *karamoko*. L'enceinte de la mosquée est sollicitée lorsque les cadres cités sont assez restreints pour accueillir les participants à la cérémonie. Celle-ci commence par les allocutions des dignitaires religieux et du *karamoko*, organisateur principal de la séance.

Après cette étape, les talibés vêtus en tenues des grands jours – boubou blanc, chaussures babouches, etc. – se présentent tour à tour devant leur maître pour un exercice de récitation. La partie du Coran choisie pour cette occasion est les deux derniers versets de la sourate 2 du livre saint. Il s'agit des versets 285 et 286 intitulés « *Ammana Rassoul* » que voici :

> *« 285. Le Messager a cru en ce qu'on a fait descendre vers lui venant de son Seigneur, et aussi les croyant : tous ont cru en Allah, en Ses anges, à Ses livres et en Ses messagers ; (en disant) : '' Nous ne faisons aucune distinction entre Ses messagers''. Et ils ont dit : ''Nous avons entendu et obéi, Seigneur, nous implorons Ton pardon. C'est à toi que sera le retour''.*
>
> *286. Allah n'impose à aucune âme une charge supérieure à sa capacité. Elle sera récompensée du bien qu'elle aura fait, punie du mal qu'elle aura fait. Seigneur, ne nous châtie pas s'il nous arrive d'oublier ou de commettre une erreur. Seigneur ! Ne nous charge pas d'un fardeau lourd comme Tu as chargé ceux qui vécurent avant nous. Seigneur ! Ne nous impose pas ce que nous ne pouvons supporter, efface nos fautes, pardonne-nous et fais nous miséricorde. Tu es Notre Maître, accorde-nous donc la victoire sur les peuples infidèles. »*

A la suite de ces prestations, les talibés sont félicités et couverts de présents. Le *karamoko* ne manque pas à ces gratifications. Il reçoit les bénédictions de ses pairs et des parents. La cérémonie prend fin par le partage du *dêguê* et de la cola entre les participants.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Des festivités de moindre ampleur consacrent aussi la fin du second cycle. Elles sont ignorées à Odienné et Samatiguila et en voie de disparition à Mankono. Cette attitude est due certainement au fait que ce cycle n'est pas consacré à l'étude du Coran. Il constitue juste une phase médiane dans le système éducatif.

Dans les foyers où ces festivités se tiennent, un élément nouveau intervient et caractérise la fin de cette étape de la formation. C'est le port du turban ou *Namou mini*. En effet à la fin de cette phase, les talibés sont invités à faire état de leur savoir faire en matière de commentaire des disciplines annexes du Coran. Au nombre des documents portant sur ces disciplines annexes, le recueil d'hadith de l'imam Malick ou le *Chifa* peut être choisi et commenté en partie par le *karamoko* et les talibés. Devant le public invité, les talibés reçoivent leur turban enroulé autour de leur tête. Ce turban est connu sous le nom de *Chifa namou*.

Auréolés de ce prestige, les talibés accèdent au dernier cycle. Les cérémonies sanctionnant la fin de cette étape sont beaucoup plus importantes que les précédentes. La date pour son organisation est décidée d'un commun accord entre les talibés et le *karamoko*.

> *« Les festivités nécessitent assez de moyens financiers. Donc les talibés doivent informer leurs parents afin qu'ils prennent leurs dispositions à l'avance. »*[234]

Les évènements marquant la fin du cycle débutent un mercredi. Ils se déroulent en deux étapes. Il y a d'abord la phase de révision des cours du *tafsir*. Sa durée est fonction du découpage des versets à enseigner par jour, un découpage en fonction de la partition du Coran. En optant pour 1 *izib* à enseigner par jour, la formation prendra deux mois, alors qu'avec 2 *izib* par jour, elle ne sera que d'un mois.

[234] Entretien réalisé avec Camara Abdoul Razac le 30 avril 2008 à son domicile familial au quartier Camarasso (Bouna).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Cette étape constitue aussi une occasion pour l'inscription de nouveaux *sèrè*. Les intéressés informent le chef de *kabla* de leur projet. C'est à lui que revient l'honneur d'annoncer la nouvelle au *karamoko*. Les femmes en informent d'abord leurs époux avant que le chef du *kabla* reçoive l'information[235].

Durant ces exercices, tous les apprenants sont tenus d'assister à toutes les séances. Aucun participant ne doit manquer l'explication d'un verset.

> *« Si quelqu'un souhaite aller faire ses besoins, on marque une pause pour l'attendre. On doit commencer ensemble et finir ensemble. »*[236]

Exceptionnellement, la formation part de la deuxième sourate et se poursuit progressivement jusqu'à *Nasr*. Lorsqu'il atteint ce niveau, le *karamoko* informe la communauté de la tenue des festivités clôturant le cycle. Elles ont lieu un mercredi, mais dans certaines localités comme Bouna, elles débutent dès la nuit de la veille par une partie de prêche[237]. Ainsi après la prière de l'aube – *Soubh* – les talibés reçoivent leur *« Tafsir namou »* ou *« Jalala namou »* dans la mosquée avant de regagner leur domicile. Les *Jalalatigui* ou porteurs de *Jalala namou* de Kong rentrent en famille après la visite à leurs disparus aux cimetières[238]. Et ce n'est que vers 09h qu'ils se rendent sur l'espace public pour recevoir leur *Isnad*.

Contrairement à Bouna et Kong, l'enroulement du turban à Bondoukou et Mankono a lieu dans des circonstances différentes. A Bondoukou, cette cérémonie a lieu au *Faba* du *karamoko*. Les talibés vêtus de boubous avec leur tête couverte de chapeau s'asseyent en face de leur maître. Ils révisent avec lui le reste des sourates sous le regard des parents, des amis et de l'imam. A la suite

[235] Entretien réalisé avec Diaby Aboubakar le 18 juin 2008 à son domicile familial à côté de la grande mosquée (Samatiguila).
[236] Entretien réalisé avec Dosso Quadirou le 27 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Mamina (Mankono).
[237] Ces prêches sont organisés à l'attention des futurs *karamoko* et les *sèrè*. Ils portent essentiellement sur la conduite que ces apprenants doivent avoir à l'issue de cette formation.
[238] On compte deux cimetières à Kong. Les quartiers Korola, Sarhala, etc. ont leur cimetière et les *kabla* de Barrola, Traoréla, Coulibalysso, etc. ont le leur.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

de cette épreuve, ce dernier est invité à enrouler le turban autour de la tête des nouveaux *karamoko*. Lorsque les candidats sont en nombre important, l'imam symboliquement enroule le turban d'un d'entre eux et invite les *karamoko* participants à procéder à l'enroulement de celui des autres. A la fin de la cérémonie, le *karamoko* délivre à chacun son *Isnad.*

A Mankono, les talibés reçoivent leur turban à la mosquée. Ils s'y rendent après la prière du début d'après midi (*Zourh*). Le rituel accompagnant l'enroulement du turban est tenu secret. Seuls les *Jalalatigui* ont le droit d'y assister.

A leur sortie de la mosquée à 16h, les *Jalalatigui* sont habillés en boubou et couverts d'une tunique spéciale le *« brou-mousso »*[239]. Ils se mettent en file indienne en direction du *brachouê* – l'espace public – où les attendent leurs proches et les responsables religieux. A leur arrivée, ils s'asseyent les uns à côté des autres selon leur position habituelle mais cette fois les jambes pliées en arrière et le reste du corps incliné vers l'avant en prenant appui sur le coude gauche maintenu au sol. Dans cette position, ils suivent le *tafsir* de la sourate restante en compagnie du *karamoko* et d'un *« Kôrôtabaga »*[240]. A la suite de cette séance, les nouveaux *karamoko* reçoivent leur *Isnad* et partagent leur *dêguê* avec les invités avant de regagner leurs familles respectives.

> *« A la fin de la cérémonie, chaque namoutigui est porté au dos par un membre de sa famille jusqu'à sa chambre. Cela à cause de la fatigue endurée lors des révisions et des festivités. »*[241]

[239] Le *brou-mousso* est une sorte de manteau, de grand voile en tissus qu'on porte sur le boubou. Il est confectionné selon un style particulier. Il est sans manche avec ses bordures ornées de dentelles et le tout prolongé d'un bonnet. La couleur préférée des *namoutigui* est le rouge. A la fin des festivités, chaque *namoutigui* garde son *brou-mousso*. Il peut le porter les jours ordinaires mais ne se couvre pas la tête du bonnet. Le bonnet reste pendu à son dos.

[240] Cette cérémonie voit la participation d'un rapporteur ou *kôrôtabaga*. C'est lui qui est chargé de la lecture des versets de la sourate (Fatiha) à commenter par le *karamoko.*

[241] Entretien réalisé avec Dosso Quadirou le 27 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Mamina (Mankono).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Une fois chez eux, les *namoutigui* doivent vivre retirés pendant une semaine. Loin des regards et des bruits des ménages, ils doivent s'adonner à la lecture du Coran. Le mercredi suivant la ténue des festivités, ils s'organisent et partent saluer deux villages voisins de Mankono, Tonhoulé et Oussougoula[242].

Outre les talibés, les *sèrè* reçoivent aussi des turbans lors de ces évènements. Leur statut ne leur donne pas droit à l'*Isnad*. Toutefois, ceux qui souhaitent en avoir peuvent le faire savoir au maître. Le plus important des certificats aux yeux des *sèrè* est le port du turban. En dehors de l' « *imam namou* »[243], le « *Jalala namou* » est la plus haute distinction dans les communautés musulmanes. Il est la matérialisation du lien sacré entre l'être humain et les prescriptions islamiques.

> *« Le turban a une double signification : la connaissance des prescriptions islamiques et l'abandon total pour la cause de Dieu. »*[244]

L'original du turban - celui enroulé autour de la tête lors de la consécration des *karamoko* - est soigneusement conservé. Le *namoutigui* peut se choisir d'autres turbans de différentes couleurs et les porter à ses sorties. L'utilisation de l'original a lieu le plus souvent dans des occasions exceptionnelles.

> *« A la mort d'un namoutigui, on enroule son turban autour de sa tête avant de l'envelopper dans le linceul pour son inhumation. Le turban utilisé ce jour est généralement celui enroulé le jour de sa consécration comme karamoko.»*[245]

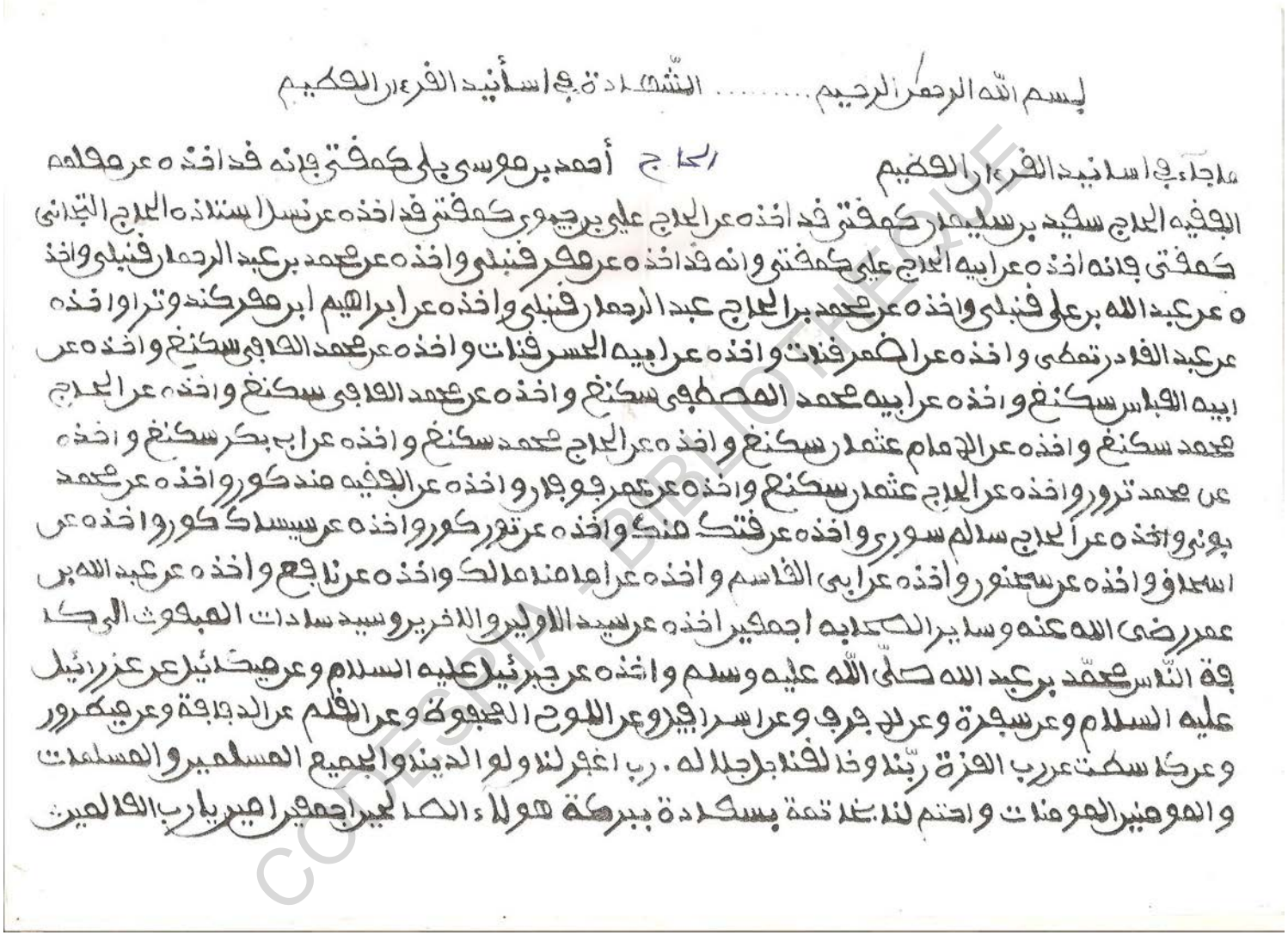
L'une des caractéristiques de ce système éducatif étant la gratuité de la formation, les cérémonies de fin de cycle se présentent comme des occasions pendant lesquelles les enseignants reçoivent des gratifications pour la tâche

[242] Une des conditions pour la ténue de la cérémonie est la présence des trois villages (Mankono, Oussougoula et Tonhoulé). Sans la présence de l'un d'eux, elles ne peuvent pas avoir lieu.
[243] Lors de l'intronisation d'un imam, on procède à l'enroulement d'un turban autour de sa tête. Ce turban est appelé *Imam namou*.
[244] Entretien réalisé avec Diaby Souleymane le 17 juin 2008 à son domicile familial à Samatiguila.
[245] Entretien réalisé avec Karamoko Ibrahima le 31 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Mouéla (Mankono).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

accomplie. Il n'y a pas de prix fixé. Chaque parent de talibé, selon les moyens dont il dispose, récompense le *karamoko*. Les apprenants et les invités peuvent aussi contribuer à la gratification de l'enseignant. Ainsi au cours des festivités, le *karamoko* est couvert de dons en nature – riz, maïs, ignames, mil, bœufs, moutons, tenues vestimentaires, etc. – et en espèce (argent). L'importance de ces dons au *karamoko* dépend de la cérémonie. L'enseignant reçoit plus de présents pendant les cérémonies marquant la fin du cycle du *tafsir* que lors des autres festivités des 1ers et 2^{nds} cycles. Cette importance des présents est aussi fonction des liens de parenté *karamoko* – talibés. Plus les liens sont étroits, plus les dons offerts à l'enseignant sont réduits.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE



L’Isnad du *karamoko* Kamagaté Amadou (Kamagaya – Bondoukou)

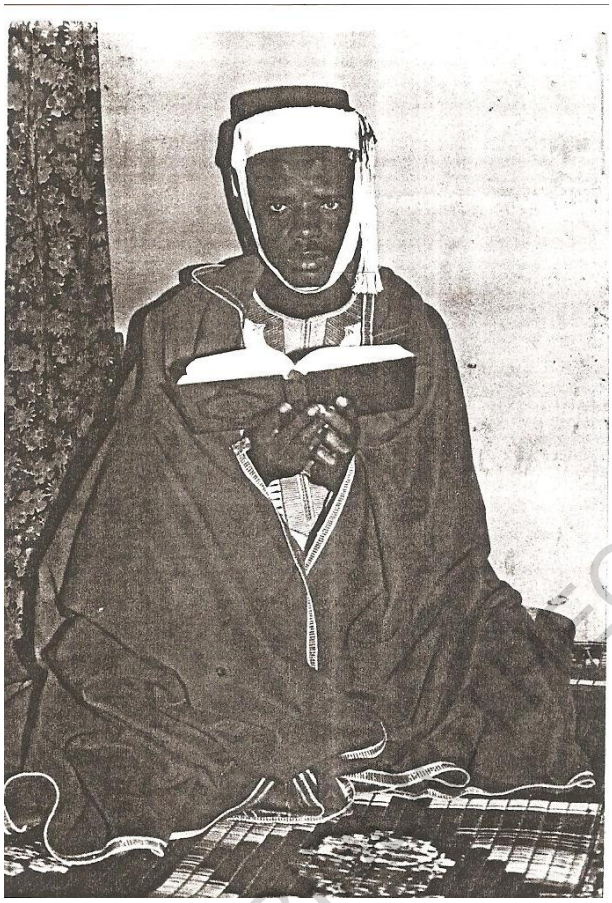
Au nom d'Allah, le Miséricordieux par essence et par excellence
Attestation de chaine de transmission du coran
Texte de chaine de transmission du coran

Al-Hâj Ahmad Moussa Balla Kamagaté le tient de son maitre juriste al-Hajj Saïd ibn Sulayman Kamagaté, qui le tient d'al-Hajj Ali Tchoy Kamagaté, qui le tient du fils de son maitre al-Hajj Tidjani Kamagaté, qui le tient de son père al-Hajj Ali Kamagaté, qui le tient de Mameri Canbally , qui le tient de Muhammad ibn Ab dar-Rahman Canbally , qui le tient de d'Abdullah ibn Ali Canbally , qui le tient de Muhammad ibn al-Hajj Ab dar-Rahman Canbally, qui le tient de d'Ibrahim ibn Mameri Kandé Ouattara, qui le tient d'Abdul-Qadir Timité, qui le tient de d'Admor Kanaté, qui le tient de son père al-Hassan Kanaté, qui le tient de Muhammad al-Âfi Sakanogo, qui le tient d'al-Hajj Muhammad Sakanogo, qui le tient de l'imam Othman Sakanogo, qui le tient d'al-Hajj Muhammad Sakanogo, qui le tient d'Abou Bakr Sakanogo, qui le tient de Muhammad Traoré, qui le tient d'al-Hajj Othman Sakanogo, qui le tient d'Omar Fofana, qui le tient du juriste Mendekoro, qui le tient de Muhammad Bouni, qui le tient de d'al-Hajj Salim Souaré, qui le tient de Araftuka Minka, qui le tient de Torokoro, qui le tient de Sissaka Koro, qui le tient de Ishâq, qui le tient de Sahnûn, qui le tient d'Abou al-Qassim, qui le tient de notre imam Malik, qui le tient de Nafi', qui le tient d'Abdullah ibn Omar (qu'Allah lui accorde Sa satisfaction ainsi qu'à tous les compagnons du Prophète), qui le tient du chef des premiers et des derniers hommes, le chef des chefs qui fut envoyé à toute l'humanité, Muhammad fils d'Abdullah (que prière et salut d'Allah soient sur lui), qui le tient de l'archange Gabriel (salut sur lui), de Michael et Azraël (salut sur eux), qui le tiennent des ambassadeurs, qui le tiennent d'al-A'rafraf, qui le tient d'Israfil, qui le tient de la Tablette divine, qui le tient de la Plume, qui le tient d'ad-Daffâfah, qui le tient de Maytarûn, qui le tient de Tassah, qui le tient du Seigneur de la majesté, notre Seigneur et notre Créateur exalté soit-Il.

> Seigneur ! Pardonnes-nous, ainsi qu'à nos parents et à tous les musulmans et musulmanes, ainsi qu'à tous les croyants et croyantes ! Et accorde-nous une finalité heureuse par la bénédiction de tous ces pieux, ô Seigneur de l'univers !

ODEGIDA - BIBLIOTHEQUE

La version traduite de l'Isnad du *karamoko* Kamagaté Amadou (Kamagaya – Bondoukou)



Un talibé vêtu du brou-mousso après l'enroulement du turban à Mankono



Les talibés de Koumbalasso (Bondoukou) à la suite de l'enroulement du turban

2) L’initiation à la vie communautaire

La formation coranique, si elle prépare l’individu à être un savant en islam, l’initie aussi à l’accomplissement de certaines tâches dans la société. Cet enseignement n’est pas livresque. Il s’apprend au quotidien, dans les faits de société, en dehors des heures de cours.

L’inscription d’un enfant à l’école coranique a une appréciation propre à ce système éducatif. Les parents en envoyant l’enfant à l’école font « don » de ce dernier au *karamoko* pour qu’il en fasse un homme complet. Ce projet de socialisation du talibé passe par la recherche de la « baraka » ou bénédiction du maître. Celle-ci va conduire le talibé à accomplir d’énormes tâches – notamment les travaux champêtres, la mendicité, etc. – tout au long de son cursus.

Le programme de la formation coranique est établi selon le calendrier lunaire et le déroulement des cours est fonction des saisons. Dans cette gestion du temps, une attention particulière est accordée aux travaux champêtres du maître en charge de l’éducation et de la protection sociale[246] du talibé. En effet, l’entrée des enfants à l’école coranique se situe dans leur phase d’initiation à l’activité productrice (voir chapitre 1). A ce stade, les talibés ne se voient pas confier de grandes tâches. Pendant les saisons des cultures, le *karamoko* se contente de leur confier le gardiennage des champs notamment le « *cônôgbin* » ou la chasse aux oiseaux à la rizière. A chacun de leur retour, ils apportent du bois de chauffe pour alimenter la cuisine et le brasier autour duquel ils apprennent leur leçon la nuit venue. Parallèlement à ces tâches, ils pourvoient le ménage en eau pour la préparation des repas quotidiens, aident l’épouse du *karamoko* à se débarrasser des volailles gênantes, apprennent à tisser les nattes, réparent les cases en saisons sèches, etc.

[246] Hors mis l’éducation religieuse, le *karamoko* assure l’hébergement, la nourriture des talibés et s’occupe de leur santé lorsqu’ils tombent malades.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Lorsque les talibés entrent dans l'intervalle de 10 à 15 ans, leur intégration à la cellule productive débute.

> *« A cet âge, la surveillance d'un champ de riz par exemple, peut être confiée à un seul enfant dont la responsabilité se renforce devant des tâches sociales plus rigoureuses. »*[247]

Responsabilisés, les talibés apprennent à s'organiser eux-mêmes. Ils tiennent informé au quotidien le *karamoko* de l'avancée du travail. Ils s'occupent d'une variété de cultures. Le maître coranique Camara Abdoul R. (Bouna), en plus de quelques hectares d'anacardes, disposaient de champs de riz, de maïs, d'ignames, etc. A Kélindjan (Samatiguila)[248], le Cheick Samassi Aboubakar est lui aussi propriétaire de proportions étendues de champs de mangues, d'anacardes, etc. et ne manque pas de faire la culture de l'arachide, du riz et du maïs pendant les saisons de pluie.

Pour être plus dynamique au travail, les talibés mettent sur pied une association de travail ou « *Sénèkê ton* ». Elle regroupe tous les talibés à qui a été confié un champ. Elle a un caractère social fort basé sur la solidarité et l'esprit d'équipe. Cette structure consiste à rassembler sur un même espace – champ – tous ses membres pour une séance de travail. Ce peut être une opération de désherbage d'une rizière par exemple.

Cette participation des talibés aux activités champêtres se poursuit au troisième cycle. Mais à cette étape, les talibés, avec leur statut d'homme marié, reçoivent de la part du *karamoko* un lopin de terre pour leurs activités agricoles personnelles. A côté de cela, ils peuvent se voir confier la charge d'un des

[247] HAIDARA (Ibrahim), *Op.Cit*, pp209.
[248] Nous avons participé à des séances de cultures d'arachides lors de notre mission de terrain à Kélindjan en juin 2008. Cf. Entretien réalisé avec Sangaré Oumar le 13 juin 2008 à son domicile familial à Kélindjan (Samatiguila).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

champs du maître ou parfois ils aménagent leur programme pour participer de manière occasionnelle à ses travaux champêtres.

En dehors des propriétés personnelles du *karamoko*, les talibés travaillent sur les chantiers d'autres paysans à la demande de leur tuteur. Un maître coranique expliquait à Charlotte SEDEL[249] que ses talibés les plus âgés travaillaient sous contrat dans d'autres plantations durant la saison des pluies et que leur rémunération lui revenait.

La recherche de la baraka ne se limite pas exclusivement au dévouement des talibés à l'accomplissement des tâches quotidiennes du *karamoko*. Elle s'acquiert dans l'attitude du talibé envers le maître. En Côte d'Ivoire comme ailleurs en Afrique par exemple au Sénégal[250], le *karamoko* est une véritable « amulette vivante ». Il est considéré comme un être proche de Dieu[251]. De ce fait, tous ses faits et gestes sont suivis et analysés comme inspirés du Maître de l'univers. Le talibé, durant son séjour d'études, doit adopter une attitude d'extrême respect, voire même de totale soumission envers son formateur. Le talibé va chercher la baraka jusque dans la salive et l'eau ayant servi à faire l'ablution de son maître. Il enlève ses chaussures, s'accroupit et se tient à distance pour échanger avec lui. Seul l'ordre du *karamoko* en ces termes « *gafara* »[252] peut mettre un terme à cette position. Il maintient en équilibre le vase dans lequel ce dernier se lave les mains avant puis après les repas. Quant il l'aperçoit, il se tient debout jusqu'à ce qu'il s'éloigne de son périmètre et ne s'assied que lorsque ce dernier s'est assis. L'étude de Renaud SANTERRE,

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[249] SEDEL (Charlotte), *Op.Cit*, p12.
[250] COULON (Christian), *Le marabout et le prince : Islam et pouvoir au Sénégal*, Paris, A. Pédoue, 1981, pp108.
[251] A Kélindjan (Samatiguila), les visiteurs du Cheick se bousculent pour partager ses repas quotidiens. Lors de ses sorties, c'est au tour des talibés de se disputer à qui le tour d'accompagner le Cheick. A Bouna, les talibés du karamoko Camara Abdoul Razak ne se tiennent pas loin de sa table dans le but d'avoir les restes de son repas. Selon une tradition bien admise dans ce milieu, la baraka se trouve au fond de l'assiette. Seuls ceux qui bénéficient des restes du maître l'ont.
[252] Selon les propos recueillis à Bondoukou et Bouna ─ où cette expression est employée – « gafara » signifierait « tu es pardonné » ou « tu peux disposer ».

exposant la réaction d'un maître vis-à-vis de son talibé à qui fut remise une chaise lors d'un de leur déplacement, est édifiante à ce titre.

> *« Une chaise, (…) c'est trop moelleux pour un pauvre étudiant du Coran, trop de jouissance ; or la jouissance ne va pas avec la bonne pratique. Laisse mon garçon s'asseoir par terre, ce dont il a l'habitude. Ne lui fais pas oublier sa place dans la société. »*[253]

Pour cet auteur, ces privations ont pour but de développer l'endurance de l'enfant à la douleur et de lui inculquer une saine attitude d'humilité. Cette attitude d'humilité s'acquiert aussi dans la satisfaction des besoins matériels du *karamoko*. Parfois, lorsque ce dernier fait face à des difficultés financières, il en informe discrètement[254] les grands talibés qui à leur tour répandent la nouvelle aux plus jeunes. Ceux d'entre eux, qui résident avec leurs familles dans le village, tiennent informé leurs parents. Quant aux talibés étrangers, ils font le tour des ménages munis d'un bol pour demander l'aumône. Ces séances de quêtes ont lieu les nuits du lundi et du jeudi. Elles sont organisées. Individuellement ou collectivement, les talibés se rendent dans les différentes familles du village. Une fois à l'entrée des concessions, ils entonnent des chants de louange au Prophète Mahomet et de bénédictions aux familles dont ils sollicitent l'aide. L'aumône a un caractère culturel fort en islam car par le don qu'il fait, le croyant accumule ici – bas des mérites qui lui sont comptés lors du Jugement dernier. Ces petits quémandeurs, selon Roger VUARIN[255], deviennent ainsi dans cette relation fournisseurs d'un service, celui d'être le support d'un accroissement du mérite du donateur.

De ces opérations, les talibés regagnent leurs concessions avec des gains variables. Ils peuvent au cours de ces opérations avoir de l'argent, des

[253] SANTERRE (Renaud), *Op.Cit*, pp148.
[254] Les talibés avouent rarement être en mission pour leur *karamoko* de peur d'être punis. Ils préfèrent assumer seuls cette tâche humiliante en préservant l'honneur de leur maître.
[255] VUARIN (Roger), « L'enjeu de la misère pour l'islam sénégalais », in *Revue Tiers Mondes*, Vol. 31, n° 123, sept. 1990, pp608.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

vêtements, de la nourriture, etc. Toutefois, ces séances de quêtes ne sont pas toujours faites à la demande du *karamoko* et n'ont pas lieu que pendant les périodes indiquées précédemment. Les talibés n'étant pas satisfaits du mets du jour[256] ou ayant des besoins matériels (vêtements, couvertures, chaussures, etc.) peuvent entamer l'exercice à n'importe quel moment de la journée. Ainsi, on les retrouve dans les lieux publics[257] – les gares routières, aux marchés, etc. – munis de leurs bols avec à la bouche des bénédictions en échange de gratifications de toutes sortes.

Cet autre aspect de l'éducation coranique assure aux talibés en fin de formation de réels gages de réussite sociale. Un *karamoko* satisfait de la discipline et du courage de son talibé le gratifie avant son départ de l'école.

> *« Les talibés ayant cherché durant leur séjour la baraka de mon père - Somonkoro Moussa - recevaient à la fin de leurs études des arcanes (des secrets magiques) qui leur seraient utiles une fois installés à leur propre compte. »*[258]

En définitif, le système éducatif coranique a un caractère théologique et séculier. D'une part, il assure aux apprenants un savoir islamique qui leur permet d'être des modèles dans la société et doit leur faciliter l'accès au paradis. D'autre part, il fournit aux talibés de réelles garanties d'un bien être social.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[256] La régularité de certains mets provoque le dégoût des talibés. A Bandakani Sokoura (Sandégué), les talibés n'affectionnaient pas le kabato - plat fait à partir de la poudre de maïs - et le foutou de l'igname, deux aliments de base de la région de l'Est du pays. Nous y étions du 20 février au 14 mars 2005 lors de nos enquêtes pour la rédaction du mémoire de Maîtrise.

[257] Lors de nos enquêtes de terrain, nous les avons rencontrés à Bouna, Kong, Korhogo, Bouaké et à la gare de Madinani où nous avons effectué une escale d'une demi-heure lorsque nous nous rendions le 04 juin 2008 à Odienné. Toutefois, la situation de ces talibés quémandeurs ou « *garibou* » en Côte d'Ivoire n'est pas aussi phénoménale comme au Sénégal où ils constituent une véritable plaie sociale.

[258] Entretien réalisé avec Sangaré Losseny le 07 juin 2008 à son domicile familial au quartier Sokourani (Odienné).

*****

La formation coranique traditionnelle est un vaste programme d'éducation religieuse qui a essaimé dans tout l'espace territorial ivoirien. Elle emploie dans son fonctionnement des matériaux de fabrication locale et des outils importants. Elle se déroule dans des espaces propres aux sociétés musulmanes des zones savanicoles et assure aux apprenants les rudiments nécessaires à la pratique de l'islam et à la bonne marche de la société.

Ce projet d'éducation communautaire vieux de plusieurs siècles a connu au cours des années des difficultés préjudiciables à son bon déroulement.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Chapitre 3

LES DIFFICULTES DE FONCTIONNEMENT DU SYSTEME EDUCATIF CORANIQUE TRADITIONNEL

Institution socio-éducative, l'école coranique a pris une part active à la formation spirituelle et intellectuelle d'une partie des lettrés du pays. Tout en s'appuyant sur des fondements d'ordre moral et spirituel, elle a su amener bon nombre d'indigènes, non seulement à embrasser l'islam comme religion, mais aussi à s'imprégner de ses prescriptions et les préparer à leur entrée dans la vie communautaire.

Cependant, les caractéristiques principales de ce système éducatif – le fait qu'il soit sous administré, la gestion irrationnelle du temps, etc. – constituent aux yeux de certains observateurs des difficultés qui jalonnent tout le long de ce cursus de formation. Ces difficultés sont, d'une part, indépendantes des acteurs de ces établissements et internes à l'organisation du programme de formation d'autre part.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I- L'ECOLE CORANIQUE ET L'ADMINISTRATION COLONIALE

Projets de clercs ou de notables indigènes, les établissements d'enseignements coraniques contrastent avec la nouvelle forme d'éducation apportée par l'administration coloniale. Opposés (ou supposés tels) aux missions coloniales, les marabouts locaux vont faire l'objet d'une surveillance étroite de la part de l'administration ; et les établissements coraniques, lieux de la diffusion de leur savoir, ne seront pas épargnés par cette politique.

1) La surveillance des marabouts

L'érection de la Côte d'Ivoire en colonie française le 10 mars 1893 donnait le plein pouvoir à la métropole d'administrer à sa guise ce territoire. Pour une gestion efficace, le territoire à travers le mode d'administration directe fut subdivisé en plusieurs circonscriptions dirigées chacune par des administrateurs. Ceux-ci avaient pour mission l'exécution des principes dictés par la métropole en direction des populations de la colonie. Au nombre de ces tâches à accomplir figurait la surveillance des marabouts.

Cette politique, moins vigoureuse dès le début du XX^{ème} siècle, était consécutive à la situation socio politique qui prévalait.

> *« Au début du XXème siècle, l'intermède samorien est terminé ; la zone de peuplement privilégiée des musulmans est néanmoins asphyxiée par les contrecoups de ces guerres interminables provoquées par le conquérant mandingue. Aussi, l'administration française n'eut-elle aucune difficulté à soumettre les populations fatiguées et désorganisées. »*[259]

La capture de Samory Touré qui mit un terme à l'ère des conquérants noirs musulmans a porté un coup sensible au prestige de l'islam dans les sociétés fortement islamisées du pays. Cette situation a réduit considérablement la crainte de l'administration vis-à-vis de l'islam de cette partie du continent africain. Dans un rapport adressé au Gouverneur de la Côte d'Ivoire le 19 mars 1906, Benquey[260], Administrateur adjoint du Cercle de Bondoukou, faisait état de ses rapports amicaux avec certains indigènes notamment l'Imam Timité Kounandi. Une autre correspondance datée du 25 novembre 1902 et signée par le capitaine chargé de l'expédition des affaires de la région du Baoulé[261] indiquait le cadre

[259] FOFANA (Lemassou), *Op. Cit*, pp49.
[260] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Série 3EE5(1), Rapport sur la situation de l'Islam dans le Cercle de Bondoukou, le 19 mars 1906.
[261] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Rapport sur l'organisation du personnel administratif indigène en Côte d'Ivoire et dépendances de la région du Baoulé, le 25 novembre 1902.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

des mouvements menés par les marchands et colporteurs mandé malinké dans les localités de Tiassalé, Toumodi, Bouaké, Kadiokofi, etc. Dans l'ensemble les rapports entre administrateurs et indigènes et entre administrés eux-mêmes étaient cordiaux même si pour ces derniers les colons restaient des infidèles.

Mais cette politique sera de courte durée. Car à ces rapports non conflictuels allait succéder une période de tension. Ces troubles sociaux étaient imputés à des marabouts itinérants. En 1905, un marabout du nom de Mohamadou se rendit à Bondoukou après un long séjour à Sikasso (Soudan Français). Il se disait en mission au compte de Si Madhi, originaire du Haut Oubangui. A son arrivée, il fut accueilli par les habitants de la ville et reçu par l'Administrateur Benqhey. Après quelques échanges avec son hôte, Mohamadou lui demanda l'autorisation de s'adresser à ses coreligionnaires dioula. Elle lui fut accordée.

> *« Après quelques mots sur la nécessité pour les fétichistes de se convertir à l'islam, d'une entente entre les musulmans (sic). Il conseilla (…) aux hommes d'aiguiser leurs sabres et de ne pas se conduire comme des femmes. »*[262]

Pour finir son allocution, il conclut que :

> *« Tous les blancs allaient bientôt rentrer chez eux et que son maître commanderait le pays. »*[263]

Au terme de son intervention, il fut arrêté en mai 1905 et transféré à Bingerville – lieu de résidence du Gouverneur de la colonie - pour poursuivre sa peine d'internement. Il fut rejoint au mois d'août de la même année par Omarou Parakou, un autre propagandiste de l'islam, d'origine Toucouleur, natif de Sokoto et talibé du *karamoko* Moussa établi à Salaga. Il fut arrêté le 08 août 1905 à Bouna. Il se disait en partance vers Tombouctou tout en recrutant des adeptes en route.

[262] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Série 3EE5(1), Rapport sur la situation de l'Islam dans le Cercle de Bondoukou, le 19 mars 1906.
[263] Idem

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Mais ces arrestations de marabouts itinérants n'empêchaient pas l'administration de se souvenir de l'accueil chaleureux[264] que les habitants de Bondoukou particulièrement ont réservé à leur étranger. A cette donne, on peut ajouter le supposé activisme des mouvements confrériques sous régionaux en l'occurrence la *Sanusiyya*[265]. En effet, la grande peur de la France vis-à-vis de ce mouvement religieux reposait sur des bases imaginaires. Certes, les *sénoussistes* étaient en désaccord avec les Turcs qui occupaient la régence de Tripoli et s'attaquaient aux occupants Italiens du Fezzan, mais dans la colonie de Côte d'Ivoire, leur présence n'était pas attestée.

Toutefois, l'administration coloniale, dans son projet de surveiller les acteurs de la propagation de l'islam, ne manqua pas d'attirer l'attention sur l'existence de ce mouvement sur le territoire. C'est ainsi que le Gouvernement général de l'A.O.F. envoya des questionnaires dans toutes les colonies. Une des préoccupations portait sur la supposée présence des *Sanusi* dans la colonie. Les *Sanusi* étaient recherchés partout, même là où ils n'y étaient pas. C'est ainsi que dans un télégramme daté du 16 juillet 1908, le gouverneur s'inquiétait de la présence supposée de *sénoussistes* à Korhogo :

> *« Suis informé que votre circonscription serait le théâtre d'un mouvement religieux islamique à surveiller. Un Chérif marocain serait installé depuis deux ans près Tombougou. Centre Sénoussiste en formation à Koroko et relèverait de maison mère située à Bobo-Dioulasso. Représentant d'administration aurait encouragé ou favorisé construction de mosquée. Des marabouts étrangers feraient des quêtes. Vous prie vous renseigner exactement sur ce mouvement propagandiste et m'adresser un rapport détaillé et circonstancié. »*[266]

[264] A Bondoukou, Mohamadou a été accueilli à son arrivée par une foule enthousiasmée par cette présence. Il alla à la rencontre de l'Administrateur Benghey sous cette même escorte. Les musulmans de la ville reprochaient à leur Imam – Timité Kounandi – de trop se mêler des affaires temporelles et surtout d'être l'ami des Blancs.

[265] La Sanusiyya a été fondée en 1843 en Cyrénaïque (Lybie) par un algérien de Mostaganem, Mohamed al-Sanusi (1792 – 1859).

[266] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Télégramme officiel du Lieutenant Gouverneur de la colonie de Côte d'Ivoire à l'Administrateur du Cercle de Korhogo, le 16 juillet 1908.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Cette invitation du lieutenant Gouverneur de la colonie conduisit les administrateurs des circonscriptions concernées à mener des enquêtes. A Korhogo, lieu indiqué comme abritant un centre sénoussiste, l'administrateur[267] indiquait à son responsable hiérarchique ne pas croire à la possibilité d'existence d'un mouvement islamique dans sa localité où les sénoufo fétichistes formaient la presque totalité de la population. Cet avis fut partagé par celui du district de Kong[268]. L'Almamy de ce grand centre religieux s'est dit peu soucieux de ce que faisaient les marabouts des autres contrées. L'administrateur de la circonscription d'Odienné[269] ne comptait pas lui aussi de chérifs marocains dans sa localité. Le seul lettré qui portait le nom de Chérif n'était autre qu'un Marka établi à Tiémé avec sa famille.

En dépit de ces assurances données par les autorités des circonscriptions administratives concernées, la politique de surveillance étroite de l'islam était soigneusement menée. En effet, à la suite de la création du service des « Affaires musulmanes » le 10 février 1907, une politique plus affinée et précise vit le jour dès le 18 avril de la même année à l'initiative du Gouverneur Général de l'AOF E. Roume. Dans une adresse au Lieutenant Gouverneur de la Côte d'Ivoire, il jetait ainsi les bases de cette politique :

> *« Un certain nombre de renseignements, recueillis par mon administration, ne laissent aucun doute sur l'effort d'organisation que tentent actuellement, les confréries musulmanes, en AOF, sur le rôle, à la fois religieux et politique, des marabouts prédicants qui circulent à travers le pays et qui semblent porter aux marabouts sédentaires le mot d'ordre de l'islam africain. (…)*
>
> *Il importe d'être exactement renseigné, non seulement sur le nombre des écoles coraniques, qui servent à la diffusion des doctrines religieuses et des suggestions*

[267] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Rapport sur la situation de l'Islam de la circonscription de Korhogo, le 21 août 1908.
[268] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Rapport sur la situation de l'Islam dans le district de Kong, le 28 novembre 1910.
[269] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Rapport sur la situation de l'Islam de la circonscription d'Odienné, le 10 août 1908.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

politiques répandues, à notre insu, par les agents plus ou moins secrets des grands ordres religieux, mais encore sur la personnalité même des marabouts qui enseignent dans ces écoles, sur leur origine, sur leur degré d'instruction, sur les moyens dont ils disposent pour donner l'enseignement, sur l'influence dont ils jouissent dans la contrée, ainsi que sur les relations qu'ils peuvent avoir conservés avec leurs anciens professeurs. (…) »[270]

L'ensemble de ces recommandations seront consignés plus tard dans un carnet de renseignements individuels pour servir à la surveillance politique et administrative des populations musulmanes. Les dispositions de ce répertoire du prosélytisme musulman sont contenues dans la circulaire n°117c du 26 décembre 1911. Elles comportent quatre parties.

(i)- Notice succincte

Historique de la famille du marabout ; son lieu de naissance ; son âge ; son caractère ; son niveau d'intelligence ; sa moralité ; ses aptitudes ; ses manières d'être avec les représentants de l'autorité française ; les faits à son actif ; les faits à son passif ; sa fortune personnelle ; la composition de sa famille (arbre généalogique).

(ii)- Influence morale et politique

Faire ressortir l'influence qu'il aurait pu acquérir sur ses coreligionnaires par son caractère, sa manière d'être, ses alliances politiques ou de famille avec les personnalités importantes.

(iii)- Influence religieuse

Faire l'historique de son affiliation à la confrérie et aux confréries qu'il représente. Quel est son chef spirituel ? Lui est-il soumis et dévoué ? Fait-il preuve d'une certaine indépendance ? A-t-il des relations suivies avec les autres

[270] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Circulaire du Gouverneur Général de l'AOF au sujet des statistiques des écoles coraniques, le 18 avril 1907.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

dignitaires de son ordre ? Propage t-il les doctrines de sa confrérie ? Dans quelle contrée a-t-il des adeptes ?

(iv)- Notice sur sa zaouia

Faire l'historique de la zaouia ; décrire le bâtiment ; Fournir des enseignements aussi détaillés que possible sur la zaouia notamment le nombre de professeur, le niveau d'instruction, la rémunération des professeurs, etc.

En application à ces dispositions, tous les établissements coraniques de la colonie, lieux privilégiés (ou supposés) de diffusion des mots d'ordre anti français, furent répertoriés (voir Chapitre 1 – Tableau 1). Les talibés et leurs maîtres n'ont pas manqué à ces enquêtes. Certains maîtres furent qualifiés de marabouts hostiles et listés. Les rapports établis et expédiés au Gouverneur Général de l'AOF à Dakar indiquaient la ligne de conduite de l'administration envers ces personnes fichées.

Les relations entre administrateurs et administrés évoluaient selon que les indigènes soient favorables ou non à la mission coloniale. Kéita Babou[271], marabout vivant à Kadioha près de Korhogo, jugé hostile, faisait l'objet d'une surveillance par l'administration à partir de 1911. Tandis que Mamadou Soumaré[272] était, lui, qualifié de personne favorable aux projets coloniaux. Indiqué comme l'une des personnalités musulmanes du cercle de Korhogo pouvant lire et traduire l'arabe, il fut d'un apport appréciable dans les relations entre administrateurs et indigènes de cette localité. Il maîtrisait aussi bien la langue arabe que la langue française. Ces atouts lui valurent l'appréciation de Paul MARTY :

[271] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Statistique des écoles coraniques du Cercle de Korhogo en 1911.
[272] Idem

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

« C'est un des arabisants les plus distingués de toute la haute Côte d'Ivoire qui peut soutenir facilement une conversation en arabe littéraire, et qui possède une culture islamique très générale. C'est, de plus, un homme intelligent et dévoué. »[273]

Tableau 5 : Nombre de marabouts hostiles à l'administration coloniale par Cercles en 1913

Cercles	**Marabouts hostiles**
Baoulé Sud	00
Bondoukou	02
Grand Bassam	00
Haut Cavally	05
Haut Sassandra	01
Indenié	00
Kong	17
Korhogo	05
Ouorodougou	10

Source : Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Rapports des Administrateurs de Cercles, Répertoire du prosélytisme musulman en Côte d'Ivoire en 1913.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le travail de police à l'encontre des marabouts allait parfois au delà des dispositions du répertoire du prosélytisme musulman. Il évoluait au gré des circonstances. En effet, les autorités coloniales s'immisçaient aussi dans les affaires intérieures du système éducatif coranique. Comme mentionné précédemment, le cursus de la formation islamique était interrompu par des périodes de gratifications des acteurs en charge des cours. Ces séances de dons aux marabouts étaient considérées comme des actes d'escroquerie et étaient passibles d'une peine d'emprisonnement.

[273] MARTY (Paul) cité par LAUNAY (Robert), *Op. Cit*, pp424.

« (…) Administrateurs et Commandants de cercle doivent donc redoubler d'activités et déférer devant les tribunaux indigènes, pour escroquerie, tout marabout, qui sous prétexte de religion, aura extorqué des cadeaux de ses congénères. »[274]

Pour l'administration, les séances de quêtes étaient des occasions pour les marabouts d'exercer leur propagande. On ne note cependant aucun cas de marabouts enfermés pour des raisons de cette nature.

Par ailleurs lorsque survint la crise du Hedjaz en 1916, de nouvelles mesures circonstancielles à l'encontre des musulmans furent prises. Ces dispositions ne furent pas dirigées vers une catégorie particulière de croyants. Toutefois, la politique de surveillance des marabouts faisait de ces derniers les principales personnes concernées. En effet, le Hedjaz était passé tour à tour sous la domination de l'Egypte en 1258 puis des Turcs de l'Empire Ottoman en 1517. En 1916, Hussein Ibn Ali, le Chérif de la Mecque, se souleva contre les Ottomans, aidé de son fils Fayçal[275] et de l'aventurier et écrivain britannique Lawrence d'Arabie[276].

Région constituée principalement de plateaux élevés, avec quelques oasis où se pratique l'agriculture, le Hedjaz est la localité qui abrite la Mecque et Médine, lieux d'accomplissement du pèlerinage, cinquième pilier de l'islam. Avec la situation politique qui prévalait dans cette partie du monde à la veille de la première guerre mondiale et par crainte que les pèlerins s'imprègnent des idéaux fanatiques de leurs coreligionnaires arabes, le Ministre des colonies ordonna des

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[274] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Correspondance du Gouverneur Général de l'AOF au Lieutenant Gouverneur de la Côte d'Ivoire au sujet de la création d'un répertoire du prosélytisme musulman en AOF, le 26 décembre 1911.

[275] Hussein Ibn Fayçal est né à la Mecque. Il est le 3ème fils de Hussein Ibn Ali, Chérif de la Mecque, 1er roi du Hedjaz et fondateur de la dynastie moderne des Hachémites. Il fait ses études à Constantinople. Pendant la première guerre mondiale, Fayçal combat tout d'abord en Syrie, au sein de l'armée turque, mais en 1916 il s'enfuit à Hedjaz, où il rejoint son père et ses frères, et prend la tête de la révolte arabe contre l'empire Ottoman, aidé de l'aventurier et écrivain britannique Lawrence d'Arabie.

[276] Thomas Edward Lawrence ou Lawrence d'Arabie (1888 – 1935) fit ses études à Oxford. En 1910, il se joignit à l'expédition archéologique du British Museum en Mésopotamie puis partit dans le Sinai, où il apprit l'arabe. Au début de la première guerre mondiale en 1914, il rejoignit le service d'espionnage militaro britannique au Caire. De là, il fut envoyé avec des soldats chez le prince Fayçal et demeura parmi les arabes révoltés contre la domination turque comme conseiller militaire.

mesures interdisant aux musulmans à se rendre aux lieux saints pour le pèlerinage de 1914.

> *« M. le Ministre des Affaires Etrangères vient de me faire connaître que le Gouverneur Général de l'Algérie et les résidents généraux de France en Tunisie et au Maroc avaient exprimé l'avis qu'il conviendrait d'interdire cette année le pèlerinage à la Mecque qui faciliterait les menées des agents panislamistes en donnant à leur excitation auprès de nos sujets une portée qu'elles n'ont pas dans les circonscriptions normales. (…)*
>
> *Il serait impolitique peut être d'interdire par voie d'arrêté le pèlerinage, à un moment où cette mesure paraîtrait dictée par la crainte de mettre nos sujets en contact avec ceux de l'empire turc. Mais l'administration pourrait déconseiller le départ, en invoquant la raison que les bateaux qui font d'ordinaire le service ont été réquisitionnés par les puissances belligérantes et que les pèlerins risqueraient d'attendre indéfiniment dans les ports, sans trouver l'occasion d'embarquer. (…) »*[277]

Au-delà de son caractère cultuel, le pèlerinage constitue une occasion de rencontres, de formation, etc. entre les participants. Les pèlerins composés de notables, commerçants et marabouts surtout profitaient de leur séjour pour côtoyer les ulémas dans le but d'approfondir leur connaissance islamique. Nous ne disposons pas de cas de « pèlerins étudiants » au début de ce siècle. Toutefois, les sources écrites attestent que, à une époque plus ancienne, les pèlerins venus d'Afrique de l'Ouest après leur mission recevaient des enseignements de certains ulémas tels Suyuti (870 H/ 1465), l'un des commentateurs du Coran. L'Askiya Muhammad est même compté au nombre des auditeurs des enseignements de ce savant. A la veille de l'indépendance du pays, ce fut au tour de Timité Mahama (Bondoukou)[278] de poursuivre sa formation dans la prestigieuse université d'Al Azhar (Egypte) alors qu'il était en mission pour le pèlerinage. Ce séjour en dehors de sa localité natale qui dura de

[277] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Correspondance du Ministre des colonies au Gouverneur Général de l'AOF à Dakar au sujet du pèlerinage à la Mecque, le 21 octobre 1914.
[278] OUATTARA (Dabila), *Op.Cit*, pp40-57.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1949 à 1954, lui permit de visiter les tombes et les mosquées de certains saints de l'islam tels Abû Abdallah Muhamad Ibn Idriss Ash-Shâfi'i, Mohamed Ibn al Mansour, etc. et de faire la connaissance de Nakilou Al Assiraf, descendant du Cheick Muhyi al Din Abdoul Qâdir, le fondateur de l'ordre de la Qâdriya. C'est d'ailleurs au retour de ce périple qu'il reçut le pseudonyme de « *Koudous* »[279] pour avoir séjourné à Jérusalem.

Le pèlerinage était aussi l'occasion pour les participants de faire des achats. De retour au pays, ils ramenaient avec eux des produits de la terre sainte (*eau de Zamzam*), des vêtements, etc.) et des ouvrages islamiques pour la formation coranique. Cependant, la mesure d'interdiction qui frappait l'édition du pèlerinage de 1914 allait non seulement empêcher le contact des marabouts locaux avec les savants du monde arabe mais aussi les contraindre, eux et leurs talibés, à se contenter des livres arabes reçus du trafic officiel.

2) La méfiance de l'administration coloniale vis-à-vis des écoles coraniques : Le contrôle des ouvrages étudiés et l'opposition à l'ouverture des écoles

L'établissement d'un répertoire du prosélytisme musulman a nécessité une étude sur le contenu des ouvrages servant d'instruments de « propagande » aux marabouts. Les livres importés des pays arabes pour la formation des talibés n'ont pas échappé à la politique de surveillance de l'islam. Cette politique poursuivait un but essentiel, tenir l'islam des indigènes loin des foyers originaires de diffusion de cette religion. La méthode employée est énoncée dans la circulaire du Gouverneur général de l'A.O.F. datée du 18 avril 1907 :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[279] *Koudous* est une déformation de l'expression arabe « *Al Qoods* » qui signifie la ville sainte (Jérusalem). Pour avoir séjourné dans cette localité, il lui fut attribué le pseudonyme de « koudous ».

« (…) l'administrateur tient à connaître sur quelles matières porte l'enseignement des marabouts, sur quels livres il s'appuie, à quelles catégories d'élèves il s'adresse (enfants, adolescents, adultes). (…) »[280]

La présence de l'islam dans la colonie étant antérieure à l'occupation de la France, des investigations furent menées par les administrateurs dans les bibliothèques constituées depuis de nombreuses années par les marabouts. Elles aboutirent à l'établissement de fiches de matières enseignées dans les écoles (voir Chapitre 2 – Tableau 4). On notait ainsi dans les rapports administratifs sur la situation des écoles coraniques, à côté de l'identité du marabout et de l'effectif des talibés, la liste des ouvrages étudiés.

Pour l'acquisition de nouveaux ouvrages d'origines extérieures, la stratégie de contrôle n'était pas similaire à la précédente. En effet, les paquets de livres en provenance des maisons d'Afrique blanche suivaient une procédure avant d'être remis aux destinataires. C'était un travail organisé et rigoureux. Le poste de Douane de Grand Bassam était le centre où transitaient les ouvrages. Les documents reçus étaient convoyés au palais du Gouverneur de la colonie à Bingerville où fonctionnait un service chargé du contrôle des contenus des livres. Une fois jugés sans inconvénients, les livres retournaient au service de Douane de Grand Bassam accompagnés d'une note du Gouverneur pour être remis aux destinataires. Cette note était ainsi libellée :

« Par Bordereau n° 2986 du 23 octobre 1928 vous m'avez adressé un exemplaire de livres en langue arabe, pris dans un colis pour être soumis au contrôle.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il s'agit de Corans qui peuvent, sans inconvénient, être remis au destinataire.

En conséquence je vous retourne le livre en question en paquet séparé. »[281]

[280] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Circulaire du Gouverneur Général de l'AOF au sujet des statistiques des écoles coraniques, le 18 avril 1907.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les marabouts possédant des ouvrages, en dehors de ce trafic, dont le contenu était inconnu de l'administration pouvaient être passibles de peine d'emprisonnement. A Gagnoa, le *karamoko* Séko Talo en a fait les frais en 1914[282]. Le Capitaine Tibout commandant le secteur de Gagnoa aurait saisi sur l'infortuné marabout des livres arabes dont il ignorait le contenu. Enfermé pour motif de vol, Séko Talo fut réhabilité à la suite de l'analyse des ouvrages pris sur lui. En août 1925, ce fut au tour du nommé Cissé Baba[283], marabout, résident depuis son enfance à Marabadiassa (Cercle du Baoulé), d'être arrêté et mis en liberté provisoire par les autorités administratives d'Abengourou. Son délit était d'avoir sur lui trois documents en langue arabe et diverses amulettes.

Outre le contrôle des ouvrages d'intérêts islamiques, un autre pan de la politique coloniale était la mise en œuvre du projet éducatif occidental. Cette mission allait à l'encontre du système éducatif communautaire vieux de plusieurs siècles. Si l'administration n'a pu freiner sa propagation au nord du pays, elle n'a pas encouragé son implantation dans les zones Sud forestières. A la demande de Diaby Lacina pour l'ouverture d'une école coranique où seraient enseignés douze élèves, la réponse de l'administrateur fut catégorique :

> *« (…) Nous n'avons pas à favoriser la naissance et le développement de collectivités islamiques dans les endroits où elles étaient jusqu'ici ignorées. Il n'est pas nécessaire de développer dans ce milieu ethnique si différent des peuplades des musulmans, les prérogatives d'un personnage religieux de cette sorte (…) »*[284]

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[281] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Correspondance du Gouverneur de la Côte d'Ivoire au sujet des paquets de livres arabes en retour, le 25 octobre 1928.
[282] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Correspondance du Chef de bataillon Ducrot commandant le Cercle du Haut Sassandra à M. le Lieutenant Gouverneur de la Côte d'Ivoire au sujet des livres maraboutiques, le 10 juillet 1914.
[283] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Correspondance de l'Administrateur du Cercle de L'Indénié à Monsieur le Gouverneur de la Côte d'Ivoire au sujet des livres maraboutiques le 25 août 1925.
[284] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Correspondance du Lieutenant Gouverneur de la Côte d'Ivoire à M. l'Administrateur du Cercle du Haut Sassandra au sujet de l'ouverture d'une école coranique à Daloa en 1926.

Cette attitude des autorités était guidée par leur projet d'éducation. Dans cette perspective, elles ne souhaitaient pas rivaliser avec d'autres types d'écoles particulièrement les écoles coraniques. Or les populations musulmanes étaient réticentes à adhérer à leur projet éducatif. Cette école était vue comme un lieu de perdition et la pesanteur sociale qui accompagnait le système colonial dans son ensemble ne facilitait pas la situation. Etant donné la nécessité de disposer d'un personnel suffisamment qualifié pour occuper les postes administratifs, l'Etat colonial a adopté la méthode coercitive. Elle consistait à multiplier des descentes de police dans les villages pour « capturer » les enfants en âge d'aller à l'école et les y conduire sous la menace du fusil, du fouet ou en leur mettant la corde au cou. Cette stratégie n'a pas donné les résultats espérés dans la mesure où non seulement les enfants de retour de l'école ne repartaient plus d'eux-mêmes mais ceux qui y retournaient n'étaient plus dans les dispositions psychologiques à réussir ces études.

> *« Les parents faisaient boire à leurs enfants scolarisés des potions dont la finalité était de les rendre nuls à l'école. »*[285]

Les écoles musulmanes et les établissements laïcs se disputant la même cible (les enfants scolarisables), les premières se voyaient parfois dans l'obligation de changer de cadre d'étude. Des sources recueillies à Bouna et Kong, il ressort que des *karamoko* s'étaient établis dans leur plantation avec leurs talibés loin de la police coloniale.

Plus dissuasive qu'efficace, cette stratégie va faire place à d'autres méthodes plus humaines pour convaincre les musulmans d'inscrire leurs enfants à l'école du Blanc. Cette politique a été déterminante dans certains pays d'Afrique francophones. En 1934 au Cameroun[286], l'administration coloniale a engagé une

[285] Entretien réalisé le 29 avril 2008 avec Camara Dabila à son domicile familial au quartier Camarasso (Bouna).
[286] HAMADOU (Adama), « L'Enseignement privé islamique dans le Nord – Cameroun », in *Islam et Société au Sud du Sahara*, n°4, pp8-11.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

campagne de grande envergure destinée à sensibiliser la population sur les bienfaits de l'école française. Cette campagne, qui a vu la mobilisation des chefs des communautés musulmanes, aboutit à l'ouverture en 1935 de la première école publique nommée « l'école des fils des chefs » à Garoua. Le nom de l'école est redevable à l'implication des chefs des communautés dans la réalisation du projet. Chacun d'eux devait y envoyer ses enfants pour montrer la voie à suivre à leurs coreligionnaires. Pour la promotion de la nouvelle école, les autorités ont procédé au recrutement d'un marabout de renom pour dispenser les enseignements coraniques en alternance avec le maître du français. En 1950, une école du même type vit le jour à Abéché (Tchad). En Afrique de l'Ouest, le Sénégal et le Soudan Français (Mali actuel) ont bénéficié de ce projet respectivement à Saint Louis et Tombouctou.

Ce projet ne s'étendit pas à tout le domaine colonial de la France. En Côte d'Ivoire, à la politique de dissuasion des populations musulmanes n'a pas suivi la création de medersa française. Toutefois, des propositions à l'issue des enquêtes administratives ont été faites pour amener les musulmans de la colonie à adhérer au projet éducatif colonial.

> *« Il ya fort peu de rapport entre les islamisés et nos écoles. Je n'ai vu que très rarement des élèves communs en même temps à nos écoles et aux écoles coraniques. (…) Peut-être, cependant, en exploitant habilement cette tendance arriverons-nous à rapprocher l'école coranique de l'école française. Peut-être aussi, dans cet ordre d'idées, pourrions-nous obtenir au moyen d'une légère subvention du maître indigène qu'il envoie un ou plusieurs jours par semaine tous les enfants de son école à l'école française. Mais il faudra pour cela un personnel spécial de la race du pays et de religion musulmane afin de ne point effaroucher au début les croyances des parents, mais au contraire de les rassurer et par un doigté habille, d'amener peu à peu les*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

indigènes à considérer les deux enseignements comme annexes et inséparables. (…) »[287]

Ces recommandations sont restées lettres mortes. Et les écoles coraniques, les établissements laïcs, etc. ont continué de cohabiter sur l'ensemble du territoire. La logique coloniale n'était pas la promotion de l'islam. Pour Louis BRENNER[288], la création des medersas visait moins l'avancée des écoles islamiques qu'à les transformer de sorte à saper l'influence des marabouts.

En somme, l'islam, à travers ses agents de diffusion, a fait l'objet d'une étroite surveillance. La fin du XIX^{ème} siècle marquée par la capture de l'Almamy Samory Touré en 1897 présageait déjà ce que pouvait être l'attitude des autorités vis-à-vis de l'islam. Lorsqu'à cela vint s'ajouter le vent des mouvements islamiques sous régionaux et du Proche Orient qui commençait à souffler sur la colonie, la méfiance de l'administration s'accentua et finit par des prises de mesures à l'encontre des musulmans plus précisément des marabouts, principaux acteurs du système éducatif coranique. Outre cette donne préjudiciable à l'enseignement islamique, on note d'autres facteurs qui rendent difficiles la formation des talibés.

II- LE CUMUL DES FONCTIONS DU MAITRE CORANIQUE

La fonction fondamentale du *karamoko* est l'enseignement du livre d'Allah aux enfants, aux adolescents, etc. C'est son plus grand rôle dans la société. Cependant, la société dans laquelle il mène sa vie d'homme de foi le conduit parfois à occuper d'autres fonctions au nombre desquelles l'imamat.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[287] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Rapport sur la situation de l'Islam chez les Dioula du Ouorodougou en 1914.
[288] BRENNER (Louis) cité par KANE (Ousmane), *Les Intellectuels non europhones*, Dakar, CODESRIA, 2003, p36.

1) Le karamoko – Imam

L'imamat est une des fonctions suprêmes dans une communauté musulmane. Dans la société malinké, le *karamoko* ne cède le pas qu'à l'imam et parfois même se confond avec lui lorsqu'il s'agit des communautés de petite taille. On n'est intronisé Imam qu'après avoir été consacré *karamoko* des années plutôt. Cette fonction, en dépit des nombreuses responsabilités qui lui sont assignées, ne détourne pas les imams de leur fonction d'enseignant. Ces derniers ne renoncent pratiquement jamais à l'accomplissement de cette tâche. C'est d'ailleurs leur dévouement à cette fonction qui leur a valu ce titre d'Imam. Ainsi entre enseignement et imamat s'établit un rapport de gratitude de l'un envers l'autre. A Bondoukou, Bouna, Kong, Mankono, etc., les imams ont toujours assuré leur fonction de formateur.

La formation auprès d'un *karamoko* Imam n'est pas régie selon un programme établi à l'avance. Elle est dépendante de la disponibilité du maître. Cette disponibilité, il faut la chercher en dehors des périodes des prières quotidiennes et des nombreuses sollicitations de l'Imam. Le *karamoko* Imam est à la fois au service de ses talibés et de la communauté. Il lui incombe, à cet effet, de répondre aux sollicitations que lui confèrent ses titres.

> *« Nous sommes au village, sur la terre de nos parents. Donc il arrive des moments où il n'y a pas de temps à consacrer à la formation coranique eu égard aux besoins communautaires. »*[289]

Garant de l'autorité spirituelle, c'est à l'Imam que revient l'honneur de présider les cérémonies de baptême, de mariage, les funérailles, etc. Une règlementation locale établie depuis des siècles entre les familles régit l'organisation des cérémonies. A Bondoukou, les Timité ont en charge la gestion de toutes les cérémonies religieuses quel que soit le *kabla*. Les Cissé, en charge de la

[289] Entretien réalisé le 30 avril 2008 avec Camara Abdoul Razac à son domicile familial au quartier Camarasso (Bouna).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

direction du culte à Bouna, ne s'occupent que de la famille qui les a accueillis à leur arrivée : les Camara. Les Samassi à Odienné se sont vus attribuer la fonction de *Douahoukêla*.

Les cérémonies de baptême ont lieu généralement le matin après le petit déjeuner des familles. Il n'y a pas de jour défini pour sa tenue. Elle a lieu le 7ème jour de la naissance de l'enfant. L'intervention de l'Imam se fait à deux niveaux. La première a lieu le jour même de la naissance ou le lendemain par l'appel à la prière prononcé dans l'oreille gauche puis l'oreille droite du nouveau né. L'appel prononcé dans l'oreille gauche de l'enfant est l'*Azhan*. Il est formulé comme suit :

> *« Dieu est plus grand (2 fois). J'atteste qu'il n'y a point de Dieu que Dieu lui-même (2 fois). J'atteste que Muhammad est le Messager de Dieu (2 fois). Lèves-toi pour l'office (2 fois). Lèves-toi pour le bien être (2 fois). Il n'y a point de Dieu que Dieu lui-même (2 fois). »*[290]

Quant à l'appel prononcé dans l'oreille droite, l'*Iqamah* ou annonce que la prière est prête à commencer, il est formulé comme suit :

> *« Dieu est plus grand, Dieu est plus grand ; J'atteste qu'il n'y a point de Dieu que Dieu lui-même. J'atteste que Muhammad est son Messager. Lèves-toi pour la prière, lèves-toi pour le bien être. Voilà la prière est prête. Dieu est plus grand, Dieu est plus grand. Il n'y a point de Dieu sinon lui-même. »*[291]

La seconde intervention se tient le 7ème jour de la naissance de l'enfant. Les parents, les guides religieux et les amis se retrouvent pour donner un prénom au nouveau né. Le prénom donné ce jour doit être musulman. Le nouveau né peut porter le prénom correspondant à son jour de naissance ou celui d'un parent en vie ou décédé. Le prénom est donné par l'Imam. C'est à lui aussi que revient l'honneur de faire des bénédictions au nouveau né, à ses parents, etc.

[290] HAIDARA (Ibrahim), *Op.Cit*, pp195.
[291] Idem

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Sa participation est attendue aux cérémonies de mariages. La validité du mariage en islam est sujette à certaines conditions d'où l'importance de la présence de l'Imam. Il peut ne pas être mêlé aux démarches à mener entre les familles à unir. Toutefois, il doit s'assurer lors de la cérémonie si la dot de la fille à marier a été versée. Son intervention sur la question de la dot ne s'oriente pas sur sa destination puisque ce sont généralement les parents de la mariée les bénéficiaires au détriment de leur fille conformément aux prescriptions islamiques.

Ensuite, l'Imam interroge les témoins des mariés sur l'état de santé de leur candidat au mariage. Dans cet exercice, le marié ne doit pas dissimuler son impuissance, tout comme la mariée ne doit pas mentir sur sa virginité, sa fécondité, … Tous deux doivent jouir d'un bon état de santé mental et physique. Une fois rassuré que les futurs mariés remplissent les conditions, il proclame leur union devant Allah et les Hommes.

La célébration du mariage étant un ensemble de coutumes dominées par les festivités, elle est suivie quelques jours après par des séances de prêches où sont invités l'Imam, les parents des mariés et les amis des familles unies. Ce jour, l'intervention de l'Imam est généralement axée sur l'intérêt du mariage en islam et l'obligation des conjoints l'un envers l'autre pour une meilleure vie de couple[292].

Ces cérémonies à caractère festif voient la participation des femmes et des talibés. A ces occasions, ils font des prestations de Chants de louange à Allah, au Prophète, … accompagnés des battements de mains et au rythme du *daouro* ou *lato*[293], un instrument traditionnel de musique. Ces chantres organisés sont

[292] Dans la nuit du 29 avril 2008 à Cissésso (Bouna), nous avons assisté à une séance de prêche organisée à l'intention de nouveaux mariés. Cette cérémonie fut co-animée par les *karamoko* Imams Camara Abdoul Razac et Cissé Amadou. Le thème abordé ce jour s'articulait autour des relations entre conjoints pour une meilleure vie de couple.

[293] Le *lato* ou *daouro* est utilisé dans les cérémonies de réjouissance. Cet instrument est de deux sortes. Il y en a pour les femmes et pour les hommes. Mais l'appellation est commune aux deux.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

connus sous le nom de « *beyti* ». Leur intervention est aussi appréciée lors des cérémonies funéraires.

A ce niveau, elle se limite juste aux chants sans recours aux battements des mains et à l'usage du « *daouro* ». Cette restriction est justifiée parce qu'il s'agit là d'un cas de deuil. Toutefois, on note quelques exceptions à cette règle.

> *« A la mort d'un grand père, l'ambiance de tristesse et de douleur est rompue par des manifestations joyeuses (chants et danses) de tous les petits enfants du défunt. Parfois, ils se placent en travers du chemin du cimetière pour empêcher le cortège funèbre de poursuivre sa procession solennelle. »*[294]

Comme les précédentes cérémonies, les obsèques d'un membre de la communauté est à la charge de l'Imam. Après le bain et l'enveloppement du défunt dans un linceul, il dirige la prière mortuaire. Puis sous son autorité, le mort est conduit à sa dernière demeure. Les obsèques ne se résumant pas seulement aux évènements qui entourent l'inhumation, le guide religieux est de nouveau invité à diriger les séances de sacrifices. Elles sont célébrées les 3ème, 7ème et 40ème jours du décès. A ces occasions, l'Imam accompagné de ses pairs et de quelques talibés font des lectures coraniques suivies de prêche. La famille du défunt, les amis, … font des dons aux prédicateurs et partagent avec eux de copieux repas.

A côté de ses participations aux baptêmes, mariages, etc., l'Imam est également sollicité pour le maintien de l'équilibre social. Il est tenu informé de ce rôle le jour même de son intronisation. Ce rôle est symbolisé selon l'Imam Timité Mohamed Kolonga par quelques attributs de la fonction de l'imamat que sont le turban ou *Imam namou* et le bâton de pèlerin ou *kpassa kôrôma*.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[294] HAIDARA (Ibrahim), *Op. Cit*, pp243.

« Le cercle que forme le turban autour de la tête de l'Imam montre que les musulmans doivent être unis et le kpassa kôrôma doit leur servir de guide vers le bien. »[295]

Ainsi tout le long de sa fonction d'Imam, il devra s'assurer de la bonne marche de sa société. Il devra, à cet effet, avoir un esprit de rassembleur d'Hommes. Kouakou Yao Dabila, Chef de Gbinzo (Bondoukou), à propos de l'Imam Timité Mahama Koudous, indique :

« (…) Il savait entretenir la bonne entente entre les gens. A cause de ce comportement de sa part, chaque fois qu'il y avait des litiges dans notre quartier, dès qu'il dépêchait un émissaire pour nous demander de laisser tomber l'affaire, nous acceptions aussitôt. »[296]

Outre ces manifestations où sa présence est nécessaire, l'Imam est sollicité pour les festivités de réception des pèlerins, l'organisation de commémoration de la naissance du Prophète (Mahouloud)[297], etc.

En définitive, la taille de la mission à accomplir par un Imam est énorme. La conciliation de cette fonction à celle de formateur est, à n'en point douter, difficile. Certains Imams tels que Sylla Anzoumana (Bouaké)[298] se sont rendus compte de la complexité de la tâche. Car un Imam ayant en charge des cérémonies religieuses les trois premiers jours de la semaine (lundi, mardi et mercredi) n'aura que le samedi et le dimanche pour dispenser des cours puisque le jeudi et le vendredi sont consacrés jours de repos. Dans ces conditions, la formation dont la durée n'est pas établie au préalable s'étend sur une longue

[295] Entretien réalisé le 21 avril 2008 avec l'Imam Timité Mohamed (Kolonga) à son domicile familial au quartier Imamso (Bondoukou).
[296] OUATTARA (Dabila), *Op. Cit*, p94.
[297] L'organisation du Mahouloud occupe assez les talibés. A Kélindjan (Samatiguila), elle peut s'étendre sur plusieurs jours. Cette période est répartie entre la mise en état des cases, le nettoyage du village, etc. Lors de ces travaux, un terme est mis à la formation coranique.
[298] L'Imam Sylla Anzoumana , en raison des tâche difficiles que lui incombait sa fonction de guide religieux, fit venir de Tonhoulé (Mankono) Cissé Gaoussou et Cissé Lassina – deux fils de son maître Cissé Vazié – pour la direction de son école coranique.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

période. Elle s'étend d'avantage lorsque le *karamoko* associe à l'imamat d'autres fonctions.

2) Les autres domaines d'activités du maître

Comme évoqué précédemment, la fonction première des *karamoko* est l'enseignement. Avec ce statut, ils peuvent se voir confier la charge de guide religieux. Cependant dans bien des cas, d'autres activités viennent disputer au Coran et aux *kitab* leurs places dans les préoccupations du maître.

a- La fonction de thaumaturge

La fonction de thaumaturge est l'une des activités avec laquelle le métier d'enseignant coranique se confond. Dans la mémoire collective des sociétés malinké, le *karamoko* ne peut se départir du thaumaturge. Il est le repère de la société ; celui qui peut décanter les situations de crise. On a recours à ses services pour diverses raisons :

> *« Le mariage sera-t-il réussi ? Qu'en est-il de la relation entre tel homme et telle femme ? De l'origine de telle maladie ? Du concours qu'on doit passer ? Du jour favorable pour entreprendre telle action ? »*[299]

C'est d'ailleurs l'un des objectifs inavoués de l'enseignement coranique. En effet, une consultation divinatoire s'avère nécessaire à toutes sollicitations du thaumaturge. Les procédés divinatoires sont multiples. Certaines sont de courte durée donc n'empiètent pas sur le temps consacré à la formation, tandis que d'autres éloignent le maître de son école pendant quelque temps.

Le procédé divinatoire quelle que soit sa nature doit remplir deux conditions ; être propre et être protégé. Ces deux normes imposent au *karamoko* de faire ses ablutions afin d'être débarrassé de toutes souillures et d'être protégé des puissances toujours menaçantes. En se soumettant à ses obligations rituelles, le

[299] KUCZINSKI (Liliane), *Les Marabouts africains à Paris*, Paris, CNRS édition, 2002, p161.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

karamoko augmente ses chances et devient invulnérable face aux forces invisibles qu'il côtoie.

Pour les consultations de courte durée, le *karamoko*, selon ses connaissances, regarde la paume droite de son consultant, jette dans une calebasse d'eau des petits bâtonnets dont il observe les positions, examine les photographies, analyse les indices physiques, trace dans le sable, etc. et donne les résultats de son diagnostic.

> *« D'une paralysie, Diallo sait qu'il s'agit des génies des eaux ou des forêts selon que le corps du malade soit froid ou chaud, tel autre prend en compte l'odeur que dégage son consultant : des effluves de fortes transpiration peuvent dénoter une attaque de sorcier, des relents de pourriture, de fumier peuvent indiquer un cas d'envoûtement ou un assaut de génie. »*[300]

Dans cette catégorie de consultation de courte durée, on note la divination par le chapelet et l'interprétation des rêves. Utilisés par les musulmans pour comptabiliser les *zikr* ou invocations, les chapelets, enfilades de boules en nombre variable, entrent aussi dans les procédures de divinations. Après avoir recueilli le nom du client et celui de sa mère, le *karamoko* se saisit de son chapelet et commence à marmonner des prières à la recherche de solutions aux problèmes soumis. Quant à l'interprétation des rêves, elle n'a pas la même méthode. Cet exercice est encore plus simple. On peut même le faire en cours de route, au téléphone, etc. Le résultat de l'analyse des rêves est fonction de leur nature :

> *« (…) rêver de lait est un signe de chance ; rêver de quelque chose de blanc est bon ; rêver d'un lion annonce, si l'on n'y prend garde, des problèmes administratifs ou judiciaire ; rêver qu'on s'envole est signe qu'une personne vous veut du mal mais qu'elle en est empêché par votre génie ; (…) »*[301]

[300] KUCZINSKI (Liliane), *Op. Cit*, p165.
[301] Idem

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le procédé divinatoire qui demande assez de temps est la *khalwa*. C'est une retraite spirituelle. Elle occupe une part importante des activités du maître et empiète sur la formation coranique. Pratique de tradition soufie, la *khalwa* est un moyen d'approcher Dieu. Elle fait partie des expériences ascétiques que doit vivre tout *karamoko* et même tout Cheick de village.

> *« La durée de la khalwa varie d'une nuit à plusieurs années et elle a pour but de s'attirer la grâce divine ou de repousser une calamité individuelle ou collective. »*[302]

La *khalwa* a lieu dans un endroit propice à la solitude et à la concentration nécessaire à la prière. Le cadre réservé à la retraite spirituelle doit être propre. Des *karamoko* visités ont érigé une partie de leur concession familiale en lieu de retraite. A Bouna, une des trois chambres de la demeure conjugale de Camara Abdoul Razac fait office d'espace de retraite. Quant au Cheick Samassi Aboubakar à Kélindjan (Samatiguila), c'est un terrain d'altitude élevée à proximité du village où sont bâties des cases qui accueillent tous les croyants musulmans en quête d'espace de retraite spirituelle. Cet espace porte le nom de *khalwala*. Il comporte quatre concessions construites sur le style des maisons soudanaises. Chacune d'elle dispose d'une douche et d'un WC. Un *togo* construit au milieu du domaine sert d'espace collectif pour le repos des candidats à la retraite spirituelle. Les *karamoko* ne disposant pas de lieu de retraite à domicile peuvent se retirer dans leurs plantations ou parfois à la demande des consultants dans une chambre d'hôtel.

Outre l'isolement dans un lieu propre et propice à une vie à part, la *khalwa* demande au *karamoko* une abstinence alimentaire. Ce régime alimentaire a pour but de ne pas fatiguer par une nourriture trop riche l'organisme du *karamoko* déjà éprouvé par de longues heures de prières.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[302] HAIDARA (Ibrahim), *Op. Cit*, p163.

Après ces consultations (de courtes ou longues durées) suit le don rituel ordonné par le *karamoko*. Il est désigné par le terme arabe *sadaqa*. Ce don, lorsqu'il est imposé, engage la responsabilité des consultants dans la recherche de solutions à leur problème. La réussite du travail effectué par le *karamoko* dépend de ces offres sacrificielles. C'est très souvent au non respect de ce sacrifice que sera attribué l'échec.

A la fin du don rituel, il est remis aux visiteurs des médicaments que le *karamoko* a préparés à leur intention. Ce peuvent être des produits végétaux ayant des vertus thérapeutiques mélangés d'eau « bénie » ou « *nassi* ». Cette étape enregistre la participation des talibés. C'est à eux que revient la charge de cueillette des feuilles, des écorces, … pour la confection des médicaments. La préparation du « *nassi* » est aussi à leur actif.

> *« A l'aide du kalam et de l'encre, le talibé inscrit sur la planchette des verstes prescrits par le karamoko. La planchette imprimée est lavée dans un récipient avec de l'eau potable. La substance recueillie de ce lavage constitue le nassi. »*[303]

Les médicaments peuvent être des potions à boire ou des lotions pour des prises de bains. Les deux peuvent être prescrits simultanément au consultant. A ces produits délivrés après le « *sadaqa* », on peut ajouter les talismans. L'une des caractéristiques majeures de ces produits est de les porter sur soi en permanence soit dans son sac, dans sa poche, son porte monnaie, … et la nuit, sous son oreiller, sous son matelas, etc. Quant aux rôles joués par ces talismans, nous nous référons à l'analyse de Jean Pierre BAYARD :

> *« L'homme ne peut (…) continuellement prier et le danger peut surgir à chaque instant. (…) Alors l'homme invente des marques : il charge un objet quelconque d'une puissance particulière qui doit continuellement le sauvegarder. »*[304]

[303] Entretien réalisé le 09 mai 2008 avec Traoré Amadou à son domicile familial au quartier Traoréla (Kong).
[304] BAYARD (Jean Pierre), *Les Talismans*, Paris, TCHOU, 1976, p10.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Toutes ces séances de travail extra éducatif, de la consultation à la prescription des médicaments, se font aux dépens de la formation coranique des talibés. Ces derniers, victimes de ces pratiques, ne sont pas au bout de leur peine puisque les *karamoko* sont connus pour leur amour pour le travail de la terre.

b- La fonction d'agriculteur

Les travaux champêtres font parties des occupations majeures du maître coranique. Installé sur la terre de ses ancêtres ou à la demande d'une communauté, il met en valeur l'espace cultivable qui lui a été réservé pour subvenir à ses besoins quotidiens. Ces besoins vont de la recherche de moyens de subsistances de la famille nucléaire du *karamoko* à celle des enfants qui lui ont été confiés pour leur éducation religieuse. Lorsque la taille de la charge à supporter devient énorme, le *karamoko*, qui vit du travail de la terre, va redoubler d'effort pour une meilleure productivité de ces plantations. Cette démarche ne va pas sans heurter le programme éducatif dans son déroulement.

Les activités agricoles des *karamoko* sont de deux types. On a, d'une part, les activités périodiques et celles dites pérennes, d'autre part. Elles sont catégorisées selon le type de cultures. Les activités périodiques concernent les cultures saisonnières notamment les vivriers tels le riz, le maïs, l'igname, etc. Les cultures pérennes sont aussi diversifiées que les précédentes. On a dans la moitié Sud du pays les plantations de cacao, de café, ... et dans la moitié Nord des superficies consacrées à la culture d'anacarde, du coton, etc.

Les activités agricoles dites cultures pérennes font partie des préoccupations des marabouts. Elles sont importantes mais par souci de synthèse nous limitons notre analyse aux cultures vivrières. En effet, la pratique des cultures vivrières occupe une part du temps du maître coranique. Elle débute dès l'annonce de la saison des pluies (mars-avril) par le défrichage de l'espace choisi pour la culture. Un seul maître peut avoir plusieurs champs sous son autorité. Il peut associer le riz au maïs, et parfois ajouter à ceux-ci l'igname, le mil, etc. L'importance des

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

superficies exploitées est fonction des effectifs des personnes à la charge du maître. C'est d'ailleurs dans cet effectif que ce dernier recrute sa main d'œuvre.

La culture du riz[305] est une activité qui mobilise assez d'énergie humaine. On la pratique presque partout en Côte d'Ivoire. Elle s'étend généralement sur une période de cinq mois au maximum. Dès son départ, elle laisse une place à la formation des talibés. Les cours débutant à la fin de la prière de l'aube – *Soubh* – jusqu'au lever du soleil, n'empiète pas sur le temps consacré au défrichage du champ. Une fois de retour au village le soir venu, les cours reprennent après le dîner. Ce programme se poursuit jusqu'à la phase de désherbage de la rizière. Mais lorsque le champ commence à produire, le programme d'étude est soumis à des réaménagements quotidiens. Cette phase exclut du programme d'étude les séances de formation matinale. Dès la fin de la prière de l'aube, les talibés doivent impérativement se rendre au champ. Ils doivent y arriver avant le lever du soleil pour empêcher les oiseaux de s'alimenter de la production de la rizière. C'est seulement au coucher du soleil[306] qu'ils regagnent le domicile du maître où après le dîner, ils reprennent les cours autour des flammes du brasier. Toutefois, les talibés peuvent être exemptés de prise de cours lorsque le maître s'aperçoit de leur état de fatigue. L'activité de surveillance de la rizière atteint son terme lorsque le riz est récolté et mis dans les greniers.

Comme le riz, l'igname[307] fait partie des aliments les plus usités des ménages musulmans du pays. La pratique de la culture de l'igname demande aussi une mobilisation importante de main d'œuvre. Les travaux d'un champ d'igname débutent par le défrichage des lieux suivi de la mise à feu des débris végétaux pour l'enrichissement du sol en éléments nutritifs. Après cette étape, les talibés

[305] Le riz fait partie des aliments de base de la population ivoirienne dans son ensemble. Sa culture nécessite l'apport de main d'une œuvre importante. Nous proposons l'exemple de la rizière pour mieux élucider le rôle joué par les talibés.

[306] Les talibés rentrent en familles au couché du soleil ; cette période n'est pas fonction d'une heure précise. Elle correspond au départ des oiseaux vers leurs nids.

[307] Tout comme le riz, l'igname est l'un des aliments dont la culture met à rude épreuve les talibés. Ses travaux empiètent sur la période consacrée à la formation coranique.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

font des buttes et y mettent des boutures d'ignames. Lorsque de ces boutures enfouies sortent des germes quelques semaines plus tard, ils les lient à l'aide de cordes à des bâtons ou à des arbustes qui leur serviront de tuteurs.

Dans ce programme d'activité, les talibés suivent les cours le matin et le soir. Ces séances de formation connaissent des difficultés quand des tubercules d'ignames se forment à l'intérieur des buttes. En effet, les tubercules d'ignames font partie des aliments préférés de certains animaux dont les phacochères. On les rencontre dans les zones savanicoles du pays. Ils se servent de leur paire de défenses la nuit pour percer les buttes à la recherche du produit précieux qu'est l'igname. Leur intervention dans un champ d'ignames pendant une semaine peut anéantir les efforts de plusieurs mois. Pour les empêcher d'avoir accès à leur champ, les talibés établissent des palissades tout autour de l'espace cultivé. Lorsque ces mesures s'avèrent inefficaces, ils se rendent au champ les nuits pour assurer la sécurité[308]. Durant cette mission, ils sont privés de cours le soir.
Pour parer à ce type de situation, certains *karamoko* se sont établis avec leur famille et leurs talibés dans leur plantation. C'est dans ce contexte que furent créés Djabadougou (Mankono) et Kélékélé (Kong) respectivement par les *karamoko* Haïdara Bagagbèma et Coulibaly Moustapha. Pour les initiateurs de ce projet, cette installation avait pour objet de faciliter la conciliation de la formation coranique et des travaux champêtres.

Mais une étude comparée effectuée dans quelques établissements coraniques permet de montrer l'effet des travaux champêtres sur la formation. Fofana Ousmane, talibé du *karamoko* Fofana Matiguidenden – Imam et cultivateur à Mankono – a fait les trois cycles d'études entre 1976 et 2004, soit une durée de 28 ans. Dosso Lacina, un talibé de la même école inscrit en 1980, était au second cycle en 2004. La situation dans les établissements des maîtres coraniques n'ayant pas de plantation n'était pas similaire. Bamba Motala et Bamba

[308] Ils adoptent la même stratégie quant il s'agit de protéger les champs de maïs contre les singes.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Amadou, tous deux talibés de Camara Akilou (Bondoukou) ont fait les deux derniers cycles de formation de 2002 à 2006, soit une durée de 04 ans. Traoré Amadou, a reçu son *Isnad* du *karamoko* Sogodogo Ibrahim au bout d'une période d'études de 15 ans (1986 – 2001). Ces établissements ne disposant pas de liste de talibés, cette analyse ne tient pas compte des cas d'abandons occasionnés par les difficultés de la conciliation entre études et travaux champêtres. Toutefois, l'avis de Fofana Ousmane peut élucider substantiellement cet état de fait :

> *« Quand j'ai débuté ma formation auprès du karamoko Matiguidenden en 1976, nous étions environ une soixantaine de talibés. Mais en 2004, seulement trois talibés suivaient encore les cours. »*[309]

De divers points de vue, la conciliation de la formation et des activités agricoles constitue un handicap du système éducatif coranique. Ce constat conduit certains auteurs tels Paul MARTY et Renaud SANTERRE à soutenir que les établissements coraniques sont un prétexte à la recherche de la sécurité sociale du *karamoko* et de sa famille.

> *« (…) beaucoup de marabouts sénégalais ouvrent une école autant pour se procurer une main d'œuvre agricole que par piété. (…) Jusqu'à une date récente au Nord Cameroun, le maître coranique pouvait compter sur la main d'œuvre de ses maccubés et de ses élèves pour remplir ses greniers. »*[310]

c- La fonction de commerçant

Le parcours de l'historiographie de l'islam en Côte d'Ivoire révèle qu'outre les soldats de l'armée coloniale, etc. les colporteurs ont été eux-aussi des agents de l'islamisation. Au début du XXème siècle, les auteurs intéressés par la question de l'islam dans cette partie du continent africain ne dissocient pas le musulman de la fonction de commerçant.

[309] Entretien réalisé le 27 juillet 2008 avec Fofana Ousmane à son domicile familial au quartier Mamina (Mankono).
[310] MARTY (Paul) cité par SANTERRE (Renaud), *Op. Cit*, pp91.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les Mandé Dioula, aidés par l'administration coloniale, sont en partie à l'origine de la diffusion des valeurs islamiques au delà des zones savanicoles du pays (voir Chapitre 1). Sillonnant les villages où ils vendent leurs produits, ils ont mis en place une stratégie pour la réussite de leur mission : le *djatiguiya*.

> *« Le djatigui désigne étymologiquement, l'autochtone, celui qui a toujours été là et qui reçoit un nouveau venu ; le djatigui serait le logeur, l'hôte. Le djatigui, dans la terminologie commerciale, c'est celui qui connaît bien la région en matière de dispositions commerciales, donc qui est susceptible de fournir des renseignements utiles sur les saisons, des récoltes, des cours des matières premières et les routes commerciales. »*[311]

Grâce à ce système, ils ont pu amener de nombreuses personnes à l'islam. L'enseignement a servi de moyen à cette transformation sociale et religieuse.

> *« Les commerçants musulmans (Dioula) et les marabouts ont attiré l'attention du païen par leurs ablutions et leurs prières en public, les villageois apprivoisés éprouvèrent de la confiance et du respect, ils s'habituèrent à solliciter des conseils de l'homme sage qui sait écrire et lire dans les livres. Le musulman répondait volontiers et se montrait tout prêt à partager ses privilèges avec les nouveaux convertis ; fixé dans le pays, définitivement établi, il vend des amulettes et des remèdes. Il impose parfois comme condition que l'enfant aille à l'école coranique, (…) »*[312]

Facteur de l'islamisation de nombre de contrées, le commerce est ainsi assimilé à la fonction d'enseignant coranique. Pour subvenir à leurs besoins que seuls les revenus de l'agriculture, etc. ne peuvent combler, les *karamoko* allient à leur métier d'enseignant celui du commerce. On compte parmi les *karamoko* commerçants l'Imam Timité Mahama Koudous[313] à la fin de la Première guerre mondiale. Mais aucune indication n'a été donnée sur la nature des produits commercialisés par ce savant.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[311] FOFANA (Lemassou), *Op. Cit*, pp35.
[312] HAIDARA (Ibrahim), *Op. Cit*, pp99.
[313] OUATTARA (Dabila), *Op. Cit*, pp25.

Pour beaucoup de musulmans, le commerce était considéré comme une activité alternative pour la saison sèche. Pendant la période coloniale, il permettait de se procurer rapidement des moyens pour faire face au payement de l'impôt. Plusieurs produits composaient les marchandises des marabouts. Ils allaient des produits des activités agricoles à ceux de la fonction de thaumaturge. Ces produits étaient écoulés les jours de marchés. Ces jours étaient tournants. Chaque localité en disposait. Et le *karamoko,* selon sa disponibilité, pouvait s'y rendre ou se faire représenter. En effet, les produits des cultures vivrières – excepté la partie réservée exclusivement à la consommation – étaient commercialisés pour faire face aux besoins quotidiens du *karamoko*. Ce dernier se réservait une place au marché où étaient étalés ses excédents d'ignames, de maïs, etc. Lorsque le jour de marché coïncidait avec un jour ouvrable, les talibés en charge de la vente des marchandises étaient privés de cours. Ce n'était qu'à leur retour le soir qu'ils pouvaient se mettre au même niveau que leurs amis. Pour ces activités, les talibés n'étaient pas toujours les mêmes à être sollicités. Chacun d'eux avait son tour de participation. Dans cet exercice, chaque talibé développait une compétence particulière qui pouvait lui être profitable au sortir de la formation.

Les activités commerciales pour lesquelles le *karamoko* se déplaçait étaient en général des trafics à longues distances. Les produits proposés, à cet effet, étaient choisis en tenant compte des besoins des localités où avait lieu le marché. Lors de ces entreprises, le *karamoko* ne se déplaçait pas seul. Il se faisait accompagner de ses talibés et parfois de son épouse. C'est à ces derniers que revenait la charge de porter les marchandises du maître. Elles étaient enveloppées dans des peaux de moutons et portées sur les têtes. Le seul moyen de déplacement lors de ces missions était l'énergie des jambes. Peu importaient les distances à parcourir.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

« Au cours de notre formation, nous chargions les pagnes indigo que nous allions vendre dans les villages environnants à pied. Avant, nos parents allaient plus loin. Mon père (Traoré Logossina) a affirmé avoir marché d'ici (Kong) jusqu'à Bocanda. C'est d'ailleurs là-bas que je naquis lors d'un de ses séjours. »[314]

Ces expéditions commerciales tenaient compte des études des talibés. Avant leur départ, ils rangeaient leurs tablettes, leurs *kitab*, etc. dans les bagages qu'ils portaient. Les séances de formation n'avaient pas lieu dans les cadres habituels.

« C'est en cours de route, dans les localités d'escales, … que les talibés apprenaient les cours les soirs. »[315]

La durée de ces séjours était variable d'un *karamoko* à un autre. Certains consacraient la période des saisons sèches à ces activités et regagnaient leur famille dès l'annonce des premières pluies ; d'autres par contre, conditionnaient leur retour en famille par la fin de l'écoulement de leurs produits. Cependant, des évènements tels les maladies, les décès, etc. pouvaient écourter leur séjour commercial.

Outre cette fonction, les *karamoko* ont pris part à d'autres types d'activités. On note parmi eux la maçonnerie, le transport, etc. Ils sont allés jusqu'à occuper des postes dans l'administration coloniale : les Assesseurs des tribunaux. Selon la réglementation en vigueur en 1912, les Assesseurs étaient recrutés parmi les chefs de cases musulmanes les plus intelligents et ayant fait montre de loyalisme à l'égard des autorités.

« Il n'y a pas de mufti ou docteur de la loi islamique ; l'Almamy est presque toujours l'Assesseur de statut musulman de nos tribunaux indigènes ; son rôle judiciaire ne va pas au-delà. »[316]

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[314] Entretien réalisé le 06 mai 2008 avec Traoré Abou à son domicile familial au quartier Traoréla (Kong).
[315] Idem
[316] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Série 3EE2 (10), Rapport sur l'Islam du Cercle du Tagouana le 19 avril 1914.

Ce choix des colonisateurs[317] répondaient à leur souci d'accorder quelques crédits à leurs collaborateurs indigènes. C'était une marque de confiance qu'ils témoignaient à leurs administrés pour dire le droit coutumier.

En définitive, l'exercice des fonctions extra éducatives se fait au détriment de la formation coranique des talibés. Il réduit considérablement le nombre d'heures consacrées à l'enseignement et prolonge la durée du séjour d'étude des talibés au côté de leur maître. Cette pratique, réglementée par aucun texte, trouve sa justification dans le caractère social de ce système éducatif : la gratuité de la formation. A ces maux préjudiciables à l'enseignement, on peut ajouter les limites organisationnelles de ce programme d'étude.

III- LES LIMITES ORGANISATIONNELLES DE L'ENSEIGNEMENT CORANIQUE TRADITIONNEL

La formation coranique traditionnelle dans son déroulement présente des facteurs qui portent des préjudices énormes au fonctionnement de ce système éducatif dans son ensemble. Ces données sont d'ordre méthodologique et structurel.

1) Les problèmes méthodologiques

Les difficultés méthodologiques énumérées résident dans la démarche pédagogique. Les talibés, dès leur entrée à l'école, sont initiés à la lecture des sourates sans un exercice préalable d'alphabétisation. En effet, l'alphabet arabe comprend 28 lettres dont 25 consonnes et 03 voyelles. Les voyelles sont de deux types : les voyelles simples et les voyelles doubles. Au nombre des voyelles simples, on a des tracés verticaux (-) placés au dessus ou en dessous des consonnes et des signes – tels des apostrophes (') – placés uniquement au dessus des consones. Quant aux voyelles doubles, elles respectent les mêmes

[317] KOUASSI (Yao), *La Justice indigène en Côte d'Ivoire (1893 – 1924)*, Mémoire de Maîtrise, Université de Cocody – Abidjan, Faculté d'Histoire, Abidjan, sd, p79.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

dispositions que les précédentes mais avec une nette distinction : les signes (les tracés verticaux et les apostrophes) sont doublés. Un tracé placé au dessus d'une consonne est lu « a » et celui en dessous « i ». Le signe apostrophe se lit « ou ». Quant elles sont doublées, les voyelles « a », « i » et « ou » deviennent respectivement « an », « in » et « oun ». Dans la langue arabe, les voyelles « e », « o » et « u » n'existent pas. Il en est de même pour certaines consonnes dont « p », « x », etc.

La distinction des caractères arabes est complexe. Une lettre peut avoir à elle seule trois positions selon qu'elle soit en début, au milieu ou à la fin d'un mot. Seulement des exercices syllabiques peuvent aider à la compréhension de ces méthodes.

Toutes ces données de l'alphabet sont inconnues des talibés au départ de leur exercice de mémorisation et de récitation du Coran. Ils ne les sauront d'ailleurs jamais tout le long du premier cycle d'étude. Dans cette perspective, ces derniers sont incapables d'entamer seuls la lecture de nouveaux versets sans une lecture du *karamoko*. Ainsi les talibés ayant arrêté leur formation au premier cycle d'étude se voient incapable de lire des livres autres que le Coran sans l'aide de personnes avisées. De tels talibés ne deviennent que des dépositaires d'un savoir récitatif après une formation d'au moins 4 ans.

Pourtant la méthode syllabique consiste à connaître par cœur ce qu'on apprend (lettres, mots, etc.) et développe l'esprit de l'apprenant. Celui-ci, au bout de quelques mois, arrive à lire seul n'importe quel livre.

A l'analyse, la démarche pédagogique des écoles coraniques peut être schématisée comme suit : le Coran ou le *kitab*, le maître et le talibé. Le Coran ou le *kitab*, la source du savoir divin ; le maître, celui qui véhicule le message divin ; et le talibé, l'apprenant. Cette disposition obéit au principe selon lequel les faits et les commentaires qui en découlent sont sacrés. Cette situation

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

renforce la dépendance du talibé vis-à-vis du maître et crée par conséquent une attitude d'automatisme dans les réactions des apprenants. Un élève de l'école William Ponty de Dakar (Sénégal) fait le portrait d'un talibé pour illustrer ce constat.

> *« Il devient partout un sujet discipliné qui abhorre les discussions. Dès qu'on prononce ''le marabout a dit'', aucun appel à la réflexion et au jugement, il faut obéir et exécuter aussitôt ; il ne lui vient même pas à l'idée que le marabout peut se tromper. »*[318]

Dans ce système éducatif, aucun texte ne proscrit l'usage des images dans la formation même si le matériel didactique – Coran et *kitab* – n'en contient pas. La connaissance acquise est essentiellement livresque et orientée vers le spirituel. Aucun regard n'est jeté sur les choses de la nature, les activités de la vie quotidienne, etc. C'est bien pourtant la connaissance des choses temporelles qui facilite l'acquisition de certaines valeurs telles la communication, le dialogue en langue, etc. La grammaire, la conjugaison, … sont plus mises au service de la compréhension du *tafsir* qu'à la connaissance de l'arabe et de son parler. Cette démarche étant exclue de la méthode de formation, la communication entre les acteurs lors des cours se fait dans les langues vernaculaires. Les textes sont lus en arabe mais les explications qui en découlent sont faites en langue locale. Les échanges entre les talibés se font de la même manière. Leur connaissance des êtres, des choses de la vie quotidienne dans la langue arabe peut être irréprochable mais la communication dans cette langue est difficile. Un *karamoko* rencontré à Koumbalasso (Bondoukou) affirme connaître l'arabe mais il préfère le garder pour lui-même.

> *« Je comprends l'arabe mais je le parle dans mon ventre (intérieurement) »*[319]

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[318] SANTERRE (Renaud), *Op. Cit*, p147.
[319] Entretien réalisé le 16 avril 2008 avec Camara Akilou à son domicile familial au quartier Koumbalasso (Bondoukou).

Cette affirmation, dans la mesure où l'arabe n'est pas la langue parlée à Bondoukou, justifie la réponse de ce *karamoko*. Yves PERSON, par contre, trouve d'autres raisons à ce refus des *karamoko* de communiquer dans cette langue.

> *« Un marabout, même très savant en arabe écrit, ne parlera jamais l'arabe. Ou bien, il le parlera avec un marabout visiteur. Mais l'évitera en général parce que, du fait que l'arabe est écrit, on estime que l'utiliser pour des choses triviales de la vie quotidienne, pour discuter avec sa femme, ses enfants ou ses voisins du temps qu'il fait, et des petits problèmes, c'est abaisser la langue sacrée. »*[320]

Cependant, selon cet auteur, lorsqu'ils parviennent à communiquer dans cette langue, la manière dont ils la prononcent étonne beaucoup les arabophones. Aussi, on a pu noter à l'issue de nos investigations des différences régionales au niveau de la phonétique. Chacune des localités du Nord du pays psalmodie l'arabe avec une prononciation propre à leur langue. L'évaluation des talibés ne tient qu'à cette manière de lire sans aucune référence à la technique de lecture arabe. Les talibés ressortissant de Korhogo ou d'Odienné en formation à Mankono doivent impérativement prendre les cours dans la langue koyaka. Les *karamoko* de Bondoukou, Bouna, etc. dispensent dans leur langue locale les cours aux talibés issus de diverses contrées du pays[321].

Outre les différences régionales observées, l'un des aspects préjudiciables au bon déroulement de la formation islamique est son caractère répressif. Certes l'école coranique enseigne la morale, la politesse, … mais la formation a lieu dans une atmosphère de contrainte continuelle. Les talibés n'ont droit à la parole que lorsqu'on la leur donne. Les techniques de punition, qui vont des

[320] PERSON (Yves), « Tradition musulmane et tradition africaine dans la société Malinké », in *Mémoire du CEERMA*, Paris, 1979, p116.
[321] Ces initiatives ont un caractère social fort dans les sociétés musulmanes. En effet, elles facilitent le brassage culturel.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

avertissements verbaux, des privations, aux sévices corporels, etc. sont une des composantes de la méthode de formation.

Quand un talibé fait de la pratique de l'école buissonnière son quotidien, le *karamoko* envoie une délégation de grands talibés le chercher à travers le village et le ramener de force aux cours. Une fois sur les lieux de cours, il reçoit sa punition avant de regagner ses amis. Les punitions sont généralement des sévices corporels telle l'épreuve des 4 gaillards[322], les pompes, etc. Elles peuvent être suivies de privation de nourriture mais cette méthode est parfois peu efficace puisque les talibés disposent de plusieurs procédures pour se procurer de quoi à manger.

Au cours de cette formation, les parents des talibés n'interviennent pas pour intercéder en faveur des apprenants. Le « don » de leurs enfants qu'ils ont fait au *karamoko* lors des inscriptions est le symbole de la confiance placée en ce dernier. Dans cette dynamique, nul besoin pour eux d'analyser la portée de ces punitions sur l'éducation de leurs enfants. D'ailleurs, ils se joignent au maître pour « éduquer » les talibés récalcitrants.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

2) L'autonomie des écoles coraniques

Le système éducatif coranique traditionnel repose sur des normes de fonctionnement ; ce qui permet de préciser son déroulement. Cette organisation n'est cependant pas le fruit d'un travail collégial. Elle est l'émanation d'un seul individu – le *karamoko* – de qui tout le système dépend. En effet, les écoles coraniques sont connues pour leur individualisme. Ces établissements sont des structures « non administrées ». Ils ne laissent entrevoir dans leur structuration aucune place à du personnel comme dans les institutions éducatives ordinaires. Toutefois, on distingue deux composantes dans sa structuration. Le *karamoko*,

[322] Il s'agit d'une technique de punition à la quelle participent au moins quatre personnes en plus du maître et du talibé à punir. Au cours de cette épreuve, chacune des quatre personnes se saisit des membres (pieds et poignets) du talibé torse nu et couché à même le sol ou suspendu pour qu'il reçoive sur son dos les coups de fouet du karamoko.

au sommet de la hiérarchie, est celui de qui émane toute l'instruction ; et à la base, les talibés qui ne sont autres que des apprenants.

Cette organisation dans laquelle il n'est fait mention d'aucune fonction intermédiaire entre enseignant et enseignés, le *karamoko* peut s'attacher les services de quelques talibés – les grands talibés – pour l'aider dans ses tâches quotidiennes. Le pouvoir délégué à ces derniers est évolutif et fonction de leur valeur intrinsèque en sciences islamiques. C'est à eux que revient la charge des plus jeunes lorsque le maître est en déplacement ou indisponible. Un grand talibé ayant abusé de la confiance du *karamoko* peut être démis de cette fonction au profit d'un autre.

Cette dépendance directe à l'égard du *karamoko* est une des caractéristiques qui fragilise le système éducatif. Selon une analyse de Stefania GANDOLFI, la conséquence immédiate de cet état de fait c'est qu'une :

> *« (…) école s'éteint avec le maître qui l'anime. Une autre renaîtra peut être ailleurs, dans plusieurs années sans aucune liaison avec la première. »*[323]

Ce phénomène touche moins les écoles de lignées maraboutiques. Institutions familiales, elles disposent toujours de la ressource humaine pour occuper les places laissées par les enseignants décédés. Les familles de clercs musulmans tels les Timité et Kamagaté (Bondoukou), Camara et Cissé (Bouna), Konaté et Sanogo (Kong), Diaby et Samassi (Samatiguila), Fofana et Karamoko (Mankono), etc. en sont des illustrations parfaites. Les *karamoko* membres de ces clans s'exposent à ce phénomène lorsqu'ils exercent dans les localités autres que leur terre d'origine. Plusieurs établissements ont connu ce problème. Après le décès de Sanogo Bafêmory en 1981, son école à Dar Es Salami (Bobodioulasso - Burkina Faso) a fermé ses portes et ses talibés se sont

[323] GANDOLFI (Stéfania), « L'Enseignement islamique en Afrique noire » in *Cahiers d'études africaines*, XLIII, n° 169-170, 2003, p266.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

dispersés à la recherche d'autres formateurs. Les frères Sanogo Lanciné Bissiri et Sanogo Souleymane n'ont pas eu de successeurs pour poursuivre leur mission d'enseignant coranique à Bouaké.

Les enseignants invalides connaissent eux aussi ce problème. En effet, affaibli par l'âge, l'octogénaire Karamoko Bouaké a renoncé à la fonction d'enseignant. Deux de ces enfants Karamoko Ali et Karamoko Mamadou se sont orientés vers un autre type de fonction religieuse – l'Imamat – au détriment de l'enseignement. Ils officient les prières quotidiennes dans les mosquées des quartiers Abattoir et Tazibo de la ville de Daloa.

Les écoles les plus exposées à ce danger sont celles tenues par les *karamoko* dont les noms sont inconnus des familles de longue tradition maraboutique. Elles ne résistent pas à la disparition de celui qui tient les rênes de la formation. Ces types d'établissements, qui relèvent plus de l'autorité d'une personne que d'un clan, voient leur porte fermée dès que l'annonce du décès du *karamoko* est faite. Lorsque le défunt a un fils ou un talibé déjà *karamoko*, ce dernier peut prendre le relais de la formation. Mais les risques d'avoir un effectif de talibé considérablement réduit sont importants. Les investigations menées à Kong ont permis de révéler le cas de l'école de Coulibalysso. Après la mort de Coulibaly Moustapha, son école continua de fonctionner sous la direction de son fils Coulibaly Bafêtigué mais avec une moindre influence.

> *« Lorsque mon père rendit l'âme, je n'étais pas encore karamoko. Cependant, j'ai tenu à continuer son œuvre avec les talibés. Certains de ces derniers sont rentrés chez eux à la demande de leurs parents. »*[324]

Par ailleurs, cette autonomie dont jouissent les établissements coraniques peut avoir des influences sur le niveau d'instruction des talibés. En effet, comme

[324] Entretien réalisé le 09 mai 2008 avec Coulibaly Bafêtigué à son domicile familial au quartier Coulibalysso (Kong).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

évoqué précédemment, tout le savoir islamique des apprenants émane du *karamoko*. Mais le domaine de la formation étant vaste, il arrive parfois que le *karamoko* n'ait pas eu durant son cursus à étudier certains livres. Au cours de nos entretiens, on a entendu dire de certains talibés : *« on n'a pas tels ouvrages dans notre programme ou encore tel enseignant maîtrise mieux telles disciplines quel tel autre »*. Or dans ce système éducatif, il n'est fait mention d'aucune politique de formation ou de recyclage des maîtres. On note juste des séances de cours de perfectionnement non coordonnés[325], des visites de courtoisie entre *karamoko*, … qui peuvent parfois donner lieu à des explications de versets, etc.

> *« Nous étions aux cours un matin lorsque arriva le karamoko Gbané Guéna. A sa vue, notre maître (Kamagaté Youssouf) alla à sa rencontre et lui donna à s'asseoir. Après les salutations fraternelles, le visiteur affirma à notre maître qu'il le sollicitait pour l'explication d'un passage d'un livre qu'il tenait en main. »*[326]

Dans les situations où le *karamoko*, ignorant des enseignements de quelques livres, ne fait pas preuve d'humilité, les talibés à sa charge se limiteront à ce qu'il leur enseignera et verront leur formation amputée de certaines valeurs.

*****

Au terme de cette analyse, il convient de noter que le système éducatif coranique rencontre d'importantes difficultés dans son fonctionnement. Ces maux sont à la fois internes et externes. Au chapitre des difficultés internes, on observe des problèmes organisationnels liés à la méthode d'enseignement et au caractère individualiste des établissements coraniques. Les *karamoko*, acteurs principaux

[325] Les séances de formation dites cours de perfectionnement concernent les chefs de ménages, les karamoko, … qui prennent des enseignements avec d'autres maîtres. Ce fut le cas avec Timité Fabakary considéré comme le maître des maîtres à Bondoukou. Ces formations n'obéissent pas à un programme défini à l'avance. Chaque apprenant, en fonction de ses besoins, reçoit son enseignement.

[326] Entretien réalisé le 22 mai 2008 avec Diané Bassiriman à son domicile familial au quartier Dianéla (Koko – Korhogo).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

de la formation, participent eux aussi à l'enlisement de la situation de ces écoles. L'élément fondamental mis en cause dans cette partie est le cumul des fonctions de ces enseignants. Ces données répertoriées ne sont pas exhaustives certes, mais elles constituent une part importante des maux qui fragilisent le fonctionnement des écoles coraniques.

Outre ces difficultés internes, on note celles imputables à l'administration coloniale. L'attitude des autorités coloniales vis-à-vis de l'Islam a varié au gré des circonstances. Lorsque le vent de la méfiance générale à l'égard des personnages religieux attint la colonie, la politique musulmane fut consacrée à la surveillance des marabouts ; et face au dynamisme des écoles coraniques, elle fit des propositions sur la nécessité de franciser ces établissements. Ce projet - connu sous le nom de medersa – vit le jour à la veille de l'indépendance du pays sur des initiatives privées.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

2ème Partie :

L'AVENEMENT DES MEDERSAS EN COTE D'IVOIRE : Entre crise intra communautaire et reforme du système éducatif coranique

(Fin de la décennie 1940 à celle de 1980)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'empire coloniale est secoué par des mouvements islamistes sous la conduite d'étudiants locaux et étrangers ayant parfait leur formation dans les prestigieuses universités du monde arabe. Ces mouvements connus sous l'appellation de « wahhabisme » vont, à travers leurs stratégies d'approche et leurs idéaux, bouleverser l'ordre social fortement marqué par l'influence des marabouts, les agents authentiques de l'islamisation en Afrique de l'Ouest.

Ces nouveaux marabouts, guidés par leur désir de purifier la religion du Prophète Mahomet, vont opérer des réformes dans la pratique de la foi en islam. De la question de l'unicité de Dieu au rituel qui entoure le culte, aucun élément n'a manqué à leur regard critique. Cette rupture d'avec les autorités religieuses traditionnelles sur certaines questions de la pratique de l'islam va toucher le domaine du système éducatif coranique avec la création d'école de type medersa.

Les medersas firent d'abord leur apparition dans les grandes villes – Bouaké puis Abidjan et Daloa – avant de s'étendre aux autres agglomérations du pays. Conçues sur le modèle de l'enseignement de l'administration coloniale en place, les medersas sont administrées et l'enseignement, divisé en cycle d'une durée déterminée, est sanctionné par des diplômes. A la faveur de l'avènement de ce type d'école et pour une meilleure coordination des activités islamiques, une dynamique nouvelle vit le jour au sein de la communauté musulmane : la création de structures associatives. Elles virent le jour dès le début des années 50 sur des initiatives communautaires avant de bénéficier plus tard du soutien de l'Etat indépendant de Côte d'Ivoire.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Chapitre 4

LE CONTEXTE ET LES ACTEURS DE LA NAISSANCE DES MEDERSA

Au moment où la colonie de la Côte d'Ivoire aborde un tournant décisif de son histoire, à la suite de la Conférence de Brazzaville en 1944, les autorités administratives, politiques et religieuses faisaient face à l'entrée sur la scène publique de nouveaux clercs musulmans en mission pour la diffusion des enseignements du savant saoudien Muhammad ibn Abd al-Wahhab[327]. Bouaké, centre urbain de forte présence Mandé Dioula, a été le point de départ de ce mouvement. Les idéaux de ces réformistes s'articulaient essentiellement autour du retour des musulmans à la pratique de l'islam des premiers croyants et excluaient toutes innovations ou *bid'a* introduites dans la religion. Cette donne allait à l'encontre de la perception des marabouts locaux.

Toutefois, cette présence de ces réformistes n'a pas que mis en mal la cohésion au sein de la communauté ; elle a aussi contribué à la création d'un nouveau type d'établissement coranique, la medersa.

Ce présent chapitre va s'atteler au conflit engendré avec l'arrivée à Bouaké des réformistes d'une part et à la création de la première medersa ainsi que les échos qu'elle a eu dans les autres localités du pays, d'autre part.

I- BOUAKE : POINT DE DEPART DU MOUVEMENT REFORMISTE

Si l'islam a fait son entrée en Côte d'Ivoire par les zones septentrionales, les réformes apportées dans cette religion ont quant à elles emprunté d'autres voies. Elles ont fait leur apparition à Bouaké, grande ville située en plein pays baoulé, avant de se répandre dans le reste du pays. Cette irruption sur la scène publique,

[327] Muhammad ibn Abd al-Wahhâb (1703 - 1792) est un négociant originaire de la ville d'Iyané dans l'Arabie centrale. Il reprenait à son compte la vieille doctrine hanbalite (du nom de Ibn Hanbal) remontant au IX^{ème} siècle et renouvelée au XIII^{ème} siècle par Ibn Taymiya. Son intention était de ramener l'islam à sa primitive pureté.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

avec les innovations introduites dans la pratique de la foi des croyants, ne s'est pas fait sans heurts.

1) Du conflit intra communautaire dit des « bras croisés » …

A la diffusion des idéaux réformistes, un conflit va éclater au sein de la communauté musulmane. Cette crise, la première du genre sur le territoire national, est connue sous l'appellation de conflit des « bras croisés ». Elle a opposé les partisans des « bras croisés » ou réformistes à ceux des « bras allongés » ou traditionnalistes.

a) Le premier conflit des « bras croisés »

Le réformisme, tel que connu en Afrique de l'Ouest et particulièrement en Côte d'Ivoire, est la conjugaison de deux mouvements qui prennent leur source dans le monde arabo musulman. L'un, la Salafiya[328], est né au XIX^{ème} siècle de la volonté des musulmans de combattre l'impérialisme des puissances européennes par une réelle remise en cause de leurs potentialités scientifiques et technologiques.

> *« Deux voies s'offrent à eux (les arabes musulmans) qu'ils rejettent : celle d'un enseignement islamique traditionnel (…) tout à fait inopérante à l'époque de la révolution industrielle et celle d'un alignement pur et simple sur l'occident, qui obligerait à renoncer aux valeurs islamiques et à accepter la culture étrangère. De cette tension est née la réforme islamique. »*[329]

Et l'autre, la Wahhabiyya, un mouvement « intégriste » né en Arabie Saoudite au XVIII^{ème} siècle, est beaucoup portée sur les préservations des valeurs

[328] Les salafites sont les premiers musulmans précisément le Prophète, ses compagnons et la génération des croyants qui les ont suivis. Le courant idéologique qui appelle au retour à la pratique religieuse enseignée par ces pionniers est la Salafiya.

[329] TRIAUD (Jean Louis), « Le Mouvement réformiste en Afrique de l'Ouest dans les années 50 », in *Mémoire du CEERMAA*, Paris, 1979, p195.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

islamiques de toute innovation apportée par la tradition. De ce fait, ce mouvement est :

> *« Hostile à la dégénérescence et à la déformation de la foi islamique, à sa contamination par la pratique païenne, la condamnation de tous les intermédiaires entre Dieu et les croyants. »*[330]

Cependant, la rencontre entre ces deux mouvements et la diffusion de leurs idéaux au delà de leurs foyers d'origine ont fait perdre la distinction entre eux tout en les confinant sous une seule appellation, la Wahhabiyya. Selon Marie MIRAN[331], l'emploi de cette terminologie est à mettre à l'actif de l'administration coloniale. C'est elle qui, la première, a fait usage de cette expression dérivée du nom du savant arabe du XVIII[ème] siècle Muhammad ibn al-Wahhab avant d'être reprise par les musulmans ouest africains eux-mêmes.

D'ailleurs, c'est sous cette appellation que fut reçu le mouvement de réforme apporté par El Hadj Tiékoro Kamaté, considéré par l'ensemble des auteurs intéressés par cette question comme le premier réformiste à fouler le sol ivoirien. En effet, El Hadj Tiékoro Kamaté est originaire de Marabadiassa, une localité située sur l'une des routes commerciales reliant les pays Baoulé et Mandé Dioula, distant d'environ 74km de Bouaké. Il a entamé sa formation islamique dès son enfance auprès du *karamoko* Seydou Kamaté à Marabadiassa avant de se rendre en Arabie Saoudite pour y poursuivre ses études.

C'est à partir de 1940 qu'il décida de se rendre à la Mecque. Cette mission ne fut pas aisée pour lui dans la mesure où ne possédant pas de ressource financière importante, il dut faire une partie du chemin à pied.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[330] TRIAUD (Jean Louis), *Op. Cit.*, pp198.
[331] MIRAN (Marie), « Le Wahhabisme à Abidjan : Dynamique urbain d'un islam réformiste en Côte d'Ivoire contemporaine (1960-1990) », in *Islam et Société au Sud du Sahara*, n°12, décembre 1998, pp2.

> *« Empruntant la voie terrestre, il traversa toute l'Afrique de l'Ouest à pied jusqu'à la mer rouge, (…), puis de là, s'embarqua sur un petit bateau à voile pour traverser la mer rouge pour se rendre en Arabie Saoudite. »*[332]

Une fois en terre saoudienne, il partagea son temps entre quête de moyens de subsistance et recherche du savoir. Parallèlement au travail de manœuvre ou de guide qu'il menait, El Hadj Tiékoro Kamaté étudia le Coran, le *tawhid* et les hadiths à travers les ouvrages suivants :

> *« 1. L'interprétation du Coran (Tafsir djalaleyni), 2. Le kitab – Tawhid (Fat – houl Madjid), 3. L'Hadisse (Bouloû-goul marâm) »*[333]

Les matières telles la *Çira* du Prophète et de ses compagnons, la grammaire, etc., n'ont pas manqué à sa formation. Au cours de ce séjour, il assista aux enseignements de Ab-derhaman ben Youssouf Al Afriki[334], un des véritables censeurs des confréries et directeurs de l'Institut Dar Hadith de Médine. C'est fort imprégné des enseignements islamiques marqués de l'influence wahhabite que El Hadj Tiékoro Kamaté regagne sa terre natale après sept années d'étude. La date exacte de son arrivée à Bouaké diffère selon les auteurs : elle se situe selon Ibrahim HAIDARA en 1947 ; entre 1945 et 1946 selon Marie MIRAN. En revanche, l'unanimité est parfaite sur la durée de son séjour d'étude.

De retour en Côte d'Ivoire, El Hadj Tiékoro Kamaté se donna pour mission de « purifier » l'islam en la débarrassant de toutes souillures. Lesquelles souillures ne sont que les innovations introduites dans la religion. Ces pratiques appelées *bid'a* sont nombreuses et variables d'une société à l'autre. On note cependant des pratiques communes à toutes ces sociétés. Elles ont pour noms les confréries, la commémoration de l'anniversaire du Prophète, le culte des saints

[332] SEHE (Sibih Ismael), *Rappel historique de la sunna en Côte d'Ivoire*, juillet 1996, pp10.
[333] SEHE (Sibih Ismael), *Op. Cit*, pp11.
[334] Né vers 1919, Ab-derhaman Ben Youssouf Al Afriki est un originaire de l'actuel Mali. Parti en Arabie Saoudite pour effectuer son pèlerinage en 1930, il décida d'y rester pour approfondir ses connaissances en sciences coraniques à Dar al-Hadith, l'école des ressortissants d'Afrique subsaharienne. Après quelques années d'études, il devint enseignant des disciplines Sharia et Hadith à l'école qui l'a accueilli. Il mourut en 1957.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

et des morts, la thaumaturgie, le rite des prières canoniques, etc. Dans cette société fortement attachée à ces pratiques antéislamiques et aux élites traditionnelles, la restauration de la religion de Mahomet n'était pas dans cette perspective une tâche aisée pour l'auditeur de la medersa Dar Hadith de Médine.

A son arrivée en Côte d'Ivoire, El Hadj Tiékoro Kamaté[335] s'installa à Bouaké qui, du fait de son rôle de centre commercial, était devenu un point de convergence des populations de la colonie et de la sous région. Il élit domicile chez Almamy Cissé, son djatigui.

> *« Il est venu à Bouaké un mardi et vint saluer mon père (Imam de la mosquée de Dougouba) le jeudi. Au cours de cette visite, il demanda à ce dernier l'autorisation de faire une intervention après la prière de djouma. C'est ainsi que le vendredi après la prière, il s'est tenu à côté du grand arbre à proximité de la mosquée pour communier avec les fidèles sur ce qu'il avait appris à l'étranger.»*[336]

Son intervention porta d'abord sur la question de l'unicité de Dieu (Tawhid). Pour lui, le culte des saints et des morts doit être banni des pratiques islamiques. Il a fustigé le port des amulettes ou gris gris censés apporter la chance, protéger contre les mauvais esprits, … Dans la même optique, il a déploré la louange faite aux élites traditionnelles qui passaient, au sein de la société, pour des saints (waliyu). Selon l'un de nos informateurs, la première confusion entre les croyants est partie de ces propos. Les élites traditionnelles, véritables dépositaires du savoir islamique, indexées, qualifièrent de « sabotage de la

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[335] Le choix de Tiékoro Kamaté de s'installer à Bouaké n'a pas été analysé par les chercheurs intéressés par la question. Toutefois, cette motivation pourrait tirer sa motivation de la place prépondérante qu'occupait la ville de Bouaké dans la colonie. En effet, le passage du chemin de fer dans cette localité a supplanté l'influence des anciennes pistes coloniales et fait d'elle un centre commercial important. Elle devient ainsi un point de rencontre des populations locales et sous régionales. Certaines d'entres ces populations notamment les soudanais (les originaires du Mali actuel), avec l'arrivée dans leur pays des premiers diplômés de l'université de Al Azhar (Egypte) en 1945, étaient déjà instruits des réformes apportées dans l'islam. (Cf. TRIAUD (Jean Louis), *Op. Cit*, pp195-212) Le lancement du projet de réforme de l'islam dans la cité marchande de Bouaké était alors stratégiquement avantageux dans la mesure où il s'agissait d'un milieu cosmopolite qui pouvait servir de foyer de diffusion du message islamique réformé aux autres localités du pays comme Marabadiassa, le village de Tiékoro Kamaté.

[336] Entretien réalisé avec Dramé Tidiane le 03 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Dar Es Salam (Bouaké).

religion » l'intervention du nouveau clerc. L'analyse de ce dernier s'étendit à d'autres aspects de la pratique islamique.

> *« Pour lui, le wird est banni et tous ceux qui prient sans croiser les bras sur la poitrine ne sont pas de vrais musulmans. (…) les fidèles devraient aussi dire à haute voix la formule ''amine'' après l'Imam lorsque celui-ci récite la première sourate du Coran (Al Fatiha) à haute voix. »*[337]

Bien que la société soit profondément attachée aux élites traditionnelles, elle ne fut cependant pas insensible aux affirmations du réformiste de Marabadiassa. La communauté se scinda en deux parties. Les marabouts, pour leur ancienneté et leur maîtrise du milieu sociologique, se taillaient le plus important nombre de partisans. Au nombre des partisans des « bras croisés », on comptait des personnalités remarquables dont Touré Sékou, Dramé Saibou, Dao Bakary, Cissé Dramane, Siaka Wari, Koné Dramane Tagba, Konaté Vassiriki, Balo Bazoumana, etc. Sous la direction de El Hadj Tiékoro Kamaté, ils apprirent les prescriptions de la religion telles que enseignées en Arabie Saoudite. L'enseignement de ces prescriptions qui allait à l'encontre des activités maraboutiques rendit délétère la cohésion de la communauté et finit par conduire à une bagarre entre partisans des élites traditionnelles et ceux du nouveau clerc en juillet 1947.

> *« Les Malikkites (partisans des marabouts) tentèrent d'interdire l'accès de la grande mosquée à El Hadj Tiékoro et sa suite qu'ils traitaient de wahhabites. »*[338]

Pour éviter que la situation perdure, les autorités coloniales se saisirent de l'affaire.

> *« Nous avons été invité par le Commandant Ramadier. Il n'eut pas d'accord entre les partis au conflit. Sur ordonnance de l'autorité coloniale, les deux partis se retiraient.*

[337] HAIDARA (Ibrahim), *Op. Cit*, p275.
[338] HAIDARA (Ibrahim), *Op. Cit*, p278.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

A la seconde convocation soldée aussi par un échec des négociations, il fut ordonné à Tiékoro de quitter la ville. »[339]

Le départ à Marabadiassa de El Hadj Tiékoro Kamaté[340] ne mit pas fin aux mouvements réformistes. Ses partisans s'organisèrent à nouveau. Au décès de Kotohama Dramé en février 1950, imam de la mosquée de Dougouba, la question de sa succession se posa. Avant sa mort, il aurait désigné ses successeurs. La liste de ces derniers était établie comme suit : Béni Koita (Imam principal), Mpa Sako (1er Imam adjoint) et Sanogo Nfa (2ème Imam adjoint). Mais au lendemain de la disparition de Kotohama Dramé, les personnes qui, avaient été les témoins de cet ordre de succession au poste d'Imamat, se détournèrent des prescriptions du défunt et établirent un Imam de leur choix, le nommé Cissé Dramane, un partisan des wahhabites. Ce choix attisa la colère des autres fidèles partisans des « bras allongés » qui ne demandaient que le respect de la volonté de l'Imam défunt. Ceux-ci décidèrent de ne pas prier derrière Cissé Dramane. Les partisans de ce dernier fondèrent alors leur mosquée sous la direction de Baboudou Touré, laissant l'ancien lieu de culte aux mains de Béni Koïta.

On avait ainsi deux mosquées placées l'une à côté de l'autre pour une même communauté. Pour préserver l'unité des croyants, une réunion fut organisée en 1950 ou 1951 par Tagba Dramane Diarra, commerçant et membre influent de la umma de Bouaké. Au cours de cette rencontre, il proposa comme Imam de tous El Hadj Kabiné Diané. Il eut le soutien des participants et le conflit des « bras croisés » connut un terme, momentanément surtout.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[339] Entretien réalisé avec Dramé Tidiane le 03 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Dar Es Salam (Bouaké).

[340] Rentré à Marabadiassa, El Hadj Tiékoro Kamaté exige que l'Imam de la localité croise les bras pour prier. Cette attitude conduit l'autorité administrative coloniale à l'exiler de nouveau dans un petit village animiste à proximité d'où il reviendra malade. Il ne s'en remettra pas. La date de sa mort est soit 1954, soit 1957 (MIRAN Marie, *Op.Cit*, 1998, p3).

b) Le second conflit des « bras croisés »

Nommé à la suite de la révocation de Béni Koïta[341], El Hadj Kabiné Diané devint l'Imam de la mosquée de Dougouba à l'âge de 25 ans. Originaire de Kankan (Guinée), il fut à son arrivée reçu chez les Fadiga, une famille originaire de Touba au Nord Ouest du pays. Selon Haïdara Ibrahim, El Hadj Kabiné Diané se débrouillait assez bien en arabe. Ses séances publiques de prédication les soirs devant la mosquée lui avaient attiré l'assentiment d'une part importante de la population. Il bénéficiait aussi d'un statut de « non partisan » dans le conflit intra communautaire mais dans la forme sa pratique de la prière les « bras croisés » le rapprochait des réformistes.

Toutefois, il fut le choix de la communauté, et ce, après qu'il ait renoncé à certaines de ses prérogatives.

> *« Pour sa nomination au poste d'Imam, les notables lui imposaient comme condition la renonciation à la pratique des ''bras croisés''. Il accepta cette condition sans problème. »*[342]

Cette nomination mit un terme au conflit et les deux partis se retrouvaient dans la même mosquée. Les fidèles des deux camps s'arrêtaient les uns à côté des autres dans les rangées pour exécuter ensemble les prières derrière le même Imam. Cette ambiance cordiale dura toute l'année 1951. Mais contre toute attente, les Tagba, qui avaient participé à la révocation de l'Imam Béni Koïta, entraient en conflit avec l'Imam Kabiné Diané. Le motif de ce retournement de situation trouve son explication dans l'un des sermons de l'Imam.

> *« Un vendredi, au cours du sermon hebdomadaire, El Hadj Kabiné Diané déclare '' que toutes les personnes qui portent une balafre sur le visage, ne seront pas admis au Paradis par Allah quelle que soit leur piété''. Or il se trouve que les partisans les plus*

[341] Béni Koïta a été révoqué parce qu'il était borgne.
[342] Entretien réalisé avec Sy Lamine le 18 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Zone Industrielle (Bouaké).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

acharnés des idées wahhabistes et de leur manière de prier étaient les Tagba qui sont généralement tous balafrés. »[343]

Les propos de l'Imam ne furent pas appréciés par la communauté des Tagba. Celle-ci, pour lui faire payer son acte, lui demanda de revenir à sa position initiale : prier les « bras croisés ». Cette pratique qui a constitué la pomme de discorde au sein de la communauté fut à nouveau à l'ordre du jour. Pour ne pas être pris en otage par une des parties au conflit, El Hadj Kabiné Diané se retira momentanément de sa fonction sous le prétexte de rendre visite à un certain parent à Dakar (Sénégal)[344].

A son retour, il reprit la direction des prières mais cette fois en croisant les bras. Placés devant le fait, les notables lui demandaient, par l'entremise de son compatriote guinéen Kaba Ibrahima, de revenir à sa position des « bras allongés » comme convenu lors de sa nomination. L'Imam, pour ses convictions religieuses, resta sourd à l'appel des notables et le conflit repris à nouveau. Cette fois-ci, il ne fut pas question de bâtir un nouveau lieu de culte. Les deux camps s'alternaient pour l'office des prières quotidiennes. Les wahhabites officiaient d'abord leur prière avant de laisser la place aux « bras allongés ». Mais cette disposition nouvelle fut de courte durée.

« Un jour après la prière de l'aube, Baboudou Touré, qui avait dirigé la prière, mit du temps à céder la place aux ''bras allongés''. Coulibaly Ibrahima, un partisan de ces derniers, lui retira de force la peau de prière sur laquelle il était assis. S'engagea entre les deux hommes, un combat auquel se mêlèrent les autres fidèles. »[345]

A la suite de cet incident, l'autorité intervint et la mosquée fut fermée durant huit mois. Chaque parti retourna à son ancien lieu de culte en attendant le

[343] HAIDARA (Ibrahim), *Op. Cit*, pp283.
[344] Entretien réalisé avec Dramé Tidiane le 03 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Dar Es Salam (Bouaké).
[345] Entretien réalisé avec Dramé Tidiane le 03 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Dar Es Salam (Bouaké).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

règlement de la question. Les autorités coloniales, par le truchement du Commandant Marcel Cardaire[346], chercha vainement à concilier les deux camps avant l'intervention de Félix Houphouët B. alors député à l'Assemblée Constituante. L'entrée en scène de ce dernier allait conduire à l'acceptation par tous de Anzoumana Sylla[347] comme Imam secondé par Baboudou Touré en 1953.

Ce compromis mit un terme au conflit à répétition qui a vu passer à la tête de la communauté musulmane de Bouaké des élites traditionnelles et un wahhabite, El Hadj Kabiné Diané, présenté aussi comme le responsable de la première école de type medersa de Côte d' Ivoire.

2) … A l'ouverture de la première medersa

L'ouverture de la medersa de Bouaké, la première du genre dans tout l'espace territorial ivoirien se situe vers l'année 1948[348]. Elle est à l'actif de El Hadj Kabiné Diané, l'un des acteurs de la seconde querelle des « bras croisés ».

El Hadj Kabiné Diané fait partie des premières générations africaines ayant reçu des formations dans le monde arabe. Parti de Kankan d'où il reçut sa formation islamique de base, il se rendit au Caire en Egypte pour parfaire ses études islamiques. Au retour de ce séjour d'étude, il vint s'installer en Côte d'Ivoire

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[346] Le Commandant Marcel Cardaire, chef de bataillon de l'Infanterie coloniale, était chargé des Affaires musulmanes à Bamako dans les années 1950. A ce titre, il combattit la propagande des étudiants arabisants rentrés des universités arabes. Nous ne disposons pas de détails importants sur ses actions dans la colonie de Côte d'Ivoire. Mais il est cité par certaines sources comme étant intervenu dans le processus pour la désignation du nouvel imam de la mosquée de Dougouba à Bouaké.

[347] A sa nomination au poste d'Imam, Anzoumana Sylla n'a pas donné un avis favorable spontanément comme El Hadj Kabiné Diané. Selon les propos recueillis, cette réaction de Anzoumana a été motivée par des questions d'ordres socioculturels. En effet, le proposé au poste d'Imam, originaire de Tiémé, est issue du *kabla* baboura. Dans les règlements traditionnels régissant la vie sociale, politique et religieuse de cette localité, les personnes appartenant à ce clan n'exercent pas la fonction d'Imam. Ce poste religieux est réservé seulement aux *kabla* de Gbémana et de Frébara. Mais ces dispositions n'ayant de valeurs qu'à Tiémé, Anzoumana Sylla accepta la proposition seulement après réflexion.

[348] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 1998, pp8. Cette information est confirmée par Sy Lamine (un élève de cet établissement) lors de l'entretien du 18 juillet à son domicile au quartier Zone Industrielle (Bouaké).

précisément à Bouaké[349] où il ouvrit une medersa au quartier Dougouba en compagnie de son épouse.

L'édifice qui abritait l'établissement était juste un hangar sommairement équipé (Voir Chapitre 5). Les enfants, auditeurs de la formation dispensée par l'ancien étudiant du Caire, se comptaient dans presque tous les *kabla* de la ville. Dans cette communauté fortement attachées aux idéaux des élites traditionnelles, on enregistrait dans cet établissement des élèves originaires d'Odienné, du Worodougou, de Kong, etc., en 1952[350]. Cet effectif s'élevait à 354 élèves en 1953[351] en dépit du fait que l'enseignement dispensé était canalisé et orienté vers les idéaux réformistes. Cette donne, ajoutée au rôle partisan joué par El Hadj Kabiné Diané dans le second conflit communautaire, allait entretenir toute sorte de polémique autour des valeurs enseignées dans les medersas.

> *« Les anciens affirmaient que la medersa n'inculquait pas une bonne éducation aux enfants. »*[352]

D'autres informateurs allaient plus loin dans leur critique à l'égard de cette nouvelle école.

> *« Nous avons appris qu'on enseignait aux élèves des medersas de tenir tête à leurs parents, de leur porter des coups de gifles en cas de disputes entre eux. »*[353]

Frappé de ses stéréotypes, l'établissement d'El Hadj Kabiné Diané continua de fonctionner même après sa révocation du poste d'Imamat. L'école eut un succès auprès d'une frange importante de la population qui y envoya leurs enfants. Avec l'augmentation du nombre de talibés, le fondateur fit appel à Mohamed

[349] Les sources disponibles ne nous ont fourni aucunes informations sur le choix de Bouaké comme lieu d'établissement de El Hadj Kabiné Diané.
[350] Entretien réalisé avec Sy Lamine le 18 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Zone Industrielle (Bouaké).
[351] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 1998, pp8.
[352] Entretien réalisé avec Sy Lamine le 18 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Zone Industrielle (Bouaké).
[353] Entretien réalisé avec Traoré Amadou le 09 mai 2008 à son domicile familial au quartier Traoréla (Kong)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Camara[354] pour l'aider dans sa fonction d'enseignant. En 1954, il ajouta à cet effectif du personnel enseignant un de ses compatriotes. Pour distinguer ces trois enseignants, les élèves leur trouvaient des sobriquets. El Hadj Kabiné Diané, pour la couleur « blanche » de sa peau, prit le pseudonyme de « *abyad* » et Mohamed Camara, noir de teint, s'accoutuma du surnom « *aswad* »[355]. Quant au dernier venu, les élèves, lui préférèrent le sobriquet « *jhadid* » lié à son statut de nouvel enseignant.

Ensemble les trois enseignants continuèrent la mission de propagation des idéaux de l'« Islam vrai », d'assurer petit à petit les bases d'un islam débarrassé de toutes superstitions et de pratiques animistes. L'importance de la tâche a conduit El Hadj Kabiné Diané à faire une requête de terrain au Commandant Ramadier pour la construction de son établissement. Sa demande a été acceptée et un terrain lui fut attribué au quartier Air France. Il y bâtit son école. Ainsi de l'enceinte de la mosquée de Dougouba où elle était établie, l'école déménagea sur le nouveau site. Cette installation, dont nous ignorons la date, fut de courte durée puisque le fondateur en rentrant définitivement en Guinée après le référendum de 1958[356] vendit le terrain.

L'école, cette fois sous la houlette de Mohamed Camara[357] qui s'attacha les services d'un des ses grands élèves en l'occurrence Sy Lamine, trouva un nouveau siège au quartier Sokoura. L'ancien parc à bétail – bœuf – d'un membre de la communauté Siriki Koné fut octroyé pour abriter l'école. Un hangar avec un toit de chaume fut construit pour faire office de lieu de cours. Dans une communication le 25 août 2006 lors d'une cérémonie religieuse à

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[354] La présence de Camara Mohamed à la medersa de El Hadj Kabiné Diané est antérieure à l'arrivée de Sy Lamine de qui nous tenons cette information. Sy Lamine a été dans cette école de 1952 à 1961.
[355] *Abyad* et *Aswad* sont des expressions arabes désignant respectivement la couleur blanche et la couleur noire.
[356] Après le « non » de Sékou Touré au référendum de 1958, la Guinée accède à l'indépendance la même année. Cette situation nouvelle suscita le retour au pays de certains de ses compatriotes dont El Hadj Kabiné Diané. Il y resta jusqu'à son décès en 1993.
[357] Le nouvel enseignant ou *Jhadid* ne fut pas de cette mission. Il a quitté l'établissement autour de 1957, avant même le départ définitif du fondateur.

Bouaké[358], Muhammad Idriss affirma que ce hangar a été construit grâce à l'appui financier de généreux donateurs musulmans dont Traoré Muhammad, Bakayoko Sékou et Sangaré Djibril estimé à 15 000 frs cfa.

De ce site, *Aswad* et Sy Lamine reçurent à la fin des années 1950 un autre enseignant sur proposition des notables pour renforcer l'encadrement religieux des enfants. Ce nouvel enseignant, Mory Moussa Camara, était de passage à Bouaké pour Abidjan où il partait répondre à l'invitation d'amis rencontrés à la Mecque lors de son séjour d'étude[359].

Né en 1918 de Sarmah et Koroka Camara, Mory Moussa Camara[360] est originaire de Lemouroutomo dans la région de Bougouni au Soudan français (actuel Mali). Il entama ses études au village de Sirakoro (Mali) avant de sillonner les centres islamiques du Nord Ouest de la Côte d'Ivoire, notamment Mankono, Séguéla, Odienné et Kimbririla. Cette dynamique de la quête du savoir le conduit à la Mecque (Arabie Saoudite) en 1948 en compagnie de son épouse. A cette époque, aucune des universités de cette partie du Moyen Orient n'avait encore vu le jour. On comptait juste des cercles d'études dans la mosquée de la Mecque et quelques écoles dont les plus réputées étaient la Madrasat Dâr al-Hadith al-Makkiyyah (connue de nos jours sous le nom de Dâr al-Hadith al-Khayriyyah), la Madrasa as-Sultawiyyah, la Madrasa al-Khalidiyyah, etc. Mory Moussa Camara s'inscrivit à la Madrasa Dar al-Hadith. Parallèlement aux cours reçus dans cette école, il profitait des enseignements des cercles d'études animés par d'illustres cheikhs tels Abdullah al-Hachemi al-Pakistani et Abdullah Hassan Al ach-cheikh. Ce séjour prit fin en 1958 en raison de la dégradation de l'état de santé de son épouse.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[358] Archives de la medersa Dar Hadith de Bouaké : Extrait de la communication de Muhammad Idriss lors d'une cérémonie religieuse à Bouaké le 26 août 2006.
[359] Archives de la medersa Dar Hadith de Bouaké : Extrait de la communication de Muhammad Idriss lors d'une cérémonie religieuse à Bouaké le 26 août 2006.
[360] Les informations qui suivent sont extraites de la biographie de Mory Moussa Camara établie par Muhammad Idriss, directeur de son établissement depuis 1976.

Les acquis de ces années d'études vont guider El Hadj Sidibé Lamine, avec le soutien de certains coreligionnaires, dans le choix de Mory Moussa Camara pour seconder Mohamed Camara dans l'exercice de sa fonction d'enseignant. Mais une fois le travail d'équipe entamé, des difficultés commencèrent à voir le jour. En effet, Mory Moussa Camara et Mohamed Camara ne parvinrent pas à s'entendre sur un programme de formation commun. Le second refusant d'admettre l'amélioration du contenu des cours proposé par le premier. Ce conflit de compétence prit du terrain et atteint la communauté des « bras croisés » qui elle-même finit par prendre partie.

> *« Les gens ont estimé que Mory Moussa Camara mieux formé que Mohamed Camara puisse diriger l'école. D'autres ont tiré l'oreille de ce dernier de ne pas admettre cela puisqu'il était l'ancien responsable de la formation. »*[361]

Exacerbé par la situation, Mohamed Camara tint informé Djibo Sounkalo, le Maire de la ville. Celui-ci pour éviter un autre conflit à la communauté musulmane, leur demanda de se séparer. Par ailleurs, Koné Daouda, le fils du propriétaire du site où était bâtie l'école, ayant pris partie pour Mory Moussa Camara, ordonna à Mohamed Camara de quitter l'école. Ce dernier, dès lors, alla ouvrir sa medersa dans une maison inachevée appartenant à un Haoussa dans le même quartier. Les élèves, selon leur affinité avec les enseignants, furent repartis entre les deux établissements[362].

Cette séparation qui eut lieu autour de 1960 ouvrit l'ère de la propagation des medersas de la ville de Bouaké. Ouattara Abdrahamane[363], ancien élève de Mohamed Camara, ouvrit son établissement au quartier Dar Es Salam en 1975.

[361] Entretien réalisé avec Sy Lamine le 18 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Zone Industrielle (Bouaké).
[362] Idem
[363] Entretien réalisé avec Ouattara Ali le 04 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Dar Es Salam (Bouaké).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

L'Imam Anzoumana Sylla[364] érigea son école coranique traditionnelle en medersa en 1972 et confia la gestion à son fils Sylla Youssouf revenu de l'Université Islamique de Médine. Par ailleurs, les autres localités du pays ayant accueilli des élèves de retour de formation de Bouaké, de la sous région ou du monde arabe participèrent à la formation des nouvelles élites à partir du modèle « bouakéen ».

II- LA DIFFUSION DES IDEAUX REFORMISTES AU RESTE DU PAYS : Le projet des écoles coraniques de type medersa

L'entrée sur la scène publique ivoirienne de nouveaux clercs musulmans a eu des échos dans différentes contrées du pays. Elle fut en partie matérialisée par la création d'écoles coraniques modernes à la fois par des initiatives communautaires et personnelles. Mais ce projet n'a pas reçu l'assentiment de tous les membres de certaines communautés locales.

1) Les localités ayant adhéré au projet des écoles nouvelles

A l'instar de la ville de Bouaké, plusieurs localités de la Côte d'Ivoire ont accueilli favorablement le projet des medersas. Ces écoles coraniques modernes ont fait leur apparition, à l'initiative de réformistes et parfois de marabouts séduits par ce projet, tant dans la moitié nord du pays fortement islamisé que dans la moitié sud où l'islam est dynamique.

a) Les medersas de la frange septentrionale du pays

Nombre de villes de la moitié Nord du pays ont accueilli des medersas ; parmi elles, Bondoukou, Bouna, Korhogo, Mankono, Odienné, Samatiguila, etc. L'analyse-ci se limitera aux écoles coraniques modernes de quelques unes de

[364] Entretien réalisé avec Sylla Mohamed Youssouf le 05 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Zone Industrielle (Bouaké).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ces localités. Elle s'intéressera à l'avènement des medersas à Bondoukou et Odienné en passant par Korhogo.

- *Bondoukou*

Centre fort actif de la diffusion de l'islam en Côte d'Ivoire, Bondoukou a connu l'ouverture de la première medersa en 1954[365]. Cette entreprise est à l'actif de Timité Mahama Koudous et semble être la pionnière de toute la région orientale du pays. En effet, au lendemain de son retour de voyage des pays arabo musulmans, Timité Mahama renoua avec l'une de ses vocations les plus chères – la formation – mais cette fois-ci avec l'introduction d'un enseignement jusqu'alors étranger à la masse des populations musulmanes locales. L'école fut ouverte au quartier Imamso. Son ouverture ne fut pas suivie de heurt malgré une forte influence des écoles traditionnelles.

> *« C'est nous (la famille Timité) qui sommes les guides religieux ici à Bondoukou. Comme l'initiative venait de nous donc le projet fut accepté et encouragé. »*[366]

La réalisation de cette œuvre avait pour objectif essentiel de mettre à la disposition des talibés de la ville ce modèle d'enseignement moderne dont l'auteur eut à apprécier l'efficacité lors de son séjour en terre arabe. Elle n'avait pas pour mission de servir de canal à la diffusion des pratiques wahhabites telles les « bras croisés », mais elle constituait plutôt un outil facilitant l'exercice de formation dans les écoles coraniques traditionnelles. Cette particularité fit de cet établissement un complément des établissements coraniques traditionnels et non un établissement rival.

Pour la direction de la medersa, le fondateur, qui n'avait pas un savoir faire véritable dans cette entreprise nouvelle, fit venir à Bondoukou en 1955 un maure

[365] Entretien réalisé avec Timité Mohamed Kolonga le 21 avril 2008 à son domicile familial au quartier Imamso (Bondoukou).
[366] Idem

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

nommé Muhamed Ibrahim. A deux, ils assuraient la formation des talibés. Pendant ce temps, Timité Mahama envoya son petit fils, Timité Béma Assékou et Ouattara Nour, Waïd en formation en Egypte. Leur retour, en 1959, coïncida avec le départ du maure. La gestion de l'établissement leur fut alors confiée. Ils assumèrent cette tâche jusqu'en 1965, date à laquelle l'école ferma ses portes pour des problèmes financiers.

> *« Nour Waïd et Béma Assékou, s'étant mariés, avaient besoin de moyens conséquents pour subvenir à leurs charges conjugales. Ils abandonnèrent ainsi l'école pour d'autres activités lucratives plus rentables. »*[367]

A la fermeture de la medersa de Imamso, une école du même type ouvrit ses portes au quartier Malagasso. Cette dernière était l'œuvre de Ouattara Abdramane, un autre *karamoko*. Ce projet lui aurait été proposé par un de ses amis, Tidiane Dèm, originaire de la Haute Volta. C'est d'ailleurs cet instigateur qui aura la charge de l'école. A la mort du fondateur en 1970, la gestion de l'établissement passa aux mains de son neveu Ouattara Abou Harissou Zamane.

Cette période fut aussi marquée par le retour de Nour Waïd à la tête de la medersa de Imamso qui avait ouvert à nouveau ses portes en 1967, soit deux ans après sa fermeture. A deux, les medersas de Imamso et de Malagasso participèrent à la formation de nouvelles élites aux côtés des écoles traditionnelles avant la création d'autres medersas[368] dans les dernières décennies du XX^{ème} siècle.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[367] Entretien réalisé avec Timité Amadou Koudous le 14 avril 2008 dans son bureau au quartier Dozonso (Bondoukou).
[368] Le recensement effectué par l'Inspection de l'Enseignement Primaire (IEP) 1 de Bondoukou en 2008 indiquait l'existence de près d'une dizaine de medersas.

- *Korhogo*

Le vent des réformes apportées par les wahhabites a atteint le village Senoufo de Korhogo à la veille de l'indépendance du pays. Il n'a occasionné aucun cas de conflit intra communautaire notable. Toutefois, la création des medersas n'a pas laissé la communauté musulmane sans réaction.

L'initiative des écoles coraniques nouvelles dans cette cité est attribuée à Koné Vamara en 1958[369]. Précédemment, il exerçait le métier d'enseignant coranique traditionnel. Puis un jour au retour d'un voyage qui l'avait conduit dans plusieurs localités, en l'occurrence Kong, Man, etc., il ouvrit ce type d'école aux méthodes de fonctionnements différentes de celles de son ancien établissement. Etabli au quartier Banaforo à l'emplacement de la précédente école, l'établissement de Koné Vamara reçu la caution des parents de ses anciens talibés. Mais ce soutien, il ne l'a pas eu de tous les membres de la communauté. Comme à Bouaké, une partie de la communauté fortement attachée aux tenants des écoles maraboutiques n'adhérait pas au projet des medersas sous le prétexte que ces instituts avaient pour mission de former des talibés mal éduqués. Même la particularité de cette école, le fait qu'elle soit l'œuvre d'un *karamoko*, n'a rien changé à la donne.

> *« Koné Vamara a été assez critiqué au départ de son projet. Mais tous ceux qui ont agi ainsi, ont fini par la suite à participer à la création de medersas. »*[370]

Dès l'entame de l'année 1980, on comptait environ quatre medersas dans la ville de Korhogo. Deux d'entre elles appartenaient aux élites traditionnelles ayant compris la nécessité de réformer l'école islamique. L'une ouverte en 1978 au quartier Koko est à l'actif de Touré Dougoubaka[371], ancien talibé de Diané Bafolonaka. Séduit par la méthode de travail de cet établissement, il étendit le

[369] Entretien réalisé avec Koné Amara le 17 mai 2008 à la mosquée de Djélisso (Korhogo).
[370] Idem
[371] Entretien réalisé avec Touré Amadou Tiomogo et Touré Amadou Béma le 20 mai 2008 à leur domicile familial au quartier Jean Delafosse (Korhogo).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

projet à quelques localités voisines notamment à Dianra carrefour, Dianra village, Dikodougou, Gbaminasso, Gbatosso, Kanogoba, Sirasso et Tomikoro. Il sera rejoint dans cette lancée, deux années plus tard, par un autre *karamoko*, Cissé Bengoro[372]. Ouvert à son domicile au quartier Koko, Cissé Bengoro fit de sa medersa un établissement complémentaire de son école traditionnelle avec l'élaboration d'un programme d'étude reparti aux deux écoles.

Parmi les medersas de la ville de Korhogo, celle, qui sans conteste, a acquis une place de notoriété remarquable est l'établissement ouvert au quartier Jean Delafosse par Coulibaly Bakary, un étranger à la sphère des tenants des activités islamiques. Né en 1933 à Korhogo, Coulibaly Bakary était un commerçant. Il n'avait pas d'antécédent dans les conflits idéologiques opposant les partisans des medersas et ceux des écoles traditionnelles. Il était juste un musulman pratiquant. L'une des manières pour lui de donner une impulsion aux activités musulmanes était de doter la communauté de structures performantes pour la diffusion des valeurs islamiques[373].

Pour commencer, il sort de l'informel en cherchant la reconnaissance des autorités administratives. Cela l'emmena à adresser une demande d'ouverture d'école coranique au Préfet de la ville le 20 janvier 1972. Elle lui fut accordée par l'Arrêté ministériel du 29 septembre 1975 formulé comme suit :

> *« Vu la demande en date du 20 janvier 1972 formulée par l'intéressé,*
> *Vu la lettre n°0077/PK/SP du 8 septembre 1975 du Préfet de Korhogo*
> *Arrêté :*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[372] Entretien réalisé avec Cissé Bomba et Cissé Bannaby le 20 mai 2008 à leur domicile familial au quartier Cisséla-Koko (Korhogo).
[373] Entretien réalisé avec Camara Oumar et Koné Abdramane le 17 mai 2008 à la Nouvelle Ecole Franco Arabe au quartier Jean Delafosse (Korhogo).

Art. 1 : Monsieur Coulibaly Bakary, BP 287 à Korhogo est autorisé à ouvrir à Korhogo une école coranique où le Coran devra être enseigné en français et en arabe. (…) »[374]

Moins imprégné en matière de gestion des affaires religieuses, Coulibaly Bakary confia la direction de l'établissement, d'abord, à Diallo Oumar, puis à Kéita Ahmad Tidiane[375]. Après ceux-ci, ce fut au tour de Koné Abdramane de diriger la medersa de 1981 à 1986, suivi de Coulibaly Abou entre 1986 et 1989. La décennie 1990 démarre sous l'ère du directeur Camara Oumar en compétition avec d'autres medersas aussi influentes telles que celle de Konaté Bakary[376] ouverte en 1983 au quartier Dèm.

- *Odienné*

C'est au bout d'une période de plus de deux décennies de présence sur le territoire national que les medersas firent leur apparition à Odienné. Cette présence se situe au début des années 1970[377], peu avant la célébration de l'indépendance du pays dans cette localité. Koné Mamadou[378], l'initiateur de ce projet éducatif est un ancien talibé de l'école coranique traditionnelle du *karamoko* Sylla Seydou à Seydougou (Odienné) puis de la medersa de El Hadj Mory Moussa Camara à Bouaké.

Précédemment, il était établi à Abobo gare (Abidjan) où il avait entamé, au cours des années 1960, le métier d'enseignant dans sa propre medersa. Cette expérience fut de courte durée. Dès l'entame de la décennie 1970, il vint s'installer à Odienné où il ouvrit une nouvelle école à Samassila, au quartier

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[374] Archives de la *Nouvelle Ecole franco Arabe de Korhogo* : Autorisation d'ouverture, Arrêté n°1591/INT/AT/AG/1

[375] Entretien réalisé avec Camara Oumar et Koné Abdramane le 17 mai 2008 à la Nouvelle Ecole Franco Arabe au quartier Jean Delafosse (Korhogo).

[376] Entretien réalisé avec Konaté Bakary le 17 mai 2008 à son domicile familial au quartier Dèm (Korhogo).

[377] La date d'ouverture de la première medersa se situe soit en 1971, soit 1972. Selon l'initiateur du projet, la formation a débuté quelques mois avant la célébration de l'indépendance à Odienné en décembre 1972. Aucune information n'est donnée sur le temps écoulé entre l'ouverture de la medersa et la tenue des festivités de l'indépendance.

[378] Entretien réalisé avec Koné Mamadou le 09 juin 2008 au marché de Sokourani (Odienné).

central. Le conflit, qui avait accompagné les mouvements de réformes à Bouaké, avait atteint la ville d'Odienné avant même l'arrivée de Koné Mamadou.

> *« Il n'eut pas de conflit ouvert entre les karamoko et moi. Il y eut juste des propos de dénigrement puisque les enfants, qui m'étaient confiés, étaient en majeure partie retirés des écoles coraniques traditionnelles. Plus tard, certains ont apprécié le travail que je faisais et m'ont envoyé leurs enfants. »*[379]

Après la medersa de Samassila, la ville d'Odienné accueillit, quelques mois plus tard, une école du même modèle. Celle-ci était l'œuvre de Sako Yacouba[380]. Originaire de Madiana (Guinée), Sako Yacouba a d'abord reçu les enseignements du karamoko Manfi Kaba à Sinko puis de Mahamoud Ladji à Kankan (Guinée). A son arrivée, il bénéficia de l'ambiance cordiale qu'avait réussi à instaurer Koné Mamadou dans les relations entre les tenants des écoles traditionnelles et lui. Aussi, a-t-il pu avoir la caution de certaines autorités locales, notamment l'Imam Tata Amadou Savané et Moctar Touré, alors chef de Canton. C'est fort de ces solides soutiens et des rapports intra communautaires favorables que le ressortissant de la Guinée parvint à construire son école au quartier Ecole 2, à proximité de Kogobréla, l'autre secteur de la ville qui abrita la medersa de Diarrassouba Mory.

Après un séjour d'étude passé successivement à Daloa, Mopty (Mali) et Abidjan, Diarrassouba Mory vint s'installer à Odienné au milieu des années 1970. Le motif de ce retour sur sa terre natale était guidé par la satisfaction d'un besoin familial que par l'ouverture d'une école coranique.

> *« Je suis venu à Odienné pour m'occuper de ma mère malade. Mon père l'avait fait venir du village pour l'installer auprès de lui à Odienné. »*[381]

[379] Entretien réalisé avec Koné Mamadou le 09 juin 2008 au marché de Sokourani (Odienné)
[380] Entretien réalisé avec Sako Yacouba le 09 juin 2008 à son domicile familial au quartier Hérémankono (Odienné).
[381] Entretien réalisé avec Diarrassouba Mory le 09 juin 2008 à son domicile familial au quartier Kogobréla (Odienné).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Une fois au côté de sa mère, Diarrassouba Mory ouvrit une école où il débuta son métier d'enseignant. C'était pour lui une occasion de participer à la formation des jeunes de la ville aux côtés de ses pairs. Cet emploi lui permettait aussi de faire face aux charges quotidiennes de sa famille excepté les frais locatifs de sa maison gracieusement concédée par son logeur Konaté Mamadou. Après six mois de présence, il fut sollicité par le *kabla Siguinani*[382] pour assurer la formation à Cisséla à la suite du décès de Cissé Anzoumana qui avait en charge la gestion de l'école de cette famille.

> *« Sény Cissé, de retour de l'Université d'Al Azhar (Egypte) et résident à Abidjan, avait été appelé pour venir combler le vide laissé par le décès de Anzoumana. Il répondit à l'appel de la famille mais ne voulut pas rester ici. Ayant constaté ma présence, il informa le kabla de la présence d'un des leur. C'est ainsi que la famille me proposa de l'aider dans sa tâche. Comme je suis aussi de la famille, je ne pu refuser. Mais Sény Cissé rejoignit Abidjan quelques mois plus tard en me laissant seul à la tête de l'école. »*[383]

La fusion des deux écoles fit passer en termes d'effectif des élèves, l'établissement de Diarrassouba Mory au rang de leader de l'éducation islamique à Odienné. Mais le début de l'année 1980 allait être un tournant important dans le milieu éducatif coranique de cette localité. Cette période est marquée par El Hadj Savané Ismaël Sy[384] revenu d'Arabie Saoudite où il y avait séjourné pendant 27 années. Ce retour fut matérialisé par la construction au quartier Hérémankono de la plus grande medersa de la ville. Pour son ouverture le 12 octobre 1981[385], le fondateur s'appuya sur le soutien de sa famille maternelle – Cissé – pour disposer de l'effectif (élèves et enseignants) de l'école de ce kabla. Cette attitude ne plut pas à Diarrassouba Mory à qui l'établissement

[382] Les familles Cissé, Diarrassouba, Comara et Koné composent le kabla Siguinani.
[383] Entretien réalisé avec Diarrassouba Mory le 09 juin 2008 à son domicile familial au quartier Kogobréla (Odienné).
[384] Entretien réalisé avec Sy Lamine le 07 juin 2008 à son domicile familial au quartier Hérémankono (Odienné).
[385] Entretien réalisé avec Savané Lamine le 09 juin 2008 au Centre Culturel Islamique au quartier Libreville (Odienné).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

convoité était confié. Cependant, sur l'intervention du kabla avec à sa tête Cissé Lassina, il finit par accepter de se joindre à Ismael Sy avec son effectif d'environ 280 élèves.

Quant aux medersas de Koné Mamadou et de Sako Yacouba, elles souffraient déjà de la concurrence avec les écoles fusionnées de Cisséla. Pour éviter de subir à nouveau l'influence d'une autre école, les responsables de ces écoles acceptaient volontiers de se rallier au projet de l'arabisant sans une grande forme de négociation. On comptait, à la rentrée scolaire 1981 – 1982, une seule medersa à Odienné.

Les années suivantes se déroulaient dans cette atmosphère d'unité, de franche collaboration et d'expérience partagée. Au bout de quelques années d'activités, l'établissement bâti sur 3,5 hectares devint incontournable dans la région. Mais des difficultés d'ordre financier allaient porter atteinte à la dynamique apportée par la fusion des écoles. Diarrassouba Mory, le premier à adhérer au projet fut le premier à partir après cinq années de travail. Il s'établit de nouveau à son propre compte au quartier Yankafissa. Un de ses élèves, Doumbia Yacouba[386], qui exerçait au même titre que lui, attendit jusqu'en 1994 avant de se rendre à la medersa fondée par Touré Ismaël au quartier Résidentiel. Les pionniers du projet des medersas, Koné Mamadou et Sako Yacouba, ne firent pas autrement. Ils se retirèrent non seulement de l'école mais mirent fin à leur carrière d'enseignant.

Ces initiatives personnelles ont rencontré l'adhésion d'élèves diplômés d'autres medersas du pays de retour à Odienné pour exercer la fonction d'enseignant

[386] Entretien réalisé avec Doumbia Yacouba le 08 juin 2008 à son domicile familial au quartier Libreville (Odienné).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

coranique. Tel a été le cas de Kanté Bouakary[387] fondateur en 1987 de la medersa du quartier Texas.

b) Les medersas de la frange méridionale du pays

A l'instar des zones septentrionales, les localités de la moitié sud du pays n'ont pas été épargnées par les réformes apportées dans la pratique de la religion islamique. Elles ont aussi connu le phénomène des « bras croisés », les problèmes de leadership entre les guides religieux, etc. Dans cette même dynamique, elles ont vu apparaître et émerger des medersas. La présente analyse, pour un souci de concision, se limitera à l'étude de ce nouveau type d'établissement de quelques localités, notamment Abidjan, Daloa et Man.

- *Abidjan*

L'expérience abidjanaise dans le développement des medersas, du fait du rayonnement des activités islamiques qui l'a suivi, a été enrichissante. Le dynamisme né de ces initiatives dans le plus grand centre urbain est à l'avant-garde de l'impulsion remarquable que connait l'islam depuis l'indépendance du pays[388].

Les acteurs de ce renouveau de l'islam à Abidjan se comptaient dans presque toutes les communes. Toutefois, l'un d'eux, Tidjane Ba[389] semble être le premier à avoir eu la reconnaissance du peuple ivoirien au titre de pionnier de ce projet éducatif. Sa medersa ouverte en 1957 à Treichville est présentée comme « *la mère des écoles islamiques en Côte d'Ivoire* »[390]. Elle était parvenue à supplanter l'influence de la medersa de Cheikhna Yatabaré située à proximité du

[387] Entretien réalisé avec Kanté Bouakary le 07 juin 2008 à sa medersa au quartier Texas (Odienné).
[388] De l'indépendance à la décennie 1990, le pays a connu une progression rapide de l'islam. La population musulmane ivoirienne est passée d'un statut de minorité à celui de quasi-majorité (43% en 1993).
[389] Tidjane Ba est l'une des personnalités emblématiques de la communauté musulmane de Côte d'Ivoire. Cette communauté, il l'a connue dans les années 1950 au retour de sa formation islamique en terre arabe précisément en Algérie et en Tunisie.
[390] MIRAN (Marie), *Islam, histoire et modernité en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 2006, p302.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

cimetière de la même cité (actuel quartier Biafra)[391]. Cette école dont la présence est attestée vers 1954[392] est la première à avoir jeté les bases de la réforme de l'école islamique à Treichville.

Moins impliqué dans la gestion des affaires religieuses de la commune, Cheikhna Yatabaré se consacra résolument à l'éducation des enfants sans se soucier des préjugés qui frappaient les medersas. Ce fut Tidjane Ba qui, par une méthode d'approche assez originale à cette époque, parvint à changer la perception des medersas qu'avaient les traditionnalistes et leurs partisans.

> *« Dans le milieu traditionnaliste de Treichville, la dérision et le soupçon de déviation wahhabite allaient bon train. Pour y couper court, Tidjane Ba invita tous les vieux du quartier à une journée d'école en compagnie des enfants. L'expérience fut si concluante que l'Imam de la mosquée dioula, El Hadj Yaya Cissé, pour s'excuser de ses préjugés, envoya à Tidjane Ba tous ses enfants dès le lendemain. »*[393]

Mais cet engouement autour des medersas ne put empêcher le départ pour le Mali de Cheikhna Yatabaré et la fermeture de l'école de Tidjane Ba vers 1959. Il a fallu attendre la décennie 1970 pour que cet ancien étudiant de l'Institut Ben Badis de Constantine (Algérie) puisse renouer avec sa fonction d'enseignant. Déjà à cette époque, la montée des medersas était perceptible à Abidjan. Joseph M. CUOQ[394] indiquait qu'il existait en 1972 dix medersas reparties équitablement entre Adjamé et Treichville. Son œuvre ne s'étendit pas aux autres communes telles Koumassi où l'existence de medersa est attestée à cette époque également.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[391] L'actuel quartier Biafra portait à cette époque le nom de « Badadjan ». Cf. Entretien réalisé avec Cissé Mamadou (1) le 21 août 2004 à son domicile à Treichville (Abidjan).
[392] Entretien réalisé avec Traoré Mamadou et Cissé Mamadou (1) respectivement les 20, 21 août 2004 à la mosquée de le Riviera Golfe (Abidjan) et 05 octobre 2004 à son domicile familial à Treichville (Abidjan).
[393] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 2006, pp302-303.
[394] CUOQ (Joseph M.), *Les Musulmans en Afrique*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1975, p128.

Cissé Mahama[395], revenu de sa formation à Bobo-Dioulasso et à Lakota, mit en œuvre son projet d'éducation par la création d'une medersa à Koumassi. Le retour de ce pédagogue dans cette commune fut aussi marqué par son engagement dans les activités de dynamisation de la jeunesse musulmane. Sa participation à la vie communautaire facilita sa rencontre avec un de ses pairs éducateurs, Kaba Mohamed Lamine. Celui-ci fera partie du trio de formateurs que Marie MIRAN « *les trois mousquetaires* »[396], Kaba Mohamed Lamine est arrivé du Caire en 1972 pour s'installer à Koumassi où il construisit sa medersa à proximité de la maison Deima. La collaboration des deux enseignants a conduit à la mise en place d'un groupe de réflexion pour tenter de sortir la jeunesse musulmane de la crise de foi[397] qu'elle traversait. Alors que le groupe commençait à être mieux structuré, Kaba Mohamed L. fut sollicité par El Hadj Sanogo Mahamoud[398] pour la direction d'un établissement islamique en construction à Williamsville, un sous quartier d'Adjamé.

> *« Il m'a fait appel par l'intermédiaire de son beau frère Kaba Ibrahima. Ensemble, nous sommes venus voir le site en friche en 1974. Il m'a annoncé au cours de cette visite son projet de construction de centre islamique comportant des salles de cours et un logement pour le futur directeur. »*[399]

La construction de l'établissement a duré deux années. Elle a reposé exclusivement sur l'apport financier de El Hadj Sanogo Mahamoud. Il en fit un don à Dieu, sans contrepartie financière de la part de ceux à qui la gestion a été confiée. Sans charge locative, Kaba Mohamed Lamine accepta cette offre et s'établit à Williamsville à l'ouverture de l'école en 1976. Il n'a pas été seul dans

[395] Entretien réalisé avec Mariko Karim le 15 août 2006 à son domicile familial à Koumassi (Abidjan).
[396] Tidjane Ba, Fofana Aboubakar et Kaba Mohamed Lamine forme le trio des Trois mousquetaires. Ils doivent cette appellation à leur distinction dans les fonctions de prédicateurs amorcées depuis la décennie 1950.
[397] Nombre de jeunes musulmans moins imprégnés des valeurs enseignées par la religion adoptèrent des comportements déviationnistes tels l'abandon des prénoms musulmans au profit des prénoms chrétiens.
[398] Entretien réalisé avec Sanogo Amara le 10 août 2006 à son domicile familial à Williamsville - Adjamé (Abidjan).
[399] Entretien réalisé avec Kaba Mohamed Lamine le 13 novembre 2006 à son domicile familial au quartier SIDECI-Yopougon (Abidjan).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

la gestion de l'établissement. Il a bénéficié de l'expertise de Tidjane Ba et de l'appui substantiel de Fofana Aboubakar[400] plus préoccupé par ses activités à la banque.



Le bâtiment abritant la medersa de El Hadj Sanogo Mahamoud à Williamville (Adjamé). *Source* : Cliché de l'auteur

La formation débuta avec une seule classe d'environ six élèves au nombre desquels les fils du fondateur. En 1978, on comptait 300[401] élèves dans cette école. Cet effectif atteint 1300 élèves lorsque Kaba Mohamed L. fut remplacé au poste de directeur par Sanogo Moustapha – fils ainé du fondateur – en 1984.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[400] Revenu du Caire (Egypte) avec son Bachelor en management of business administration en 1972, Fofana Aboubakar intégra la Société Ivoirienne de Banque (SIB).
[401] DELVAL (Raymond), *Les Musulmans d'Abidjan*, Paris, CHEAM n°10, 1980, p65.

« Les élèves affluaient de partout. Les parents n'ayant pu obtenir de place dans les établissements publiques nous emmenaient leurs enfants. Il nous arrivait parfois de les refuser par manque de places. »[402]

Au début de la décennie 1980, la medersa de El Hadj Sanogo Mahamoud était de loin la meilleure école islamique d'Abidjan. Sa réputation alla au delà de celle des premières medersas d'Adjamé conduites par El Hadj Sidik Touré entre 1954 et 1957 et Ahmed Koné entre 1958 et 1967. La mobilisation de la communauté musulmane autour de cet institut éducatif présageait déjà d'un avenir radieux pour la propagation des medersas de la ville d'Abidjan.

- *Daloa*

La démarche adoptée pour l'avènement des medersas dans la ville de Daloa rompt avec les méthodes employées jusque-là. Le projet des medersas a été lancé à partir d'une action communautaire. Il résulte des efforts conjugués des responsables de la communauté islamique locale. Cette priorité accordée à l'action collective au détriment de l'initiative personnelle a été déterminante dans la réduction des chances d'explosion de conflit intra communautaire et l'acceptation de la nouvelle institution éducative par la population.

La ville de Daloa, en effet, n'a pas mis assez de temps à adhérer aux projets des medersas. Le premier établissement du genre a, selon Mouhamed Ibn Té Diaby[403], l'un des élèves, ouvert ses portes en 1951 au quartier Laguinékabougou. Il fut dirigé par Mory Diané arrivé de la Guinée à la demande des cadres religieux. De nombreux enfants fréquentèrent cette école ; au nombre desquels les petits enfants, les enfants, les neveux et les protégés des tenants des écoles coraniques traditionnelles. Les *karamoko*, Touré Amadou, Mahamoud Sanoussi, etc., comptaient parmi les parents des élèves inscrits. La formation

[402] Entretien réalisé avec Kaba Mohamed Lamine le 13 novembre 2006 à son domicile familial au quartier SIDECI-Yopougon (Abidjan).
[403] Entretien réalisé avec Mouhamed Ibn Té Diaby le 25 mars 2008 à son domicile familial au quartier Texas (Daloa).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

auprès de ce clerc dura jusqu'en 1953, date à laquelle il rendit l'âme. Ses élèves furent repartis entre les deux enseignants venus poursuivre son œuvre. L'un, Seydinah Oumar ressortissant de la Mauritanie, s'installa à proximité de la mosquée principale et l'autre, Kanté Mory arrivé du Mali, s'établit au quartier Sissoko.

A partir de ces deux établissements, les medersas commencèrent à se répandre dans la ville. En 1963, on enregistrait trois écoles[404] malgré la fermeture de celle de Seydinah Oumar vers 1958. Elles étaient respectivement aux mains de Doumbia Soualio (quartier Mossibougou), Savané Aboubakar (quartier Marais) et Kanté Mory. Ces enseignants furent rejoints dans leur mission par le *karamoko* Sy Moustapha Yacoub en 1967 qui ouvrit une medersa au quartier Texas. Après des séjours d'étude de plus de 15 ans passés entre Séguéla et Anyama, Sy Moustapha Y. arrive à Daloa où il s'établit en 1962.

> *« Je n'ai pas ouvert immédiatement ma medersa dès mon arrivée. Je faisais des prêches à la grande mosquée et je suivais des cours de tafsir auprès de Bouaké Karamoko. Je recevais aussi des talibés à domicile pour leur formation. »*[405]

Cette double activité de prédicateur – talibé dura jusqu'en 1966, date de son départ pour l'Arabie Saoudite. Ce voyage d'étude du *karamoko* Sy Moustapha fut bien accueilli au sein de la communauté locale. Son établissement – école coranique traditionnelle – laissé sous la responsabilité de Diakité Daouda et Doumbia Ali continua de fonctionner. Diaby Matouré[406], son épouse, en était le garant moral.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[404] Entretien réalisé avec Bakayako Zakaria le 26 mars 2008 à son domicile familial au quartier Abattoir (Daloa).
[405] Entretien réalisé avec Dr Sy Moustapha Yacoub le 27 mars 2008 à son domicile familial au quartier Abattoir (Daloa).
[406] Diaby Matouré est la première épouse du Dr Sy Moustapha Yacoub. Leur mariage eut lieu à Daloa en 1966.

« On envoyait à l'épouse de Sy Moustapha chaque mercredi la somme de 10 frs cfa ou du bois de chauffe. La somme était insignifiante mais c'était juste pour avoir sa baraka et celle du maître en voyage d'étude. »[407]

Au bout d'une année de présence en terre saoudienne, Sy Moustapha Y. restructura son école qui devint une medersa. Ce passage d'un type d'école à un autre, entrepris par un *karamoko* résident en Arabie Saoudite, rehaussa l'image des medersas. Doumbia Ali et Diakité Daouda reçurent de nouvelles instructions de leur maître en vue de la nouvelle orientation à donner au programme d'étude. L'effectif des élèves devenant important, ces derniers s'attachèrent les services des grands élèves dont Bakayoko Zakaria, Koné Bouaké, Sidibé Ibrahim et Sy Mamadou pour les aider dans leur fonction de pédagogue.



La medersa de Sy Moustapha Yacoub ouverte en 1967 au quartier Texas (Daloa) – *Source* : Archives personnelles de Bakayoko Zakaria (Daloa)

C'est sous la conduite de ce personnel enseignant, du fondateur[408] et de quelques cadres religieux dont Doumbia Siaka, Kéita Moctar et Touré Yamoussa qu'une

[407] Entretien réalisé avec Bakayako Zakaria le 26 mars 2008 à son domicile familial au quartier Abattoir (Daloa).

demande de terrain pour la construction d'un établissement islamique fut introduite auprès du Préfet Kobla Huberson en 1973. En effet, jusqu'à cette date, les cours avaient lieu au domicile familial du fondateur au quartier Texas. Ce sont les conditions difficiles de travail eu égard à l'effectif pléthorique des talibés qui explique cette démarche administrative.

> *« Ce jour-là, les élèves vêtus en boubou blanc se rendirent, en compagnie de leur responsable et de quelques dignitaires religieux, à la Préfecture. Ils furent accueillis par le Préfet (Kobla Huberson) qui eut droit à cette occasion d'écouter la version arabe de l'hymne nationale chantée par les élèves. Après les salutations fraternelles, la délégation annonça l'objet de la visite. »*[409]

A l'issue de cette rencontre, deux terrains de construction, l'un au quartier Orly et l'autre au quartier Abattoir, furent proposés aux demandeurs. Finalement, c'est la dernière proposition qui a été retenue et attribuée par *Arrêté préfectoral n°1712 PD/DOM du 05 octobre 1973*[410] à Sy Moustapha Y. La mise en valeur du site, débutée en 1975, prit fin au début de la décennie 1980. La nouvelle école ouvrit ses portes à la rentrée scolaire 1982 – 1983. L'école accueilla un nombre important d'élèves[411]. Certes le cadre de la formation comptait dans le critère de choix des parents d'élèves, mais l'aura du fondateur était aussi déterminante.

A travers ce projet éducatif, Sy Moustapha s'est taillé une réputation dans cette partie du pays. Chacune de ses arrivées en vacance était une aubaine pour l'organisation de cérémonies festives. On ne compte pas de cas similaire dans la région malgré la présence de marabouts forts réputés.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[408] Entretien réalisé avec Dr Sy Moustapha Yacoub le 27 mars 2008 à son domicile familial au quartier Abattoir (Daloa).
[409] Entretien réalisé avec Bakayako Zakaria le 26 mars 2008 à son domicile familial au quartier Abattoir (Daloa).
[410] Archive du Lycée Ançarul Coran wa sunnah de Daloa : Arrêté préfectoral n°1712 PD/DOM du 05 octobre 1973 portant attribution à Mr Moustapha Sy du lot n°77 sis au quartier Abattoir.
[411] Aucune indication précise n'a été fournie sur l'effectif au départ de l'école. Toutefois, on retient vaguement que le nombre des élèves avoisinait 200 selon les propos recueillis.

« Dès son atterrissage à Abidjan, il nous informait de la date de son arrivée à Daloa. Nous informions les notables et les parents d'élèves de la nouvelle. Ensuite, nous empruntions des taxis pour diffuser l'information au reste de la population à l'aide de haut parleur. Le jour j, tous les élèves s'habillaient en boubou blanc et formaient des haies tout le long de la voie principale du quartier Commerce jusqu'à la mosquée en acclamant par des chants religieux le cortège de Sy Moustapha. Une fois à la mosquée, il faisait deux rakats puis allait saluer le grand Imam avant de se rendre à son domicile sous les mêmes ovations. »[412]

Ce type d'accueil fut réservé pour la première fois à Sy Moustapha Y. en 1972, l'année de son entrée à l'Université Islamique de Médine après l'obtention de son baccalauréat. Cette dynamique fut poursuivie jusqu'à sa rentrée définitive en Côte d'Ivoire avec en main son diplôme de doctorat en *Sunnah* obtenu le 24 juin 1986. Mais ces festivités ne purent rencontrer le soutien de tous les membres de la communauté. Et les acteurs de cette opposition, contrairement aux autres localités, se comptaient parmi les nouveaux clercs. En effet, le succès de la medersa du Dr Sy Moustapha Y. suscita une vive opposition entre cet établissement et celui de Savané Aboubakar. Aucun différent n'opposait les deux fondateurs eu égard aux liens familiaux[413] qui les unissaient. Ce fut plutôt les collaborateurs de Savané Aboubakar, précisément Touré Zakaria et Ballo Hamed, qui alimentaient ce conflit.

« Lorsque Sy Moustapha faisait des prêches, pendant les vacances, les enseignants de la medersa de Savané Aboubakar – Touré Zakaria et Ballo Hamed – cherchaient à le contredire lors de certaines communications publiques pour le discréditer. »[414]

Excepté la ville de Bouaflé où le projet des medersas fut introduit en 1966 par Diaby Mamadou, un ancien élève de Mohamed Camara (Bouaké)[415], dans

[412] Entretien réalisé avec Bakayako Zakaria le 26 mars 2008 à son domicile familial au quartier Abattoir (Daloa).
[413] Savané Aboubakar est le fils de Savané Sory, un membre de la grande famille du Dr Sy Moustapha Yacoub. Ce lien familial rapprocha les deux hommes en plus de rapport en tant que prédicateurs.
[414] Entretien réalisé avec Diaby Mohamed Youssouf le 24 mars 2008 au Lycée Ançarul Coran wa sunnah au quartier Abattoir (Daloa).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

plusieurs localités environnantes de Daloa, notamment Duékoué, Guésabo, Issia, Saioua, San Pédro, Zuénoula, etc., les medersas ont été ouvertes par les anciens élèves du Dr Sy Moustapha Yacoub.

- *Man*

Le mouvement des « bras croisés » a précédé l'apparition des medersas dans la ville de Man. Il fut introduit par El Hadj Koné Lassiné vers 1947, puis répandu à partir de 1950 par El Hadj Diakité Manfikaba, un ressortissant de la Guinée. Leur message de propagande s'articulait autour de quatre points essentiels :

> *« 1- Tawhid (Unicité de Dieu), 2- Croisement des bras, 3- Interdiction du corana-mini, 4- Interdiction de ''alamandi'' (faire don de sa fille à quelqu'un dans le cadre du mariage) »*[416]

Ces dispositions nouvelles apportées dans la pratique de la foi rendit délétères les relations entre les réformistes et les dignitaires religieux locaux. L'approbation des uns et le refus des autres d'adhérer à ces changements divisèrent la communauté musulmane en deux groupes. Les opposants aux nouveaux clercs étaient les plus nombreux. Ils se comptaient dans la catégorie des musulmans fortement attachés aux marabouts. Certains d'entre eux, notamment Cissé Siriki, Diabaté Zoumana, Kanté Ibrahima, Touré Bengaly, etc., parvinrent à se soustraire de cette influence et regagnèrent le clan des réformistes.

D'ailleurs, ce fut sous la conduite d'un des partisans de ce groupe que le projet des medersas vit le jour. En effet, *Kaba* Alassane – connu sous le pseudonyme de *karamoko Bo*[417] – passe pour être la première personne à ouvrir une medersa

[415] Entretien réalisé avec Diaby Moustapha le 02 avril 2008 à sa medersa Maquassidy au quartier Nouveau Marché (Bouaflé).
[416] SEHE (Sibih Ismael), *Op. Cit*, pp22.
[417] Entretien réalisé avec Koné Aboubacar le 21 septembre 2007 au siège du Centre d'Etude et de Recherche Islamique au quartier Dioulabougou (Man).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

à Man en 1959 au quartier Air France. Le relatif succès de cette école encouragea d'autres initiatives similaires. En particulier celle d'un autre partisan des réformes apportées par El Hadj Koné Lassiné, Doumbia Bengaly qui s'établit au quartier Mahou en 1969. Les deux établissements entretenurent la rivalité avec les écoles coraniques traditionnelles tout le long des années 1960. Au début de la décennie 1970, une nouvelle école fut créée par El Hadj Sidibé Mamady, originaire de la région du Ouassoulou au Mali.

Après avoir étudié dans les cercles d'étude à la Mecque (Arabie Saoudite) puis à la medersa du cheikh Doukouré Mamadou à Touba (Mali), El Hadj Sidibé Mamady[418] arriva à Man en 1972 au moment de l'intensification de la crise entre réformistes et traditionnalistes suscitée par le retrait des premiers de la mosquée principale pour un autre lieu de culte[419]. Aussitôt installé, il se distingua au sein de la communauté wahhabite par ses qualités de prédicateurs. Cette marque lui valut le titre d'imam. Mais avant sa prise de fonction au poste d'imamat des « bras croisés » en remplacement de Sow Mohamad, il avait déjà entamé son métier d'enseignant dans sa medersa ouverte en 1972 au quartier Libreville. Quelques années plus tard, il obtint un terrain au quartier Zérégouiné (actuel quartier Domoraud) et fut autorisé par l'*Arrêté préfectoral n°239/DM/DAG2 du 05 novembre 1980*[420] à ouvrir une autre école.

Au nombre des institutions éducatives islamiques présentes à Man au début des années 1980, la medersa de l'Imam Sidibé Mamady occupait une place de premier ordre auprès des parents d'élèves. Le certificat d'existence, délivré le 04 mai 1982 par Bamba Zoumana (Inspecteur de l'Enseignement Primaire de Man 1), témoigne de cette importance.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[418] SEHE (Sibih Ismael), *Op. Cit*, pp26.
[419] Les wahhabites n'avaient pas de lieux de culte fixe. Ils officiaient clandestinement leurs prières dans les différents quartiers de la ville aux domiciles de quelques uns de leurs membres.
[420] Archives de la medersa Dar al Coran wal hadith de Man : Arrêté préfectoral n°239/DM/DAG2 du 05 novembre 1980 portant l'autorisation d'ouverture d'une école coranique.

« Je soussigné Inspecteur de l'Enseignement Primaire de Man 1, certifie que Monsieur El Hadj Mamady Sidibé, professeur d'Arabe, dirige une école medersa au quartier Zérégouiné (…) L'enseignement est dispensé à 750 enfants, repartis en six cours et en une quinzaine de classes (…) »[421]

La pléiade d'écoles qui a vu le jour les années suivantes, notamment les medersas de Koné Aboubakar[422], de Traoré Mamadou, etc., ne parvint à réduire de manière considérable l'influence de l'établissement de l'Imam Sidibé Mamady.

En définitive, la réforme du système éducatif coranique apportée par El Hadj Kabiné Diané à la fin des années 1940 à Bouaké a eu des échos favorables tant dans les contrées au Nord qu'au Sud de la Côte d'Ivoire. Cependant, on note des localités restées réfractaires à ce projet d'école islamique nouvelle.

2) Les localités restées hostiles au projet des medersas

Le projet d'école islamique nouvelle initié par les réformistes, avec le cortège d'évènements qui l'ont suivi, n'a pas été bien accueilli dans toutes les localités du pays. Kong, une des cités islamiques les plus prestigieuses de la sous région ouest africaine, figure au nombre des cités hostiles à cette entreprise.

Lorsque survint le conflit des « bras croisés » à Bouaké, les élites traditionnelles de la cité islamique de Kong ne furent pas indifférentes à l'égard de ce mouvement religieux. Elles n'adoptèrent cependant pas de mesures particulières puisqu'aucun des leaders wahhabites n'avait atteint Kong pour une mission de propagande. Par contre, l'idée de la création des medersas allait voir le jour. Elle fut émise par Fofana Aboubakar, un *karamoko* originaire de Kong et résident à

[421] Archives de la medersa Dar al Coran wal hadith de Man : Certificat d'existence de l'établissement.
[422] Un répertoire des écoles coraniques de Man établi par l'Imam Koné Aboubakar, Président de la section locale de la Ligue Islamique des prédicateurs de Côte d'Ivoire, fait état de l'existence de 10 médersas dans la ville en 2007. Excepté la médersa de Kaba Alassane, tous établissements susmentionnés figurent dans ce répertoire.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Bouaké depuis près d'une trentaine d'années. Le *karamoko* Fofana Aboubakar – connu sous l'appellation de Ladji Fofana – n'était pas à sa première expérience. Il avait déjà ouvert une medersa à Katiola en 1977 dans l'enceinte de la grande mosquée. C'est fort de cette expérience qu'il fut sollicité pour étendre son projet éducatif à Kong.

> *« C'est le chef du village Ouattara Faboua Karamoko, aidé du chef de canton Ouattara Kodara et du Sécrétaire Général de la section locale du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) Traoré Domori, qui m'a demandé la construction d'une medersa. Je lui ai répondu que les gens me feront des querelles parce qu'ils pensent que les medersas sont une affaire de wahhabiyya. »*[423]

Dans la mémoire collective des musulmans des anciens foyers islamiques, les medersas sont indissociables de certaines pratiques wahhabites telles les « bras croisés », le port du voile, la barbe fournie, le pantalon à ras de cheville, etc. Ces établissements sont présentés comme le véhicule de transmission des idéaux réformistes, quand bien même ce projet postérieur à l'arrivée de El Hadj Tiékoro Kamaté n'a pas été une pomme de discorde entre les musulmans de Bouaké. De telles entreprises ne pouvaient dès lors prospérer dans ces localités où l'islam enseigné depuis des lustres n'avait fait cas de ces pratiques réformistes.

Le profil des guides religieux locaux était connu et immuable. Que pouvait donc proposer les medersas, qui elles, interdisaient les cérémonies d'enroulement du turban ou *corana-mini* (en langue malinké) ? A Bouna, Camara Abdoul Razac a, à côté de son école coranique traditionnelle, voulu faire bénéficier à ses talibés des méthodes d'enseignement des medersas. Pour ce faire, il fit venir de la ville de Tanda – département de Bondoukou – un enseignant pour conduire le projet. A sa grande surprise, il ne reçut pas d'encouragement des parents d'élèves. Pour

[423] Entretien réalisé avec Fofana Aboubakar le 09 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Dar Es Salam (Bouaké).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ces derniers[424], les medersas ne faisaient pas partie des legs de leurs ancêtres. L'analyse de cette attitude est similaire à celle observée à Kong.

> *« Tous les karamoko que nous avons connus priaient les ''bras allongés''. Alors que les medersas proposaient de prier les ''bras croisés''. C'est la raison pour laquelle les vieux n'ont pas apprécié cette école. »*[425]

Cependant, bénéficiant du soutien des autorités – citées ci-dessus –, Ladji Fofana entama les travaux de construction de l'école. La pose de la première pierre fut une cérémonie grandiose. Elle eut lieu en 1993, une période pendant laquelle les activités islamiques nationales connaissaient une réelle évolution[426]. Elle réunit 32 personnalités religieuses résidentes à Kong, dans les localités environnantes et au-delà. On comptait, parmi les invités, Abou Sy (Imam de la mosquée de Dougouba – Bouaké), Koné Seydou (Imam de la mosquée sunnite de Bouaké), Bamory Touré (Imam de la mosquée de Katiola), Sylla Mahamoud, Ouattara Abdramane (tous deux responsables de medersas à Bouaké), etc. Après ce démarrage en grande pompe, l'initiateur du projet réussit à faire les travaux de fondation de l'édifice qui abritera les classes ; puis il fit monter les murs jusqu'à atteindre le niveau du chaînage. Depuis lors, on n'a enregistré aucun investissement conséquent sur le chantier.

Comme raison de l'arrêt des travaux, Ladji Fofana évoque la thèse des difficultés financières, mais pour certains membres de la communauté musulmane de la ville, les problèmes sont à chercher ailleurs. Ouattara Souleymane – chef du village – parlant des difficultés à la base du blocage de l'entreprise, ironise en ces termes :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[424] Entretien réalisé avec Camara Abdoul Razac le 29 avril 2008 à son domicile familial au quartier Camarasso (Bouna). Le projet de medersa a été initié dans cette ville à la fin des années 1970 par El Hadj Camara Tidiane, un membre de la famille du *karamoko* Camara Abdoul R. Il ne connut pas un engouement véritable auprès des membres de la communauté musulmane locale. Cet établissement est enregistré au Ministère de l'Intérieur sous l'Arrêté n°592/INT/AT/AG/1 du 13/05/1980 (Voir Annexe 3).

[425] Entretien réalisé avec Ouattara Souleymane le 09 mai 2008 à son domicile familial au quartier Kréou (Kong).

[426] Les données relatives au dynamisme de l'islam dans la décennie 1990 sont développées dans la troisième partie du travail.

« Ladji Fofana n'a jamais pu dépasser la fondation des bâtiments. Pour la suite, nous le regardons faire seulement. »[427]

A l'entreprise de Ladji Fofana, une autre initiative semblable vit le jour à la fin de la décennie 1990. Elle fut plus discrète que la précédente et ne privilégia pas la construction de véritables salles de cours pour démarrer la formation. Sanogo Abou[428], responsable de cette œuvre, se contenta des locaux de sa concession familiale pour y dispenser son enseignement. Une fois de plus, des raisons furent trouvées pour saboter le travail effectué.

« Quel est ce type de formation qui demande une contribution à hauteur de 200 frs cfa par élèves tous les vendredis ! »[429]

Pour l'auteur de cette exclamation ainsi que pour bon nombre de ses coreligionnaires, la formation islamique ne doit pas être conditionnée par une contribution financière des participants. Le principe de la gratuité des cours en vigueur dans les établissements coraniques traditionnelles semble être à la base de cette perception. Pour s'en rendre compte, une analyse de la gestion de la medersa de la ville de Samatiguila peut être instructive.

Du point de vue de l'antériorité et du rayonnement de l'islam en Côte d'Ivoire, Kong et Samatiguila ont, à plus d'un point, des similitudes. Cependant, pour ce qui concerne le projet des medersas, Samatiguila a une longueur d'avance sur Kong. La medersa a fait son apparition au début des années 1980[430]. Elle fut construite et mise gratuitement à la disposition des musulmans par un des fils de la ville, Nifa Diaby, richissime transporteur résident à Daloa. A sa mort en 1984, son fils Inza Diaby poursuivit son œuvre : entretien de l'établissement et

[427] Entretien réalisé avec Ouattara Souleymane le 09 mai 2008 à son domicile familial au quartier Kréou (Kong)
[428] Sanogo Abou est le fils de l'Imam Sanogo Amadou de Kong. Nous n'avons pas pu le rencontrer lors de notre séjour. Il était préoccupé par l'organisation des obsèques de son oncle Sanogo Balagavia décédé le 05 mai 2008 à Kong.
[429] Entretien réalisé avec Ouattara Baly le 09 mai 2008 au domicile du chef de village au quartier Kréou (Kong).
[430] Nous n'avons pas d'information précise sur l'année d'ouverture de la médersa. Toutefois, les avis recueillis la situent autour de 1982 et 1983.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

payement des salaires des enseignants. Lorsqu'éclata le conflit militaro politique ivoirien en 2002, Inza Diaby[431] s'exila et laissa l'école aux mains des enseignants.

> *« Nous avons proposé une participation financière des parents à hauteur de 250 frs par élèves chaque mois pour le règlement de nos salaires. Mais aucun d'eux n'accepta cette proposition. »*[432]

L'habitude de la gratuité des cours, instaurée par les écoles traditionnelles et encouragée par Nifa Diaby ainsi que son héritier, a primé. Les enseignants, ne pouvant accepter de travailler sans être rémunérés, ont abandonné la seule medersa de la ville. Sanogo Abou, confronté à pareille situation, renonça à sa mission et laissa Kong comme l'une des localités du pays n'ayant pas véritablement adhéré au projet des medersas.

*****

Après une entrée un peu tumultueuse sur la scène publique à la fin de la décennie 1940, les medersas ont fini par essaimer dans nombre important de localités ivoiriennes. Tout comme le parcours qu'a connu l'islamisation du pays, la diffusion de ce type d'école ne fut pas le résultat d'actions structurées sous la conduite d'un guide unique. Chacune des contrées ayant accueilli ce projet a eu son expérience propre, avec parfois des similitudes entre elles. Cette dynamique, à partir de laquelle sont nées les medersas, va-t-elle avoir des influences sur son organisation et son fonctionnement ?

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[431] Selon les informations recueillies, Inza Diaby avait été soupçonné d'être un des financiers de la rébellion armée qui s'était emparée de la moitié nord du pays. Craignant pour sa vie, il alla en exile.
[432] Entretien réalisé avec Diaby Movaly le 16 juin 2008 à son domicile familial à proximité de la grande mosquée (Samatiguila).

Chapitre 5

LA REFORME DU SYSTEME EDUCATIF CORANIQUE : L'INSTAURATION D'UNE NOUVELLE DYNAMIQUE

L'avènement des écoles de type médersa a marqué la fin de l'hégémonie des écoles coraniques traditionnelles pionnières de la diffusion des prescriptions islamiques en Côte d'Ivoire. Par cette occasion, les bases de la réforme du système éducatif coranique furent jetées. Cette mutation s'est opérée progressivement dans plusieurs aspects de la formation. Elle va de la structuration du cadre d'étude à l'élaboration d'un programme d'enseignement inspiré à la fois de la politique éducative du pays et de celle des pays arabo musulmans.

Le présent chapitre, consacré à cette étude entend aborder le cursus de la formation et l'organisation du personnel engagé pour l'exécution de cette tâche. Mais au préalable, il va s'atteler à la question des infrastructures entrant dans cette formation.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I- LE CADRE DE LA FORMATION DES MEDERSAS

Les écoles islamiques nouvelles présentent un cadre d'étude différent de celui proposé par les écoles coraniques traditionnelles. Ici, l'espace retenu pour la formation est une copie du modèle des écoles officielles. Bâtiments ou hangars compartimentés en plusieurs salles de cours, ces écoles sont dotées aussi d'espaces pour la pratique du culte.

1) Les espaces d'études

Les espaces retenus pour l'enseignement islamique n'ont pas eu une architecture figée. Ils ont connu des travaux de structuration progressive au fil des années. Ces espaces, outre la commune appellation « medersas », portent des noms.

a) La dynamique d'évolution du cadre de la formation

Au départ du projet des medersas, les locaux servant de lieux de cours étaient des constructions des plus simples. Des hangars avec un toit de chaume ou une partie des concessions familiales en bordure de rue[433] – initialement prévue pour servir de magasins de stockage de produits agricoles ou de petits commerces – ont constitué les premiers espaces privilégiés de formation des enseignants réformistes.

Les procédures d'acquisition de ces locaux pour l'ouverture des écoles n'ont pas suivi une méthode uniforme sur l'ensemble du territoire national. Elles n'ont pas rencontré de difficultés majeures mais elles ont varié selon que l'initiateur soit étranger ou non à la localité de travail. En effet, un talibé, de retour de formation, pouvait ériger une partie du patrimoine immobilier familial en salle de cours. Tel fut le cas des premières medersas de Bondoukou et Korhogo. En 1954, Timité Amadou Koudous ouvrit à Imamso – le quartier familial – son école. Il en a été de même pour Ouattara Abdramane au quartier Malagasso. Aux quartiers Banaforo et Koko de Korhogo, Koné Vamara et Cissé Bengoro érigèrent quelques uns de leurs magasins en lieux de cours respectivement en 1958 et 1968. Au début de la décennie 1970, le *broum* de l'Imam Sylla Anzoumana a servi de cadre d'études à ses enfants – Sylla Youssouf et Sylla Aboubakar – en charge de son école coranique réformée.

Par ailleurs, lorsque l'initiateur du projet est étranger à la zone d'implantation, il se contente des dispositions prises par la communauté d'accueil. On a enregistré plusieurs options proposées à cet effet : salles en location, terrain de construction, etc. El Hadj Kabiné Diané, à son arrivée à Bouaké, bien que logé chez un *diatigui*, construisit son hangar dans les environs de la mosquée de Dougouba. Koné Mamadou et Sako Yakouba, à Odienné, se sont bâtis des

[433] Une des caractéristiques des medersas est leur localisation. Elles sont généralement situées en bordure des voies aux alentours des lieux publiques tels les mosquées, les marchés, etc. de sorte à leur attirer la clientèle.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ouvrages du même modèle et sans charge locative. Tidiane Ba n'a pas, quant à lui, bénéficié de cette facilité. Il avait pris une salle en location à Treichville pour y dispenser ses cours.

Toutefois, on note quelques différences dans les attitudes des membres de la communauté à l'égard de ces enseignants étrangers. En effet, les enseignants installés à la demande de la population étaient traités différemment de ceux arrivés d'eux mêmes. Ils se voyaient attribuer des salles de cours sans aucune contribution financière de leur part. On note les cas de Diané Mory, Kanté Mory et Seydinnah Oumar à Daloa.

Dans l'ensemble, ces infrastructures éducatives n'offraient pas d'importants équipements à voir comparativement aux écoles publiques avec qui elles rivalisaient. Lorsque ces établissements se présentaient sous la forme de hangars, leur composition se résumait en un ensemble de morceaux de planches disposés les uns à côtés des autres et cloués tout autour des piliers avec une entrée principale, le tout recouvert d'un toit de chaume, en tôle ou en plastique. Dans ces constructions, on ne note pas l'existence de claustra mais seulement parfois des fenêtres et des espaces laissés par la disposition des planches. Cette structuration, on ne la retrouve pas quant il s'agissait des magasins érigés en salles de cours. Ces salles avaient l'avantage d'être couvertes de tôles et construites avec du matériel moderne mais elles ne disposaient que de tableaux, de tables bancs et de bureaux respectivement pour les élèves et les enseignants.

A partir des données collectées, on retient que l'essentiel des locaux alloués pour la formation islamique dans les deux décennies – 1940 et 1950 – n'était pas des ouvrages construits selon les normes de construction des écoles publiques du pays sur lesquelles il était censé copier. Les initiateurs se sont contentés des moyens mis à leur disposition pour juste marquer l'existence de la nouvelle école.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

De ces aspects initiaux, les espaces abritant la formation islamique reformée allaient connaître au fil du temps des restructurations progressives. Préalablement établies aux domiciles des enseignants, dans des salles en location, etc. les medersas finirent par occuper d'importants espaces. Cette évolution sous sa forme conceptuelle est apparue dans la décennie 1950 mais il a fallu attendre les années 1960 pour voir sa matérialisation. En effet, à partir de leurs anciens sites, les initiateurs du projet des medersas sortaient leurs établissements du statut d' « écoles boutiques » pour tenter de se conformer aux dispositions des écoles publiques.

Cette donne débutait par la recherche de la reconnaissance des autorités officielles. A Daloa, Kanté Mory s'est vu accordé un terrain pour la construction de sa medersa. El Hadj Kabiné Diané a vu sa demande de lopin de terre acceptée pour la délocalisation de son établissement à Bouaké. Ces deux expériences ont certes tourné[434] court, mais la dynamique fut suivie dans les décennies 1960 et 1970. Ainsi, à Bouaké, les initiatives de El Hadj Kabiné Diané furent suivies par El Hadj Camara Mory Moussa, Sylla Anzoumana, etc. qui obtinrent des terrains de construction de medersas respectivement aux quartiers Sokoura, Zone industrielle, etc. A Daloa, ce sont les fondateurs Savané Aboubakar, Sy Moustapha Yacoub et quelques uns de leurs pairs éducateurs qui bénéficièrent de terrains de construction pour l'édification de leurs écoles. La démarche adoptée par Sy Moustapha Yacoub pour entrer en possession de son terrain de construction est décrite dans le chapitre précédent (Voir section II).

Les autres localités du pays, telles Abidjan, Bondoukou, Korhogo, etc. ne furent pas indifférentes à cet appel à la recherche de la reconnaissance de l'autorité publique.

[434] Après le décès de Kanté Mory à Daloa, sa famille vendit une partie du terrain obtenu des autorités publiques et se rendit en Guinée. El Hadj Kabiné Diané a eu la même attitude suite à l'annonce de l'indépendance de son pays, la Guinée, qu'il regagna à partir de 1958.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Sur ces terrains acquis des autorités officielles, les nouveaux clercs et leurs partisans édifièrent des écoles. Chaque fondateur, selon ses moyens, construisait autant de bâtiments, de salles de classes qu'il pouvait. El Hadj Sanogo Mahamoud a, quant à lui seul, bâti un bâtiment de trois étages à Williamsville (Abidjan) en 1976. Dans cette construction, il réserva un niveau de l'édifice aux salles de cours et un autre pour le logement du directeur de l'établissement.

Cette nouveauté dans la construction a aussi inspiré certains acteurs du système éducatif coranique d'autres localités. Après l'obtention de son nouveau site au quartier Sokoura (Bouaké), El Hadj Camara Mory Moussa débuta son travail d'enseignant coranique par la construction d'un hangar entouré et recouvert de tôles. Ce hangar compartimenté en neuf salles de classes abritait la formation durant quelques années avant que de nouveaux édifices virent le jour. La construction de ces nouveaux locaux se fit de manière progressive au rythme de l'évolution de l'effectif des classes. L'établissement, depuis plus d'une décennie, compte 35 salles de classes et un bâtiment administratif de plusieurs bureaux repartis selon les postes de responsabilité. La cour de l'école est aérée et clôturée. Un mât, avec le drapeau aux couleurs du pays, est dressé juste à l'entrée principale de l'école. Une jante de véhicule solidement accrochée à une branche d'acacias sert de cloche.

La dynamique de l'évolution des infrastructures éducatives islamiques a atteint aussi la ville de Daloa dans la décennie 1980. L'établissement de Sy Moustapha Yacoub bâti sur une superficie d'environ huit hectares faisait office de figure de proue de ce nouvel élan. Avec six salles de cours à son ouverture en 1981, l'école du diplômé de l'Université Islamique de Médine (Arabie Saoudite) s'est dotée de dix nouvelles salles pour faire face à la demande de la jeunesse musulmane en quête de savoir avant l'amorce de la décennie 1990. Les medersas de Savané Aboubakar, de Kanté Mory, etc. ont-elles aussi connu des travaux de rénovation.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les villes de Bondoukou, de Korhogo et d'Odienné n'ont pas été épargnées par ce phénomène de restructuration du cadre de formation. L'Imam Timité Amadou Koudous laissa son ancien site pour établir son école au quartier Dozonso. Cette fois, les cours étaient dispensés dans de véritables salles de classes sans commune mesure avec les précédentes. Du quartier Malagasso, Ouattara Abou Harissou Zamane vint reconduire le projet de son défunt maître – Ouattara Abdrahamane – au quartier Kardioulasso par la construction de six salles de cours. A Korhogo, Koné Vamara, Cissé Bengoro et Touré Souleymane n'ont pas procédé au réaménagement de leurs cadres d'études. Seul l'établissement du commerçant Coulibaly Bakary – dont le site a été obtenu par l'Arrêté ministériel n° 1591/INT/AT/AG/1 du 29 septembre 1975 – présentait un nouveau visage des écoles islamiques rénovées avec la construction de bâtiments de plus d'une dizaine de salles de cours.

La restauration des locaux de la formation à Odienné est redevable à Sy Ismaël Savané[435]. A l'ouverture de son école en 1981, on enregistrait dix salles de cours construites avec du matériel moderne de construction. Les établissements qui virent le jour après cette période – telles les medersas de Kanté Bouakary au quartier Texas et de Diarrassouba Mory au quartier Yankafissa – s'inspiraient du modèle de cette école et de celle des localités citées plus haut.

Toutefois, les travaux de rénovation des infrastructures d'un établissement ne suivent pas une logique dictée par un guide ou une institution quelconque, ils sont entièrement dépendants des potentialités financières des acteurs de ce projet éducatif. Ainsi, on peut constater que pendant que sortaient de terre les édifices à étage tel le *Centre Culturel de Williamsville* (Abidjan) en 1976, les villes de

[435] Entretien réalisé avec Sy Lamine le 07 juin 2008 à son domicile familial au quartier Heremankono (Odienné).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Mankono[436], d'Odienné, etc. se contentaient encore des hangars comme les espaces d'apprentissage des valeurs islamiques.

b) La dénomination des espaces d'études

L'ouverture d'une médersa s'accompagne de l'annonce du nom que portera l'établissement. Cette nomination identifiera la medersa parmi tant d'autres. Toutefois, on peut y joindre certains termes non transcrites tels le nom du fondateur, le quartier d'établissement de l'école, etc. au cas où des medersas portent le même nom. Le nom de l'école est, généralement, inscrit en lettre arabe suivie parfois de la version traduite en français sur des pancartes accrochées au dessus de l'entrée principale de l'établissement.

Le principe de la nomination dans le système éducatif islamique réformé n'est pas une chose banale. Elle est une invention des wahhabites[437] en rupture avec la logique des écoles coraniques traditionnelles anonymes, et aussi l'expression des objectifs assignés à ces écoles. Ces appellations multiples tirent leurs origines de l'idéologie et du parcours d'études du fondateur ou des enseignants à qui la gestion de l'école a été confiée.

Le premier établissement de type medersa à voir le jour en Côte d'Ivoire s'est fait dans un contexte de crise intra communautaire appelé le conflit des « bras croisés ». Il porta le nom de medersa *sunniya*[438] en raison de la position idéologique de El Hadj Kabiné Diané, l'initiateur du projet. A cette époque, la référence à certains termes arabes notamment *Sunnah*, *Hadith, Ançar*[439], etc. était la marque des partisans des idéaux du savant saoudien Muhammad ibn Abd

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[436] La première medersa à voir le jour à Mankono est Sabil Fatihi ouverte en 1984 par Fofana Youssouf. Entretien réalisé avec Fodjo Famatié le 28 juillet 2008 dans son bureau à l'école islamique Daroul Moustapha SAW au quartier Mouéla (Mankono).
[437] Les wahhabites sont les initiateurs de la nomination des centres d'enseignements islamiques du pays. Leurs lieux de cultes portent aussi des noms (Exemple : La mosquée Rahama de Bracody/Adjamé)
[438] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 1998, pp7-8
[439] Les *Ançars* sont les hôtes du Prophète Muhammad lors de son émigration à Médine (Hégire). Les musulmans venus de la Mecque avec le Prophète, au cours de ce déplacement, sont connus sous l'appellation de *Muhajirun*.

al-Wahhab. L'utilisation de ces termes comme noms aux écoles témoignait déjà de la nature du message véhiculé. Sy Moustapha Yacoub, une année seulement après son arrivée en Arabie Saoudite, siège de la diffusion du wahhabisme, attribua à son école coranique traditionnelle devenue medersa l'appellation de *Lycée Ançarul Coran el Karim wa Sunnah* . Un de ses pairs éducateurs résident à Man, El Hadj Sidibé Mamady, ancien auditeur des cercles d'études à la Mecque, marqua son empreinte idéologique à son établissement par la nomination *Dar al Coran wal Hadith*.

D'autres fondateurs d'établissements islamiques se démarquaient de ce modèle d'appellation. Ils préférèrent, par reconnaissance, reconduire le nom de leurs écoles d'origine. L'établissement, ainsi créé, n'est pas un centre d'étude annexe de celui dont il porte le nom, mais il se veut être seulement un modèle. Nombre important de fondateurs ont été guidés par cette option de gratitude envers leurs établissements d'origine. A Bouaké, El Hadj Camara Mory Moussa donna le nom *Dar el Hadith* à son école, l'appellation de l'institut qui l'a accueilli pour sa formation en Arabie Saoudite. Cissé Mahama, de son parcours de formation qui l'avait conduit à Lakota où il fit la connaissance de la medersa *Sabil Nadja*, attribua ce nom à son école à son ouverture en 1972 à Koumassi (Abidjan).

A côté de ces procédés, on note des acteurs de ce système éducatif ayant laissé libre cours à leur imagination dans la recherche du nom à attribuer à leur école. Mais ces appellations sont tout aussi porteuses de message. Au nombre de ces appellations, on a *El falah*, une dérivé de *Sabil falah* de Touré Oumar Saada à Ségou (Mali), *El Baniteim*, *El Ridwane*, *Sabil Rachida*, etc. Dans cette dynamique, les fondateurs qui, en plus de la formation coranique classique, ambitionnaient faire de leurs medersas des espaces d'organisation de séminaires, de conférences, de débats, etc. leur ont préféré les appellations telles *Centre Culturel Islamique*. Quelques établissements du répertoire des écoles islamiques du pays répondent à ce nom : Le *Centre Culturel Islamique* de Williamsville

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

(Abidjan), *Sakafat toul Islamiya* de Bouaké (Voire le Tableau 6 pour la traduction en français), etc.

Outre ces types de nomination, on a enregistré des noms d'écoles parfois empreints de fantaisie. Les medersas de cette catégorie portent les noms de leurs fondateurs au lieu de ceux des ulémas ouest africains ou du monde arabo musulman. On peut y joindre les écoles dont les noms témoignent du caractère pluridisciplinaire et bilingue de la formation dispensée. Au nombre de ces établissements, on a l'*école franco arabe Kanté Bouakary* d'Odienné, l'*école islamique Diarrassouba Ibrahim* de Gagnoa, la *Nouvelle école franco arabe* de Korhogo, etc.

Tableau 6: Noms de quelques medersas

Noms des medersas	**Significations des noms en langue française**
Sakafat toul islamiya	Le centre culturel islamique
Sabil rahma	La voie de la miséricorde
Dar es salam	La maison de la paix
Makacid al islamiya	Les desseins islamiques
Ouloum diniya	Les sciences religieuses
Tarbiya toul islamiya	L'éducation islamique
Al ittihadiya	L'unioniste
Sabil nadjate	La voie de la félicité
Ançaroul Coran el karim wa sounnah	Les partisans du Coran et de la sunna
Dar el hadith	La maison du Hadith
Dar el hadith wa sounnah	La maison du Hadith et de la sunna
El ridwane	L'agrément
Dar al Coran	La maison du Coran
Sabil falah	La voie du salut

En plus des medersas auxquelles sont attribués des noms, on compte d'autres espaces éducatifs – notamment les lieux de cultes – portant eux aussi des appellations.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

2) Les lieux de culte

L'ouverture d'une medersa tient compte de la place accordée au culte. Ainsi, on pourrait, à quelques exceptions près, affirmer qu'il n'existe pas de medersas sans lieu de culte.

A l'instar des écoles coraniques traditionnelles, les medersas initient les auditeurs de la formation à la pratique des cinq prières quotidiennes. Si les enseignants ont les moyens de vérifier l'état de la mémorisation des sourates lors des évaluations en classe, les séances de prières se présentent également comme des occasions pour s'assurer de la bonne application des cours dispensés. Ici, l'accent n'est pas mis sur le savoir récitatif des élèves, les récitations de sourates lors des prières de la journée se faisant à voix basse. Les enseignants apprécient simplement les dispositions pratiques des élèves notamment la discipline, la formation des rangées ou *safa,* l'ajustement des membres inférieurs (les pieds) et des voiles pour les filles, etc. Dans cette même dynamique, les enseignants responsabilisent les élèves en leur attribuant des fonctions spécifiques. Certains se verront affectés au poste de muezzin, quand d'autres auront à jouer les rôles d'Imam.

De ce constat, les mosquées peuvent se présenter, alors, comme des infrastructures nécessaires à la réussite du projet des medersas. Tous les établissements visités en possèdent. En effet, ces lieux de culte vont des espaces libres laissés par les travaux de construction des classes à de véritables mosquées. Les espaces laissés inoccupés qui font office de lieux de culte ne présentent aucun signe particulier. Ils sont, à la fois, des aires de jeux des élèves et d'étalage de marchandises des commerçantes aux heures creuses et des espaces recouverts de nattes rangées en direction de la *kibla* lors des séances de prières. Plusieurs medersas répertoriées s'accommodent de ces aires libres pour la célébration du culte. A la medersa *El Baniteim* (Bondoukou), les élèves

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

officient la prière de *Asr*[440] en plein aire au milieu de la cour de l'école. Ce scénario est aussi observé à *Daarou Salam*[441] au quartier Marin (Daloa).



Les élèves officiant en plein air la prière de Asr à la medersa El Baniteim (Bondoukou)
Source : Cliché Ouattara Yaya (Bondoukou)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Dans les medersas dont les cours s'effectuent dans les salles de magasins ou « classes boutiques », sans espace extérieur, les prières se font à l'intérieur des classes. Pour ce faire, les élèves procèdent aux déplacements des tables bancs et du bureau de l'enseignant de sorte à avoir de l'espace pour disposer les nattes.

Ces séances de prières sont généralement dirigées par les élèves eux-mêmes sous le regard bienveillant des enseignants. Ces derniers interviennent souvent, mais leurs interventions sont plus accentuées lorsque l'école dispose d'un véritable lieu de culte, la mosquée notamment.

[440] Al-Asr est la prière médiane de la journée. Elle a lieu généralement à 16h GMT.
[441] Entretien réalisé avec Touré Youssouf le 27 mars 2008 à la medersa Daarou Salam au quartier Marin (Daloa).

Les fondateurs d'écoles disposant de moyens financiers conséquents ont construit des mosquées dans l'enceinte de leur établissement. Certaines d'entre elles sont de tailles moyennes. Initialement prévue pour la tenue des cultes des élèves, ces lieux accueillent les musulmans du quartier qui abrite l'école, et ce, aux différentes heures de prières[442]. D'autres vont jusqu'à recevoir *Djouma*, la prière du vendredi. Ces dernières sont généralement de grandes tailles et peuvent accueillir plus de 250 fidèles. La mosquée du Dr Sy Moustapha Yacoub compte dans cette catégorie. Elle est dirigée par le fondateur lui-même, secondé dans sa tâche d'Imam principal par un des enseignants de l'école, Diaby Mohamed Youssouf[443]. Construite grâce à l'appui financier de Hataba Bint Thamir Assihli[444], la mosquée *Ançar* – comme on l'appelle – comporte six entrées dont une réservée à l'Imam, une autre aux femmes et les quatre derniers aux fidèles de sexe masculin. L'extérieur de l'édifice est peint en blanc et jaune, et l'intérieur, peint de la même couleur, est une vaste salle équipée de douze fenêtres avec chacune deux battants, des nattes recouvrant la terrasse, et de douze brasseurs d'air installés sous la dalle en béton soutenue par six piliers. Sa taille et sa place de l'une des premières mosquées wahhabites de la ville ne donnent pas assez de place aux élèves lors des séances de cultes. Seul le rôle de muezzin leur a été accordé. Toutefois, ils ont en charge la direction de *Djouma* des gardes pénitenciers et des incarcérés de la prison civile de la ville.

La mosquée *Ançar* n'est pas le seul lieu de culte de medersa de cette dimension. On peut joindre à elle les mosquées des medersas de Coulibaly Bakary (Korhogo), de El Hadj Sidibé Mamady (Man), de El Hadj Sy Ismaël Savané (Odienné).

CODESPIA - BIBLIOTHEQUE

[442] Il s'agit des cinq prières quotidiennes : Soubh, Zour, Asr, Maghrib et Icha.
[443] Entretien réalisé avec Diaby Mohamed Youssouf le 24 mars 2008 au Lycée Ançarul Coran el Karim wa sunnah au quartier Abattoir 1 (Daloa).
[444] Hataba Bint Thamir Assihli est d'origine koweitienne. Entretien réalisé avec Sy Moustapha Yacoub le 28 mars 2008 à son domicile au Lycée Ançarul Coran el Karim wa sunnah au quartier Abattoir 1 (Daloa).

En somme, du passage des écoles coraniques traditionnelles aux medersas, on constate une évolution sur le plan des équipements entrant dans la formation. Ces infrastructures ont, elles - mêmes, connu des restructurations au fil du temps. D'une part, les lieux de cours sont passés des hangars, des « classes boutiques » à des salles de classes modernes copiées sur le modèle des écoles publiques ; et d'autre part, les espaces laissés en jachère par les travaux de construction de bâtiments et utilisés pour les prières ont été occupés par de véritables mosquées. Toutefois, ces actions d'innovations relèvent plus des moyens dont disposent les fondateurs de ce système éducatif que de la mise en œuvre de dispositions adoptées par un groupe ou une autorité politique. D'où l'observation de disparités régionales au niveau des équipements des écoles.

Institutions communautaires, les medersas sont tenues par un personnel recruté au sein de la masse des fidèles musulmans de profils différents de ceux des tenants des écoles maraboutiques.

II- LE PERSONNEL DE L'EDUCATION ISLAMIQUE REFORMEE

L'avènement des medersas en Côte d'Ivoire s'est accompagné de l'entrée en scène d'une catégorie d'enseignants peu connus de la communauté dans son ensemble. Peu nombreux au départ et comptant parmi eux une part importante d'enseignants vénus de la sous région, ces nouveaux clercs vont voir leur nombre augmenter au fil des années de présence. Cette dynamique d'évolution du nombre du personnel va être l'occasion pour les femmes, jusqu'alors réduites aux charges ménagères, de faire leur entrée dans la fonction d'enseignant.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1) Les enseignants : Des experts vénus d'ailleurs à l'émergence d'enseignants locaux

Si l'entrée du mouvement wahhabite sur le territoire national est à l'actif de El Hadj Tiékoro Kamaté, un originaire de Marabadiassa (Côte d'Ivoire), la medersa a, quant à elle, été introduite par un originaire de la Guinée, El Hadj Kabiné Diané. En dehors de Bouaké, la présence des medersas dans les autres localités du pays portait la marque des ressortissants de la sous région et parfois au delà.

Au départ du projet des medersas, certains Etats sous le pouvoir colonial tels le Cameroun, la Guinée, le Mali, etc. avaient déjà l'expérience de ce type de formation. Ainsi dès l'apparition des premiers établissements du genre, ce fut aux ressortissants de ces contrées que les initiateurs locaux firent appel. A Bondoukou, l'Imam Timité Mahama Koudous à l'ouverture de son école a eu recours à l'expertise d'un mauritanien, Mohamed Ibrahim[445]. Plus tard, lorsque Ouattara Nour Waïd et Timité Béma Assékou se montrèrent incapables d'assurer la gestion de l'établissement, il retourna chercher du personnel mais cette fois en Haute Volta où il recruta Diabaté Mohamed Mourdaws en 1967. Au départ de ce pédagogue en 1970, il s'orienta vers le Ghana pour le recrutement de nouveaux enseignants. De 1975 à 1997, on a enregistré six enseignants[446] originaires de ce pays qui ont eu à enseigner à l'école de l'Imam de Bondoukou. A côté de ce dernier, un autre cadre religieux de la ville, Ouattara Abdrahamane se contenta, à l'ouverture de sa medersa El Falah, de la confier à un de ses amis voltaïques, Tidiane Dème[447].

Les localités des zones savanicoles du pays ont-elles aussi bénéficié des enseignements des formateurs vénus de la sous région. Si à Korhogo, Koné

[445] Entretien réalisé avec Timité Amadou Koudous le 17 avril 2008 dans son bureau à l'EPV El Baniteim au quartier Dozonso (Bondoukou).
[446] On compte parmi ces six enseignants Mohamed Taher (1975 – 1982), Oustaz Isaq et Zakaria Moussa (1982 – 1989), Oustaz Fanan (1989 – 1990) puis Saïd Atta (1991 – 1996).
[447] Entretien réalisé avec Ouattara Babou le 14 avril 2008 dans son bureau à l'EPV El Falah au quartier Karidioulasso (Bondoukou).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Vamara a pu conduire lui-même la formation dans sa medersa, ce ne fut pas le cas des autres *karamoko* tels Cissé Bengoro et Touré Souleymane. Ces deux maîtres coraniques ont recruté leurs enseignants dans le vivier réformiste malien. Le premier fit venir de la ville de Djenné (Mali) un pédagogue du nom de Amadou Charou en 1980[448]. Et le second fit appel à deux enseignants. L'un, dont le nom a été oublié, arriva dès l'ouverture de l'école en 1978 et l'autre, Thiam Abib prit la tête de l'école en 1979.[449]

Outre la ville de Korhogo, l'expertise des enseignants originaires du Mali et des autres Etats de la sous région était aussi appréciée à Daloa. En effet, à la mort du guinéen Diané Mory en 1953, la communauté musulmane fit appel à Kanté Mory, un ressortissant du Mali, et à Seydinnah Oumar venu de la Mauritanie[450]. La ville d'Abidjan a, elle aussi, bénéficié de cet apport des enseignants des Etats voisins. Les deux enseignants de Treichville, notamment Tidjane Ba – natif de Bobodioulasso (Haute Volta, actuel Burkina Faso) – et Cheickna Yatabaré – malien – et Kaba Mohamed Lamine, originaire de la Guinée et responsable de medersa à Koumassi, font partie de cette équipe d'enseignants pionniers de la cité abidjanaise.

Le recrutement de ces élites, au début de la décennie 1970, alla au-delà des seules localités de la sous région. Entreprise personnelle ou communautaire au départ, le recrutement des enseignants à partir de cette période aura l'appui des institutions internationales. En effet, ce fut en 1960 que le roi Saoud (Arabie Saoudite) décida de la création d'une université islamique à Médine. Il fut assigné à celle-ci le rôle de :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[448] Entretien réalisé avec Cissé Bomba et Cissé Bannaby le 20 mai 2008 à leur domicile familial au quartier Koko (Korhogo).
[449] Entretien réalisé avec Touré Amadou Tiomogoba et Touré Amadou Béma le 20 mai 2008 à leur domicile familial au quartier Jean Delafosse (Korhogo).
[450] Entretien réalisé avec Mohamed Ibn Té Diaby le 25 mars 2008 à son domicile familial au quartier Texas (Daloa).

> *« (…) former des missionnaires qui, imprégnés de l'idéologie de l'Etat saoudien devraient ensuite rentrer dans leur pays d'origine pour prêcher le ''vrai islam.'' »*[451]

A son inauguration en octobre 1961, on ne comptait dans cette université que la faculté de *sharia*, suivie deux années plus tard de la faculté de *da'wa*. Les musulmans de tous les pays étaient conviés, selon la charte de l'institut publiée le 1er mai 1962[452], à venir à Médine pour y étudier l'islam.

Les retombés de cette politique éducative saoudienne ont commencé à voir le jour en Côte d'Ivoire, précisément à Bouaké, au début de la décennie 1970. Le fondateur de la medersa Dar el Hadith et ancien auditeurs des cercles d'études de la Mecque, El Hadj Camara Mory Moussa a usé de ses relations dans cette partie du Moyen Orient pour avoir du personnel enseignant pour son école. A sa demande, le Ministère des affaires islamiques et du waqf lui envoya des professeurs. Le premier d'entre ces enseignants formés à l'Université islamique de Médine à fouler le sol de Bouaké a été Mirdas Ben Nafi, un originaire de l'Arabie Saoudite, probablement en 1970[453]. De cette date à 1973, l'établissement a accueilli trois autres enseignants de différentes nationalités dont Mohamed Khaïr, Ikbal Ahmad et Mohamed Idriss respectivement originaire de la Somalie, de l'Inde et du Mali. On ne comptait aucun autre établissement de la localité ayant enregistré dans son effectif d'enseignants diplômés de cette Université du Moyen Orient à cette époque.

Toutefois, la medersa Dar el Hadith enregistrait quinze enseignants en 1973 y compris les expatriés de l'Arabie Saoudite[454]. Cette donne témoignait de la

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[451] GALILOU (Abdoulaye), « The graduates of Islamic universities in Benin: A modern elite seeking social, Religious and political recognition", in BIERSCHENK (Thomas) et STAUTH (Georg) (dir), *Yearbook of the sociology of islam, ''Islam in Africa'', vol.4*, 2003, pp10.
[452] Idem
[453] Entretien réalisé avec Mohamed Idriss le 19 juillet 2008 à son domicile familial à Dar el Hadith au quartier Sokoura (Bouaké).
[454] La date 1973 correspond à l'année d'arrivée à Bouaké de Mohamed Idriss de qui nous détenons cette information.

présence des enseignants locaux dans cet effectif. Ces derniers, s'ils étaient absents au départ du projet des medersas, ont progressivement fait leur apparition au fil des années de formation aux côtés des enseignants vénus d'ailleurs. Cette entrée des ressortissants ivoiriens dans la fonction d'enseignant est perceptible à la fin des années 1950 avec Camara Mohamed – dit *abyad* – et un de ses élèves Sy Lamine. Un autre élève de ce dernier, Diaby Mohamed, originaire de Samatiguila, fut à l'origine de l'avènement de cette nouvelle école islamique à Bouaflé en 1965[455]. Son établissement est connu sous l'appellation de *Maquassidy*. Ouattara Abdrahamane[456], aussi élève de Camara Mohamed, a poursuivi l'œuvre de son maître en créant *Makacid al Islamiya* au quartier Dar es Salam (Bouaké). Les élèves de celui qui fut son principal rival – El Hadj Camara Mory Moussa – n'ont pas manqué de participer à ce projet éducatif. On note, parmi eux, Koné Mamadou établi en 1972 à Odienné, Sangaré Idriss[457] enseignant à la medersa qui l'a formé – Dar el Hadith –, etc.

L'ensemble des ressortissants de la Côte d'Ivoire intéressés par la profession d'enseignant n'ont absolument pas eu le profil tiré de ce schéma classique. On compte des enseignants ayant acquis, en plus des études coraniques initiales effectuées en Côte d'Ivoire, des formations dans d'autres pays. Certains d'entre eux se sont limités aux écoles des pays limitrophes. La medersa de la famille Touré – *Sabil falah* – à Ségou a, à cet effet, joué un rôle prépondérant dans cette mobilité sous régionale. Elle a accueilli Diakité Ibrahima, le fondateur de la medersa *El Ridwane* de Treichville et Sylla Mahamoud, fils de l'Imam Sylla Anzoumana et actuel responsable de la medersa *Sakafat toul islamiya*. Koné

[455] Entretien réalisé avec Diaby Moustapha le 02 avril 2008 à la medersa Maquassidy au quartier Nouveau Marché (Bouaflé).
[456] Entretien réalisé avec Ouattara Ali le 04 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Dar Es Salam (Bouaké).
[457] Sangaré Idriss est Enseignant et Comptable à Dar el Hadith. Entretien réalisé avec lui le 02 juillet 2008 à son bureau à Dar el Hadith au quartier Sokoura (Bouaké).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Idrissa et Bakayoko Bakoroba[458] y ont été pour leurs études même s'ils n'ont pas, par la suite, intégré le corps des enseignants.

D'autres étudiants ivoiriens, par contre, sont allés au-delà des établissements de la sous région. Ils ont profité des opportunités que leur offraient les instituts éducatifs du monde arabo musulman. Ces voyages d'études étaient pour l'essentiel des initiatives privées. Ils n'engageaient que les candidats et leurs familles.

Timide dans les années 1950, ce déplacement de plus d'un millier de kilomètre était un véritable parcourt de combattant. En effet, c'est au bout de deux à cinq mois de voyage que les talibés arrivaient à destination. Traoré Mamadou et Cissé Mamadou[459], en partance pour l'Université d'*Al Azhar* (Egypte) en 1957, ont affirmé avoir mis cinq mois en route. Ces derniers, tout comme les pionniers de cette entreprise dont Diaby Moustapha[460], ont réussi à atteindre ces terres de diffusion de l'islam sous l'étiquette de pèlerin, eu égard à l'hostilité des autorités coloniales[461]. Mais au cours des années qui suivirent l'accession de la Côte d'Ivoire à l'indépendance, les déplacements – aller et retour – vers les pays de cette partie du monde furent plus aisés. Raymond DELVAL[462] fait remarquer, à cet effet, que chaque année 16 à 18 étudiants ivoiriens partaient en formation dans les établissements islamiques. 10 d'entre eux se rendaient au Caire, 3 ou 4 en Arabie Saoudite et 3 ou 4 au Koweït.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[458] Koné Idrissa est l'actuel Imam de la mosquée Bilal de Yopougon (Abidjan) et président du Conseil National Islamique (CNI). Et Bakayoko Bakoroba est actuellement Imam adjoint à la mosquée de la Riviera Palmeraie (Abidjan).

[459] Une fois en Egypte, les deux « aventuriers de la foi » furent reçus à l'institut islamique *Al Azhar* où ils subirent un test d'évaluation de leur niveau d'étude. A l'issue de cet examen, Traoré Mamadou fut admis en classe de 6ème et son compatriote Cissé Mamadou au Cours Préparatoire 2ème année.

[460] Diaby Moustapha compte parmi les premiers étudiants ivoiriens d'Al Azhar. Cissé Mamadou et Traoré Mamadou affirment l'avoir trouvé en formation dans cette institution. Nous l'avons rencontré dans le courant du mois de mars 2005 à l'Agence Egypt Air au Plateau (Abidjan) où il exerçait. Mais son état de santé ne lui a pas permis de nous accorder un entretien. Les échanges ont été brefs lors de cette rencontre.

[461] BINATE (Issouf), *Le Circuit de la formation des arabisants de Côte d'Ivoire : 1945 à la fin des années 70*, Mémoire de Maîtrise, Université de Côte d'Ivoire, UFR : SHS, Histoire, Abidjan, 2005, pp39-42.

[462] DELVAL (Raymond), *Op. Cit*, pp50.

En 1966, à la suite du décès de son père, Cissé Yaya, Imam de la mosquée dioula de Treichville, Cissé Mamadou[463] regagna sa famille. Il profita de ce retour pour ouvrir sa medersa. Au début de la décennie 1970, ce fut au tour de Traoré Mamadou de regagner la ville d'Abidjan après des études supérieures en Commerce à l'institut *Aïn Chams* au Caire. Il mit ses connaissances au service de la Société Ivoirienne de Banque (SIB) au détriment de sa vocation initiale, l'enseignement islamique. Contrairement à cet arabisant, Konaté Bakary[464], partit de Korhogo pour *Al Azhar*, revint s'y installer après son baccalauréat et ouvrit sa medersa – *Dar Rahama* – en 1983. L'Imam de la mosquée sunnite du quartier Dar es salam (Gagnoa), Diarrassouba Ibrahim[465] a connu un parcours similaire. Il dirige sa medersa – Ecole Islamique Diarrassouba Ibrahim – fondée en 1980.

Les parcours de ces personnalités, ajoutés à ceux de Tidjane Ba, Kaba Mohamed Lamine, Sylla Youssouf, Sy Moustapha Yacoub, etc., ont inspiré nombre important d'élèves dans leur quête du savoir islamique. Ainsi, de leur statut de minorité au départ du projet des medersas, les enseignants sortis des établissements ou ayant parfait leur formation à l'extérieur ont atteint des proportions notables dans les décennies 1980.

2) Les particularités, l'organisation et le style de vie des enseignants

Excepté les professeurs expatriés des medersas locales, l'on ignore la base sur laquelle les enseignants étaient recrutés. Il s'agissait, en effet, des équipes de pédagogues de formation hétérogène. Malgré la diversité de leurs profils, des caractères généraux permettaient de les identifier et les distinguaient des marabouts.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[463] Entretien réalisé avec Cissé Mamadou (1) le 05 octobre 2004 à son domicile familial à Treichville, avenue 13, rue 19, lot 339 (Abidjan).
[464] Entretien réalisé avec Konaté Bakary le 17 mai 2008 à son domicile familial au quartier Dèm (Korhogo).
[465] Entretien réalisé avec Diarrassouba Ibrahim le 07 mai 2007 à sa medersa au quartier Dar Es Salam (Gagnoa).

La naissance et la propagation des medersas sur l'ensemble du territoire national ont donné une autre dimension aux perceptions qu'avait la communauté musulmane des écoles islamiques. L'engagement dans la fonction d'enseignant et le succès espéré avaient longtemps tenu compte de la place occupée par le *kabla* du candidat au sein de la communauté.

> *« Nous, les Ouattara, sommes des guerriers. Le métier d'enseignant coranique n'est pas notre affaire. Ceux d'entre nous qui s'adonnent à cette activité, le font par pure nécessité. »*[466]

Avec le projet des medersas, cette fonction n'était plus l'apanage de personnes de rang ou de statut particulier. En effet, seules les compétences, les valeurs morales et spirituelles dont a fait montre un candidat pouvait lui attirer la considération des élèves et de leurs parents dans le choix d'enseignants. En dehors de Bondoukou où les Timité – Imams de la ville – ont été les pionniers de cette entreprise éducative, ce furent des ulémas d'autres clans, parfois des étrangers à la sphère des responsables des affaires religieuses, qui eurent à initier ce projet. A Korhogo et Odienné, les familles Koné[467] ne sont pas connues pour être de grands savants islamiques mais ils ont été à l'origine des medersas dans ces localités. Diané Mory, Sidibé Mamady et Tidjane Ba étaient étrangers à leurs zones d'accueil respectives – Daloa, Man et Abidjan – mais ils eurent le soutien des musulmans dans la mise en œuvre de leur mission.

Aussi, cette fonction n'a pas fait du statut social une priorité. Elle a exclu les conditions de l'âge et du mariage des candidats au poste d'enseignants. El Hadj Kabiné Diané, pionnier du projet des medersas, a été le porte flambeau de cette donne. A 25 ans, il devint Imam de la mosquée de Dougouba (Bouaké)[468] alors

[466] Entretien réalisé avec Ouattara Souleymane le 09 mai 2008 à son domicile familial au quartier Kréou (Kong).
[467] A Korhogo, tout comme à Odienné, la famille Koné n'est comptée au nombre des clans en charges des questions religieuses. A Odienné, la famille Savané tient le rôle d'Imam et la famille Samassi est « chargée de faire des bénédictions » ou « *Douahoukêla* ». A Korhogo les familles Cissé et Fofana s'alternent au poste d'Imam de la mosquée principale.
[468] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 1998, p5.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

que son école était fonctionnelle environ quatre années auparavant. Sy Lamine[469], un de ses élèves, intègre la fonction d'enseignant dans la même école à l'âge de 17 ans. A Daloa, Bakayoko Zakaria[470] fut initié à ce métier en 1973, à l'âge de 20 ans.

L'exercice de la fonction d'enseignant était lié à un besoin qu'à la satisfaction de certaines normes, le programme d'étude étant limité à quelques classes (A voir dans la section III). Un élève ayant reçu l'essentiel des enseignements de son maître pouvait assister ce dernier ou s'établir à son propre compte. Ainsi, on n'enregistrait aucune cérémonie officielle consacrée à l'entrée des élèves dans le corps d'enseignant.

Cette distinction d'avec l'école coranique traditionnelle est d'autre part perceptible au niveau des terminologies employées pour désigner le personnel de l'établissement. Le programme de formation (A voir dans la section III) accorde une importance capitale à l'arabe, la langue d'apprentissage du Coran. L'atteinte de cet objectif assigné à ces écoles a nécessité que la communication soit faite dans cette langue. Ainsi, les expressions « *karamoko* » ou « *mory* » ont laissé la place aux termes « *mualim* », « *oustaz* », « *moudârris* », etc. L'appellation est invariable quelque soit la spécialisation de l'enseignant[471]. Lorsqu'il s'agissait d'une équipe d'enseignants, le responsable du groupe – le directeur – prenait le nom de « *moudir* ». Les apprenants, connus jusqu'alors sous l'appellation de « *karamokodèn* » ou « *talibou* », … n'ont pas manqué à cet appel à la réforme. Ils reçurent le nom de « *Tilmîz*».

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[469] Entretien réalisé avec Sy Lamine le 19 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Zone industrielle (Bouaké).
[470] Entretien réalisé avec Bakayoko Zakaria le 26 mars 2008 à son domicile familial au quartier Abattoir 2 (Daloa).
[471] En dehors des classes du cycle primaire où chaque enseignant tient une ou deux classes, au secondaire, chaque enseignant est spécialisé dans une matière. Il arrive parfois que par déficit d'enseignants, certains d'entre eux associent à leurs disciplines d'autres matières.

A côté de ces diverses appellations, il existait une organisation interne des enseignants. Les écoles de petites tailles – environ deux niveaux d'études – pouvaient être aux mains d'un seul enseignant. Ce fut le cas des medersas de Koné Mamadou, Sako Yacouba et Diarrassouba Mory à Odienné. Les établissements de plus de deux niveaux d'études engageaient plus d'enseignants et nécessitaient pour leur bonne marche la responsabilisation des membres de l'équipe pédagogique. En règle générale, le fondateur – enseignant associait à son titre celui de directeur ou « *moudir* ». Dans cette dynamique, il procédait à la nomination d'un économe ou « *mohâsîb* », d'un secrétaire ou « *amîn* », d'un responsable des examens ou « *mas'oul al-imtihânât* », d'un responsable des parents d'élèves ou « *mas'oul âbâ wa awliyâ at-Talâmîz* », etc. Les instituts islamiques réformés ont commencé à adopter cette démarche organisationnelle à partir des décennies qui suivirent l'accession de la Côte d'Ivoire à l'indépendance. Ces établissements sont peu nombreux. On compte parmi eux *Dar el Hadith, Sakafat toul islamiya, Makacid al islamiya* (Bouaké), le *Lycée Ançarul Coran el Karim wa sunnah* (Daloa), le *Centre Culturel Islamique de Williamsville* (Abidjan), etc.

Ce schéma est une esquisse du modèle en vigueur dans les écoles publiques. Toutefois, les attributions de postes de responsabilités tenaient peu compte de la qualification des personnes candidates. Un diplômé du Baccalauréat d'une medersa locale ou un licencié de sharia d'une Université saoudienne pouvait se voir confier une charge sans aucun rapport avec sa formation de base. Cette logique guidait aussi la question de la succession à la tête de l'école. Celle-ci se faisait dans l'entourage familial du fondateur de l'école. Excepté quelques medersas telles *Dar el Hadith* (Bouaké) et la *Nouvelle école franco arabe*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

(Korhogo) aux mains des personnes autres que les fils des fondateurs, l'essentiel des écoles islamiques réformées sont dirigées par des héritiers[472].

La réforme apportée par les nouveaux clercs ne s'est pas limitée à ces données. Elle s'est étendue au style de vie des enseignants. Lors des séances de cours, ils se tiennent à distance des élèves assis sur des tables bancs. Leur bureau, situé soit à l'entrée de la classe, soit au côté opposé, est composé d'une table et d'une chaise à partir de laquelle ils ont un regard d'ensemble sur les élèves. Opposés aux cultes des saints, à la thaumaturgie, etc. ils ont une autre perception du respect, des relations élèves – enseignants, etc. Il n'est pas demandé aux élèves de se tenir dans une position quelconque pour accueillir l'enseignant ou l'assister dans sa prise de repas pour espérer sa baraka. Il n'existe pas de modèle standard dans cet exercice. Chaque élève selon ses liens avec l'enseignant adopte une attitude – respectable – envers son maître. Les enfants du Dr Sy Moustapha Yacoub[473] embrassent sa main lorsqu'ils le saluent tandis que ses élèves se contentent de s'incliner devant lui.

Dans leur ensemble, les enseignants réformistes rechignaient aux ports des grands boubous, de chapelets à la main ou au cou à leur sortie, à la différence des marabouts. Ils acceptaient de s'envelopper d'échappe et portaient des chapeaux ou des bonnets non enroulés de turban ou *namou*. Il n'était pas rare de les voir vêtus d'un ensemble pantalon et chemise lors des cours, un style emprunté des enseignants des écoles publiques. Ce style vestimentaire n'était permis qu'à eux seuls. Ils préféraient pour leurs épouses les modèles de couture des femmes saoudiennes.

[472] Les exemples sont nombreux. Toutefois, nous limiterons cette analyse à quelques uns. Sanogo Moustapha a succédé à Mohamed Lamine Kaba au poste de directeur de l'établissement de son père, le Centre Culturel de Williamsville, en 1984. Diaby Moustapha assure la direction de l'école son père Diaby Mamadou décédé en 1999 à Bouaflé. A Man, El Hadj Sidibé Mamady, eu égard à ses nombreuses tâches, a confié la gestion de sa medersa à son fils Sidibé Ousmane. Dr Sy Moustapha Yacoub a, lui aussi, nommé son fils Sy Moustapha Mohamed au poste de direction adjoint du Lycée Ançarul Coran el Karim wa sunnah.

[473] Ces informations sont le résultat des observations directes faites au cours de nos entretiens effectués avec Dr Sy Moustapha Yacoub les 27, 28 et 29 mars 2008 à Daloa.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Une des nouveautés apportées à ce niveau a été le port du voile ou tchadô par les femmes. Cette mesure a d'abord été mise en application par leurs épouses avant de s'étendre aux autres personnes de sexe féminin. El Camara Mory Moussa est indiqué comme étant le premier noir africain[474] à avoir fait porté le voile à sa compagne. Matouré Diaby[475], en rejoignant son époux en Arabie Saoudite à la fin des années 1960, avait la tête couverte de foulard, expression du statut de femme mariée dans la société malinké. A son retour à Daloa dans les années 1980, elle ne portait que le voile à ses sorties.

L'entrée de ces femmes dans la fonction d'enseignant, outre ces aspects généraux de la particularité des réformistes, a constitué l'autre innovation apportée dans le système éducatif islamique.

3) L'entrée des femmes dans la fonction d'enseignant

Avant l'avènement des medersas sur le territoire ivoirien, peu d'importance était accordée à la question du genre eu égard à la rareté des enseignants féminins. Dans le système éducatif coranique traditionnel, les filles n'excédaient pratiquement pas le 1er cycle. Ce qui fait qu'on n'a enregistré aucun marabout de ce sexe lors de nos recherches de terrain.

Dans son ouvrage sur l'étude de l'islam en Côte d'Ivoire, Paul MARTY[476] n'a mentionné la présence d'aucune femme parmi les *karamoko* du pays. Renaud SANTERRE[477], à propos de cet auteur, fait remarquer aussi que ses études sur l'islam en Afrique noire ont signalé l'absence des femmes dans l'enseignement coranique, excepté chez les maures où elles remplacent leurs maris à la tête de leurs écoles.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[474] SEHE (Sibih), *Op. Cit*, pp18.
[475] Matouré Diaby est la première épouse du Dr Sy Moustapha Yacoub. Leur union fut célébrée en 1966.
[476] MARTY (Paul), *Etude sur l'Islam en Côte d'Ivoire*, Paris, éd. Ernest Leroux, 1922, 457p.
[477] SANTERRE (RENAUD), *Op. Cit*, p53.

Il a fallu attendre le projet des medersas pour que les femmes puissent s'intéresser à la fonction d'enseignant. L'essentiel d'entre elles se recrute dans l'entourage des enseignants : 4/5 des femmes[478] rencontrées ont pour époux des enseignants coraniques. Comparativement aux hommes, elles ont des profils variés. Certaines ont bénéficié de formation à l'étranger et d'autres se sont contentées des valeurs islamiques apprises dans les medersas locales.

Comme le projet des medersas, la participation des femmes à l'enseignement a débuté à Bouaké avec l'épouse de El Hadj Kabiné Diané[479]. Son engagement ne répondait pas à un souci de besoin d'enseignant supplémentaire pour les disciplines islamiques. Il vint impulser une nouvelle dynamique à la formation : l'introduction du français dans le programme d'étude (Voir section III). Elle était, au côté de son époux, l'enseignante de cette discipline instaurée vers 1956. Cette expérience a tourné court avec le départ précipité de El Hadj Kabiné Diané pour la Guinée, deux ans plus tard.

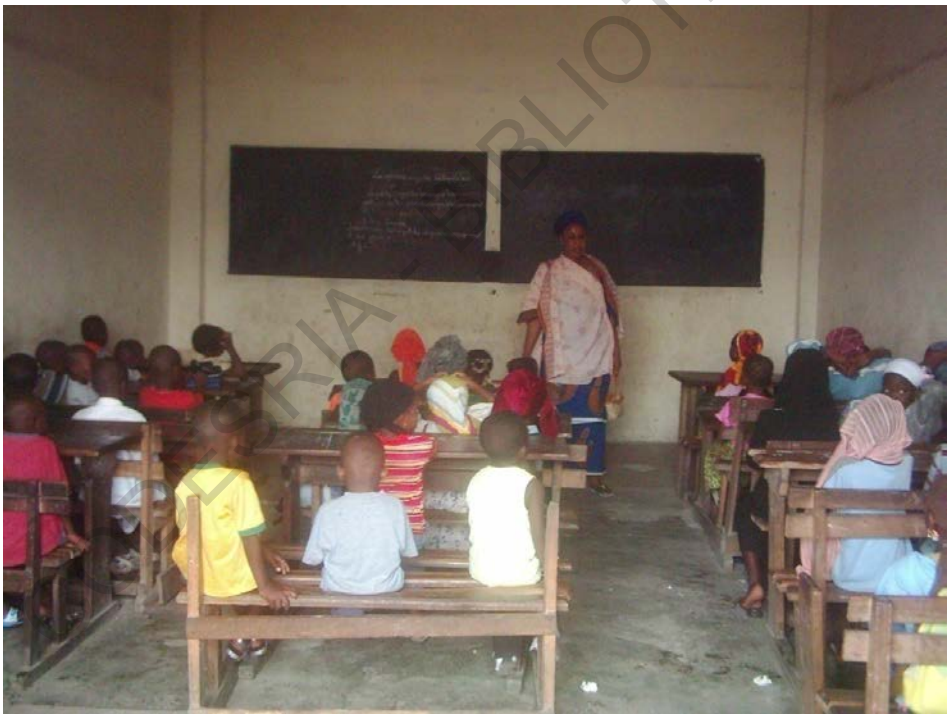
Après cet épisode de Bouaké, on n'a enregistré aucune femme pour enseigner le français avant la fin de la décennie 1980. Celles qui s'intéressèrent à ce métier, à Bouaké et au-delà, apportèrent leur contribution dans d'autres disciplines notamment les sciences religieuses. C'est dans cette catégorie qu'on compte la majorité des femmes enseignantes.

Dans ce secteur d'activité, leur apparition est perceptible à partir de la décennie 1970 à Abidjan, Daloa, etc. En effet, si le Centre Culturel Islamique de Williamsville (Abidjan) était présenté à son ouverture en 1976 comme la plus grande medersa de la cité abidjanaise, ce fut dans d'autres établissements en l'occurrence *El Ridwane* de Treichville que l'idée d'intégration des femmes

[478] Ce sondage a été réalisé à partir d'un échantillon de 5 femmes enseignantes répertoriées soit 2 à Abidjan, 2 à Bouaké et 1 à Gagnoa.
[479] Entretien réalisé avec Sy Lamine le 18 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Zone industrielle (Bouaké).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

dans le corps enseignant vit le jour. Le projet débuta avec Coulibaly Zélika[480] probablement en 1975. Elle a d'abord été une des élèves de Tidjane Ba à *Dar Tarzib* avant de poursuivre sa formation auprès de Diakité Ibrahima. Ce fut dans l'établissement de ce dernier – *El Ridwane* – qu'elle a été sollicitée pour y dispenser des cours. Elle fut rejointe quelques mois plus tard par deux autres femmes, Diarra Mariam et Sylla Abiba. Le séjour de Diarra Mariam fut de courte durée. Elle alla rejoindre son époux en Arabie Saoudite[481]. A la suite de ce départ, l'effectif des enseignantes fut renforcé avec l'arrivée de Sylla Mariam[482] au début de la décennie 1980. Son arrivée coïncida avec l'ouverture en 1980 de la nouvelle école de Diakité Ibrahima – *Sabil Falah* – à Anoumabo (Marcory – Abidjan) où furent mutées les deux premières enseignantes[483].



Sylla Mariam en séance de cours à la medersa El Ridwane de Treichville

Source : Cliché de l'auteur

[480] Entretien réalisé avec Coulibaly Zélika et Sylla Abiba le 12 février 2007 à la medersa Sabil Falah d'Anoumabo-Marcory (Abidjan).
[481] Aucune information n'a été fournie sur la date de son départ pour l'Arabie Saoudite. Elle y séjournait encore lors de nos enquêtes.
[482] Entretien réalisé avec Sylla Mariam le 17 janvier 2007 à la medersa El Ridwane à Treichville (Abidjan).
[483] Entretien réalisé avec Coulibaly Zélika et Sylla Abiba le 12 février 2007 à la medersa Sabil Falah d'Anoumabo-Marcory (Abidjan).

Cette donne a élargi l'ère d'intervention des femmes dans l'enseignement islamique à d'autres quartiers de la ville d'Abidjan. Mais ce mouvement des femmes n'a pas été largement suivi. Raymond DELVAL, Laurence PROTEAU et Marie MIRAN[484], qui ont mené des études dans cette partie du pays, évoquent substantiellement la question de l'éducation islamique mais n'en font pas cas. Ce constat témoigne du faible poids de la présence des personnes féminines dans le métier d'enseignant à Abidjan.

Outre ce centre urbain, quelques villes de l'intérieur du pays comptaient des enseignants de ce sexe. En effet, après l'expérience de l'épouse de El Hadj Kabiné Kaba à Bouaké à la veille de l'indépendance, ce fut au tour de Touré Djénébou de redonner vie au projet d'intégration des femmes dans le corps enseignant. Epouse de Sylla Mahamoud, Touré Djénébou[485] a entamé ce métier dans cette ville en 1988. Son savoir, elle ne l'a pas acquis à la medersa *Sakafat toul islamiya* qui l'employait. Aussi, elle n'était pas à sa première expérience en tant qu'enseignante. En effet, Touré Djénébou a d'abord fréquenté la medersa Sabil Falah de Ségou où elle obtint son certificat d'étude primaire. Avant l'obtention de ce diplôme, elle épousa Sylla Mahamoud.

> *« Lorsque Mahamoud a obtenu son BEPC à Ségou, il fut admis à l'Université Jamiya Islamiya de Médine (Arabie Saoudite). Six mois après son départ, il me fit venir auprès de lui. C'était le 04 juillet 1971. »*[486]

En Arabie Saoudite, elle reprit ses études et obtint son BEPC en 1974. Un an plus tard, le couple déménagea au Caire (Egypte) grâce à l'appui financier[487] de Abdoul Aziz Boun Baz, le recteur de l'établissement de Sylla Mahamoud. Une fois en Egypte, elle parvint à s'inscrire au *Lycée Jeune Fille Abassia* au Caire.

[484] DELVAL (Raymond), *Op. Cit*, 107p, PROTEAU (Laurence), *Passions scolaires en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 2002, 385p et MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 2006, 558p.

[485] Entretien réalisé avec Touré Djénébou épse Sylla le 20 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Odiennékourani (Bouaké).

[486] Idem

[487] Idem

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Son séjour dans cet établissement fut sanctionné en 1982 par l'obtention du Baccalauréat qui lui ouvrit la porte des études supérieures. Et, au moment où elle entamait sa Licence de Langue arabe, son époux fut recruté comme missionnaire de la League Islamique Mondiale et muté à Quatre Bornes (Ile Maurice). Le couple s'y établit de 1984 à 1987. Durant ce séjour, elle ne parvint pas, faute de présence d'instituts supérieurs islamiques, à poursuivre ses études. Toutefois, elle mit son savoir à la disposition de quelques personnes intéressées à l'enseignement islamique.

> *« J'ai enseigné quelques femmes de la ville. Les cours avaient lieu dans les locaux du siège de le League Islamique Mondiale ou parfois à mon domicile. »*[488]

Arrivée à Bouaké après une seconde affectation de son époux, elle renoua avec le métier qui la passionne.

> *« Mon père a envoyé tous ses enfants à l'école coranique. Mes frères et sœurs ont tous abandonné ce projet. Comme moi, j'ai eu la chance d'aller poursuivre mes études en Arabie Saoudite, je me suis fait l'obligation de réussir dans cette voie. »*[489]

Et c'est la medersa de son beau père – *Sakafat toul islamiya* – qui l'a accueilli. La direction de l'école lui confia la classe de CE1. Par la suite, elle fut autorisée à tenir la classe de CE2 sans aller au-delà de ce niveau d'étude. Les autres établissements de la ville - tels *Dar el Hadith* et *Makacid al islamiya* – ont aussi accueilli des enseignantes. Touré Hawa[490], à son engagement à la medersa *Makacid al islamiya* en 1991, trouva sur place des enseignantes dont Ouattara Sita et Ouattara Mama, toutes deux épouses du fondateur de l'école. La première enseignait le français et la seconde une discipline de la théologie. *Dar el Hadith*

[488] Entretien réalisé avec Touré Djénébou épse Sylla le 20 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Odiennékourani (Bouaké).
[489] Idem
[490] Entretien réalisé avec Touré Hawa le 20 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Dar Es Salam (Bouaké).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

est resté une medersa aux mains des hommes. Certes, elle a participé à la formation d'un nombre important de femmes mais elle n'a accueilli qu'une seule – Sanogo Aliman[491] – comme enseignante. L'essentiel du personnel enseignant de cet établissement est détenteur de diplôme supérieur et dans cette catégorie les femmes sont en minorité. Il faut se rendre à Daloa pour recruter des enseignantes de ce niveau d'étude.

La medersa de la ville de Daloa s'étant illustrée en matière d'engagement de personnes de sexe féminin pour dispenser des cours a été le *Lycée Ançarul Coran el Karim wa sunnah*. Cette participation féminine se situe vers 1986 au lendemain du retour en Côte d'Ivoire du Dr Sy Moustapha Yacoub et de sa famille. Durant son séjour, Sy Moustapha Yacoub a eu des enfants dont des garçons et des filles. Certaines ont été formées dans les établissements islamiques de Médine. La première d'entre elles, Sy Fatouma Zahara[492], y a obtenu le Baccalauréat. Ses sœurs Sy Nafissa, Sy Aliman et Sy Hawa y ont également été diplômées du Bac. Sy Rokia, Sy Zeinab et Sy Aicha se sont, quant à elles, limitées au BEPC. A côté des filles, les épouses de Sy Moustapha Yacoub se sont elles aussi intéressées à la formation. Savané Fatima, la 3ème épouse, a fait montre de son savoir à son retour en tenant des classes. Elle fut accompagnée dans son initiative par ses filles[493].

Limitée à la seule fonction d'enseignant, la participation des femmes au projet des medersas a pris une autre dimension à Gagnoa. En termes d'effectif, son importance dans cette localité est moindre, comparativement à Abidjan, Bouaké et Daloa. Mais en termes d'implication, son influence est notable. En effet, à la

[491] Sanogo Aliman quitta l'établissement à la suite de son mariage. Aucune information n'a été fournie sur cette période. Entretien réalisé avec Mohamed Idriss le 19 juillet 2008 à son domicile au quartier Sokoura (Bouaké).
[492] Sy Fatouma Zahara est l'épouse de Doumbia Vadjiguiba dit Ayouba, l'un des élèves du Dr Sy Moustapha Yacoub. Entretien réalisé avec Diaby Mohamed Youssouf le 24 mars 2008 au Lycée Ançarul Coran el Karim wa sunnah au quartier Abattoir 1 (Daloa).
[493] A côté des filles diplômées de la famille Sy, les diplômées issues d'autres familles ont dispensé des cours au Lycée Ançarul Coran el Karim wa sunnah. Ce sont Doumbia Zeinab, Mariko Hawa, Sanogo Mariam et Karamoko Fatoumata.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

medersa de l'Imam Diarrassouba Ibrahim au quartier Dar Es salam, la codirection de l'école est assurée par son épouse, Ba Fatoumata[494] Dans cet institut, elle jouait un double rôle : enseignante et sous directrice. Elle avait en charge quelques classes et assurait en partie la gestion de l'école en présence de son époux. Et en cas d'absence de ce dernier, toutes les décisions relatives à l'organisation de l'établissement émanaient d'elle.

Si les charges confiées aux femmes ont évolué d'une localité à une autre, nombre important de contrées n'a pas enregistré d'enseignant de ce sexe. A Bondoukou et Korhogo, les femmes n'ont pas eu droit de cité dans la fonction de pédagogue quant bien même leur présence n'a pas fait défaut dans les effectifs des classes. Ce constat a été similaire à celui observé à Mankono, Odienné et Samatiguila.

Dans l'ensemble, le parcours des femmes dans les medersas était, pour une large part, à l'image de celui des écoles coraniques traditionnelles. Elles atteignaient rarement le cycle secondaire, et celle qui y parvenaient, faisaient face à une certaine contrainte sociale : le mariage. Entre la formation et cette obligation sociale, le choix des études n'était pas prioritaire. La formation supérieure et la fonction de pédagogue qui en découlait était ainsi laissée aux hommes.

Outre la participation des femmes au métier d'enseignant, la distinction des médersas des écoles coraniques traditionnelles, c'est aussi l'organisation de la formation.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[494] Ba Fatoumata est la troisième épouse de l'Imam Diarrassouba Ibrahim. Elle enseigne le français en cas d'absence d'un enseignant titulaire.

III- LA STRUCTURATION DU PROGRAMME DE FORMATION

La réforme des équipements éducatifs, la révision du profil du personnel enseignant, … se sont accompagnées d'une organisation nouvelle du programme d'étude. Celle – ci ne s'est pas faite sans l'élaboration de critères d'admission aux cours.

1) Les critères d'admission à la medersa

Le système éducatif islamique nouvel est, selon les acteurs de ce projet, ouvert à toutes les personnes désireuses d'apprendre les préceptes de l'islam. Il a exclu le critère de l'âge qui pouvait le limiter à une catégorie d'apprenants. Et ce, conformément à une des prescriptions du prophète Muhammad qui stipule que le croyant, du berceau à la tombe, doit chercher la connaissance.

Ce programme d'étude est un cadre d'apprentissage pour les néophytes et aussi une occasion pour le renforcement des acquis des élèves issus des écoles coraniques traditionnelles. Ces derniers étaient les bienvenus dans cet univers de formation et devaient s'accommoder des nouvelles dispositions. La première d'entre elles était l'acquittement des frais d'inscriptions et de scolarités annuelles. L'élève, à son entrée à l'école, devait passer par l'économat avant de se joindre à l'effectif des classes.

L'absence de structures de coordination des activités de ces instituts a constitué un obstacle à l'uniformisation des sommes à débourser par les parents d'élèves. Ces montants étaient variables d'un établissement à un autre et d'une localité à une autre. En milieu urbain, les frais étaient élevés eu égard aux charges locatives des salles de cours, des factures d'électricité, etc. Abidjan, figure de proue des cités urbaines du pays, présentait cet état de faits. La medersa de Cissé

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Mamadou – *Al sakafat al islamiya*[495] – ouvert vers 1967 à l'avenue 13, rue 18 de Treichville imposait aux élèves la somme de 3000 frs cfa comme droit d'inscription et 1000 frs cfa comme frais de scolarité mensuel. Pour la place qu'il occupait sur la scène éducative islamique, le *Centre Culturel Islamique* de Williamsville[496] demandait 30 000 et 60 000 frs cfa de frais de scolarité annuel respectivement pour le cycle primaire et le cycle secondaire et un droit d'inscription s'élevant à la somme de 2000 frs cfa pour tous les élèves. La medersa *El Ridwane* qui évoluait à l'ombre de ce grand centre éducatif proposait des prix alléchants : 400 et 1000 frs cfa respectivement comme droit d'inscription et frais de scolarité mensuelle. Ces impositions se rapprochent de celles des cités urbaines émergentes des années 1960 notamment Bouaké et Daloa, pour ne citer que ces localités. Mohamed Idriss[497] a affirmé qu'à son arrivée à *Dar el Hadith* (Bouaké), les frais de scolarité s'élevaient à la somme de 300 frs cfa par mois. Quant au *Lycée Ançarul Coran el Karim wa sunnah* (Daloa), il proposait en 1968, selon Bakayoko Zakaria[498], la somme de 200 frs cfa comme frais de scolarité mensuelle accompagnée parfois de gratification – 10 frs cfa chaque mercredi – à l'épouse du fondateur alors en formation à Médine (Arabie Saoudite).

Dans les zones rurales, les responsables de medersas étaient épargnés d'importantes dépenses. Les salles de cours étaient généralement de simples hangars non électrifiés et pourvus de points d'eau (puits) pour les ablutions. Les enseignants étaient logés au domicile familial ou chez des *diatigui*. Dans ces conditions, les sommes à débourser par les parents étaient moins importantes. Elles allaient de 0 à 200 frs cfa au maximum. Les cas de gratuité des cours

[495] Entretien réalisé avec Cissé Mamadou (1) le 05 octobre 2004 à son domicile familial à Treichville, avenue 13, rue 19, lot 339 (Abidjan).
[496] Entretien réalisé avec Kaba Mohamed Lamine le 14 mai 2008 à son domicile familial au Centre Culturel Islamique de la SIDECI-Yopougon (Abidjan).
[497] Entretien réalisé avec Mohamed Idriss le 19 juillet 2008 à son domicile familial à Dar el Hadith au quartier Sokoura (Bouaké).
[498] Entretien réalisé avec Bakayoko Zakaria le 26 mars 2008 à son domicile familial au quartier Abattoir 2 (Daloa).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

étaient rares. Seule la ville de Samatiguila, en raison du caractère particulier de la medersa (Voir Chapitre 4,) offrait cette occasion. A Odienné, localité située à environ 40 km de cette agglomération, Koné Mamadou[499] imposa, à l'ouverture de son école, la somme de 150 frs cfa au titre de frais de scolarité mensuelle. Sako Yacouba[500] qui le rejoignit dans le projet des medersas se contenta de la même somme.

A l'acquittement des frais de scolarité, la participation aux séances de cours était aussi conditionnée par le port des tenues vestimentaires. Dans leur volonté d'être à la hauteur des écoles publiques, les medersas ont fait du port de l'uniforme l'un de leurs critères. Elles ont imposé une tenue pour les garçons et une autre pour les filles. Ces mesures ont été prises en tenant compte des niveaux d'études, des jours de classe, etc. Mais la situation des parents a bien souvent apporté des éléments nouveaux.

L'uniforme des garçons est généralement un boubou accompagné d'un pantalon, tous deux, taillés dans le même tissu. Pour la couleur des tenues, chaque responsable, selon son goût, impose celle qu'il préfère. On a rarement les uniformes de couleur blanche à cause de la question de leur entretien[501]. Par contre, les couleurs telles l'orange, le vert, le bleu, le jaune et le violet sont le plus souvent utilisées. Les medersas *Sakafat toul islamiya* et *Makacid al islamiya*[502] ont imposé à leurs élèves la couleur bleue ciel et un modèle de couture de la tenue, le *boubou anango*[503]. El Hadj Sidibé Mamady[504] a, quant à lui, proposé deux uniformes de couleurs différentes pour chaque élève. Les trois

[499] Entretien réalisé avec Koné Mamadou le 09 juin 2008 au marché de Sokourani (Odienné).
[500] Entretien réalisé avec Sako Yacouba le 09 juin 2008 à son domicile familial au quartier Heremankono (Odienné).
[501] Au nombre des établissements visités, seuls le Lycée Ançarul Coran el Karim wa sunnah (Daloa) impose la tenue de couleur blanche à ses élèves durant deux jours dans la semaine (lundi et jeudi).
[502] Entretiens réalisés avec Ouattara Ali et Sylla Mohamed Youssouf respectivement les 04 et 05 juillet 2008 aux quartiers Dar Es Salam et Zone industrielle (Bouaké).
[503] Le boubou anango est une tenue portée par les originaires du Nigéria connus dans le jargon ivoirien sous le sobriquet de anango. C'est un boubou de taille moyenne dont la longueur n'excède pas la limite des genoux.
[504] Entretien réalisé avec Sidibé Ousmane le 23 septembre 2008 à la medersa Dar al Coran wal Hadith au quartier Zérégouiné (Man).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

premiers jours de la semaine, les élèves s'habillent en boubou de couleur verte et en tenue de couleur bleue pour les deux derniers jours de classe. Diarrassouba Ibrahim a ordonné aussi le port de deux tenues de différentes couleurs, mais cela dans le but de faciliter la distinction des niveaux d'études de ses élèves : la couleur bleue ciel réservée au cycle primaire et la couleur verte pour le cycle secondaire.

> *« Malheureusement ces dispositions ne sont pas respectées à cause des difficultés financières des parents. Cela nous a contraints à accepter la libéralisation des tenues vestimentaires. »*[505]

La libéralisation des tenues vestimentaires est – elle aussi une des options des responsables de medersas. Généralement, la prise de cette mesure n'est pas fortuite. Elle résulte de la situation sociale des parents d'élèves. On a enregistré plusieurs établissements ayant pris ces dispositions. Les medersas *Tarbia islamiya* (Man), *El Baniteim* (Bondoukou), *Maquassidy* (Bouaflé), la *Nouvelle école franco arabe* (Korhogo), etc. sont quelques unes des établissements islamiques du territoire national à avoir accepté la libéralisation des tenues. Toutefois, cette liberté accordée dans le choix des tenues n'a pas exclu la décence. Et les filles, à ce niveau, font l'objet d'une attention particulière.

A l'instar des garçons, les filles sont aussi soumises au port de l'uniforme. Cette tenue n'est autre qu'un boubou dont la taille atteint le niveau de la cheville, accompagné d'une culote, d'un pantalon ou d'un pagne attaché autour de la hanche. Elle ne bénéficie pas de la variété des couleurs proposées aux tenues masculines. Les couleurs choisies pour les filles sont le noir, le bleu foncé et quelque fois le jaune et l'orange. Ces deux dernières couleurs sont proposées respectivement aux medersas *Makacid al islamiya* et *Sakafat toul islamiya* (Bouaké). Mais ces couleurs ne répondent pas à l'attente de la majorité des

[505] Entretien réalisé avec Diarrassouba Ibrahim le 07 mai 2008 à sa medersa au quartier Dar Es Salam (Gagnoa).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

responsables de ce système éducatif. Les partisans de cette option préfèrent la couleur noire ou bleue foncée. Ces couleurs sont censées protéger les filles des regards indiscrets de leurs amis et des passants.

> *« Le noir est une couleur qui protège l'intimité des filles. La couleur bleue foncée leur a été proposée parce que certaines n'aiment pas se vêtir en noir. »*[506]

Cette inégalité au niveau des couleurs est compensée par la liberté accordée dans le choix du modèle de couture des tenues. On a ainsi des vêtements avec des ornements en dentelles tout autour du cou, le long des manches, etc. Aussi, certaines tenues sont ornées de broderie de plusieurs variétés de fils. L'essentiel de ces tenues sont de provenance des pays arabo musulmans, tout comme le voile.

L'élément complémentaire de l'uniforme des filles est le voile ou l'*hijab*[507]. Il accompagne les filles à chacune de leur apparition en public. Le port de l'*hijab* répond au même souci que le port des tenues de couleur sombre. Il protège certains organes des membres supérieurs – les cheveux, le cou, les oreilles – de l'impudicité. Tous les acteurs des medersas visités ont adopté cette mesure. Ici, aucun débat n'est fait sur la question des couleurs compatibles avec la logique de protection des filles. Excepté les voiles transparents, tous les *hijabs* de couleurs sont acceptés. Mais face à la situation de déficit financier récurrent des parents d'élèves, un compromis a été trouvé dans le port de cet élément nouveau. En effet, à l'impossibilité d'acquérir l'*hijab* de provenance extérieur, les medersas ont accepté les foulards. Morceaux de pagne attachés sur la tête, les foulards ne protègent que les cheveux des filles. Les oreilles et le cou sont laissés sans aucune protection. Une fois ces dispositions prises, les filles peuvent prendre part aux cours.

[506] Entretien réalisé avec Diaby Mohamed Youssouf le 24 mars 2008 au Lycée Ançarul Coran el Karim wa sunnah au quartier Abattoir 1 (Daloa).
[507] L'hijab est un voile que les femmes musulmanes portent sur la tête par conviction religieuse.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Cependant, les medersas accordant une place importante au culte, les élèves doivent prendre des dispositions complémentaires. En effet, cette question ne concerne que les établissements qui ne disposent pas de mosquée et lieux de conservation fiables des équipements éducatifs. Les élèves de ces écoles, à chacun de leur départ aux cours les après midi, apportent avec eux les ustensiles pour la prière notamment les bouilloires et des nattes ou peaux d'animaux (moutons généralement). Aucune obligation n'est faite à ce niveau. Les élèves, ne possédant pas de nattes, négocient avec leurs amis qui en ont pour avoir de l'espace à côté d'eux. Ceux d'entre eux qui ne parviennent pas à avoir de place se contentent de prier sur le sol nu.

2) Les méthodes et l'organisation de l'enseignement

Le programme d'étude des écoles islamiques rénovées obéissent à une méthode et organisation du travail. Copié sur le modèle du système éducatif national, ce programme d'étude s'accommode aussi des pratiques en vigueur dans les instituts du monde arabo musulman.

a) Les disciplines enseignées et la méthode de travail

A l'image des écoles coraniques traditionnelles, l'enseignement dans les medersas est une formation religieuse qui s'appuie sur une source fondamentale, le Coran. Les matières du programme d'étude, aussi diverses soient – elles, concourent à la compréhension de cette œuvre divine. En effet, l'enseignement dispensé s'articule autour des disciplines suivantes[508] :

- Théologie : Lecture du Coran, Mémorisation de sourates, Exégèse du Coran (*tafsir*), Jurisprudence (*fiqh*), Hadith, Unicité de Dieu (*Aqida*), Biographie du Prophète (*Sira*), etc.

[508] Ces disciplines sont les résumés des matières enseignées dans les différents établissements répertoriés.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- Littérature : Grammaire (*Anaw*), Conjugaison (*çafou*), Rédaction (*Inshaou*), Eloquence, Poésie, Dialogue, etc.
- Sciences : Mathématique, Sciences naturelles, Histoire, Géographie, etc.

L'apparition des medersas ne s'est pas accompagnée simultanément de l'élaboration d'un programme d'étude avec toutes les disciplines sus – mentionnées. Cette maquette pédagogique a été une construction progressive tout le long du parcours des medersas en étroite collaboration avec certains instituts éducatifs du monde arabo musulman. Les établissements pionniers, en général, s'étaient limités à quelques exercices théologiques notamment Alphabétisation – Mémorisation de sourates, Exégèse du Coran, Hadith, etc., auxquels on pouvait ajouter quelques disciplines littéraires et scientifiques. Il en résultait ainsi un programme d'enseignement diversifié. Traoré Mamadou[509] nous a appris que son enseignant – Cheickna Yatabaré à Treichville – ne donnait pas de cours de mathématique parce qu'il en avait pas reçu la formation. A Odienné, Koné Mamadou avait le même handicap. Sako Yacouba[510], qui avait des acquis dans cette matière, en tira profit – en termes de côte – auprès des parents d'élèves. La querelle de compétence entre El Hadj Camara Mory Moussa et Camara Mohamed au sujet de la direction de l'école laissée par El Hadj Kabiné Diané est aussi illustrative de la question de l'élaboration du contenu du programme d'étude.

Le contenu du programme d'étude sus – mentionné est évolutif du primaire au secondaire. Ces disciplines sont contenues dans des ouvrages de provenance extérieure. Tous les élèves devaient se les procurer avant l'entame des cours. Les élèves de la période coloniale ont connu les mêmes difficultés que les talibés des écoles coraniques traditionnelles dans leur quête de manuels

[509] Entretien réalisé avec Traoré Mamadou le 20 août 2004 à son bureau de la mosquée de la Riviera Golfe à Cocody (Abidjan).
[510] Entretien réalisé avec Sako Yacouba le 09 juin 2008 à son domicile familial au quartier Heremankono (Odienné).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

éducatifs. Ils se contentaient des ouvrages apportés par leurs enseignants et les pèlerins. Ce trafic connu un terme avec l'avènement de l'indépendance du pays.

> *« A la rentrée des classes, nous recevions nos listes de fournitures. On allait acheter les livres chez les libraires installés aux alentours de la grande mosquée. »*[511]

Outre cette option, les responsables de certaines medersas, telles Le Lycée Ançarul Coran el Karim, Dar el Hadith, etc., usaient de leurs relations avec les autorités des pays où ils avaient reçu l'instruction pour avoir des manuels pour la formation des élèves.

> *« A notre demande, nous recevions des livres en provenance d'Arabie Saoudite gratuitement. Les livres étaient envoyés par bateau dans des conteneurs. Une fois arrivés au port d'Abidjan, ils étaient récupérés et conduit à Daloa où les élèves pouvaient s'en procurer à des prix forfaitaires. »*[512]

A l'arrivée de ces manuels éducatifs, les établissements de petites tailles introduisaient des demandes auprès des instituts bénéficiaires. Cette option avait, certes, l'avantage de fournir gratuitement des ouvrages aux medersas mais elle guidait l'orientation des valeurs enseignées.

Cette analyse ne tient pas compte des matières religieuses enseignées, les principes fondamentaux – les cinq piliers, le Prophète, la *kibla*, etc – étant communs à toutes les confréries et tendances nées dans l'islam. Mais elle s'attèle à l'étude des disciplines scientifiques notamment l'histoire et la géographie. Ces disciplines dont les ouvrages utilisés étaient du lot des manuels importés, n'évoquaient que les réalités des pays où elles ont été éditées. Ainsi, à *Dar el Hadith* et au *Lycée Ançarul Coran el Karim*, les élèves étudiaient

[511] Entretien réalisé avec Bakayoko Zakaria le 26 mars 2008 à son domicile familial au quartier Abattoir 2 (Daloa).
[512] Entretien réalisé avec Diaby Mohamed Youssouf le 24 mars 2008 au Lycée Ançarul Coran el Karim wa sunnah au quartier Abattoir 1 (Daloa).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

l'histoire et la géographie de l'Arabie Saoudite tandis qu'à *Makacid al islamiya*, ils apprenaient celles du Maroc[513].

Par ailleurs, après quelques années de présence dans le milieu éducatif du pays, la formation dans les medersas a tenté de faire sa mue avec l'introduction de la langue française dans son programme. L'ouverture sur cette discipline a donné une autre appellation à l'école islamique réformée qui devint *Ecole franco arabe*. Selon Mamadou BINATE,

> *« Les écoles franco arabes constituent des Medersas qui intègrent dans leurs enseignements l'apprentissage du Français comme langue de communication pour prendre en compte les exigences de l'environnement linguistique national. »*[514]

Mais dans la mémoire collective de la société ivoirienne, il n'y a pas de nuance particulière. Même avec l'introduction de la langue française, les écoles islamiques rénovées continuent de bénéficier de l'appellation de medersa.

El Hadj Kabiné Diané compte parmi les initiateurs de ce projet dans les années 1950. Laurence PROTEAU[515] situe l'introduction de cette discipline à la medersa *Dar el Hadith* (Bouaké) autour de l'année 1968. Excepté la medersa *Sabil el Hidaya* (Daloa)[516], toutes les medersas répertoriées ont introduit l'enseignement du français dans leur programme d'étude. Toutefois, cette initiative ne prétendait pas au bilinguisme. Le contexte francophone du pays était la réelle cause de ce choix. Umar Saada Touré, l'un des pionniers de ce projet en Afrique Occidentale Française, expliquait les objectifs de cette nouvelle orientation en ces termes :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[513] Après des années d'étude à la medersa de Camara Mohamed (Bouaké), Ouattara Abdrahamane, fondateur de Makacid al islamiya, a poursuivi ses études à Fez (Maroc).
[514] BINATE (Mamadou), *Etat des lieux et stratégies d'accréditation/intégration du système d'enseignement islamique au système éducatif national*, Communication lors de l'atelier de réflexion sur les liens fonctionnels entre les écoles islamiques et l'école officielle en Côte d'Ivoire, Abidjan, 14 mai 2008, pp2.
[515] PROTEAU (Laurence), *Op. Cit*, pp253.
[516] Entretien réalisé avec Samassi Lacina le 11 juin 2008 à son domicile familial à Kélindjan (Samatiguila).

> *« Je veux que mes élèves soient à égalité avec les enfants de la ville qui fréquentent l'école française. Quand ils se rencontrent, ceux – ci parlent des matières qu'ils apprennent : la géographie, la géométrie, etc. Aussi longtemps que nos enfants demeureront muets devant eux il y aura une séparation entre deux groupes. Mais s'ils apprennent les mêmes matières qu'eux, avec en plus la religion, alors nos enfants leur seront supérieurs. De cette façon, ils attireront aussi leurs camarades à la religion musulmane. »*[517]

Sous cet angle, le français était vu comme une discipline au service des medersas dans leur mission de former de bons croyants et non des cadres. Les manuels entrant dans cette formation étaient les livres d'apprentissage de la langue français tels le *Nouveau syllabaire de mamadou et bineta*, etc. Le recours aux ouvrages utilisés dans les écoles publiques était facultatif, certainement pour éviter aux parents une double dépense. Et, les personnes recrutées pour dispenser ces cours étaient rarement des professionnels. Il en résultait ainsi un faible niveau de formation des élèves. Sy Lamine[518], à la séparation de El Hadj Camara Mory Moussa et Camara Mohamed, rejoignit en septembre 1961 l'Education Populaire de l'Eglise Adventiste de Bouaké où il put s'inscrire en classe de CE2, l'équivalent de son niveau en français après environ cinq années d'étude.

A cette langue de communication s'est ajouté l'anglais. Le *Lycée Ançarul Coran el Karim, Makacid al islamiya*, etc. sont quelques unes des écoles islamiques intéressées à la langue britannique. Comparativement au système éducatif national, cette discipline est enseignée au secondaire. Mais sa méthode d'enseignement à ses débuts est similaire à l'approche pédagogique observée au premier jour de classe des élèves du primaire.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[517] COULON (Christian), *Les Musulmans et le pouvoir en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1983, p113.

[518] Entretien avec Sy Lamine le 18 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Zone industrielle (Bouaké)

La méthode pédagogique employée dans les medersas se démarque de celle en vigueur dans les écoles coraniques traditionnelles. L'analyse des matériels entrant dans ce programme d'étude en est une illustration parfaite. En effet, l'équipement éducatif peut se résumer en ces matériels : un bureau, une chaise pour l'enseignant, un tableau noir collé au mur, des tables bancs pour les élèves munis d'ardoises, etc. C'est sur ces ardoises que débute l'initiation à la formation. Celle – ci commence par l'alphabétisation (a, ba, ta, tsa, ...). L'enseignant, à l'aide d'une craie, inscrit les lettres au tableau et ordonne aux élèves de lire après lui.

> *« Il (l'enfant) apprend à réciter par cœur les lettres de l'alphabet (…) les premiers versets étant décomposés en syllabes, puis par lettres. Méthode globale, syllabique, méthode lente qui consiste à connaître par cœur ce qu'on apprend, et cet exercice de mémoire développe l'esprit de l'enfant. Celui – ci, au bout de quelques mois, arrive à lire, syllabe après syllabe, les premiers versets du Coran ; ainsi, pour lire Bismillah Rahamani Rahemi, les mots sont ainsi décomposés : bi – as – mi – llah ra – ha – ma – ni ra – he – mi. »*[519]

Cet exercice s'accompagne de l'apprentissage de l'écriture des caractères de la littérature arabe. Au fur et à mesure qu'ils apprennent à distinguer les lettres et les connaître par cœur, les élèves doivent savoir les écrire. Parallèlement à ces exercices, les élèves entament la mémorisation des sourates. La « *Fatiha* » est la première sourate de cet exercice suivi des sourates les plus courtes à celles les plus longues. Durant cette phase, la méthode pédagogique des medersas rejoint celle des écoles coraniques traditionnelles. Les séances de lecture se font dans un mouvement d'ensemble, et l'intensité et le rythme des voix des élèves donnent l'impression d'une activité inorganisée.

Cette approche renforce le savoir récitatif des élèves et améliore leur capacité de réflexion et d'analyse. De cette méthode, un élève, au bout de 3 à 4 années

[519] HAIDARA (Ibrahim), *Op. Cit*, p182.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

d'étude, peut à lui seul déchiffrer un texte et le lire. La difficulté, à ce niveau, peut résider dans l'appréciation de la qualité de la lecture. En effet, un texte profane ne se lit pas de la même manière que le message coranique. Celui – ci est régi selon des techniques de lecture à travers le « *tadjwid* ». Littéralement « *tadjwid* » signifie « embellir » ou « enjoliver ». Dans le contexte de la récitation coranique, le « *tadjwid* » est une branche d'étude qui enseigne les règles qui permettent à une personne de réciter le Coran correctement en prononçant les alphabets arabes convenablement avec toutes les qualités propres aux lettres. Cette technique de récitation est la lecture psalmodiée du Coran.

Par ailleurs, l'autre objectif des medersas est l'apprentissage de la langue arabe. La méthode employée pour atteindre ce résultat est la communication. Elle est variée d'un enseignant à un autre. Pour les enseignants n'ayant pas étudié dans des instituts islamiques supérieurs et dont la connaissance de l'arabe est seulement livresque, la communication lors des cours s'alterne entre cette langue et la langue vernaculaire. La première, la langue du message islamique et la seconde, la langue d'explication des cours. Dans ce contexte, les élèves ont une connaissance livresque de l'arabe. Ils peuvent déchiffrer les textes et les comprendre, nommer chaque être et chaque chose, compter, …, sans pour autant réussir à communiquer convenablement. Les seuls instants de communication en arabe entre l'enseignant et les élèves se résument à des ordonnances du genre[520] : « *soukoutan* » pour ramener l'ordre, « *waïdoun* » pour dire « répétez » lors des lectures, etc.

L'arabe est véritablement la langue de communication lorsque les enseignants ont une connaissance parfaite de cette langue. Ces enseignants sont comptés dans la catégorie de ceux ayant eu des séjours d'étude dans les pays arabo musulmans ou n'ayant pas une grande maîtrise des dialectes locales. A ce niveau, les cours sont dispensés en arabe, les échanges verbaux aussi. On

[520] Entretien réalisé avec Sylla Mariam le 17 janvier 2007 à la medersa El Ridwane à Treichville (Abidjan).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

rencontre ce genre de cas dans les grandes medersas du pays notamment à *Dar el Hadith, Sakafat toul islamiya* et *Makacid al islamiya* (Bouaké), au *Lycée Ançarul Coran el Karim wa sunnah* (Daloa), etc.

b) L'organisation de la formation

Le projet des medersas a apporté une nouvelle organisation dans le programme de formation. Cette structuration laisse entrevoir la gestion du temps et la répartition des niveaux d'études.

Dans les établissements musulmans rénovés, la gestion du temps n'est pas liée à l'enseignant ou à ses activités extra éducatives. Elle est rationnelle. De la rentrée des classes à la fin de l'année scolaire, le programme d'étude est planifié. Il dure en général neuf mois.

Tableau 7 : Emploi du temps d'une école franco arabe de Tiémé

	8h - 9h	**9h - 10h**	**10h 30 -12h**	**14h 30 - 16h**	**16h - 17h**
Samedi	Coran	Ecriture	Lecture	Foi de l'Islam	Sciences
Dimanche	Coran	Lecture du maître	Calcul	Dictée	Hadith
Lundi	Coran	Lecture	Foi de l'Islam	Sciences	Ecriture
Mardi	Coran	Lecture du maître	Calcul	Hadith	Conduite
Mercredi	Coran	Calcul	Ecriture	Dictée	Révision générale

Source : SEDEL (Charlotte), *Op.Cit,* p24.

L'unanimité faite autour de la durée de la formation n'est pas observée dans sa gestion. Les écoles islamiques réformées sont, à ce niveau, partagées entre le programme des écoles publiques et celui des établissements du monde arabo musulman. Pour les partisans du programme des écoles publiques, la rentrée des classes débutait en octobre et prenait fin en juin. Cet alignement sur ce programme officiel s'inscrivait dans la dynamique de la concurrence entre les deux types d'écoles. Les jours de cours étaient les mêmes, les périodes récréatives et les jours non ouvrables aussi. Ces écoles, opportunistes, accordaient une place importante aux fêtes chrétiennes et allaient jusqu'à

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ordonner à leurs élèves de s'habiller en tenue de couleur kaki pour les garçons et bleue marine pour les filles[521].

> *« Cette option nous facilitait la tâche. Elle permettait à nos élèves du Centre culturel islamique de Williamsville de bénéficier des mêmes privilèges – soins médicaux, transport, etc. – que les élèves des écoles publiques. »*[522]

Par contre, d'autres medersas n'observaient pas de congé lors des fêtes chrétiennes telles la Noël, la Pâques, etc. Ces périodes étaient compensées par les cérémonies religieuses musulmanes, notamment la naissance du Prophète, les fêtes d'*Aid el fitr* et d'*Aid el kabir*, etc.

Cette logique est suivie par quelques medersas du territoire national. Ces dernières sont alignées sur le programme des instituts éducatifs des pays islamiques, plus précisément de l'Arabie Saoudite. La gestion du temps dans ces écoles tenait plus compte du calendrier lunaire que du calendrier grégorien. Or, il existe une différence remarquable entre les deux calendriers. Le mois lunaire a tantôt 29 jours, tantôt 30 jours. Selon Hamidullah MUHAMMAD,

> *«(…) la durée moyenne de l'année solaire est de 365 jours, et celle de l'année lunaire est de 354 jours, donc une différence d'environ 11 jours. »*[523]

La référence à ce système lunaire fait que la fixation de la date du début des cours est évasive. Elle ne peut être connue à l'avance. Mais dans ce système éducatif, le mois de *Ramadan*[524] est un point de repère très important. Il situe sur le début et la fin de l'année scolaire.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[521] Les tenues de couleur kaki pour les garçons et bleue marine pour les filles sont celles exigées par les écoles officielles.
[522] Entretien réalisé avec Kaba Mohamed Lamine le 14 mai 2004 à son domicile au Centre Culturel Islamique de la SIDECI-Yopougon (Abidjan).
[523] MUHAMMAD (Hamidullah), *Le Prophète de l'Islam T2*, Paris, éd.AEIF , 1989, p 707.
[524] Ramadan est le neuvième mois du calendrier lunaire. Il correspond au mois de jeûne des musulmans.

Selon Binaté Ibourahima[525], les cours se déroulaient sur cinq jours, du samedi au mercredi. Le jeudi et le vendredi étaient consacrés jours non ouvrables. A ces congés hebdomadaires s'ajoutaient des congés périodiques. Ces périodes de régénération intervenaient lors des cérémonies religieuses musulmanes et après les examens partiels[526]. Par ailleurs, une longue période de service devant être suivie d'un moment d'inactivité convenable, les élèves bénéficient de trois mois de vacance précisément à partir du mois de *Ramadan*.

Outre cette gestion rationnelle du temps, la formation islamique est organisée en cycle. Des sources recueillies, on a enregistré deux cycles : le cycle primaire et le cycle secondaire. En effet, le premier stade de la formation dans les medersas est le cycle primaire. Tous les établissements du répertoire des écoles islamiques ont débuté leur projet par ce cycle. On ne compte pas d'établissements consacrés exclusivement aux études secondaires. Cette phase comporte six classes dont deux classes pour chacun des trois niveaux :

- *As-saff al-awwal wa ath-thâni al-ibtidâï* ou Cours Préparatoire 1er et 2ème année (CP1 et CP2)
- *As-saff ath-thâlith wa ar-râbi' al-ibtidâï* ou Cours Elémentaires 1ère et 2ème année (CE1 et CE2)
- *As-saff al-khâmis wa as-sâdis al-ibtidâï* ou Cours Moyens 1ère et 2ème année (CM1 et CM2)

Les premières medersas à ouvrir leur porte n'excédaient pas ces six classes. Comme en témoignent les medersas de Bouna, Mankono, Samatiguila, etc. Jusqu'à son départ, El Hadj Kabiné Diané ne parvint pas à aller au-delà des classes primaires. Les élèves, à la fin de ce cycle, préparaient le certificat d'étude primaire élémentaire (CEPE) ou *Ach-chahâdah al-ibtidâïyyah*. Une fois

[525] Binaté Ibourahima a étudié en Côte d'Ivoire, en Arabie Saoudite et en Egypte. Entretien réalisé avec lui le 30 mars 2004 à son bureau à l'immeuble Postel 2000 au Plateau (Abidjan).
[526] Dar el Hadith (Bouaké) n'avait qu'un seul congé partiel, excepté les périodes festivités religieuses. Il avait lieu après quatre mois et demi de cours. Il en était de même pour deux autres grandes medersas de la ville.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ce diplôme obtenu, ils pouvaient être engagés comme enseignants dans leurs medersas d'origine ou vaquer à d'autres occupations lucratives.

La possibilité de poursuivre leurs études est intervenue lorsque de réelles structures éducatives furent construites. A Odienné, ce projet fut entamé avec l'ouverture de la medersa de Sy Ismaël Savané en octobre 1981. Avant cette période, les élèves diplômés du CEPE se rendaient à *Dar el Hadith*. Cet établissement s'est engagé dans ce projet dans les années 1960 suivi par d'autres écoles – telles *Sakafat toul islamiya, Lycée Ançarul Coran el Karim wa sunnah, Dar el Coran wal Hadith,* etc. – dans les décennies suivantes.

A ce niveau, l'enseignement islamique se démarque un peu du programme des écoles officielles. Il comporte deux phases. La première correspond au collège et compte trois classes, parfois quatre. A *Dar el Hadith* (Bouaké), seuls les anciens élèves de l'école et ceux en provenance d'autres écoles réputées telles *Sakafat toul islamiya* et *Makacid al islamiya* font trois années au collège. Les candidats venus d'ailleurs sont admis d'abord à une année préparatoire appelée *Shouba*, avant qu'ils entreprennent les trois années réglementaires. Ce cycle est soldé par *al-shahadat al-idadiyya*, l'équivalent du Brevet d'Etude du Premier Cycle (BEPC).

L'obtention de ce diplôme autorise les élèves au cycle suivant, le lycée. Comme le précédent, le présent cycle s'étend sur trois années et est soldé par *al-shahadat al-thanawiyya*, l'équivalent du Baccalauréat. A ce stade, le fonctionnement nécessite assez de ressources financières, matérielles et humaines. Ces conditions ont limité l'évolution du nombre des établissements secondaires[527]. Les enseignants ayant reçu de solide formation sont regroupés en majorité dans les grands centres urbains notamment à Abidjan, Bouaké, et dans

[527] A Bouaké, sur la cinquantaine de medersas répertoriées, seulement cinq d'entre elles – Dar el Hadith, Sakafat toul islamiya, Makacid al islamiya, Salaw dine et Al Fourkan – offraient des formations jusqu'à la classe de terminal.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

une moindre mesure à Bouaflé, Daloa, Korhogo et Man où ils sont fréquemment sollicités pour d'autres tâches communautaires. Ainsi, les grandes medersas, eu égard à leur relation avec les instituts éducatifs des pays islamiques, disposaient de potentialités pour faire face à ces besoins, et ce, malgré des difficultés (Voir 3ème partie). Mais les écoles de petites tailles dont *El Baniteim*, *El Falah* (toutes deux de Bondoukou), *Sabil Fatihi* (Mankono), … n'ont pu prétendre à ce cycle.

*****

En définitive, le mouvement wahhabite a donné une impulsion nouvelle au système éducatif islamique en Côte d'Ivoire. Il a donné lieu à la réforme du cadre et du programme d'étude. Il a aussi suscité la réorganisation du personnel avec l'élaboration d'un organigramme qui définit les différentes responsabilités de tous les acteurs. Cependant, ces écoles islamiques rénovées sont partagées entre les normes adoptées dans les établissements publics et celles en vigueur dans les instituts éducatifs du monde arabo musulman.

Par ailleurs, ce mouvement de réforme, qui vit l'entrée des femmes dans le corps des enseignants, s'est accompagné d'autres projets notamment la naissance des associations musulmanes. Quelques – unes d'entre ces structures se sont intéressées aux medersas.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Chapitre 6

LES ASSOCIATIONS DE LA COMMUNAUTE MUSULMANE ET LE SYSTEME EDUCATIF CORANIQUE EN COTE D'IVOIRE

Au départ, évoluant sous des formes variées et connues sous les appellations d'association de travail (*senèkè-ton*), de danse (*don-ton*), de chasseurs (*dozo-ton*)[528], … les actions associatives dans la société Mandé Dioula – particulièrement dans la communauté du Prophète Muhammad – ont connu des mutations au fil des années et ont fini par donner le jour à des structures formelles. Ces organisations nouvelles, à la différence des mouvements confrériques aux mains des cheikhs, étaient des structures soumises à l'agrément du Gouvernement de l'administration coloniale qui, selon les dispositions du Décret du 16 janvier 1939[529], devait approuver les statuts et la composition du conseil d'administration.

La naissance de ces mouvements associatifs en Côte d'Ivoire à partir de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, avec l'installation de la section locale de l'Union Culturelle Musulmane (UCM), a été le corollaire des mouvements de réformes islamiques nés dans nombre de pays ouest africains sous la conduite des diplômés des universités du monde arabe de retour au pays. Leur appel à la réforme des pratiques religieuses – la lutte contre l'ignorance – les rapprochait des wahhabites, les pionniers de l'avènement des medersas et leur revendication politique – la lutte contre le pouvoir colonial – les rangeait aux côtés des opposants au projet impérialiste colonial, eux – mêmes diplômés des écoles occidentales.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[528] Les expressions utilisées pour ces appellations sont issues de la langue Malinké. Tout le long de leur préparation à la vie communautaire (voire Chapitre 2), les talibés mettaient en place des structures d'entraides sociales « *senèkè-ton* ». Ainsi, ils s'assistaient lors des travaux champêtres. Il en était de même pour les pratiquants de la chasse à travers le « dozo-ton ».
[529] HAIDARA (Ibrahim), *Op. Cit*, p254.

Dans ces luttes religieuses et politiques, quelle place ces associations ont-elles accordé à l'enseignement islamique dans leur programme d'activités ?

C'est à cette interrogation principale que va tenter de répondre le présent chapitre à travers les activités des diverses organisations islamiques nées de la décennie 1950 à 1990.

I- LA PARTICIPATION DES MUSULMANS A LA VIE ASSOCIATIVE IVOIRIENNE

L'apparition des écoles islamiques nouvelles a été suivie quelques années plus tard de la naissance des premières organisations musulmanes en Côte d'Ivoire. Cette montée des activités islamiques sur l'échiquier national s'est située dans une période de troubles socio politiques qui a vu la participation des populations indigènes au nombre desquelles on comptait des musulmans.

1) Du militantisme syndical et politique

L'islam et ses agents de propagation ont fait l'objet d'une étroite surveillance au début du projet colonial. Cette politique a réduit l'action des musulmans aux seuls actes de foi – éducation coranique, jeûne, *daw'a*, pèlerinage à la Mecque … – et parfois, elle les a dressés les uns contre les autres. A l'ère de l'éveil du sentiment national marqué par la création des mouvements syndicaux et des partis politiques, les musulmans allaient faire leur entrée dans la vie associative et politique.

Cet engagement n'a pas été une action isolée. Il participait à un mouvement d'ensemble conduit par des opposants à l'entreprise coloniale. Le Syndicat Agricole Africain (SAA), le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI)[530] puis

[530] Le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire est le parti politique créé par Félix Houphouët Boigny aidé de ses pairs des comités électoraux ivoiriens – tels le Comité d'Etudes Franco Africaines (CEFA), l'Union Fraternelle des Originaires de la Côte d'Ivoire (UFOCI), l'Union des Originaires des Cercles de l'Ouest de la Côte d'Ivoire (UOCOCI) etc. – et non ivoiriens. L'assemblée constitutive du parti, présidée par Fulgence Brou, eut lieu le 09 avril 1946. Le 30 avril de la même année, l'autorisation a été donnée au parti de fonctionner.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

le Rassemblement Démocratique Africain (RDA)[531], avec leur vision panafricaine et anti impérialisme furent les véritables organisations alliées de la majeure partie des adeptes de l'islam. Le Parti Progressiste de Côte d'Ivoire (PPCI), la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO), le Bloc Démocratique Eburnéen (BDE), etc. n'ont pas rencontré une adhésion massive des musulmans. Ces organisations politiques, selon Gbagbo Laurent, avaient pour ligne de conduite :

> *« (…) une soumission totale et inconditionnelle à l'impérialisme français et une lutte vigoureuse contre tout ce qui pourrait remettre en cause ne serait-ce qu'une parcelle de l'autorité française. »*[532]

Essaimés dans tout l'espace territorial ivoirien, les originaires du Nord[533] de la Côte d'Ivoire avaient réussi, grâce à de solides réseaux Malinké Dioula, à investir plusieurs secteurs d'activités notamment l'agriculture, le transport, le commerce, etc. Ce fut d'ailleurs de ces occupations qu'ils apportèrent leurs contributions aux actions de leurs structures alliées. En effet, l'action des musulmans a d'abord été manifeste au sein du SAA. Ce syndicat, crée en 1944, avait pour objectif de lutter contre la discrimination que subissaient les planteurs africains[534]. La participation des musulmans à cette lutte était perceptible dans la composition de l'équipe dirigeante du syndicat. Deux des huit membres du

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[531] Le Rassemblement Démocratique Africain (RDA) est né le 18 octobre 1946. Il était dirigé par Félix Houphouët Boigny. C'est le premier mouvement politique en Afrique dont les activités s'étendaient sur une vaste échelle. En 1948, sur treize (13) territoires que comprenait l'Afrique noire sous domination française, le RDA comptait onze (11) sections. A l'instar du PDCI, il avait pour objet d'unir les forces des leaders africains pour lutter contre l'impérialisme français.

[532] GBAGBO (Laurent), *Côte d'Ivoire, économie et société à la veille de l'indépendance (1940 – 1960)*, Paris, L'Harmattan, p45.

[533] Le terme « *les originaires du Nord de la Côte d'Ivoire* » fait allusion aux musulmans. Même s'il convient de relativiser cette affirmation, la cartographie des différentes communautés vivant en Côte d'Ivoire présente le Nord du pays comme une zone de forte présence des adeptes de l'islam. L'appellation « *Mandé Dioula* » participe elle aussi à cette logique d'identification.

[534] Les planteurs africains ont souffert de la politique de discrimination de l'administration coloniale. La production des planteurs indigènes n'avait pas la même dénomination, ni le même prix que celle des colons. Leur café était qualifié de café de cueillette alors que celui des colons était traité de « production de plantation ». Ce qui valait aux produits des africains d'être sous-payés. Ainsi, lorsque le café valait 5 francs le kilogramme, la production africaine était payée à 3 francs. Cela permettait aux planteurs européens d'acheter la production des africains et de la faire passer pour leur propre production réputée de bonne qualité.

bureau étaient musulmans : Lamine Touré (2ème vice Président) et Djibril Diaby (Secrétaire administratif). Dans les sections régionales du SAA, leur présence était attestée dans certaines localités notamment à Sinfra et Bouaflé où Sékou Baradji et Vamé Doumouya occupaient respectivement les fonctions de président et de membre. Nos sources ne mentionnent pas les raisons de ce choix. Toutefois, ces nominations peuvent, dans une certaine mesure, témoigner du poids des planteurs musulmans au sein de la masse des planteurs indigènes. Déjà en 1916, neuf (9) des treize (13) notables musulmans de Bassam[535] étaient des planteurs de café – cacao dans la zone d'Aboisso, d'Assinie et de Bassam. Ces musulmans représentaient en 1933[536], parfois plus de la moitié des planteurs dans certaines régions notamment à Man (54,5%), à Duékoué (87,5%), Guiglo (50%), etc.

Le soutien apporté au SAA et à son leader Félix Houphouët Boigny fut reconduit lorsque ce dernier, avec l'appui de ses pairs africains, s'engagea en politique. Cette orientation de la lutte nécessitait la mobilisation des masses. Kaba Lanciné, dans ses travaux sur le Rassemblement Démocratique Africain (RDA), a décrit le rôle joué par le milieu musulman à travers le dynamique réseau des commerçants:

> *« C'est à ce moment que le rôle des commerçants s'avérait quasi indispensable à cause de leur triple rôle d'intermédiaire entre les aires culturelles aux économies complémentaires, de participants observateurs dans le système colonial et de disciple d'une tradition militante de type non européen. »*[537]

Les transporteurs n'ont pas, non plus, manqué à cet appel à la mobilisation, surtout lors des échéances électorales de 1945 auxquelles a prit part Félix Houphouët B. Leurs véhicules ont servi de moyens logistiques[538] à travers

[535] FOFANA (Lémassou), *Op. Cit*, pp60.
[536] FOFANA (Lémassou), *Op. Cit*, p62.
[537] KABA (Lacina) cité par FOFANA (Lémassou), *Op. Cit*, p68.
[538] FOFANA (Lémassou), *Op. Cit*, p68.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

plusieurs plans d'actions notamment l'annonce des nouvelles d'une région à une autre et la diffusion des articles, des photos et autres moyens de propagande dans les différentes régions.

Dans les régions de forte présence musulmane, le soutien a été incontestable. Tidiane Dèm, candidat à l'Assemblée constituante du 05 octobre 1945, évoque le travail abattu par Gbon Coulibaly[539] dans la zone de Korhogo pour l'élection du leader du SAA.

> *« (…) le chef de province Gbon Coulibaly s'est montré très hostile à ma candidature, car il voyait en moi un concurrent assez sérieux pour son ami Houphouët. Aussi, il n'a pas hésité, dès la première heure, avec quelques-uns de ses enfants, à mettre son influence au service de la propagande d'Houphouët dans tout le cercle. Il n'y a pas un chef de canton de la subdivision de Korhogo qui n'ait été invité par lui à voter pour Houphouët. »*[540]

Lemassou FOFANA, en s'appuyant sur les travaux d'Adou BOGOLO, fait l'état de la situation d'ensemble du soutien politique des populations des zones septentrionales du pays :

> *« L'engagement est tel que, très tôt, le Nord de la Côte d'Ivoire est un bastion imprenable du RDA. (…) à toutes les élections qui ont lieu entre 1945 et 1957, cette région donne 60 et 95% des suffrages au candidat Houphouët Boigny (…) »*[541]

Devant ce mouvement d'adhésion populaire à la cause de Félix Houphouët B., le « clergé » musulman s'est fait entendre. Son intervention ne se fit pas dans le cadre de l'apaisement des tensions, mais en guise d'appui aux actions du RDA.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[539] Péléforo Soro prit le nom Gbon Coulibaly lorsqu'il se convertit à l'islam. Chef de la province de Korhogo, l'influence de Gbon Coulibaly emmena une part de ses pairs Sénoufo à embrasser cette religion, même si sa pratique de l'islam est restée une énigme. En effet, Gbon Coulibaly était marié à 25 femmes, une attitude contraire aux principes de l'islam. Aussi, il serait ignorant des règles élémentaires des prières quotidiennes et n'observait pas le jeûne du Ramadan. Cf. MARTY (Paul), *Op. Cit*, p173.

[540] GRAH (Mel Frédéric), *Félix Houphouët Boigny. Biographie*, Abidjan, Paris, Edition du CERAP, Maisonneuve et Larose, 2003, pp296-297.

[541] FOFANA (Lémassou), *Op. Cit*, p72.

L'Imam Ali Baba Timité[542] (Bondoukou) organisa la première réunion en l'honneur des députés du RDA[543]. Son attachement à cette organisation politique était tel qu'il finit par mettre en mal la cohésion sociale dans cette ville où la masse des indigènes étaient partagées entre Félix Houphouët B. et Léon Kouamé Binzème[544]. Les partisans de ce dernier – les habitants des *kabla* Koko et Nénéya – étaient opposés à ceux du RDA qui comptaient en plus du guide religieux de la ville des militants dans d'autres quartiers. L'un des signes matériels de ce désaccord a été l'abandon de la grande mosquée de Koko[545] au profit du nouveau lieu de culte bâti au quartier Malagasso.

L'un des soutiens les plus remarquables issus de cette sphère religieuse est venu du mouvement confrérique hamalliste conduit en Côte d'Ivoire par le Cheick Yacouba Sylla. Né en 1906 à Nioro au Soudan français (actuel Mali), Yacouba Sylla est un disciple de Cheikh Hamallahoula[546]. En mission pour la diffusion des idéaux de ce dernier dans les régions sahéliennes, il est arrêté en 1929 à la suite de troubles survenus à Kaédi (Mauritanie) et déporté à Sassandra en 1930

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[542] Ali Baba Timité a été le 9ème imam de la lignée des Timité de Bondoukou. Il est présenté par certains spécialistes de l'islam en Côte d'Ivoire comme l'un des marabouts réputés consultés par Félix Houphouët B. D'ailleurs, en reconnaissance à son soutien au PDCI – RDA, le stade de football de la ville construite au lendemain de l'indépendance du pays par le régime d'Houphouët porte son nom (Stade Ali Baba Timité).
[543] FOFANA (Lémassou), *Op. Cit*, p72.
[544] Kouamé Binzème, natif d'Aboisso le 06 mai 1908, est le premier responsable du Parti Progressif de Côte d'Ivoire (PPCI). Avocat de profession, il a été un adversaire à Félix Houphouët B. La partie Est du pays particulièrement le pays des Agni, une composante du groupe Akan, était le bastion de son mouvement politique. Cf. GRAH (Mel Frédéric), *Op. Cit*, p256.
[545] Entretien réalisé avec Ouattara Fétigué le 24 avril 2008 à son domicile familial au quartier Koko (Bondoukou).
[546] Cheikh Hamallahoula (ou Chérif Hamallah) est celui de qui le Hamalliste, confrérie issue de la Tidjaniyya, tient son nom. Opposé à l'entreprise coloniale et en disgrâce avec certains de ses coreligionnaires, Chérif Hamallah a été au centre de nombreux conflits religieux à Nioro (en 1923 et 1940), à Kiffa (en 1924) et Kaédi (en 1930). Ces troubles l'ont conduit en exil à Méderdra (Mauritanie) de 1925 à 1930. En avril 1930, il est transféré à la prison d'Adzopé (Côte d'Ivoire). Il mourut le 16 janvier 1943 à l'hôpital de Montluçon alors qu'il purgeait une peine d'internement de 10 ans à Vals – Les – Bains (France). Pour plus de détails Cf. SAVADOGO (Boukary Mathias), *Confrérie et pouvoirs : La tijjaniyya hamawiyya en Afrique occidentale (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger) : 1909-1965*, Thèse de Doctorat, (dir) Pr. TRIAUD (Jean Louis), mars 1998, Université de Provence (Aix-Marseille).

pour y purger une peine de huit (8) ans. Après avoir purgé sa peine, il s'établit en Côte d'Ivoire où il bâtit un empire économique[547] au Sud Ouest du pays.

Admis à la cause de Félix Houphouët Boigny, Cheick Yacouba Sylla a pourvu le RDA en moyens logistiques et financier. Dans la mobilisation des masses, l'apport de son mouvement a été aussi appréciable. Selon Adou BOGOLO, la confrérie hamalliste était devenue :

> *« (…) un centre pourvoyeur de gros bataillons de militants exemplaires pour le Rassemblement Démocratique Africain, un cadre idéal de recrutement de la clientèle électorale, des troupes de choc (…) »*[548]

L'engagement du milieu musulman au côté du PDCI, surtout lorsque cette organisation politique s'apparenta au Parti Communiste Français (PCF), allait lui attirer le courroux de l'administration coloniale. Des catégories socio professionnelles étaient ciblées et faisaient l'objet de répression :

> *« Les commerçants toutes catégories confondues sont harcelés. Les quelques acheteurs africains de produits pour le compte du grand commerce se voient offrir le choix entre la désertion de RDA et leur emploi. D'autres commerçants ou transporteurs sont acculés à la faillite (…) ; les colporteurs dioula font l'objet du discrimination fiscale en fonction de leur appartenance politique. »*[549]

Cette alliance avec le PCF occasionna des dissensions au sein du RDA. Le mouvement commença à s'effriter avec le départ du parti de certains de ces membres notamment Blaise N'Dia Coffi, Léopold Mansila, Koba Kouamé, Etienne Djaument ... A partir de 1949, la famille du RDA entra dans une phase de conflits opposant les partisans d'Etienne Djaument à ceux de Félix Houphouët B. Le 06 février 1949, une conférence d'Etienne Djaument à

[547] Le Cheick Yacouba Sylla a mis sur pied plusieurs entreprises économiques au Sud Ouest du pays. A cet effet, il disposait de proportions importantes d'hectares de plantations de café / cacao à Gagnoa et Sassandra. Parallèlement, il ouvrit des salles de cinéma dans plusieurs villes notamment à Divo, Gagnoa, Sinfra, etc. Aussi, s'est-il intéressé au milieu du transport où il était possesseur de plusieurs véhicules.
[548] BOGOLO (Adou) cité par FOFANA (Lemassou), *Op. Cit*, p72.
[549] DADIE (Bernard), *Carnet de prison*, Abidjan, CEDA, 1984, p119.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Treichville est interrompue par un groupe de militants du RDA. Les auteurs de ces troubles sont arrêtés et internés à la prison de Bassam. Parmi ces détenus, on comptait assez de militants originaires du Nord du pays dont Dosso Counadi, Lamad Kamara, Baya Touré, Diabaté Bakary, Balady Traoré, Sékou Traoré, Moussa Soumahoro, Bénoko Diaby, Ibrahima Kéita, Mamadou Touré[550], etc.

Cet internement a duré neuf (9) mois et entraina une vive réaction de la population de la coloniale. L'un des actes majeurs de cette mobilisation a été la marche historique des femmes sur Bassam le 24 décembre 1949. Celle – ci a vu la participation des femmes dioula, conduite par Moussokoro Camara[551]. Après Abidjan et Bassam, les troubles s'étendirent aux régions du Nord du pays notamment à Ferkessédougou (le 03 mars 1949), à Bondoukou (le 05 octobre 1949) et à Séguéla (le 03 février 1950)[552].

La mobilisation des musulmans tout le long de la marche vers l'indépendance du PDCI – RDA, n'a pas seulement fait d'eux des victimes de la répression coloniale. Elle a permis à ces membres de s'instruire en matière d'organisation, de gestion des masses et des réalités de la vie associatives. Aussi, a-t-elle contribué à propulser certains de ces membres au devant de la scène publique nationale. On peut compter au nombre de ceux-ci Sékou Sanogo[553] (Conseiller général de la circonscription de Séguéla – Katiola – Korhogo), Mama Kourouma (Secrétaire de la sous section du RDA de Treichville), Mamadou Koné (Secrétaire général de la sous section RDA d'Adzopé), … et Boubakar Sakho[554]

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[550] GRAH (Mel Frédéric), *Op. Cit*, p526.
[551] GRAH (Mel Frédéric), *Op. Cit*, pp529-530.
[552] GRAH (Mel Frédéric), *Op. Cit*, p553.
[553] Sékou Sanogo a été un membre influent du RDA dans la région du Worodougou. Il est entré en dissidence lorsque cette organisation politique s'allia au PCF en 1949. Cette opposition idéologique à Félix Houphouët Boigny a été à l'origine du conflit du 03 février 1950 à Séguéla. En 1951, porté à la tête d'une coalition électorale dénommée Parti de l'Union Française de Côte d'Ivoire, il est élu député à l'Assemblée Nationale Française.
[554] MIRAN (Marie), « Les Mille et une vies d'El Hadj G. Boubakar Sakho, le sage de Treichville (1903 – 1997) », in A. Rouaud (éd.), *Les Orientalistes sont des aventuriers. Guirlande pour Joseph Tubiana*, Paris, L'Harmattan, 1999, p269.

(Président du sous comité RDA Peul de Treichville). Ce fut d'ailleurs ce dernier qui prit la tête du premier mouvement associatif islamique en Côte d'Ivoire.

2) … A l'installation des premières associations islamiques nationales

Après les actions de soutien aux mouvements syndicaux et politiques engagés dans la lutte contre le pouvoir colonial, les musulmans ont démarré la seconde moitié du XX^{ème} siècle avec de nouvelles ambitions : mise en place d'association pour la promotion de leur confession religieuse. Cette initiative s'inscrivait dans un vaste projet de réforme des pratiques islamiques en Afrique noire. Elle a vu le jour à Dakar (Sénégal) avant de s'étendre à certains pays ouest africains comme la Côte d'Ivoire.

a- La section nationale de l'Union Culturelle Musulmane (UCM)

L'organisation de la communauté musulmane de Côte d'Ivoire sous la forme d'un mouvement structuré a véritablement débuté avec la création de la section nationale de l'Union Culturelle Musulmane (UCM). Cette association tire son origine du mouvement religieux créé par un groupe de jeunes musulmans avec à leur tête Cheick Touré en novembre 1953.

Fils d'un lettré de Kébémer[555], Cheick Touré est connu pour sa rigueur et son conservatisme. Ces valeurs, il les a acquises tout le long de sa formation. Celle-ci débuta auprès d'un maître coranique maure à Saint Louis, puis à l'*Institut d'étude islamique* à Boutlimit et à l'*Institut Ben Badis* de Constantine (Algérie). Durant ce séjour, il prit part aux débats sur la réforme de l'islam et de l'éducation religieuse à l'origine de la naissance de la salafiya. Imprégné de ces enseignements, Cheick Touré, une fois de retour au Sénégal, créa l'UCM. L'association eut un écho favorable sur l'ensemble des territoires de l'Afrique

[555] COULOU (Christian), *Les Musulmans et le pouvoir en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1983, p127.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Occidentale Française (AOF). Elle créa des filiales dans les principales villes coloniales. Celle d'Abidjan (Côte d'Ivoire) ne s'est pas limitée à une seule naissance.

Les differents bureaux de l'UCM

La section nationale de l'UCM fut créée à Abidjan en 1954. Elle fut dirigée par Boubakar Sakho. Autodidacte et originaire de Ségou (Soudan Français) où il naquit en 1903 dans le quartier appelé Alamissani[556], Boubakar Sakho n'était pas un nouveau venu dans le milieu associatif ivoirien. Il avait précédemment été membre de l'Union Générale de Peuls et Toucouleurs (UGPT) créée vers 1943[557]. De cette association à caractère ethnique, il fut propulsé au rang de premier responsable du sous-comité RDA Peul de Treichville lors de la lutte pour l'indépendance du pays.

Dans sa mission de premier responsable de l'UCM, Boubakar Sakho s'était fait entourer de Tidjane Ba[558], de jeunes réformistes et de vieux marabouts. Cette composition du bureau, représentative de la réalité de la communauté musulmane et censée réduire les dissensions entre les clercs réformistes et les traditionnalistes – dissensions nées du conflit des « bras croisés » – allait être à l'origine des difficultés de l'association. En effet, l'association de Cheick Touré, si elle a eu le mérite de jeter les bases d'une organisation moderne de la umma en Afrique de l'ouest, n'a pas fait de la question de l'unité des croyants une préoccupation. L'objectif de l'UCM était le retour au Coran et à la tradition du Prophète Muhammad. La lutte contre les innovations introduites dans la religion était la pierre angulaire de cet engagement. En 1955, dans l'avant propos d'une

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[556] JEUSSET (Gwenolé) et DENIEL (Raymond), *Ami de Dieu et notre ami : El Hadj Boubacar G. Sakho*, Abidjan, INADES, 1986, p15.
[557] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 1999, p3.
[558] Tidjane Ba, lors de son séjour d'étude à l'*Institut Ben Badis* (Algérie), avait fait la connaissance de Cheick Touré. De cette rencontre, une amitié était née entre les deux hommes.

brochure intitulée « *Afin que tu deviennes croyant* », Cheick Touré exposait les fondements idéologiques du mouvement :

> *« Si ceux qui se disent les responsables de la religion étaient des croyants sincères, ils ne craindraient pas d'enseigner la vérité (…). Et ainsi, ils n'auraient pas fait de ceux qui les croient, les égarés qu'ils sont ; ils n'auront pas falsifiés les principes de l'islam. (…) Leur manque de foi en Dieu les pousse à une honteuse collaboration avec les colonialistes et les capitalistes, exploiteurs, et tout cela, au nom de la religion. »*[559]

Cette orientation idéologique de l'UCM dressa les jeunes réformistes, wahhabites pour la plupart, contre les vieux marabouts. Ce phénomène n'a pas épargné le milieu religieux islamique ivoirien. En effet, l'équipe de Boubakar Sakho a été en proie à une crise interne opposant les wahhabites aux vieux marabouts. Les premiers, s'attaquant aux seconds avec arrogance, n'eurent pas l'approbation du président de l'association. Celui-ci, respectueux des cadres religieux traditionnels, démissionna de son poste. L'association resta aux mains des wahhabites mais leurs activités furent restreintes.

Le renouveau de l'UCM intervint en 1957, au lendemain de la signature de la loi cadre en 1956 qui institua l'autonomie des territoires. Elle a conduit chacun des Etats de l'AOF à créer sa propre association. Ainsi le 19 novembre 1957[560], les jeunes réformistes, en quête de la reconnaissance officielle de leur association, obtinrent gain de cause. La composition de l'équipe dirigeante ne tint pas compte des réalités antérieures. Aucun appel ne fut lancé aux partisans des vieux marabouts. Le profil socio professionnel des membres du bureau en est l'illustration parfaite:

CODESPA - BIBLIOTHEQUE

[559] GOMEZ-PEREZ (Muriel), « Associations islamiques à Dakar », in KANE (Ousmane) et TRIAUD (Jean Louis) (dir.), *Islam et islamisme au Sud du Sahara*, Paris, Karthala, p139
[560] HAIDARA (Ibrahim), *Op. Cit*, p255.

« Sur les 12 membres du bureau, sept étaient commerçants et deux enseignants, tous dans le secteur privé. La plupart étaient guinéens, comme le président lui-même, Noumouké Daffé. »[561]

Quelques mois après sa prise de fonction, Noumouké Daffé a réussi à étendre les activités de l'association au delà de la seule ville d'Abidjan. En janvier 1958, deux sections locales furent mises sur pied notamment à Anyama et Bouaké[562] où la présence des wahhabites était attestée. Mais Treichville était le centre où se concentrait l'essentiel des activités de l'association. Cependant, l'UCM faisait face à des mouvements de contestation de la part des partisans des élites traditionnelles partagés entre les mosquées Dioula et Sénégalaise. Des évènements non élucidés[563] allaient entrainer la suspension du mouvement conduit par Noumouké Daffé.

Il a fallu attendre le lendemain de l'indépendance de la colonie de Côte d'Ivoire pour assister à la renaissance de l'UCM. Elle apparut cette fois avec des statuts et règlements intérieurs modifiés conformément à la loi n°60 – 315 du 21 septembre 1960[564]. Ce remaniement des textes s'est accompagné du renouvèlement de l'équipe en charge de la gestion de l'association. De 12 membres en 1957, l'UCM se retrouva avec un bureau composé de 47 personnes, toutes de confessions musulmanes mais de profils différents. Ce personnel du bureau appartenait :

« (…) au milieu politique, à la fonction publique ou au secteur privé. Trois présidents d'honneur y figurent : El hadj Mamadou Coulibaly Président du Conseil Economique et Social, M. Hampaté Ba et El hadj Diawara Tiécoura. Dix membres d'honneur leur sont associés comportant les imams des trois principales mosquées d'Abidjan (mosquée dioula, mosquée des allogènes et mosquée d'Adjamé), cinq députés de

[561] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 2006, p207.
[562] Idem
[563] Les évènements ayant conduit à la suspension des activités de l'UCM n'ont pas été clarifiés par les auteurs intéressés à la question de l'islam en Côte d'Ivoire durant cette période. Nos enquêtes de terrains n'ont pas pu elles non plus apporter de réponses satisfaisantes à cette interrogation.
[564] FOFANA (Lémassou), *Op. Cit*, p112.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

l'Assemblée Nationale, El hadj Boubakar Sakho et un haut fonctionnaire du Ministère de l'intérieur. »[565]

La nouvelle configuration de l'UCM était une association religieuse aux mains d'intellectuels. Les occupants des postes de décisions étaient en totalité des diplômés de l'école occidentale, sans d'impressionnant parcours dans la formation islamique. Le président Béma Coulibaly[566] était receveur des Postes et Télécommunication (P et T). Né à Dabakala en 1921 où il fréquenta l'école coranique, il a fait ses études primaires à Bouaké avant de se rendre à partir de 1936 à l'école professionnelle de Ouagadougou (Haute Volta). Au sortir de cette formation en 1939, il fut engagé au poste de télégraphiste aux P et T de Bouaké. Puis en 1946, à l'issue du concours des P.T.T de l'AOF auquel il fut admis, il intégra le cercle des cadres supérieurs avant de devenir Inspecteur en 1972.

Les membres de l'équipe ayant une formation islamique riche non seulement ils n'étaient pas en nombre important, mais ils n'avaient pas pouvoir décisionnel. Tidjane Ba était le proposé aux affaires éducatives. Il côtoyait dans cette mission certains de ses pairs notamment les trois imams des mosquées principales d'Abidjan.

A l'actif de ce bureau étoffé, nos sources n'indiquent pas d'activités notables aux chapitres des projets à réaliser jusqu'en 1969 ; date à laquelle, l'UCM refit sa mue avec une équipe restreinte de 12 personnes et conduite à nouveau par Béma Coulibaly. On n'y comptait plus de membres honorifiques, ni de hauts fonctionnaires. Le bureau se limitait alors à :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[565] HAIDARA (Ibrahim), *Op. Cit*, p257.
[566] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 2006, p208.

> *« (…) cinq commerçants, deux marabouts, un petit fonctionnaire (Coulibaly), un agent technique de la santé, un chef de train, un conducteur de travaux publics et un directeur d'école islamique (Ba). »*[567]

Cette réduction des membres de l'équipe n'enleva rien encore à la léthargie de l'UCM. La nouvelle équipe fut à l'image de la précédente. Ibrahim HAIDARA limite ses actions aux réunions périodiques tenues dans la mosquée Dioula qui faisait office de siège temporaire. La recherche du financement de ses activités ou *fund raising* basé sur la mobilisation des membres à travers les cotisations, l'achat de cartes d'adhésion, etc. n'a pu donner les résultats escomptés. Annoncée comme une organisation de promotion des valeurs islamiques, l'UCM ne parvint à étendre son projet à l'ensemble du pays. Après la fermeture des sections d'Anyama et de Bouaké, suite à la suspension de l'UCM version Noumouké Daffé, il a fallu attendre 1977 pour assister à la création d'autres sections locales.

De ce parcours chaotique au bilan insatisfaisant, l'enseignement islamique a occupé un pan important du programme d'activités de l'UCM.

L'UCM et la formation islamique nationale

La question de l'enseignement islamique a été un aspect important de l'orientation générale de la politique de l'UCM. Elle a été portée au devant de la scène publique sous la forme de revendication auprès des gouvernants et a suscité des réactions de la part de ceux-ci. En effet, le programme éducatif n'apparait pas clairement dès les premières heures de la création de l'association eu égard au conflit qui opposait ses membres. Mais des dispositions avaient été prises pour faire face à cette question. La présence de Tidjane Ba au côté du président Boubakar Sakho répondait à ce besoin.

[567] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 2006, p209.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

En charge de l'éducation dans cette équipe, Tidjane Ba ne fut reconduit à son poste que lorsque l'UCM obtint sa reconnaissance sous la houlette de Noumouké Daffé. Ce fut le bureau de ce dernier, composé en majorité de wahhabites, qui a entamé véritablement le projet d'éducation de l'association. La vision de cette équipe était la prise en compte du programme d'enseignement islamique dans le système éducatif officiel. Noumouké Daffé, le défenseur de ce projet de formation, affirmait à cet effet que :

« En deux générations d'étudiants, (…), le pays peut devenir arabisant. »[568]

Cette idée ne semblait pas répondre aux attentes des gouvernants. Déjà en 1945, l'enseignement avait été une question essentielle pour le candidat Félix Houphouët Boigny. Il avait, pendant les campagnes pour les élections à l'Assemblée Constituante, proposé son programme[569] :

- Création d'écoles rurales dans tous les cantons et gros centres. Institution de cours du soir pour adultes. Suppression des travaux pratiques ;
- Application des programmes métropolitains à partir des écoles régionales ;
- Création d'écoles agricoles ;
- Création d'écoles techniques à Bouaké, Bobo-Dioulasso, Ouagadougou ;
- Elargissement de l'enseignement aux filles ;
- Création d'un lycée pour les autochtones ou octroi de bourses par la métropole, à raison d'un boursier au moins par cercle (…)

Ce programme, qui selon Paul DESALMAND faisait le tour des problèmes, n'avait en aucun point fait mention de l'enseignement islamique. L'islam, sous la forme avec des structures organisées comme l'UCM, n'existait pas encore à

[568] FROELICH (Jean Claude), *LesMusulmans d'Afrique noire*, Paris, L'Orante, 1962, p291.
[569] DESALMAND (Paul), *Histoire de l'éducation en Côte d'Ivoire, de la conférence de Berlin à 1984*, Abidjan, CERAP, 2004, p199.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ce jour. Aussi, les comités électoraux[570] qui avaient apporté leur soutien à Félix Houphouët Boigny, lors de ces échéances électorales, n'étaient pas porteurs de revendications à caractère confessionnel islamique. Ils étaient tous engagés dans une lutte commune, la décolonisation du pays.

Par ailleurs, lorsque les structures musulmanes ont fait leur apparition, cette politique ne changea guère puisque leur convergence avec le RDA était purement politique sans aucune référence aux questions religieuses telles l'éducation islamique. Ainsi, l'Etat resta aligné sur le programme hérité de l'administration coloniale au détriment des idéaux de Noumouké Daffé dont les revendications avaient attiré « *la foudre des dirigeants nationalistes ivoiriens* »[571]. Son association, suspendue suite à ses réactions extrémistes, refit surface en 1960. La question de l'enseignement, la pomme de discorde avec les gouvernants de la veille de l'indépendance, est rayée du chapitre des objectifs assignés à l'UCM de Béma Coulibaly. Cette équipe entendait faire de la nouvelle UCM un instrument de promotion des valeurs de l'islam, sans heurter aucune des tendances idéologiques apparues dans la communauté musulmane. L'article 3 des statuts situe les nouveaux buts de la structure :

> *« a- Unir tous les musulmans des deux sexes pour leur permettre de mieux se connaître afin de s'entraider et de parfaire leur formation religieuse.*
> *b- Utiliser les méthodes d'éducation et de pédagogie moderne (conférences et manifestations religieuses, projection de films, excursion, etc.).*
> *c- Créer et développer les bibliothèques, aménager les locaux à l'usage des membres, fonder des écoles, créer des mouvements de jeunesse.*
> *d- Lutter contre toute influence nuisible à l'éducation des enfants.*

[570] On avait les comités électoraux ivoiriens regroupant les structures politiques telles l'Union Fraternelle des Originaires de le Côte d'Ivoire (UFOCI), le Cercle Culturel et Folkloriques de la Côte d'Ivoire (CCFCI), l'Union des Originaires des Cercles de l'Ouest de la Côte d'Ivoire (UOCOCI), etc. et ceux des non ivoiriens. On comptait dans cette dernière catégorie, l'association des Daho-togolais, celle des sénégalais, celle des guinéens, celle des soudanais, et d'autres encore.
[571] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 2006, p207.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

e- Epurer méthodiquement l'Islam en le débarrassant sans heurt ni violence de toutes influences et pratiques contraire au dogme.

f- Envoyer des étudiants partout où ils pourraient parfaire leurs études et les soutenir moralement et matériellement.

g- Prêter son concours aux autorités administratives chargées de l'organisation du pèlerinage aux lieux saints de l'Islam. »[572]

Retirée des prérogatives de l'UCM, la question de l'enseignement islamique n'a pas pour autant disparu du milieu éducatif. Les écoles coraniques et les medersas ont continué à se développer dans les grands centres urbains notamment à Abidjan, Daloa, Korhogo, Daloa, Man, etc. Elles tentèrent de rivaliser avec les écoles publiques dans les localités de longue tradition islamique telles Bondoukou, Kong, Samatiguila, etc. Face à cette dynamique incontrôlée, le gouvernement a fini par prendre des mesures relatives à l'enseignement confessionnel :

« Article premier. – L'enseignement religieux pourra être dispensé aux élèves des établissements scolaires publics et privés, soit à l'intérieur soit à l'extérieur de ces établissements.

Art.2. – Cet enseignement est facultatif et ne concerne que les élèves dont les parents ou tuteurs en auront fait la demande express en début d'année scolaire. (…)

Art.3. – La durée maxima de cet enseignement ne pourra dépasser une heure trente minutes par semaine. Ce temps d'enseignement ne pourra en aucun cas être prélevé sur l'horaire normal des enseignements scolaires. (…)

Art.6. – Les présentes dispositions ne concernent que les cultes catholiques et protestants. (…) »[573]

Ce décret a établi les limites du programme éducatif islamique mais elle n'a pas interdit l'ouverture des medersas sur le territoire national. Ces instituts éducatifs continuèrent à accueillir les jeunes musulmans et assurer leur formation. Les

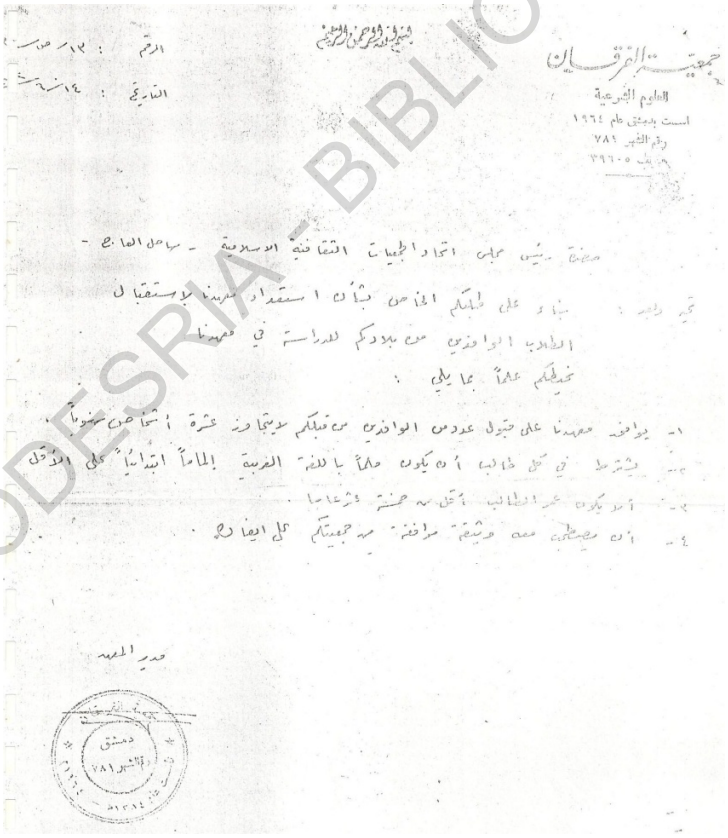
[572] HAIDARA (Ibrahim), *Op. Cit*, p257.

[573] Décret n°66-123 du 31 mars 1966, relatif à l'organisation de l'Enseignement religieux dans les établissements scolaires (Annexe 2).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

diplômés qui y en sortaient se voyaient attribuer des bourses d'études avec l'aide de l'UCM.

Ces actions de l'UCM intervinrent lors du « second mandat » de Béma Coulibaly à partir de 1969. Les instituts de formation du monde arabo musulman, par le canal de l'UCM, octroyaient des bourses d'études aux élèves ivoiriens. L'un des processus d'obtention de cette bourse est présenté ici à partir du cas de Cissé Mamadou (2), diplômé du BEPC islamique obtenu à *Dar El Hadith* de Bouaké en 1974. En effet, le bureau national de l'UCM a reçu une note d'une institution éducative syrienne relative à l'attribution de bourses d'études aux élèves ivoiriens. Le contenu de la correspondance est présenté comme suit[574] :



La version originale de la correspondance du responsable du Lycée El Fourcan (Syrie)

[574] Archives personnelles de Cissé Mamadou (2), Correspondance de l'Union El Fourcan des Etudes Islamiques de Damas (Syrie) adressée à l'UCM le 14 juin 1972.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Au nom de Dieu, Clément et Miséricordieux

N°12/5/27
Date du 14/6/72

Union El Fourcan
Des Etudes Islamiques
Créée en 1964 à DAMAS
N° du mois 871
Tél 39 605

A
Monsieur le Président
de l'Union Culturelle Musulmane
République de Côte d'Ivoire

Salut,

Selon votre demande de bourses pour vos étudiants qui seront destinés à notre lycée à DAMAS, nous vous informons de ce qui suit :

1. Notre lycée n'accorde pas plus de 10 étudiants par an.
2. Que l'étudiant soit au moins au niveau du diplôme d'études primaires arabes.
3. Qu'il ne soit moins âgé de 15 ans.
4. Qu'il envoie avec lui une attestation de votre signature.

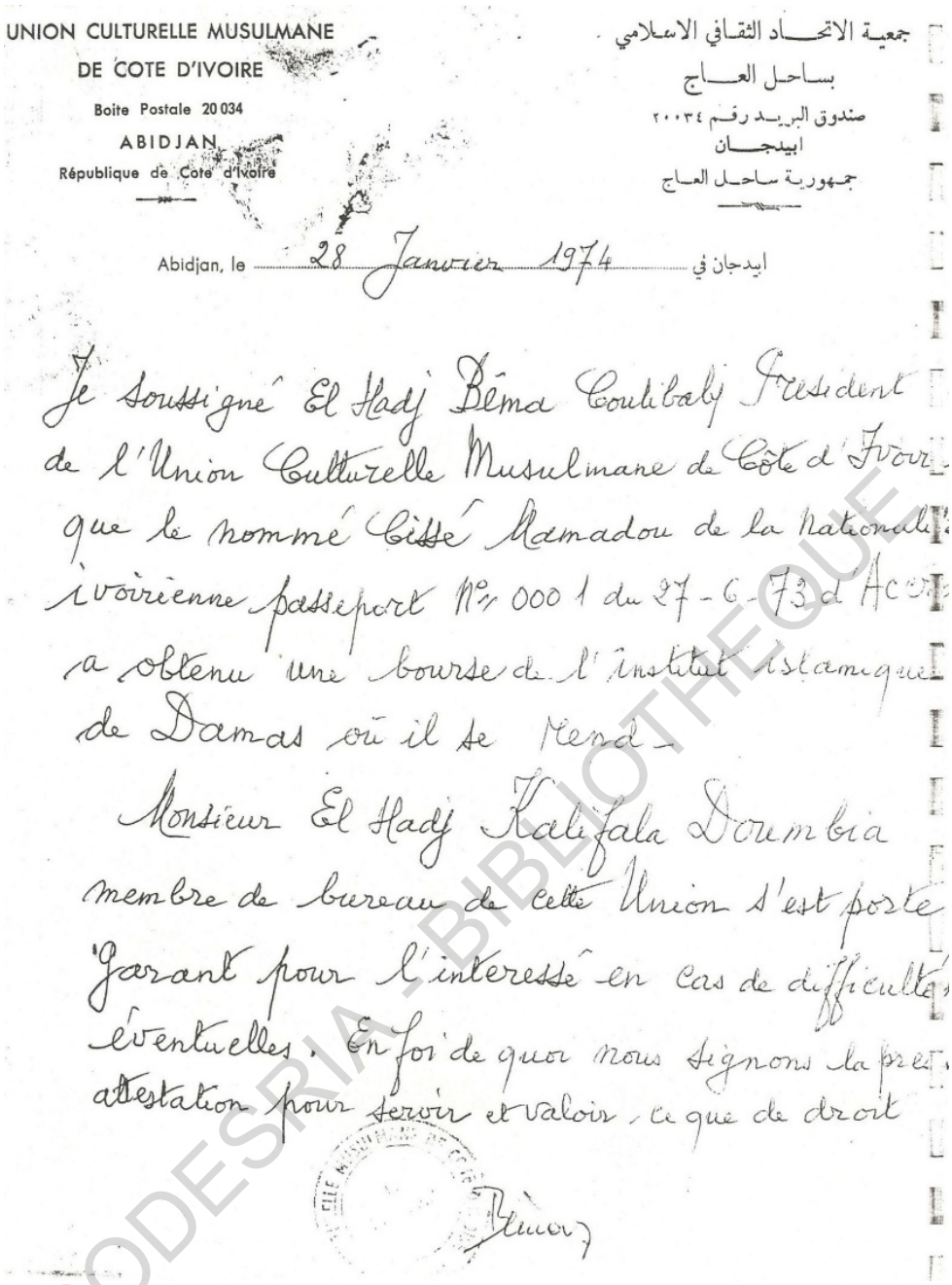
Le Directeur du Lycée
El Fourcan à DAMAS
République Syrienne

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La version traduite de la correspondance du responsable du Lycée El Fourcan (Syrie)

Cissé Mamadou (2), désireux de poursuivre ses études secondaires, se porta candidat à cette bourse. Sa requête ayant rencontré l'avis favorable des responsables de l'UCM, il se vit attribuer une attestation délivrée par le président Béma Coulibaly[575] :

[575] Archives personnelles de Cissé Mamadou (2), Correspondance de l'UCM adressée à l'Union El Fourcan des Etudes Islamiques de Damas (Syrie) le 28 janvier 1974.



UNION CULTURELLE MUSULMANE
DE COTE D'IVOIRE
Boite Postale 20 034
ABIDJAN
République de Côte d'Ivoire

جمعية الاتحـــاد الثقافي الاسلامي
بساحل العـــاج
صندوق البريـد رقم ٢٠٠٣٤
ابيدجـــان
جمهورية ساحـل العـاج

Abidjan, le 28 Janvier 1974 ابيدجان في

Je soussigné El Hadj Béma Coulibaly Président de l'Union Culturelle Musulmane de Côte d'Ivoire que le nommé Cissé Mamadou de la Nationalité ivoirienne passeport N° 0001 du 27-6-73 d Ac[illegible] a obtenu une bourse de l'Institut Islamique de Damas où il se rend.

Monsieur El Hadj Kalifala Dorembia membre de bureau de cette Union s'est porté garant pour l'intéressé en cas de difficultés éventuelles. En foi de quoi nous signons la présente attestation pour servir et valoir ce que de droit

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

En dépit de son bilan peu reluisant, l'UCM pouvait se réjouir de l'effectif des élèves qu'elle a envoyés en Egypte, en Arabie Saoudite et au Koweït[576] pour la poursuite de leurs études dans les années 1970. Les bénéficiaires des bourses de ces trois pays n'avaient pas le même traitement. L'Arabie Saoudite et le Koweït assuraient les frais de voyage aller et retour des boursiers. La bourse accordée par l'Egypte ne prenait pas en compte les frais de transport.

[576] DELVAL Raymond affirmait dans *Les Musulmans d'Abidjan* que les envoies des élèves par le canal de l'UCM vers les établissements du monde arabo musulman allait bon train. Il situait le nombre des bénéficiaires de cette aide entre 16 et 18 personnes par an dans les années 1970. (Cf. Chapitre 5).

Cependant, ce résultat était loin de combler les nombreux objectifs qui n'ont pu être atteints. Avec un président – Béma Coulibaly – contesté et des membres déserteurs dont Tidjane Ba, l'UCM fut délaissée peu à peu à partir de 1974 au profit d'une nouvelle association.

b- La création de l'Association des Enseignants Coraniques (AEC)

L'Association des Enseignants Coraniques (AEC) est la première structure islamique spécialisée dans le programme éducatif à voir le jour en Côte d'Ivoire. Elle est née en 1974 de la rencontre des enseignants coraniques locaux avec Mahamad Mahamoud Sawaf[577], un irakien, missionnaire de la Ligue Islamique Mondiale, à Abidjan. Son assemblée constitutive eut lieu le 09 juin 1974 dans les locaux de la medersa de Lamine Cissé.

Imprégnée du parcourt de l'UCM, l'AEC entendait être le creuset qui accueillerait *karamoko*, clercs réformistes et croyants d'autres tendances idéologiques. Le bureau n'offrait pas assez de postes de responsabilités. L'équipe dirigeante de l'association n'était composée que de sept membres. Lamine Cissé, porté à la tête de ce groupe de personnes, était responsable d'une école coranique à Treichville. Il envisageait réussir la cohésion des musulmans, une tâche que n'a pu réussir les bureaux successifs de la précédente association. Cette volonté d'unir les musulmans a permis à l'AEC d'asseoir ses bases sur une étendue non négligeable du territoire ivoirien. Ce succès était perceptible à travers l'audience que l'association a eu auprès de la masse des musulmans :

> *« (…) pour sa première réunion à Bouaké en 1978, elle attira 430 participants, puis 306 à Treichville en 1979 et 1006 à Daloa en 1980. »*[578]

[577] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 2006, p210 et entretien réalisé avec Diakité Ibrahim le 17 janvier 2007 au siège de l'ASSOENCOCI à Treichville, avenue 24 (Abidjan).
[578] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 2006, p211.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Cependant, ce soutien populaire n'apporta pas de changement notable dans la conduite des projets initiés par l'équipe de Lamine Cissé. En effet, la création de l'AEC a fait ressurgir l'épineux problème de l'enseignement islamique en Côte d'Ivoire. A défaut de parvenir à l'intégration des valeurs islamiques dans le programme officiel, l'association a envisagé une autre possibilité, celle de faire participer les élèves des établissements islamiques aux examens du CEPE et aux concours d'entrée en 6ème en candidature libre. De 1975 à 1989[579], toutes les requêtes adressées au Ministre de l'Education Nationale n'ont pas eu de suite.

Après cet échec, les responsables du mouvement se tournèrent vers le monde arabo musulman. Sûrs de leur engagement pour la promotion de l'islam, ils espéraient pouvoir bénéficier de l'appui des institutions de ces pays dans la mise en œuvre de leur projet éducatif. Mais contre toute attente, l'AEC ne parvint à aller au-delà du succès relatif de l'UCM dans ce domaine. En effet, de sa création en 1974 jusqu'en 1982, l'équipe de Lamine Cissé n'est pas parvenue à établir de contact avec le monde arabo musulman. Ainsi, elle n'a pas réussi à faire bénéficier les diplômés des écoles islamiques locales de bourses d'étude.

Et pourtant, les départs des élèves pour les instituts éducatifs du monde arabo musulman allaient bon train grâce à de dynamiques réseaux personnels établis entre les responsables d'établissements locaux des deux contrées. Kaba Mohamed Lamine[580] confie que lors d'un de ses déplacements à Tunis (Tunisie) en 1981, il reçut la visite de 22 de ses anciens élèves du Centre Culturel Islamique de Williamsville. En 1987, lorsqu'i se rendit au Caire (Egypte), il eut une rencontre d'échanges avec 64 anciens élèves de ce même établissement abidjanais. Ce passage d'élèves d'un établissement islamique local à celui d'un autre pays, sans aucune implication des autorités administratives du pays, se déroulait selon l'opération suivante :

[579] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 2006, p211.
[580] Entretien réalisé avec Kaba Mohamed Lamine le 13 novembre 2006 à son domicile familial au quartier SIDECI-Yopougon (Abidjan).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

« D'Abidjan, j'adressais des demandes de bourses d'études pour nos élèves. Ceux qui étaient recrutés se rendaient seuls dans leur établissement. Mais pour les diplômés non retenus et désirant de poursuivre leurs études à l'étranger, je les accompagnais – avec l'aide financière de leurs parents respectifs – dans les pays où ils pouvaient recevoir des bourses. Une fois à destination, je me rendais au Ministère de l'Education nationale muni de leurs diplômes. Il arrivait parfois que je rencontre des amis d'école dans ces lieux de travail. Je recevais d'eux des feuilles de réquisitions pour accompagner mes élèves dans leurs établissements. Je les assistais pendant deux jours pour m'assurer de leur bonne condition de vie avant de regagner Abidjan. »[581]

A ce procédé, on peut ajouter l'expérience instructive de Sy Moustapha Yacoub alors étudiant à l'Université islamique de Médine (Arabie Saoudite) :

« Après mes vacances passées à Daloa, je retournais à la rentrée des classes en Arabie Saoudite avec les dossiers des élèves de mon école. Chaque dossier était composé du diplôme (BEPC), d'un certificat de bonne conduite et du relevé de notes. Je les déposais à la scolarité de l'université. Les dossiers étaient étudiés et à la fin de l'année académique, je retournais à Daloa avec la liste des candidats retenus. En raison de l'absence de représentation diplomatique de l'Arabie Saoudite ici, je me rendais soit au Mali ou au Ghana pour l'obtention de leurs visas. »[582]

Le premier élève de la medersa de Sy Moustapha Yacoub à avoir obtenu cette bourse d'étude est Vadjiguiba Doumbia – connu sous le pseudonyme de Ayouba – en 1974. Il fut admis à l'Université Islamique de Médine où il obtint sa Licence à la faculté de Hadith. Après lui, on a enregistré plus d'une quinzaine de diplômés ayant bénéficié de bourses d'études grâce à ce réseau personnel du fondateur du *Lycée Ançarul Coran wa sunnah* de Daloa.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[581] Entretien réalisé avec Kaba Mohamed Lamine le 13 novembre 2006 à son domicile familial au quartier SIDECI-Yopougon (Abidjan).
[582] Entretien réalisé avec Sy Moustapha Yacoub le 28 mars 2008 à son domicile familial au quartier Abattoir (Daloa).

Tableau 8 : Liste de quelques élèves ayant reçu une bourse par le canal de Sy Moustapha Y.

Nom et prénom	Etablissements d'origine	Pays et Facultés d'accueil
Bamba Mohamed	Lycée Ançarul Coran wa sunnah (Daloa)	Daw'a et principles de la religion – Université islamique de Médine (Arabie Saoudite)
Cissé Vassiriki	'' ''	'' ''
Cissé Youssouf	'' ''	'' ''
Diaby Oumar	'' ''	'' ''
Doumbia Alpha	'' ''	Faculté de la Charia – Université islamique de Médine (Arabie Saoudite)
Fofana Alamine	'' ''	Daw'a et principles de la religion – Université islamique de Médine (Arabie Saoudite)
Kéita Moussa	'' ''	'' ''
Koné Youssouf	'' ''	Faculté de la Charia – Université islamique de Médine
Koné Zakaria	'' ''	Faculté de la Charia – Université islamique de Médine
Sanogo Issa	'' ''	Faculté du Saint Coran – Université islamique de Médine (Arabie Saoudite)
Savané Ismael	'' ''	Faculté de la Charia – Université islamique de Médine
Savané Mohamed	'' ''	Daw'a et principles de la religion – Université islamique de Médine (Arabie Saoudite)
Soumahoro Samka	'' ''	Faculté des Hadith – Université islamique de Médine (Arabie Saoudite)

Sources : Entretien réalisé avec Diaby Youssouf Mohamed et Savané Lassina le 28 mars 2008 dans l'enceinte du *Lycée Ançarul Coran wa sunnah* au quartier Abattoir (Daloa).

Ces départs d'élèves vers le monde arabo musulman qui échappait à l'AEC était l'expression des difficultés que rencontrait l'association dans la coordination des activités des écoles islamiques. A cela s'ajoutaient d'autres crises internes au mouvement :

> *« On lui (Lamine Cissé) reprocha de ne plus avoir tenu de réunion depuis 1980 et de n'avoir jamais procédé au renouvellement du bureau. »*[583]

[583] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 2006, p214.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Ces problèmes d'organisation et de gestion de l'AEC mirent un terme à la mission de Lamine Cissé en 1984. En interne, ces difficultés suscitèrent la modification des statuts et du règlement intérieur de l'association qui prit le nom de l'ASSOENCOCI (Association des Enseignants Coraniques de Côte d'Ivoire). Et en externe, elles favorisèrent la création du Conseil National Islamique (CSI), une structure censée coordonner les affaires islamiques en Côte d'Ivoire.

En somme, dans sa mission de donner de l'impulsion aux activités des écoles islamiques, l'AEC n'a pu exceller là où l'UCM a échoué. En dépit de leur participation aux actions anti impérialistes conduites par le RDA, les musulmans n'ont pas vu leur requête – l'instauration de l'arabe dans le programme d'enseignement général – être acceptée par les nouveaux dirigeants. Cette réalité n'a, par ailleurs, pas freiné le dynamisme des responsables de la communauté qui allaient, à travers d'autres associations telles le Conseil Supérieur Islamique (CSI) principalement, relancer leurs projets d'éducation islamique.

II-LA MISE EN PLACE D'UNE STRUCTURE DE COORDINATION DES ACTIVITES ISLAMIQUES NATIONALES : LE CONSEIL SUPERIEUR ISLAMIQUE (CSI)

A la suite des difficultés rencontrées par les précédentes organisations, la nécessité de création d'un organisme de coordination des activités des différentes associations naquit. Initiative d'organisation panislamique, la nouvelle association envisageait se démarquer des logiques qui sous tendaient les activités des mouvements antérieurs. Elle comptait, à cet effet, avoir un droit de regard sur l'ensemble des projets à réaliser et réalisés au compte de la communauté musulmane. L'éducation islamique était un volet des objectifs à atteindre.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1) La naissance du Conseil Supérieur Islamique (CSI)

Si l'UCM, l'AEC, etc. n'ont pas obtenu les résultats escomptés, elles ont par contre eu le mérite de mettre au devant de la scène ouest africaine et mondiale le dynamisme de l'islam en Côte d'Ivoire. Cet engouement pour la cause de l'islam a placé le pays dans le champ d'intervention des organisations islamiques des pays arabo musulmans. En effet, après le passage de Mahamad Mahamoud Sawaf en 1974, les responsables des associations musulmanes ont reçu une délégation de la ligue islamique mondiale à la fin de l'année 1978.

Composé du président de la ligue, l'ambassadeur du Sénégal à Djeddah et le président sénégalais du bureau africain de coordination des affaires africaines pour le compte de la ligue, la délégation avait pour mission l'implantation de la représentation du Conseil Supérieur Islamique en Côte d'Ivoire. La réalisation de ce projet ne pouvant se faire sans l'accord des autorités gouvernementales, les visiteurs furent reçus par le ministre des affaires culturelles, sur recommandation du président Félix Houphouët Boigny. Les échanges ont essentiellement porté sur l'objet de la création du CSI. A la suite de cette rencontre, la délégation a rencontré, au domicile de Moussa Comara, les responsables des associations pour partager avec eux les objectifs du projet. La structure à naître devait être :

> *« (…) un organe coordonnateur des activités de toutes les associations islamiques existantes ou de celles qui naîtront à l'avenir. »*[584]

Elle participerait ainsi à régler la question des demandes d'assistance financières et matérielles personnelles adressées directement à la ligue. Pour son fonctionnement, la structure locale devait être représentée auprès de la ligue islamique en Arabie Saoudite par un interlocuteur choisi par les ivoiriens eux-mêmes à partir des critères d'éthique et de morale. Ce dernier, en collaboration

[584] HAIDARA (Ibrahim), *Op. Cit*, p268.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

avec les services de la ligue, avait à assurer l'analyse des multiples sollicitudes de ses coreligionnaires.

L'assemblée constitutive eut lieu le 23 février 1979[585]. Elle a réuni, dans une salle de cinéma à Treichville, des musulmans de différentes couches sociales et était présidée par Moussa Comara. Ce fut d'ailleurs lui qui a été porté à la tête du CSI. Contrairement aux précédentes structures dont les responsables n'avaient pas d'expériences en matière de travail communautaire religieux, Moussa Comara, lui, dirigeait déjà l'Association des Musulmans pour l'Organisation du Pèlerinage à la Mecque (AMOP) créée en 1978.

Parmi les 35 personnes composant son équipe, il était l'un des membres qui avait un parcourt impressionnant. Originaire d'Odienné où il naquit en 1929, Moussa Comara[586] y fit ses études primaires (1933 – 1942) avant de se rendre successivement à Korhogo (1943 – 1944) et à Bobodioulasso (1945 – 1948) pour y poursuivre ses études secondaires. Au terme de ses études supérieures à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Abidjan (1965 – 1967), il devint administrateur. Il occupa les fonctions de sous préfet à Bongouanou, et à Bondoukou. Dans cette localité, il fut nommé préfet avant d'être muté tour à tour à Guiglo et à Man. Cette carrière professionnelle est plus tard sanctionnée par une nomination au Ministère de l'intérieur en tant qu'Inspecteur des affaires administratives.

De sa création en 1979, l'association fédérale ne put conduire d'activités véritables faute de reconnaissance des autorités du pays. Elle a du attendre le début de la décennie 1980 – plus précisément l'année 1982 – pour avoir son autorisation de fonctionner. Ce passage d'un état à un autre fut annoncé

[585] Entretien réalisé avec Kaba Mohamed Lamine le 13 novembre 2006 à son domicile familial au quartier SIDECI-Yopougon (Abidjan)

[586] Nous n'avons pas pu entrer en contact avec Moussa Comara. Il a opposé un refus catégorique à chaque fois que nous avons tenté de le joindre. Nous avons fait intervenir certaines personnalités du milieu islamique et quelques membres de sa famille pour le rassurer de l'intérêt du travail à mener, mais tous ces efforts sont restés sans réponse favorable. Pour les détails sur son cursus, voire MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 2006, p221.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

publiquement le 02 avril 1982 par Moussa Comara au cours d'une réunion à Treichville qui vit la participation de 800 personnes[587]. Cette cérémonie fut suivie par la première assemblée générale tenue le 06 juin 1982[588]. Elle enregistra aussi une forte participation des musulmans résidents à Abidjan et dans les principales villes de l'intérieur du pays. Le nombre de participants était estimé à 1500 personnes.

A partir de cet instant, le CSI sortit de l'informel et pouvait mettre en exécution son programme d'activité dans lequel l'éducation islamique occupait une place importante.

2) L'enseignement islamique à l'ère du Conseil Supérieur Islamique

L'éducation islamique a trouvé une place de choix dans le projet de coordination des activités communautaires lancées par le CSI. En effet, la politique d'organisation de l'enseignement coranique de l'association fédérative se distingua de celles mises en vigueur jusque-là. Elle ne privilégia pas la lutte pour la reconnaissance des diplômés des medersas et l'intégration de l'arabe dans le programme éducatif officiel. Elle se consacra plutôt à la recherche de financement – fund raising – pour la construction d'école et d'envoi d'élèves dans les instituts éducatifs du monde arabo musulman. Cette stratégie est apparue dès les premières allocutions du président Moussa Comara :

> *« (…) sur le plan local, il (CSI) s'occupera des problèmes de construction de mosquées et de ses sources de financements, mais et surtout de l'organisation de l'enseignement religieux. (…) les meilleurs élèves iront dans les pays arabes parfaire leur formation, où l'on forme aussi des techniciens supérieurs comme partout dans le monde aujourd'hui. »*[589]

[587] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 2006, p234.
[588] Idem
[589] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 2006, p229. Voire aussi HAIDARA (Ibrahim), *Op. Cit*, p268.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Cette orientation politique a conduit le CSI à jouer plusieurs rôles. D'abord, il s'est illustré en tant qu'intermédiaire entre la Banque Islamique de Développement (BID) et la Communauté Musulmane du Sud (CMS)[590] dans le but d'avoir un financement pour la réalisation d'un institut islamique à Dabou. La CMS était une structure illustrative de l'impact qu'a eu l'islam au-delà des zones savanicoles du pays. Elle n'était composée que de croyants convertis notamment des Adjoukrou, de Bété, de Baoulé, d'Alladjan établis à Dabou et dans ses environs. Le projet de construction d'établissement islamique dans cette localité répondait au souci de ces convertis de renforcer leur connaissance dans les enseignements et les pratiques de l'islam, une religion à laquelle ils avaient adhéré tardivement.

Cet engouement pour la quête de la connaissance ne laissa pas la BID sans réaction. Elle se proposa de financer la quasi-totalité du budget du projet évalué à hauteur de $750 000[591]. L'établissement à construire devait être un lycée qui, en plus du programme officiel du système éducatif national, introduirait l'éducation islamique avec l'enseignement de la langue arabe comme langue vivante.

Un projet similaire vit le jour à Abidjan précisément à Marcory. Il fut conçu par le CSI. Ce projet, aussi novateur que le précédent, entendait doter la commune de Marcory d'une mosquée, de salles de classes et de conférences, de logements d'enseignants, d'un internat, de réfectoires, des bureaux administratifs et d'une infirmerie, le tout bâti sur une superficie de 10 hectares. La somme à débourser pour cette entreprise colossale était estimée à hauteur de $600 000[592]. Elle devait être prise en charge entièrement par la BID.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[590] La Communauté Musulmane du Sud (CMS) a été reconnue officiellement le 19 juillet 1982.
[591] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 2006, p236.
[592] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 2006, p236

De ces deux projets d'envergure, aucun d'eux ne put être réalisé. Les fonds alloués pour leur réalisation n'ont jamais été versés au CSI[593]. Après l'échec de ces initiatives, le CSI n'a plus eu à entreprendre de tels projets jusqu'à la fin de la décennie 1980. D'ailleurs, il n'avait pas le choix puisque le régime de Félix Houphouët Boigny avait limité son champ d'intervention. Le CSI :

> *« (…) devait se résoudre à ne traiter que de mosquées à entretenir ou à bâtir, à la manière dont Houphouët lui-même s'intéressait à ses questions. »*[594]

Ses membres, notamment les chargés du programme éducation se retournèrent au côté de leurs pairs pour l'accomplissement d'autres tâches éducatives. En effet, à défaut de la mise en œuvre de leur programme d'activités au sein du CSI, les clercs réformistes avaient trouvé d'autres alternatives : l'encadrement des élèves, des étudiants et des cadres musulmans.

Cette initiative est antérieure à la naissance du CSI. Elle est considérée comme l'une des missions annonciatrices du mouvement réformiste en Côte d'Ivoire et était une réponse au constat fait sur la situation générale de la foi et de l'implication des musulmans – en particulier des élèves, des étudiants, … – dans la vie de leur communauté. L'éditorial du 1er numéro de la revue *Allahou Akbar* parue en 1981 donne un bref aperçu du regard de ces personnes sur l'islam :

> *« (…) Pour beaucoup d'entre eux (élèves, étudiants, etc.) en effet, Dieu, le grand horloger de l'univers, n'est que pure abstraction (…) un mythe savamment entretenu. »*[595]

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[593] Les raisons de cet échec sont essentiellement politiques, selon nos sources. En effet, les fonds alloués pour la réalisation des instituts islamiques n'ont pas été accrédités par les autorités gouvernementales. Nous avons cherché à en savoir plus. Mais le premier responsable du CSI, Moussa Comara a réfusé catégoriquement de nous recevoir pour aborder de ces questions.
[594] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 2006, p237.
[595] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 2006, p323.

Pour l'enseignement de l'islam aux uns et aux autres, plusieurs stratégies ont été adoptées. La première, l'encadrement des élèves, a débuté à Daloa en 1962 au collège des religieuses de l'Assomption. Cet établissement confessionnel catholique qui comptait des élèves musulmanes a mis à la disposition de celles-ci une salle de classe où elles recevaient des cours sur leur religion dispensés par une autodidacte, sœur Marie Germaine[596]. Le succès rencontré par cette entreprise emmena les responsables d'un autre collège de la ville, notamment les Frères du Sacré cœur, à initier ce projet dans leur établissement. Cette initiative des sœurs et frères chrétiens atteint la capitale du pays quelques années après l'ouverture en 1968[597] du Lycée Sainte Marie de Cocody.

Ces enseignements étaient donnés, cette fois, par des musulmans avec l'accord des responsables du Lycée Sainte Marie. Tidjane Ba, à la demande des parents d'élèves, a été sollicité pour l'encadrement des filles. Il se fera aider par Aboubakar Fofana, Kaba Mohamed Lamine[598], etc. De cet enseignement, d'autres établissements secondaires d'Abidjan et des sections universitaires de l'Association des Elèves et Etudiants Musulmans de Côte d'Ivoire (AEEMCI) reçurent les enseignements de ces formateurs.

Créée en 1975, l'AEEMCI est la toute première organisation nationale de jeunes musulmans. Elle n'avait pour ambition de relancer le débat sur la politique éducative du pays, mais d'emmener la jeunesse musulmane formée à l'école occidentale à s'investir dans la quête de la connaissance des principes de leur religion. Pour l'atteinte de leur objectif, elle axa sa stratégie sur la formation à travers plusieurs programmes d'activités notamment l'organisation de débats, de séminaires, de rencontres avec d'autres associations de jeunesses religieuses, etc.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[596] MIRAN (Marie), *Op. cit*, 2006, p310.
[597] Le Lycée Sainte Marie a d'abord ouvert ses portes en 1962 dans un local provisoire à Adjamé. En 1968, il aménagea à Cocody à l'emplacement actuel.
[598] Entretien réalisé avec Kaba Mohamed Lamine le 13 novembre 2006 à son domicile familial au quartier SIDECI-Yopougon (Abidjan).

Le premier séminaire réalisé s'est tenu en juillet 1978 au Centre Culturel Islamique de Williamsville. Il a duré une seule journée et était animé par les réformistes locaux. Ces courtes séances de formation ont fait place, à partir de 1982, à des formations d'une durée d'au moins une semaine : le séminaire national de formation islamique. Il avait lieu chaque année dans le mois d'août. C'était des occasions pour les participants de recevoir des cours sur l'islam et sur des thèmes d'intérêt général notamment l'éducation, la démocratie, la cohésion nationale, les dangers auxquels font face les jeunes (drogue, délinquance, etc.). Ces thèmes étaient abordés par les enseignants locaux à qui les organisateurs ajoutaient parfois des invités extérieurs. Ainsi, les 5ème, 8ème et 10ème séminaires nationaux ont vu la participation respective de Roger Garaudy[599], du Dr Salah Ed Dine Kachrid[600], de Ouatta Abdul Wahhab[601] et du Dr Omar Kasule[602].

Ces séminaires ne se tenaient pas dans une même localité. Elles étaient tournantes. Daloa l'a accueilli en 1983 ; puis les villes de Bouaké en 1984, Korhogo en 1985, (…), Bondoukou en 1990 et Man en 1991. Ces occasions de formation ont connu une forte mobilisation des élèves. De 31 participants en 1979 à Abidjan, l'effectif est passé à 850 à Yamoussoukro en 1986 et 600 à Man en 1991[603]. Mais ces séances de formations n'ont pas créé d'engouement auprès des élèves des medersas et des écoles coraniques.

Le dynamisme de l'AEEMCI et l'implication des réformistes membres du CSI dans le projet d'éducation des musulmans du pays n'ont pas changé grand chose dans l'institution éducative des élèves des medersas. Le blocage des initiatives

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[599] Archives de l'AEEMCI : documents relatifs au 5ème séminaire national de formation islamique organisé à Yamoussoukro en 1986.
[600] Archives de l'AEEMCI : documents relatifs au 7ème séminaire national de formation islamique organisé à Odienné en 1989.
[601] Idem
[602] Archives de l'AEEMCI : documents relatifs au 8ème séminaire national de formation islamique organisé à Bondoukou en 1990
[603] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 2006, p336.

du CSI, au début de la décennie 1980, a fait retourner les établissements islamiques à leur point de départ. Chaque musulman ou association musulmane désireux de fonder une école pouvait le faire sans associer un organe de coordination véritable. Ainsi au début de la décennie 1990, les relations entre la Communauté Musulmane de la Riviera (CMR)[604] et la fondation de Suleiman Abdul Al-Aziz al-Rajhi[605] – la fondation SARR – aboutirent à la création de la section nationale de cette organisation basée à Herndon, dans l'Etat de Virginie aux Etats Unis d'Amérique. Le siège de cette structure était à Biétry, un quartier situé dans la commune de Marcory, Zone 4- Biétry[606]. Omar Kasule, originaire d'Ouganda, assurait la coordination des activités entre la maison mère basée aux Etats Unis et la succursale de Côte d'Ivoire.

Cette organisation œuvrait pour le progrès de l'islam dans le monde à travers l'initiation et l'appui des responsables religieux ou d'associations à la gestion de projets lucratifs capable d'assurer leur autonomie. Une année après l'obtention de son autorisation officielle, elle envisagea la construction d'un complexe scolaire à Grand Bassam, une banlieue de la ville d'Abidjan. L'annonce de ce projet a été faite par Thiam Mokodou au terme du 1er séminaire national de l'association tenu au Lycée agricole de Bingerville du 28 mars au 1er avril 1991. Elle porta sur la demande du transfère des medersas de la tutelle du Ministère de l'Intérieur au profit du Ministère de l'Education Nationale. Et quant à la formation à donner, le parrain de la cérémonie – Thiam Mokodou – affirma que :

> *« (…) la fondation SARR (…) dispensera en Côte d'Ivoire une éducation islamique de haute qualité et une formation des formateurs pour la meilleure diffusion de l'islam.*

[604] La Communauté Musulmane de la Riviera (CMR) est née en 1982 à l'initiative des cadres musulmans résident dans le quartier huppé de la commune de Cocody.
[605] MIRAN (Marie), « '' La lumière de l'islam vient de Côte d'Ivoire'' : Le dynamisme de l'islam ivoirien sur la scène ouest africaine et internationale », in *Revue canadienne des études africaines*, 2006, pp13-14.
[606] Entretien réalisé avec Cissé Djiguiba le 09 novembre 2006 dans son bureau au siège de la Radio Al Bayane à la Riviera Golfe-Cocody (Abidjan). Il faut noter aussi que Cissé Djiguiba a été le Secrétaire Général adjoint de la section nationale de la fondation SARR..

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Des bourses de formation au Maroc, en Egypte, … seront offertes à la communauté musulmane. »[607]

La décision de la fondation SARR intervint au moment où elle commençait à voir ses activités mal tourner à la suite de la crise du Golfe. Cette situation l'a contrainte à fermer la section ivoirienne de l'organisation. Enfin de compte, le projet annoncé resta sans suite.

En définitif, le défi de l'organisation du système éducatif islamique n'a pas pu être relevé par le CSI. Et pourtant, les initiatives n'ont pas manqué. Elles ont été freinées dans leur mise en œuvre par des problèmes politiques auxquels on peut ajouter des difficultés internes aux associations islamiques nationales elles-mêmes.

III-LES DIFFICULTES DES ASSOCIATIONS MUSULMANES DANS LA REALISATION DES PROJETS EDUCATIFS COMMUNAUTAIRES

Le début de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, marquée par les mouvements de décolonisation, a été la période au cours de laquelle les musulmans allaient tenter de s'organiser en vue de donner une impulsion réelle à leurs activités. De l'UCM au CSI en passant par l'AEC, chacune de ses associations a œuvré pour le rayonnement de l'islam dans le pays. Dans l'accomplissement de cette mission, elles ont fait face à d'énormes difficultés au nombre desquelles la méfiance de l'Etat et les querelles intestines des musulmans.

1) La méfiance de l'Etat vis-à-vis des associations musulmanes

L'analyse de cette section n'a pas bénéficié d'une littérature abondante. Elle est à l'image de l'historiographie sur l'islam dans cette partie de l'Afrique occidentale. Ce qui explique que certaines questions notamment la politique musulmane de l'Etat ivoirien sont restées pendant longtemps une énigme. En

[607] BEN (Ismaël), « Centre islamique de coordination : Un lycée islamique bientôt à Bassam », in *Fraternité Matin* du mercredi 03 avril 1991, p4.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

effet, vu de l'extérieur, les rapports entre les gouvernants et les musulmans semblaient des plus parfaits. Le Président Félix Houphouët Boigny, la première personnalité du pays, était l'animateur principal de ces rapports entre l'Etat et la communauté musulmane. Il ne manquait aucune occasion pour apporter son appui à certaines initiatives des musulmans.

Dans cette dynamique, il a participé à la création de nombreux édifices religieux. Les fidèles musulmans de la ville de Yamoussoukro, Korhogo et Odienné lui doivent le financement de la construction de leurs mosquées. Les deux premières ont été achevées au milieu des années 1960 et celle d'Odienné a été inaugurée en 1975. Aussi, a-t-il contribué au financement en partie de la mosquée d'Adjamé achevée en 1975[608]. Cette générosité envers les adeptes de l'islam était même perceptible dans la qualité du service offert. La mosquée de la Riviera Golfe, une des merveilles architecturales du début des années 1980, a été financée par l'héritage léguée par Bintou Camara[609], une de ses compagnes de confession musulmane.

Chef d'Etat d'un pays multiconfessionnel laïc, Félix Houphouët Boigny se joignait aux musulmans dans tous les évènements les concernant :

> *« (…) c'est Mamadou Coulibaly, président du Conseil Economique et Social et musulman de confession, qui représentait le Chef de l'Etat aux grandes prières (Ramadan et Tabaski) à Treichville. A Adjamé, c'est Lamine Fadiga qui assurait cette représentation. (…) Il offre régulièrement des billets d'avion à de nombreux musulmans pour le pèlerinage à la Mekke. »*[610]

Outre ses aides périodiques, il continuait d'entretenir des rapports cordiaux avec ses alliés de la lutte anticoloniale. Ainsi, il rendait visite à ses amis tels Cheick

[608] MIRAN (Marie), Op. Cit, 2006, pp171-173

[609] Bintou Camara était la maîtresse de Félix Houphouët Boigny. Après son décès, le Chef de l'Etat vendit le château qu'elle lui avait offert en France, pour financer la construction de la mosquée de la Riviera Golfe. Le montant était évalué à 345 millions de fr cfa.

[610] SAVADOGO (Mathias B.), « L'intervention des associations musulmanes dans le champ politique en Côte d'Ivoire depuis 1990 », in *L'islam politique au Sud su Sahara*, Paris, Karthala, 2005, p586.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Yacouba Sylla résident à Gagnoa. Accompagné d'une importante délégation de son gouvernement, il prit part aux obsèques de ce dernier en août 1988[611]. Il ne prit pas part aux cérémonies funéraires de l'imam Timité Mahama Koudous décédé le 06 septembre 1988 mais il a assuré les frais de son hospitalisation au Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Treichville[612].



CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le Président Félix Houphouët Boigny en visite chez le Cheick Yacouba Sylla à Gagnoa en 1985 – *Source* : Archives personnelles de Traoré Alliou (Doctorant au département d'Histoire de l'Université de Cocody - Abidjan)

Cependant à côté de ces actes de grandes portées, s'opérait loin du regard de la masse des croyants une politique mettant en mal les initiatives des responsables d'associations islamiques. En effet, la gestion des activités islamiques par les musulmans eux-mêmes, sans une réelle implication des autorités politiques du pays, n'a pas excédé le temps de la naissance de l'UCM.

Cette association passée des mains de Boubakar Sakho à celles de Noumouké Daffé se voulait un mouvement revendicateur de la cause des musulmans. Elle

[611] Cheick Yacouba Sylla est décédé le 15 août 1988 à Gagnoa. Il a été inhumé dans son mausolée construit à l'entrée de la ville de Gagnoa.
[612] OUATTARA (Dabila), *Op. Cit*, p123.

fut très tôt interdite de mener ses activités. Elle fit une nouvelle apparition au lendemain de l'indépendance du pays avec une nouvelle configuration du bureau dans lequel aucun membre de l'équipe précédente ne figurait. On ne comptait au poste de décision que des personnes formées à l'école occidentale. Béma Coulibaly, Receveur des Poste et Télécommunications, était le président de la nouvelle UCM. Il était assisté par deux Présidents d'honneur, des proches du Chef de l'Etat, Coulibaly Mamadou et Amadou Hampaté Bâ. Les membres de l'équipe qui avaient un profil remarquable en matière de formation religieuse étaient logés à des niveaux insignifiants dans l'ordre hiérarchique. Tidjane Ba était le chargé des questions éducatives et les trois imams des principales mosquées d'Abidjan étaient juste des membres honorifiques.

La présente structuration de l'UCM répondait aux soucis des gouvernants de ne laisser aucune activité des musulmans leur échapper. Chacune des réunions de l'UCM était suivie et les rapports étaient envoyés au Ministère de l'Intérieur, le ministère de tutelle des affaires musulmanes. Dans cette organisation où tout émanait du sommet de l'Etat, la nouvelle UCM ne put rien réaliser de notable au profit des musulmans de 1961 à 1969. Et lorsqu'elle fit son apparition pour la troisième fois en 1969, ce fut le très contesté Béma Coulibaly qui fut reconduit à la tête du mouvement.

La surveillance des mouvements associatifs ne se limita pas seulement à l'UCM. Elle s'est poursuivie sous une autre forme à la création d'autres organisations islamiques telles l'AEEMCI, l'AEC, etc. En effet, lorsque l'Etat ne disposait pas d'assez de marge de manœuvre pour « imposer » ses hommes aux postes de décisions, il procédait par des méthodes subtiles pour faire trainer la procédure de la reconnaissance officielle des mouvements créés. Ainsi l'AEEMCI, créée en 1974, vécut en pointillé jusqu'en avril 1976 où elle eut son agrément. Il en a été de même pour l'AEC qui exista dans l'illégalité de 1974 à 1976. C'est à la naissance du CSI que les raisons de cette lourdeur administrative sont

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

expliquées. Dans une adresse au Président Félix Houphouët Boigny en avril 1980, le Ministre de l'Intérieur lui fit part de sa :

> *« (…) grande réserve à la reconnaissance de cette association qui aurait assurément des ramifications politico-religieux dans les Etats arabes. »*[613]

Créé en 1979, le CSI fut finalement autorisé à fonctionner à partir de 1982. Cette structure de coordination a connu les mêmes travers que l'UCM. Elle n'avait pas les mains libres dans la conduite de ses actions sur le terrain. Le président de cette organisation, Moussa Comara, fonctionnaire et membre du bureau politique du RDA, contrairement à ses prédécesseurs, a été dynamique dans la mise en œuvre de son programme d'activités. Même s'il n'a pas pu réaliser les projets éducatifs eu égard à la ligne de conduite dictée par Félix Houphouët Boigny, il parvint à obtenir le financement de plusieurs ouvrages religieux. On peut compter, parmi ceux-ci, la mosquée d'Agboville financée à hauteur de 17 500 000 fr cfa par la ligue islamique en 1983. La même année, le CSI reçu respectivement la somme de 300 000 000 et de 8 835 000 fr cfa pour la construction des mosquées de Boundiali et de Danané[614].

Cet intérêt des institutions panislamiques pour le CSI a été, pour une part importante, l'une des raisons ayant conduit Moussa Comara à quitter la tête du mouvement de coordination des activités islamiques.

> *« D'aucuns pensent qu'il fut sanctionné pour avoir décroché un financement conjoint koweito-saoudien de 350 millions de francs cfa lors du pèlerinage de 1984. D'autres dirent qu'il y rencontra des émissaires Libyens. »*[615]

Cette politique de surveillance des musulmans a aussi eu l'avantage pour l'Etat de tenir l'islam ivoirien loin de l'influence des Etats arabo musulmans dont les rapports avec le pays n'ont pas toujours été cordiaux. Au chapitre de ces pays en

[613] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 2006, p229.
[614] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 2006, p236.
[615] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 2006, p244.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

disgrâce avec la Côte d'Ivoire figurait la Lybie du Président Muhamar Kadhafi. En effet, à partir de la décennie 1970, le guide suprême de la Lybie était présenté comme « l'apologiste de l'islam virulent »[616] sur le continent. Pour atteindre les objectifs qu'il s'était assigné, il mit sur pied une structure de promotion des valeurs islamiques : l'Association pour l'appel à l'islam en 1971. Cette organisation alla à la conquête des adeptes de l'islam.

Les adhésions des musulmans ivoiriens se firent dans la clandestinité au début de la décennie 1980. Elles furent plus importantes dans la sphère des enseignants coraniques. Ces derniers percevaient dans cette coopération une prime trimestrielle de 80 000 fr cfa et des dons en matériels, des exemplaires du Coran principalement[617]. Les services de renseignements généraux du pays informés de cette collaboration clandestine mirent aux arrêts les enseignants concernés :

> *« Nous étions soupçonnés d'être des agents secrets aux services des pays arabes. C'est ainsi qu'un samedi vers 09 heures, pendant que j'étais en cours, j'ai été arrêté par des policiers et conduit avec trois de mes collègues (Kaba Mohamed Lamine, Diakité Ousmane et Sanogo Ousmane) à la sureté nationale. Ensemble, nous leur avons expliqué les rapports qui nous liaient à la Lybie. Malgré nos argumentations, tous les dons que nous avons reçus ont été confisqués et nous fûmes obligés de nous rendre à leur bureau pour faire l'état de nos activités chaque mois. Fatigués de ces pratiques, nous avons fini par rompre nos rapports avec les libyens. »*[618]

Cette rupture d'avec l'Association pour l'appel à l'islam n'a été observée que partiellement par certains membres. Le pédagogue Kaba Mohamed Lamine[619] a seulement renoncé aux dons pendant une période mais il a toujours perçu sa

[616] BAMBA (Mamadou), *La Communauté musulmane et les mutations sociales et politiques en Côte d'Ivoire de 1946 à 1999*, Thèse de Doctorat, Université de Côte d'Ivoire, UFR : SHS, Histoire, 2008, p370.
[617] Entretien réalisé avec Cissé Mamadou (1) le 05 octobre 2004 à son domicile familial à Treichville, avenue 13, rue 19 (Abidjan).
[618] Idem
[619] Entretien réalisé avec Kaba Mohamed Lamine le 13 novembre 2006 à son domicile familial au quartier SIDECI-Yopougon (Abidjan).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

prime trimestrielle. Certains fondateurs n'ont pas eu cette chance. Ils perdirent non seulement les primes mais ils virent aussi leurs établissements fermés. En 1983, dans une adresse au Ministre de l'Intérieur, Lamine Cissé se plaignait de l'arrêt des activités de 12 medersas à Abidjan et 7 autres à Prikro[620]. Cette politique de restriction imposée aux responsables d'association et d'instituts éducatifs a réduit considérablement les chances de réalisation des projets islamiques.

De ces évènements jusqu'à l'arrivée de Moustapha Diaby Koweït à la tête du CSI en 1991, les activités associatives musulmanes n'ont pas pu échapper au contrôle de l'Etat.

2) Les problèmes internes aux associations islamiques

Le coup porté au dynamisme des activités islamiques n'est pas imputable seulement qu'aux gouvernants. Les musulmans, à travers les responsables d'associations et d'écoles, y ont pris une part active. A l'exception de quelques associations telles l'AEEMCI, on ne compte presque pas de structures créées à l'unanimité des responsables religieux. Ce constat part d'abord de la naissance de l'UCM.

Les jours qui ont suivi la création de la section nationale de cette organisation ouest africaine ont été marqués par une crise ouverte entre ses membres. Elle opposait les jeunes réformistes au vieux traditionnalistes. Ce conflit n'eut pas un dénouement heureux puisque le Président Boubakar Sakho et certains membres de son bureau démissionnèrent de leurs postes et laissèrent l'association aux mains des réformistes wahhabites. Ces derniers, avec à leur tête Noumouké Daffé, ne parvinrent pas à se réconcilier avec les partisans des vieux traditionnalistes. Ils furent contestés à Treichville où se trouvait leur siège. Cette

[620] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, 2006, pp243-244.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

contestation allait d'ailleurs au-delà de la seule localité abidjanaise puisqu'elle était le prolongement d'un conflit – bras croisés et bras allongés – éclaté quelques années avant. Dans cette optique, les activités de l'UCM ont été perçues comme celle d'un groupuscule de personnes opposé à la masse des musulmans, adeptes des figures de l'islam traditionnel. L'administration n'eut ainsi pas de peine à mettre un terme à l'ensemble de leurs activités.

Assurée du soutien de l'administration coloniale, puis des nouveaux gouvernants de la Côte d'Ivoire indépendante, l'UCM, à sa réapparition en 1961, ne comptait aucun wahhabite dans son rang. Quant au mouvement Wahhabiyya privé de tout soutien, il connut une baisse de son dynamisme. Ses animateurs, Noumouké Daffé, El Hadj Kabiné Diané, …, avaient rejoint leur pays, la Guinée. Ainsi, de Treichville où se concentrait l'essentiel de leurs activités, le mouvement se replia sur Bouaké qui comptait les plus importants centres de formation islamique de tendance wahhabite. Sans une organisation véritable, des localités se dotèrent d'instituts du même type et commencèrent à se joindre à ce foyer abritant les réformistes.

Au début de la décennie 1970, le travail souterrain des Wahhabiyya apparut au grand jour. Au lieu de l'annonce d'un programme d'activités pour relancer la mission de la *daw'a*, ce réveil raviva de nouvelles tensions entre les musulmans. En effet, cette résurgence eut lieu à Danané en 1972 où un conflit a opposé ces Wahhabiyya aux élites traditionnelles à propos du contrôle et la gestion des espaces de culte. Ces querelles gagnèrent du terrain et s'étendirent à quatre autres localités du pays, notamment à Séguéla en 1974 et Korhogo, Lakota et San Pédro en 1975[621].

L'UCM, trop engagée au côté des traditionnalistes, ne parvint à réconcilier les parties en conflit. Les wahhabites, conscients de leur minorité, demandèrent

[621] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, pp256-260.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

protection aux autorités administratives du pays par la voix de deux de leurs membres[622]. Ils n'obtinrent pas de satisfaction à leur requête parce que le wahhabisme comme mouvement religieux n'existait pas dans le répertoire des associations musulmanes agréées. Ce constat emmena les responsables à organiser une assemblée constitutive à Adjamé le 06 juillet 1975. L'Association des Musulmans Orthodoxes de Côte d'Ivoire (AMOCI) créée lors de cette assise fut reconnue officiellement le 28 mai 1976[623].

L'avènement de cette structure nouvelle sur la scène religieuse occasionna encore des incidents. En effet, avec la création de l'AMOCI, les wahhabites, qui dénonçaient les pratiques des traditionnalistes, trouvèrent l'occasion de se retirer d'eux et créer leur propre mosquée. Cette attitude « sécessionniste » n'eut pas l'approbation des traditionnalistes qui protestèrent par des méthodes violentes[624] : destruction de mosquées, séquestration d'imams, bastonnades des fidèles, interdictions d'accès aux mosquées, etc. Plusieurs localités ont été le théâtre des troubles entre les musulmans. On a les localités de Cechi, Danané, Divo et Zouhan-Hounien en 1976 et celles de Bangolo, Bonon, Dahira (Issia), Gonaté, Mhapleu et Teapleu en 1977[625]. Ces conflits idéologiques connurent un dénouement heureux au fil des années. De 1976 à 1979 où on a enregistré 12 conflits ouverts dans différentes localités, on n'en comptait que 04 de 1980 à 1989[626].

Par ailleurs, ces tensions même apaisées n'ont pas réduit à néant les clivages entre les musulmans toujours partagés entre les deux tendances. Ces dissensions allaient être entretenues sous d'autres formes par les associations nées au cours de ces périodes de crise. En effet, la version UCM de Béma Coulibaly a été

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[622] Il s'agit de Yao Koum et de Cissé Mamadou, tous deux anciens talibés de Tiékoro Kamaté. Le premier fut porté à la tête de l'Association des Musulmans Orthodoxes de Côte d'Ivoire née en 1976.
[623] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, p262.
[624] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, pp258-260 et SEHE (Sibih Ismaël), *Op. Cit*, pp24-25.
[625] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, pp258-260.
[626] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, pp258-260.

l'une des organisations de la Côte d'Ivoire indépendante à faire face à une crise interne. Il s'agissait plus d'un problème lié au bilan peu reluisant de l'UCM que d'un conflit religieux. Ce mouvement, sans être dissout, vit ses membres démissionner pour la création de l'AEC. Sous la houlette de Lamine Cissé, l'AEC devint une sorte d'organisation opposée à l'UCM. Les deux associations espérant puiser leurs membres et leurs ressources dans le même vivier – communauté musulmane locale et institutions des pays arabo musulmans –, la réalisation de leurs missions devint difficile. Ainsi non seulement, l'AEC ne parvint à tenir ses engagements au bout de cinq ans d'existence, mais elle se trouva enclin à une crise de cohésion de ses membres.

Aperçue à sa naissance comme une structure de coordination des activités des enseignants coraniques, l'AEC entendait par là réunir tous les enseignants sous une seule bannière. Dans cette optique, elle était parvenue à installer des sections dans plusieurs centres du pays. Mais la gestion de l'organisation par des personnes de profil non homogène allait constituer un frein à son dynamisme. En effet, la structuration de l'association accordait une place importante aux enseignants diplômés des instituts éducatifs du monde arabo musulman. Ceux-ci affichaient un sentiment de supériorité vis-à-vis des anciens auditeurs des écoles coraniques traditionnelles et des medersas locales[627]. Par exemple, lors des réunions périodiques, ils pouvaient suggérer que les échanges se fassent en arabe, une langue que les autres n'avaient qu'une connaissance livresque[628]. Aussi, lorsqu'à la demande de Lamine Cissé, il a été proposé la création d'une école commune à Treichville, les diplômés locaux estimèrent que leurs préoccupations n'ont pas été prises en compte dans les décisions relatives au programme à enseigner[629]. De cette incompréhension, ils abandonnèrent non

[627] Entretien réalisé avec Diakité Ibrahima le 17 janvier 2007 au siège de l'ASSOENCOCI à Treichville, avenue 24 (Abidjan).
[628] Entretien réalisé avec Cissé Mamadou (1) le 05 octobre 2005 à son domicile familial à Treichville, avenue 13, rue 19.
[629] Entretien réalisé avec Kaba Mohamed Lamine le 13 novembre 2006 à son domicile familial au quartier SIDECI-Yopougon (Abidjan).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

seulement le projet mais ils se retirèrent de l'Association. Les autres membres de l'équipe n'eurent pas les moyens pour assurer les charges locatives des salles devant abriter la formation. Un terme fut ainsi mis à cette initiative. Et, Lamine Cissé, le chef de fil du mouvement, fera les frais des échecs enregistrés lors d'une réunion tenue en juillet 1984 au cours de laquelle il fut démis de ses fonctions sous les huées[630].

De cette séparation naquit un autre mouvement d'enseignants coraniques dénommé Association des Enseignants Coraniques en Côte d'Ivoire (ASSOENCOCI). Aux mains de Koné Abbas[631], un diplômé d'Arabie Saoudite, membre du bureau de l'UCM version Béma Coulibaly et de l'AMOCI, l'ASSOENCOCI vint s'ajouter aux mouvements associatifs des années 1980. Pragmatique, elle ne se soucia pas de réconcilier les différentes parties en conflits en vue de se donner de solide base. Elle axa ses interventions plutôt sur l'organisation des écoles coraniques d'Abidjan. Le recensement de ces établissements qui constituait la première étape de son programme d'activités n'a pu être effectif. Hormis cet échec, il a été difficile pour cette association d'émerger à côté du CSI.

Bien qu'annoncée comme le mouvement associatif mis sur pied pour répondre aux besoins des musulmans ivoiriens, le CSI a, lui aussi, connu des crises internes. Elles ont éclaté dès la première apparition de Moussa Comara pour informer l'opinion publique de l'existence officielle de l'association. Cette occasion a été choisie par les opposants au Président de l'Association des Musulmans pour l'Organisation du Pèlerinage (AMOP) pour se faire entendre. En effet, Moussa Comara a fait son entrée dans le milieu associatif islamique à la naissance de l'AMOP. Structure chargée de l'organisation du pèlerinage à la Mecque, l'AMOP disposait pour sa bonne marche d'un bureau composite,

[630] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, pp214.
[631] Entretien réalisé avec Diakité Ibrahima le 17 janvier 2007 au siège de l'ASSOENCOCI à Treichville, avenue 24 (Abidjan).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ouvert à la fois aux hauts fonctionnaires, aux cadres moyens et aux personnes exerçant dans le secteur tertiaire. Elle se conciliait aussi l'apport des démarcheurs, les pionniers de cette activité. Ces derniers assuraient la formation des candidats au pèlerinage, les démarches administratives, …, depuis Abidjan jusqu'en Arabie Saoudite. Leur soutien a été total à Moussa Comara dans la création de l'AMOP.

Une fois fonctionnelle, l'AMOP donna une nouvelle orientation à sa politique de voyage des pèlerins. Elle s'inspirait des procédures en vigueur dans les pays voisins en ordonnant d'assurer le transport des pèlerins que par une seule compagnie aérienne. Ce procédé n'eut pas la caution de ses alliés qui virent dans ces agissements une volonté de nuire à leurs moyens de subsistance. Ils se désunirent alors des actions de la structure et formèrent une autre association dénommée Association des Musulmans Ivoiriens (AMI).[632] Ce mouvement ne fut pas agréé par les autorités du pays. Ses membres ne baissèrent pas les bras pour autant. Ils se replièrent et vinrent constituer sous la bannière de l'UCM, une alliance composée de démarcheurs et de responsables d'associations – telles l'UCM et l'AMOCI – non associés au projet de l'AMOP. Cette querelle de leadership vit le jour le 10 mars 1981[633] lors d'une assemblée générale qui devait donner lieu au renouvèlement du bureau exécutif. Puis, à l'entame du projet du CSI conduit par Moussa Comara, la même querelle refit surface. Un groupuscule de personnes, composé de ces mécontents de l'AMOP, a hué pendant près d'une demi heure le premier responsable du CSI lors de la présentation officielle de la structure à laquelle avaient pris part 800 personnes.

Avec l'insubordination des associations qu'il fédérait, le CSI, même rassuré du soutien des agences panislamiques, ne partait pas favoris dans la réalisation des objectifs assignés.

[632] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, p223.
[633] Idem

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

*****

En somme, les musulmans n'ont pas été absents lors du rendez-vous historique de la fin de la première moitié du XX^{ème} siècle. Ils ont, aux côtés des responsables syndicaux et politiques, participé aux mouvements de lutte contre l'impérialisme français. De cette initiation aux activités associatives, ils s'engagèrent au début de la décennie 1950 dans la mise en œuvre d'une organisation – l'UCM – pour la promotion des valeurs islamiques. L'organisation de l'enseignement islamique, ignorée dans l'élaboration du programme éducatif officiel, a été l'un des objectifs assignés à cette association.

L'essentiel des associations nées après celle-ci a fait du projet de l'éducation islamique une priorité. Cependant, chacune d'elles a vu ses initiatives se heurter aux décisions des autorités politiques d'une part, et aux conflits intra communautaires d'autre part. Ainsi, tout le long de la période du parti unique du Président Félix Houphouët Boigny, aucune des promesses faites par les structures associatives n'a pu être tenues et l'enseignement islamique a continué d'évoluer dans les proportions marginales du système éducatif national.

Mais à l'entame de la décennie 1990, l'espoir placé jadis en ces organisations musulmanes commençait à renaître avec la réforme du système politique national suite à l'avènement de la démocratie comme modèle de gouvernance.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

3ème Partie :

VERS UNE EDUCATION CONFESSIONNELLE ISLAMIQUE OFFICIELLE EN COTE D'IVOIRE : La révision de la politique éducative islamique et la redynamisation des associations musulmanes (1990 -2005)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le début de la décennie 1990, marqué sur le plan international par l'effondrement du mur de Berlin et le discours de la Baule, a été un tournant décisif dans la vie socio politique de nombreux Etats africains. En Côte d'Ivoire, cette période a vu l'avènement d'un nouveau modèle de gestion du pouvoir d'Etat : la démocratie. Cette forme de gouvernance, favorable à l'ouverture des débats socio politiques, a suscité la création de nombreux partis politiques et de structures associatives. La communauté musulmane, qui n'est pas restée en marge de cette mutation, a mis sur pied une structure fédérative des associations islamiques : le Conseil National Islamique (CNI).

Emmenée par cette association, la communauté musulmane a fait l'état des lieux des expériences des structures islamiques des années antérieures et a relancé la question de l'éducation islamique au regard de la situation qui prévalait dans ce secteur de formation :

> *« (…) en Côte d'Ivoire, ce sont encore des dizaines de milliers d'enfants qui fréquentent les écoles coraniques et les medersahs, héritières d'une tradition qui a certes fait ses preuves, mais qui, au regard des réalités socio-économiques et culturelles d'aujourd'hui, ne sont plus en mesure, seules, de permettre aux jeunes musulmans de participer, en tant que citoyens d'un Etat laïc, à l'évolution de notre société. »*[634]

Ce constat a conduit à des pourparlers entre l'Etat et le Conseil National Islamique. Et, à l'issue de ces concertations, l'enseignement coranique, qui, jusqu'alors, occupait une position marginale dans le système éducatif national, obtint la reconnaissance officielle des autorités du pays. Cette initiative, qui jeta les bases officielles de la politique de l'enseignement coranique et augurait une nouvelle ère dans l'histoire de l'éducation islamique en Côte d'Ivoire, n'a

[634] Extrait du préambule de la Convention signée entre l'Etat et le Conseil National Islamique (CNI) le 02 décembre 1993 à Abidjan (Cf. Annexe 4).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

cependant pas rencontré l'adhésion de tous les acteurs de ce système éducatif surtout dans le milieu des religieux les plus conservateurs.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Chapitre 7

LE PROJET DE CREATION DES ETABLISSEMENTS CONFESSIONNELS ISLAMIQUES OFFICIELS EN COTE D'IVOIRE

L'entrée dans la dernière décennie du XX^{ème} siècle a été accompagnée d'un changement majeur dans le système éducatif national de Côte d'Ivoire. En effet, l'enseignement des valeurs religieuses, autrefois réservé exclusivement aux établissements de confessions catholiques et protestantes du pays, a été élargi aux écoles de confession islamique.

Cette ouverture du programme éducatif national sur la formation islamique, fruit des efforts conjugués des associations fédérées sous la bannière du Conseil National Islamique (CNI), n'a pas été faite sans réglementations. Elle a été suivie de l'adoption de quelques dispositions auxquelles les personnes intéressées au projet de la confessionnalité des écoles coraniques devraient se conformer.

Les acteurs de ce système éducatif islamique ont-ils profité de la possibilité offerte par l'Etat ? L'adoption des dispositions a-t-elle engendré des modifications au niveau de l'organisation et du fonctionnement des écoles islamiques ?

Autant d'interrogations auxquelles le présent chapitre va tenter d'apporter des réponses.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I- L'OUVERTURE DES ETABLISSEMENTS CONFESSIONNELS ISLAMIQUES CONVENTIONNELS

Le début de l'année 1990 a été la période du renouveau pour l'enseignement islamique en Côte d'Ivoire. En effet, après plusieurs décennies d'existence dans l'informel, un accord a été trouvé entre la communauté musulmane et l'Etat pour que l'éducation islamique participe pleinement au système éducatif national.

1) L'élaboration officielle du cadre de fonctionnement des écoles islamiques conventionnelles

La mise en œuvre du projet des écoles confessionnelles islamiques a été précédée de la signature d'une convention entre l'Etat et le Conseil National Islamique (CNI). La conclusion de cet accord s'est effectuée dans un contexte sociopolitique et économique particulier et a mis à rude contribution acteurs de la société civile ivoirienne et autorités gouvernementales.

a) Les acteurs de la signature de la Convention

Les multiples efforts des associations du programme éducation islamique, des trois décennies après l'indépendance du pays afin de sortir les écoles coraniques de l'ornière, se sont heurtés à d'énormes difficultés. Bien qu'elles aient échoué dans leur tentative, le problème des établissements, l'avenir des enfants auditeurs de ces formations, etc. n'ont laissé personne indifférente.

Cette fois-ci, ce sont les décideurs, eux-mêmes, qui ont levé le voile sur la question de l'organisation de cet enseignement. En effet, dès 1990, lors du 9ème congrès du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), le problème des écoles coraniques sous tutelle du Ministère de l'Intérieur avait été soulevé et des réponses avaient été apportées par le Ministre de l'Education Nationale :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

> *« Les écoles coraniques ou medersas constituent un anachronisme dans le système éducatif ivoirien et doivent être placées sous la tutelle du Ministère de l'Education Nationale et transformées en établissements privés confessionnels.»*[635]

Cette initiative semblait déjà salutaire pour les promoteurs d'écoles islamiques. Les décennies d'évolution dans l'informel avaient commencé à inquiéter les dignitaires de la religion musulmane qui souhaitaient une alternative aux enseignements que proposaient les écoles coraniques et les medersas. A ce sujet, la voix de Tidjane Ba, Imam de la grande mosquée de la Riviera Golfe, se fit entendre :

> *« Les écoles coraniques traditionnelles sont en perte de vitesse et cèdent la place aux medersas qui n'ont pas réussi à se hisser au rang des écoles modernes car ne répondant pas aux exigences de notre époque. La solution est de trouver un moyen qui permettrait de donner une formation religieuse à nos enfants tout en les intégrant au système éducatif national.»*[636]

Dans la dynamique de la recherche de solutions à cette question, un séminaire sous l'égide de l'UNESCO fut organisé en 1992. Cette séance de travail a vu la participation de plusieurs acteurs de l'école ivoirienne, avec au premier plan le Ministre de l'Education Nationale, Bamba Vamoussa[637]. Au sortir de ce séminaire, une catégorisation des écoles privées a été établie comme suit[638] :

- Ecoles informelles, non conventionnelles, non officielles
- Ecoles informelles, conventionnelles, non officielles
- Ecoles formelles, conventionnelles, officielles

Les établissements islamiques classés dans la catégorie des écoles informelles, non conventionnelles, non officielles parvinrent à atteindre le stade de la troisième catégorie à l'initiative du Conseil National Islamique. En effet, après

[635] PROTEAU (Laurence), *Passions scolaires en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 2002, p255.
[636] PROTEAU (Laurence), *Op. Cit*, p255.
[637] Entretien réalisé avec Cissé Djiguiba le 09 novembre 2006 à la radio Al Bayane à la Riviera Golfe (Abidjan).
[638] Idem

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

les épisodes des associations antérieures – UCM, AEC, CSI – la question de l'enseignement n'avait pas autant occupé le devant des débats entre les autorités en charge de la gestion du pays et les musulmans qu'avec l'avènement du Conseil Nationale Islamique.

Le Conseil National Islamique est une émanation du Conseil Supérieur des Imams (COSIM) fondée en 1982. Mais à la différence de ce dernier composé essentiellement d'imams, le Conseil National Islamique est laïc même si la plupart de ses membres siégeaient au bureau exécutif du COSIM. Sa direction fut certes confiée à un imam en la personne de Koné Idrissa Koudous. Mais ce dernier était aussi un agent de la fonction publique ivoirienne. En effet, Koné Idrissa Koudous intégra le Ministère de l'économie et des finances en qualité de contrôleur budgétaire en 1982, après un parcours scolaire et universitaire qui l'avait conduit successivement à l'école coranique de Korhogo, à la medersa de Mohamed Camara à Bouaké puis à l'Ecole Nationale d'Administration Publique (ENAP) de l'Université Mohamed V de Rabat[639].

Il était peu connu de la sphère des intellectuels musulmans. Mais son profil, en plus du fait qu'il était bilingue – arabophone et francophone – faisait de lui l'homme de la situation. Sous sa direction, le Conseil National Islamique s'est assigné trois objectifs essentiels :

> *« (…) conseiller et coordonner les associations et les communautés dans l'espace musulman, leur servir de médiateur auprès des pouvoirs publics et des organismes internationaux et organiser certains grands projets ou manifestations comme la Nuit du Destin. »*[640]

Le 09 janvier 1993, jour de son assemblée constitutive, le Conseil National Islamique a indiqué ce qu'il comptait offrir à la communauté musulamne. Dans

[639] Entretien réalisé avec Sy Lamine le 18 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Zone industrielle (Bouaké) et MIRAN (Marie), *Op. Cit*, p409.
[640] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, p410.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

sa présentation de vœux au Chef de l'Etat Félix Houphouët Boigny, il a produit une liste de doléance dans laquelle la question de l'enseignement n'a pas été omise :

> *« 1. En premier lieu, nous souhaitons disposer d'un terrain dans la commune de Cocody aux fins d'y bâtir notre siège. 2. Un lieu sur la commune du Plateau pour y édifier une mosquée. (…) 7. Que l'arabe soit introduite comme 2ème langue dans les programmes de l'enseignement secondaire.»*[641]

La doléance relative à la formation islamique rencontra le soutien des autorités. Ces dernières engagèrent des pourparlers avec le Conseil National Islamique. Ces concertations aboutirent à la signature d'une Convention le 02 décembre 1993. Le gouvernement de Côte d'Ivoire était représenté lors de cette signature par son Ministre de l'Education Nationale, le Professeur Saliou Touré[642] et la communauté musulmane par Koné Idrissa, Président du Conseil National Islamique.

b) Une Convention au reflet de la situation sociopolitique et économique du pays

Par la signature d'une Convention avec le CNI, l'Etat ivoirien donnait droit de cité à cet autre type d'enseignement confessionnel dans sa politique nationale d'éducation de la jeunesse. La réalisation de ce compromis en 1993 succédait à une initiative similaire conclue une année plutôt avec les responsables de l'enseignement confessionnel catholique et protestant. Mais ces derniers, à la différence des musulmans, n'étaient pas à leur première signature de convention avec les autorités du pays.

A l'initiative de l'ouverture des premières écoles de type occidental, l'enseignement confessionnel catholique, en effet, a été le premier programme

[641] Archives du Conseil National Islamique : Discours de présentation de vœux au Président de la République Félix Houphouët Boigny (Cf. Annexe 1).
[642] Saliou Touré a succédé à feu Bamba Vamoussa au poste de Ministre de l'Education Nationale en 1993. Il y passa 4 mois. Kipré Pierre a été son successeur.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

d'éducation religieuse – suivi plus tard des écoles confessionnelles protestantes – à avoir obtenu la reconnaissance des autorités du pays[643]. Déjà au lendemain de l'autonomisation de la colonie de Côte d'Ivoire, un accord avait été conclu en 1900 entre cet ordre d'enseignement et l'administration coloniale. Il prévoyait pour l'enseignement catholique une aide financière pour régler les questions salariales du personnel, de l'achat des fournitures scolaires et de l'entretien des infrastructures des établissements[644]. La mise en œuvre des dispositions de cette convention n'a pas excédé 1903, l'année de la laïcisation de l'enseignement. Les établissements missionnaires se sont vus retirer tout le soutien de l'administration en place. Mais entre 1922 et 1945, de nouvelles mesures d'aides notamment des subventions, des autorisations d'ouvertures d'écoles, etc. ont été prises en faveur de ces écoles. Celles-ci furent, avec l'intervention du Général De Gaulle en 1945 à Brazzaville[645], maintenues durant le reste de la période coloniale.

L'Etat de Côte d'Ivoire, à son accession à l'indépendance, allait hériter de ce système et, dès le début de la décennie 1970, procéder à la codification de ces dispositions dans une Convention collective. Celle-ci fut signée le 20 février 1974 de la main du Ministre de l'Education Nationale, Paul Akoto Yao, le Directeur national de l'enseignement catholique, Mgr Yapi et le Pasteur Legbedji, représentant des établissements confessionnels protestants[646]. Les dispositions de cet accord prévoyaient, au niveau de l'enseignement, une conformité au programme officiel notamment le suivi des nouvelles orientations pédagogiques, des méthodes et des horaires de travail (Art.4). L'aspect religieux de la formation, n'occupant qu'une infime partie du temps consacré à l'enseignement, est facultatif pour les élèves dont les parents en font la demande (Art.3). Dans ces réglementations, les signataires ont accepté de recevoir

[643] YAO BI (Gnagoran Ernest), *Côte d'Ivoire: Un siècle de catholicisme*, Abidjan, CERAP, 2009, p17.
[644] POHOR (Rubin), *Op. Cit*, p46.
[645] POHOR (Rubin), *Op. Cit*, p48.
[646] Convention entre l'Etat et l'enseignement privé confessionnel catholique et protestant, 1974. (Cf. Annexe 4).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

gratuitement les élèves affectés de l'Etat à raison de 30 élèves par classe autorisé au 1er cycle et 25 élèves au 2nd cycle (Art.10). Ils sont également convenus avec l'Etat d'établir un comité de gestion à l'échelle nationale, régionale ou diocésaine comprenant un membre du Ministère de l'Education Nationale (Art.6, alinéa 2). Cette implication du ministère de tutelle était imputable à la manne financière que ce dernier injectait dans ce programme éducatif. En effet, des dispositions financières ont accompagné la signature de cette convention. Il est mentionné dans son Art.6, alinéa 1 que :

> *« L'Etat contribue au paiement du salaire des maîtres et du personnel d'encadrement de l'enseignement privé confessionnel catholique ou protestant dans les conditions fixées par une réglementation particulière ; à ce titre il a droit de contrôle sur la gestion des fonds. »*

Le contenu des termes de l'accord ne situe pas sur les montants alloués au personnel enseignant. La contribution scientifique de Rubin POHOR sur l'enseignement confessionnel protestant en donne quelques indications :

> *« Pour ce qui concerne les subventions du personnel, elles sont calculées d'après un pourcentage du salaire perçu par le personnel de l'enseignement public de même qualification et de même ancienneté. Les professeurs licenciés ou équivalents et les instituteurs adjoints reçoivent 80% du salaire perçu dans le secteur public. Les moniteurs et moniteurs adjoints en ont 70%. »*[647]

Avec cet appui financier, les établissements confessionnels catholiques et protestants ont pu maintenir un niveau d'organisation remarquable durant la décennie 1970 et bien au-delà. D'ailleurs, cette période, à l'occasion des états généraux sur l'enseignement catholique en 1992, a reçu le qualificatif de « l'âge d'or ».

[647] POHOR (Rubin), *Op. Cit*, p53.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

L'attribution de ce qualificatif par le prélat à cette période du XX^{ème} siècle n'était pas fortuite dans la mesure où le début de la décennie 1990 allait marquer une nouvelle tournure dans les rapports entre l'Etat et ses partenaires du programme de l'enseignement confessionnel. En effet, la croissance économique enregistrée par la Côte d'Ivoire de 1960 à 1980 venait de s'effondrer avec la crise du boom pétrolier et de la chute des coûts mondiaux du café et du cacao. L'application du Programme d'Ajustement Structurel comme l'une des solutions à cette situation n'a pas donné les résultats espérés et le pays, surendetté, devait faire face aux pressions des bailleurs de fonds internationaux (Banque Mondiale, FMI, etc.) qui exigeaient la privatisation de l'enseignement, la suppression des subventions, … pour réduire les dépenses publiques.

Dans ce contexte, l'Etat a commencé à montrer un autre visage vis à vis de ses partenaires de l'enseignement privé confessionnel. D'abord, il parvenait difficilement à honorer ses engagements financiers et, en fin de compte, il finit par inviter les responsables de l'enseignement catholique et protestants à une révision des termes de la Convention de 1974. La révision de cette Convention collective, le 02 avril 1992[648], a introduit de grands changements dans les rapports de coopération entre les signataires. L'Etat, autrefois co-gestionnaire, se présente désormais comme parent d'élèves.

Désormais, il ne subventionne plus le personnel de ces écoles, mais paie une scolarisation pour les élèves qu'il y affecte (Art.5, alinéa 2). Le nombre de ces élèves affectés doit constituer la moitié des affectés par classe (Art. 16). En plus, la participation de l'Etat à certains projets pédagogiques, à l'aide en personnel revêtent un caractère exceptionnel (Art.7, alinéa 1-3). Par ailleurs, les dispositions relatives au programme d'enseignement sont restées conformes à celles inscrites dans la précédente convention. Ces mesures de crise, les écoles confessionnelles catholiques et protestantes n'allaient pas s'y conformer seules.

[648] POHOR (Rubin), *Op. Cit*, p56.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les écoles islamiques, nées de la Convention signée entre l'Etat et le CNI une année plus tard, allaient elles aussi être organisées autour de dispositions similaires.

Etant à sa première signature avec cet autre ordre d'enseignement confessionnel, l'Etat a laissé apparaître sa vision des choses. Sur la question des enseignements à dispenser, il s'est appuyé sur les expériences précédentes en proposant une conformité au programme d'enseignement – orientation pédagogique, manuels, horaires, etc. – du Ministère de l'Education Nationale (Art.2, alinéa 1-2). L'alinéa 3 du même article indique que l'enseignement religieux est facultatif pour les élèves ne partageant pas la foi musulmane. Compte tenu de son caractère privé, l'Etat a donné la possibilité aux responsables de l'enseignement islamique de recruter et de licencier leur personnel enseignant (Art.3). Mais son rôle de structure régalienne lui imposant de veiller sur la qualité de l'enseignement dispensé, il a pris des mesures à l'endroit du personnel à recruter.

> *« Article 10 : Ne peuvent, sous peine de nullité, être nommés dans les fonctions de directeurs des études dans les établissements d'enseignement islamique ne comptant que le premier cycle que les enseignants titulaires d'au moins un CAP/CEG et ayant à la date de leur nomination une ancienneté de 4 (quatre) années minimum (…)*
>
> *Article 12 : Dans les établissements d'enseignement islamique, le personnel enseignant doit être titulaire des diplômes exigés dans les établissements d'enseignement public et doit obtenir une autorisation d'enseigner délivrée par le Ministre de tutelle. »*[649]

Par ailleurs, les dispositions relevant du financement de l'organisation et du fonctionnement de ces écoles sont à l'image de celles de la convention de 1992.

[649] Archives du Conseil National Islamique (CNI) : Convention entre l'Etat et l'enseignement privé confessionnel islamique, Article 10 et 12, p3. (Cf. Annexe 4)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Sur ces points, l'Etat a adopté une attitude formelle qui place les bénéficiaires de l'accord au centre de leurs propres activités.

> *« Art. 21 : L'enseignement islamique assure les charges de construction et d'entretien des bâtiments scolaires. »* [650]

Cette position est aussi valable pour les questions de subventions à accorder au personnel. La participation de l'Etat au financement des écoles islamiques est limitée à son nouveau statut de parent d'élève. A ce titre, l'affectation des élèves dans ces établissements est accompagnée d'une contribution financière correspondante (Art.5). Mais contrairement aux écoles confessionnelles catholiques et protestantes, aucune indication n'est fournie sur le nombre d'élèves affectés par classe que ces établissements doivent recevoir de l'Etat.

En somme, la lutte pour la signature d'une convention sur l'enseignement islamique a été ardue. Ce processus, entamé depuis la période dite « l'âge d'or » des écoles confessionnelles catholiques et protestantes, a connu un dénouement dans un contexte sociopolitique et économique désastreux du pays. Les adhérents à ce projet d'écoles islamiques nouvelles devaient se conformer aux dispositions prises et suivre bien d'autres procédures.

c) La procédure à suivre pour avoir l'autorisation de création et d'ouverture d'écoles islamiques

Les établissements confessionnels islamiques sont classés dans la catégorie de l'enseignement privé. Ce secteur de l'enseignement s'est développé à partir de 1975[651] en raison des difficultés de l'Etat à répondre aux besoins croissants des demandes de scolarisation des enfants. Dans les décennies qui suivirent le début de la crise conjoncturelle de 1980, ce secteur était devenu incontournable au

[650] Archives du Conseil National Islamique (CNI) : Convention entre l'Etat et l'enseignement privé confessionnel islamique, Article 21, p4. (Cf. Annexe 4)

[651] Communication de Monnet Agnès sur « *La Politique gouvernementale ivoirienne vis-à-vis de l'enseignement confessionnel* » lors du Séminaire sur la problématique de l'école musulmane organisé par le CNI du 19 au 20 mai 2001 à la mosquée d'Aghien (Abidjan).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

développement du système éducatif ivoirien. Selon Monnet Agnès[652], la part des effectifs du privé représentait en 1998-1999 au niveau de l'éducation nationale 45,52% des effectifs globaux du préscolaire et 11,23% de ceux du primaire. Elle était de 40,24% et 44,93% respectivement pour les effectifs du premier cycle du secondaire et du second cycle du secondaire.

La signature de la Convention paraissait alors comme une contribution à rehausser l'image d'une éducation communautaire d'une part, mais un réel soulagement pour l'Etat qui allait voir le nombre de ses partenaires éducatifs augmenter d'autre part. Les adhérents au projet de ces écoles islamiques nouvelles devaient, comme les autres partenaires privés, prendre les dispositions pour être conformes aux règles qui régissent ce secteur. Ils devaient s'adresser au Service de l'Enseignement Privé (SEP) – devenu Service Autonome de Promotion de l'Enseignement Privé (SAPEP) en 1994[653] – pour s'informer des dispositions à prendre en vue de la construction et de l'ouverture d'établissements confessionnels islamiques.

Dans le cas de demande d'autorisation de construction d'un établissement primaire et/ou maternelle islamique, la liste des pièces constitutives du dossier est établie comme suit[654] :

- Pièces personnelles du fondateur
  - Extrait de naissance
  - Extrait du casier judiciaire datant de moins de 6 mois
  - Un certificat de nationalité ivoirienne
  - Une copie des statuts ou du récépissé de dépôts de ces statuts, s'il s'agit d'une association

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[652] Idem
[653] Entretien réalisé avec Agnimel Akpa Jacques le 02 novembre 2006 au siège du Service Autonome de Promotion de l'Enseignement Privé (SAPEP) au Plateau.
[654] Pièces constitutives d'un dossier de demande d'autorisation de construire un établissement primaire et / ou maternel. (Cf. Annexe 5)

- Diplômes du fondateur (photocopie légalisée)

- Dossiers techniques
  - Lettre d'attribution du terrain sur lequel doit être implanté l'établissement
  - Un extrait topographique du terrain délivré par les autorités compétentes
  - Un avant projet d'architecture en double exemplaire à l'échelle 1/100ème
  - Le plan de masse
  - Le plan du béton armé
  - Les plans de tous les niveaux
  - Les coupes et façades
  - Le plan d'électricité
  - Le plan d'assainissement et de la fosse septique
  - Le devis estimatif sommaire des travaux
- Informations complémentaires
  - Superficie normale : 1 200m^2 pour 6 classes en bande, 600m^2 pour 6 classes en R+1 obligatoire avec 2 escaliers
  - Dimensions des classes : Longueur maximale = 9 mètres et largeur minimale = 7 mètres
  - Préscolaire : 600m^2 : 3 classes en bande
  - Préscolaire + Primaire : 1 200m^2 : 9 classes maximum dont 3 du Préscolaire et 6 du Primaire en bande ou R+1 avec des aires de jeux distinctes.
  - Portes avec 2 battants

Dans le cas de la construction d'un établissement secondaire privé, l'intéressé doit appuyer son dossier d'une demande manuscrite adressée au Ministre de

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

l'Education Nationale. Aussi son dossier technique doit-il être un peu différent du précédent. Il doit présenter des plans de construction comportant[655] :

- Des salles de classes ordinaires
- Des salles spécialisées pour l'enseignement des sciences (sciences physiques et sciences naturelles et EMT) dans le 1er cycle
- Des laboratoires pour l'enseignement des sciences (sciences physiques et naturelles) dans le 2ème cycle
- Une salle de collection (physique, chimie, sciences naturelles et EMT)
- Une bibliothèque pour les professeurs et les élèves
- Des sanitaires
- Des adductions d'eau, d'électricité et le téléphone
- Une aire de jeu
- Un terrain de sports équipé

Le terrain devant abriter le projet de construction d'établissements secondaires doit avoir une superficie plus importante que celle des établissements primaires. Cette superficie est estimée à au moins 5 000m^2. Si elle est comprise entre 1 200 et 5 000m^2, obligation est faite au fondateur de construire en hauteur, R+2 au maximum.

Pour indiquer le caractère officiel de l'établissement, le fondateur, qui obligatoirement doit être un enseignant ou associé à un enseignant, doit accompagner le dossier d'une lettre de recommandation d'une association islamique[656]. Une fois le dossier d'autorisation de construction constitué, il suit le trajet suivant[657] :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[655] Pièces constitutives d'un dossier de demande d'autorisation de construire un établissement secondaire privé. (Cf. Annexe 5)
[656] Entretien réalisé avec Agnimel Akpa Jacques le 02 novembre 2006 au siège du Service Autonome de Promotion de l'Enseignement Privé (SAPEP) au Plateau.
[657] Idem

- Inspection de l'Enseignement Primaire (IEP)
- Direction Régionale de l'Education Nationale (DREN)
- Ministère de l'Education Nationale (MEN)

Il s'ensuit dès lors une visite du site. Elle est conduite par le Service Autonome de Promotion de l'Enseignement Privé, l'inspection générale de l'Education Nationale, la Direction de l'Information, de la Planification et d'Evaluation Statistique (DIPES) pour s'assurer que le site est conforme aux normes imposées par le Ministère de l'Education Nationale[658]. La phase de la validation du dossier revient à la commission nationale technique de l'enseignement. Les résultats sont ensuite présentés au Ministère de l'Education Nationale qui délivre l'autorisation de construction.

A la fin des travaux de construction, une demande d'autorisation d'ouverture est déposée un an au moins avant l'ouverture officielle de l'école. Tout comme la demande d'autorisation de création, celle-ci a aussi son itinéraire à suivre. De l'Inspection de l'Enseignement Primaire où elle est initialement déposée, la demande est acheminée successivement vers la Direction Régionale de l'Education Nationale, le Ministère de l'Education Nationale et le Service Autonome de Promotion de l'Enseignement Privé. De ce parcours, le fondateur peut se voir attribuer une demande d'autorisation d'ouverture.

2) Les projets pilotes

Le passage des écoles islamiques de l'informel au stade formel a débuté par des initiatives individuelles et parfois collectives. Ces initiatives ont souvent précédé la signature de la Convention. Abidjan, Bouaké, etc. les plus grands centres urbains du pays ayant accueilli les medersas, n'ont pas été les pionniers de ce projet.

[658] Le site où doit être bâti l'établissement ne doit pas être un terrain marécageux ou en bordure d'un plan d'eau (lac, lagune, mer).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

a- L'Ecole Privée Cissé Kamourou de Gagnoa

L'école privée Cissé Kamourou de Gagnoa a été à l'avant-garde du projet des établissements confessionnels conventionnels islamiques en Côte d'Ivoire. Elle a ouvert ses portes à la rentrée scolaire 1987-1988 sur le style des medersas notamment avec une prédominance du programme arabe comparativement au programme officiel[659]. Elle est une initiative de Cissé Kamourou, originaire de Gbéléban – Odienné – et établit à Gagnoa comme planteur. A la suite de la signature de la Convention, l'établissement construit au quartier Baoulébougou adhéra au projet et réorienta sa politique d'éducation. Il fit alors son ouverture officielle le 20 novembre 1995[660] avec un effectif de 325 élèves. L'établissement compte douze salles de cours, des bureaux administratifs, une mosquée et des latrines.

Le succès rencontré par cette entreprise suscita le désir d'extension de l'établissement au cycle secondaire. Les démarches engagées pour la réalisation de ce projet ont connu un dénouement heureux. L'autorisation de création de l'établissement fut délivrée le 17 juillet 1992[661] et trois années plus tard, ce fut au tour de l'autorisation d'ouverture. Mais en attendant l'autorisation d'ouverture, le Collège Confessionnel Islamique Cissé Kamourou avait déjà ouvert ses portes à la rentrée scolaire 1992-1993[662]. Il est situé au quartier Dar Es Salam. Pour le Directeur des études, Coulibaly Mamadou, cette ouverture n'avait été que technique, une manière de marquer leur présence dans l'espace des établissements secondaires de la ville. On pouvait ainsi lire sur la façade droite du bâtiment qui abrite le service administratif de l'école :

« 1er établissement confessionnel (…) Reçoit les affectés de l'Etat. »

[659] Entretien réalisé avec Sangaré Lamine le 05 mai 2007 dans son bureau à l'EPV Cissé Kamourou au quartier Baoulébougou (Gagnoa).
[660] Idem
[661] Ces initiatives ont précédé la signature de la Convention entre l'Etat et le Conseil National Islamique.
[662] Entretien réalisé avec Coulibaly Mamadou le 04 mai 2007 au Collège Confessionnel Islamique Cissé Kamourou au quartier Dar Es Salam (Gagnoa).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Malgré cette mention, l'affluence des élèves étaient très faible comparativement au cycle primaire. On y comptait seulement douze élèves en 1996[663], date de départ du premier Directeur des études, Sissoko Mamadou. A la rentrée scolaire 1997-1998, avec l'arrivée des sept élèves affectés par l'Etat, l'établissement totalisait 26 élèves repartis aux trois premiers niveaux d'études du secondaire.

Cet effectif s'avérait toujours insuffisant pour occuper les salles de cours que comptait l'établissement. Il en comptait douze, tout comme l'école primaire ; mais à la différence que le collège a été construit en hauteur, R+1. Le service administratif est composé des bureaux du Directeurs des études, des éducateurs, de l'économe, etc. L'école primaire avait bénéficié des effectifs de l'école informelle qu'elle était et avait aussi eu le temps de convaincre la population de la qualité de l'enseignement dispensé. Mais le projet du secondaire était, quant à lui, trop novateur et avait besoin de stratégies pour attirer l'attention des parents d'élèves. En attendant que ce projet rencontre le soutien de la population, une initiative similaire vit le jour à environ une centaine de kilomètres de la ville de Gagnoa.

b- L'Ecole Privée Bouaké Karamoko de Daloa

La dynamique d'adhésion au projet des écoles confessionnelles conventionnelles islamiques a atteint la ville de Daloa au début de la décennie 1990. Et c'est le quartier Huberson qui a accueilli la première école du genre dans cette cité. Elle est à l'actif de Karamoko Bouaké, maître coranique établi au quartier Koyakabougou (Voire Chapitre 1). L'établissement porte son nom mais sa gestion est confiée à Karamoko Mamadou, l'un de ses fils[664]. Ce dernier était en séjour d'études en Egypte, en compagnie de ses aînés, depuis 1979. C'est pendant ce séjour que son père lui apprit qu'il était entré en possession d'un terrain pour y bâtir une medersa.

[663] Archives du Collège Confessionnel Islamique Cissé Kamourou de Gagnoa : Tableaux des effectifs des élèves.
[664] Karamoko Mamadou est le troisième fils de Karamoko Bouaké. Karamoko Ali et Karamoko Youssouf sont ses aînés. Tous les trois ont été pour leurs études en Egypte.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Jusqu'en 1990, l'école avait déjà été construite[665]. Mais le projet de medersa du père ne rencontra pas la caution du fils :

> *« Depuis l'Egypte, j'avais émis l'idée de création d'une école confessionnelle au lieu d'une medersa. »*[666]

De retour de son séjour d'études, il mit son projet à exécution. D'abord, il usa de ses relations pour obtenir l'autorisation de construction. A la rentrée scolaire 1992-1993, l'école fit son ouverture avec seulement la classe de CP1. Certains parents d'élèves mécontents de la formation dispensée, eu égard à son fort penchant pour le programme officiel, retirèrent leurs enfants pour *Darou salam 4*, une des medersas les plus proches.

L'école, sous la direction de Bley Togbagbeu Théodore[667], ne ferma pas ses portes. Elle entama son programme avec 44 élèves inscrits. L'année suivante, la classe de CP2 fut ouverte et on comptait pour les deux classes un effectif de 95 élèves dont 55 au CP1 et 40 au CP2. A la rentrée scolaire 1997-1998, toutes les classes étaient fonctionnelles avec un effectif de 257 élèves dont 17 au CM2[668]. De cette année scolaire, l'effectif des élèves inscrits n'a cessé de croître. En 2005, l'école s'est vu confier la formation de 307 élèves[669] de la ville de Daloa.

Outre cette localité, la ville d'Abidjan, où il a été traduit sur papier l'idée de la création des écoles confessionnelles, n'est pas restée en marge de cette évolution.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

[665] On y comptait – lors de notre passage en mars 2008 – deux bâtiments de trois classes chacun. Une villa de plusieurs pièces à proximité des bâtiments servait de bureaux pour le fondateur et le Directeur des études. Le caractère confessionnel de l'école a conduit le fondateur à y bâtir une mosquée. C'est pratiquement la mosquée du quartier. Les musulmans de ce secteur de la ville s'ajoutent aux élèves pour effectuer les prières quotidiennes.

[666] Entretien réalisé avec Karamoko Mamadou le 24 mars 2008 à l'EPV Bouaké Karamoko au quartier Huberson (Daloa).

[667] Idem

[668] Archives de l'EPV Bouaké Karamoko de Daloa : Tableaux des effectifs des élèves.

[669] Idem

c- L'Ecole Privée Al Ansar de Port Bouët – Abidjan

La commune de Port Bouet, restée loin des théâtres du conflit des medersas et de son cortège d'événements, est la première commune d'Abidjan[670] à avoir abrité les nouvelles écoles islamiques.

La création de l'école privée Al Ansar est intimement liée à la construction de l'actuelle grande mosquée de Port Bouet. En effet, c'est en 1970 que la notabilité de la communauté musulmane a introduit une demande d'acquisition d'un terrain auprès de Ouédraogo Boniface – délégué du Maire à Port Bouet – pour y bâtir une mosquée[671]. L'initiative a reçu son soutien. Mais en raison des difficultés financières auxquelles faisaient face les demandeurs, le projet de construction n'a pu être entamé.

Dans la décennie suivante, l'idée de création d'une école islamique annexée à la mosquée vint s'ajouter au projet initialement prévu. En 1988, sous la houlette de Soumahoro Adama[672], la communauté musulmane sollicita l'intervention de Khane Habib[673] pour la quête de financement auprès des bailleurs de fonds arabes. Khane Habib était bien introduit dans ce milieu arabophone.

Le devis estimatif des deux bâtiments était initialement fixé à 100 millions de francs cfa[674]. Une association de bienfaisance koweitienne s'engagea à aider la communauté dans la réalisation du projet. Mais en 1990, les travaux furent interrompus pour cause de déficit de moyens financiers. Le coût des travaux

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[670] L'Ecole Privé Al Ansar de Port Bouët a ouvert ses portes au même moment que la Mission Islamique Nadjate de Timité Gaoussou, établissement sis à Yopougon – km 17. Mais la première a retenu notre attention parce l'idée de sa création a précédé celle de la seconde.

[671] Communication de Camara Mohamed Lamine sur le thème *« Création et gestion d'une école confessionnelle : cas de Port Bouet »*, Séminaire sur la problématique de l'école musulmane organisé par le CNI du 19 au 20 mai 2001 à la mosquée d'Aghien (Abidjan).

[672] Soumahoro Adama était le chef du *kabla* des ressortissants d'Odienné de Port Bouët. L'influence qu'il avait au sein de cette communauté fit de lui l'un des responsables des musulmans de cette cité abidjanaise.

[673] Khane Habib était le représentant de l'Association de la Renaissance du Patrimoine Islamique, une structure koweitienne. En Côte d'Ivoire, il avait participé à la construction de plusieurs lieux de cultes comme la mosquée An nour de la Riviera 2 (Abidjan).

[674] Communication de Camara Mohamed Lamine sur le thème *« Création et gestion d'une école confessionnelle : cas de Port Bouët »*, Séminaire sur la problématique de l'école musulmane organisé par le CNI du 19 au 20 mai 2001 à la mosquée d'Aghien (Abidjan).

avait atteint la barre de 66 millions de francs cfa[675]. Les responsables en charge du projet poursuivirent alors la recherche de financement, mais cette fois-ci, au sein de la communauté locale pour effectuer les travaux de finition.

Le bâtiment qui abrite l'école est une construction en hauteur – R+1 – comportant six classes et des bureaux administratifs. Au départ du projet, il était prévu la création d'une école islamique de type medersa.

> *« Mais suite à l'installation de la coordination communale du Conseil National Islamique, les responsables de cette structure en collaboration avec la direction de la LIPCI – Ligue Islamique des Prédicateurs en Côte d'Ivoire – ont décidé d'en faire une école confessionnelle islamique (…) »*[676]

Avant même qu'il ait obtenu les autorisations de création et d'ouverture[677], l'établissement avait ouvert ses portes à la rentrée scolaire 1994-1995. Sous la direction de Touré Moussa, enseignant à la retraite, l'école débuta l'expérience avec seulement 11 élèves. Mais à sa 6ème année de fonctionnement – année scolaire 1999-2000 –, l'effectif des classes avait atteint le nombre de 234 élèves[678].

En dehors des villes d'Abidjan, de Daloa et de Gagnoa, des projets similaires allaient voir le jour dans d'autres contrées. Certaines localités du pays notamment Bouaflé, San Pedro et Tiassalé se dotèrent, sur des initiatives privés, de cet outil de développement. Pour donner de la dynamique à ces entreprises communautaires, l'Etat ne se contenta pas des acquis de la signature de la Convention. Il apporta son soutien à ce secteur éducatif. Dans cette mission, il fut accompagné par ses partenaires au développement.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

675 Communication de Camara Mohamed Lamine sur le thème *« Création et gestion d'une école confessionnelle : cas de Port Bouët »*, Séminaire sur la problématique de l'école musulmane organisé par le CNI du 19 au 20 mai 2001 à la mosquée d'Aghien (Abidjan).
676 Idem
677 Les documents d'autorisation de création et d'ouverture ont été signés au cours de l'année 1998-1999.
678 Archives de l'EPV Al Ansar de Port Bouët : Tableaux des effectifs des élèves.

II- L'APPUI DE L'ETAT ET DES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT AUX INITIATIVES COMMUNAUTAIRES

Les acteurs des écoles islamiques, en dehors de l'occasion offerte par la signature de la Convention, n'ont pas fait chemin seul dans la conduite de leurs activités. Ils ont pu bénéficier de l'appui de l'Etat et de certains organismes internationaux. Mais les réalités des écoles islamiques étant variables d'une localité à une autre, l'aide accordée en a tenu compte.

1- Le soutien de l'Etat aux initiatives locales

En l'an 2000, selon *l'Evaluation de l'Education pour Tous*, les effectifs des établissements islamiques informels avaient progressé, de 1993 à 1998, au rythme de 6,1% l'an, passant de 410 498 à 552 747[679]. Ce rapport, qui abordait l'état d'évolution de ces écoles sur le territoire national, indiquait les localités du nord comme des zones de forte présence. Cette réalité liée à l'histoire de ces localités n'avait pas échappé à l'Etat ivoirien et à ses partenaires au programme éducation.

a- Le Comité pour la Promotion de l'Enseignement de Base (COPEB) à Bondoukou

Au début de la décennie 1990, sous la conduite du Ministre de l'Education Nationale en collaboration avec UNICEF, un projet a été initié dans la région du Zanzan, à l'Est du pays. Ce projet dénommé Comité pour la Promotion de l'Enseignement de Base (COPEB) avait pour objet de :

> *« (…) sensibiliser les parents afin qu'ils scolarisent tous les enfants en âge, (…) de recenser les causes du refus des parents de scolariser leurs enfants. »*[680]

Pour la réalisation de ce projet, des études menées sur les réelles raisons du faible taux de scolarisation des enfants avaient mis en relief la question de la

[679] Données obtenues sur www.google.fr et www.unesco.org
[680] Archives de l'Inspection de l'Enseignement Primaire 1 de Bondoukou : Procès verbal de la séance de travail du COPEB – IEP 1 le 14 octobre 1994.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

pesanteur sociale, la religion. Le rapport de la mission du COPEB conduite par Kouassi Koffi Jean dans le village de Kouassi Ndawa le 21 novembre 1994 avait fait mention, au chapitre des difficultés dans la conduite du projet, qu'il y avait une réticence des parents à scolariser les enfants dans les localités de fort taux de musulmans[681]. A Soko où il s'est rendu le 06 décembre 1994 pour une mission similaire, l'une des questions essentielles du refus de la scolarisation a été soulevée :

> *« Les musulmans souhaiteraient un aménagement de l'emploi du temps pour permettre à leurs enfants de faire leurs prières. »*[682]

Dans le chef lieu de département, Bondoukou, la situation n'était pas meilleure. Les écoles coraniques et les medersas rivalisaient avec les écoles publiques. Pour la seule ville de Bondoukou, il avait été dénombré 5 367 enfants auditeurs[683] de la formation coranique sans aucun lien avec l'enseignement officiel. Cette réalité ne laissa pas les autorités insensibles et l'objectif de départ du COPEB fut orienté vers des actions plus concrètes :

> *« En 1996, Pierre Kipré – Ministre de l'Education Nationale – a cherché à nous rencontrer à l'hôtel Marhaba. Il nous a demandé de faire enseigner le français dans nos écoles (…) »*[684]

Quelques unes des écoles islamiques de la ville disposaient déjà des locaux et du mobilier qu'on retrouvait dans les établissements officiels. Mais il fallait, pour avoir les résultats escomptés, avoir la caution des leaders religieux de la ville. C'est ainsi que le choix des responsables du COPEB se porta sur El Baniteim et

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[681] Archives de l'Inspection de l'Enseignement Primaire 1 de Bondoukou : Rapport d'activités du COPEB – IEP 1 le 23 novembre 1994.
[682] Archives de l'Inspection de l'Enseignement Primaire 1 de Bondoukou : Rapport d'activités du COPEB – IEP 1 le 08 décembre 1994.
[683] Entretien réalisé avec Ouattara Zoumana le 15 avril 2008 à l'Inspection de l'Enseignement Primaire 1 au quartier Lycée (Bondoukou).
[684] Entretien réalisé avec Timité Amadou Koudous 17 avril 2008 à El Baniteim au quartier Dozonso (Bondoukou).

El Falah, respectivement les medersas de l'imam Timité Mahama Koudous et du karamoko Ouattara Harissou Zamane.

Des pourparlers furent alors engagés entre les deux parties. Selon Ouattara Babou[685], ce fut au total trois rencontres qui ont été tenues avec monsieur Kébé Monney – Directeur Régional de l'Education Nationale – pour trouver une issue à cette question. Ces rencontres ont porté essentiellement sur le programme d'études notamment la conciliation du programme d'études officielles et celui de l'enseignement des valeurs islamiques. Les propositions faites par les deux parties ont abouti à un programme d'études mixtes qui ne lésait aucun camp.

Monsieur Kébé Monney a tenu à informer la délégation du Ministère de tutelle, au cours d'un atelier organisé par le partenaire UNICEF, sur l'issue des pourparlers avec les responsables religieux. Aussi, leur fit-il part de l'une des doléances des acteurs du système éducatif coranique, la question du personnel enseignant.

> *« Nous avions du mal à payer les salaires de nos enseignants des cours arabes. Ce n'est pas pour ceux du programme français que nous pouvions payer. »*[686]

L'Etat, par le canal de sa délégation présente à la rencontre, n'opposa pas de condition pour trouver du personnel enseignant pour les deux établissements.

> *« En 1997-1998, nous avons reçu un matin Tiéhouté Dagoba venu prendre fonction en tant qu'affecté de l'Etat. Après lui, est arrivé Koné Gnini Houlé Jules. »*[687]

Koné Gnini Houlé Jules, anciennement instituteur à l'école primaire de Dozonso – quartier abritant El Baniteim – fut désigné premier responsable de l'établissement. Cette personne a accueilli deux autres enseignants notamment

[685] Entretien réalisé avec Ouattara Babou le 14 avril à El Falah au quartier Kardioulasso (Bondoukou).
[686] Entretien réalisé avec Timité Amadou Koudous le 17 avril 2008 à El Baniteim au quartier Dozonso (Bondoukou).
[687] Idem

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Kouamé Bouattenin et Akoua Dodomou Hortense[688]. La même année, cette dernière rejoignit l'établissement de Ouattara Harissou Zamane, El Falah. Elle y trouva deux de ses pairs en l'occurrence Diabagaté Soulé et Koua Ahissan[689]. A cette occasion, l'école, qui avait jusque-là bénéficié du soutien des enseignants bénévoles, fit sa mue.

Pour la première expérience dans les deux grandes medersas de la région, les responsables ont dû refuser du monde. A la rentrée scolaire 1997-1998, ce sont trois classes de CP1 qui ont été ouvertes simultanément. Pour montrer l'importance de l'engouement créé autour de ce projet, Ouattara Zoumana – Conseiller Pédagogique à l'IEP1 – estimait à 1 500 le nombre des élèves[690] pour les deux écoles.

En plus de l'affectation de ses agents dans ces établissements, l'Etat leur a fait profiter de ce dont les écoles publiques bénéficient. Il les a dotées dès leur première année de fonctionnement en cantines scolaires. Et, à la faveur de la mise en œuvre du projet du Comité de gestion des établissements scolaires (COGES) en 2002[691], ce programme a été institué dans ces écoles. Elles reçoivent dans ce cadre un soutien financier annuel d'un montant de 600 000 francs cfa. Ce comité permet à l'ensemble des acteurs de l'école de participer à l'amélioration du système éducatif et cela, dans un cadre de collaboration fondé sur le jeu démocratique. A cet effet, il doit produire des projets d'écoles pour faciliter l'accès des enfants à l'école et rendre le système éducatif performant.

Au total, le projet du COPEB s'est limité à ces deux écoles de la ville de Bondoukou. Mais à l'analyse de la situation d'ensemble des écoles islamiques nouvelles, il semble que la Convention de 1993 n'a pas été véritablement

[688] Archives de El Baniteim : Tableaux récapitulatifs du personnel administratif et enseignant.
[689] Archives de El Falah : Tableaux récapitulatifs du personnel administratif et enseignant.
[690] Entretien réalisé avec Ouattara Zoumana le 15 avril 2008 à l'Inspection de l'Enseignement Primaire 1 au quartier Lycée (Bondoukou).
[691] Décret n°2002-132 du 27 février 2002 organisant les COGES.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

partagée avec les structures de base des signataires. Au cours des investigations sur le terrain, il était difficile de trouver des personnes du milieu éducatif – formel et non formel – renseignées sur l'existence d'un accord portant sur ce type d'enseignement. Les actions concrètes observées dans les DREN de Korhogo et d'Odienné soutiennent mieux cette hypothèse.

b- Les initiatives de la DREN de Korhogo et d'Odienné

Le cadre officiel de fonctionnement établi par la Convention du 02 décembre 1993 n'a pas été suivi par les acteurs des écoles musulmanes de la région des savanes. Et pourtant, elle constitue une des zones où l'importance des établissements islamiques est attestée.

Dans son rapport sur les écoles coraniques dans le nord de la Côte d'Ivoire, SEDEL Charlotte[692] a recensé, dans la DREN de Korhogo, 10 624 élèves repartis dans les 275 établissements islamiques en 2000. En comparaison avec les écoles publiques qui comptaient 76 257 élèves, les auditeurs de la formation coranique se taillaient une proportion de 12,2% des enfants scolarisables[693].

Cette donne n'était pas sans importance pour la DREN de Korhogo, représentée lors des investigations de l'envoyé de l'UNICEF – Charlotte SEDEL – par des Conseillers pédagogiques spécialement détachés. Ces derniers n'étaient pas à leur première mission de ce genre. Ils avaient déjà conduit des travaux de recensements des écoles islamiques pour le compte de la DREN.

Cette structure de l'Etat, sous la houlette de Oudiaré Tapé, avait mis sur pied en 1998 au département des activités extrascolaires, un service spécialisé : la Cellule des écoles coraniques[694]. Confiée à Ouattara Abdoulaye, la Cellule avait pour objectif d'amener les écoles islamiques vers un programme qui tiendrait

[692] SEDEL (Charlotte), *Op. Cit*, p35.
[693] Idem
[694] Entretien réalisé avec Coulibaly Sirabana le 02 juin 2008 à la Direction Régionale de l'Education Nationale de Korhogo.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

entièrement compte de l'enseignement officiel. Elle entendait alors appuyer l'action des responsables de ce système éducatif et organiser ce milieu.

A Korhogo, en raison du manque d'établissements confessionnels conventionnels islamiques, la Cellule a limité ses actions aux recensements des difficultés auxquelles les medersas étaient confrontées. En effet, elle n'a pas négocié des enseignants auprès de la DREN pour ces écoles. Par contre, elle a essayé de renforcer la capacité du personnel enseignant coranique en matière de pédagogie. Cette initiative a débuté avec l'arrivée en 2000 de Coulibaly Sirabana à la tête de la Cellule.

> *« Je les – enseignants du programmes français – ai invités pour des formations pédagogiques avec l'aide de certains Conseillers pédagogiques. La première fois eut lieu en 2000 au CAFOP avec deux formateurs dont Silué Mamadou et Camara Bandjo. »*[695]

Cette formation a vu la participation des enseignants des 23 établissements répertoriés dans la ville de Korhogo. A la suite de celle-ci, une seconde fut organisée en 2001. Mais cette fois-ci, elle s'est tenue dans les locaux de la medersa dirigée par Sanogo Oumar[696] au quartier Delafosse. Ces séminaires de renforcement des capacités ont été accompagnés de stages pratiques dans les écoles publiques de la ville[697]. En dehors de ces séances de formation, le chargé des écoles coraniques de la DREN était aussi sollicité pour l'aménagement des programmes d'études dans les medersas qui en avaient le besoin.

A l'Ouest de la capitale de la région des Savanes, précisément à Boundiali, les actions de la DREN, par le canal de sa représentation locale – l'IEP de Boundiali – ont été aussi importantes. Imitant dans des proportions moindres

[695] Entretien réalisé avec Coulibaly Sirabana le 02 juin 2008 à la Direction Régionale de l'Education Nationale de Korhogo.
[696] Entretien réalisé avec Koné Djibril le 25 mai 2008 à la Nouvelle Ecole Franco Arabe au quartier Delafosse (Korhogo). La Nouvelle Ecole Franco Arabe est dirigée par Sanogo Oumar.
[697] Coulibaly Sirabana sollicitait, auprès de ses collègues instituteurs, des stages pratiques pour les enseignants des écoles islamiques.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

l'expérience du COPEB à Bondoukou, l'Inspecteur de l'enseignement primaire de Boundiali a essayé d'apporter son expertise dans l'organisation du système éducatif coranique de cette ville. En effet, en 2000 l'Institut Islamique Cheick Moctar Kamaté et Sabil Rachada totalisaient à elles deux un effectif de 293 élèves[698]. Ce nombre d'élèves de ces deux écoles, outre celui des autres établissements, avait suscité la réaction du premier responsable de l'enseignement publique de la ville. Et ce fut l'Institut Islamique Cheick Moctar Kamaté qui reçut ses services.

Ouvert en 1998, l'Institut Islamique Cheick Moctar Kamaté était une école de trois classes construite avec du matériel moderne et répondant aux normes des écoles officielles. Cette disposition pratique a rencontré le soutien de l'Inspecteur. Ce dernier y a affecté un instituteur de la fonction publique afin de favoriser l'apprentissage de la langue française, porte d'entrée du programme officiel. Cet apport a imprimé un style nouveau à l'organisation de l'école :

> *« L'école fait partie de la carte scolaire et les enfants sont tous en uniforme. Le rythme scolaire est le même que celui du public – horaires, congés, vacances – excepté pour la classe de 6ème où les élèves n'ont pas cours durant le mois de ramadan. »*[699]

L'action de l'IEP, pour la bonne marche de l'enseignement islamique à Boundiali, ne s'est pas résumée qu'au détachement du personnel enseignant. Elle s'est étendue à d'autres domaines notamment la dotation de l'établissement en manuels scolaires[700].

Dans la région du Denguélé où la scolarisation des enfants était mise en mal par la forte importance des écoles islamiques, des actions similaires y ont été entreprises. Dans son rapport, Charlotte SEDEL a estimé à 4 981 le nombre

[698] SEDEL (Charlotte), *Op. Cit*, p31.
[699] SEDEL (Charlotte), *Op. Cit*, p31.
[700] Idem

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

d'enfants auditeurs[701] de la formation coranique. Cet effectif représentait 18,3% des enfants scolarisables de la région. L'une des actions concrètes des acteurs du système officiel est intervenue dans le village de Niamana. Cette initiative a élargi le champ d'intervention de l'Etat en faveur du système éducatif coranique.

Dans ce village, les cours de l'école publique et de la medersa alternaient dans les mêmes locaux. En effet, à la suite de la transformation de son école coranique traditionnelle en medersa en 1997, le directeur du nouvel établissement islamique a négocié et obtenu des responsables de l'école primaire publique du village l'autorisation d'utiliser leurs salles de classes pour faire ses cours. Les pourparlers entre les deux parties avaient conduit à l'élaboration de l'emploi du temps de la medersa comme suit :

> *« Durant l'année scolaire : 7h – 8h et 20h – 22h. Durant les vacances : 8h – 12h et 15h – 16h. »*[702]

En dehors des actions de l'Etat, par le canal de ses structures en charge de l'éducation, ce milieu éducatif va recevoir le soutien des partenaires au développement du pays.

2- La contribution des partenaires au développement

L'énergie déployée par la communauté internationale en faveur d'une meilleure organisation du système éducatif coranique a été appréciée à plusieurs niveaux. Elle a été perceptible au niveau de la politique d'appui aux actions de l'Etat notamment en matière de distribution des manuels scolaires, de l'approvisionnement des cantines scolaires en vivre, de construction d'établissements scolaires, etc.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[701] SEDEL (Charlotte), *Op. Cit*, p35.
[702] SEDEL (Charlotte), *Op. Cit*, p33.

a- L'appui des agences des Nations Unies

L'Organisation des Nations Unies, par l'entremise de ses agences présentes en Côte d'Ivoire, n'a pas pour mandat de se substituer à l'Etat mais d'accompagner et d'encourager les entreprises de celui-ci. Cette acception justifie son rôle dans le processus de la réorganisation des écoles islamiques.

D'abord, son implication se fit sentir dans la région Est du pays notamment à Bondoukou. En effet, les Nations Unies, à travers leur agence spécialisée dans la protection et l'éducation des enfants – UNICEF –, ont été à l'avant-garde du projet du COPEB. Elles ont financé et coordonné toutes les activités. Elles ont, dans ce cadre, fait convoyer sur Bondoukou du matériel d'équipements pour la réalisation du projet. Des fournitures techniques, des engins roulants – motos – ont été offertes aux Conseillers pédagogiques. La DREN a reçu un véhicule[703]. Ces engins permettaient aux chargés du projet de sillonner les établissements de leur carte scolaire.

Par ailleurs, UNICEF s'est montré très active dans la sensibilisation des populations pour étendre le projet à d'autres zones. Au début de la décennie 2000, elle s'est engagée dans la distribution de cahiers à thème[704], de cartables, du matériel d'équipements – brouettes, pelles, poubelles, etc. – à El Baniteim et El Falah[705]. Cette tâche de distribution de fournitures scolaires, au départ, avait été laissée à la Banque Africaine de Développement (BAD). Et, elle était exclusivement faite au profit des filles. En effet, les missions de terrains conduites par le COPEB avaient révélé un taux de scolarisation d'ensemble de l'ordre de 41% avec une faible proportion des filles, seulement 17%[706]. Pour

[703] Entretien réalisé avec Ouattara Zoumana le 15 avril 2008 à l'Inspection de l'Enseignement Primaire 1 au quartier Lycée (Bondoukou).
[704] Les cahiers à thème sont des cahiers avec des images et des textes sur les droits des enfants au recto et au verso de la couverture.
[705] Entretien réalisé avec Timité Amadou Koudous le 17 avril 2008 à El Baniteim au quartier Dozonso (Bondoukou).
[706] Entretien réalisé avec Ouattara Zoumana le 15 avril 2008 à l'Inspection de l'Enseignement Primaire 1 au quartier Lycée (Bondoukou).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

corriger ce déficit, la BAD s'était substituée aux parents d'élèves en s'engageant à fournir aux filles des robes, des cartables et des fournitures scolaires. La BAD semble s'être acquittée de cette tâche pendant les six premières années de la mise en œuvre du projet.

Les Nations Unies, par l'entremise de l'UNICEF, ne se sont pas limitées seulement aux initiatives sus mentionnées. En effet, si alléger les tâches des acteurs de l'école – enseignants, parents d'élèves, etc. – par la dotation en matériels pédagogiques, … est bien, mener des actions pour retenir les enfants à l'école et les rendre performants semble encore mieux. Selon le Rapport d'Etat du Système Educatif National (RESEN) :

> *« L'équipement des écoles produit des résultats différenciés selon la nature des équipements considérés. En fait, deux groupes de facteurs se dégagent selon qu'ils exercent ou non un impact sur les apprentissages des élèves. Dans le groupe des éléments qui apparaissent sans relation avec la qualité de l'école, on trouve la disponibilité en eau et en électricité ainsi que la présence de latrines. Il ne faut pas nécessairement conclure que ces éléments sont inutiles, notamment pour le dernier; mais il faut savoir que leur présence n'exerce pas d'influence avérée sur ce que les élèves apprennent. Dans le groupe des éléments qui ont un impact positif sur les apprentissages des élèves, on trouve principalement trois éléments. Il s'agit de l'équipement de base en tables-bancs fonctionnelles, mais surtout de la présence i) d'une bibliothèque et ii) d'une cantine. »*[707]

Cette réalité n'a pas échappé aux partenaires du système éducatif ivoirien qui, à la faveur de l'ouverture des cantines scolaires à El Baniteim et El Falah de Bondoukou, ont élargi leur champ d'intervention par le canal du Programme Alimentaire Mondial (PAM). Le PAM a pourvu les cantines de ces écoles en

[707] Rapport d'Etat du Système Educatif National : *Elément d'analyse pour instruire une politique éducative nouvelle dans le contexte de l'EPT et du PRSP*, Banque Mondiale, septembre 2005, p63.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

vivres : riz, huile, viande, poisson, haricot, soja ou pois cassés et chlorure de sodium (sel)[708].

Entamée à la rentrée scolaire 1997-1998, la mission s'est résumée à l'approvisionnement des vivres. La gestion des cantines revenait aux acteurs des écoles eux-mêmes. L'achat des condiments tels les tomates, les oignons, etc. pour la préparation des repas relevait de leur compétence[709].

b- L'implication d'une structure du monde arabe : la Banque Islamique de Développement (BID)

Le passage à une nouvelle ère – avènement du multipartisme – a suscité le décloisonnement de la situation politique nationale et donné aux associations une certaine indépendance dans leur fonctionnement. La naissance du CNI, dans ces conditions, a favorisé la réalisation de quelques projets communautaires avec le financement des instituts du monde arabe. Dans la sphère des activités réalisées, le groupe scolaire Iqra de Yopougon – Niangon est l'un des plus illustres projets éducatifs conduits par le CNI.

Ce projet a reçu le financement de la Banque Islamique de Développement (BID). Institution financière du monde arabe, la BID a été créée en 1975 et a son siège à Djeddah en Arabie Saoudite. Elle a pour objectif essentiel de stimuler le développement économique et le progrès social des pays membres[710] et les communautés musulmanes selon les principes de la finance islamique. Dans ce cadre, la BID s'était déjà engagée à apporter son aide à la Communauté Musulmane du Sud pour la construction d'un institut islamique à Dabou en 1982. Mais l'opération n'avait pas abouti et la banque s'était retirée. Il a fallu

[708] Entretien réalisé avec Kpangni Toa Jean Baptiste le 17 avril 2008 à El Baniteim au quartier Dozonso (Bondoukou).
[709] L'achat des condiments était pris en compte par la contribution financière des rationnaires. Elle s'élevait à 25 francs cfa par personne et par repas. Le responsable de la cantine, un instituteur généralement, collecte ces sommes au départ de chaque journée de classe et établit la liste des rationnaires du jour. Le chargé de la restauration, une femme de la ville, est rémunéré à raison de 5 francs par repas.
[710] L'aide accordée à la communauté musulmane a précédé l'adhésion de la Côte d'Ivoire en tant que membre de la BID. Cette adhésion a eu lieu en 2001.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

attendre la décennie suivante – précisément le 04 novembre 1995[711] – pour qu'une Convention de subvention soit signée entre elle et le CNI pour le financement d'un groupe scolaire, cette fois-ci, à Yopougon – Niangon.

Le projet du groupe scolaire Iqra de Yopougon est celui qui porte véritablement la marque du CNI. Cette structure fédérative était certes intervenue pour l'ouverture de Al Ansar de Port Bouet, mais elle n'était pas initiatrice de ce projet. Pour sa première expérience, elle a bénéficié d'une subvention de 260 000 dollars US[712]. Le contenu du projet était la construction de :

- Huit salles de classes
- Une bibliothèque
- Une salle à usages multiples
- Un bloc administratif
- Un bloc sanitaire
- Un corridor

Démarré le 08 septembre 2000, les travaux ont pris fin le 24 septembre 2003. Sur une superficie de 1 424,43m^2 ont été bâtis finalement douze salles de classes, une salle polyvalente, deux blocs toilettes et un bâtiment sanitaire de seize blocs toilettes. On compte dans chaque classe deux portes d'entrée, des fenêtres en claustra, une estrade de 7,5m^2, un tableau mural de 8m^2 et 20 tables bancs disposées en quatre rangées. Deux bureaux individuels et un bureau du secrétariat avec salle d'attente constituent le bloc administratif. Quant à la composition du bloc toilette, elle est décrite selon le rapport technique comme suit :

« 12 toilettes élèves disposent de la manière suivante :

Côté Filles : 6 toilettes + 1 bac ablution intérieur

[711] Archives du Conseil National Islamique : Rapport final, Projet IVC 0004 – Construction école primaire de 8 classes.
[712] Archives du Conseil National Islamique : Rapport final, Projet IVC 0004 – Construction école primaire de 8 classes.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Côté Garçons : 6 toilettes + 1 bac ablution intérieur

1 Bac d'ablution extérieur

2 toilettes enseignant avec un lavabo

1 toilette directeur avec un lavabo »[713]



Une vue générale du Groupe Scolaire Iqra à Niangon – Yopougon (Abidjan)

Source : Archives du Groupe Scolaire Iqra de Yopougon-Niangon

Cet établissement ultra moderne fut autorisé à recevoir les élèves à la rentrée scolaire 2003-2004 notamment le 25 octobre 2003[714]. Il a accueilli pour sa première année de fonctionnement 129 élèves[715] repartis aux cinq premières classes du cycle primaire. La classe du CM2 fut ouverte à la rentrée scolaire

[713] Archives du Conseil National Islamique : Rapport final, Projet IVC 0004 – Construction école primaire de 8 classes.

[714] Entretien réalisé avec Bakayoko Mamadou le 13 novembre 2007 au Groupe Scolaire Iqra au quartier Niangon-Yopougon (Abidjan).

[715] Archives du Groupe Scolaire Iqra de Yopougon – Niangon : Tableaux des effectifs des élèves.

suivante avec 34 élèves[716], tous candidats à l'examen du CEPE et au concours d'entrée en 6ème.

En somme, à côté du cadre d'organisation et de fonctionnement des écoles islamiques offert par la signature de la Convention entre l'Etat et le CNI, plusieurs initiatives ont été menées au profit de ce système éducatif. Elles ont été tantôt des actions conjointes – Etat-UNICEF – et parfois des entreprises individuelles ; mais de moindre ampleur en raison des réalités socioculturelles et économiques que présentait ce secteur éducatif informel dans le pays.

Par ailleurs, ce vent nouveau qui souffla sur ce secteur d'enseignement a suscité une réorganisation de son mode de fonctionnement.

III- L'ORGANISATION, LE FONCTIONNEMENT ET LES DIFFICULTES DES ETABLISSEMENTS CONFESSIONNELS ISLAMIQUES

L'ouverture des écoles de type confessionnel islamique s'est accompagnée d'un réaménagement de leur structuration et leur programme d'activités. Ce nouveau procédé n'a été dicté ni par un organe étatique, ni par une association. Il est variable selon le type d'établissements.

1- La structuration des écoles confessionnelles islamiques

L'organisation des nouvelles écoles musulmanes relève d'elles-mêmes. Elle est variable selon que l'établissement soit une initiative privée, semi privée ou communautaire.

a- Les écoles privées

Sont connus sous l'appellation d' « écoles privées », les établissements fondés par un individu. L'essentiel des écoles islamiques agréées par l'Etat

[716] Idem

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

appartiennent à cette catégorie d'établissements. On compte dans cette catégorie les écoles suivantes[717] :

- EPV Abi Ayoub Al Ansari (Daloa) fondée par Doumbia Vadjiguiba
- EPV Bouaké Karamoko (Daloa) fondée par Karamoko Bouaké
- EPV Cissé Kamourou (Gagnoa) fondée par Cissé Kamourou
- EPV Irsad Djamiyou Islamiyou (Tiassalé) fondée par Ouédraogo Issiaka
- EPV Mission Islamique Nadjate (Yopougon – Abidjan) fondée par Timité Gaoussou
- EPV Souboula Salam (Bouaflé) fondée par Bamba Mamadou

L'organisation de ces écoles est calquée sur le même modèle. En règle générale, on trouve au sommet de la hiérarchie le fondateur ou l'un de ses héritiers[718]. Il est à l'origine du projet. Mais son profil d'arabisant ou autre l'amène à confier la gestion de l'établissement à un diplômé des programmes officiels du pays. Cependant, il est consulté pour toutes les questions concernant l'école surtout pour le recrutement du personnel enseignant. A l'ouverture de l'EPV Mission Islamique Nadjate à Yopougon, Timité Gaoussou a confié sa direction à Koné Wamé en 1994. Quant à Karamoko Mamadou, ce fut à Bley Togbagbeu Théodore qu'il laissa le soin de gérer son établissement à la rentrée scolaire 1992-1993.

Le Directeur des études est en charge de la coordination des activités de l'école. Il est le cordon ombilical entre l'établissement et le Conseiller pédagogique, parfois même de l'IEP. Il ajoute à ces tâches celles du comptable. A ce titre, il est chargé de percevoir les frais de scolarité des élèves et d'assurer le paiement du personnel enseignant qu'il a sous son autorité. Dans certains cas, compte tenu de l'importance des ses tâches, le Directeur délègue une partie de ses

[717] Les écoles citées sont celles qui nous ont reçu lors de nos recherches de terrain.
[718] L'EPV Cissé Kamourou est aux mains de Cissé Kalilou, fils de feu Cissé Kamourou. Karamoko Mamadou assure le rôle de fondateur de l'EPV Bouaké Karamoko, son père Karamoko Bouaké étant fatigué par l'âge.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

prérogatives à un adjoint. Cherif Kanvaly[719], à la tête de la Mission Islamique Nadjate depuis 1999, est assisté par un adjoint. Le travail assigné à la direction de l'EPV Cissé Kamourou est aux mains d'un Directeur – Sangaré Lamine[720] – chargé des questions administratives et d'un Sous Directeur – Samassi Moussa – responsable de la comptabilité.

Dans cet organigramme, les enseignants occupent le bas de l'échelle. Ils assurent l'animation des cours, veillent au maintien de l'ordre dans l'école, … etc.

b- Les écoles semi privées

Ces établissements ont fait aussi leur apparition sous l'ère de la signature de la Convention sur les écoles islamiques mais ils n'en sont pas issus. Ils sont plutôt les résultats d'une expérience de conciliation des programmes d'études nationales et islamiques dans une localité de forte présence d'établissements coraniques. On compte seulement deux écoles dans cette catégorie[721] : El Baniteim et El Falah de Bondoukou.

Initiative du COPEB, ces deux établissements sont organisés selon le même modèle. Ils sont à la fois aux mains de l'Etat et de celles des fondateurs. L'Etat est représenté par ses agents, les instituteurs. Ce personnel a à sa tête un Directeur des études qui a les mêmes obligations que ces pairs des écoles primaires publiques. Il dirige toutes les activités de l'école et a sous son autorité les enseignants. A El Baniteim, trois directeurs d'études se sont succédés. Koné Jules a été le premier responsable. Son séjour à la tête de l'école a duré du 07 janvier 1998 au 18 octobre de la même année. A partir du 19 octobre 1998, ce

[719] Entretien réalisé avec Chérif Kanvaly le 03 avril 2007 à la Mission Islamique Nadjate au quartier km 17-Yopougon (Abidjan).
[720] Entretien réalisé avec Sangaré Lamine le 05 mai 2007 à l'EPV Cissé Kamourou au quartier Baoulébougou (Gagnoa).
[721] Selon les informations reçues, l'expérience de la mixité de la formation devait s'étendre à plusieurs établissements de la région. Mais elle a été interrompue à cause du départ de l'équipe gouvernementale du Président Henri Konan Bédié suite au coup d'Etat du 24 décembre 1999.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

fut au tour de Tiéhouté Dogoba de conduire les rênes de l'école avant de céder la place à Pangni Toa Jean Baptiste le 13 septembre 2002[722].

Une des particularités de la mission des Directeurs est leur collaboration avec le personnel des cours religieux avec qui ils partagent les mêmes locaux et les mêmes élèves. Ce personnel, aussi indépendant du précédent, est organisé. Il a à sa tête un Directeur[723]. A El Falah, c'est Ouattara Babou, un des neveux de Ouattara Harissou Zamane, qui tient ce rôle. Cette fonction est occupée à El Baniteim par Timité Amadou Koudous, adjoint à l'imam de la grande mosquée et fils de l'imam Timité Mahama Koudous. Ils ont la charge de conduire le programme religieux. Le recrutement du personnel enseignant de ce programme relève aussi de leur compétence.

Dans leur relation avec leurs collègues du programme officiel, ils partagent pratiquement les mêmes locaux comme bureau. A El Falah, un local de deux pièces, construit suivant le style chambre – salon, fait office de bureau pour les deux directeurs. Le Directeur du programme national occupe la chambre et son collègue des cours religieux se contente du salon. De cette collaboration est née une entraide. En effet, la formation étant payante, eu égard à son caractère confessionnel, la fonction de comptable a été confiée au directeur du programme national. Ce dernier perçoit les frais de scolarité mensuels et les transmet au responsable des cours religieux pour le payement des salaires du personnel à sa charge.

Aussi, dans le cadre de la gestion de l'école, les deux parties travaillent conjointement. En effet, le Comité de Gestion – COGES – mis sur pied en 2002 par le Ministère de l'Education Nationale a vu la participation de tous les acteurs du système éducatif au projet de l'école. A El Baniteim et El Falah, il a vu la

[722] Entretien réalisé avec Pangni Toa Jean Baptiste le 17 avril 2008 à El Baniteim au quartier Dozonso (Bondoukou).
[723] Ici, on parle moins de fondateur, mais de Directeur. Aucun des fondateurs n'est encore en vie. L'école est aux mains des héritiers.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

participation du personnel des deux programmes d'études, des élèves et de leurs parents. La composition de l'équipe du COGES de El Baniteim[724] démontre cette hétérogénéité :

- Président : Timité Amadou Koudous, Directeur du programme d'enseignement religieux.
- Secrétaire Général : Pangni Toa Jean Baptiste, Directeur du programme d'enseignement national.
- Secrétaire Général Adjoint : Kra Félicien, Instituteur du programme d'enseignement national,
- Trésorier Général : Ouattara Yaya, Enseignant du programme d'enseignement religieux et Parent d'élèves.
- Trésorier Général Adjoint : Yao Akissi, Institutrice du programme d'enseignement national.
- Membres : Ouattara Mahama et Camara Koudous, Enseignants du programme d'enseignement religieux et Parents d'élève / Timité Ismaël et Gbané Abdoul Amoudjata, Elèves et Présidents de la coopérative scolaire,

Les membres de l'équipe pouvant être appelés pour d'autres tâches, le comité peut alors connaître des réaménagements mais le schéma de la composition reste tel. Ensemble, cette équipe a travaillé de sorte à apporter un mieux être à l'établissement :

> *« Au départ, nous n'avions pas de bureaux maîtres. Les enseignants s'asseyaient sur des tabourets. »*[725]

Avec le soutien financier de l'Etat mis à la disposition du COGES, le bureau du Directeur du programme national a été construit, les salles de classes ont été

[724] La présente équipe est celle qui était en place lors de nos recherches de terrain à Bondoukou.
[725] Entretien réalisé avec Pangni Toa Jean Baptiste le 17 avril 2008 à El Baniteim au quartier Dozonso (Bondoukou).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

dotées de bureaux maîtres et de tableaux d'affichages. Aussi les bâtiments ont vu leur toiture renouvelée.

Cette contribution financière de l'Etat au système éducatif islamique ne s'est limitée qu'à ces deux écoles confessionnelles. Les établissements confessionnels islamiques communautaires n'ont pas été pris en compte.

c- Les écoles communautaires

Elles sont le fruit des initiatives d'une communauté ou d'une association locale. De ce fait, leur gestion ne relève pas de l'autorité d'un individu ou d'un Etat mais d'un groupe de personnes sous la bannière d'une structure religieuse. On a enregistré dans cette catégorie l'EPV Al Ansar de Port Bouët et le Groupe Scolaire Iqra de Yopougon – Niangon. Le premier est une initiative de la communauté musulmane de la commune de Port Bouët et le second, celle du Conseil National Islamique.

Le caractère communautaire de ces écoles élargit le cadre de concertation pour leur organisation et leur fonctionnement. Ce cadre ne se résume plus aux simples fondateurs, directeurs des études et enseignants. Il s'étend à un public plus large, membre de la communauté et ayant parfois des profils différents. En effet, dans ces écoles, la gestion administrative est aussi confiée à un directeur des études. Au Groupe Scolaire Iqra, c'est Bakayoko Mamadou, un inspecteur de l'enseignement primaire à la retraite, qui tient ce rôle. A Port Bouët, le choix de la communauté s'est porté aussi sur une personne expérimentée du milieu éducatif, Touré Moussa, un instituteur à la retraite. Ce dernier assurait :

- La gestion des dossiers des élèves ;
- L'encadrement pédagogique quotidien des enseignants ;
- Le suivi de la progression de l'enseignement ;
- La présidence du conseil des enseignants, etc.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le personnel enseignant des deux programmes travaille sous son autorité, comme dans les écoles privées. Mais contrairement à ces dernières, la fonction de comptable n'est pas du domaine d'activités du Directeurs des études. En effet, le projet des écoles communautaire a fait aussi appel à la création d'un service de comptabilité. Ce service a été mis sur pied à Al Ansar à la rentrée scolaire 1999-2000. Il est assuré par un enseignant de l'école et a pour fonction d'assurer le recrutement des élèves, de percevoir les frais d'écolage, d'établir le bilan des versements, d'interpeler les débiteurs et d'effectuer les versements bancaires.

Pour une meilleure coordination des activités, le Groupe Scolaire Iqra s'est attaché le soutien d'un service secrétariat. Al Ansar n'en compte pas. Toutefois, les deux établissements disposent d'une cellule de pédagogie dans leur organigramme.

L'ensemble de ce personnel est assisté par un conseil d'administration et un comité de gestion. Le Conseil d'Administration du Groupe Scolaire Iqra est conduit par Koné Idrissa Koudous[726]. A Al Ansar, ce conseil, mis sur pied au cours de l'année scolaire 2003 – 2004, est dirigé par Camara Mohamed Lamine[727]. Il a sous son autorité un comité de gestion. Ce comité existe depuis le départ du projet. Son organisation est identique à celle du COGES. Cependant, il ne bénéficie pas du soutien financier de l'Etat. Et, l'équipe qui le compose est, pour une part non négligeable, constituée de personnes recrutées hors du cercle du personnel de l'école. En effet, ce comité est composé de sept membres. Ces derniers ont été recrutés au sein du personnel de l'école, des parents d'élèves et des personnes membres des différentes associations islamiques de la commune comme le Conseil National Islamique, la Ligue Islamique des Prédicateurs de

[726] Entretien réalisé avec Koné Kounadi le 13 mars 2010 au siège de la radio Al Bayane à la Riviera Golfe. Le projet est à ses débuts. Aucun comité de gestion n'a encore été mis sur pied.
[727] Entretien réalisé avec Camara Mohamed Lamine le 26 mars 2010 à son domicile familial au quartier Vridi cité – Port Bouet (Abidjan).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Côte d'Ivoire, l'Association des Jeunes Musulmans de Côte d'Ivoire. La présidence était assurée par Sanogo Kalilou, un instituteur en exercice à Port Bouët. Les fonctions essentielles de cette équipe sont listées par Camara Mohamed Lamine[728] :

- L'entretien des locaux et du matériel de l'école ;
- La gestion financière de l'école ;
- Le recouvrement des frais scolaires ;
- Le recouvrement des recettes de la coopérative ;
- La représentativité de l'école auprès des autorités administratives, religieuses et pédagogiques ;
- La gestion du personnel ;
- Fixer les frais d'écolage chaque année.

Outre ces rôles, l'équipe du comité de gestion participe à l'organisation du programme pédagogique de ces établissements.

2- L'organisation pédagogique de l'enseignement confessionnel islamique

Le programme d'enseignement dans les établissements confessionnels islamiques est mixte. On a d'une part le programme national et le programme religieux d'autre part. Le premier émane du Ministère de l'Education Nationale et le second, selon les dispositions de l'Article 2 de la Convention, est proposé par le Conseil National Islamique. Mais les réalités des écoles laissent voir des programmes d'études différents.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[728] Communication de Camara Mohamed Lamine sur le thème *« Création et gestion d'une école confessionnelle : cas de Port Bouët »*, Séminaire sur la problématique de l'école musulmane organisé par le CNI du 19 au 20 mai 2001 à la mosquée d'Aghien (Abidjan).

a- Les écoles islamiques à marge horaire équilibrée

L'un des préalables à l'adhésion au projet des écoles confessionnelles islamiques a été la question de la marge horaire à accorder à chacune des deux programmes d'études. Celles qu'on qualifie ici d' « écoles islamiques à marge horaire équilibrée » sont les établissements dont les différents acteurs sont parvenus à un accord de partage égal – ou presque – entre la marge horaire accordée aux deux types d'enseignement. On compte cinq établissements qui ont accepté d'adopter ce principe. On a l'EPV Cissé Kamourou de Gagnoa, El Baniteim et El Falah de Bondoukou, l'EPV Irsad Djamiyou Islamiyyou de Tiassalé et l'EPV Souboula Salam de Bouaflé.

Ces écoles ont la particularité d'avoir d'abord évoluer sous la forme de medersa avant de revêtir cette nouvelle forme. Cette mutation n'a pas privilégié un programme d'enseignement par rapport à un autre. A l'EPV Cissé Kamourou, la nouvelle organisation a consisté à prolonger d'une demi-journée l'emploi du temps officiel. En effet, aux jours de cours habituels, qui allaient du lundi au vendredi en passant par la mi journée du mercredi, a été ajoutée la moitié du premier jour non ouvrable de la semaine, le samedi. Ce programme de six jours de cours est reparti comme suit[729] :

- Du lundi au mercredi matin : Programme religieux
- Du jeudi au samedi matin : Programme national

L'EPV Irsad Djamiyou Islamiyyou[730] suit également cette démarche de partage équitable des horaires. Mais elle s'est contentée des jours de cours officiels et les a repartis aux classes selon le programme suivant :

- Lundi et jeudi : Programme national

[729] Le présent programme d'études est l'emploi du temps du CP1 B de l'EPV Cissé Kamourou de Gagnoa.

[730] L'EPV Irsad Djamiyou Islamiyou de Tiassalé traverse d'énormes difficultés. Elle compte pour les six classes que quatre enseignements, deux pour chaque programme. L'établissement, lui-même, ne répond pas aux normes exigées par le Ministère de l'Education Nationale. Il est construit en bois avec seulement quatre salles de cours ; il ne compte pas de bureau pour le responsable des études, etc. Le programme ainsi élaboré semble plus être une réponse aux difficultés auxquelles l'école fait face.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- Mardi et vendredi : Programme religieux

Aucune prolongation de l'emploi du temps n'a été observée à El Baniteim, à El Falah et à l'EPV Souboula Salam. Les responsables ont plutôt orienté leur réflexion sur l'alternance des deux programmes d'enseignement le même jour. Au départ de chaque jour de cours, ce sont les enseignants du programme religieux qui tiennent les classes. Ces séances matinales se déroulent de 07h 30mn à 09h. Elles sont suivies de 09h à 12h par l'enseignement des cours du programme officiel. Dans les écoles sémi privées de Bondoukou, une exception est faite pour la mi journée du vendredi. Les élèves rentrent des cours 30 minutes avant l'heure habituelle de fermeture des classes pour se préparer à aller à la prière de *djouma*. Les après midi, la formation se déroule selon le même ordre. Les enseignants du programme religieux occupent les premières heures (14h 30mn à 15h 45mn)[731]. A la reprise des cours à 16h, les classes sont laissées aux enseignants du programme national jusqu'à 17h 30mn.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[731] Une pause est marquée à partir de 15h 45mn. Les élèves musulmans en profitent pour effectuer leur prière de *Asr*. Les non musulmans partent à la récréation.

Tableau 9 : Emploi du temps du CP1 (El Baniteim – Bondoukou)

Jours / Horaires	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
07h30-09h00	-Coran	-Coran	-Mémorisation	-Coran	-Coran
09h00-10h00	-Lecture 1 30’ -Langage 1 30’	-Langage 4 30’ -Lecture 4 30’		-ECM 15’ -Lecture 30’ -Expression écrite 15’	-Lecture 30’ -Chant 15’ -Langage 15’
RECREATION					
10h15-12h00	-Math 30’ -Lecture 2 30’ -Langage 2 30’ -Ecriture 15’	-Math 30’ -Langage 5 30’ -Lecture 6 30’ -Expression écrite 15’		-Math 30’ -Langage 7 15’ -Lecture 2 30’ -Ecriture 15’ -Orthographe 15’	-Math 30’ -Lecture 4 30’ -Ecriture 15’ Fermeture des classes à 11h30
APRES MIDI					
14h30-15h45	-Lecture	-Expression écrite	-Mathématique	-Jurisprudence	-Ecriture
RECREATION					
16h00-17h30	-Math 30’ -Lecture 3 30’ -Langage 3 30’	-Math 30’ -Langage 6 30’ -Ecriture 15’ -Orthographe 15’	-Math 30’ -Langage 9 30’ -APE 30’	-Math 30’ -Langage 9 30’ -APE 30’	-Math 30’ -Lecture 6 30’ -Langage 30’

Sources : Archives de El Baniteim (Bondoukou)

Une des caractéristiques de ces écoles, à l’exception de Irsad Djamiyou Islamiyou et Souboula Salam[732], est le nombre remarquable de personnel enseignant du programme religieux. On compte un enseignant pour chaque classe. L’importance de cette ressource humaine est fonction des objectifs assignés aux écoles. A l’EPV Cissé Kamourou, l’apprentissage de certains principes du dogme islamique et la langue arabe sont quelques uns des buts à atteindre. Pour atteindre ces objectifs, des dispositions ont été prises :

> *« Nous ne recrutons pas dans les classes intermédiaires. C’est seulement au CP1 que nous recrutons pour permettre aux élèves d’évoluer ensemble avec le même niveau de connaissance. Ici, les élèves n’ont pas de choix à faire. Ils apprennent les deux langues, arabe comme français. »*[733]

[732] L’EPV Souboula Salam n’avait pas encore une organisation stable lors de notre passage à Bouaflé.
[733] Entretien réalisé avec Sangaré Lamine le 05 mai 2007 à l’EPV Cissé Kamourou au quartier Baoulébougou (Gagnoa).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Ces dispositions heurtent celles de la Convention signée entre l'Etat et le Conseil National Islamique[734]. Mais l'école étant guidée par ces objectifs, elle n'en tient pas compte. Le programme d'études établi à cet effet, est assimilable à celui des medersas. L'analyse de la liste des fournitures délivrée aux élèves des Cours Elémentaires et des Cours Moyens[735] à chaque rentrée scolaire en est une illustration :

- *Al Coran* (Djouz amma)
- *Ali lawa al ifriquiyya lil madaris al arabia* (Livre de Lecture)
- *Al lahali wa dür* (Recueil d'hadith)
- *Al jaditou fitahatoub* (dialogue)
- *Qolaçotou nouril yakin* (Biographie du Prophète)
- *Adrussri al waliya* (Jurisprudence islamique)
- *Adrussri anahawiya* (Grammaire)
- *Al mabadittou açorfiya* (Conjugaison)

A ces ouvrages, les parents d'élèves doivent ajouter deux cahiers de 100 pages et un autre de 200 pages. Le dernier cahier sert de support pour les leçons et les premiers sont réservés aux devoirs et aux évaluations partielles et de fin d'année. Comme dans le système éducatif national, les élèves des Cours Préparatoires ne prennent pas de leçons. Ils se contentent des cahiers « double ligne » pour leurs exercices.

L'EPV Cissé Kamourou, qui ne veut faire la part belle à aucun des programmes de formation, poursuit sa logique d'équilibre même dans les critères d'admission en classe supérieure. En effet, les deux programmes d'études étant autonomes, l'admission en classe supérieure est fonction de la barre fixée par l'administration. Cette barre est la moyenne de la somme des moyennes

[734] L'Article 2 de la Convention stipule que *« (…) les élèves qui ne partagent pas la foi musulmane en sont dispensés si leurs parents en font la demandent. »*

[735] Entretien réalisé avec Traoré Ibrahim le 05 mai 2007 à l'EPV Cissé Kamourou au quartier Baoulébougou (Gagnoa).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

obtenues dans les matières officielles et religieuses. C'est-à-dire qu'un élève, qui a une bonne moyenne dans les matières officielles et une faible moyenne dans les disciplines religieuses, n'est autorisé à aller en classe supérieure que si la moyenne des deux est supérieure ou égale à la barre d'admission. Cette disposition n'est pas valable pour les élèves du CM2. Ces derniers étant candidats aux examens du CEPE et aux concours d'entrée en 6ème.

Ce règlement n'est pas partagé par El Baniteim et El Falah. L'autonomie de chaque programme est ici observée. Chacun des programmes d'études fixe sa barre d'admission. Et, l'admission en classe supérieure n'est pas fonction des résultats obtenus dans l'autre programme d'études. C'est-à-dire qu'un élève peut être à la fois déclaré admis en classe supérieure dans le programme officiel et doublant dans le programme religieux[736]. D'où la possibilité pour ces écoles de recruter les élèves dans les classes intermédiaires.

Cette divergence d'avec l'EPV Cissé Kamourou tire l'une de ses raisons dans les objectifs recherchés par ces écoles. En effet, ces écoles, lorsqu'elles évoluaient sous la forme de medersa, organisaient les cérémonies de *Coranadjigui* (cérémonies de fin de cycle de l'école coranique traditionnelle). Passées au stade des écoles officielles, elles n'avaient pas encore renoncé à cette pratique. Et, le programme d'études établi de commun accord avec tous les acteurs de l'école en a tenu compte.

> *« Nous avons échangé avec les enseignants d'arabe pour l'élaboration du programme. Il s'agissait de voir les matières en commun. Si les matières enseignées comme la géographie, l'histoire, etc. de l'arabe étaient conformes au programme officiel, on les concédait à la formation arabe. Mais en fin de compte, nous nous*

[736] Par exemple : Soit X, un élève. X peut être à la fois élève au CP1 du programme religieux et au CE2 du programme officiel.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

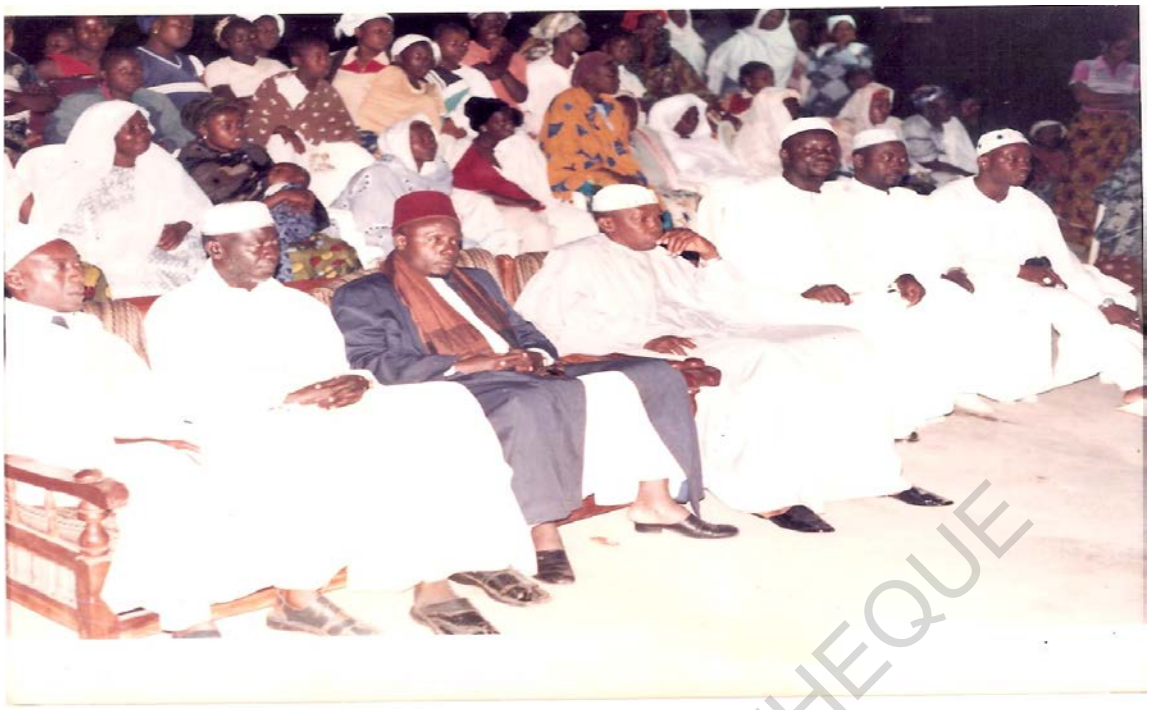
sommes rendus compte que c'est seulement la morale que nous avons en commun. Nous leur avons concédé cela et nous avons diminué nos heures. »[737]

En réduisant ainsi leurs horaires de cours, les enseignants du programme officiel donnèrent l'occasion à leurs collègues des cours religieux d'élaborer un programme d'étude de sorte à atteindre le niveau du *Coranadjigui* au terme des six années du cycle primaire. Les 114 sourates du Coran ont été reparties dans le calendrier d'études de toutes les classes. Les élèves, tout le long de leur formation, doivent savoir les lire intégralement et en mémoriser[738].

Ces séances de lecture et de mémorisation de sourates sont couronnées par la cérémonie de fin de cycle, le *coranadjigui*. Le *coranadjigui*, ici, se démarque un peu de celui de la formation traditionnelle. En effet, en plus des récitations coraniques, d'hadiths, les élèves font des prestations de théâtres. Ne sont conviés, à ces cérémonies, que les élèves de la classe du CM2. Elles ont généralement lieu à quelques semaines des examens du CEPE. Et elles se tiennent dans les *faba* ou foyers des fondateurs des établissements. Les élèves de El Baniteim organisent les leurs au *faba* de Imamso et ceux de El Falah au *faba* de Malagasso. Ces festivités enregistrent, outre la participation des religieux et des parents d'élèves de la ville, celle de tout le personnel enseignant des écoles qui participe à l'organisation des cérémonies.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[737] Entretien réalisé avec Pangni Toa Jean Baptiste le 17 avril 2008 à El Baniteim au quartier Dozonso (Bondoukou).
[738] Le nombre de sourates à mémoriser est fonction des capacités des apprenants. Mais il est indiqué à El Baniteim que les élèves doivent mémoriser de la sourate *Nasr* à *Moulk*.



La direction de El Baniteim en compagnie des parents d'élèves au cours d'une nuit culturelle et récréative – coranadjigui – organisée au quartier Imamso pour marquer le début des vacances.

Source : Cliché de Ouattara Yaya (Bondoukou)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Ce type de festivité plaît à plus d'une personne à Bondoukou, surtout les mères. Mais on n'en trouve pas ailleurs, dans les autres types d'écoles, les écoles confessionnelles islamiques à marge horaire déséquilibrés, notamment.

b- Les écoles islamiques à marge horaire déséquilibrée

Sont classées dans la catégorie des « écoles islamiques à marge horaire déséquilibrée », les établissements qui accordent une marge horaire faible à l'un des programmes d'études. En d'autres termes, les écoles qui privilégient un programme d'études à l'autre. D'une manière générale, c'est le programme d'études islamiques qui souffrent le plus souvent de cette inégale répartition du temps d'études. En dehors des établissements cités plus haut, l'essentielle des écoles confessionnelles islamiques ont adopté cette démarche. Celle-ci n'est autre qu'accorder une marge horaire journalière oscillant entre 30mn et 1h 45mn au programme d'études islamiques.

Pour les partisans de ce programme d'études, la conciliation des deux formations n'est pas de nature à favoriser la compétitivité des élèves dans les matières du programme officiel. Diaby Lassina, Directeur de l'EPV Abi Ayoub Al Ansari de Daloa, a fait l'expérience de la répartition équitable de la marge horaire entre les deux programmes d'études :

> *« L'année dernière, l'arabe et le français s'alternaient. Cette semaine là, on fait l'arabe tous les matins puis les soirs, le français. Avec cela, c'est à peine 20% du programme officiel qui était dispensé. »*[739]

Or le projet de ces écoles confessionnelles a été initié dans le but de, non seulement donner une éducation religieuse aux enfants, mais aussi de leur donner les mêmes chances de réussite que les élèves des écoles publiques. Cette volonté s'est traduite par l'élaboration d'un programme pédagogique conséquent tant au cycle primaire qu'au secondaire. En effet, dans ces établissements, l'emploi du temps n'a pas trop souffert de réelles modifications. Les jours de cours ont été maintenus. Seulement les horaires des cours religieux ont été insérés dans l'emploi du temps.

Au Groupe Scolaire Iqra de Yopougon, les cours religieux sont dispensés tous les jours de classe. Ils ont lieu à partir de 09h et durent 30mn pour la classe du CE1[740]. Les cours des premières mi journées du mardi et du jeudi sont consacrés exclusivement à l'enseignement religieux à l'EPV Abi Ayoub Al Ansari de Daloa[741]. L'emploi du temps de la classe du CP1B de l'EPV Bouaké Karamoko[742] a réservé six séances de cours – d'environ 30mn par séance – à l'enseignement religieux par semaine.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[739] Entretien réalisé avec Diaby Lassina le 26 mars 2008 à l'EPV Abi Ayoub Al Ansari au quartier Abattoir 2 (Daloa).
[740] Archives du Groupe Scolaire Iqra : Emploi du temps de la classe du CE1.
[741] Archives de l'EPV Abi Ayoub Al Ansari : Emploi du temps général des classes.
[742] Archives de l'EPV Bouaké Karamoko : Emploi du temps de la classe du CP1B.

La faiblesse de la marge horaire accordée à l'enseignement religieux est le reflet d'une autre inégalité observée au niveau de la ressource humaine de ces instituts. En effet, l'un des éléments qui caractérisent ces établissements est la faible importance de ces enseignants des cours religieux. Sur les quatorze enseignants du Groupe Scolaire Iqra, on en comptait seulement deux[743]. La situation était identique à la Mission Islamique Nadjate qui enregistrait deux enseignants des cours religieux sur neuf enseignants au total[744]. A l'EPV Bouaké Karamoko et l'EPV Abi Ayoub Al Ansari, le tiers des enseignants[745] faisait l'éducation religieuse :

- EPV Bouaké Karamoko : 4 enseignants de cours religieux sur 12 au total
- EPV Abi Ayoub Al Ansari : 3 enseignants des cours religieux sur 9 au total

Toutes ces inégalités sont fonctions des objectifs recherchés par les acteurs de ces écoles. Ces objectifs se limitent essentiellement à la connaissance de quelques notions sur la prière, la vie du Prophète, la langue arabe, etc. Dans cet enseignement, la mémorisation de sourates occupe une place importante. L'acquisition de ces notions se fait graduellement au fil des années d'études. Au préscolaire[746] ou au CP1, l'élève apprend les rituels de la prière et entame les exercices de mémorisation de sourates. La mémorisation démarre par la sourate d'ouverture – Fatiha – jusqu'à la norme fixée par l'administration. Tout le long des six années d'études, l'élève doit mémoriser 22 sourates au Groupe Scolaire

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[743] Archives du Groupes Scolaires : Tableau récapitulatif du personnel enseignant.
[744] Archives de la Mission Islamique Nadjate : Tableau récapitulatif du personnel enseignant.
[745] Archives de l'EPV Bouaké Karamoko et de l'EPV Abi Ayoub Al Ansari : Tableaux récapitulatifs du personnel enseignant.
[746] Seul le Groupe Scolaire Iqra dispose du niveau « Préscolaire ». L'EPV Al Ansar en avait mais le projet n'a pu se poursuivre.

Iqra[747]. Ce nombre de sourates à mémoriser passe à 37 à l'EPV Bouaké Karamoko[748] :

- CP1 : L'ouverture puis Les hommes (114) – Le secours (110)
- CP2 : Le secours (110) – La nuit (92)
- CE1 : La nuit (92) – L'aube (89)
- CE2 : L'aube (89) – Les constellations (85)
- CM1 : Les constellations (85) – L'obscurcissement (81)
- CM2 : L'obscurcissement (81) – La nouvelle (78)

L'enseignement ici, comme dans le précédent type d'établissement, se fait soit en langue vernaculaire, soit en langue officielle. Dans certains établissements notamment à Al Ansar de Port Bouët, les élèves du CP sont dispensés de la prise de notes[749] pour leur éviter toutes confusions avec l'écriture des lettres de l'alphabet français. De ces séances de formation, les élèves sont évalués. Cependant, l'admissibilité en classe supérieure n'en est pas dépendante. Ce qui fait parfois des cours islamiques des matières facultatives même pour les élèves musulmans.

La présente situation est différente de celle des établissements secondaires. L'enseignement religieux y dispensé a un coefficient et influence l'admissibilité des élèves en classe supérieure. Le contenu de la formation dans ces établissements est reparti entre l'arabe et la théologie. La première matière est consacrée à l'apprentissage de la langue arabe à travers l'initiation à l'alphabet arabe, la lecture, le dialogue, etc. Et la seconde s'intéresse du volet religieux : mémorisation de sourates, jurisprudence, biographie du Prophète, unicité de Dieu, etc. Chaque matière occupe une marge horaire d'une heure par semaine.

[747] Entretien réalisé avec Bakayoko Mamadou le 13 novembre 2007 au Groupe Scolaire Iqra à Yopougon – Niangon (Abidjan).
[748] Entretien réalisé avec Kéita Masseni le 24 mars 2008 à l'EPV Bouaké Karamoko au quartier Huberson (Daloa).
[749] BINATE Issouf, « L'éducation islamique au défi de l'évolution », in *Débat Courrier d'Afrique de l'Ouest*, n°46-47 juillet-août 2007, p56.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Soit 2h par semaine pour l'enseignement religieux. Ces programmes sont en vigueur au Collège Confessionnel Islamique Cissé Kamourou de Gagnoa et le Collège Moderne Nadjate de Yopougon[750].

Tous ces deux établissements sont certes des prolongements de projets d'écoles islamiques du cycle primaire, mais ils n'adoptent pas la même méthode de travail. Le Collège Confessionnel Islamique Cissé Kamourou, qui reçoit parmi les élèves affectés de l'Etat des anciens élèves de l'EPV Cissé Kamourou, a établi son emploi du temps en en tenant compte. En effet, les élèves auditeurs de la formation islamique ont été repartis en deux groupes. On a le groupe des Avancés et celui des Débutants. Les premiers sont les anciens élèves de l'EPV Cissé Kamourou et des medersas de la ville[751], et les seconds, ceux qui n'ont pas été formé dans une école islamique.

Les Avancés ont déjà reçu quelques outils de la formation islamique. Pour la plupart d'entre eux, ils savent lire et écrire en arabe, et peuvent même communiquer dans cette langue. Ainsi, la formation dispensée consiste essentiellement à renforcer les acquis des élèves. Pour ce faire, ils reprennent les cours de la jurisprudence islamique, des hadiths, de biographie du Prophète, etc. Pour améliorer leur niveau de langue, ils font des exercices de rédaction et de dialogue[752]. Dans ce groupe, les cours se font généralement en arabe. Ce qui n'est pas le cas avec les Débutants.

Les séances de cours avec ces derniers se font essentiellement en langue vernaculaire ou française. Le programme d'études élaboré pour ce groupe est

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[750] Dans le cadre de cette étude, nous n'avons mené nos investigations que dans ces deux établissements confessionnels islamiques secondaires. Au total, on comptait trois établissements confessionnels de ce type en 2005 en Côte d'Ivoire. Le Collège Confessionnel Islamique de la commune de Marcory – Abidjan est le troisième établissement sécondaire.

[751] Selon Coulibaly Mamadou, Directeur des études du Collège Confessionnel Islamique Cissé Kamourou, un test d'entrée au collège est organisé au profit des diplômés du CEPE islamique des medersas de Gagnoa.

[752] Entretien réalisé avec Sylla Karidjatou le 07 mai 2007 au Collège Confessionnel Islamique Cissé Kamourou au quartier Dar Es Salam (Gagnoa).

celui du primaire[753]. Dès la classe de 6ème, les élèves débutent la formation avec l'alphabet, la mémorisation de sourates, la biographie du Prophète, etc. Le contenu des cours est évolutif au fil des années mais le temps consacré à ces enseignements ne permet pas au Débutants d'atteindre le niveau des Avancés.

En définitive, l'organisation des écoles confessionnelles islamiques a été en fonction du type d'établissements. Mais cette différence de méthode de travail n'a pas constitué, eu égard aux résultats obtenus aux examens du CEPE, un obstacle véritable dans la réalisation des objectifs assignés.

Tableau 10: Taux de réussite au CEPE dans quelques établissements confessionnel islamiques

Examens / Sessions / Etablissements	Taux de réussite aux examens (%)									
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Abi Ayoub Al Ansari	Pas de candidats									
Al Ansar	Pas de candidats			72,22	53,84	77,27	75	69,69	68,42	68,75
Bouaké Karamoko	Pas de candidats		17,64	26,31	33,33	56,25	64,28	48,57	74,46	74,46
Cissé Kamourou	67 ,08	78	55,60	Pas disponible (Pd)				100	Pd	100
El Beniteim	Pas de candidats							75	90	80,95
El Falah	Pas de candidats							36,84	85,71	85,71
Mission Isl. Nadjaté	Pas de candidats				Pas disponible		43,18	68	93,33	100
Souboula Salam	Pas de candidats									

Sources : Archives des établissements confessionnels islamiques sus mentionnés

L'EPV Cissé Kamourou de Gagnoa[754] a obtenu 67,8% d'admis au CEPE lors de la présentation de ses premiers candidats à la session de 1996. A sa 8ème et 10ème présentation de candidats précisément aux sessions de 2003 et 2005, elle a enregistré des taux de réussite de 100% à chacune des deux sessions. L'EPV

[753] Le programme d'études des Débutants est similaire à celui du Collège Moderne Nadjate. Ce collège a ouvert ses portes à la rentrée scolaire 2003-2004.
[754] Archives de l'EPV Cissé Kamourou de Gagnoa : Résultats aux examens du CEPE de 1996 à 2005.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Bouaké Karamoko[755] a débuté timidement avec des taux de réussite de 17,64% et 26,31% respectivement aux sessions de 1998 et 1999 avant d'atteindre 74,46% aux sessions de 2004 et 2005.

Certes, ces résultats sont relativement intéressants dans l'ensemble, mais ils ne doivent pas faire passer sous silence le problème organisationnel que présente la multiplicité des programmes de travail pour ce même ordre d'enseignement confessionnel. Ces difficultés organisationnelles sont liées à plusieurs facteurs.

3- Les difficultés des établissements confessionnels islamiques : Un problème d'organisation et de rigueur

L'analyse de l'évolution et du fonctionnement des écoles confessionnelles islamiques révèle quelques difficultés sur le plan organisationnel. L'une d'entre ces difficultés, notamment le manque de coordination des activités, est imputable pour une large part aux signataires de la Convention.

Le CNI, en effet, entendu comme une structure fédérative, avait pour mission de coordonner les actions communautaires sur le terrain. Mais dans la pratique, il n'a pas pu être une structure centralisatrice des activités éducatives islamiques, comme en témoigne la diversité des programmes de formation. Son organe en charge de l'éducation – le Département Education et Formation (DEF) – s'est limité à la gestion de quelques questions relatives à l'attribution de bourses d'études aux élèves en laissant de côté son rôle de structure conceptrice du programme de l'instruction religieuse[756]. Son implication dans ce type d'activités n'est intervenue qu'avec l'ouverture du Groupe Scolaire Iqra le 25 octobre 2003. Cet établissement ne disposant pas de cycle secondaire, le DEF n'a pas encore conçu de programme de formation y afférent. Or, deux d'entre

[755] Archives de l'EPV Bouaké Karamoko de Daloa : Résultats aux examens du CEPE de 1998 à 2005.
[756] Selon l'Article 1 des dispositions de la Convention signée entre l'Etat et l'enseignement islamique privé confessionnel : *« Le programme de l'instruction religieuse est obligatoirement celui proposé par le Conseil National Islamique. »*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

les établissements islamiques conventionnels du pays ont déjà ouvert ce cycle et travaillent selon leur propre programme d'études.

Et pourtant, la LIPCI, une des structures fédérées du CNI, s'était déjà essayée à cette tâche au départ du projet des écoles islamiques nouvelles. Elle avait contribué à l'élaboration du programme d'enseignement de l'EPV Al Ansar à Port Bouët. Mais cette initiative a été circonstancielle en raison du rôle joué par cette structure dans la recherche de financement pour la création de cet établissement. D'ailleurs, son absence, dans la mise en place des programmes d'enseignements des autres écoles islamiques ayant vu le jour après, aide mieux à la compréhension de la participation de cette structure.

Cette autogestion des écoles islamiques conventionnel qui ressemble bien à de l'anarchie pourrait aussi tirer sa source de la lecture des règles régissant la création et l'ouverture des écoles confessionnelles conventionnelles islamiques. En effet, les dossiers à constituer pour avoir l'autorisation de création et d'ouverture des écoles de cet ordre d'enseignement devaient être accompagnés d'une lettre appui d'une structure islamique. Cet élément additif[757], non seulement, n'est inscrit nulle part sur la liste des dossiers à fournir, mais il ne donne pas de précision sur la structure islamique habilitée à délivrer cette lettre d'appui.

Ces imprécisions ont amené certains adhérents à ce projet éducatif à contourner l'autorité de la structure signataire (le CNI) au profit d'autres. Parmi les établissements confessionnels conventionnels islamiques ayant vu le jour depuis 1993, excepté le Groupe Scolaire Iqra, aucun n'a obtenu son autorisation de création et d'ouverture par le truchement du CNI[758]. Certains doivent même leur existence aux relations personnelles qu'entretiennent leurs responsables avec des

[757] L'élément additif portant sur la lettre d'appui d'une structure islamique n'est mentionné que verbalement. Entretien réalisé avec Agnimel Akpa Jacques 02 novembre 2006 au siège du SAPEP au Plateau (Abidjan).
[758] Entretien réalisé avec Bamba Mamadou le 11 juillet 2007 au siège du CNI au II Plateau – Aghien (Cocody – Abidjan).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

personnalités en charge de ces questions au ministère de tutelle[759]. Une analyse de l'état de l'école Irsad Islamiyyou Djamiyyou de Tiassalé[760] peut aussi rendre compte du manque de rigueur observé dans l'attribution des autorisations de création et d'ouverture de ce type d'école.

Par ailleurs, la Convention, elle-même, comporte des insuffisances qui peuvent être citées au nombre des maux qui minent les écoles islamiques conventionnelles. En effet, aucune disposition de cet accord ne porte sur un mécanisme de suivi du travail à effectuer dans ces établissements islamiques. L'Etat, premier bénéficiaire de ce projet éducatif, ne compte aucun agent impliqué directement dans la gestion de ces écoles. Les IEP, jusqu'alors coordonnatrices des activités des établissements publics, privés et confessionnels chrétien, ont en charge la gestion de ces nouvelles écoles. Mais sans indications particulières sur cet ordre d'enseignement, ces structures étatiques ne se limitent qu'aux rapports administratifs – emploi du temps, programme d'études, etc. – que les responsables de ces écoles leur soumettent. Or, ce type de mécanisme, avec l'implication directe d'un agent de l'Etat, existait à l'époque de « l'âge d'or » des écoles confessionnelles catholiques et protestantes.

Dans l'ensemble, ces actions individuelles et collectives de création d'écoles ont l'avantage de donner aux établissements islamiques une certaine autonomie, une indépendance de la culture de l'Etat[761] ou d'une structure islamiques

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[759] Entretien réalisé avec Karamoko Mamadou le 24 mars 2008 à l'EPV Bouaké Karamoko au quartier Huberson (Daloa)

[760] La construction de l'établissement Irsad Djamiyou Islamiyou ne répond pas aux normes imposées par le Ministère d'Education Nationale. Elle est faite en bois. L'école ne dispose que de quatre salles de cours. On n'y trouve pas de bureau pour le directeur des études.

[761] Les établissements confessionnels chrétiens ont pendant des années bénéficié de cette culture de l'Etat qui a fini par jouer contre eux. En effet, durant la période dite « l'âge d'or » des écoles confessionnelles catholiques et protestantes, elles ont connu une organisation et un fonctionnement remarquable. Mais avec la suppression des subventions accordées par l'Etat consécutive à la révision des termes de la Convention en 1992, ces écoles ont enregistré d'importantes difficultés financières conduisant à la fermeture de plusieurs d'entre elles. Ainsi, sur les 318 écoles catholiques fonctionnelles de la période 1989-1990, il en restait 277 pendant l'année scolaire 1998-1999. Cf. LANOUE (Eric), *Op. Cit*, p61.

quelconques, même si dans l'ensemble, elles sont encore loin d'être à mesure de donner un impact réel au niveau de la mobilisation communautaire autour de ce projet.

*****

La décennie 1990 a débuté avec de réels espoirs pour les établissements d'enseignement islamique. Elle a vu la signature de la Convention entre l'Etat et le Conseil National Islamique. De cet accord, plusieurs établissements islamiques ont le jour sur le territoire national.

Entreprises individuelles ou collectives, ces écoles islamiques nouvelles ont fonctionné selon des programmes différents sans une synergie d'actions entre elles. Mais cette indépendance des écoles, même si elle témoigne d'une anarchie sur le plan organisationnel, n'a pas eu d'influence véritable sur les rendements scolaires des élèves.

L'analyse de l'expérience de ces écoles semble indiquer que la conciliation du programme d'études officielles et celui de l'enseignement religieux est possible. Mais cet avis n'est pas partagé par tous les acteurs du système éducatif islamique.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Chapitre 8

LE RENOUVEAU DES MEDERSAS EN COTE D'IVOIRE : LA REORIENTATION DE LA POLITIQUE EDUCATIVE ISLAMIQUE NON FORMELLE

Le cadre de fonctionnement mis en place par la signature de la convention entre l'Etat et le Conseil National Islamique notamment les dispositions relatives au respect des normes de construction des salles de cours, au programme de formation mixte, etc., n'a pas rencontré la caution de tous les acteurs du système éducatif islamique ivoirien. Ce refus d'adhérer à ce projet d'école islamique nouvelle a fait retourner les medersas à leur point de départ c'est-à-dire la léthargie dans laquelle elles évoluaient depuis des décennies.

Mais cette fois-ci, elles ne comptaient pas y rester pour longtemps. Ainsi pour tenter de sortir de cette situation, les acteurs de ce système éducatif, avec l'appui d'autres membres de la communauté musulmane, allaient profiter du contexte créé avec l'avènement du multipartisme pour mettre sur pied des structures associatives. Les responsables d'établissements islamiques n'étant pas à leur première initiative du genre, l'on est amené à se demander les réels objectifs assignés à ces structures, comment elles deviennent des relais pour les fondateurs et animateurs des medersas dans la conduite de leurs projets.

Ce sont là quelques unes des interrogations que va tenter de répondre ce présent chapitre.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I- L'ESSOR DES ASSOCIATIONS DES ECOLES ISLAMIQUES DE TYPE MEDERSA

La décennie 1990 n'a pas été seulement la période de la naissance de partis politiques. Elle a été aussi l'ère de l'émergence des structures associatives islamiques au nombre desquelles figuraient les organisations du système éducatif islamique. Fruits d'efforts conjugués, ces mouvements associatifs firent leur apparition sous différentes dénominations tant à Abidjan que dans les autres

centres urbains du pays. De ces actions menées, on pouvait compter des structures nées de la volonté des acteurs premiers de l'enseignement islamique eux-mêmes et des structures d'appui des partenaires de ce programme de formation.

1- Les associations des acteurs du système éducatif islamique

Le besoin de sortir du cadre informel est une préoccupation partagée par tous les responsables du programme d'enseignement islamique. Cette réalité a fait naître dans nombre de localités des mouvements associatifs de formes multiples.

a- Les structures associatives islamiques nationales

Parmi les associations islamiques nées à l'ère du multipartisme, celles à caractère nationale sont les plus importantes du pays. On peut compter parmi elles l'OEECI, l'UEMCI et l'UENCOCI.

- *L'Organisation des Etablissements d'Enseignement Confessionnel Islamique (OEECI)*

La naissance de l'OEECI est une initiative des anciens membres de l'ASSOENCOCI. Dirigée par Touré Moussa, l'ASSOENCOCI était la structure islamique spécialisée du programme éducation, au début de la décennie 1990. De sa création à cette date, la direction de l'association avait changé de mains. Toutefois, ce renouvellement de l'équipe n'avait pas insufflé une dynamique nouvelle à ses activités.

Eu égard à ce manque de dynamisme, la jeunesse de l'ASSOENCOCI a souhaité une révision des textes régissant la structure. A cet effet, un congrès était prévu au mois d'août 1997 au Centre Culturel Islamique Libanais de Marcory pour aborder toutes ces questions. Mais il a été ajourné[762]. Trois mois après ce rendez-vous manqué, les organisateurs lancèrent leur projet de création d'une

[762] Touré Moussa et ses fidèles collaborateurs de l'ASSOENCOCI n'ont pas adhéré au projet de changement lancé par les jeunes enseignants.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

nouvelle association islamique indépendante de la précédente. A cet effet, un comité ad' hoc dirigé par Konaté Aboubakar Sidick a été mis sur pied pour conduire les démarches administratives et la recherche de financement pour l'organisation du congrès de la nouvelle association. Ces missions de terrain ont rencontré le soutien des autorités du pays. Et, le 06 décembre 1997, il s'est tenu à la Bourse du travail à Treichville le congrès constitutif de l'Organisation des Etablissements d'Enseignement Confessionnel Islamique (OEECI)[763].

L'intérêt des questions à aborder au cours de ces assises avait suscité la participation des représentants de 166 medersas venus de 50 localités du pays[764]. Seuls quelques représentants de medersas des communes d'Abobo, Adjamé, Attécoubé, Koumassi, Marcory, Treichville et Yopougon y participèrent. Le reste des participants, la majorité d'ailleurs, venait des villes de l'intérieur du pays.

Ce congrès, soutenu par le COSIM et CNI, avait pour objet majeur de doter la communauté musulmane d'une structure dynamique et soucieuse de donner une meilleure éducation et une solide formation aux enfants. Pour la réalisation de cet idéal, l'OEECI, à sa naissance, s'était assignée les buts suivants[765] :

- Organiser l'enseignement confessionnel islamique en Côte d'Ivoire ;
- Entreprendre l'étude et la réalisation de tout projet relatif à l'enseignement confessionnel islamique ;
- Etablir des programmes d'enseignements communs à tous les établissements confessionnels islamiques ;
- Etablir un diplôme commun à l'ensemble de ses établissements ;
- Veiller à la qualité de l'enseignement dispensé par les enseignants ;

[763] Archives de l'Organisation des Etablissements d'Enseignement Confessionnel Islamique : Document du Congrès Constitutif de l'OEECI, Abidjan, 06 décembre 1997.
[764] Idem.
[765] Archives de l'Organisation des Etablissements d'Enseignement Confessionnel Islamique : Statuts et règlement intérieur (Cf. Annexe 6).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- Assurer la formation des enseignants par des conférences, des stages, des séminaires, des colloques ; (…)

Le contexte de la création de l'OEECI, ajouté à l'importance des missions à conduire, ont nécessité pour la direction de la structure une personne compétente et mieux imprégnée des réalités de l'enseignement islamique. La voie des urnes étant choisie comme le mode opératoire pour l'accession à la tête de l'OEECI, les participants ont été conviés au vote du président. L'issue du scrutin fut favorable à l'ancien président du comité ad' hoc, Konaté Aboubakar Sidick[766].

Originaire de M'Bengué, Konaté Aboubakar Sidick est le fils de l'imam Konaté Anzoumana de la mosquée Dioula de Treichville. En effet, c'est au début des années 1990 que Konaté Aboubakar S., de retour de ses séjours d'études passés en Arabie Saoudite puis en Algérie[767], a commencé à fréquenter le milieu de l'enseignement islamique en tant qu'enseignant et directeur adjoint dans l'établissement de son père, l'*Ecole Confessionnel Islamique Bakounadi* au quartier Progrès de Koumassi. C'est aussi sous cette double casquette qu'il a fait son entrée dans la vie associative du système éducatif islamique. D'abord à Koumassi, il intégra la section communale de l'ASSOENCOCI. Dans cette section, il s'était vu confier le poste de secrétaire général[768]. Mais très vite son dévouement à la tâche l'avait distingué des autres membres de l'équipe.

Depuis sa section, Konaté Aboubakar S. avait souhaité une restructuration de l'ASSOENCOCI eu égard à l'inertie de ses activités. Pour lui,

> *« (…) Cette association était mal gérée par un groupe de personnes qui prenait des décisions sans consulter la base. Elle n'a pas pu mettre en place un programme*

[766] Konaté Aboubakar Sidick a été le seul candidat à l'élection du président de l'OEECI.
[767] BAMBA (Arouna) entretien réalisé avec Konaté Aboubakar, « L'Etat ne reconnait pas nos écoles », in *Islam Info*, n°037 du mercredi 12 au mardi 18 juillet 2006, p5.
[768] Entretien réalisé avec Konaté Aboubakar Sidick le 18 avril 2007 dans son bureau à l'*Ecole Confessionnelle Islamique Bakounadi* au quartier Progrès – Koumassi (Abidjan).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

commun pour toutes les écoles. Nous avons donc senti le besoin de créer une nouvelle association (…) »[769]

Ce ne fut donc pas une surprise de voir Konaté Aboubakar S. porté à la tête de l'OEECI à l'unanimité des participants. Ce poste, selon les dispositions de l'article 19 des Statuts de l'association, lui revenait pour un mandat de trois ans renouvelable[770]. Mais ces dispositions ont été revues lors du premier congrès ordinaire tenu le 20 janvier 2002 :

« Le président est choisi à la majorité simple par voie de vote au bulletin secret pour un mandat de cinq ans renouvelable. »[771]

Ce premier congrès ordinaire a revu la durée du mandat[772] du président mais les critères d'éligibilité sont restés inchangés. En effet, les candidats au poste de président de l'OEECI devaient remplir les conditions suivantes :

1- Etre fondateur, directeur ou enseignant dans un établissement d'enseignement islamique membre de l'OEECI ;
2- Etre proposé par une section locale ;
3- Avoir une bonne moralité ;
4- Avoir une connaissance suffisante en islam ;
5- Savoir s'exprimer en arabe et en français ;
6- Etre âgé de trente ans au moins et soixante ans au plus ;
7- Etre marié.

Konaté Aboubakar S., candidat à sa propre succession, remplissait ces conditions. Il fut alors reconduit à la tête de l'association pour cinq ans. Ce mandat mis au compte de la réalisation des objectifs sus mentionnés passera par

[769] OUATTARA (Bourahima) entretien avec Konaté Aboubakar, « Que le Ministre de l'Education nationale s'intéresse à nos écoles », in *Le jour*, n°1182 du lundi 11 janvier 1999, p6.
[770] Archives de l'Organisation des Etablissements d'Enseignement Confessionnel Islamique : Statuts et règlement intérieur.
[771] Idem
[772] La durée du mandat du président de l'OEECI a été revue parce que les participants au Congrès ont estimé qu'elle n'était pas assez importante pour mener à terme le programme de travail du bureau. Pour ce faire, ils y ont ajouté deux années.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

l'extension du champ d'activité de l'OEECI. En effet, en dehors de la commune de Koumassi où siégeait l'association, l'OEECI envisageait l'installation de sections dans les autres communes d'Abidjan et les villes de l'intérieur du pays. La création de ces sections s'est faite au fil des années. Le processus d'adhésion à l'OEECI se résumait en une demande de fondateurs ou d'enseignants de medersas d'une localité du territoire national suivi de quelques visites techniques :

> *« Si vous avez un établissement, nous passons à la vérification du niveau des enseignants et le niveau des élèves. Après ces observations, le bureau se réunit et décide si vous pouvez ou non être membres. »*[773]

De l'adhésion des écoles s'en suivait la mise en place des sections. La composition des équipes des sections obéissait au même principe que celui du bureau exécutif national. Mais à la différence de celui-ci, le personnel des équipes de section était réduit à neuf membres y compris le président[774]. Les sections locales ont pour missions essentielles d'assurer la liaison entre le bureau exécutif national et les localités de l'intérieur du pays. Aussi, prennent-elles une part active au renflouement des caisses du bureau exécutif national.

A sa création en 1997, l'association de Konaté Aboubakar S. ne pouvait compter que sur la contribution financière des membres de la seule section de Koumassi. Après trois années de fonctionnement, elle enregistra la création de quelques sections notamment Adjamé et Attécoubé, deux communes de la ville d'Abidjan[775]. Le cercle des adhérents s'est agrandi et est allé au-delà des communes de la capitale économique seulement qu'en 2001 avec l'installation

[773] BAMBA (Arouna) entretien réalisé avec Konaté Aboubakar S., « L'Etat ne reconnait pas nos écoles », in *Islam Info*, n°037 du mercredi 12 au mardi 18 juillet 2006, p5.
[774] Le bureau exécutif national de l'OEECI était composé de 21 membres y compris le président. Ce dernier était le seul de cette équipe à être élu. Il avait la responsabilité de choisir les membres de son bureau.
[775] Archives de l'Organisation des Etablissements d'Enseignement Confessionnel Islamique : Conférence de presse, 2007.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

de la section de Bonoua[776]. Cette dynamique de conquête des villes de l'intérieur du pays allait rencontrer d'autres initiatives similaires.

- *L'Union des Ecoles Madrassah de Côte d'Ivoire (UEMCI)*

Bouaké, centre actif et pionnière des localités ayant abrité les medersas en Côte d'Ivoire, a accusé un retard par rapport à Abidjan dans la mise en place de structures associatives spécialisées dans le domaine des études islamiques. Cependant, la ville n'est pas restée en marge des missions conduites ailleurs pour l'amélioration de ce système éducatif. Les mouvements religieux tels l'UCM version Noumouké Daffé, la LIPCI, le CNI, etc. dont les sièges se trouvaient à Abidjan y avaient leurs représentations. Mais avec la montée des activités islamiques à la fin du XX^{ème} siècle, la ville allait se doter de ses propres instruments pour la promotion des écoles islamiques.

L'UEMCI, initiative des jeunes enseignants arabisants, a fait son entrée sur la scène associative islamique de Bouaké à partir de l'année 2000. Mais suite au déclenchement du conflit intervenu dans le pays, elle avait interrompu ses activités pour ne reprendre qu'en avril 2004. Cette reprise des activités a été en partie consécutive à ce constat :

> *«(…) Les autorités commencent à s'intéresser de plus en plus aux medersas. (…) Pour que les autorités puissent nous aider, il faudrait que nous soyons bien organisés, que nous disposons de programmes et de locaux répondant aux exigences du Ministère de l'Education Nationale. »*[777]

Cette volonté de sortir les écoles islamiques du cadre informel dans lequel elles évoluaient à suscité la mise sur pied d'une structure de promotion de l'éducation islamique. Au départ du projet, il s'agissait juste de la création d'un cadre de collaboration entre les medersas de la ville dans le but de mieux se connaître et

[776] Archives de l'Organisation des Etablissements d'Enseignement Confessionnel Islamique : Conférence de presse, 2007.
[777] Entretien réalisé avec Koné Hamed le 05 juillet 2008 au siège de la Jeune Chambre Economique au quartier Commerce (Bouaké).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

aussi partager les expériences des uns et des autres en matière d'organisation. En effet, les medersas de Bouaké, jusque là, fonctionnaient chacune en vase clos. Chacune d'elles disposait de son programme d'étude, de son emploi du temps, de ses partenaires, etc. parfois sans aucun lien avec les autres établissements de la même confession. Le contenu des cours de théologie étant universel, les établissements se partageaient parfois les enseignants. Excepté ce lien, les fondateurs et enseignants de medersas ne se retrouvaient qu'au cours de cérémonies religieuses.

Or la volonté de s'attirer le soutien des autorités du pays passait par la conformité à un minimum de principes organisationnels. Cette donne allait conduire les responsables du projet associatif à doter l'UEMCI de mécanismes importants dans la recherche de ses objectifs. En effet, la nouvelle association entendait[778] :

- Unir toutes les medersas autour d'un programme de formation ;
- Organiser des examens uniques pour toutes les medersas membres de l'union ;
- Assurer la formation des enseignants ;
- Solliciter des bourses d'études pour les élèves (…)

Pour la réalisation de ces objectifs, il a été créé plusieurs postes de responsabilité au nombre desquels on peut compter la Commission Programme. Elle a été confiée à Boité Ismaël[779], Directeur de la medersa *Dar el Arkam* au quartier Belleville. C'était une commission composée de neuf membres et elle avait pour rôle de superviser les activités des écoles membres de l'union. Cette commission travaillait en étroite collaboration avec la Commission formation des formateurs

[778] L'UEMCI n'était pas encore une structure formelle. Les objectifs énumérés ne sont que ceux annoncés lors de son assemblée ordinaire tenue le 05 juillet au siège de la Jeune Chambre Economique au quartier Commerce (Bouaké).
[779] Entretien réalisé avec Boité Ismaël le 05 juillet 2008 au siège de la Jeune Chambre Economique au quartier Commerce (Bouaké).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

dirigée par Koné Hamed[780]. Ce dernier ne figurait pas sur la liste des fondateurs d'écoles. Il assurait la fonction d'enseignant à la medersa *Dar el Hadith* depuis 1980. A cette commission, on peut ajouter celle des examens et concours. Elle était conduite par l'un des doyens du groupe, Sidibé Abdoulaye. La mission de cette équipe partait de la composition de sujets d'examens à la proclamation des résultats. Mais pour le responsable de ce programme, la mission de sa commission ne se résumait pas qu'à cela :

> *« La commission a pour but d'encourager les enseignants à être plus dynamiques dans leur travail. Parce que les résultats aux examens témoignent la qualité du travail abattu. »*[781]

L'ensemble de ce personnel travaillait sous l'autorité de Koné Mamadou. Enseignant à la medersa *Ittyhadiya* au quartier Air France 1, Koné Mamadou[782] était également Secrétaire général de la section LIPCI de Bouaké dirigée par Sylla Mohamed Youssouf. Il était président de l'union au départ du projet et fut reconduit à ce poste à la reprise des activités des medersas en 2004.

Association nationale, l'UEMCI a enregistré l'adhésion de plusieurs établissements islamiques de Bouaké. Elle comptait aller au-delà du pays Baoulé. Mais le travail de mobilisation pour la cause de l'union n'avait pas encore rencontré le soutien de tous les acteurs locaux de ce système éducatif. En effet, nombre d'écoles islamiques, et non des moindres, n'avait pas adhéré au projet de l'UEMCI. On enregistrait parmi ces établissements, *Dar el Hadith* et *Sakafat toul islamiya*, deux des trois medersas les plus importantes de la ville. Depuis la reprise des activités de l'équipe de Koné Mamadou, des pourparlers

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[780] Entretien réalisé avec Koné Hamed le 05 juillet 2008 au siège de la Jeune Chambre Economique au quartier Commerce (Bouaké).
[781] Communication de Sidibé Abdoulaye lors de l'assemblée ordinaire de l'UEMCI le 05 juillet 2008 au siège de la Jeune Chambre Economique au quartier Commerce (Bouaké).
[782] Entretien réalisé avec Koné Mamadou le 05 juillet 2008 au siège de la Jeune Chambre Economique au quartier Commerce (Bouaké).

engagés avec les responsables de ces écoles se poursuivaient. Ils n'avaient pas encore donné les résultats escomptés.

Cependant, avec les campagnes de proximité, le cercle des adhérents a commencé à s'agrandir. Il n'a pas encore atteint les localités environnantes de Bouaké, mais sur les 49 medersas répertoriées par la coordination du CNI[783] au cours de l'année scolaire 2004-2005, près de la moitié[784] était membre de l'UEMCI.

Par ailleurs, une des particularités de l'association conduite par Koné Mamadou a été la place accordée à tous les membres de la communauté musulmane engagée dans la promotion de l'éducation islamique. On pouvait compter parmi eux les femmes. Ces dernières, enseignantes de profession, ne s'étaient pas encore constituées en association. Elles avaient été devancées dans cette initiative par leurs sœurs coreligionnaires de la ville d'Abidjan.

- *L'Union des Enseignantes Coraniques de Côte d'Ivoire (UENCOCI)*

Longtemps restées à l'ombre des hommes, les femmes du secteur éducatif islamique sont sorties de leur réserve à la fin du XX^{ème} siècle pour se faire une place sur la scène associative. En effet, après leur participation en tant que personnel du système éducatif islamique, les femmes ont jugé nécessaire de donner une nouvelle dimension à leur contribution par la création d'une structure. Ce mouvement qui se voulait national, n'entendait pas être en priorité une association défenseur des questions déjà soulevées par les précédentes structures. Il a préféré orienter l'objet de sa création vers le bien être des personnes initiatrices de ce projet, les femmes enseignantes. Une des membres, à la naissance de l'association, expliquait :

[783] Archives du Réseau des Ecoles Madrassas de Côte d'Ivoire : Etat du personnel enseignant et des élèves des madrassas de Bouaké – ville.
[784] Communication de Koné Mamadou lors de l'assemblée ordinaire de l'UEMCI le 05 juillet 2008 au siège de la Jeune Chambre Economique au quartier Commerce (Bouaké).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

« En tant qu'enseignante, je suis très contente pour cette initiative. Il y a trop d'association qui ne pensent pas à nous les femmes. Je prie Dieu pour la réussite totale de cette association. »[785]

L'UENCOCI, sous la forme informelle, serait née autour de 1986 à Marcory précisément au quartier Sans fil[786]. A l'origine, elle était une association d'un groupe d'enseignantes dont les activités tournaient essentiellement autour des medersas *El Ridwane* à Treichville et *Sabil falah* à Marcory. L'association alors aux mains de Sylla Abiba, épouse de Diakité Ibrahima[787], limitait ses activités à la formation religieuse des jeunes filles et des femmes au foyer. Avec la naissance de la structure communautaire en charge du hadj – le Comité National pour l'Organisation du Pèlerinage à La Mecque en 1993 –, elles se sont aussi intéressées à cette activité. Elles assuraient l'encadrement des femmes candidates au hadj depuis Abidjan jusqu'en terre saoudienne. Leur première participation à cette activité remonte à l'année 1994[788]. Le mandat de Sylla Abiba a été consacré en partie à l'accomplissement de cette tâche périodique. Il en a été de même pour Diabaté Aliman, deuxième présidente de l'association[789].

Ce fut sous la présidence de Coulibaly Zélika que l'UENCOCI a eu la reconnaissance officielle de l'Etat ivoirien. En effet, l'association a tenu son Assemblée Générale Constitutive le 08 septembre 2002 à Marcory, quartier Alliodan – lot 1173[790]. Cette assemblée était présidée par Diakité Sakinatou. Le secrétariat de la séance était assuré par Sylla Abiba et la supervision par Diakité Ibrahima et Sangaré Seydou.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[785] Archives de l'Union des Enseignantes Coraniques de Côte d'Ivoire : Procès verbal de l'Assemblée Générale Constitutive de l'association le 08 septembre 2002, Intervention de Sylla Mariam. (Cf. Annexe 6).
[786] Entretien réalisé avec Sylla Abiba et Coulibaly Zélika le 12 février 2007 à la medersa *Sabil falah* au quartier Anoumabo (Marcory - Abidjan).
[787] Diakité Brahima est le fondateur de la medersa *El Ridwane* de Treichville.
[788] Entretien réalisé avec Sylla Abiba et Coulibaly Zélika le 12 février 2007 à la medersa *Sabil falah* au quartier Anoumabo (Marcory - Abidjan).
[789] Diabaté Aliman est décédée après son mandat de présidente. Aucune information ne nous a été donnée sur la date de son décès.
[790] Archives de l'Union des Enseignantes Coraniques de Côte d'Ivoire : Procès verbal de l'Assemblée Générale Constitutive de l'association le 08 septembre 2002.

Avaient pris part à cette rencontre 54 personnes dont 40 femmes[791] venues de quelques communes d'Abidjan – Adjamé, Abobo, Marcory, Koumassi et Port Bouët – et des villes de l'intérieur du pays notamment Aboisso, Grand Bassam, Divo, etc. A l'issue de ces travaux, Coulibaly Zélika[792] a été portée à la tête de l'association pour un mandat de quatre ans. Pour l'assister dans sa tâche, il a été nommé une Vice Présidente, Coulibaly Nabintou. Le poste de Secrétaire général est revenu à la secrétaire de séance et ancienne présidente, Sylla Abiba. Quant à la fonction de Commissaire aux comptes, le choix des participants s'est porté sur la personne de Kéita Zoubéidatou.

Cette apparition de la nouvelle UENCOCI s'est accompagnée d'une révision de ses objectifs. Elle entendait désormais[793] :

- Assurer la promotion spirituelle, culturelle et sociale de ses membres ;
- D'amener ses membres à cultiver l'amour, la tolérance, le respect, etc. entre eux ;
- Contribuer à l'alphabétisation de ses membres partout où le besoin sera ;
- Organiser, structurer et moderniser l'éducation islamique afin d'adopter les programmes officiels de l'éducation nationale.

Outre ces objectifs énumérés, l'UENCOCI n'a pas manqué, pour marquer son caractère de structure de défense des intérêts des femmes de ce secteur éducatif, de faire savoir l'une de ses préoccupations :

> *« Depuis que l'école coranique est créée en Côte d'Ivoire jusqu'à nos jours, les hommes bénéficient des bourses d'études et les femmes n'en bénéficient pas. L'Arabie Saoudite, l'Egypte, l'Irak, (…) attribuent des bourses d'études qui sont en faveur des garçons, pourtant les filles et les garçons sont égaux dans nos différents*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[791] Archives de l'Union des Enseignantes Coraniques de Côte d'Ivoire : Procès verbal de l'Assemblée Générale Constitutive de l'association le 08 septembre 2002.
[792] Pour plus de détails sur Coulibaly Zélika, voire Chapitre 5, section II.
[793] Les objectifs de l'UENCOCI sont importants. Nous nous sommes contentés d'énumérer quelques uns.

établissements en Côte d'Ivoire. Pourquoi nous les femmes nous ne pouvons pas avoir les mêmes droits, les mêmes devoirs et les mêmes avantages que les hommes ? »[794]

Cette préoccupation étant une réalité partagée par l'ensemble des enseignantes des medersas du pays, l'UENCOCI ne comptait pas se limiter à la seule ville d'Abidjan. Elle entendait aller à la rencontre des femmes de ce milieu éducatif établies à l'intérieur du pays. Pour ce faire, elle s'est dotée de commission en charge de l'adhésion des enseignantes. Cependant, de la tenue de son Assemblée Générale Constitutive à sa reconnaissance officielle en 2005, l'UENCOCI n'avait encore réussi l'installation de section au-delà d'Abidjan. En attendant de faire leur apparition dans les autres localités du pays, des associations similaires commencèrent à y voir le jour.

b- Les associations islamiques communales ou régionales

La dynamique de création de structures éducatives islamiques de ces dernières décennies, en dehors de Bouaké, a fini par atteindre certaines localités de l'intérieur du pays. Cette autre forme de mobilisation communautaire a été imitée dans les régions septentrionales notamment à Korhogo.

- *L'Union des Ecoles Islamiques du Nord (UENI)*

La région nord du pays, zone de forte présence des adeptes de l'islam, a marqué sa participation à l'organisation de l'enseignement coranique réformé avec la création de l'UENI. Elle est née à Korhogo sous les auspices d'un groupe de jeunes enseignants des medersas de la ville. Sa naissance a eu un fort soutien des élites locales malgré le poids non négligeable de l'enseignement traditionnel.

La composition du bureau de l'association témoignait de cette réalité. En effet, certains *karamoko* de la ville y comptaient leurs représentants formés à l'école

[794] Archives de l'Union des Enseignantes Coraniques de Côte d'Ivoire : Procès verbal de l'Assemblée Générale Constitutive de l'association le 08 septembre 2002, Allocution de la Présidente Coulibaly Zélika.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

coranique traditionnelle. Touré Tiomogoba Amadou[795], fils du *karamoko* Touré Souleymane Dougoubaka, était le premier Secrétaire à l'organisation. Le poste du chargé des relations intérieures était occupé par Cissé Bomba[796], fils du maître coranique du quartier Koko, Cissé Bengoro. Le Président de la structure, Konaté Bakary, n'avait pas ce profil.

Konaté Bakary[797] est né à Korhogo en 1950. Il assurait la triple fonction de fondateur, directeur et enseignant à la medersa – *Dar rahma* – annexée à sa concession familiale au quartier Dem. Cette école, il l'a ouverte à la rentrée scolaire 1983-1984, soit dix ans après son retour de la prestigieuse université de *Al Azhar* en Egypte. Arabisant, Konaté Bakary était bien imprégné des mécanismes de fonctionnement des centres éducatifs du monde arabe. L'UENI créée sous sa présidence comptait profiter de son expérience. Ainsi, elle s'était assignée comme buts[798] :

- Organiser, structurer et moderniser l'enseignement arabe ;
- Lutter contre toute influence nuisible à l'éducation des élèves ;
- Contribuer à l'épanouissement de l'islam et la formation des enseignants par des conférences, des stages, séminaires et projections de films ;
- Etablir des relations avec les écoles supérieures et organismes islamiques d'autres pays ayant les mêmes objectifs et cela dans la ligne politique de la Côte d'Ivoire (…)

Association régionale, l'UENI enregistrait au début du projet huit medersas de la ville de Korhogo. Elle comptait aller à la recherche de nouveaux adhérents dans les localités voisines. Mais à la fin de la décennie 1990, elle a fait face à une crise intérieure entrainant le départ de certains de ses membres constitués depuis lors en une autre association similaire.

[795] Archives de l'Union des Ecoles Islamiques du Nord : Statuts et règlement intérieur de l'union. (Cf. Annexe 6).
[796] Idem
[797] Entretien réalisé avec Konaté Bakary le 17 mai 2008 à son domicile familial au quartier Dèm (Korhogo).
[798] Archives de l'Union des Ecoles Islamiques du Nord : Statuts et règlement intérieur de l'union.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- *L'Union des Enseignants Franco Arabe de Korhogo (UEFAK)*

La sphère associative islamique de Korhogo a commencé à s'agrandir avec la naissance de l'UEFAK. En effet, cette association est née de la volonté des enseignants de la plus grande medersa de la ville, la Nouvelle Ecole Franco Arabe au quartier Delafosse. L'association sous la forme non officielle existait depuis 1996. Mais ce fut en 2001 qu'elle fut reconnue au niveau des autorités municipales[799].

L'UEFAK a entamé son programme d'activités sous la conduite de Diarra Lassina. Elle entendait créer un cadre de concertation entre le personnel de l'éducation islamique reformée de Korhogo. Et, de ce rapprochement découlerait la mise en œuvre d'un programme de formation commun, la recherche de solutions aux difficultés des membres, etc.[800] La réalisation de ces objectifs nécessitait l'apport de tous les membres. Des rencontres mensuelles dénommées *Thé débat*[801]étaient organisées à cet effet. Au cours de ces rencontres, les questions concernant les écoles étaient débattues et des actions étaient envisagées.

A Korhogo, la nouvelle association comptait onze établissements membres[802]. Elle souhaitait voir ce nombre d'adhérents croître avec le soutien des autres medersas de la ville.

Outre ces structures nationales et régionales, on notait l'existence d'associations regroupant le personnel d'une même medersa avec parfois des petites écoles affiliées. En général, c'était des associations de petite taille, parfois sans dénomination, mises sur pied pour assurer le renforcement des liens sociaux

[799] Entretien réalisé avec Diarra Lassina et Koné Djibril le 25 mai 2008 à la *Nouvelle Ecole Franco Arabe* au quartier Delafosse (Korhogo).
[800] Nous n'avons pas bénéficié d'un document attestant l'existence de l'association.
[801] Les *Thé débats* sont des rencontres occasionnelles pour débattre de sujets relatifs à la vie des écoles islamiques. Les échanges sont accompagnés de prises de thé.
[802] Entretien réalisé avec Diarra Lassina et Koné Djibril le 25 mai 2008 à la *Nouvelle Ecole Franco Arab*e au quartier Delafosse (Korhogo).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

entre le personnel de ces établissements. Ces organisations différaient des associations locales d'appui à l'enseignement islamique.

2- Les organisations locales d'appui à l'enseignement islamique

L'organisation de l'enseignement islamique en Côte d'Ivoire n'a pas été un souci partagé par les seuls responsables de ce secteur éducatif. Elle a mis à rudes contributions les membres de la communauté musulmane d'autres secteurs d'activités regroupés en association. Ces structures n'étaient pas toutes des associations spécialisées dans le programme éducatif islamique mais elles ont participé à son amélioration.

a- La Ligue Islamique des Prédicateurs de Côte d'Ivoire (LIPCI)

La question du mécanisme de fonctionnement des medersas en Côte d'Ivoire a aussi intéressé les professionnels de la prédication. Organisés en association dénommée Ligue Islamique des Prédicateurs de Côte d'Ivoire, ces prédicateurs étaient pour l'essentiel d'anciens diplômés des instituts de formation supérieure du monde arabe. En effet, l'idée de la création de cette structure est née au lendemain du séminaire annuel de l'AEEMCI tenu à Daloa en 1988 au cours duquel ces diplômés avaient joué les rôles d'encadreurs spirituels des élèves. La réussite de cette mission d'encadrement des jeunes scolarisés a suscité le désir d'étendre ce travail d'appel à l'islam à un public plus grand. Ainsi naquit la LIPCI en 1988[803]. Elle fut reconnue officiellement le 19 juillet 1991[804] à l'ère du multipartisme.

Déjà sous la forme d'association informelle, l'équipe de la LIPCI avait été constituée. Son siège était situé à la Riviera II en face de la petite mosquée des étudiants, la Mosquée An nour. A sa création, la présidence de la structure a été confiée à Binaté Ibourahima. Né à Séguéla le 07 juin 1957, le premier

[803] MIRAN (Marie), Op. Cit, pp385-386.
[804] SIDIBE (Ladji), « Ligue islamique des prédicateurs : un vent nouveau », in *Fraternité Matin* du vendredi 06 mars 1992, p4.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

responsable de la LIPCI était un ancien élève des medersas *Sabil falah* de Gagnoa et *Sakafat toul islamiya* de Bouaké. A partir de 1974, il quitta la Côte d'Ivoire pour aller poursuivre ses études dans les établissements du monde arabe. Il débuta ce séjour d'étude d'abord en Arabie Saoudite puis il se rendit en Egypte où il obtint en septembre 1987 son diplôme de *Bachelor of Art* en Histoire à la Faculté des lettres de l'Université du Caire[805].

Comme Binaté Ibourahima, beaucoup d'arabisants de retour de formation se mirent au service de la LIPCI. Mais la dimension plurielle de l'islam ivoirien avait fait de la LIPCI le creuset des prédicateurs de toutes les tendances nées dans la religion de Muhammad et non une structure exclusive des diplômés des universités islamiques. Ainsi, les 500 prédicateurs que comptait la LIPCI en 1991[806], on y trouvait des maîtres des écoles coraniques traditionnelles et des wahhabites de l'enseignement islamique réformé.

La mission essentielle de la LIPCI était de véhiculer le message de l'islam, de servir d'instrument d'unification des prédicateurs et d'assurer l'encadrement des nombreuses associations répandues dans tout le pays[807]. Dans cette dynamique, elle s'est faite remarquée dans plusieurs projets dont l'un des plus illustres a été la *Caravane de da'wa*. Cette mission consistait à :

> *« (…) aller littéralement occuper une région pendant une semaine ou dix jours en apportant le message de l'islam partout dans cette région, même dans les villages les plus reculés. (…) »*[808]

Ce grand mouvement d'appel à l'islam voyait la participation de plusieurs prédicateurs du pays. Jusqu'en 1992, quatre localités du pays notamment Bouaké, Lakota, Abidjan et Boundiali avait reçu la visite de ces *dahis*[809]. Ces

[805] Archives personnelles de Binaté Ibourahima : Cf. Curriculum vitae (Cf. Annexe 7)
[806] SIDIBE (Ladji), *Op. Cit*, p4.
[807] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, p386
[808] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, pp386-387.
[809] Le terme « *dahi* » est le nom donné à ceux qui font la da'wa.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

rencontres annuelles d'échanges ont permis, d'une part, à l'ensemble des prédicateurs :

> *« (…) de jauger leur connaissance réelle, de mieux se connaître et découvrir qu'en fait, leurs problèmes sont communs (…) dans la mesure où prédicateurs formés dans les universités islamiques du Maghreb ou Moyen Orient et prédicateurs formés dans les écoles traditionnelle, tous savent (…) qu'ils ont un devoir commun, un message unique à transmettre, et pour que ce message soit bien perçu, ils doivent travailler en parfaite harmonie. »*[810]

Par ailleurs, ces séminaires étaient des occasions d'informations sur les besoins des localités visitées en matière de redynamisation de la foi. Des réflexions étaient menées pour tenter d'y apporter des réponses satisfaisantes. Ainsi, les medersas qui constituaient l'une des plaies de la communauté musulmane allaient elles aussi bénéficier des propositions de ces *dahis*.

Ce mouvement d'envergure nationale sera imité dans des proportions moindres par d'autres prédicateurs recrutés cette fois-ci dans le milieu de l'éducation nationale.

b- L'Amicale des Enseignants Musulmans d'Adjamé (AEMA)

Elle comptait au nombre des organisations musulmanes ayant apporté de l'aide au bon fonctionnement du système éducatif islamique. Association communale, l'AEMA regroupait en son sein des Inspecteurs de l'enseignement primaire, des Conseillers pédagogiques, des Directeurs d'écoles, des Instituteurs en exercice dans des établissements et des services éducatifs de la carte scolaire d'Adjamé.

L'idée de la création de l'AEMA est partie du souci que se faisaient certains enseignants de l'avenir de l'islam dans le milieu des intellectuels. En effet, il avait été constaté que les jeunes intellectuels notamment le personnel de

[810] SIDIBE (Ladji), *Op. Cit*, p4.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

l'éducation accordait peu d'intérêt à la religion[811]. Ce type de situation avait été à l'origine de la création des premières associations musulmanes et des émissions islamiques télévisées du pays. Mais l'AEMA ne tire pas l'objet de sa création de cette expérience lointaine. Elle s'est plutôt instruite des initiatives d'un de ses membres en l'occurrence Dosso Mamadou.

Fonctionnaire de l'Etat de Côte d'Ivoire, Dosso Mamadou[812] enseignait à l'EPP Joseph Attoumbré au quartier Adjamé Mairie lorsqu'il a fait la connaissance de l'association des jeunes musulmans de ce secteur de la commune. Cette association était aux mains de Traoré Fousséini et s'était assignée comme objectif de canaliser les jeunes de ce quartier populaire en les détournant de l'alcool, de la drogue, etc. Dans la réalisation de ses objectifs, l'association avait bénéficié du soutien de l'instituteur Dosso Mamadou pour l'encadrement de ses membres. Sous ses auspices, des rencontres étaient organisés périodiquement et les participants échangeaient sur des thèmes de société.

En 1988, l'association sortie de son cadre informel et obtint la reconnaissance officielle sous la dénomination de l'Association des Jeunes Musulmans d'Adjamé Mairie (AJMAM)[813].

La participation de Dosso Mamadou à ce projet visant à fortifier la foi des jeunes désintéressés à la religion musulmane n'a pas laissé ses pairs enseignants indifférents. Elle allait attirer l'attention de ces derniers qui d'ailleurs souhaitaient étendre ce projet à leur secteur d'activité. Ainsi, une année après la naissance de l'AJMAM, le vœu des enseignants musulmans fut exaucé. Ces

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[811] Archives de l'Amicale des Enseignants Musulmans d'Adjamé : Préambule du Statut de l'AEMA. (Cf. Annexe 6)

[812] Entretien avec Dosso Mamadou le 06 avril 2010 à la Mosquée Rouge d'Adjamé (Abidjan). Dosso Mamadou a été affecté à l'EPP Joseph Attoumbré en 1981. Précédemment, il enseignait à l'EPP Avenue de la Bia à Adjamé.

[813] L'Association des Jeunes Musulmans d'Adjamé Mairie (AJMAM) a été reconnue officiellement sous la présidence de Dosso Mamadou. Ce dernier avait, de commun accord avec Traoré Fousséini, accepté de se faire passer pour le premier responsable de la structure. Dosso Mamadou étant enseignant, cela leur a valu d'avoir l'agrément sans grande forme d'enquête sur les personnalités à la tête de l'association.

derniers réunis en Assemblée Générale le 08 juin 1989 à Adjamé sont convenus de la création d'une amicale à caractère apolitique dénommée l'Amicale des Enseignants Musulmans d'Adjamé Mairie (AEMA)[814].

Au cours de ces travaux, Camara Salifou, enseignant à l'EPP Unité 2 fut désigné comme président de l'amicale. Il était à la tête d'une équipe de dix personnes. Ces dernières se répartissaient les postes de responsabilité suivante[815] :

- 1er Vice président chargé de la formation : Dosso Mamadou (EPP Joseph Attoumbré)
- 2ème Vice président chargé des affaires sociales : Mme Fofana Faty (EPP Joseph A.)
- 3ème Vice président chargé des relations extérieures, de la culture et de la presse : Camara Lanciné (EPP Cécile Pango)
- Secrétaire Général : Cissé Mahamadou (EPP Williamsville)
- 1er Secrétaire Général adjoint : Ballo Mamadou (EPP Joseph Cenac)
- 2ème Secrétaire Général adjoint : Mme FOFANA Aminata (EPP Jean Delafosse)
- Trésorier Général : Mme Bamba Fatoumata (EPP Habitat B)
- Trésorier Général adjoint : Mme Sangaré Fatima (EPP Williamsville)
- Secrétaire à l'organisation : Coulibaly Coulibaly (EPP Habitat A) et Coulibaly Bénogo

Amicale du personnel de l'enseignement primaire, l'AEMA avait son siège à l'EPP Satigui Sangaré d'Adjamé. Les réunions de l'association pouvaient s'y tenir où dans les locaux d'autres écoles de la commune. L'AEMA avait une durée illimitée mais l'équipe pouvait être renouvelée avec les départs des membres pour cause d'affectation ou de retraite. Ainsi, à sa retraite en 2000, Camara Salifou a rejoint son pays d'origine – la Guinée – et a laissé le poste de

[814] Archives de l'Amicale des Enseignants Musulmans d'Adjamé : Statuts de l'AEMA.
[815] Idem

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

président à Traoré Alliou[816]. Ce changement à la tête de la structure n'a pas entrainé la modification des textes. L'amicale est restée fidèle à ses buts de départ notamment[817] :

- Affermissement de la foi de tous les musulmans enseignants sans distinction de sexe, d'ethnies, de nationalité ;
- Créer et entretenir des liens de solidarité entre tous les enseignants de la circonscription primaire d'Adjamé ;
- Participation à la formation morale, intellectuelle et professionnelle des membres ;
- Intervenir dans des actions à caractère social national.

Dans la réalisation de ses objectifs, l'AEMA a initié nombre de projets. Des acteurs du système éducatif islamique en ont bénéficié. Mais ces actions se sont déroulées dans la seule commune d'Adjamé. Parallèlement à cette amicale, le REMCI, l'une des organisations locales d'appui au programme éducatif islamique, menait ses activités dans la commune de Bouaké.

c- Le Réseau des Ecoles Madrassas de Côte d'Ivoire (REMCI)

Des organisations locales d'appui à la formation islamique, le Réseau des Ecoles Madrassas en Côte d'Ivoire est la seule spécialisée dans ce programme éducatif. Cette organisation non gouvernementale a fait son entrée dans l'univers des associations islamiques ivoiriennes à la faveur du conflit politico militaire ouvert depuis le 19 septembre 2002. Prolongement de la coordination locale du CNI de Bouaké, elle est une autre dimension de l'action associative dans le milieu musulman. En effet, à la suite de l'éclatement de la crise, l'économie locale avait été affectée et la ville de Bouaké, sous contrôle des insurgés, était placée sous assistance humanitaire.

[816] Entretien réalisé avec Dosso Mamadou le 06 avril 2010 à la Mosquée Rouge d'Adjamé (Abidjan).
[817] Archives de l'Amicale des Enseignants Musulmans d'Adjamé : Statuts de l'AEMA.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Cette assistance à Bouaké était conduite au départ du conflit par la Croix Rouge et les institutions des églises catholiques notamment Caritas, Saint Camille, la Mission catholique, etc. La pluralité ethnique et religieuse des personnes à secourir a nécessité la participation des autres confessions religieuses en l'occurrence la communauté musulmane. Pour une efficacité des actions sur le terrain, un comité de pilotage[818] a été mis sur pied en octobre 2002. Cette équipe était composée du Programme Alimentaire Mondial, des ONG Care international et Action Contre la Faim, la Mission catholique et la Coordination du CNI Bouaké. Cette dernière était représentée par quatre de ses membres notamment[819] :

- Le Président : Sylla Mahamoud
- Le Vice Président : Koné Vamara
- Le secrétaire Général : Koné Jakaria
- Le Chargé de communication : Kourouma Issa

Au sein de cette équipe hétérogène, la coordination du CNI jouait le rôle d'intermédiaire entre les organisations humanitaires et les musulmans de la ville. Ainsi, elle avait pour mission essentielle d'apporter de l'assistance aux personnes vulnérables de confession musulmane et aux medersas.

L'accomplissement de ces tâches ne fut pas aisé. La Coordination du CNI de Bouaké, à l'instar de celles des autres localités du pays, souffrait d'un manque de moyens matériels et logistiques. Elle ne disposait pas de siège, de salle de réunion, d'équipements informatiques, de matériel roulant et aussi de moyens financiers. Or la mission qui lui était confiée, était similaire à celle assignée à la Mission catholique, une structure concurrente mieux organisée. Par exemple, pour le recrutement de la ressource humaine pour la conduite du projet, chacune des deux parties devait intervenir à hauteur de 50%. Dans son rapport, le

[818] Archives du Réseau des Ecoles Madrassas de Côte d'Ivoire : Rapport bilan des activités du REMCI (2002 – 2005).
[819] Entretien réalisé avec Koné Zakaria le 07 juillet 2008 au siège du REMCI au quartier Commerce (Bouaké).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Secrétaire Général Koné Jakaria expliquait la stratégie mise en place pour être à la hauteur de la confiance témoignée à la Coordination :

> *« Notre stratégie était d'abord d'être solidaire au sein de notre comité, de nous rencontrer le plus souvent pour analyser les situations et trouver des solutions dans l'intérêt de notre communauté. D'identifier des points focaux dans les quartiers de la ville de Bouaké. Ces personnes étaient identifiées au sein de nos structures de base nationales et locales telles que l'AEEMCI, l'AJMCI, le CERICI, la COMAF, … Ensuite, organiser notre intervention dans l'assistance alimentaire dans les mosquées et surtout les mosquées de vendredi. Trouver une solution pour l'entreposage des vivres de nos bénéficiaires (…) »*[820]

A travers ce mécanisme mis en place, la Coordination du CNI de Bouaké a participé aux missions de sécurité alimentaire de la ville. Dès novembre 2002[821], elle assura le recrutement et la formation de 190 personnes. Ces dernières ont participé aux travaux de zonage de la ville et de recensement de la population, préalables aux opérations de distribution générale de riz effectuées en décembre 2002. Cette opération de distribution de riz a vu la participation de 120 personnes recrutées par la Coordination.

En janvier 2003, l'ONG Action Contre la Faim lança le projet cantine populaire[822] pour enfant. Ce projet vit la participation de la Coordination. Il a permis à plus de 130 personnes de bénéficier de primes ou de vivres pendant cinq mois, soit plus de 650 personnes assistées.

L'expérience acquise des travaux effectués en collaboration avec les ONG humanitaires et des agences des nations unies présentes à Bouaké allait emmener les membres de la Coordination à réorienter leur vision des activités communautaires. Parmi les domaines à investir, le secteur de l'éducation a été

[820] Archives du Réseau des Ecoles Madrassas de Côte d'Ivoire : Rapport bilan des activités du REMCI (2002 – 2005).
[821] Idem
[822] Ibidem

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

choisi pour entrer dans cette nouvelle vie associative. La Coordination y avait conduit des projets. Elle comptait se spécialiser dans ce domaine et étendre ses projets à d'autres localités du pays. Ainsi, sous les auspices d'un de ses membres notamment Koné Jakaria, elle fut transformée en une organisation non gouvernementale dénommée le Réseau des Ecoles Madrassas de Côte d'Ivoire (REMCI) le 15 mai 2004[823].

Koné Jakaria[824] était agent de la fonction publique. Il était établi à Bouaké où il exerçait en tant que Conseiller pédagogique à la Direction Régionale de l'Education Nationale. Au chapitre de sa participation à la vie communautaire, il était membre de la Communauté Musulmane du quartier Air France (COMAF) et Secrétaire Général de la Coordination du CNI de Bouaké. Ce fut sous cette double casquette qu'il se lança dans ce projet éducatif.

Le REMCI, même s'il se démarquait des organisations islamiques par l'objet de sa création, suivait la logique de leur structuration. Il fonctionnait avec un bureau exécutif et un conseil d'administration. Ce conseil d'administration comptait 15 membres et avait en son sein des commissions techniques. Cette organisation islamique spécialisée dans le programme éducation entendait[825] :

- Promouvoir et encourager l'éducation islamique en Côte d'Ivoire ;
- Œuvrer à une meilleure organisation des Institutions d'éducation islamique en Côte d'Ivoire ;
- Contribuer au développement socioculturel, fraternel et pédagogique des institutions d'éducation islamique.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[823] Le Réseau des Ecoles Madrassas de Côte d'Ivoire (REMCI) a reçu sa décision d'agrément le 08 octobre 2004.
[824] Entretien réalisé avec Koné Jakaria le 07 juillet 2008 au siège du REMCI au quartier Commerce (Bouaké).
[825] Archives du Réseau des Ecoles Madrassas de Côte d'Ivoire : Communication de la rencontre du 03 mars 2005 à la medersa Dar el Hadith.

Ce programme d'activités, le REMCI ne comptait pas le réaliser dans la seule ville de Bouaké où il siégeait au quartier Commerce. Il entendait le faire bénéficier aux écoles islamiques des autres régions du pays.

En somme, la décennie 1990 a vu la naissance de plusieurs associations islamiques engagées pour une meilleure organisation des medersas en Côte d'Ivoire. D'Abidjan à Korhogo en passant par Bouaké, toutes ces villes ont enregistré l'entrée sur la scène publique de ces structures. Différentes parfois par le caractère, ces associations partageaient pour la plupart les mêmes objectifs. La réalisation de ces missions assignées les a conduites à entreprendre plusieurs activités.

II- LES INTERVENTIONS DES ASSOCIATIONS ISLAMIQUES NATIONALES EN FAVEUR DES MEDERSAS

Le système éducatif coranique a reçu l'appui des associations islamiques nationales à plusieurs niveaux. Ces structures ont, d'une part, contribué au renforcement des capacités des medersas et d'autre part, elles leur ont fait participer à de nouveaux programmes.

1- Le renforcement des capacités des medersas

Les medersas, dans leur collaboration avec les associations islamiques du pays, ont connu une amélioration dans leur organisation et leur fonctionnement. Ces apports nouveaux allaient de la dotation des établissements en enseignants à l'organisation d'examen national en passant par les séances de formations pédagogiques.

a- La dotation des medersas en personnel enseignant

Une formation de qualité n'est pas possible sans l'apport de personnel enseignant compétent. Cette acception, les associations islamiques en ont fait un de leur crédo. En effet, du parcours de l'histoire des medersas, exceptés les

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

enseignants missionnaires de l'Arabie Saoudite[826], on a retenu qu'une part non négligeable des enseignants des medersas était des anciens diplômés de ces mêmes écoles. Ces derniers, limités au diplômes du BEPC ou du Baccalauréat islamique et sans qualification, assuraient la formation des plus jeunes. Cet aspect du mode opératoire des medersas pour le recrutement de leur personnel attira l'attention des structures islamiques avec au premier rang la Ligue Islamique des Prédicateurs de Côte d'Ivoire (LIPCI).

Structure des spécialistes de la *da'wa*, la LIPCI a ajouté à ses prérogatives de départ le recrutement des personnes pédagogues et arabophones pour les mettre à la disposition des medersas d'Abidjan et de l'intérieur du pays. Ainsi, les arabisants, de retour de leur séjour d'études dans les établissements islamiques de formation supérieure et désireux de travailler comme enseignants, allaient se faire enregistrer auprès de la LIPCI. Les medersas qui avaient alors demandé un appui en personnel enseignant pouvaient voir leur requête obtenir un avis favorable.

Affectés par la LIPCI, les enseignants recevaient de cette organisation les frais de transport d'Abidjan au lieu d'affectation. Mais au préalable, obligation leur était faite de signer un engagement. Les enseignants, tout le long de leur séjour de travail, n'étaient pas à la charge de la structure qui les a affectés. Cette tâche était à la charge des établissements employeurs. En retour, la LIPCI recevait de ces enseignants affectés des rapports périodiques de leur mission de travail.

On note quelques écoles islamiques[827] ayant bénéficié de ce mécanisme mis en place. La medersa de l'imam de Yorobodi, Ouattara Mounir, a accueilli Fofana

[826] Pour plus de détails sur les missionnaires venus de l'Arabie Saoudite, voire Chapitre 5, Section II.

[827] Ce mécanisme n'a pas seulement profité qu'aux medersas. Les écoles confessionnelles islamiques conventionnelles ont aussi été bénéficiaires. L'EPV Cissé Kamourou (Gagnoa), l'EPV Al Ansar (Port Bouët), l'EPV Mission islamique Nadjate (Yopougon), le Groupe scolaire Iqra (Yopougon) ont reçu respectivement les enseignants Bamba Ibrahim, Bakayoko Hamed, Maïga Abdramane, et Konaté Saïd. Pour l'encadrement religieux des élèves musulmans des établissements non confessionnels, la LIPCI a affecté Traoré Yacoub et Méité Souleymane respectivement à l'Institut des aveugles de Yopougon et au Collège Concordia de Koumassi.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Soualio[828] comme enseignant. Touré Idrissa[829], diplômé de l'Université *Al Azhar* en Egypte, a été affecté dans ce cadre à Bouaflé en 1999 à la medersa *Maquassidy* au quartier Dioulabougou – nouveau marché. Il fut suivi en 2003, dans cette même collaboration LIPCI – medersas, par Cissé Moussa[830], un diplômé de droit islamique à l'Université de Karthoum (Soudan). La medersa de feu Diaby Mamadou pouvait se contenter de ces deux enseignants même si le besoin n'était pas encore comblé.

Malgré l'apport de cette association d'appel à la religion de Muhammad, le besoin des medersas en personnel enseignant particulièrement des enseignants qualifiés n'a pas cessé d'être important. Mais, la LIPCI avait du répondant. Elle pouvait encore compter sur le soutien d'un de ses partenaires, l'Egypte. En effet, la communauté musulmane, dans ses rapports avec le monde arabe notamment l'Egypte, recevait des enseignants pour le travail de la *da'wa*. Les responsables de nombreuses medersas du pays ont été bénéficiaires de cet appui. Ils déposaient des demandes de personnel enseignant à l'ambassade de l'Egypte sise dans la commune du Plateau. L'une des conditions pour obtenir un avis favorable était de disposer de logement pour l'hébergement de ces missionnaires égyptiens. Le payement de leur salaire n'incombait pas aux responsables des medersas. Il était pris en charge par le pays donateur.

La dotation des établissements en enseignants était faite sans restriction. Les écoles islamiques, qu'elles soient confessionnelles ou non, pouvaient solliciter cette aide. Au nombre des établissements ayant reçu ces enseignants, on peut

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[828] Entretien réalisé avec Ouattara Ousmane le 24 avril 2010 au siège de la LIPCI en face de la Mosquée An nour (Cocody – Abidjan).
[829] Entretien réalisé avec Touré Idrissa le 02 avril 2008 à la medersa *Maquassidy* au quartier Dioulabougou nouveau marché (Bouaflé).
[830] Entretien réalisé avec Cissé Moussa le 02 avril 2008 à la medersa Maquassidy au quartier Dioulabougou nouveau marché (Bouaflé).

citer l'EPV Cissé Kamourou de Gagnoa, le *Lycée Ançarul el Coran wa sunnah* de Daloa, *El Baniteim* et El *Falah* de Bondoukou[831].

Les difficultés d'archivages des écoles ont fait que notre étude ne dispose d'aucune donnée sur le nombre d'enseignants reçu par établissement. Toutefois, la présente analyse pourrait se contenter du partage du souvenir de Timité Amadou Koudous et Ouattara Yaya[832], respectivement directeur d'études (cours arabe) et enseignant (cours arabe) à *El Baniteim* de Bondoukou. En effet, *El Baniteim* a connu le passage des enseignants venus de l'Egypte. Cette dotation de l'établissement en enseignants a débuté en 1997 avec l'arrivée de Ibrahim Ijhazi. Son séjour dura seulement une année scolaire. Il fut suivi en 1998 par Zakaria Cham's Dine et Oussein[833]. Ahmed Ibrahim et Amidou[834] leur succédèrent en 2000. Ces deux enseignants passèrent deux années de service avant de regagner leur pays. A la fin des vacances en septembre 2002, Salim et Sah Dine furent envoyés de l'Egypte pour poursuivre le travail entamé. Mais ils ne purent atteindre leur lieu d'affectation eu égard à l'éclatement du conflit politico militaire du 19 septembre 2002. D'Abidjan où ils avaient transité avant d'embarquer pour Bondoukou, ils retournèrent dans leur pays. Le *Lycée Ançarul el Coran wa sunnah* de Daloa[835], par la même occasion, s'est vidé de ses enseignants égyptiens. Ils étaient au nombre de quatre personnes en fonction dans cette école lorsqu'éclata le conflit. L'EPV Cissé Kamourou et *El Falah* n'ont pas aussi été épargnées par cette situation. Leur personnel enseignant s'est réduit aux seuls enseignants locaux.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[831] A l'ambassade d'Egypte, nous n'avons pas obtenu de suite à notre demande sur ce sujet. Alors, nous ne savons guère le début de cette coopération entre la communauté musulmane et l'Egypte, ainsi que le nombre d'enseignants ayant exercé en Côte d'Ivoire dans ce cadre.

[832] Entretien réalisé avec Timité Amadou Koudous et Ouattara le 17 avril 2008 à *El Baniteim* au quartier Dozonso (Bondoukou).

[833] Nos interlocuteurs n'ont pu nous fournir le nom de famille de Oussein.

[834] Le nom de famille de Amidou n'a pu nous être fournis.

[835] Entretien réalisé avec Diaby Mohamed Youssouf le 24 mars 2008 au Lycée Ançarul el Coran wa sounnah au quartier Abattoir 1 (Daloa). Outre ces enseignants égyptiens, l'école du Dr Sy Moustapha Yacoub avait accueilli Saïd Nour et Fary, des enseignants d'origine somalienne diplômés de l'Université Islamique de Médine. Ils étaient arrivés à Daloa sur l'invitation de leur ami Sy Yacoub, fils du fondateur de l'école et imam à Médine. Ces derniers, contrairement à leur collègue égyptien, étaient pris en charge par l'établissement.

Par ailleurs, on a pu noter des établissements qui n'ont pas pu profiter de ces opportunités offertes. Quelques uns des responsables de medersas[836] non bénéficiaires ont accusé la question de la charge locative du logement des enseignants comme la difficulté majeure ayant constitué un frein à leur projet de demande. D'autres[837], par contre, affirmaient n'avoir pas eu écho de ces possibilités offertes.

Certains de ces acteurs éducatifs se contentaient d'un mécanisme mis sur pied par les associations de petites tailles. En effet, à défaut de l'aide locale de la LIPCI et de l'apport extérieur de l'Egypte, les associations de petites tailles ou réseaux d'écoles islamiques mirent des stratégies pour s'entraider. Ce projet était conduit par les grandes medersas. Celles-ci disposaient des établissements partenaires avec lesquels ils formaient un réseau. Ce partenariat n'était que des relations à sens unique[838]. Mais l'un de ses aspects était l'assistance des écoles de petites tailles en enseignants. Dans les régions septentrionales du pays notamment à Odienné, ce système existait. En effet, la medersa dénommée Ecole islamique d'Odienné, au quartier Heremankono, disposait d'un mécanisme de dotation de ses écoles partenaires en enseignants. Ces écoles partenaires étaient au nombre de huit reparties dans différents villages de la région dont Kimbirila Nord, Kotoula, Mafélé, Massadougou, Missamagana, Nèguèla, Sianso et Tougousso[839]. Elles étaient toutes des établissements du premier cycle et recevaient des diplômés du BEPC islamique comme enseignants.

La présence de ces enseignants dans ces villages s'inscrivait dans le cadre de leur programme de formation. En effet, chaque élève admis à l'examen du

[836] Entretien réalisé avec Sy Lamine le 07 juin 2008 à son domicile familial au quartier Heremankono (Odienné).
[837] Entretien réalisé avec Camara Ansar et Sanogo Touahirou le 02 mai 2008 à la medersa Tawiya Islamiya. au quartier Nitrois (Bouna).
[838] Les grandes medersas pouvaient recevoir les élèves des établissements partenaires pour leurs études du second cycle.
[839] Entretien réalisé avec Sy Lamine le 07 juin 2008 à son domicile familial au quartier Heremankono (Odienné).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

BEPC islamique à la medersa de Sy Savané Soumaïla d'Odienné devait enseigner durant une période de deux ans dans l'un de ces villages avant de se voir délivrer son diplôme[840]. Ce programme constituait un stage pratique pour les élèves et préparait leur entrée dans la vie active.

Ces activités parallèles de dotation des medersas en personnel enseignant étaient suivies dans les localités de Bouaké et Daloa. Mais les mécanismes étaient différents. Cette fois-ci, l'attribution des diplômes n'était pas conditionnée par un stage. La participation des élèves diplômés à un programme de formation en tant qu'enseignant se faisait sur des demandes. Et, les candidats au métier d'enseignant n'étaient pas dans l'obligation de satisfaire les demandes.

Les missions de dotation des établissements en personnel enseignant ont donné des résultats intéressants. Mais l'insuffisance de personnes candidates au métier d'enseignant, ajouté à l'arrêt des dotations extérieures, ont contribué à l'abandon des medersas aux mains d'enseignants non qualifiés. Pour tenter d'outiller ce personnel en matière de pédagogie, l'organisation de séminaire de formation a été nécessaire.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

b- Les séances de formation pédagogique

La décennie 1990 a été jalonnée de séances de formation pédagogique auxquelles le personnel enseignant des medersas a pris part. Ces exercices de renforcement de capacités des formateurs ont été organisés par les associations islamiques locales, parfois avec la collaboration des institutions éducatives du monde arabe.

L'une des premières initiatives de ce genre a été organisée par la LIPCI au début des années 1990. Cette association a négocié et obtenu de l'Université Islamique *Al Imam Muhammad Ibn Saud* de l'Arabie Saoudite l'organisation

[840] Idem

d'un séminaire de formation du personnel enseignant des medersas. Ce séminaire s'est tenu en août 1992 à Yamoussoukro et a duré 17 jours[841]. Il a vu la participation d'une cinquantaine de personnes[842] venues des différentes localités du pays.

Une année plus tard, ce fut au tour de l'association régionale, l'UENI de Korhogo, de faire appel à des formateurs extérieures. En effet, Konaté Bakary, président de cette structure, a usé de ses relations personnelles pour chercher un stage de recyclage en faveur des enseignants membres de son association. Alors que la Côte d'Ivoire n'était pas membre de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI), il a obtenu de l'Organisation Islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture (ISESCO)[843] cette séance de formation. Intitulé *« Stage de recyclage de l'enseignement de l'éducation islamique et de la langue arabe »*[844], ce séminaire s'est tenu du 12 juillet au 07 août 1993 dans les locaux du Collège Moderne de Korhogo et a enregistré la participation de plusieurs enseignants.

> *« Le séminaire était prévu pour 21 personnes. Mais nous nous sommes retrouvés avec 51 participants ressortissants des autres localités du pays. »*[845]

Les séances de formation, lors de ces séminaires, étaient animées par des formateurs des institutions islamiques elles mêmes. Les enseignants locaux, bénéficiaires du projet, étaient constitués en plusieurs ateliers et formés dans divers modules portant sur la pédagogie et l'apprentissage de la langue arabe.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[841] Archives personnelles de Coulibaly Zélika : Diplôme de participation au séminaire du 15 août 1992 organisé à Yamoussoukro. Ce document n'indique pas la période sur laquelle la formation s'est étendue et ne fournit aucune information sur les modules enseignés. Toutefois, Coulibaly Zélika et Sylla Abiba (entretien réalisé le 12 février 2007) se rappellent avoir passée 17 jours de formation.
[842] Les participants au séminaire étaient en formation pour le compte de leurs établissements ou leurs associations.
[843] L'Organisation Islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture (ou ISESCO pour Islamic Educational, Scientific and Cultural Organization) est un organisme créé en mai 1979 par l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI). Son siège est à Rabat (Maroc).
[844] Archives de l'Union des Ecoles Islamiques du Nord : Diplômes de participation au stage de recyclage.
[845] Entretien réalisé avec Konaté Bakary le 17 mai 2008 à son domicile familial au quartier Dèm (Korhogo).

A côté de ces relations nord – sud, des initiatives locales similaires ont vu le jour. En effet, les associations islamiques nationales ont participé elles aussi au programme de formation des enseignants locaux sans l'apport d'institutions éducatives islamiques extérieures. Cette entreprise débuta avec l'amicale des enseignants des écoles publiques de la commune d'Adjamé. Cette association, l'AEMA, outre son caractère confessionnel, avait pour vocation de soutenir les institutions éducatives ivoiriennes dans leur projet de construction nationale. Ainsi,

> *« (…) elle a pris l'engagement de diffuser non seulement un enseignement sain et efficace qui donne à la nation ses techniciens, ses cadres et ses savants, mais aussi et surtout une éducation qui lui donne ses hommes, sa valeur et sa crédibilité, gages de paix et de sérénité, sans lesquelles l'enseignement lui-même ne saurait s'établir profondément et donner ses fruits. »*[846]

Dans cette dynamique, l'AEMA a initié des programmes d'activités en faveur du secteur le plus défavorisé de l'éducation nationale c'est-à-dire les écoles de type medersa. Dès la rentrée 1993-1994, elle a débuté son programme d'activités par des missions de terrain. Au cours de ces missions effectuées dans trois communes populaires d'Abidjan notamment Abobo, Adjamé et Attécoubé, 124 établissements de dix milles élèves ont été visités[847]. Les données recueillies de ces travaux de prospection ont conduit l'amicale à faire des propositions de rencontres bimestrielles aux enseignants des écoles visitées. Ces rencontres donnaient lieu à des séances de formation des enseignants sur la conduite des leçons. Une vingtaine d'enseignants de trois écoles ont bénéficié de ce projet. Mais pour l'étendre à un public plus large, l'AEMA a mis sur pied le Séminaire Islamique de Formation en Administration Scolaire et en Pédagogie (SIFASP) dont les objectifs étaient :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[846] Archives de l'Amicale des Enseignants Musulmans d'Adjamé : Rapport des travaux du premier séminaire islamique de formation en administration scolaire et en pédagogie, mars 1995.
[847] Idem

> *« Dans l'immédiat, initier tous les enseignants des écoles islamiques de Côte d'Ivoire aux techniques de l'administration scolaire et de la pédagogie. A moyen terme, fiabiliser dans toutes les écoles confessionnelles islamiques de Côte d'Ivoire l'enseignement du programme recommandé par le Ministère de l'Education Nationale. (…) »*[848]

La première édition du SIFASP s'est déroulée du 10 au 12 mars 1995 au Centre Culturel Islamique de Williamsville en présence d'un de ses membres d'honneur Dembélé Lacina, Député – Maire d'Adjamé. Elle avait pour thème central : *« L'organisation des écoles confessionnelles islamiques »*. Plusieurs enseignants des medersas d'Abobo, d'Attécoubé et de Port Bouët avaient pris part à ce programme de formation. Selon le rapport du SIFASP, on comptait au total 119 séminaristes. Quinze (15) agents de la fonction publique recrutés parmi les conseillers pédagogiques, les directeurs d'écoles et des instituteurs ont assuré l'animation des cinq ateliers.

Des modules tirés du thème central étaient enseignés au cours de ces ateliers. Le premier portait sur les répartitions pédagogiques. On y enseignait la planification du travail scolaire à travers l'emploi du temps, le journal de classe, etc. Le second atelier était consacré à la préparation de la classe. A ce niveau, les séminaristes étaient instruits sur la préparation matérielle, écrite et mentale des cours. Quant au troisième atelier, il fut réservé à l'exploitation d'une leçon.

Ce séminaire n'étant pas limité qu'à la formation pédagogique, les participants ont eu droit à des séances d'instruction sur l'administration scolaire. Les quatrième et cinquième ateliers ont été consacrés à ce programme. Ils ont porté sur les rôles administratifs des directeurs et des enseignants de medersas.

A la clôture des activités le 12 mars 1995, il avait été souhaité la réédition du séminaire en l'étendant aux dix communes de la ville d'Abidjan. Mais ce vœu

[848] Archives de l'Amicale des Enseignants Musulmans d'Adjamé : Rapport des travaux du premier séminaire islamique de formation en administration scolaire et en pédagogie, mars 1995.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ne fut pas exaucé. Toutefois, l'AEMA ne renonça pas à ses projets en faveur du système éducatif islamique. Ainsi, du 27 juillet au 1er août 1998, elle a invité les enseignants des medersas à un *« Stage de formation pédagogique »* à l'école primaire publique Raymond Desclercs d'Adjamé[849]. Ce séminaire a reçu le soutien de Dembélé Babily[850], président de la Confédération Islamique de Développement (CID). Il a accueilli moins de participants que le précédent. Chacun des deux ateliers constitués au cours de ce stage pouvait compter en moyenne trente (30) personnes[851]. Plusieurs membres de l'amicale ont animé ces activités de formation pédagogique. Camara Lassiné, instituteur et directeur à l'EPP Jacob W. a instruit les participants sur *« Les différentes préparations de la leçon »*[852]. Doumbia Mouminy Soualio, également instituteur à l'EPP Jacob W., est quant à lui intervenu sur *« Les grandes étapes dans la conduite d'une leçon »*[853].

De sa création jusqu'au départ de son premier président en 2000, l'AEMA a conduit l'essentiel de ses activités dans la commune d'Adjamé. L'autre association communale de Korhogo, l'UEFAK a suivi ce principe. Apparue sur la scène associative islamique au début de l'an 2000, l'UEFAK a tenu à organiser son premier séminaire de formation pédagogique le 26 février 2005 dans les locaux de la Nouvelle Ecole Franco Arabe au quartier Delafosse[854]. Ce séminaire qui a duré juste une journée a été animé par Koné Ibrahim, un ancien élève de la Nouvelle Ecole Franco Arabe et enseignant à l'Université de Say au Niger. Ce dernier a profité d'un de ses séjours à Korhogo pour partager son

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[849] Archives de l'Amicale des Enseignants Musulmans d'Adjamé : Document du stage de formation pédagogique, juillet et août 1998.
[850] La Confédération Islamique pour le Développement a fait son apparition sur la scène associative islamique en 1995.
[851] Entretien réalisé avec Dosso Mamadou le 06 avril 2010 à la Mosquée Rouge d'Adjamé (Abidjan).
[852] Archives de l'Amicale des Enseignants Musulmans d'Adjamé : Document du stage de formation pédagogique, juillet et août 1998.
[853] Idem
[854] Entretien réalisé avec Diarra Lacina et Koné Djibril le 25 mai 2008 à la *Nouvelle Ecole Franco Arabe* au quartier Delafosse (Korhogo).

savoir faire avec les enseignants de son ancienne école. Les participants à ce séminaire se comptaient parmi les enseignants membres de l'association[855].

Outre ces initiatives locales, les associations islamiques ont été accompagnées dans leur projet de renforcement des capacités du personnel enseignant en matière de pédagogie par des agences spécialisées des Nations Unies en Côte d'Ivoire. La région d'Odienné a, dans ce cadre, bénéficié de l'appui de UNICEF. En novembre 1998, une vingtaine d'enseignants coraniques de cette localité a participé à deux jours de formation sur la préparation des fiches de cours et à l'enseignement de quelques connaissances de base[856]. Un manuel scolaire intitulé *« Savoir pour vivre »*[857] a été distribué aux séminaristes lors de cette formation.

Dans cette dynamique de donner aux animateurs des centres éducatifs islamiques des attitudes en matière d'hygiène, des maladies courantes du milieu, de la lutte contre les IST/VIH/SIDA, l'UNICEF a, en collaboration avec le Ministère de l'Education Nationale, initié des programmes de formation sur l'utilisation des boîtes à images. Ce programme a démarré par la formation des animateurs des Centres d'Educations Non Formelle – CENF –, les 19, 20, 21 et 22 octobre 2004 au CAFOP de Yamoussoukro[858]. Après cette étape, l'équipe en charge du projet a organisé une série de mission de suivi-évaluation pour s'assurer de l'utilisation effective des boîtes à images dans les CENF, pour relever les lacunes, les insuffisances inhérentes à l'utilisation de ces boîtes, apprécier leur impact sur le comportement des animateurs et des auditeurs, etc.

Pour la phase pilote de ce projet, trois missions ont été menées. La première s'est tenue à Abobo – Abidjan du 1er au 2 mars 2005 dans cinq medersas. Les

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[855] Idem
[856] SEDEL (Charlotte), *Op.Cit*, p33.
[857] Ce manuel scolaire retrace les mesures d'hygiène, de santé et de nutrition à adopter. Il est traduit en français et en arabe.
[858] Ministère de l'Education National – Programme éducation de base Côte d'Ivoire / UNICEF, *Supervision des centres d'éducation non formelle pour l'année 2005*, Synthèse des missions, p2.

29, 30 juin et 1er juillet 2005, ce fut au tour de la ville de San Pedro d'accueillir les superviseurs du projet. Une école coranique a été visitée lors de cette visite[859]. La dernière mission de cette phase pilote s'est tenue du 10 au 16 juillet 2005 à Bondoukou et Tanda. Elle a été soldée par la visite de neuf écoles coraniques.

La question de la formation pédagogique du personnel enseignant de ces écoles informelles a aussi intéressé l'autre agence des nations unies spécialisée dans le programme éducation, l'UNESCO. Elle a organisé, du 04 au 10 mars 2002 dans les locaux de l'Ecole Nationale de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA) à Cocody, un *« Stage national de formation au profit des enseignants de l'éducation islamique et de la langue arabe »*[860]. L'année suivante plus précisément du 09 au 13 juin 2003, elle a relancé ses activités en faveur des CENF en organisant un *« Stage national de formation au profit des enseignants en matière de méthode d'enseignement de la langue arabe »* [861] dans les mêmes locaux de l'ENSEA à Cocody.

Parallèlement aux activités de dotation des établissements en personnel et de formation pédagogique des enseignants, les associations islamiques ont mis en place des mécanismes pour l'organisation d'examens et de concours nationaux.

c- L'organisation d'examens et de concours nationaux

Des associations nationales aux structures régionales ou communales, elles partageaient toutes ce projet. En effet, l'organisation d'examens et de concours communs pour les medersas est restée l'un des vœux chers à toutes les associations engagées dans la promotion de l'éducation islamique. L'enseignement islamique reformé, de son avènement jusqu'au milieu de la

[859] L'étape de San Pedro a enregistré la visite d'un institut de formation et d'éducation féminine (IFEF).
[860] Archives personnelles de Coulibaly Zélika : Diplôme de participation au séminaire organisé par l'UNESCO du 04 au 10 mars 2002 à l'ENSEA – Cocody.
[861] Archives personnelles de Coulibaly Zélika : Diplôme de participation au séminaire organisé par l'UNESCO du 09 au 13 juin 2003 à l'ENSEA – Cocody.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

décennie 1990, évoluait sans un organe de coordination. Chaque établissement, selon le profil de son personnel organisait sa formation. Il en résultait ainsi une multitude de programmes d'études pour une même formation, la théologie. Avec l'entrée en scène de l'OEECI, ce secteur éducatif allait connaître des changements.

> *« L'Organisation des Etablissements d'Enseignement Confessionnel Islamique en Côte d'Ivoire vise plusieurs objectifs. Les plus essentiels se résument à l'unification des programmes d'enseignement et des examens dans les écoles. »*[862]

La réalisation du projet d'organisation d'examens uniques pour tous les établissements a nécessité la révision du programme d'études. Il fallait, à ce stade, créer un programme d'étude commun à toutes les medersas. Une commission dénommée *Commission chargée de l'élaboration et du contrôle du programme d'enseignement* s'est chargée de cette question. Et mieux, elle a mis en place un programme d'études au contenu conforme aux réalités du pays. L'emploi du temps élaboré présentait un programme de formation mixte : cours religieux et études officielles. Les supports didactiques en provenance des pays arabes ont été quelque peu actualisés. Ainsi l'histoire et la géographie de la Côte d'Ivoire ont été introduites au programme [863].

A Bouaké, l'UEMCI envisageait, elle aussi, d'entrer dans cette dynamique d'organisation d'examen unique. Elle a invité en 2000 les membres de la *Commission programme*[864] à un séminaire de trois jours dans les locaux de la medersa *Ittiyadiha* au quartier Air France. L'objet de ces assises était l'élaboration d'un programme de formation pour les douze classes (du CP1 à la

[862] CISSE (Anzoumana) entretien avec Konaté Aboubakar, « Enseignement confessionnel islamique : Que nos diplômes soient reconnus par l'Etat », in *24 heures*, n°697, du lundi 05 juillet 2004.
[863] YAPO (Mayane), « Ecoles confessionnelles islamiques : Comment ça fonctionne ? », in *Fraternité Matin*, Spéciale éducation, jeudi 29 septembre 2005, p11.
[864] Communication de Boïté Ismaël lors de l'assemblée ordinaire de l'UEMCI le 05 juillet 2008 au siège de la Jeune Chambre Economique au quartier Commerce (Bouaké).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Terminale). La seconde activité de cette commission[865] s'est tenue en 2005 à la medersa *Makacid* au quartier Dar es salam. Elle a duré deux jours et a porté sur les ouvrages à enseigner dans les medersas membres de l'union. Aussi, la question de l'utilisation rationnelle du temps a été abordée. Elle a abouti à un découpage trimestriel des neuf mois de cours. Ce travail préliminaire n'avait pas encore débouché sur l'organisation des examens uniques. Seule l'OEECI était parvenue à entamer ce projet.

L'organisation des examens uniques de l'OEECI ne concernait que les disciplines enseignées en langue arabe. Les élèves désireux de présenter les examens nationaux le faisaient sous le statut de candidats libres. Les examens des cours arabes se déroulaient sur deux jours. Ils débutaient généralement un lundi et prenaient fin le lendemain mardi. La période choisie pour le déroulement de ces épreuves se situait entre le mois de juin et juillet.

Cette disposition nouvelle s'est accompagnée de réforme importante. Les élèves étaient fichés. Dès leur inscription, ils devaient fournir comme pièces d'identification une copie de leurs extraits de naissance, des relevés de notes, des photos[866], etc. Quelques unes de ces photos étaient utilisées pour confectionner les fiches de tables.

Les épreuves composées par la *Commission d'examen* étaient imprimées à grand tirage chez Diakité Amadou, un imprimeur particulier établi au quartier Saint Michel d'Adjamé. Elles étaient ensuite acheminées vers les centres d'examens d'Abidjan et de l'intérieur du pays. Les salles de cours de l'Ecole Primaire Publique Municipalité 2 (Koumassi) et de certaines medersas notamment l'*Ecole Confessionnelle Bakounadi* (Koumassi), le *Centre Culturel Islamique*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[865] Idem
[866] L'Ecole Confessionnelle Islamique Bakounadi à Koumassi attendait de ses élèves en classe d'examen huit photos d'identité.

(Adjamé), *Nour Al Hidaye* (Adjamé), *Sakafat Islamiya* (Anyama)[867], etc. étaient réquisitionnés pour servir de centres d'examens. Le nombre des centres d'examens s'est agrandi au fil de l'adhésion des medersas à l'OEECI.

Ne prenaient part à cet examen que les élèves des medersas membres de l'OEECI. On note au nombre des examens organisés le CEPE islamique(CEPEI), le BEPC islamique (BEPCI) et le Baccalauréat islamique (BACI). La première session de ces examens s'est tenue en 1997. Elle n'a vu que la participation de 127 candidats issus de la seule section de l'OEECI de la commune de Koumassi. A la session de 1998, l'effectif des candidats, avec l'adhésion de quelques medersas de la commune d'Attécoubé au projet, a atteint 230 élèves. Le nombre de participant n'a, depuis cette session, cessé de croître. Ainsi lorsque l'OEECI comptait 20 sections en 2005, elle enregistrait 1256 candidats dont 1017 prétendants au CEPEI, 213 au BEPCI et 26 au BACI[868].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[867] CISSE (Sindou), « Bac, CEPE, BEPC dans les écoles franco arabes : 1114 candidats affrontent les épreuves depuis hier », in *Le Patriote*, n°1450 du mardi 6 juillet 2004, p6 et CISSE (Sindou), « Examens de fin d'année dans l'enseignement islamique : 1250 candidats au front », in *Nord – Sud*, n°043 du mardi 5 juillet 2005.

[868] Archives de l'Organisation des Etablissements d'Enseignement Confessionnel Islamique : Tableau récapitulatif des sessions d'examens (1998 – 2005).

Tableau 11 : Récapitulatif des sessions d'examens organisés par l'OEECI

Sessions	Nombre de candidats	Communes participantes
1997 – 1998	127	Koumassi
1998 – 1999	230	Koumassi, Attécoubé
1999 – 2000	295	Koumassi, Adjamé, Attécoubé
2000 – 2001	340	Koumassi, Adjamé, Attécoubé, Abobo, Bonoua
2001 – 2002	390	Koumassi, Adjamé, Attécoubé, Abobo, Bonoua, Adiaké, Aboisso
2002 – 2003	836	Koumassi, Adjamé, Attécoubé, Abobo, Bonoua, Adiaké, Aboisso, Marcory, Alépé, Gagnoa, Akoupé, Yopougon, Anyama, Port-Bouet, N'Zinkro
2003 – 2004	1114	Koumassi, Adjamé, Attécoubé, Abobo, Bonoua, Adiaké, Aboisso, Marcory, Alépé, Gagnoa, Akoupé, Yopougon, Anyama, Grand Bassam, Soubré, Divo, Port-Bouet, N'Zinkro
2004 – 2005	1256	Koumassi, Adjamé, Attécoubé, Abobo, Bonoua, Adiaké, Aboisso, Marcory, Alépé, Gagnoa, Akoupé, Yopougon, Anyama, Grand Bassam, Soubré, Divo, Port-Bouet, N'Zinkro, Bingerville, Treichville

Sources : Archives de l'Organisation des Etablissements d'Enseignement Confessionnel Islamique : Tableau récapitulatif des sessions d'examens (Cf. Annexe 6)

Les effectifs des candidats au Baccalauréat sont restés les moins importants. Aux sessions de 2003 et 2004, ils étaient estimés respectivement à quatre (4) et huit (8) candidats[869]. Les participations les plus importantes au Baccalauréat islamique étaient enregistrées dans les grands établissements de l'intérieur du pays notamment *Dar el Hadith*, *Sakafat toul islamiya* et *Makacid* (Bouaké), *Lycée Ançar el Coran wa sunnah* (Daloa) et *Dar el Coran wal Hadith* (Man). Ces établissements, non seulement, ne travaillaient pas de manière concertée, mais ils ne faisaient pas partie des medersas membres de l'association dirigée par Konaté Aboubakar S. La medersa de Ouattara Abdramane, *Makacid*, faisait partie de l'UEMCI. Or cette organisation n'avait pas encore mis son projet d'examens uniques en exécution. Cette situation était similaire à celle de l'UEFAK.

[869] CISSE (Anzoumana), « Ecoles confessionnelles islamiques : les examens ont démarré hier », in 24 heures, n°400 du mardi 08 juillet 2003, p6 et CISSE (Sindou), « Bac, CEPE, BEPC dans les écoles franco arabes : 1114 candidats affrontent les épreuves depuis hier », in *Le Patriote*, n°1450 du mardi 6 juillet 2004, p6

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

L'une des rares situations où on pouvait trouver les élèves bacheliers de toutes ces écoles, dans un même espace et pour une même cause, était lors des concours annuels organisés par les représentants des pays arabes et les associations islamiques nationales. En effet, la communauté musulmane ne disposant pas d'instituts de formation supérieure islamique, elle recevait des bourses d'études dans le cadre de sa collaboration avec les pays du monde arabe. L'information de cette attribution de bourse d'études transitait par la structure de coordination des activités islamiques, le CNI, avant de parvenir à la LIPCI et l'OEECI. Ces associations, dès lors, tenaient informées les élèves diplômés par l'intermédiaire de leurs responsables.

Ainsi, tous les diplômés désireux de participer aux concours constituaient leurs dossiers et les faisaient parvenir à la LIPCI ou l'OEECI. A leur tour, ces organisations envoyaient ces dossiers au Département Education et Formation[870] du CNI où une commission de bourse était chargée de les traiter :

> *« Quand les dossiers sont complets, nous allons avec les candidats aux Ambassades des pays donateurs pour participer aux tests. Souvent, les tests ont lieu ici (au siège du CNI). »*[871]

Au nombre des pays donateurs de bourses d'études ayant transité par le CNI, on avait l'Algérie, l'Egypte, le Maroc, le Soudan et la Tunisie (Voire tableau 12).

Tableau 12 : Nombre de bourses d'études ayant transité par le CNI (1993-2005)

	Pays donateurs de bourses d'études				
	Algérie	Egypte	Maroc	Soudan	Tunisie
Nombre de bourses d'études	46	20	32	1	71

Sources : Archives du Conseil National Islamique : Situation des bourses 1993-2005 (Cf. Annexe 1)

[870] Le Département Education et Formation (DEF) est dirigé par Bamba Mamadou, ancien Vice Président de la communauté musulmane des cités du Lycée technique. Il est chargé du DEF depuis le départ en 1996 de l'Inspecteur général de l'enseignement technique et de la formation professionnel, Sidibé Sinan.

[871] Entretien réalisé avec Bamba Mamadou le 11 juillet 2007 au siège du CNI au Deux Plateaux – Aghien Cocody (Abidjan).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les pays du Golfe ont participé eux aussi à ces actions d'attribution de bourses d'études aux élèves ivoiriens. Certaines medersas du pays ont à maintes reprises reçu la visite d'experts venus de l'Arabie Saoudite pour l'organisation de tests d'attribution de bourses d'études. Les medersas bénéficiaires de ces visites étaient des établissements en étroite collaboration avec les institutions éducatives islamiques de ce pays du Moyen Orient. Le *Lycée Ançarul el Coran wa sunnah* du Dr Sy Moustapha Yacoub à Daloa comptait au nombre de ces bénéficiaires. A chacun des passages de ces missions dans cette école, c'était deux à quatre élèves qui obtenaient des bourses pour l'Université Islamique de Médine[872]. Mais cette option d'attribution de bourse d'études n'était pas régulière, comme le faisait constater Sangaré Idriss. L'établissement où il exerce – *Dar el Hadith* (Bouaké) – a enregistré le dernier passage de ces experts saoudiens en septembre 2002[873]. Ils étaient en mission pour le compte de l'Université *Oum al Coran* de la Mecque[874].

Les candidats non retenus à l'issue de ces tests pouvaient se tourner vers une autre compétition nationale, le concours de lecture coranique. Organisé par la LIPCI, ce concours se tenait chaque année. Il a débuté sous la présidence de Binaté Ibourahima vers 1993[875]. Cette compétition a introduit de nouvelles données dans les critères de candidature. En effet, les critères de candidature ne prenaient pas en compte les diplômes des élèves. Pouvaient être candidats, les élèves ayant mémorisé au moins cinq (5) à dix (10) *djouz* du Coran[876].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[872] Entretien réalisé avec Diaby Mohamed Youssouf le 24 mars 2008 au *Lycée Ançarul Coran wa sunnah* au quartier Abattoir 1 (Daloa). L'administration de l'établissement ne dispose pas de données sur le nombre des élèves ayant obtenu ces bourses d'études. Toutefois, en 2007 lors du passage des envoyés de l'Université Islamique de Médine, c'était au total quatre bacheliers qui avaient bénéficié de cette bourse.
[873] Entretien réalisé avec Sangaré Idriss le 13 juillet 2008 à la medersa Dar el Hadith au quartier Sokoura (Bouaké).
[874] Idem
[875] Entretien réalisé avec Ouattara Ousmane le 24 avril 2010 au siège de la LIPCI en face de la Mosquée An nour - Cocody (Abidjan). La LIPCI n'a pas conservé les archives des concours de lectures effectués dans la décennie 1990. On ne sait ainsi pas le nombre des candidats ayant participé à ces épreuves annuelles. Les seules données disponibles sont celles relatives aux concours de ces dernières années (à compter de 2006).
[876] Le Coran est reparti en plusieurs parties appelées *djouz*. Il contient 30 *djouz* et 60 *izib*.

Les premières éditions se sont déroulées dans les locaux des sièges de la LIPCI et de l'AEEMCI. Elles étaient supervisées par Cissé Aboubakar Sidick, Camara Boun Ladj et Camara Ousmane. Progressivement, ces derniers ont été remplacés par Ba Ishaq, l'un des spécialistes en matière de mémorisation de sourates en Côte d'Ivoire. Sous la direction de Ba Ishaq, ces concours ont changé de cadre de présentation. Ils avaient désormais lieu dans les mosquées de la ville d'Abidjan. Les vainqueurs des différentes éditions représentaient la communauté musulmane ivoirienne lors des compétitions internationales de lecture coranique[877].

En définitive, les medersas ont reçu un appui des organisations islamiques nationales avec parfois le soutien des structures extérieures. Même à Bouaké où le conflit politico militaire a été déclenché le 19 septembre 2002, cette aide n'a pas fait défaut.

2- Les autres appuis aux medersas

Sous la conduite de l'UEMCI, le projet d'unification des programmes éducatifs islamiques à Bouaké était en voie de réalisation lorsqu'intervint la crise. Cette situation, non seulement, mit un terme à ce projet, mais elle entraina la fermeture des classes. Dans le cadre du programme d'éducation d'urgence mené par le Ministère de l'Education Nationale et UNICEF[878], les medersas de Bouaké commencèrent à ouvrir leurs portes dès février 2003. Ce nouveau départ s'est accompagné de programmes éducatifs novateurs.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[877] La LIPCI ne dispose pas d'archives sur les vainqueurs des différentes compétitions. Toutefois, le Chargé des affaires culturelles de cette association – Ouattara Ousmane – se rappelle avoir envoyé des élèves représenter la Côte d'Ivoire aux concours de lecture coranique dans plusieurs pays notamment l'Algérie, l'Arabie Saoudite, Dubai, l'Egypte, la Libye et le Maroc.

[878] Le programme d'éducation d'urgence visait (i) le maintien du niveau éducatif des enfants affectés par le conflit en attendant le retour à une scolarisation normale, (ii) la protection contre de nombreux risques, comme l'identification et finalement l'enrôlement dans les milices armées, la délinquance en particulier la prostitution des filles etc.

a- La dotation des medersas en cantines

L'ouverture des cantines dans les medersas de Bouaké a été l'une des solutions apportées à des établissements informels d'une localité placée sous assistance humanitaire. En effet, après la mission conjointe Ministère de l'Education Nationale – UNICEF, le 14 mars 2003, une coordination UNICEF pour les medersas a vu le jour. Elle fut confiée au Secrétaire Général de la coordination du CNI, Koné Jakaria.

La première mission effectuée par cette équipe a été la recherche de données qualitatives et quantitatives sur les medersas. Elle a donné, pour la fin de l'année scolaire 2002-2003, les résultats suivants[879] :

- 56 medersas à Bouaké ville et 08 medersas dans les localités environnantes ;
- Bouaké ville : 6541 élèves dont 3962 garçons et 2579 filles ;
- Localités environnantes : 470 élèves dont 313 garçons et 167 filles.

Cet effectif était composé uniquement que de personnes vulnérables qui nécessitaient une assistance. Pour protéger ces dernières contre les risques d'enrôlement dans les milices armées, la délinquance, etc. l'équipe de Koné Jakaria allait élaborer un projet de soutien alimentaire en leur faveur. Le PAM, pourvoyeur de vivres aux populations depuis le déclenchement du conflit, fut sollicité à cet effet.

Ce projet de soutien alimentaire, approuvé, entra dans sa phase de réalisation le 23 février 2004[880]. Cette ouverture des cantines fut précédée de séances de formation des gérants et des cantinières les 19 et 20 février 2004[881]. Les cantines étaient ouvertes à la demande des responsables des medersas. Toutes les medersas de la ville en avaient sollicité. Mais seulement six établissements

[879] Archives du Réseau des Ecoles Madrassas de Côte d'Ivoire : Rapport bilan des activités (2002 – 2005).
[880] Idem
[881] Ibidem

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

furent retenus pour cette phase pilote. Ces établissements respectaient quelques unes des conditions établies[882] pour être bénéficiaires de cantines. On notait parmi eux *Dar el Hadith, Dar el Arkam, Ittyhadiya, Makacid, Sakafat toul Islamiya* et *Soilahoudine*.

Comme à *El Baniteim* et *El Falah*, le PAM pourvoyait ces écoles en riz, huile, viande, poisson, haricot, soja ou poids cassé et chlorure de sodium (sel). Ces vivres étaient stockés à leur arrivée dans les magasins des medersas. Aucune des écoles bénéficiaires ne disposaient de réfectoires. Les salles de classes et les endroits stratégiques de la cour de l'école – à l'ombre des arbres – étaient occupés par les rationnaires à chaque prise de repas (déjeuner). Les repas journaliers coûtaient la somme de 25 francs cfa pour les raisons évoquées précédemment (Chapitre 7, Section II). Les élèves, chaque jour de classe, se rendaient à l'école munis de cette somme et aussi de leurs assiettes à manger. Le matériel des cantines étant composé que d'ustensiles de cuisine.

Cette phase expérimentale a duré toute l'année scolaire 2003-2004. A la rentrée des classes suivante, ce projet fut étendu à six autres écoles, relevant ainsi le nombre d'écoles bénéficiaires de cantines à douze dont *Dar el Hadith, Soilahoudine, Dar el Arkam, Sakafat toul islamiya, Makacid, Ittyhadiya, Institut Malick, Mohamed Ben Wahhab, Daniyatou charifat, Bastou, Al Furquan* et *Anasse boun Malick.* Avant le début de ce projet de 4038 personnes à assister, le REMCI a instruit les proposés au poste de Gérants de cantine sur la mission qui leur était assignée. Cette formation s'est tenue à *Dar el Hadith* au quartier Sokoura le 06 octobre 2004[883].

[882] Pour être bénéficiaire d'une cantine, le REMCI avait établi des critères. Chaque établissement désireux de recevoir une cantine devait : (i) avoir un magasin sécurisé pour le stockage des vivres, (ii) disposer d'un point d'eau potable, (iii) avoir des toilettes, (iv) avoir un effectif raisonnable (100 élèves), (v) être capable de fournir des cantinières avec le matériel de cuisine, etc.

[883] Archives du Réseau des Ecoles Madrassas de Côte d'Ivoire : Rapport bilan des cantines madrassas (écoles franco arabe de la ville de Bouaké), année scolaire 2004-2005.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Pour leur deuxième année de fonctionnement, les cantines ont couvert les besoins alimentaires de 4894 élèves au lieu de 4038 élèves prévus au départ. Cette assistance alimentaire, la première du genre dans le parcourt des écoles islamiques, a donné des résultats intéressants :

> *« Le taux de fréquentation des écoles est fort acceptable dans l'ensemble, avec une moyenne annuelle de 93,41% (…) pour les 12 écoles abritant des cantines pour l'année scolaire 2004-2005, contre 92,86% l'année scolaire 2003-2004. Quant aux taux de réussite dans les écoles ayant accueilli des cantines, pendant l'année scolaire 2004-2005, ce taux se situe à 81,11% cette année contre 79,46 pendant l'année scolaire 2003-2004 pour l'ensemble des 12 cantines ouvertes. »*[884]

La réussite de ce projet novateur dans l'univers des medersas a conduit à l'introduction d'autres programmes éducatifs.

b- La dotation des medersas en clubs de santé

L'avènement du conflit armé n'a pas qu'engendré des besoins alimentaires. Il a aussi créé des besoins en matière de santé. En effet, en l'absence de structures islamiques spécialisées en santé[885] à Bouaké, cet aspect de l'assistance humanitaire n'a pas manqué à la coordination dans le cadre de ses projets en faveur des medersas.

Déjà en avril 2003, elle avait participé à la campagne de vaccination lancée par UNICEF par des actions de sensibilisation et d'informations auprès des medersas[886]. Mais la situation de conflit étant profitable à la propagation de certains fléaux comme les infections sexuellement transmissibles (IST), la coordination a concentré ses énergies sur cette catégorie de maladies. Ainsi, en

[884] Archives du Réseau des Ecoles Madrassas de Côte d'Ivoire : Rapport bilan des cantines madrassas (écoles franco arabe de la ville de Bouaké), année scolaire 2004-2005.

[885] Le Secours Médical Islamique (SEMI) est la structure spécialisée au programme santé de la communauté musulmane ivoirienne. Il est né en octobre 1992 et regroupe des professionnels musulmans de la santé. Présidé par le docteur Kéita Kader, le SEMI avait pour objectif de faciliter l'accès aux soins aux populations défavorisées et tenter d'améliorer la qualité des soins de santé en Côte d'Ivoire. En 2001, il comptait deux unités de soins à Abidjan. Une à Williamsville (Adjamé) et l'autre à Abobo gare (Abobo). Les localités de l'intérieur du pays n'en comptaient aucune.

[886] Archives du Réseau des Ecoles Madrassas de Côte d'Ivoire : Rapport bilan des activités (2002 – 2005).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

2004, en collaboration avec la coordination, l'ONG Service Jésuite pour les réfugiés (JRS) a eu à mener une séance de sensibilisation sur les IST et le VIH-SIDA à l'endroit des élèves des medersas et de la communauté musulmane[887].

Lancée dans cette dynamique de lutte contre le VIH-SIDA, la coordination a obtenu de l'ONG CARE international un projet de prévention contre ce fléau dans les écoles islamiques. Trois établissements en l'occurrence *Dar el Hadith, Makacid* et *Sakafat toul islamiya* ont été retenus comme bénéficiaires de ce programme durant l'année scolaire 2004-2005. Dénommé « *Projet de prévention de l'exécution de l'épidémie du VIH/SIDA dans un contexte de crise politico-militaire aigue* », ce programme de travail a été financé par le Fonds Mondial et avait pour objectif de :

> *« Réduire la propagation et les effets du VIH/SIDA dans les zones occupées par la rébellion ainsi que dans les zones d'accueil jouxtant les lignes de front sur une période de 18 mois. »*[888]

Ce projet a permis de former des pairs éducateurs, choisis parmi les élèves des medersas, sur les méthodes de prévention du VIH-SIDA. Ces derniers, à leur tour, devaient propager les enseignements reçus autour d'eux à travers causeries, débats, … en classe comme dans la cour de l'école. Pour une meilleure coordination des activités, des Clubs de santé ont été créés dans chacune des medersas. Ces clubs organisaient des activités de sensibilisation périodiques sur le VIH-SIDA et rendaient compte de leurs activités à la structure de coordination, le REMCI. Ces clubs étaient présidés, à *Dar el Hadith, Makacid* et *Sakafat toul islamiya*, respectivement par Dicko Abdoulaziz, Ballo Siriki et Diomandé Aboubakar.

La participation des medersas à ce projet était un peu timide dans la forme. On enregistrait moins d'initiatives malgré l'adhésion des responsables d'écoles au

[887] Idem
[888] Archives du Réseau des Ecoles Madrassas de Côte d'Ivoire : Rapport du projet VIH en urgence de CARE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

projet. Aucun des établissements bénéficiaires ne disposait de local comme bureau de ces clubs de santé. On ne notait également aucun signe au sein des écoles attestant l'existence d'un programme de ce type. Or dans les écoles publiques non confessionnelles où il existait des clubs de santé, on pouvait lire :

> *« Le SIDA fait des ravages, préservons – nous » ; « Si vous avez une MST soignez – vous et faites soigner votre (vos partenaires) »*[889]

Outre ce volet de l'assistance humanitaire, le REMCI a conclu avec le Comité International de la Croix Rouge un programme de formation sur le Droit International Humanitaire à l'intention des élèves des medersas[890]. Ce programme de formation s'est effectué durant l'année scolaire 2004-2005 dans quatre établissements dont *Dar el Hadith, Ittyhadiya, Sakafat* et *Soilahoudine*. Ce projet a instruit les élèves sur les Droits de l'Homme en tant de guerre ; mais il n'a pas conduit à la mise en place de clubs de Droits de l'Homme.

*****

En somme, la coordination du CNI de Bouaké puis le REMCI ont réussi avec la situation de crise à créer une synergie entre les medersas. Ce renouveau des medersas de Bouaké a été marqué par l'introduction de programmes éducatifs jusqu'alors absents du système éducatif islamique national. Cette adaptation aux projets de la coordination puis du REMCI et les réformes organisationnelles apportées par les structures telles l'OEECI, … n'auguraient-elles pas une marche vers la mutation des medersas en écoles confessionnelles conventionnelles ?

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[889] Ces inscriptions ont été relevées sur les pancartes dressées dans la cour du Collège Moderne Jeunes Filles de Bouaké lors d'une de nos enquêtes en novembre 2008.
[890] Archives du Réseau des Ecoles Madrassas de Côte d'Ivoire : Rapport bilan des activités (2002 – 2005).

Chapitre 9

LES ATTENTES, LES DIFFICULTES ET LES DEFIS DES ASSOCIATIONS DU SYSTEME EDUCATIF ISLAMIQUE REFORME

A côté du cadre de fonctionnement établi par la convention du 02 décembre 1993, l'enseignement islamique de type medersa a continué d'exister sur des normes mis en place par lui-même. Des examens étaient organisés entre établissements membres d'une même association. Les admis à ces épreuves pouvaient passer d'une école à une autre disposant d'un cycle d'études supérieurs. En plus, avec le soutien des institutions éducatives islamiques extérieures, nombre d'entre les diplômés de ces écoles bénéficiait de bourses d'études pour leurs formations supérieures.

Cependant, l'autonomie et la reconnaissance extérieure dont ces établissements jouissaient ne pouvaient pas à elles seules constituer une garantie pour les auditeurs de cet enseignement religieux. L'une des voies prometteuses qui s'offraient à ces écoles était la recherche de la reconnaissance de l'Etat de Côte d'Ivoire. Et cette reconnaissance, les responsables de medersas l'entendaient différente de celle signée par le CNI.

Ils allaient alors se lancer dans la quête d'une autre convention avec l'Etat. Des mécanismes ont été mis en place pour y parvenir. Cependant, ces initiatives, avec la multiplicité des associations engagées pour la promotion de l'enseignement islamique, allaient-elles donner les résultats escomptés ?

C'est à cette interrogation essentielle que va tenter de répondre le présent chapitre.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I- LES ATTENTES DES ASSOCIATIONS DES ECOLES ISLAMIQUES DE TYPE MEDERSA

Le cadre d'organisation et de fonctionnement créé par la convention signée entre l'Etat et le CNI n'a pas fait l'unanimité au sein des medersas du pays. Les opposants à ces dispositions, regroupés en association, ont sollicité l'élaboration d'une nouvelle convention profitable aux deux types de formation et aux diplômés.

1- La signature d'une nouvelle convention

La communauté musulmane attendait depuis des décennies la reconnaissance des établissements confessionnels islamiques. Mais la convention signée par l'une de ses structures fédératives et l'Etat, avec des dispositions relatives à l'enseignement telle qu'appliquées à l'EPV Al Ansar, au Groupe Scolaire Iqra, etc., n'a pas rencontré l'adhésion de tous les responsables de medersas.

> *« Les écoles comme Al Ansar ont proposé un programme de formation qui selon nous n'arrange pas l'islam. La marge horaire consacrée à l'islam et la langue arabe est insuffisante pour l'enseignement des matières religieuses. Pour l'OEECI, il serait mieux que la marge horaire soit équilibrée. »*[891]

Excepté les structures locales d'appui qui ont un regard différent sur la mixité de la formation, cette appréciation de l'OEECI est partagée par les associations aux mains des responsables de ce secteur éducatif. A Korhogo où ils ont à maintes reprises été invités par la DREN et la représentation locale de UNICEF à inclure le programme d'enseignement national à la formation religieuse, les dirigeants de l'UEFAK[892] ont toujours réclamé la révision de la marge horaire comme la solution aux problèmes posés.

[891] Entretien réalisé avec Konaté Aboubakar S. le 18 avril 2007 dans son bureau à l'Ecole Confessionnel Islamique Bakounadi au quartier Progrès – Koumassi (Abidjan).
[892] Entretien réalisé avec Koné Djibril le 17 mai à la Nouvelle Ecole Franco Arabe au quartier Delafosse (Korhogo).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Cet argument, les responsables d'associations l'ont tiré de l'expérience de plusieurs années d'activités. En effet, l'OEECI, depuis sa création, a initié d'importants projets notamment l'unification des programmes de formation et l'organisation des examens nationaux. Ce second programme d'activités, elle l'a entamé en 1998 à Koumassi. Cet exercice annuel s'accompagnait parallèlement de la présentation des élèves de medersas aux examens officiels sous l'étiquette de candidats libres. La participation des élèves à deux types d'examens avait fini par convaincre les initiateurs de ce projet que la mixité de la formation à partir des marges horaires équilibrées pouvait être envisageable.

La participation des élèves aux examens organisés par l'Etat n'incombait pas à l'établissement. Elle relevait de la volonté de leurs parents et souvent des élèves eux-mêmes. Ces derniers, une fois en classe d'examen, pouvaient donner une nouvelle orientation à leur formation. A cet effet, les élèves, désireux d'écourter leurs études religieuses au profit de l'enseignement national, pouvaient prendre part aux différents examens – CEPE, BEPC et Baccalauréat – officiels du pays. L'*Ecole Confessionnelle Islamique Bakounadi* (ECIB) de Koumassi était favorable à cette démarche. On pouvait ainsi lire sur sa fiche de renseignements la mention suivante :

> *« L'ECIB vous permet de faire également ces mêmes diplômes (CEPE, BEPC, BAC) en candidature libre en collaboration avec des établissements publics de sa commune. »*[893]

Dans certaines localités comme la ville de Gagnoa, les élèves de classe de CM2 des medersas pouvaient s'abstenir de cette possibilité offerte pour intégrer le programme éducatif national. Le Collège Confessionnel Cissé Kamourou organisait à chaque rentrée des classes des tests à l'attention de tous les diplômés du CEPEI de la ville. Les admis à ces tests intégraient directement le

[893] Archives de l'Ecole Confessionnelle Islamique Bakounadi : Fiches de renseignements sur l'Ecole Confessionnelle Islamique Bakounadi (ECIB).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

second cycle de l'enseignement national au collège de Cissé Kamourou[894]. Cette initiative entamée depuis les années 1990 a déjà enregistré plusieurs élèves passés des medersas aux écoles publiques.

A Abidjan et dans les autres localités du pays où ce type de programme n'avait pas encore vu le jour, les diplômés du CEPEI se présentaient aux examens en candidats libres. Des témoignages recueillis ont fait cas des élèves étant passés des medersas aux écoles publiques sous l'étiquette de la candidature libre. Mais on ne retrouve pas de traces écrites de ces données. L'essentiel des éléments justificatifs de cette thèse se résume aux affirmations du premier défenseur des écoles islamiques de type medersas, Konaté Aboubakar S. :

> *« Pour la session 2001-2002, nos candidats au CEPE ont réalisé 80% d'admission, ils ont été présentés en tant que candidats libres. »*[895]

> *« Nombre de nos élèves sont aujourd'hui dans diverses facultés à l'Université nationale, cela peut être vérifié. »*[896]

Ces résultats traduisaient le fait que le programme d'études tel qu'exécuté par les medersas membres de l'OEECI n'était pas préjudiciable à l'avenir des auditeurs. Par ailleurs, ces données ont conforté les responsables d'associations dans leur projet d'officialisation de la formation islamique version medersa.

Privée du soutien du CNI eu égard à des divergences d'opinions, l'OEECI s'est engagée seule à conduire sa lutte. Elle redoubla d'efforts dans la conquête des établissements partageant les mêmes idéaux qu'elle. Les medersas de deux ou trois salles de cours, parfois non conformes aux dispositions exigées par le Ministère de l'Education Nationale, ont été invitées à rejoindre l'équipe. La procédure fut pareille pour les écoles islamiques qui rencontraient des difficultés

[894] Entretien réalisé par Coulibaly Mamadou le 04 mai 2007 dans son bureau au Collège Confessionnel Islamique Cissé Kamourou au quartier Dar es salam (Gagnoa).
[895] M.D. : « Ecoles confessionnelles musulmanes : Une très lente mutation », in *Le Patriote*, n°1194, 2003.
[896] CISSE (Sindou), « CEPE, BEPC, Bac : Les écoles franco arabes à l'assaut des examens officiels », in *Nord Sud*, n°00348 du mardi 11 juillet 2006.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

à introduire l'enseignement officiel dans leur programme. Le principe de la recherche des membres, ici, n'était pas guidé par une question de conformité à des normes. Mais il répondait plutôt au souci de la représentativité, à défaut du soutien d'une superstructure. Il fallait, pour ce faire, convaincre le maximum de responsables de medersas à adhérer au projet de sorte à disposer d'un important moyen de pression sur les décideurs du pays. Ainsi de sa création à 2004, l'association de Konaté Aboubakar S. était parvenue à enregistrer 300 établissements membres[897] à travers tout le pays.

Par ailleurs, pour ne pas paraître comme une structure défenseur des intérêts des seuls enseignants et fondateurs de medersas, l'OEECI a favorisé l'implication des parents d'élèves dans son combat pour la reconnaissance de ses établissements. Cette implication des parents d'élèves se fit sous le sceau d'une nouvelle structure dénommée la Fédération Nationale des Parents d'Elèves et Etudiants des Etablissements Confessionnels Islamiques (FENAPEECI). Elle a vu le jour le samedi 20 septembre 2003 à Abidjan[898] et est conduite par Coulibaly Seydou, enseignant à la medersa *Sabil Nadjah* de Koumassi. Au sortir des assises qui a vu son élection, le président de la FENAPEECI, dans ses premières adresses à la presse, a dévoilé quelques unes de ses missions :

> *« Nous ménagerons tous nos efforts afin que nos écoles et nos diplômes soient reconnus par l'Etat »*[899]

Cette cérémonie a enregistré la participation des représentants du Ministère de l'Education Nationale, des responsables d'associations sœurs telles la Coordination des Parents d'élèves et étudiants de Côte d'Ivoire (CAPE) et

[897] CISSE (Anzoumana), entretien réalisé avec Konaté Aboubakar, « Enseignement confessionnel islamique : Que nos diplômes soient reconnus par l'Etat », in *24 heures*, n°697 du lundi 05 juillet 2004, p10.
[898] N.K. « Congrès constitutif de la FENAPEECI : Les parents des étudiants islamiques s'organisent », in *24 heures*, N°463 du lundi 22 septembre 2003, p5.
[899] Idem

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

l'OEECI. Cette dernière structure, à l'avant-garde de ce projet, a, par la voie de son premier responsable Konaté Aboubakar S., bien accueilli cette initiative :

> *« Votre structure sera un partenaire privilégié dans notre noble et difficile combat. »*[900]

La coalition OEECI – FENAPEECI n'a pas encore trouvé de stratégies pour porter au devant des autorités officielles leur projet. Toutefois, l'OEECI n'a pas manqué d'imaginations pour parvenir à ses fins. En effet, pour se faire entendre, l'OEECI, à chaque rentrée des classes, faisait parvenir au Ministère de l'Education Nationale ainsi qu'aux organismes intervenant dans le domaine de l'éducation notamment UNICEF des rapports de ses activités[901]. L'une des occasions pour porter leur message à la connaissance du monde extérieur était l'organisation des examens de fin d'années. C'était des occasions où l'OEECI faisait montre de ses capacités d'organisation et de sa volonté de voir ses écoles se hisser au même rang que les établissements laïcs.

Pour se donner plus de visibilité, ces examens se déroulaient juste après ou à la même période que ceux organisés par le Ministère de l'Education Nationale. Ainsi en 2003, l'OEECI a organisé ses examens à partir du 07 juillet[902]. Ces épreuves, organisées sur deux jours, ont coïncidé avec la proclamation des résultats des examens du baccalauréat national[903]. Le 06 juillet 2004, ce fut au tour des examens du BEPC national d'être organisé au même moment que les examens de l'OEECI[904].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[900] CISSE (Sindou), « Enseignement confessionnel islamique : Les parents d'élèves demandent la reconnaissance des diplômes », in *Le Patriote*, n°1219 du mercredi 24 septembre 2003, p10.
[901] Au cours de nos investigations à UNICEF, nous sommes entrés en possession de quelques rapports d'activités de l'OEECI.
[902] CISSE (Anzoumana), « Ecoles confessionnelles islamiques : Les examens ont démarré hier », in *24 heures*, n°400 du mardi 08 juillet 2003, p6.
[903] CISSE (Anzoumana), « Baccalauréat 2003 : Les scientifiques rient, les littéraires pleurent », in *24 heures*, n°400 du mardi 08 juillet 2003, p6.
[904] CISSE (Sindou), « BAC, CEPE, BEPC dans les écoles franco arabes : 1114 candidats affrontent les épreuves depuis hier », in *Le Patriote*, n°1450 du mardi 06 juillet 2004, p6 et C.M., « Examens du BEPC 2004 : Les épreuves écrites débutent ce matin », *Le Patriote*, n°1450 du mardi 06 juillet 2004, p6.

Cette organisation simultanée des examens était opportune pour l'OEECI sur le plan médiatique. En effet, une des armes de Konaté Aboubakar S., dans son combat pour la reconnaissance de ses écoles, était les média notamment la presse écrite. Celle-ci couvrait chacune de ses sorties officielles surtout lors des examens. Ensemble avec la presse, le président de l'OEECI visitait quelques centres d'examens pour s'assurer de la bonne organisation des épreuves et prodiguait des conseils aux candidats. La couverture médiatique de cet événement ajoutée à celle des examens nationaux pouvaient marquer la conscience collective de l'existence de deux types d'examens organisés dans le pays. En 2005, dans le quotidien *Le Patriote*, on pouvait lire ces deux réalités placée côte à côte à travers les titres suivants :

> *« Examen : BEPC – Session 2005, 176 144 élèves affrontent les épreuves ce matin »*[905]

> *« Etablissements confessionnels islamiques : 1256 candidats ont pris part aux examens »*[906]

Dans leurs articles, les journalistes invités à ces journées de travail ne se limitaient pas seulement qu'aux rapports sur le nombre d'établissements et d'élèves participant à ces examens. Ils rapportaient à chacune de ces occasions les doléances de Konaté Aboubakar S. Ainsi, à la session des examens de 2005, le président de l'OEECI s'était adressé à l'un d'eux en ces termes :

> *« Nous voulons que nos examens soient organisés sous l'égide du ministère. Afin qu'ils soient mieux considérés en Côte d'Ivoire. »*[907]

Cette adresse lancée aux autorités compétentes du pays n'est pas restée lettre morte. De ces appels, l'OEECI a vu son message arriver au sommet de l'Etat. Ainsi, elle a obtenu plusieurs séances de travail avec quelques personnalités. Le

[905] D. S., « Examen : BEPC – Session 2005, 176 144 élèves affrontent les épreuves ce matin », in *Le Patriote*, n°1729 du mercredi 06 juillet 2005, p11.
[906] D. S., « Etablissements confessionnels islamiques : 1256 candidats ont pris part aux examens », in *Le Patriote*, n°1729 du mercredi 06 juillet 2005, p11.
[907] Idem

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

16 décembre 2002, elle a été reçue par le Premier Ministre Pascal Affi N'Guessan[908]. Elle lui a fait part de ses doléances relatives à la reconnaissance de ses écoles. Mais cette rencontre fut sans suite favorable. Konaté Aboubakar S. et son équipe s'orientèrent alors vers le Ministre de l'Education Nationale Michel Amani N'Guessan. Avec ce dernier, l'OEECI a enregistré ses actions les plus significatives sur la voie de l'officialisation de ses écoles :

> *« Il faut dire que nous avons eu beaucoup de contacts avec le Ministre Amani N'Guessan. (…) Il nous a demandé de faire un projet de convention qui est resté sur sa table. »*[909]

Ce projet de convention resté sans suite était, selon les initiateurs, censé régler les questions de la reconnaissance des établissements islamiques de type medersa et des diplômes délivrés. Par ailleurs, il semblait aussi pouvoir donner d'autres alternatives aux diplômés tels que Moussa Koné :

> *« Moussa Koné est âgé de 35 ans. Détenteur d'un diplôme supérieur en arabe ; équivalent du brevet d'étude du premier cycle (BEPC). Il parle couramment et écrit l'Arabe. Aujourd'hui, il erre aux alentours des mosquées d'Abidjan où il passe la plupart de son temps libre à réciter les versets du Coran. Ne sachant pas exactement quoi faire avec son diplôme en Arabe, il se consacre exclusivement à la prière et à l'étude approfondie du Saint Coran. »*[910]

Les conditions sociales des diplômés des medersas pouvaient connaître certes une amélioration avec la reconnaissance officielle de ce type d'école. Mais le caractère privé de ces écoles nécessitait aussi une implication effective des musulmans eux-mêmes.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[908] M.D., « Ecoles confessionnelles musulmanes : Une très lente mutation », in *Le Patriote*, n°1194, 2003.
[909] KOMARA (Mamadou), entretien réalisé avec Konaté Aboubakar S., « L'école confessionnelle islamique est l'affaire de tous les musulmans », in *Islam Info*, n°090 du mercredi 18 au mardi 24 juillet 2007, p9.
[910] ESSIS (Jean Baptiste), « Enseignement franco-arabe : Quel avenir pour ces sacrifiés de l'école laïque ? », in *Le Temps*, n°946 du vendredi 16 juin 2006, p8.

2- L'implication de la communauté musulmane ivoirienne

> *« Il ne faut pas que la communauté musulmane pense que ces écoles sont des ''cherche-pain'' pour les promoteurs ; non ! C'est une affaire de toute la communauté musulmane. »*[911]

lançait Konaté Aboubakar S., dans une interview accordée au quotidien *24 heures* au sujet de l'enseignement confessionnel islamique. En effet, la question de la reconnaissance des medersas et des diplômes délivrés incombait aux tenants des affaires du pays. Mais l'amélioration du cadre de vie et des conditions de travail des medersas nécessitait le regard de la communauté musulmane.

Nombre de diplômés des medersas locales et des institutions éducatives islamiques supérieures avait trouvé d'autres alternatives au sort réservé à Moussa Koné. Et, l'un des secteurs d'activités qui absorbait l'essentiel de ces anciens élèves était l'enseignement islamique. Tous les établissements visités lors de nos investigations disposaient d'anciens élèves dans leurs effectifs d'enseignants. Excepté le *moudir* Mohammed Idriss, l'essentiel du personnel enseignant de *Dar el Hadith*[912] a été formé dans cet établissement. Il en a été de même pour le *Lycée Ançarul el Coran wa sunnah* du Dr Sy Moustapha Yacoub[913]. Cette situation était pareille pour les écoles membres de l'OEECI. Konaté Aboubakar S., dans une interview accordée à *Islam Info*, l'a reconnu :

> *« La plupart de nos enseignants ont été formés dans nos écoles. Nous leur donnons une formation complémentaire pour qu'ils soient aptes à exercer leur fonction. »*[914]

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[911] CISSE (Anzoumana), entretien réalisé avec Konaté Aboubakar, « Enseignement confessionnel islamique : Que nos diplômes soient reconnus par l'Etat », in *24 heures*, n°697 du lundi 05 juillet 2004, p10.
[912] Entretien réalisé avec Sangaré Idriss le 02 juillet 2008 à *Dar el Hadith* au quartier Sokoura (Bouaké).
[913] Entretien réalisé avec Diaby Mohamed Youssouf le 24 mars 2008 au *Lycée Ançarul el Coran wa sunnah* au quartier Abattoir 2 (Daloa).
[914] KOMARA (Mamadou), entretien réalisé avec Konaté Aboubakar S., « L'école confessionnelle islamique est l'affaire de tous les musulmans », in *Islam Info*, n°090 du mercredi 18 au mardi 24 juillet 2007, p9.

L'exercice de cette fonction rencontrait d'énormes difficultés imputables aux membres de la communauté musulmane notamment les parents d'élèves coraniques. En effet, la fonction d'enseignant coranique n'est pas bien rétribuée. Elle est l'une des activités qui nourrit mal son homme. Cette réalité, toutes les générations d'enseignants coraniques l'ont connue. Elle a, avec d'autres difficultés de ce secteur éducatif, résisté au temps. Mais cette question précise est très délicate comparativement aux autres difficultés. Elle conduit non seulement à la démotivation du personnel et aussi à la réduction des activités des medersas.

Les écoles islamiques de type medersa, dans leur programme de fonctionnement, vivaient des frais de scolarité dont s'acquittaient les parents d'élèves. De l'AEC à l'OEECI en passant par l'ASSOENCOCI, aucune disposition n'avait été prise pour réglementer cette question. Ainsi, les frais d'écolage étaient variables d'un établissement à un autre. Dans les zones rurales de faible densité de population, ces frais pouvaient osciller entre 150 et 500 frs cfa[915] par mois. Dans les localités enregistrant des activités économiques intenses, ces montants pouvaient aller jusqu'atteindre la somme de 2000 frs cfa par mois.

La gratuité de la formation étant exclue, les responsables de medersas procédaient, à partir des frais de scolarité des élèves, à la rémunération mensuelle des enseignants. Ce procédé n'obéissait pas lui aussi à des normes établies. Chaque responsable de medersa fixait la barre du montant à accorder aux personnels. Dans cette disposition, les écoles islamiques des grandes villes étaient plus généreuses envers les enseignants. Ces derniers partaient de la caisse du chargé de la comptabilité avec les salaires les plus élevés. A la prestigieuse medersa de Camara Mory Moussa – *Dar el Hadith* de Bouaké – les enseignants

[915] Pour plus de détails sur les frais d'écolages par écoles et par région, confère Chapitre 5, section II.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

recevaient la somme de 50 000 frs cfa chaque mois[916]. Une autre école de la même renommée, *Sakafat toul islamiya*, avait établi une grille de salaire selon le niveau d'intervention du personnel. Les enseignants du second cycle percevaient mensuellement 25 000 frs cfa et ceux du cycle primaire se contentaient de 15 à 20 000 frs cfa[917]. A la capitale économique du pays, l'*Ecole Confessionnelle Islamique Bakounadi* avait prévu la somme de 40 000 frs cfa[918] pour chacun de son personnel enseignant.

Cependant, ces montants sur papiers n'étaient parfois pas perçus dans leur totalité par les ayant droits. Cette situation était due en partie à l'attitude des parents d'élèves. A cet effet, Konaté Aboubakar S. expliquait :

> *« Ils assimilent nos écoles à des dépotoirs. Ils ne paient pas les frais de scolarité de leurs enfants, encore moins venir s'enquérir des progressions de ces enfants. »*[919]

Pour éviter cette situation conduisant à des difficultés de paiement des salaires des enseignants, certains responsables préféraient fixer le salaire en fonction du nombre d'élèves s'étant acquittés de leur frais de scolarité. Malgré cette stratégie mise en place pour assurer le fonctionnement des écoles, les conditions salariales du personnel n'ont jamais été à un bon niveau. Or les dépenses mensuelles des écoles ne se limitaient pas seulement au problème salarial du personnel. Dans ses analyses sur l'éducation scolaire en Côte d'Ivoire, Laurence PROTEAU a fait, en quelques mots, le tour des besoins financiers d'une medersa :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[916] Entretien réalisé avec Sangaré Idriss le 02 juillet 2008 à Dar el Hadith au quartier Sokoura (Bouaké).
[917] Entretien réalisé avec Sylla Mohamed Youssouf le 05 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Zone industrielle (Bouaké).
[918] Entretien réalisé avec Konaté Aboubakar S., le 18 avril 2007 dans son bureau à l'Ecole Confessionnelle Islamique Bakounadi au quartier Progrès – Koumassi (Abidjan).
[919] CISSE (Anzoumana), entretien réalisé avec Konaté Aboubakar S., « Enseignement confessionnel islamique : Que nos diplômes soient reconnus par l'Etat », in *24 heures*, n°697 du lundi 05 juillet 2004, p10.

« Chaque élève paie une inscription en début d'année qui s'élève à 2000 frs cfa et doit verser 1250 frs cfa chaque mois, ce qui représente, en théorie sur la base de 100 élèves, 200 000 frs cfa en début d'année et 125 000 frs cfa chaque mois. A ces gains doivent être retranchés le loyer et l'électricité (62 500 frs cfa) et les salaires des enseignants qui varient de 10 000 à 15 000 frs cfa par mois. Dans l'hypothèse de salaires de 10 000 frs cfa, les bénéfices du fondateur s'élève à 32 000 frs cfa, un peu moins que le SMIG. »[920]

Cette situation déjà difficile est devenue dramatique avec la crise ouverte depuis le 19 septembre 2002. Les parents d'élèves, qui en période de paix rencontraient des difficultés pour s'acquitter des frais d'écolage de leurs enfants, ne parvinrent plus pour la plupart à faire face à cette obligation. Les établissements, avec les déplacements massifs des élèves vers les zones sécurisées, ont vu leurs effectifs réduits. La plupart des établissements islamiques du pays a été concernée par cette réduction d'effectifs des élèves. Le *Lycée Ançarul el Coran wa sunnah* de Daloa qui comptait plus de 600 élèves à la rentrée scolaire 2002-2003, se retrouva avec seulement la moitié de cet effectif[921]. *Dar el Hadith* de Bouaké a, quant à lui, vu l'effectif de ses élèves passer de 1461 à 566 entre les années 2000 et 2003[922]. Cette réduction des effectifs scolarisés a eu des répercussions drastiques sur le revenu mensuel des enseignants. A *Sakafat toul islamiya*, un montant unique a été imposé à tout le personnel. Il était de 7500 frs cfa[923] par mois. Au *Lycée Ançarul el Coran wa sunnah*, le salaire mensuel minimum a été fixé à 5000 frs cfa[924]. Au *Centre Culturel Islamique* de Williamsville où la situation n'était pas aussi reluisante, Sanogo Mahamoud, Directeur des études, n'osait plus utiliser abusivement certaines expressions :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[920] PROTEAU (Laurence), *Op. Cit*, p252.
[921] Entretien réalisé avec Sangaré Idriss le 02 juillet 2008 à Dar el Hadith au quartier Sokoura (Bouaké).
[922] Archives de Dar el Hadith de Bouaké : Tableau des effectifs des élèves.
[923] Entretien réalisé avec Sylla Mohamed Youssouf le 05 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Zone industrielle (Bouaké).
[924] Entretien réalisé avec Diaby Mohamed Youssouf le 24 mars 2008 au Lycée Ançar au quartier Abattoir 2 (Daloa).

« Je ne peux pas parler de salaire parce que je ne pourrai pas les satisfaire. C'est pour cette raison que je parle de prime. »[925]

Toutefois, on a enregistré une catégorie d'enseignants ayant pu être épargnée par les méfaits de cette situation. Elle est composée d'étudiants diplômés des universités islamiques et envoyés en mission dans leur propre pays par des institutions publiques et privées du monde arabe. En effet, la Ligue Islamique Mondiale, le Ministère des affaires religieuses et du waqf, etc. n'ont pas fait qu'envoyer en Côte d'Ivoire des somaliens, des éthiopiens, des soudanais, etc. pour l'enseignement religieux des élèves. Ils ont aussi fait des diplômés nationaux des missionnaires dans leur pays.

Sylla Mahamoud, engagé comme missionnaire de la Ligue Islamique Mondiale, a débuté l'exercice de ses fonctions à l'Ile Maurice en 1984[926]. Depuis 1988, il poursuit cette même mission dans l'école de son père, *Sakafat toul islamiya* à Bouaké. Précédemment, ce même établissement avait accueilli les frères aînés de ce dernier, Sylla Youssouf et Sylla Aboubakar, tous deux diplômés de l'Université islamique de Médine[927]. Ils y travaillaient pour le compte du Ministère des affaires religieuses et du waqf de l'Arabie Saoudite. Sylla Mohamed Youssouf, petit fils de l'Imam Sylla Anzoumana, exerçait dans le même établissement pour le compte de World Assembly of Muslim Youth (WAMY)[928]. La plus grande medersa du pays – *Dar el Hadith* – enregistrait aussi la présence de ce type d'enseignants ivoiriens. Cissé Ismaël et Touré

[925] ESSIS (Jean Baptiste), « Enseignement franco-arabe : Quel avenir pour ces sacrifiés de l'école laïques ? », in *Le Temps*, n°946 du vendredi 16 juin 2006, p8.
[926] Entretien réalisé avec Touré Djénébou le 20 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Odiennékourani (Bouaké).
[927] Entretien réalisé avec Sylla Mohamed Youssouf le 05 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Zone industrielle (Bouaké).
[928] Idem

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Adam étaient au nombre des missionnaires de la Ligue Islamique Mondiale[929]. Diabaté Nour travaillait pour le compte d'une institution koweitienne[930].

Ces missionnaires ivoiriens des organisations panislamiques percevaient, en plus de leur rémunération locale, des salaires de ces structures employeurs. Ces salaires étaient mensuels mais parfois ils pouvaient accuser des retards de trois à six mois.

Outre l'appui financier accordé au personnel enseignant, des organismes panislamiques venaient en aide aux fondateurs dans la prise en charge de leurs établissements. Le *Centre Culturel Islamique* de Williamsville était au nombre des établissements bénéficiaires. Il recevait de la Ligue Islamique Mondiale depuis 1981 des primes annuelles pour assurer quelques unes de ses charges[931]. Mais avec les évènements survenus le 11 septembre 2001 aux Etats Unis, l'école de Sanogo Mahamoud a vu cette aide interrompue[932].

Cependant, bien des enseignants diplômés des institutions islamiques supérieures et des medersas locales n'ont pas eu ce privilège d'être pris en charge par des organismes panislamiques. Cette absence d'assistance extérieure, ajoutée à l'irrégularité des parents à s'acquitter des frais d'écolage de leurs enfants, avait fini par faire de l'enseignement islamique une activité secondaire. En effet, une analyse substantielle du taux de fréquentation des élèves des medersas avait donné les résultats suivants :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[929] Entretien réalisé avec Sangaré Idriss le 02 juillet 2008 à Dar el Hadith au quartier Sokoura (Bouaké).
[930] Idem
[931] Entretien réalisé avec Kaba Mohamed Lamine le 14 mai 2004 à son domicile familial au Centre Culturel Islamique au quartier SIDECI – Yopougon (Abidjan).
[932] ESSIS (Jean Baptiste), « Enseignement franco-arabe : Quel avenir pour ces sacrifiés de l'école laïques ? », in *Le Temps*, n°946 du vendredi 16 juin 2006, p8.

> *« (…) l'on dénote avec certitude que sur 1000 enfants scolarisés à travers tout le territoire ivoirien en une année, dans le système de l'éducation coranique, plus de la moitié abandonne l'école en cours de chemin. Très peu d'enfants atteignent la fin du cycle primaire (CMII) ; et seulement un dixième de cet effectif termine le cycle secondaire avec leur diplôme. »*[933]

Cette analyse peu reluisante de la situation des établissements islamiques pouvait être aussi perceptible au niveau du personnel enseignant. L'on ne dispose pas de données statistiques sur cette question. Toutefois, on a pu observer qu'une part non négligeable d'enseignants quittait cette fonction seulement après quelques années d'exercice. Dans la ville d'Odienné, les enseignants Koné Mamadou et Sako Yacouba avaient rejoint la medersa de Sy Soumaïla à son ouverture à la rentrée scolaire 1981-1982. Après quelques années d'enseignement, ils abandonnèrent leurs postes pour d'autres secteurs d'activités. Le premier a pu obtenir une place au marché de Sokourani où il exerçait en tant que limeur[934] de machettes, de couteaux, etc. Le second a, quant à lui, obtenu un lopin de terre à proximité de la ville et est devenu agriculteur[935].

Ce phénomène de désertion de fonction s'est aussi produit à Korhogo. Dans cette ville, la DREN avait créé un service chargé des écoles islamiques. Ce service avait entamé plusieurs projets en faveur de ces écoles. Des séminaires de formation pédagogique, l'un des volets de ces projets, avait été initié par le responsable de ce service, Coulibaly Sirabana. En deux séances de formation organisées entre 2000 et 2001, plus d'une centaine d'enseignants avait été instruite en matière de pédagogie. Mais ce succès que ces activités ont eu auprès des bénéficiaires n'a pas empêché l'initiateur à y mettre un terme. Coulibaly Sirabana expliquait le choix de l'arrêt de ces activités en ces termes :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[933] Idem
[934] Entretien réalisé avec Koné Mamadou le 09 juin 2008 au grand marché de Sokourani (Odienné).
[935] Entretien réalisé avec Sako Yacouba le 09 juin 2008 à son domicile familial au quartier Hermankono (Odienné).

« J'ai arrêté la formation parce que les deux premiers séminaires n'ont rien donné. Après la formation, j'ai approché des enseignants musulmans des écoles publiques pour qu'ils les acceptent comme stagiaires. Après avoir eu l'accord de ces derniers, j'ai cherché à rentrer en contact avec les séminaristes. A ma grande surprise, c'est moins de 20 personnes qui ont répondu à l'appel. Tous les autres avaient abandonné leurs postes d'enseignants pour d'autres types d'activités. Et, ils tiennent généralement comme argument : '' Qui va oser se contenter d'un salaire de 5 à 15 000 frs ? '' »[936]

Cette stratégie de survie a privé les écoles islamiques de plus en plus d'enseignants. La LIPCI, la structure locale pourvoyeuse du personnel enseignant, a vu les candidats au métier de pédagogue se raréfier d'année en année. Les diplômés arabisants qui y sont accueillis préféraient désormais s'investir dans bien d'autres domaines de la prédication plus rentables socialement notamment l'imamat[937]. Laissant ainsi le sort des medersas aux mains des seuls fondateurs et de quelques enseignants encore engagés pour la survie de ce type d'écoles par acte de foi et par reconnaissance :

« 98% de nos enseignants sont des anciens de l'école qui sont allés parfaire leurs études ailleurs. Malgré le maigre salaire, les gens ont un devoir de reconnaissance envers l'école puisqu'elle leur a permis de connaître d'autres pays, d'autres choses. Chacun se l'est appropriée. Ce qui fait que le découragement n'existe pas. »[938]

En dépit de l'engagement de ces inconditionnels, la situation sociale du personnel des medersas était un obstacle majeur à l'évolution de ce système éducatif islamique réformé. Cette réalité de terrain, le président de l'OEECI le reconnaissait. Et c'était pourquoi à chacune de ses sorties dans la presse, de ses interventions publiques, etc. il plaidait pour une implication effective de toute la communauté musulmane, particulièrement des parents d'élèves. Cette attente, à

[936] Entretien réalisé avec Coulibaly Sirabana le 02 juin 2008 à la Direction Régionale de l'Education Nationale de Korhogo.
[937] Entretien réalisé avec Ouattara Ousmane le 24 avril 2010 au siège de la LIPCI, en face de la mosquée An nour à la Riviera 2.
[938] Entretien réalisé avec Sangaré Idriss le 02 juillet 2008 à Dar el Hadith au quartier Sokoura (Bouaké).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

défaut d'être la solution idoine aux problèmes des medersas, pouvait améliorer l'organisation de ce programme éducatif. En attendant le résultat de cet appel à la solidarité communautaire, l'OEECI et les associations militant pour la promotion de l'éducation islamique devaient résoudre quelques unes de leurs difficultés.

II- LES DIFFICULTES DES ASSOCIATIONS EDUCATIVES ISLAMIQUES

Un peu moins d'une décennie après sa création, l'OEECI, par l'ampleur de ses activités, est devenue l'association éducative la plus importante du pays. Elle a pu avoir des représentations en dehors de la ville d'Abidjan. Même dans les localités pourvues d'associations similaires où elle ne disposait pas encore de sections, l'on avait eu écho de son engagement pour la promotion de l'enseignement islamique. Mais le contexte de l'avènement de l'OEECI et les objectifs qu'elle s'est assignée n'ont pas rendu sa tâche facile.

1- Les querelles de leadership au sein des associations éducatives

Les malentendus ou autres formes de crises intra communautaires, on les croyait avoir disparu avec la fin des années 1980. Mais ils ont refait surface de plus belle dans la dernière décennie du XX^{ème} siècle. La naissance des associations éducatives islamiques ne s'est pas faite dans la satisfaction générale des membres de la communauté. La série de ces crises a débuté à la création de l'OEECI. En effet, la dernière décennie du XX^{ème} siècle a débuté avec l'ASSOENCOCI, l'organisation en charge des écoles confessionnelles islamiques. Cette association venue au secours de l'UCM et de l'AEC en 1985, était combattue à l'intérieur par ses membres. Il lui était reproché de s'être affiliée au CSI de Diaby Moustapha Koweït[939] et d'être plus préoccupée par un souci d'existence que de conduire sa mission.

[939] Diaby Moustapha Koweït était le président du Conseil Supérieur Islamique. Son implication dans les activités politiques sous le régime du Président Henry Konan Bédié l'avait opposé à une part des musulmans notamment les responsables du COSIM et du CNI.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

« L'ASSOENCOCI était en rupture de banc avec les jeunes enseignants. Les anciens comme Abbas Koné, … étaient plus préoccupés par une question d'existence que de travailler pour l'école. »[940]

Cette situation rendait déjà perceptibles les germes de la division entre les membres. La première tentative de rupture d'avec l'ancienne équipe remonte au mois d'août 1997. Cette rencontre n'avait pas pour objet de départ la création d'une nouvelle association. C'était plutôt un congrès de l'ASSOENCOCI qui devait se tenir, après plus de dix ans d'existence sans reforme de ses textes. Placé sous la présidence du COSIM, ce congrès devait se tenir au Centre Culturel Islamique Libanais de Marcory. Mais il a été mal perçu par les anciens qui voyaient en cela une manière d'être dépossédé de leur structure au profit du COSIM. Ainsi, le jour de la tenue des activités, les congressistes ont été surpris de la visite des agents des forces de l'ordre du 9ème arrondissement[941]. Cette irruption des policiers a mis un terme au congrès.

Cette même police s'était déjà fait remarquer à la création du CNI. Elle avait fait irruption à la grande mosquée d'Adjamé le 28 novembre 1992 où devait se tenir une réunion entre les initiateurs du projet et les imams d'Abidjan ainsi que ceux des villes de l'intérieur du pays dans le but de leur expliquer que l'assemblée constitutive de la nouvelle association avait été ajournée par le Ministre de l'Intérieur[942]. Au cours de cette opération policière, les imams participants à la rencontre avaient été gazés. Aucun cas de blessés, ni de morts n'a été déploré. On ne sait jusque-là d'où a émané cette instruction. Mais la présence de Diaby Koweït, président du CSI et parrain de l'ASSOENCOCI, sur les lieux semblait y être pour quelque chose.

[940] Entretien réalisé avec Dosso Mamadou le 24 février 2007 à la Mosquée Rouge d'Adjamé (Abidjan).
[941] Entretien réalisé avec Konaté Aboubakar Sidick le 18 avril 2007 dans son bureau à l'Ecole Confessionnelle Islamique Bakounadi au quartier Progrès – Koumassi (Abidjan). Aucune information ne nous a été fournie sur les personnes ayant ordonné cette descente policière.
[942] MIRAN (Marie), *Op. Cit*, p407.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Malgré ces incidents, le CNI a vu le jour. L'OEECI aussi. Mais cette situation a placé face à face l'ASSOENCOCI et l'OEECI, deux structures guidées par les mêmes motivations et opposées par les dirigeants. L'ASSOENCOCI, pour son antériorité, avait marqué de son empreinte la sphère éducative islamique. Nombres d'établissements tant à Abidjan qu'ailleurs se reconnaissaient en elle. Pour supplanter cette association et avoir une assise véritable, l'OEECI devait aller à la conquête de ces établissements. A sa première année de fonctionnement, elle s'était contentée de la seule section de Koumassi, commune abritant la medersa de son président. Les années suivantes, ce dernier et son équipe profitèrent de leur réseau d'amitié pour se concilier le soutien des responsables de medersas. Ils finirent par avoir des représentations à l'intérieur du pays seulement après quatre années d'existence.

En dépit de cette progression, certaines medersas des communes d'Abidjan, notamment Treichville où on comptait des medersas du réseau de l'ASSOENCOCI, restèrent sourdes à l'invitation de Konaté Aboubakar. Il a fallu attendre l'année 2004 pour enregistrer la participation de cette commune aux activités de l'OEECI. Mais leur participation, cette année là, se limita au partage du programme de travail conçu par l'OEECI. Quant aux examens, elle n'y avait pas pris part pour ces raisons :

> *« (…) selon les informations vérifiées auprès d'un membre de l'OEECI de cette commune, plusieurs fondateurs d'établissements confessionnels n'ont pas eu le temps de s'apprêter pour les examens de 2004. Cependant, selon El Hadj Ousmane Ba, tous les responsables des établissements confessionnels de Treichville ont fait la promesse qu'ils participeront à l'édition de 2005. »*[943]

Effectivement en 2005, quelques unes des medersas de la commune de Treichville avaient pris part à ces examens de fin d'années. Toutefois, certains

[943] I. S. K., « Examens dans les établissements confessionnels islamiques : Treichville n'a pu participer », in *24 heures*, n°699 du mercredi 07 juillet 2004, p6.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

établissements aux ordres de l'ASSOENCOCI – comme *El Ridiwane*, etc. – opposaient un refus à l'invitation de l'OEECI. Cette attitude était adoptée par *Sabil Falah* au quartier Anoumabo[944] dans la commune de Marcory.

Les medersas sous contrôle de l'ASSOENCOCI n'avaient pas les mêmes projets que celles membres de l'OEECI. Elles n'avaient pas de programme de travail en commun. L'ASSOENCOCI a, de sa création à 2005, changé de mains. Mais ces activités n'ont cessé d'évoluer en pointillé. Quand elle était sollicitée pour des séminaires, elle participait par l'entremise de ses membres[945]. Ses vœux d'avoir des représentations dans les différentes communes d'Abidjan et les villes de l'intérieur du pays n'ont pu se réaliser. Diakité Ibrahima, son président, natif de Treichville en 1943, a vu l'une de ses jambes amputée à la suite d'une crise de diabète. Ce handicap ajouté aux missions liées à sa fonction d'imam principal de la mosquée de l'avenue 24 à Treichville ne l'avait pas encore dissuadé à abdiquer ou passer les rênes de l'association à d'autres membres de l'association. Pendant ce temps, les écoles sous son contrôle végétaient par manque de politique éducative concrète. Empêchant ainsi l'OEECI de mener à bien sa mission.

Dans cette montée des structures associatives éducatives islamiques, la ville d'Abidjan n'a pas été le seul théâtre des rapports d'antagonismes entre associations. La ville de Bouaké aussi en a été. Elle a vu la naissance de l'UEMCI alors qu'une structure similaire était déjà sur pied. En effet, l'UEMCI faisait face à une crise interne aux responsables des medersas de Bouaké. Cette crise tirait sa source au départ même du projet.

> *« Pour la création de l'association, nous avons approché certains responsables de medersas. Ils nous ont fait savoir qu'une organisation du genre existait déjà. Mais*

[944] Les établissements confessionnels El Ridiwane et Sabil Falah appartiennent à Diakité Ibrahima, président de l'ASSOENCOCI.
[945] Entretien réalisé avec Coulibaly Zélika et Sylla Abiba le 12 février 2007 à la medersa Sabil Falah au quartier Anoumabo – Marcory (Abidjan).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

nous n'avons pas vu de traces des activités de cette organisation à part le document qui attestait son existence. Nous avons décidé alors d'entrer en action parce qu'il fallait travailler. »[946]

Cette manière de procéder n'a pas été du goût des responsables de *Dar el Hadith* et de *Sakafat toul Islamiya*, deux des établissements de renom de la ville. Pour ces derniers, l'ancienne association dirigée par Sylla Youssouf[947] avait certes baissé de rythme de travail, mais elle avait seulement besoin d'être réactivée et, mieux laissée aux mains des membres de cette ancienne équipe. Ce qui sous entendait l'attribution des rôles de premier rang aux ayants droit c'est-à-dire les responsables des medersas sus mentionnées. Sangaré Idriss, enseignant et comptable à *Dar el Hadith*, ne semblait pas être loin de cet avis :

« Comment un groupe peut-il créer une telle association sans une concertation avec les grandes écoles comme Dar el Hadith ? »[948]

Au-delà du refus de ces établissements d'adhérer à l'UEMCI, c'était en réalité la participation d'une importante partie des medersas au projet associatif qui était menacée. L'influence de *Dar el Hadith* et de *Sakafat toul Islamiya* est grande. Ces établissements ont des liens étroits avec une part non négligeable des medersas de Bouaké et de la région.

Cet antagonisme, né d'une attitude de « non respect des aînés », a freiné dans une certaine mesure les activités de l'UEMCI qui entendait aller au-delà de ce pays Baoulé. Mais jusqu'en 2005, elle pouvait se contenter du soutien de près de la moitié des 50 medersas[949] de la ville de Bouaké. Quant à l'adhésion de *Dar el Hadith* et de *Sakafat toul islamiya*, elle a été laissée au temps ; le temps

[946] Entretien réalisé avec Koné Hamed le 05 juillet 2008 au siège de la Jeune Chambre Economique au quartier Commerce (Bouaké).
[947] Sylla Youssouf est le fils de l'Imam Sylla Anzoumana. Il assurait la fonction de Directeur de la medersa Sakafat toul islamiya. Il est décédé le 23 juillet 2005.
[948] Entretien réalisé avec Sangaré Idriss le 13 juillet 2008 à Dar el Hadith au quartier Sokoura (Bouaké).
[949] Communication de Koné Mamadou lors de l'assemblée ordinaire de l'UEMCI le 05 juillet 2008 au siège de la Jeune Chambre Economique au quartier Commerce (Bouaké).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

nécessaire pour faire comprendre à tous les acteurs que la fin des querelles de leadership est l'une des solutions pour sortir ce système éducatif de sa léthargie.

Cette même attitude a été observée vis-à-vis des responsables de medersas n'ayant pas encore adhéré aux projets de l'UEFAK à Korhogo. En effet, cette association est née de la volonté des jeunes enseignants membres de l'ancienne structure de la ville, l'UENI. Pour la naissance de leur association, un de ces jeunes expliquait :

> *« L'UENI, c'est l'association de nos maîtres. Ils sont assez vieux maintenant et certains sont même décédés. Nous avons eu leur bénédiction pour la création de l'UEFAK. »*[950]

L'apparition de l'UEFAK sur la scène éducative islamique à Korhogo, si elle a eu la caution des maîtres, elle n'a pour autant pas mis un terme à l'existence de l'UENI. L'association de Konaté Bakary a connu un ralentissement de ses activités depuis bien des années, mais cette situation n'était pas synonyme de sa mise à l'écart de la sphère associative islamique. D'ailleurs, elle comptait encore comme membre *Dar Rahma*, la medersa de son président et pouvait aussi bénéficier du réseau d'amitié de ce dernier.

Sur les 24 medersas de la carte scolaire des Inspections de l'Enseignement Primaire (IEP) de Korhogo[951], l'UEFAK ne comptait que 11 medersas membres. Cette association, contrairement à l'OEECI, était encore à la phase initiale de son programme d'activités. Elle avait déjà bénéficié d'un séminaire de formation pédagogique. Le plus gros du travail, l'unification du programme de formation et l'organisation d'examen unique pour toutes les medersas, était au stade de la conception. La réussite de ce projet, dont l'un des objectifs était

[950] Entretien réalisé avec Koné Djibril le 17 mai 2008 à la Nouvelle Ecole Franco Arabe au quartier Delafosse (Korhogo).
[951] Archives du service des écoles coranique de la DREN de Korhogo : Tableau statistique des écoles coraniques.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

d'attirer l'attention des autorités publiques sur ce type d'établissement, nécessitait la participation de toutes les medersas de la localité.

De l'OEECI à l'UEFAK en passant par l'UEMCI, aucune de ces associations venues au secours du système éducatif islamique n'a été épargnée par les conflits de leadership. Ces antagonismes, au lieu de donner lieu à des rapports constructifs, ont ralenti l'élan des activités des associations. Par ailleurs, l'implication des structures islamiques d'appui – tels le CNI, le REMCI, etc. – ne semblait pas avoir apporté grande chose dans la réalisation des objectifs assignés aux structures secourues.

2- Le manque de coordination des activités des associations islamiques

Le décloisonnement de la vie politique créé avec l'avènement de la démocratie a propulsé sur la scène associative plusieurs structures islamiques. Nombres de domaines de la vie religieuse ont enregistré la naissance des associations. Le secteur de l'enseignement n'a pas été épargné par cette dynamique nouvelle. Les associations qui y ont vu le jour étaient conduites par les responsables de ce secteur éducatif d'une part et par des membres de la *umma* exerçant dans des domaines d'activités autres que l'enseignement d'autre part.

Cette mobilisation communautaire autour de ce système éducatif avait pour objectif majeur de donner aux élèves des medersas les mêmes chances que ceux des écoles laïques du pays. Mais la recherche de cet objectif commun n'a pas donné lieu à une unité d'actions sur le terrain. En effet, le manque de coordination des activités des associations éducatives islamiques a été perceptible d'abord au sein des structures conduites par les responsables de ce système éducatif eux-mêmes. L'ASSOENCOCI n'avait pas de programme commun à ses écoles membres et elle refusait de partager celui de l'OEECI. A Korhogo, l'UEFAK travaillait sur son programme de formation sans aucune concertation avec l'UENI, la structure qui l'a vue naître. Ces associations

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

siégeant dans la même localité étaient connues pour les relations d'antagonismes qu'elles entretenaient. Toutefois, avec les projets d'extension de leurs activités, l'espoir pour ces structures – telles l'OEECI – de voir leur programme de travail partagé avec les écoles islamiques d'autres localités du pays était permis.

Dans le cadre de l'extension de son programme d'activités, l'OEECI a commencé à aller au-delà de la ville d'Abidjan dès ses premières années d'existence. En 2002, année de l'éclatement du conflit inter ivoirien, elle était parvenue à partager son projet avec des medersas de sept communes dont quatre à Abidjan et trois à l'intérieur du pays[952]. Eu égard à cette situation de crise, les zones sous contrôle des insurgés n'avaient pas encore reçu l'invitation d'adhésion à ce projet. Certaines d'entres elles avaient enregistré la création d'associations similaires. Mais l'OEECI comptait les associer à sa cause. Dans une interview accordée au quotidien *24 heures*, Konaté Aboubakar expliquait ses intentions à l'endroit des medersas de ces localités :

> *« Nous allons approcher ces écoles l'année prochaine pour qu'elle puisse adhérer à cette organisation. »*[953]

Cette déclaration du président de l'OEECI est restée sans suite. Les sessions d'examens organisées par sa structure en 2005 n'a enregistré la participation d'aucune medersa de ces localités. L'OEECI a certainement rencontré des difficultés pour lier l'acte à la parole, mais aucune des medersas et des associations ayant eu écho de l'existence de cette structure n'a émis le vœu d'y adhérer. A Man[954], Odienné, Mankono, etc. où il n'y avait pas de structures spécialisées au programme éducation islamique, les medersas n'avaient pas encore rompu d'avec leur ancienne méthode d'organisation, l'autonomie. A

[952] Archives de l'OEECI : Tableau récapitulatif des communes participantes aux sessions d'examens.
[953] CISSE (Anzoumana), entretien réalisé avec Konaté Aboubakar S., « Enseignement confessionnel islamique : Que nos diplômes soient reconnus par l'Etat », in *24 Heures*, n°697 du lundi 05 juillet 2004, p10.
[954] A Man, la question de l'enseignement islamique était l'apanage de la section locale de la LIPCI. Dirigée par Koné Aboubakar, la LIPCI de Man avait établi le répertoire des medersas de la ville. Mais elle n'avait pas entrepris l'élaboration d'un programme de travail uniforme pour toutes ces écoles.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Bouaké et à Korhogo, les établissements islamiques continuaient de fonctionner sur les instructions de leurs responsables et d'autres associations. Les responsables de structures de ces localités entrés tardivement dans le mouvement associatif souhaitaient faire du chemin. Dans cette dynamique, ils envisageaient difficilement travailler sous la bannière d'une autre association. Ce fut le cas de la structure éducative du nord du pays, l'UEFAK :

> *« Nous voulons nous organiser comme l'OEECI tout en gardant notre dénomination UEFAK et non devenir OEECI Korhogo. »*[955]

Ce souci d'autonomie de cette structure naissante ne semblait pas moins intéresser l'autre association de la ville. Mais la possibilité de voir l'association de Konaté Bakary – UENI – épouser les idéaux de l'OEECI a été laissée au temps. A ce sujet, le président de l'UENI expliquait :

> *« Nous avons eu écho de l'existence de l'OEECI. Puisque nous poursuivons les mêmes objectifs, nous déciderons au moment venu s'il faut faire chemin ensemble. »*[956]

L'absence de concertation entre associations engagées pour le même combat n'était pas seulement observée qu'entre les structures aux mains des responsables de medersas. Même les organisations venues en appui à l'organisation des medersas ne partageaient pas la politique éducative des associations telles l'OEECI. En effet, la structure de Konaté Aboubakar militait en faveur d'une politique équitable entre les deux types de formation. Elle avait ainsi proposé aux autorités compétentes l'exécution de chacun des deux programmes à 50% du temps consacré à la formation. Aucune de ses écoles membres n'avait encore appliqué ce programme d'enseignement à marge

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[955] Entretien réalisé avec Koné Djibril le 17 mai 2008 à la Nouvelle Ecole Franco Arabe au quartier Delafosse (Korhogo).
[956] Entretien réalisé avec Konaté Bakary le 17 mai 2008 à son domicile familial au quartier Dèm (Korhogo).

horaire équilibrée, mais l'OEECI était convaincue de la réalisation de ce projet[957].

Cette question a été la pomme de discorde entre elle et l'une des structures ayant favorisé sa création, le CNI. En effet, la complicité CNI – OEECI n'a pas excédé la période de l'une des missions de la décennie 1990, c'est à dire la réduction de l'influence des anciennes structures telles le CSI et l'ASSOENCOCI. Quelques années seulement après la naissance de l'association de Konaté Aboubakar S., des divergences d'opinions ont commencé à voir le jour notamment sur la question portant sur le type de formation à donner aux enfants musulmans. Cette dissension au sein de ce groupe n'était-elle pas prévisible ?

Une analyse du profil socioprofessionnel des membres des deux entités pourrait apporter des éclaircissements sur cette interrogation. Le CNI, structure fédérative des associations musulmanes, est aux mains de personnes recrutées parmi les élites de la communauté notamment des fonctionnaires de l'administration publique. Le chef de file de cette structure, l'imam Koné Idrissa Koudous est compté depuis 1982 parmi le personnel en charge du contrôle budgétaire du pays. Quelques-uns de ses collaborateurs, notamment Aboubakar Fofana, ont aussi des profils similaires. Ce dernier, ancien cadre à la Société Ivoirienne de Banque (SIB), n'a pas été membre du bureau du CNI mais il a contribué à sa création et à son organisation. L'imam Binaté Ibourahima, qui a assuré la fonction de vice président, occupait les fonctions de Conseiller technique au Ministère des cultes au début de la décennie 2000. Ces personnes n'ont eu de responsabilités dans l'administration publique que grâce à leur double formation (enseignement islamique et officiel). Avec ces parcours, la proposition de programme d'études émanant de ces élites ne pouvait pas être

[957] Entretien réalisé avec Konaté Aboubakar S. le 18 avril 2007 dans son bureau à l'Ecole Confessionnelle Islamique Bakounadi au quartier Progrès – Koumassi (Abidjan).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

autre que celui vigueur au Groupe Scolaire Iqra, à l'EPV Al Ansar, etc. Or, pour les opposants à cette proposition, le programme d'études à établir ne devait faire la part belle à aucune des options.

> *« Réduire les 10% de nos programmes réservé à la théologie pour le programme officiel, c'est perdre notre âme, c'est une aliénation. »*[958]

Konaté Aboubakar S., à la tête de ce mouvement d'opposants, est un diplômé des écoles islamiques. Son niveau de langue française est le résultat d'une connaissance apprise sur le tas. Ses compagnons, Mariko Karim, Kéïta Namory, Sangaré Seydou, etc. ne sont pas eux aussi loin de ce profil. L'enseignement islamique reste l'une de leur occupation majeure, à côté de certaines activités quotidiennes (Imamat) et occasionnelles notamment l'encadrement des candidats au pèlerinage à la Mecque. De cette constatation, leur lutte pour une place importante à accorder à l'arabe et l'islam dans le programme d'enseignement était fort légitime.

Mais au-delà de l'aspect « équilibre de la marge horaire », la divergence d'opinion pouvait cacher une autre inquiétude, celle de l'emploi des enseignants membres de l'OEECI. En effet, les établissements alignés sur le programme d'études proposées par le CNI tels le Groupe Scolaire Iqra, l'EPV Al Ansar, etc. engagent peu d'enseignants chargés de l'instruction religieuse. Sur quatre (04) établissements visités (Al Ansar, Bouaké Karamoko, Groupe Scolaire Iqra et Mission islamique Nadjate), on notait seulement dix (10) enseignants chargés de cours religieux. Donc, accepter un tel programme d'études pouvait s'avérer préjudiciable pour ces diplômés arabophones pour qui l'enseignement reste l'une de leur seule possibilité d'accès à l'emploi.

Opposée au CNI sur le principe de l'équilibre de la marge horaire, l'OEECI perdait ainsi un soutien de poids dans sa course vers la reconnaissance de ses

[958] M. D., « Ecoles confessionnelles musulmanes : Une lente mutation », in *Le Patriote*, n°1194, 2003.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

établissements. Par ailleurs, cette recherche de reconnaissance officielle des medersas, certaines associations islamiques comptaient la conduire autrement. En effet, les organisations d'appui au système éducatif islamique notamment l'AEMA et le REMCI, eu égard au profil socio professionnel de leurs membres, entrevoyaient la recherche de la reconnaissance des medersas par des mécanismes autres que ceux proposés par l'OEECI. Ces associations privilégiaient la formation du personnel et la mutation de ces établissements en écoles confessionnelles conventionnelles, à la plaidoirie de l'OEECI en vue de la signature d'une nouvelle convention.

Dans ses projets en faveur des medersas, l'AEMA a partagé l'expérience de ses membres avec le personnel de ces écoles en matière de pédagogie et de gestion de l'administration scolaire. Ce programme d'activités avait pour objet d'outiller ces éducateurs pour une meilleure pratique de leur travail. Il entendait les hisser au même niveau de formation que les enseignants des écoles laïques du pays. A la fin de la décennie 1990, l'association avait commencé à voir ses activités tourner au ralenti. Elle ne parvint plus à reconduire ce type de formation. Et, ses actions n'ont pas conduit à la conversion d'aucune medersa en écoles confessionnelles conventionnelles, même si l'AEMA ne s'était pas assignée cet objectif. C'est le REMCI, la structure née de la coordination du CNI Bouaké, qui était sur la voie de réussir ce projet.

Cette organisation s'était engagée à faire passer les écoles islamiques du stade informel au stade formel. En effet, depuis la signature de la convention sur l'enseignement islamique en 1993, aucun établissement de type medersa à Bouaké n'avait revu son programme d'études au profit des dispositions prises. Le REMCI, dans le but de faire bénéficier les medersas de la ville de ces dispositions légales, a envoyé une mission à Gagnoa pour se renseigner sur l'organisation des écoles de Cissé Kamourou. De ce voyage d'étude conduite

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

par Coulibaly Amadou, le REMCI a beaucoup appris. Et, il a fini par se constituer en une structure de consultation avec pour objectif :

> *« Librement les fondateurs qui souhaiteraient passer de l'école Madrassa à l'école confessionnelle, nous allons les aider à monter les dossiers et à les suivre jusqu'au bout du processus. »*[959]

Dans cette nouvelle mission, Koné Jakaria et son équipe n'avaient pas encore enregistré de cas d'adhésion. Toutefois, la capacité d'adaptation qu'ont fait montre les medersas à travers les programmes de cantines scolaires, de clubs de santé, de fêtes des écoles medersas[960], etc. avait convaincu le premier responsable du REMCI de la réussite de ce projet.

En somme, l'irruption sur la scène associative nationale de plusieurs structures islamiques engagées pour la promotion de l'enseignement islamique a certes ouvert le débat sur l'avenir de ce système éducatif, mais elle a donné lieu à des oppositions de toutes sortes. Ces rapports d'antagonismes n'ont pas, eux aussi, été favorables à l'éducation islamique encore partagée entre école confessionnelle conventionnelle et école confessionnelle non conventionnelle. Dans l'attente de solutions aux problèmes que posaient ces deux types d'écoles, l'enseignement islamique se développait sous d'autres formes qui échappaient presqu'à tout contrôle des associations.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

III- LA MULTIPLICITE DES FORMES D'ENSEIGNEMENT : Le nouveau challenge pour les associations islamiques

Les diverses réformes opérées dans le système éducatif islamique, de la période coloniale au début de la décennie 2000, censées le sortir de l'ornière dans laquelle il évoluait, n'ont pas donné les résultats escomptés. Toutefois, les

[959] SYLLA (Youssouf), entretien réalisé avec Koné Jakaria, « Nous allons harmoniser nos programmes », in *Le mensuel de l'éducation*, n°2, septembre 2006, p37.

[960] Dans le cadre de ses activités, le REMCI a organisé la fête des Ecoles Madrassas de Bouaké. La première édition s'est tenue du 31 mai au 02 juin 2005. Elle a vu la participation de plusieurs medersas de la ville. Au chapitre des activités de cette édition, il y avait le football, le théâtre, le cross, etc.

activités conduites par les associations ont apporté quelques notes de satisfactions dans l'évolution de la situation des écoles islamiques, même si elles n'étaient pas coordonnées. Cette imperfection ajoutée à la problématique de l'insertion socio professionnelle des diplômés de ce programme d'études a contribué au réaménagement de la méthode d'enseignement d'une part et changé la perception qu'avaient certaines personnes de ce type d'école d'autre part.

1- La révision du programme d'enseignement : Les écoles islamiques de spécialisation

Après avoir évolué à travers les écoles coraniques traditionnelles, les medersas et les écoles confessionnelles conventionnelles, l'enseignement islamique a revêtu un autre aspect. Cette mutation opérée dans le système éducatif islamique est intervenue dans les dernières décennies du XX^{ème} siècle. Mais ce fut à l'entame du siècle suivant que ce type de formation a commencé à prendre de l'ampleur. En effet, la formation islamique spécialisée a fait son apparition à Anyama[961], une ville jusqu'alors méconnue des anciens foyers d'enseignement islamique. Son premier responsable était lui aussi étranger au cercle des clercs formateurs coraniques locaux.

a) L'initiateur du projet, Ba Ishaq

Cette initiative est à l'active d'un missionnaire de la Ligue Islamique Mondiale, Ba Ishaq[962]. Originaire de la Mauritanie, Il naquit en 1949 à Bou Eléfiya dans la région d'Aïoun. Son œuvre en Côte d'Ivoire tire en partie sa source de son parcours d'études. En effet, ce fut vers l'âge de 7 ans que Ba Ishaq, sur l'initiative de sa mère Koumba Assiatou, entra à l'école coranique de son village

[961] Cette étude n'exclut pas la probabilité de l'existence antérieure de ce type de formation dans d'autres localités en Côte d'Ivoire même si les données en notre possession ne l'attestent pas.

[962] Entretien réalisé avec Ba Ishaq le 12 janvier 2007 à Dar al Coran al Karim à Anyama. Toutes les informations relatives à sa vie ont été extraites de cet entretien. Cf. BINATE (Issouf), « Anyama, un nouveau foyer d'enseignement islamique en Côte d'Ivoire », in *Islam et Société au Sud du Sahara*, Paris, Les Indes savantes, vol.2, 2010, pp117-136.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

natal. Cette initiative l'a conduit dans les établissements de plusieurs maîtres[963] de la région d'Aïoun et même au-delà des frontières mauritaniennes. Le premier d'entre ces formateurs avec qui il reçut les préceptes de l'enseignement des valeurs islamiques se nommait Mohamed Lamine Daoudi. Avec lui, il a parcouru plusieurs localités de sa région et même au delà des frontières du pays. La formation, il ne l'a pas reçu dans un endroit fixe. Elle avait lieu en chemin, à l'ombre des arbres, dans des cadres éloignés des centres urbains et pouvait s'étendre sur plusieurs mois. Seuls certains événements, notamment le mois de jeûne, les fêtes religieuses,… pouvaient interrompre momentanément la durée du séjour.

Le retour au village représentait des moments de réjouissance pour les familles des talibés qui couvraient le maître de présents. A la fin de la phase de la mémorisation des caractères arabes (alphabétisation), le maître avait droit, de la part de chaque talibé, à deux moutons. Et lorsqu'ils entamaient le second exercice, la mémorisation proprement dite du Coran, le formateur recevait un mouton pour chaque *djouz* appris par cœur.

Son séjour d'études auprès du *karamoko* Mohamed Lamine Daoudi prit fin à la mort de ce dernier. Ce séjour avait duré deux années et Ba Ishaq était déjà parvenu à mémoriser la moitié du Coran. Mais la formation n'étant qu'à ses débuts, il fut envoyé chez un autre maître, Cheick Mohamed Jidou Ould Ibrahim[964]. Cet homme était enseignant coranique et passait son temps à suivre son troupeau de bétails. En compagnie de sa famille et de ses talibés, il partait d'une localité à une autre à la recherche d'herbes fraîches pour son troupeau. En dehors de sa vocation d'inculquer aux talibés le savoir islamique, ce séjour d'études les initiait et les préparait à leur entrée dans la vie active avec un savoir

[963] La liste des Cheicks rencontrés par Ba Ishaq au cours de sa formation n'est pas exhaustive. Il a été exclu de l'effectif ceux chez qui son séjour a été bref.
[964] Cheick Mohamed Jidou Ould Ibrahim a été le formateur du défunt maître – Mohamed Lamine Daoudi – de Ba Ishaq.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

faire dans le domaine des activités pastorales. C'est auprès de ce maître que Ba Ishaq est parvenu à mémoriser entièrement le Coran.

Devenu *hafiz*[965] à l'âge de 16 ans, Ba Ishaq se renseigna auprès des grands élèves sur les différentes disciplines annexes du Coran et les enseignants. Ayant opté pour l'orthographe, il se rendit successivement chez Ousmane Ould Babani dans sa région natale et chez Oumar Souleymane dans la région de Nioro au Nord du Mali. Auprès du premier, la récitation du Coran entier a été son exercice quotidien. Cet exercice lui permit de renforcer sa capacité à la lecture psalmodiée du Coran. Puis une fois chez le second, il se consacra entièrement à l'orthographe arabe. Aussi, profita t-il de sa présence en terre malienne pour se rendre dans la région de Nara (Nord du Mali) où il rencontra, l'un après l'autre, les Cheicks Ahmad Ali et Jidou Tambabou. A la fin de ce parcours de plus d'une décennie, il rebroussa chemin. D'abord, il fit escale à Nioro chez le Cheick Mohamed Nour Tall, puis le Cheick Adi Tall, avant de se rendre à Kayes chez le Cheick Oumar Babani Diallo[966]. Sur le chemin de retour en Mauritanie, il séjourna à nouveau chez le Cheick Adi Tall à Nioro.

En Mauritanie, le natif de Bou Eléfiya séjourna à Nouakchott où il était parvenu à obtenir une inscription dans une institution éducative privée, *Al Falah*. Il y passa une année scolaire avant d'entrer au Lycée Arabe. Dans ce nouvel institut, il fit la connaissance d'autres disciplines de formation notamment les matières scientifiques modernes telles l'algèbre, l'histoire, la géographie,… et les langues étrangères particulièrement l'anglais. Parallèlement à cette formation, il n'a cessé de fréquenter les mosquées de la ville où s'effectuait l'enseignement de type traditionnel pour mieux stabiliser les 114 sourates mémorisées et approfondir ses connaissances. Dans ces milieux, il suivit les cours de plusieurs maîtres dont Mouhamed Lamine Ould Al Assan, Sadaf Ould Mouhamed Al

[965] C'est le titre donné à celui qui a entièrement mémorisé le Coran. (Pluriel de *hafiz : huffaz*).
[966] Le Cheick Oumar Babani Diallo a été le maître de Adi Tall.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Bachir, Bouba Ould Bousseri … Après une année de formation au Lycée Arabe, il obtint le diplôme de fin d'étude islamique qui faisait de lui désormais un enseignant. C'est auréolé de ce titre en plus de celui de *hafiz* que Ba Ishaq fut envoyé en mission en Côte d'Ivoire en février 1981 à la demande de la communauté musulmane de la ville d'Anyama :

> *« Un jour nous avons reçu Moussa Comara (alors président de l'Association Musulmane pour l'Organisation du Pèlerinage) accompagné d'un responsable religieux résidant à Dakar. Ce dernier avait pour mission d'évaluer les besoins en enseignants des communautés afin de les combler. A notre requête, il nous a demandé si nous pouvions trouver une école et un logement pour qu'il nous envoie deux enseignants. Nous avons accepté sa proposition et, une fois retourné à Dakar, il a tenu sa promesse »*[967]

L'aventure en terre ivoirienne, Ba Ishaq ne l'a pas entamée tout seul. Il était arrivé à Anyama en compagnie de Fall Mohamed, un de ses compatriotes. Ce dernier fut plus tard affecté dans un établissement coranique à Abidjan. Ba Ishaq fut logé dans l'une des pièces de la concession familiale du président de la communauté musulmane, Bamba Souleymane. La ville d'Anyama, à cette période, n'était à sa première expérience avec les écoles coranique. Déjà en 1966, VERNIERE Marc[968] faisait remarquer dans son étude monographique sur Anyama que moins du tiers des 4000 enfants scolarisables fréquentaient les écoles publiques. Cette situation, selon lui, était imputable à la masse des musulmans de la ville estimée à 64,9% de la population totale. L'arrivée de ce nouvel enseignant s'entendait ainsi comme un appui aux initiatives alors en cours.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[967] Entretien réalisé avec Bamba Souleymane le 08 avril 2007 à son domicile familial au quartier Gare – Carrefour maternité (Anyama).
[968] VERNIERE (Marc), « Monographie du centre semi – urbain d'Anyama (Côte d'Ivoire), Tome 1 : Le milieu et les hommes », in *Cahier ORSTOM*, Abidjan, 1966, p118.

b) Les œuvres de Ba Ishaq : Les écoles de formations des huffaz

La mission de Ba Ishaq débuta au quartier de Christian Koi II où il lui avait été ouvert deux salles de cours équipées de tables bancs. Ce local n'était autre que le rez-de-chaussée de l'immeuble en construction de son hôte, Bamba Souleymane. La formation à y dispenser devait être de type medersa. A la différence des autres medersas de la ville, la formation à l'école de Ba Ishaq devait être sans contribution financière des parents d'élèves. Ce principe de gratuité des cours annoncé avait attiré vers l'établissement beaucoup d'élèves. Mais l'exigüité du cadre de la formation exigeait un nombre d'élèves par classe. Un des élèves de la première promotion expliquait la méthode utilisée pour le recrutement :

> *«Il a organisé un examen pour constituer sa première classe. Les cinq meilleurs de chaque classe furent retenus. L'effectif des retenus avoisinait les 60 élèves»*[969].

Par ce procédé, Ba Ishaq parvint à obtenir sa première classe. Après deux années de formation, l'effectif des élèves fut renforcé par l'organisation d'un nouvel examen. A cette époque, les cours avaient lieu seulement dans la mi-journée. Les élèves, constitués en deux groupes, pratiquaient la double vacation. Le groupe qui prenait les cours de 07 h à 10 h ce jour-ci, les reprenait de 10 h à 12 h le jour suivant. L'enseignement dispensé était axé essentiellement sur la mémorisation des versets coraniques et l'apprentissage des disciplines annexes du Coran, telles le *tafsir*, le *fiqh*, les hadiths. A côté de l'éducation à ces valeurs, il introduisit une dynamique nouvelle : la formation des *huffaz* (pluriel de *hafiz*). Pour ce type d'enseignement, il changea de cadre de travail. Et, ce fut la mosquée sunnite, construite à environ cent mètres de son lieu habituel de cours, qui abrita cette formation. Ba Ishaq, jusqu'alors au service des seuls élèves recrutés, allait partager son savoir avec un public plus large composé d'adultes et de jeunes talibés. Dans cette mosquée, il parvint à former ses premiers *huffaz*.

[969] Entretien réalisé avec Sangaré Adama le 09 avril 2007 au quartier Derrière rails (Anyama).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le succès rencontré par ces activités allait le conduire vers un nouveau site plus propice à la formation de ceux qui souhaitaient porter en eux le Coran.

- *Dar al Coran al karim et l'Institut de mémorisation du Coran*

Il a ouvert ses portes le 09 mars 1997 sur un site d'altitude élevée situé entre la gare ferroviaire et l'autoroute reliant Abidjan à Agboville. Ce cadre retiré du centre urbain semblait le mieux adapté pour la formation des *huffaz*. L'établissement, en lui-même, était constitué d'une mosquée et de bâtiment à étages. La mosquée, dénommée mosquée de l'imam Malik[970], est un bâtiment de deux étages[971]. Le rez-de-chaussée servait à la fois de lieu de cours et de culte. Elle était une vaste salle équipée de vingt fenêtres avec chacune deux battants, de cinq grandes portes, de nattes recouvrant la terrasse, et de quarante et un brasseurs d'air installés sous la dalle en béton soutenue par trente deux piliers. Dans les coins de la salle, excepté l'espace qui servait d'espace de retraite au Cheick[972], étaient regroupées les tablettes des talibés après les séances de cours. L'intérieur de la salle était peint en vert et blanc, et l'extérieur en jaune et violet. A côté de la mosquée, un bâtiment de deux étages fait office de salles de classes et de dortoirs[973], et une rangée de quatorze pièces servait de toilettes avec autant de douches que de W.C. L'ensemble de ce domaine était entouré d'une clôture d'environ trois mètres de hauteur avec quatre entrées principales.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[970] La mosquée porte le nom de l'Imam Malik (93 H. – 179 H.), le fils de Anas, un des Compagnons du Prophète Muhammad. Il est l'auteur du recueil de hadith *Al Mouwatta'* et est, sans conteste, l'une des personnalités les plus importantes de la troisième génération de l'islam. Il est l'initiateur de l'école juridique dite « malikite », qui est dominante en Afrique de l'ouest comme au Maghreb. L'attribution du nom de cet homme à la mosquée est une marque du respect et de la reconnaissance que Ba Ishaq a pour cet illustre savant du monde musulman. Il en est de même de l'utilisation du nom des Imams Nafi' et Aasim (voir plus loin). Ces actions ne participent pas, selon l'initiateur, à une logique d'appartenance idéologique à un mouvement islamique quelconque. Toutefois, il tient un discours courtois et tolérant vis-à-vis des tendances nées dans l'islam.

[971] Les travaux de finition du deuxième étaient encore en projet lors de nos passages dans cette école en 2007.

[972] A l'extrême gauche de l'entrée de la mosquée, un espace avait été laissé au Cheick pour faire ses invocations, recevoir ses visiteurs, etc.

[973] Ces dortoirs étaient réservés aux internes. En effet, les talibés étaient composés d'externes et d'internes. Les premiers s'acquittaient individuellement de la somme de 2 000 francs CFA comme frais de formation mensuelle, tandis que le montant des seconds s'élevait à 13 000 francs CFA par mois. Les internes avaient droit, en plus de la formation et de l'abri, aux trois repas quotidiens.

La formation dans cet établissement était calquée sur le modèle d'enseignement des écoles coraniques traditionnelles. Mais à la différence de cette dernière, cette formation se déroulait selon une occupation rationnelle du temps (Voire Tableau ...). Elle avait lieu au sein de la mosquée et dans les salles de classe du bâtiment à étages. Le talibé, nouvellement inscrit, devait être soumis à un test d'évaluation de son niveau. Pour ceux d'entre eux ne sachant rien des caractères arabes, ils étaient initiés à l'alphabétisation avant d'amorcer la mémorisation des sourates. Cette étape débutait avec la sourate d'ouverture (Fatiha) suivie des plus courtes sourates au plus longues. Les talibés, repartis entre garçons et filles[974], étaient assis par petits groupes de 10 à 15 personnes lors des cours.

Ces cours organisés, sous la surveillance des grands élèves et la supervision du Cheick, débutaient juste après la prière de l'aube (*soubh*). Les talibés, munis de leurs tablettes, récitaient les versets des sourates qui y avaient été transcrits. A cette heure de la journée, ils se présentaient tour à tour devant les grands élèves pour la récitation des leçons de la veille et de l'avant-veille. Ceux qui parvenaient à réussir cet exercice, étaient autorisés à laver leurs tablettes pour la transcription de nouveaux versets. Tout au long de la journée, ils avaient pour unique tâche la mémorisation de ce qui leur avait été prescrit à l'aube. A partir de 21 h 30, ils se retrouvaient au sein de la mosquée. Et, individuellement, ils étaient à nouveau interrogés sur l'état d'avancement de la lecture journalière. Les admis à cet exercice de récitation de versets coraniques étaient invités à regagner leurs lits, tandis que les autres poursuivent la séance de mémorisation jusqu'à 22 h 30, au risque d'être punis le lendemain à l'aube.[975]

[974]La participation des filles était très faible. Elle constituait moins de 10% de l'effectif total des talibés. Les deux éditions de la présentation des *huffaz* n'en avaient présenté que trois dont Ba Aicha (1ère édition), Ba Aminata et Sow Mariam Abdoul Aziz (2ème édition). Durant leur séjour de formation, elles connaissaient un traitement particulier. Elles étaient logées dans l'une des pièces de la concession familiale du Cheick. Pendant les séances de formation, les plus jeunes d'entre elles suivaient les cours dans la Mosquée, et celles qui avaient atteint l'âge de la puberté étaient encadrées par des élèves-maîtres dans l'une des salles de classe du bâtiment à étage.

[975] Sanctions imposées aux talibés : mise à genoux, fessées, privation de nourriture.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Après des années de travail, Ba Ishaq a instauré la journée de célébration des *huffaz*. Cette cérémonie devait avoir lieu tous les deux ans. La première édition s'est déroulée le 1er juin 2003, avec la présentation de vingt-trois *huffaz* (Voire Tableau 14). Le succès de cette initiative, qui a vu la participation de nombreuses personnalités de la communauté musulmane du pays, des media (la Radio Al Bayane), des représentants des pays arabes (Arabie Saoudite, Egypte, …) a donné une impulsion à la réputation du centre. Prévu à l'ouverture pour accueillir trente talibés, Dar al Coran al Karim enregistrait plus d'une centaine d'auditeur en 2005. Les *huffaz* présentés lors de la seconde édition, cette année là, était au nombre de soixante[976]. Chacun d'eux repartaient de la manifestation avec leur certificat de mémorisation du Coran. La possibilité était donnée à ces diplômés de rentrer en famille pour y effectuer d'autres activités ou de rester auprès du Cheick pour poursuivre leur formation à l'Institut construit à cet effet.

Cette initiative est née de la nécessité de donner une chance aux talibés, qui n'ont pas eu de bourses d'études des universités islamiques, d'approfondir leur connaissance. Elle était aussi redevable au retour au pays de certains *huffaz* de Dar al Coran al Karim ayant parfait leur formation à l'étranger, dans le monde arabe notamment. En effet, depuis le 31 mai 2003, un nouvel espace dénommé Institut de mémorisation du Coran a été ouvert dans l'enceinte de la mosquée de l'Imam Malik pour accueillir les talibés ayant mémorisé entièrement le Coran. Le bâtiment qui abritait la formation était un immeuble de deux étages disposant de plusieurs salles de classes. A ce stade, la formation était dispensée par des professeurs, anciens disciples du Cheick. On note parmi eux Bamba Youssouf[977]

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[976] On note des absences de talibés lors des deux cérémonies de la présentation des *huffaz.* On peut le constater en comparant la liste des talibés inscrits et de ceux présentés (Cf. Listes des huffaz).

[977] Diplômé de l'Université Islamique de Médine (Arabie Saoudite), Bamba Youssouf est le directeur des études de Dar al Coran al Karim et Imam adjoint de la grande Mosquée du Plateau Dokui. Il compte parmi les meilleures voix dans la lecture psalmodiée du Coran en Côte d'Ivoire. C'est d'ailleurs pourquoi depuis 2004, il est sollicité par la communauté musulmane de la Mosquée Salam de Philadelphie (Etats-Unis d'Amérique) pour officier les prières pendant le mois de ramadan. Cette mosquée, ouverte en 1997, est née à l'initiative des musulmans ivoiriens de cette cité des Etats Unis d'Amérique. Cf. MIRAN (Marie), « ''La lumière de l'islam vient de Côte d'Ivoire'' : Le dynamisme de l'islam ivoirien sur la scène ouest africaine et internationale », (Paru en 2006 dans *Revue canadienne des études africaines*).

(Imam de la mosquée du Plateau Dokoui), Koné Zackaria (Imam de la mosquée d'Abobo Anador), Coulibaly Ismaël, Ba Ibrahim, Soro Vamara, Saïd Diallo[978], Moustapha Diaby, Bazoumana Diarra, … . Quelques uns résidaient chez le Cheick, mais la plupart d'entre eux étaient domiciliés à Abidjan.

L'organisation de la formation à l'Institut pouvait être assimilable à celui des établissements islamiques secondaires du pays. Elle comptait deux cycles. Le premier cycle comportait trois classes. Mais l'entrée dans ce cycle était précédée d'une année préparatoire au cours de laquelle les élèves, possesseurs d'un savoir récitatif, devaient recevoir des formations en théologie, histoire, etc. A la fin de cette formation, les élèves pouvaient effectuer leur entrée au collège qui elle-même était sanctionnée par *al-shahadat al-idadiyya*, l'équivalent du Brevet d'Etude du Premier Cycle. A ce niveau, l'enseignement s'articulait autour des disciplines suivantes : *tadjwid* (lecture psalmodiée du Coran), *rasm* (orthographe), *Tafsir* (exégèse du Coran), *fiqh* (jurisprudence), *aqida* (Unicité de Dieu), *Anaou* (*al–nawh* : grammaire) *wa açafou* (conjugaison), Adabou *wansourse* (Littérature), *inchaou* (*insha'* : rédaction), *açira* (*al-sîra*) (biographie du Prophète) et *fransiyya* (Français). Quant au second cycle (Lycée), il s'étendait aussi sur une période de trois ans, sanctionné par *al-shahadat al-thanawiyya*, l'équivalent du Baccalauréat. Le programme proposé dans cette phase était une copie de celui du premier cycle, avec cependant quelques changements, notamment l'introduction de nouvelles matières, telles l'héritage, la rédaction et l'allocution, la rhétorique et les diverses formes de lecture.

L'Institut de la mémorisation du Coran, jusqu'en 2005, n'avait pas encore organisé ses premiers examens de fin de cycle. Ces épreuves étaient prévues pour l'année 2007. Toutefois, l'établissement continuait d'accueillir les auditeurs de *Dar al Coran al karim* et ces établissements annexes.

[978] Saïd Diallo est non voyant. Il fait partie des premiers talibés de Ba Ishaq formés à Anyama au quartier Christian Koi II.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 13 : Emploi du temps de *Dar al Coran al Karim*

Jours / Horaires	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi
05h30-7h30		Révision + exercice de lecture et de mémorisation de nouvelle sourate	Révision + exercice de lecture et de mémorisation de nouvelle sourate	Révision + exercice de lecture et de mémorisation de nouvelle sourate	Révision + exercice de lecture et de mémorisation de nouvelle sourate	Révision + exercice de lecture et de mémorisation de nouvelle sourate	
07h30-9h		Petit déjeuner + Pause	Petit déjeuner + Pause	Petit déjeuner + Pause	Petit déjeuner + Pause	Petit déjeuner + Pause	
09h-12h		Exercice de lecture et de mémorisation	Exercice de lecture et de mémorisation	Exercice de lecture et de mémorisation	Exercice de lecture et de mémorisation	Exercice de lecture et de mémorisation	
12h-13h30		Déjeuner + Pause + Prière de *Zourh*	Déjeuner + Pause + Prière de *Zourh*	Déjeuner + Pause + Prière de *Zourh*	Déjeuner + Pause + Prière de *Zourh*	Déjeuner + Pause + Prière de *Zourh*	
13h30-16h		Pause + Prière de *Asr*	Pause + Prière de *Asr*	Pause + Prière de *Asr*	Pause + Prière de *Asr*	Pause + Prière de *Asr*	
16h-17h30		Exercice de lecture et de mémorisation	Exercice de lecture et de mémorisation	Exercice de lecture et de mémorisation	Exercice de lecture et de mémorisation	Exercice de lecture et de mémorisation	
17h30-18h30		Pause + Prière de *Maghrib*	Pause + Prière de *Maghrib*	Pause + Prière de *Maghrib*	Pause + Prière de Maghrib	Pause + Prière de *Maghrib*	
18h30-20h	Exercice de lecture et de mémorisation	Exercice de lecture et de mémorisation	Exercice de lecture et de mémorisation	Exercice de lecture et de mémorisation	Exercice de lecture et de mémorisation		
20h-21h	Dîner+Pause + Prière de *Icha*	Dîner+Pause + Prière de *Icha*	Dîner+Pause + Prière de *Icha*	Dîner+Pause + Prière de *Icha*	Dîner+Pause + Prière de *Icha*		
21h-22h30	Révision	Révision	Révision	Révision	Révision		

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 14: Listes des huffaz de la 1ère promotion (1er juin 2003

1.	BA Abiboula	10.	CAMARA Idriss	19.	DIALLO Mouhamed Sanoussi
2.	BA Aicha	11.	DIALLO Abdoulaye Dalin	20.	DIALLO Mouhamed Soyid
3.	BA Al Amir Souleymane	12.	DIALLO Amadou Wouri Ibrahim	21.	DIALLO Zackaria
4.	BA Thierno Amed	13.	DIALLO Amadouri Souleymane	22.	KEÏTA Souleymane
5.	BARRY Ahmed Abdoul Amid	14.	DIALLO Amadouri Banon	23.	OUEDRAOGO Abdoul Amid
6.	BARRY Idriss	15.	DIALLO Ibrahim	24.	SOW Abdoulaye
7.	BARRY Mouhamed Sorry	16.	DIALLO Galambe Abdoulaye	25.	SOW Moutakal
8.	BARRY Mouhamed Azali	17.	DIALLO Mouhamed Baïlo	26.	TOURÉ Souleymane
9.	BARRY Thierno Oumar	18.	DIALLO Mouhamed Boni	27.	TRAORE Adi

Source **:** Archives de *Dar al Coran al Karim et l'Institut de mémorisation du Coran*

Tableau 15: Liste des huffaz de la 2ème promotion (28 août 2005)

1.	BA Abdoul Amid Karim	22.	DIALLO Moustapha A.	43.	KONATÉ Abdoul Aziz
2.	BA Abdramane Awaw	23.	DIABY Ismaël	44.	KONATÉ Ahmed
3.	BA Abdoulaye Nour Sy	24.	DIABY Sidick	45.	KONATÉ Ousmane
4.	BA Aboubakar Mohamed T.	25.	DIAKITÉ Ismaël	46.	KONÉ Adam Karim
5.	BA Ada Mouhamed	26.	DIALLO Alfousséni	47.	KOUYATÉ Aboubakr Sidick
6.	BA Amid Abdoul Aziz	27.	DIALLO Ahmad Yacoub	48.	KOUYATÉ Mouhamed
7.	BA Aminata	28.	DIALLO Ibrahim Aboubakar	49.	KOUYATÉ Oumar
8.	BA Ibrahim Abdoulaye	29.	DIALLO Mouhamed Ahmad Baïlo	50.	OUADRAOGO Abdoul Nasr
9.	BA Ibrahim Ahmad	30.	DIALLO Mouhamed Chérif	51.	OUATTARA Abdoul Moumine
10.	BA Ibrahim Ramadan	31.	DIALLO Mouhamed Lamine	52.	SANGARÉ Oumar
11.	BA Ngoyi Aboubakr	32.	DIALLO Mouhamed Ousmane	53.	SOMAN Ilias
12.	BA Yaya Chérif	33.	DIALLO Mouhamed Tafsir	54.	SOW Mariam Abdoul Aziz
13.	BA Yaye	34.	DIALLO Mouhamed Tan Ismaël	55.	SOW Mouhamed Wouri
14.	BAMBA Abdoul Karim	35.	DIALLO Oumar Alpha	56.	SYLLA Assan
15.	BALDE Alpha Ahmad	36.	DIALLO Ousmane Issa	57.	SYLLA Ousmane Mouhamed
16.	BARRY Mouhamed Ahmad	37.	DIALLO Tidiane Ahmad	58.	SYLLA Yacoub Assan
17.	BARRY Thierno Sarr	38.	DIARRA Diakité	59.	THIAM Oumar Moussa
18.	CAMARA Mouhamed	39.	DIARRA Moussa Alpha	60.	TOURE Chouhib
19.	CAMARA Mouhamed Moussa	40.	DIARRASSOUBA Ali	61.	TRAORE Abdoulaye
20.	CISSE Bangali	41.	DOSSO Abdoulaye Yaya	62.	ZAGRÉ Aroun
21.	DIABY Aboubakar Sidick	42.	KOÏTA Youssouf	63.	

Source **:** Archives de *Dar al Coran al Karim et l'Institut de mémorisation du Coran*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- *Les établissements annexes de Dar al Coran al Karim*

Pour partager sa vision éducative avec un public plus large, Ba Ishaq a entrepris de reconduire au-delà d'Anyama des projets similaires. Bas fond, un des quartiers malfamés d'Anyama, a accueilli l'école islamique dénommée *Far'ou*[979] *Imam Nafi'*. Dans la commune de Yopougon, ce fut *Far'ou Imam Aasim* qui vit le jour.

- Far'ou Imam Nafi'

Son ouverture a précédé celle de *Dar al Coran al Karim*. *Far'ou Imam Nafi'* a ouvert ses portes en novembre 1988 à la demande de Ouédraogo Adama[980], un habitant du quartier Bas fond d'Anyama. Constitué de deux hangars construits en bois, recouverts de plastique associé à quelques feuilles de tôles, et équipés de tables bancs, de bureaux, de tableaux, … cette école abritait plus de cinq cents élèves[981]. L'essentiel de cet effectif est composé des enfants de moins de dix ans qui ne peuvent pas suivre leurs parents sur le champ de leurs activités. Cette école se présentait ainsi, pour certains parents d'élèves, comme un centre d'éducation préscolaire ou une garderie. Elle a été à son ouverture confiée à Sangaré Adama[982], un des talibés de Cheick Ba Ishaq.

Le programme d'enseignement de *Far'ou Imam Nafi'* était la continuité de celui de la première école du Cheick Ba Ishaq. Mais l'autonomie de la gestion de l'école accordée aux responsables a fait que, au fil du temps, ce programme a connu des modifications. Dans cette disposition nouvelle, l'école proposait ainsi

[979] La traduction de l'expression far'ou (en arabe) est « branche », ou **«** section »**.** En attribuant, par exemple, le nom de l'Imam Nafi' (surnommé l'étendard du savoir et un des professeurs de l'Imam Malik) à son école, Ba Ishaq entend ainsi faire de cet établissement le foyer des enseignements de ce savant de Médine.

[980] Ayant constaté le besoin d'enseignants pour l'encadrement des enfants de parents musulmans de ce quartier précaire, Ouédraogo Adama a sollicité l'aide du Cheick Ba. L'établissement, depuis lors, est installé dans sa cours familiale.

[981] Ce chiffre, tout comme celui de Dar al Coran al Karim, est une estimation. Ces écoles ne conservent guère d'archives. Mais la confrontation des données (l'effectif des élèves présents lors des enquêtes et les registres de payement des frais de scolarité) nous a permis d'avoir une idée des effectifs globaux.

[982] Entretien réalisé avec Sangaré Adama le 09 avril 2007 au quartier Derrière rails (Anyama).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

au talibé le schéma d'enseignement des écoles medersas, avec l'introduction de différents niveaux d'études (de la maternelle à la classe de 5e) et des disciplines scientifiques modernes (Géographie, Algèbre, Histoire, Conjugaison…) en plus des matières coraniques. Toutefois, une place importante était accordée à la mémorisation du Coran. Précédemment, les talibés, désireux de se spécialiser dans ce domaine, étaient envoyés à Dar al Coran al Karim pour y suivre les cours de mémorisation. Mais, depuis 2005, l'école a reçu du Cheick Ba deux de ses *huffaz* (Keita Souleymane et Touré Souleymane) pour l'encadrement des apprenants sur place.

Par ailleurs, l'école participait au projet d'organisation d'examen de l'OEECI. Ainsi, présentait-elle des candidats aux examens du Certificat d'Etude Primaire Elémentaire Islamique (CEPEI). Cette expérience avec l'OEECI, *Far'ou Imam Assim* ne la partageait pas.

- Far'ou Imam Aasim

Des trois établissements, il est le plus récent. Ouverte en 2002 dans la commune de Yopougon, au quartier Ananeraie, à proximité de l'agence de la SODECI (Société de Distribution de l'Eau en Côte d'Ivoire) avec un effectif de départ de neuf élèves, cette école était le fruit des aides reçues par le Cheick. Son cadre était des plus simples. Il était constitué de deux locaux distincts situés de part et d'autre de la rue principale qui reliait l'agence de la SODECI aux autres secteurs du quartier. L'un était la véranda de la concession d'El Hadj Saïd Konaté[983] aménagée et tenue à l'abri du regard des passants par l'installation d'une clôture. L'autre salle de classe, qui faisait office de lieu de cours et de culte, avait été offerte par El Hadj Samba Sylla, un ami du Cheick Ba.

La direction de *Far'ou Imam Aasim* a été laissée aux mains de deux talibés du Cheick, Barry Idriss (directeur) et Barry Mahamadou Salihu (assistant). L'organisation de l'école et de l'enseignement dispensé était similaire à celle en

[983] El Hadj Saïd Konaté est un ami du Cheick et le père de l'hafiz Konaté Ousmane (2ère promotion des huffaz).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

vigueur à Dar al Coran al Karim. Les talibés de cette école étaient aussi constitués d'internes et d'externes[984]. La formation était payante. Les internes et les externes s'acquittaient respectivement les sommes de 13 000 frs cfa et 3 000 frs cfa chaque mois.

A *Far'ou Imam Aasim*, les séances journalières d'apprentissage débutaient à partir de la fin de la prière de *Soubh* et reprenaient de 09 h à 12 h, après la pause du petit déjeuner (07 h 30). Dans l'après-midi, elles démarraient à la suite de la prière de *Asr* (16 h) pour s'achever à 22 h 30, mais entrecoupées de deux périodes de pause.

Cette méthode de travail novatrice dans l'univers de la formation islamique en Côte d'Ivoire a commencé à attirer vers *Dar al Coran al karim* et ses établissements annexes nombre important d'élèves. Par ailleurs, des écoles similaires, à l'initiative d'anciens élèves de Ba Ishaq, commençaient à voir le jour[985]. Toutefois, le caractère trop religieux de cet enseignement limitait la finalité de la formation à quelques activités. A cet effet, Ba Ishaq expliquait :

> *« Chaque fois qu'on me pose cette question, je m'étonne. Quel est l'avenir d'un médecin qui a achevé sa formation ? Il devient médecin. Quel est l'avenir d'un technicien qui a fini sa formation ? Il devient évidemment un employé dans le domaine pour lequel on l'a formé. C'est le même cas pour les hafiz que nous formons. Ils vont se mettre au service de l'islam et des musulmans (…) »*[986]

Certains membres de la communauté musulmane, n'entendant pas l'insertion socio professionnelle de leurs enfants de cette voie, allaient trouver une alternative à cette formation typiquement religieuse.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[984] L'effectif des apprenants a évolué au fil des années. Lors de notre passage dans cette école en 2007, il était de 45 élèves.
[985] Konaté Zakaria, hafiz formé auprès de Ba Ishaq, a ouvert son école dans la commune d'Abobo, au quartier Anador.
[986] KEME (Brama), entretien réalisé avec Ba Ishaq : « Le Coran est la solution pour le musulman », in *Islam Info*, n°082 du mercredi 23 au mardi 29 mai 2007, p7.

2- Vers une nouvelle orientation de la demande scolaire : Les écoles de formation mixte

Considérée comme l'une des premières institutions sociales du pays en dehors du cercle familial, l'enseignement islamique partageait depuis bien des décennies l'espace scolaire avec une autre forme d'enseignement, l'enseignement national. Ce type d'enseignement introduit par l'administration coloniale était mal perçu dans le milieu des musulmans eu égard à la pesanteur sociale apportée par les exactions des colons. Ainsi,

> *« Sur le plan religieux, les musulmans africains percevaient cette école européenne comme un chemin qui mène à l'enfer. »*[987]

Les années et les décennies se sont écoulées et les préjugés ont laissé peu à peu voir l'autre réalité des écoles officielles dites occidentales. En effet, dans les sociétés fortement islamisées où *« avant (…) chacun avait sa spécialité, appartenait à telle branche, avait un itinéraire à suivre »*[988], cette offre d'éducation a soulevé toutes les barrières sociologiques qui entouraient le savoir et ouvert ce champ à tous les individus qu'ils soient descendants d'esclaves ou gens de castes. Ces écoles de « promotion sociale » ont, pendant longtemps, fait face à une réticence des musulmans. Elles y ont survécu, même dans les bastions locaux de diffusion de l'islam, et fourni au pays ses premiers cadres au nombre desquels on comptait des musulmans.

Outre leurs fonctions administratives, ces derniers ont participé au succès des activités islamiques au cours de la période post coloniale. Cette contribution aux actions communautaires s'est faite remarquée à travers leur implication dans les différentes associations qui ont vu le jour telles l'UCM, l'AMOP, etc. Sur la voie de devenir eux aussi des cadres du pays, les élèves et les étudiants n'ont pas

[987] CISSE (Issa), « Les medersas au Burkina, l'aide arabe et l'enseignement arabo-islamique », in KANE (Ousmane) et TRIAUD (Jean Louis) (dir), *Islam et islamisme au Sud du Sahara*, Paris, Karthala, 1998, p105.
[988] GERARD (Etienne), « Les medersas : un élément de mutation des sociétés ouest africaines », in *Politique étrangère*, n°4, 1997, p616.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

attendu la fin de leurs études pour montrer leur appartenance publique à la religion de Muhammad. Ils créèrent dès 1972 l'AEEMCI.

Ce dynamisme de l'islam, dans ce milieu éducatif qualifié d'obstacle à l'avancée de la religion islamique, a apporté de nouvelles réflexions sur la question de l'éducation à donner aux enfants. En effet, dans le but de leur assurer un confort ici bas et un bien être dans l'au-delà, les parents d'élèves – qu'ils soient descendants d'une lignée maraboutique[989] ou pas – se sont instruits de l'expérience des élèves et des étudiants musulmans de la période post coloniale[990]. L'une d'elles consistait à envoyer les enfants dès leur bas âge à l'école coranique, à défaut de la présence d'établissements confessionnels conventionnels dans la localité. Cet apprentissage qui pouvait durer plus d'une année servait d'éducation préscolaire pour ces derniers. Les enfants, au cours de ces formations, étaient initiés aux rituels de la prière. Aussi, apprenaient-ils quelques sourates à réciter au cours des prières.

Cette éducation préscolaire épargnait les parents musulmans d'un enseignement religieux de base à donner aux enfants. Ainsi, sachant prier, lire, écrire et ayant atteint l'âge scolarisable, les enfants étaient retirés des établissements islamiques pour les écoles publiques. Des facteurs pouvaient expliquer le passage des élèves des établissements islamiques aux écoles publiques. On notait parmi ceux-ci le manque de place dans les écoles publiques et le besoin de surveillance des enfants alors que les parents sont en activité[991]. Mais d'une manière

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[989] Les familles de lignées maraboutiques partagent elles aussi cette réflexion de double formation. Mais le devoir d'assumer les fonctions sociales confiées à leur clan les oblige à opérer des choix d'éducation à donner à leurs enfants. Ainsi, ce ne sont pas tous les enfants de ces familles qui doivent bénéficier d'une double éducation. Certains se verront privés de l'école officielle au profit de l'enseignement religieux qui leur permettra plus tard d'assurer les fonctions de guide religieux afin de préserver la chaîne de transmission familiale. Dans la famille du karamoko et imam Camara Abdoul Razak, à Bouna, tous les enfants participaient aux cours des deux types d'enseignements, à l'exception du fils aîné Camara Siraj Dine. Ce dernier suivait les cours islamiques aux côtés de son père de sorte à être apte à assurer, dans les années à venir, les fonctions de maître coranique et d'imam en charge par sa famille.

[990] Les cadres musulmans de la période post coloniale et la première génération des aeemcistes avaient pour la plupart été à l'école coranique avant d'aller à l'école publique. Cissé Djiguiba, membre de la section universitaire AEEMCI de la cité Mermoz à la fin des années 1970, a été bénéficiaire de cette double formation.

[991] PROTEAU (Laurence), *Op. Cit*, p253.

générale, la nécessité d'une instruction religieuse des enfants à former à l'école occidentale dominait. Certains parents d'élèves, lorsqu'ils ne faisaient pas bénéficier leurs enfants de cette formation préalable, trouvaient une autre alternative. Ils profitaient des vacances scolaires de ces derniers pour les inscrire dans les medersas du quartier ou les faisaient partir au village auprès des *karamoko* pour leur formation religieuse[992].

Les localités jusqu'alors opposée à tous projets d'enseignements, excepté l'enseignement religieux, n'ont pas été épargnées par ce souci de donner une éducation musulmane et surtout laïque, plus prometteuse pour l'insertion socio professionnelle des enfants. Dans quelques unes de ces villes – notamment à Kong et Samatiguila – nombre important d'élèves de famille musulmane commençaient à suivre les deux types d'enseignements. A Samatiguila, le Conseiller pédagogique, Coulibaly Drissa[993] a reconnu avoir dans ses effectifs scolarisés des élèves suivant les deux types de formation. Or, cette ville était connue pour son opposition à l'école officielle. En 1983, elle avait vu la medersa construite par Nifa Diaby fermée par le Sous Préfet[994]. En raison de la désertion de l'école publique au profit de la medersa, ce dernier avait imposé, à chaque *kabla*, un quota d'enfants à scolariser.

A Kong, l'initiative de la double formation des élèves a été consécutive à des pourparlers entre le personnel des écoles publiques et les maîtres d'écoles coraniques. Charlotte SEDEL, après son passage dans cette ville en 2000, nous fait le compte rendu de cette rencontre :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[992] L'école coranique du Cheick Samassi Aboubakar à Kélindjan (Samatiguila) recevait des élèves des écoles publiques pendant les vacances pour leur formation religieuse. Il en était de même pour l'établissement de Ba Ishaq à Anyama.
[993] Entretien réalisé avec Coulibaly Drissa le 21 juin 2008 dans son bureau à l'EPP 2 (Samatiguila).
[994] Entretien réalisé avec Diaby Movaly le 16 juin 2008 à son domicile à proximité de la grande mosquée (Samatiguila).

« Dans la ville de Kong, il existe au moins 14 écoles coraniques traditionnelles dont l'effectif total doit se situer autour de 300 élèves. Face à cette situation, les maîtres des trois écoles publiques sont allés à la rencontre des maîtres coraniques pour leur demander de libérer leurs élèves avant 8h00 afin qu'ils puissent également fréquenter l'école publique. Cette demande a été acceptée par les maîtres coraniques (…) »[995]

A l'école Bad[996] où elle a pu se rendre lors de cette mission, Charlotte SEDEL a obtenu des informations sur le nombre d'élèves participant à ce double programme d'enseignement. Ces données sont présentées comme suit :

« CP1 : 30 élèves sur 50 vont à l'école coranique
CP2 : 16 élèves sur 58
CE1 : 20 élèves sur 66
CE2 : 16 élèves sur 47
CM2 : 3 élèves sur 35 »[997]

La réforme instaurée a permis certes aux parents d'élèves de voir le double besoin éducatif de leurs enfants satisfait. Mais cette innovation importante était à l'avantage des écoles publiques dans la mesure où les élèves, après leur réussite aux concours de l'entrée en 6ème, étaient orientés dans les établissements secondaires[998] d'autres villes. Ces départs mettaient une fin à leurs études coraniques normales[999].

De ce procédé à ceux cités ci-dessus, les établissements islamiques perdaient de plus en plus leurs auditeurs au profit d'un système éducatif plus prometteur aussi bien socialement que sur le plan professionnel, réduisant ainsi l'enseignement islamique à une simple formation complémentaire nécessaire pour la pratique de la prière et de l'accomplissement de biens d'autres actes de foi en islam.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[995] SEDEL (Charlotte), *Op. Cit*, p17.
[996] L'école Bad de Kong fait partie des établissements scolaires construits par la Banque Africaine de Développement (BAD) en Côte d'Ivoire.
[997] SEDEL (Charlotte), *Op. Cit*, p17.
[998] La ville de Kong ne disposait pas d'établissements secondaires. Le Collège Dominique Ouattara, dont l'ouverture était prévue à la rentrée scolaire 2002-2003, n'a pas encore ouvert ses portes en raison du conflit déclenché le 19 septembre 2002.
[999] Lors des vacances scolaires, les élèves pouvaient poursuivre la formation religieuse auprès de leurs maîtres.

*****

En définitif, l'espoir suscité avec l'émergence sur la scène associative islamique de plusieurs mouvements religieux n'a pas donné les résultats attendus. Le début de la décennie, marquée par la signature de la convention sur l'enseignement islamique en 1993, a conduit à l'établissement des premières écoles islamiques officielles du pays. Mais jusqu'en 2005, sur la multitude de medersas et d'écoles coraniques traditionnelles du pays, seulement treize établissements confessionnels conventionnels[1000] avaient vu le jour. Le reste des établissements continuaient encore d'évoluer dans le cadre informel parfois sous la bannière de quelques associations.

A côté de la convention existante, ces associations, avec à leur tête l'OEECI, cherchaient désespérément la signature d'une autre convention qui prendrait en compte leurs doléances. Les pourparlers, engagés entre elles et l'Etat par le canal du Ministère de l'Education Nationale, n'avait pas encore donné des résultats satisfaisants. Cependant, ces associations et bien d'autres structures militantes aussi pour le bien être de l'enseignement islamique n'arrivaient pas à s'entendre sur l'orientation à donner à ce système éducatif.

Pris dans cette divergence d'opinions, l'enseignement islamique a fini par se trouver de nouveaux foyers de diffusion, sous contrôle d'aucune association, avec cette fois ci des missions précises : la formation des prédicateurs. Cette finalité de la formation, similaire à celle assignée aux medersas en général, ne rencontrant pas l'accord de tous les croyants musulmans, des choix ont commencé à s'opérer en faveur d'un enseignement à la fois religieux et laïc qui favoriserait l'insertion socio professionnel des élèves diplômés. Ces initiatives, entreprises que dans quelques localités du pays, ne sont pas loin d'être la

[1000] Confère le répertoire des écoles privées établi par le Service Autonome de Promotion de l'Enseignement Privé (SAPEP).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

nouvelle alternative véritable aux écoles coraniques traditionnelles et aux medersas, même si l'une des questions de fond, notamment l'uniformisation du programme d'études, n'est pas encore traitée de manière effective.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CONCLUSION

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Un siècle après l'érection du territoire en colonie française, l'enseignement coranique, dont la présence est attestée avant cette date, est encore à la recherche de ses repères. Et, cela malgré sa place de première institution éducative du pays. En effet, cette situation de cet ordre d'enseignement religieux est le reflet de son parcours depuis bien des décennies.

Instituts éducatifs autonomes aux mains d'un guide religieux ou d'une collectivité, les établissements coraniques ont d'abord fait leur apparition dans la partie septentrionale du pays avant de se répandre dans d'autres localités. Les premiers établissements de ce type de formation à voir le jour étaient connus sous l'appellation d'«écoles coraniques traditionnelles». Elles étaient de véritables véhicules de transmission du savoir religieux tenus par les marabouts. Ces lettrés avaient la charge de perpétuer le legs des marchands malinké dioula islamisés. De Bondoukou à Odienné en passant par Kong et Mankono, nombre d'apprenants ont été confiés à ces clercs pour ce travail de *daw'a*.

La participation à cette formation n'obéissait pas à des critères d'âges et n'exigeait pas de frais de scolarité aux auditeurs. Seule la croyance en Muhammad – comme messager de Dieu – et au Coran – comme livre révélé – suffisait. Ainsi, on comptait au nombre des apprenants des jeunes (*karamokoden*) et des personnes adultes ou d'âges avancés (*sèrè*), des auditeurs libres.

La formation, à ce niveau, avait lieu dans des cadres appropriés pour l'époque. Elle ne se tenait pas dans un endroit fixe. Les espaces tels que les hangars ou *togo*, la véranda du maître, autour du feu, à l'ombre d'un arbre, etc. s'alternaient pour abriter les séances de cours au gré des circonstances. A ces espaces, on pouvait ajouter d'autres cadres occasionnels notamment les mosquées, les foyers (*broum* ou *faba*), etc. sollicités pour les cérémonies festives.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Cette simplicité du cadre d'études était perceptible dans le choix du matériel de travail. En effet, les supports pédagogiques, à l'exception des ouvrages tels que le Coran et les *kitabs*, étaient d'origine locale. Les planchettes ou *walaga* servant de support de retranscription des versets coraniques provenaient des marchés locaux. Il en était de même pour la tige ou *kalam* et l'encre ou *daba*, les autres matériels entrant dans cet exercice d'écriture.

Dans ce système éducatif, l'utilisation de ces matériels pédagogiques était faite dans tous les cycles d'études. Pour les groupes régionaux à deux et trois cycle de formation, elle intervenait dès l'inscription du talibé dans une école. A ses débuts, ce dernier était épargné de l'exercice d'écriture réservé aux grands élèves du même cycle ou des cycles supérieurs. Il devait se contenter de lire et de mémoriser les versets coraniques inscrits sur sa planchette. Au fil de son évolution dans la lecture et la mémorisation, il pouvait intégrer d'autres exercices tels que l'écriture des caractères arabes. La fin du premier cycle, consacrée exclusivement à la lecture et à la mémorisation du Coran, est sanctionnée par des cérémonies festives dénommées « *Coranadjigui* ». En règle générale, ces festivités ont lieu les mercredis et réunissent dans la cour du maître, dans l'enceinte de la mosquée, etc. les parents d'élèves, les autorités religieuses locales et les invités des localités environnantes.

Après ces cérémonies au cours desquelles l'apprenant a fait montre de ses acquis, il pouvait accéder au second cycle. A ce stade, on a enregistré une distinction dans le programme d'enseignement des deux groupes régionaux. Pour les groupes régionaux à deux cycles, l'enseignement dispensé aux apprenants était axé à la fois sur le Coran et les *kitabs*. De manière explicite, les apprenants étaient formés à l'exégèse du Coran (*tafsir*) et parallèlement ils suivaient des cours dans les disciplines annexes notamment la grammaire, les hadiths, la conjugaison, la jurisprudence islamique, etc. D'ailleurs, ces enseignements cumulés mettaient fin à la formation des apprenants. Or pour les

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

groupes régionaux à trois cycles d'études, le second niveau de formation était consacré à l'enseignement des *kitabs*. Dans ce cycle, n'étaient étudiées que les disciplines annexes du Coran susmentionnées.

Par ailleurs, tout comme le précédent cycle, la fin du second est marquée par des cérémonies festives auxquelles prenaient part nombre important de personnes. Ces cérémonies sont appelées *« namou mini»* par les groupes régionaux à trois cycles. Les apprenants recevaient une distinction particulière au sortir de ce cycle. Ceux dont la formation était à mi parcourt étaient congratulés avec un turban (*Chifa namou)* enroulé autour de la tête. Les autres retournaient en famille avec le titre de *karamoko*.

Ce titre attribué aux personnes jugées aptes à transmettre le savoir islamique à d'autres personnes n'était décerné dans les écoles coraniques de Bondoukou, Bouna, Kong, etc. qu'à la fin du troisième cycle. A ce niveau de la formation, l'instruction portait essentiellement sur le commentaire des versets coraniques sans rien y associer. Elle pouvait durer plus de deux à trois années et nécessitait certaines dispositions à prendre telles que le changement de statut matrimonial des talibés. Chacun des participants à ce programme d'études devait être marié. Le caractère sacré du livre à étudier justifiait ce passage à cet acte social.

Au terme de ce cycle, les apprenants étaient invités à une cérémonie au cours de laquelle ils se voyaient décerner une attestation (*Isnad*) et un turban *(Jalala namou)* enroulé autour de leurs têtes. Dans les groupes régionaux à trois cycles, le principe de l'attribution de ces « diplômes » était partagé. Toutefois, on enregistrait de Bondoukou à Mankono en passant par Kong des différences dans les rituels qui accompagnaient la célébration de l'évènement. Les *jalalatigui*, ainsi célébrés, quittaient leurs maîtres auréolés du titre de *karamoko*. Cette distinction, dans les écoles coraniques à deux cycles d'études, n'était pas conditionnée par la remise d'*Isnad* et de turban aux apprenants. Ces derniers

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

pouvaient, à leur demande, recevoir ces « diplômes » le jour même de la cérémonie ou des années après. Ceux qui, ne les jugeaient pas nécessaires, n'en faisaient pas la demande.

Par ailleurs, les écoles coraniques, qu'elles soient des écoles à deux ou trois cycles d'études, ne servaient pas à instruire seulement sur le sens des versets coraniques. Elles étaient de véritables écoles de vie. Elles formaient non seulement les auditeurs à être de bons musulmans, mais aussi les préparaient à leur entrée dans la vie communautaire. Cette étape de la formation était annexée à l'enseignement coranique proprement dit. Elle débutait à l'entrée des enfants à l'école. En effet, dans le système d'enseignement coranique, les talibés étaient faits don aux maîtres. Pendant des années, c'était ces derniers qui avaient la charge de leur instruction, leur hébergement, leur nourriture, etc. Or, ce service pour la cause d'Allah n'était pas rétribué. Et, l'enseignement à lui seul ne pouvait fournir à ces pédagogues les moyens d'assurer ces charges. Ainsi, les talibés entraient dans la cellule de production de leurs maîtres.

Lorsque ceux-ci disposaient de lopins de terre à cultiver, les talibés participaient à toutes les étapes des activités champêtres. Les grands élèves s'occupaient du défrichage de l'espace à cultiver et les plus jeunes se chargeaient de la surveillance des champs. Ils jouaient aussi un rôle prépondérant dans la réparation des cases, du ramassage du bois de chauffe pour les épouses des maîtres, etc. Dans certains centres urbains où les activités champêtres sont moins importantes, les talibés sont sollicités pour effectuer d'autres tâches. On les apercevait ainsi certaines nuits de la semaine, dans les lieux publics, … munis de bols pour demander l'aumône au profit de leurs *karamoko*. D'autre part, quand les maîtres étaient sollicités sur place ou dans d'autres localités pour ses activités de thaumaturgie, de commerce, d'imamat, etc. les talibés ne manquaient pas de prendre part à ces missions.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

L'ensemble de ces activités parallèles à l'enseignement coranique, s'il avait l'avantage de donner un savoir faire pratique aux talibés, il les éduquait à certaines valeurs morales telles que l'humilité, l'endurance et la patience. Les talibés, parvenus à combler les attentes de leurs *karamoko*, recevaient, en plus de l'*Isnad* et du turban, la baraka de ces derniers. Mais cet aspect de la récompense accordée aux talibés est d'ordre spirituel. La réalité sur le terrain laissait plutôt voir à travers cette formation un système éducatif de durée évolutive, aux conditions de travail ardues et aux finalités différentes des besoins des autorités coloniales.

Et pourtant, la religion islamique, à l'origine de l'avènement de ces écoles, avait réussi à atteindre les zones méridionales du territoire grâce à l'appui de l'administration coloniale au début du XX^{ème} siècle. En effet, la puissance coloniale, dans sa mission de pacification du territoire, avait vu dans la mobilité des commerçants et des agents de propagation de l'islam, un moyen pour atteindre leur objectif. Mais suite au vent de remous sociaux occasionnés par l'activisme de certains marabouts locaux et ouest africains, cette politique musulmane coloniale allait donner lieu à une surveillance étroite de l'islam. Ainsi, dès 1907[1001], un répertoire des marabouts en charge de l'instruction coranique était établi. Cette politique de surveillance était faite dans chacun des cercles de la colonie et les listes des personnes jugées opposées au projet colonial étaient envoyées au gouverneur. Ce travail d'enquête ne s'est pas limité seulement qu'aux *karamoko*. Même les talibés étaient listés. Les ouvrages entrant dans leur formation étaient aussi soumis à ce travail de police.

Cette attitude de l'administration coloniale répondait à un souci majeur. Il s'agissait d'user de stratégies pour isoler les musulmans de cette partie du continent de ceux des pays arabes, foyers de diffusion de l'islam. Pour y

[1001] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Circulaire du Gouverneur Général de l'AOF au sujet des statistiques des écoles coraniques, le 18 avril 1907.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

parvenir, les ouvrages en provenance de ces pays étaient interceptés au poste de douane de Grand Bassam pour être soumis à des analyses sur le contenu. Cette politique n'a pas réduit l'ardeur des marabouts dans l'exercice de leur fonction. Mais elle a eu des répercussions sur l'évolution des écoles coraniques. Ainsi dans le Cercle de Bondoukou[1002], le nombre d'écoles coraniques passa de 41 en 1916 à 30 en 1918 ; dans celui d'Odienné, de 70 établissements d'enseignements islamiques en 1917, à 57 en 1918[1003].

Face à cette situation, l'administration coloniale mit en place un projet d'occidentalisation des écoles coraniques dans certaines colonies françaises d'outre mer, consistant à envoyer des enseignants de l'administration publique dans les écoles coraniques pour y dispenser des cours parallèlement aux enseignements des *karamoko*. Les premières écoles de ce genre firent leur apparition à Garoua au Cameroun en 1935[1004] et au Soudan Français. Dans la colonie de Côte d'Ivoire, en revanche, ce projet de réforme ne fut pas appliqué.

La réforme opérée dans l'enseignement coranique fut à l'actif des musulmans eux-mêmes à la suite des conflits religieux opposant deux courants idéologiques à la fin de la décennie 1940. Ce mouvement de réforme connu sous le nom de « wahhabisme » vit le jour au centre du pays, à Bouaké. Il a été conduit par des clercs ayant séjourné dans le cadre de leurs études islamiques dans les pays arabe. El Hadj Tiékoro Kamaté, le premier d'entre eux, originaire de Marabadiassa, a étudié dans les cercles d'études islamiques à la Mecque. De retour au pays, il alla s'installer dans le centre fort actif de Bouaké où il débuta sa mission de prédication.

Au départ de la diffusion des idéaux réformistes, son message portait essentiellement sur les questions de l'unicité de Dieu (*tawhid*), des rituels de la

[1002] Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) : Statistiques des écoles coraniques de 1916 à 1918.
[1003] Idem
[1004] HAMADOU (Adama), « L'enseignement privé islamique dans le Nord – Cameroun », in *Islam et Société au Sud du Sahara*, n°4, pp8-11.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

prière et la condamnation de certaines pratiques sociales qualifiées d'innovation dans la religion (*bid'a*). Mais ce point abordé, surtout les prêches sur la pratique des prières quotidiennes portaient les germes de la discorde entre les musulmans de la ville, notamment l'obligation faite aux fidèles de croiser les bras lors des prières. Cette prescription contredisait la vieille pratique des « bras allongés » enseignée par les marabouts, les tenants traditionnels des affaires religieuses. De ce désaccord, un conflit idéologique éclata entre les partisans des deux tendances qui finit par entrainer de véritables troubles sociaux au sein de la communauté musulmane avec son cortège de conséquences douloureuses : affrontements, fermeture de lieux de culte, etc.

Ce fut dans cette atmosphère de crise sociale que la nouvelle école dénommée « medersa » fit son entrée sur la scène éducative nationale. Ce projet d'école islamique nouvelle vit le jour à Bouaké, berceau des idéaux réformistes, à l'initiative de El Hadj Kabiné Diané. Originaire de la Guinée, El Hadj Kabiné Diané avait séjourné en Egypte dans le cadre de ses études avant de s'établir dans ce pays baoulé. Durant son séjour d'études en Afrique blanche, il s'était imprégné des idéaux du wahhabisme et surtout du programme et de la méthode de l'enseignement coranique moderne. Il ouvrit la première medersa de la colonie au quartier Dougouba.

L'initiateur de ce projet ne se limita pas à cette entreprise éducative. Son rôle fut déterminant dans la succession de l'imam Kotoama Dramé. Mais c'est le travail d'enseignant qui l'occupa le plus pendant son séjour en terre ivoirienne. Avant son départ définitif pour la Guinée vers 1958, il avait réussi à poser les bases de l'enseignement islamique réformé à Bouaké. En effet, l'ouverture de la medersa de El Hadj Kabiné Diané avait donné une autre possibilité d'éducation islamique aux parents d'élèves musulmans. Les élèves confiés au pédagogue réformiste

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

étant en nombre[1005] important, il s'attacha dès le début de la décennie 1950 le soutien de Mohamed Camara et Sy Lamine, un de ses premiers élèves, pour l'aider dans sa tâche. Mory Moussa Camara, de retour de formation en Arabie Saoudite, fut invité à rejoindre l'équipe des enseignants. Mais à arrivée, le fondateur avait déjà regagné son pays, laissant l'établissement aux mains de Mohamed Camara.

Après quelques années de travail en équipe, Mohamed Camara et sa nouvelle recrue ne s'entendirent pas au sujet du programme d'enseignement à dispenser. Le conflit les opposant était plus une affaire de compétence que d'idéologie. Le successeur de El Hadj Kabine Diané, fort de son statut d'ancien enseignant, estimait avoir la priorité dans la gestion de l'établissement. Tandis que Mory Moussa Camara trouvait inconcevable de travailler sous les ordres de Mohamed Camara, une personne d'un niveau de connaissance inférieur. Pour éviter à la communauté une nouvelle crise religieuse, les autorités publiques, par la voix du maire Djibo Sounkalo, préconisèrent la separation des deux enseignants.

Cette invitation a conduit ces formateurs à travailler chacun pour son propre compte. Mory Moussa Camara s'établit au quartier Sokoura où il ouvrit la medersa Dar el Hadith. Mohamed Camara ouvrit la sienne dans le même quartier avec quelques uns de ses anciens élèves. L'ouverture de ces deux établissements séparément donna l'occasion aux autres clercs réformistes de la ville de Bouaké de se lancer dans la réalisation de projet éducatif. Ailleurs, dans les autres localités du pays, le projet d'école islamique nouvelle n'a pas attendu l'éclatement de la crise entre Mohamed Camara et Mory Moussa Camara avant d'entrer dans sa phase de réalisation.

Dans la moitié nord du pays, le mouvement avait réussi timidement à faire son entrée malgré le poids considérable de l'influence des marabouts. A Korhogo,

[1005] Entretien réalisé avec Sy Lamine le 18 juillet 2008 à son domicile familial au quartier Zone industrielle (Bouaké).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

certains tenants des écoles coraniques traditionnelles étaient acquis à la cause de la réforme de l'école islamique. Ainsi, dès 1958, le karamoko Koné Vamara érigea son école coranique traditionnelle en medersa ; suivi dans la décennie suivante par deux de ses pairs, Cissé Bengoro et Touré Souleymane Dougoubaka. A Bondoukou, le scénario fut le même. L'initiative vint des familles maraboutiques. La première medersa fut ouverte en 1954 par Timité Mahama Koudous et la seconde par Ouattara Abdramane dans la décennie 1960. Tandis qu'à Odienné, par exemple, le mouvement vint d'anciens élèves de medersas, en l'occurrence Koné Mamadou et Sako Yacouba à l'entame de la décennie 1970.

La réforme de l'école islamique amorcée dans les régions savanicoles a aussi eu des échos favorables dans la seconde moitié sud du pays. A Abidjan, la présence d'établissements de ce type est attestée dès le début de la décennie 1950 : Cheickhna Yatabaré, Tidjani Ba – à Treichville – et El Hadj Touré Sidick – à Adjamé – disposaient de leur propre medersa. Ils sont rejoints dans les années 1970 par Cissé Mahama et Kaba Mohamed Lamine respectivement à Koumassi et Williamsville (Adjamé). Daloa accueillit son premier établissement dans la même décennie. Jusqu'à la fin de cette décennie, elle en comptait deux, puis presque cinq à la fin des années 1960.

Toutefois, ce mouvement de renouveau des écoles islamiques qui, semblait n'avoir épargné aucune région du pays, n'a pas eu d'impacts considérables dans certaines localités comme Kong. Cette ville, siège des anciens foyers d'enseignement coranique, n'a pas adhéré au projet de réforme de l'enseignement. Plusieurs raisons, notamment la pratique des « bras croisés », le port du voile, le payement des frais de scolarité, etc. étaient à l'origine de ce refus. Mais la réforme ne portait pas que sur ces éléments.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les innovations étaient à la fois structurelles et organisationnelles. Avec l'ouverture des medersas, les centres d'enseignements coraniques d'antan virent leur cadre d'étude se transformer progressivement. Les hangars, les vérandas des concessions des maîtres, etc. ont fait place à de véritables salles de cours, semblables à celles des écoles publiques, équipées de tables bancs, de tableaux et de bureaux maîtres. Cette rupture d'avec les écoles coraniques traditionnelles s'observe dans la nomination des établissements. A Daloa, Dr Sy Moustapha Yacoub donna à son école le nom *Lycée Ançarul Coran el Karim wa sunnah*. La medersa de l'Imam Anzoumana Sylla, à Bouaké, est appelée *Sakafat toul islamiyya* et celle de Sanogo Mahamoud, à Williamsville (Abidjan), le *Centre Culturel Islamique*.

Les noms attribués aux établissements étaient fonction des objectifs des responsables de medersas et aussi de leurs rapports avec leurs anciens instituts du monde arabe. L'orientation du programme pédagogique de ces écoles suivait également cette voie. En effet, les medersas locales s'alignaient sur le programme d'études des établissements des pays arabo musulmans où leurs fondateurs ou responsables avaient reçu leur formation supérieure. Les ouvrages au programme, outre le Coran qui pouvait être acheté auprès des libraires locaux, provenaient des pays abritant les établissements partenaires. D'où de réels écarts avec l'éducation officielle du pays.

Les similitudes entre les deux programmes d'études n'étaient qu'organisationnelles. Le système éducatif réformé proposait douze classes réparties équitablement entre les deux cycles d'études : le cycle primaire et le cycle secondaire. La fin de ces cycles est sanctionnée respectivement par le CEPE et le Baccalauréat islamique avec, à mi parcourt du second cycle, le BEPC islamique. A ce stade, la formation n'est pas que théologique ; elle comporte des disciplines scientifiques modernes telles que les mathématiques,

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

l'histoire, la géographie, etc. Le contenu de ces enseignements, évolutif du cycle primaire au secondaire, nécessitait la présence de pédagogues qualifiés.

L'enseignement dans les medersas a démarré avec l'initiateur du projet lui-même, El Hadj Kabiné Diané. A Daloa, un de ses compatriotes guinéens, Mory Diané, était à l'initiative de ce projet éducatif. Ces derniers ajoutés à Tidjani Ba, Kaba Mohamed Lamine, Diakité Ibrahim, Mohamed Idriss, etc. avaient bénéficié de formation à l'extérieur du pays notamment en Algérie, en Arabie Saoudite, en Egypte, en Tunisie et au Mali. Ce parcours de formation leur avait permis d'avoir des aptitudes pour s'engager dans l'enseignement. Mais tous les enseignants de medersas n'ont pas été formés à l'extérieur. Certains, comme Sy Lamine à Bouaké et de Bakayoko Zakaria résidants à Daloa, ont reçu leurs instructions dans les centres islamiques nationaux.

Une des innovations majeures observées au niveau du personnel de l'enseignement islamique réformé fut la présence des femmes. Si dans le système éducatif coranique traditionnel, leur présence se limitait à leur participation aux séances de cours en qualité d'apprenants (*karamokodèn* ou *sèrè*), dans l'enseignement islamique réformé, elles ne se contentaient pas d'apprendre, mais prenaient part à la formation des talibés. On les retrouvait dans certaines medersas d'Abidjan, Bouaké, Daloa et Gagnoa. Leur nombre, comparativement à celui des hommes, n'était pas important, n'étant pas privilégiées dans l'attribution des bourses d'études.

L'attribution des bourses d'études intervenait à la fin d'un cycle de formation. Les filles diplômées en étaient généralement exclues. Celles ayant suivi des formations supérieures dans les pays du monde arabe le devaient à leur situation matrimoniale et familiale[1006]. L'essentiel des bourses étaient octroyées aux

[1006] Touré Djénébou a profité de son séjour aux côtés de son époux en Arabie Saoudite et en Egypte pour poursuivre sa formation. L'essentiel des filles diplômées du Dr Sy Moustapha Yacoub ont étudié en Arabie Saoudite, leur terre natale.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

élèves de sexe masculin. Le circuit d'attribution de ces bourses d'études n'était pas régi selon des dispositions officielles. Les élèves de medersas, dont les responsables avaient des rapports privilégiés avec les autorités de l'enseignement public du monde arabe, recevaient des bourses d'études par ce canal. A côté de ce réseau clientéliste d'attribution de bourses d'études, fonctionnait un autre aux mains des associations islamiques.

Les associations islamiques ont fait leur apparition au début de la décennie 1950 suite à l'entrée des musulmans dans la vie associative aux côtés des politiques engagés dans la lutte pour l'indépendance du pays. Tout commence avec la section nationale de l'Union Culturelle Musulmane (UCM) en 1954 dirigée par Boubakar Sakho G. L'UCM était la structure de coordination des activités islamiques nationales. Par cet objectif, elle regroupait en son sein marabouts et réformistes. Mais la collaboration des deux clans rivaux ne donna pas les résultats escomptés. La querelle « bras croisés » et « bras allongés », avec les frustrations qui l'accompagnaient, reprit de plus belle. Boubakar Sakho G., désapprouvant la désobéissance des jeunes envers les vieux, démissionna. La structure resta ainsi aux mains des radicaux menés par Noumouké Daffé à partir de 1957.

Sous ce dernier, originaire de la Guinée, l'UCM porta les revendications communautaires – notamment l'intégration de l'enseignement islamique au programme officiel – sur la scène politique. Les autorités de la future Côte d'Ivoire qui, n'entendaient pas conduire la politique éducative du pays dans cette voie, mirent un terme à l'existence de l'association. Elle refit surface au lendemain de l'indépendance avec la même dénomination mais sous la direction d'une nouvelle équipe. Sous le mandat de Béma Coulibaly, l'UCM orienta son programme vers d'autres actions communautaires. En effet, l'Etat ayant scellé le sort de l'enseignement confessionnel islamique avec le décret du 31 mars 1966,

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

les seules activités de l'UCM en faveur de l'enseignement islamique consistaient en l'envoi d'élèves ivoiriens vers les établissements du monde arabe.

Pour donner de l'impulsion à ce programme d'activités, naquit à Abidjan en 1974 l'Association des Enseignants Coraniques (AEC), une structure spécialisée dans l'enseignement islamique confiée à Cissé Lamine. Elle entendait être l'association de tous les enseignants coraniques du pays. Mais comme l'UCM version Boubakar Sakho G., elle ne parvint pas à maintenir l'unité et la cohésion entre ses membres. L'organisation du système éducatif islamique, sa principale mission, n'était pas atteinte. Au bout de huit années d'existence, elle ne disposait pas encore de siège et n'avait pas réussi à établir un programme de travail ambitieux. Par ailleurs, l'envoi des élèves à l'extérieur du pays continuait de lui échapper. Pour finir, l'AEC disparut pour laisser la place à l'Association des Enseignants Coraniques de Côte d'Ivoire (ASSOENCOCI) qui s'avéra aussi inefficace que la précédente.

Ce manque de coordination des activités éducatives islamiques, ajouté à bien d'autres projets communautaires, allait susciter la création d'une nouvelle structure fédératrice, le Conseil Supérieur Islamique (CSI). Contrairement aux précédentes structures, le CSI était une émanation des autorités du monde arabo musulman. Il vit le jour en 1979 et sa gestion confiée à Comara Moussa. Ce dernier n'était pas à sa première entreprise communautaire. Il avait été à la tête de l'Association des Musulmans pour l'Organisation du Pèlerinage (AMOP) créée en 1978. Sous sa direction, les questions relatives à l'intégration de l'enseignement islamique dans le programme éducatif national ne furent pas abordées.

Toutefois, c'est grâce à son intervention que de nombreuses constructions de mosquées obtinrent des financements des institutions financières arabes telles que la Banque Islamique de Développement (BID). La Communauté

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Musulmane du Sud (CMS), composée essentiellement de personnes converties à l'islam, avait eu gain de cause dans la recherche de financement d'un établissement scolaire à Dabou au début des années 1980. Cet institut de formation, ses initiateurs entendaient en faire une école d'enseignement islamique. Deux projets du même ordre avaient été conçus pour voir le jour à Abidjan et Grand Bassam avec respectivement l'aide de la Banque Islamique de Développement et de la Fondation SARR. Mais aucun de ces trois projets ne fut réalisé. Excepté le projet de la fondation SARR, l'échec des autres projets trouva son explication dans les rapports qu'entretenaient l'Etat et la communauté musulmane.

La communauté musulmane et l'Etat post colonial ivoirien ont entretenu des relations complexes. Pour la mémoire collective, la présence des autorités politiques aux côtés des musulmans lors des cérémonies festives (*Aid el fitr* et *Aid el kabir*) sont des traditions de la Côte d'Ivoire indépendante. Les relations amicales entre les Chefs d'Etat et des guides religieux musulmans ne datent pas d'aujourd'hui. Le Président Félix Houphouët Boigny comptait des compagnons parmi les fidèles adeptes de la religion de Muhammad. On peut citer au nombre de ceux-ci le cheick Yacouba Sylla, Timité Mahama Koudous, etc. Toutes ces actions qui témoignaient d'une parfaite harmonie entre les gouvernants et les musulmans, cachaient d'autres aspects de leurs rapports. En effet, ces rapports étaient empreints de méfiance. Cette attitude de l'Etat vis-à-vis des musulmans était due en partie au radicalisme du message islamique prôné dans certains pays du monde arabe. Elle avait conduit à mettre sous surveillance toutes les activités de la communauté musulmane.

Cette politique empruntée à l'administration coloniale avait pour objectif le contrôle des associations islamiques créées. Elle a consisté à confier la gestion de ces associations à des personnes musulmanes à la solde de l'Etat. Ainsi, après l'écartement de l'activiste guinéen Noumouké Daffé de la tête de l'UCM, ce fut

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

un fonctionnaire d'Etat, Béma Coulibaly, à qui la gestion de l'association avait été confiée. De même, à la naissance de la superstructure – le Conseil Supérieur Islamique –, le choix des autorités s'est porté sur l'ancien préfet de Bondoukou pour diriger la structure. Les associations dont le contrôle des responsables avait échappé à l'Etat devaient faire parvenir les comptes rendus de leurs activités au Ministère de l'Intérieur. Malgré cette politique de surveillance, des responsables d'écoles coraniques, en contact (ou supposés) avec l'extérieur en l'occurrence la Lybie, ont connu des arrestations pour atteinte à la sureté de l'Etat.

Partant de ces faits, l'entrée des musulmans sur la scène associative qui s'annonçait comme une aubaine pour l'organisation efficace du système éducatif coranique, n'a pas tenu toutes ses promesses. Il a fallu attendre la dernière décennie du XX^{ème} siècle pour voir les choses évoluer autrement. En effet, la décennie 1990 a été celle du renouveau en Côte d'Ivoire. Elle a été marquée dès son entame par l'instauration de la démocratie comme modèle de gouvernance du pays. Cette nouvelle option de management du pouvoir d'Etat a ouvert le champ politique à tous les mouvements clandestins. Les musulmans qui, avaient vu muselé leurs initiatives visant à sortir les écoles de l'ornière à l'ère du parti unique, allaient profiter de ce climat pour donner le jour à une nouvelle structure fédérative : le Conseil National Islamique (CNI). Dirigé par Koné Idrissa, encore un autre fonctionnaire du pays mais, cette fois-ci, à la solde de la communauté musulmane, le CNI va engager des pourparlers avec les autorités sur la question de l'enseignement islamique. A l'issue de ces échanges, les dispositions arrêtées par les deux parties allaient être consignées dans une convention signée le 02 décembre 1993.

Cette étape franchie augurait une nouvelle ère dans l'histoire de l'enseignement coranique en Côte d'Ivoire. Dès lors, les premiers projets d'écoles islamiques nouvelles commençaient à voir le jour. De Gagnoa à Daloa en passant par Abidjan, furent ouvertes respectivement les écoles privées Cissé Kamourou, Al

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Ansar et Bouaké Karamoko. D'autres initiatives similaires allaient suivre dans ces mêmes localités et ailleurs, dans d'autres villes. Ainsi, cet ordre d'enseignement, vieux de plusieurs siècles, venait s'ajouter aux écoles privées chrétiennes (catholiques et protestantes) et augmenter le nombre des établissements confessionnels du pays.

Dans leur projet d'écoles islamiques nouvelles, les musulmans n'ont pas fait chemin tout seul. Ils ont été accompagnés par l'Etat et certains partenaires au développement dans quelques projets. En effet, en appui aux dispositions de la convention de décembre 1993, l'Etat a posé des actions en faveur de ces écoles nouvelles. A Bondoukou, dans la partie Est du pays où la scolarisation d'ensemble était mise en mal en raison des pesanteurs socio religieuses, le Ministère de l'Education Nationale y a affecté des instituteurs dans deux medersas (*El Baniteim* et *El Falah*) pour dispenser le programme d'enseignement national parallèlement aux séances de formations islamiques. Les medersas des villes de Korhogo, Boundiali, etc. n'ont pas bénéficié de ces mêmes apports en ressources humaines. Elles ont plutôt obtenu le soutien des représentations locales du Ministère de l'Education Nationale. Oudiaré Tapé, responsable de la Direction Régionale de l'Education Nationale (DREN), a mis sur pied en 1998 un service en charge des écoles coraniques de sa carte scolaire. La medersa de Moctar Kamaté, à Boundiali, a reçu de l'inspecteur de l'enseignement primaire de la localité un instituteur pour l'encadrement des élèves.

De ces appuis de l'Etat, on n'a pas compté de construction de salles de cours, de dotations en matériels d'équipements, etc. Ces aspects de l'aide ont été assurés par des organismes au développement. Les agences des nations unies notamment l'UNICEF et le PAM ont apporté des matériels d'équipements et des vivres respectivement à la DREN de Bondoukou et aux cantines ouvertes à *El Baniteim* et *El Falah*. L'UNESCO, l'autre agence onusienne, n'est pas restée en

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

marge de ce vaste projet éducatif. Il a participé à la formation pédagogique du personnel enseignant des medersas. La Banque Islamique de Développement a, quant à elle, pris en charge le financement du Groupe Scolaire Iqra de Yopougon.

En somme, l'aide apportée aux promoteurs des écoles confessionnelles islamiques a été de diverses natures et inégalement reparties. Les établissements bénéficiaires et ceux n'ayant pas bénéficié présentent alors des modes de fonctionnement et d'organisation différents les uns des autres. En effet, les écoles islamiques regorgeant des instituteurs affectés de l'Etat fonctionnent comme des instituts semi privés. Et, celles ayant vu le jour à l'initiative d'un individu et d'une collectivité sont organisées respectivement comme des établissements privés et communautaires. Cette différence, observée au niveau de la typologie de ces écoles, a eu des répercussions sur le programme d'enseignement. Deux programmes d'études se sont dégagés à ce stade. On a d'une part les écoles islamiques à marge horaire équilibrée et les écoles islamiques à marge horaire déséquilibrée d'autre part. Les premières militent pour un équilibre de la marge horaire entre le programme d'enseignement officiel et celui de l'islam. Les secondes, quant à elles, privilégient le programme officiel à l'autre.

Pourtant, les dispositions de la convention de décembre 1993 avait prévu pour la structure signataire (CNI) le rôle de coordination des activités des écoles confessionnelles islamiques. Mais elle n'est pas parvenue à assumer ces tâches. Avec cette divergence sur la politique éducative à adopter, la recherche de nouveaux adhérents au projet d'écoles islamiques nouvelles ne s'annonçait pas aisée. En effet, la possibilité offerte aux medersas de se hisser au même rang que les écoles confessionnelles catholiques et protestantes n'a pas intéressé tous les responsables de ces écoles. Dès 1996, naquit à la Bourse du Travail de Treichville l'Organisation des Etablissements d'Enseignements Confessionnels

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Islamiques (OEECI). Dirigée par Konaté Aboubakar S., l'OEECI est la structure des non adhérents à l'offre scolaire négocié par la CNI auprès des autorités du pays. Elle est composée de fondateurs et d'enseignants de medersas. Et, elle n'était pas la seule association de ce genre. Les associations telles que l'Union des Ecoles Madrassas de Côte d'Ivoire (UEMCI) et l'Union des Enseignantes Coraniques de Côte d'Ivoire (UENCOCI) nées respectivement en 2000 et 2002 l'ont rejoint dans son opposition au projet d'écoles islamiques nouvelles. A ces associations à vocation nationale, on pouvait ajouter l'Union des Ecoles Islamiques du Nord (UENI) et l'Union des Enseignants Franco Arabe de Korhogo (UEFAK).

L'une des raisons de ce refus d'adhérer à ce projet trouvait son explication dans la question de la marge horaire à accorder à chacun des deux programmes d'études. En effet, le CNI était défenseur d'une politique éducative qui privilégiait l'enseignement officiel au détriment de celui de l'arabe et de la religion. Cette approche n'était pas partagée par les responsables des associations de medersas qui, eux, souhaitaient un équilibre de la marge horaire accordée aux deux programmes d'études. Ainsi, en désaccord avec le CNI, ces structures ont mis en place plusieurs programmes d'activités pour atteindre leurs objectifs. Dans cette dynamique, elles eurent le soutien de l'Amicale des Enseignants Musulmans d'Adjamé (AEMA), de La Ligue Islamique des Prédicateurs de Côte d'Ivoire (LIPCI) et du Réseau des Ecoles Madrassas de Côte d'Ivoire (REMCI). La première structure d'appui (AEMA) a participé à la formation pédagogique et administrative du personnel à travers des séminaires de formation en 1995 et 1998 à Abidjan. La seconde (LIPCI), en partenariat avec l'UENI, a fait également de ce personnel des bénéficiaires de séances de formations pédagogiques assurées par l'Organisation Islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture (ISESCO) à Korhogo en 1993. Son apport à l'amélioration du travail des medersas s'est poursuivi dans d'autres domaines

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

notamment le recrutement et l'affectation d'enseignants dans les écoles. Quant aux REMCI, son apport a été apprécié pendant la crise militaro politique intervenue en septembre 2002. Aux mains d'enseignants agents de l'Etat, le REMCI a participé à la dotation des medersas de Bouaké en cantines et en clubs de santé.

Ces interventions de diverses natures ont outillé les responsables de medersas et d'associations dans la mise en œuvre de leurs programmes d'activités. Ainsi, depuis 1998, l'OEECI a commencé à organiser les examens de fin d'années. A la première édition, elle a compté 127 élèves participants issus d'une seule école. Mais en 2005, cet effectif des candidats aux examens a atteint le nombre de 1256 élèves venus des medersas de treize localités du pays. Sur les milliers d'élèves de medersas qu'enregistrait le pays, cet effectif était peu. Et c'est bien cela l'un des défis de l'OEECI. Certes, elle partageait les mêmes idéaux que l'UEMCI, l'UENI et l'UEFAK, mais elle n'arrivait pas à coordonner leurs actions sur le terrain. Par ailleurs, son opposition à l'ASSOENCOCI à laquelle sont attachées certaines medersas rendait sa mission ardue.

Pourtant, l'équipe de Konaté Aboubakar S. n'a pas manqué de stratégie pour mener à bien ses projets. Elle organisait ses examens à la même période que ceux du Ministère de l'Education Nationale. A chacune de ses sorties dans la presse, elle informait l'opinion nationale de son projet d'écoles islamiques. Ces appels à répétition, portant sur la signature d'une nouvelle convention, ne sont pas restés sans suite. Ils ont été entendus même au sommet de l'Etat. Les rencontres organisées dans ce cadre n'ont pas donné les résultats escomptés et l'OEECI avec ses structures sœurs continuent de fournir au pays des diplômés dont la formation non seulement ne favorise pas l'accès aux établissements de l'enseignement supérieur du pays mais aussi elle n'a pas de débouchés sur le marché de l'emploi.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Cette réalité de la finalité assignée aux medersas a suscité de nouvelles dynamiques dans la demande d'éducation des parents d'élèves de confession musulmane. A Anyama, banlieue de la ville d'Abidjan, a vu le jour en 1997 un centre d'études islamiques spécialisé à l'initiative d'un missionnaire de la League Islamique Mondiale, Ba Ishaq. Il est spécialisé dans la formation des *huffaz* c'est-à-dire ceux qui portent en eux le Coran. Par sa méthode de travail empruntée des écoles coraniques traditionnelles et des medersas, Dar el Coran el Karim – le nom de l'établissement – est devenu une des nouvelles destinations des parents d'élèves soucieux de donner des instructions religieuses à leurs enfants. Depuis l'entame de la décennie 2000, des établissements du même modèle ont commencé à voir le jour à Abidjan. On en a enregistré dans les communes d'Abobo et de Yopougon. Les villes de l'intérieur du pays notamment Kong et Samatiguila n'en comptaient encore pas lors de notre passage. La demande d'éducation des parents d'élèves de ces localités est plutôt orientée vers la mixité de la formation (enseignement officiel et religieux). Dans toutes les localités où nous avons séjourné dans le cadre de ce travail de recherche, cette tendance est la plus partagée. Et objectivement, elle se présente comme la véritable alternative aux deux précédents types d'écoles islamiques.

Mais comment parvenir à ce projet d'écoles islamiques nouvelles ? Si d'un côté, les écoles islamiques nées de la convention de 1993 continuent de fonctionner selon des programmes d'études différents et l'OEECI, opposée au CNI, a du mal à allier à sa cause tous les responsables de medersas du pays. Tandis que de l'autre côté, au niveau des décideurs de la communauté musulmane, des projets de création et d'ouverture d'établissements islamiques supérieurs sont en cours de réalisation.

CODESPIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXES

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe 1 : Documents du Conseil National Islamique (CNI)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Discours de présentation de vœux du Conseil National Islamique à SEM Félix Houphouët Boigny

Discours Présentation de vœux Pdt FHB 27/01/993
Monsieur le Président de la République,

L'instant que vous nous offrez ce matin, à l'occasion de la présentation officielle des vœux du nouvel an, n'est pas banal ; cette sollicitude est, pour nous, chargée de signification et témoigne de l'évolution heureuse de notre société.

Comment ne pas la saluer de toute notre foi, et comment ne pas vous exprimer notre infinie gratitude pour tout ce que vous faites pour la communauté musulmane, pour son expression, pour sa compréhension, pour son respect.

Sans doute, l'histoire tourmentée des relations entre l'Europe chrétienne et l'Orient Musulman, le souvenir de la période des croisades, hélas, encore vivace chez de nombreuses personnes, l'action violente de groupuscules politico-religieux se réclamant de l'Islam, ont donné de cette religion une image des plus détestables, et ont masqué, aux yeux de la majorité des Occidentaux et de ceux qui ont subi leur influence, les hautes valeurs spirituelles, ethniques et intellectuelles de l'Islam.

Monsieur le Président, vous êtes de ceux qui, fort heureusement de plus en plus nombreux, en raison de leur ouverture d'esprit et de leur générosité, ont brisé le mur de la méfiance, de l'ignorance, du mépris et se sont installés dans le cœur de nombreux adeptes de l'Islam. Vous êtes un homme de foi, vous êtres un homme de dépassement, vous êtes un homme de patience. Vous avez, depuis toujours, œuvré pour le rapprochement des hommes, quelle que soit la couleur de leur confession. Le Coran proclame : « *Si Dieu l'avait voulu, il aurait fait de vous une seule communauté. Mais, il a voulu vous éprouver par le don qu'il vous a fait. Cherchez à vous surpasser les uns les autres dans les actions bonnes. Tous vous retournerez à Dieu. Alors, il vous éclairera au sujet de vos divergences* ».

Les derniers évènements qui ont marqué la vie de notre communauté et qui ont vu maître le Conseil National Islamique sont, quoi qu'en pensent et disent les éternels sceptiques et les prophètes de malheur, des messages de bon augure délivrés à l'ensemble des ivoiriens grâce à votre sollicitude et à votre intelligence des réalités.

Puissent les bonnes volontés faire en sorte que le vibrant « Allahou Akbar » des musulmans se mêle à l'immense « Hosana » des chrétiens en une gerbe à offrir au Tout-Puissant.

Puissiez-vous, Monsieur le Président de la République, y contribuer de manière décisive ; le miracle spirituel rejoindra alors, dans la légende, le miracle économique. Malraux l'a écrit : « *le 21è siècle sera spirituel ou il ne sera pas* ».
Puisse le Tout Miséricordieux vous entourer de sa grâce et guider votre action ; qu'Il vous accorde la santé, qu'Il veille sur votre famille, sur vos proches, sur la Nation Ivoirienne.

Monsieur le Président de la République, bonne et heureuse année 1993.

Je vous remercie.

Le Président
Imam KONE Idriss Koudouss

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Monsieur le Président,

Je voudrais d'abord vous présenter ceux et celles qui sont venus cet après-midi :

1. Les représentants du Conseil Supérieur des Imams ;
2. Le Bureau provisoire du Conseil National Islamique ;
3. Les représentantes de l'Association des femmes Musulmanes.

TEXTE DES VŒUX

Monsieur le Président,

Puisque vous nous en donnez l'occasion, je voudrais, en peu de mots, vous soumettre les quelques doléances sur lesquelles nous appelons votre très haute bienveillance :

1. En premier lieu nous souhaitons disposer d'un terrain dans la commune de Cocody aux fins d'y bâtir notre siège.
2. Un lieu sur la commune du Plateau pour y édifier une mosquée.
3. Prendre en mains l'organisation du pèlerinage à la Mecque en relation avec l'administration.
4. Que les lendemains de la nuit du Destin et du Maouloud (Anniversaire de la Naissance du Prophète) soient jours fériés ainsi que le lundi si la fête de la Tabaski ou du Ramadan tombe sur un Dimanche.
5. Attribution d'une fréquence radio a la communauté musulmane
6. Que l'heure de l'émission télévisée « Allahou Akbar » soit ramenée à 20 heures 30 après le journal télévisé.
7. Que l'arabe soit introduit comme 2ème langue dans les programmes de l'enseignement secondaire.

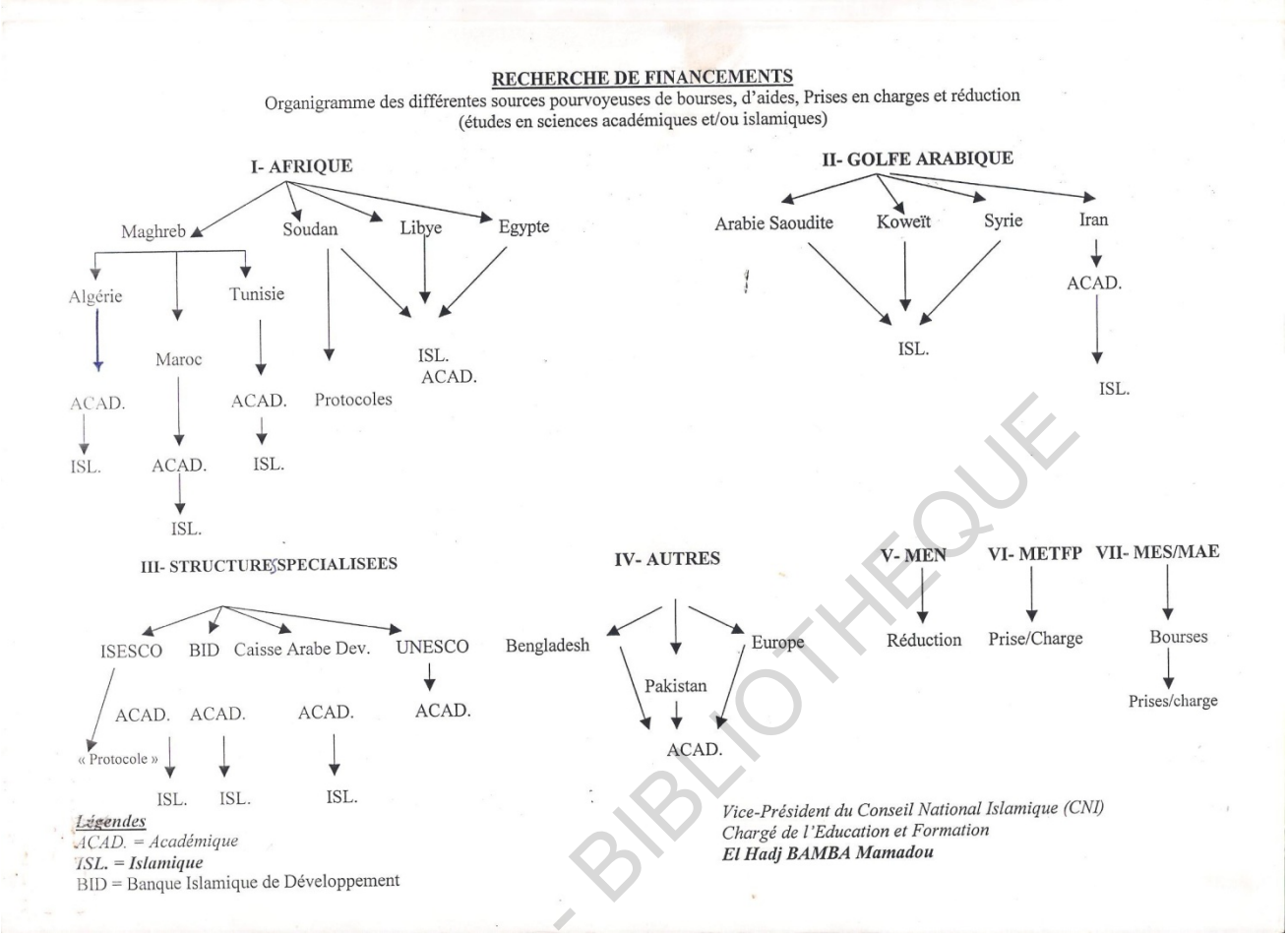
Telles sont, Monsieur le Président, les quelques préoccupations que nous tenions à porter à votre auguste attention.

Puisse Allah vous aider à nous aider.

Je vous remercie./.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Circuit des bourses d'études académiques et islamiques



CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Conseil National Islamique (CNI) *Département Education Formation (DEF)*

SITUATION DES BOURSES

1993/2005

Nbre	Formations ou études	Algérie		Maroc		Tunisie		Egypte		Soudan		Libye		Iran		observations
		FORMATIONS Init.	Cont.	I	C	I	C	I	C	I	C	I	C	I	C	
1	Académiques	16		15										07		ISESCO 3 demandes sans suite 1- Fournang [illegible] 2- Fomade [illegible] DIABATE 3- [illegible] KOMARA KEITA
2	Islamiques	46		32		71		20		Formation Pédagogique (1 bourse)						ISESCO une demande pour formation de 12 Imams (sans suite)

Total bourses confondues (acad + théo.) = 222
Total bourses académiques = 41
Total " théologiques = 181

Le 15 février 2006

Le vice-Président du Conseil National Islamique (CNI) chargé du DEF

El Hadj BAMBA M.

1

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe 2 : Texte portant sur l'enseignement religieux dans les établissements scolaires

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ENSEIGNEMENT PRIVÉ
Règlementation

DÉCRET *n°* 61-140 *du* 15 *avril* 1961, *portant réglementation de l'enseignement privé.*

CHAPITRE PREMIER
DISPOSITIONS GENERALES

Article premier. – Il est créé un conseil de l'enseignement privé dont la composition est fixée comme suit :

— Le ministre de l'Education nationale, *président ;*
— Le directeur de l'enseignement du premier degré ;
— Le directeur de l'enseignement du second degré ;
— Le directeur de l'enseignement privé, *vice-président ;*
— Deux représentants de l'enseignement primaire public ;
— Deux représentants de l'enseignement secondaire public ;
— Deux représentants de l'enseignement primaire privé ;
— Deux représentants de l'enseignement secondaire privé ;
— Deux représentants de l'enseignement supérieur, membres désignés par le ministre de l'Education nationale sur proposition des directeurs de l'Enseignement ;
— Deux députés membres de la commission des Affaires sociales et culturelles désignés par cette commission.

Art. 2. — Le conseil de l'enseignement privé, organe consultatif, donne son avis sur :

1° Les demandes d'autorisation d'ouverture et de reconnaissance d'écoles privées, les propositions de fermeture ;
2° Les demandes d'octroi des subventions aux établissements privés reconnus ;
3° Les propositions de retrait de subventions ;
4° Les questions d'administration générale qui lui sont soumises ;
5° L'harmonisation des plans de scolarisation de l'enseignement privé avec ceux de l'enseignement public ;
6° Les mesures disciplinaires prévues à l'encontre des maîtres de l'enseignement privé et des établissements scolaires privés.

Art. 3. — Le conseil de l'enseignement privé se réunit deux fois par an sur convocation de son président.

CHAPITRE II
DU PERSONNEL DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE

Art. 4. — Nul ne peut enseigner dans un établissement scolaire privé s'il n'est titulaire d'une autorisation délivrée par le ministre de l'Education nationale.

La demande d'autorisation doit être accompagnée :

— D'une copie de l'acte de naissance ou du jugement supplétif de cet acte ;
— D'une copie des diplômes (1) ;
— D'un extrait du casier judiciaire ayant moins de six mois de date ;
— D'un certificat de visite et de contre-visite médicales ;
— Pour les citoyens de la République de Côte d'Ivoire, d'un certificat de position militaire ;
D'une notice indiquant résidence habituelle et fonctions occupées pendant les cinq dernières années.

(1) Les postulants devront être pourvus des diplômes exigés dans les établissements scolaires publics ou des diplômes admis en équivalence par le ministre de l'Education nationale.

Toute personne qui, à la date d'effet du présent décret, enseignerait en fait dans une école privée autorisée ou reconnue, sans être pourvue de l'autorisation officielle, sera tenue de régulariser sa situation avant la fin de l'année scolaire en cours. A défaut de l'exécution de cette formalité, les sanctions prévues à l'article 6 du chapitre II du présent décret pourront être appliquées.

Art. 5. — Toute personne désirant diriger un établissement scolaire privé doit, en plus des conditions générales fixées à l'article premier être âgée de 21 an révolus, et être autorisée par le ministre de l'Education nationale.

Cette autorisation, dans le cas d'un établissement scolaire nouveau doit être demandée en même temps que l'autorisation d'ouverture de cet établissement.

Dans les écoles primaires élémentaires possédant un ou deux CM 2, le directeur doit être titulaire du B.E. ou du B.E.P.C. ou d'un diplôme reconnu équivalent par le ministre de l'Education nationale.

Dans les établissements du 2e degré, le directeur doit être titulaire du baccalauréat complet ou d'un diplôme équivalent par le ministre de l'Education nationale.

Toute personne, qui, à la date d'effet du présent décret dirigerait en fait un établissement privé du 1er ou du 2e degré, sans être titulaire des autorisations et diplômes requis, sera tenue de régulariser sa situation avant la fin de l'année scolaire en cours, faute de quoi les sanctions prévues à l'article 6 du chapitre II du présent décret pourront lui être appliquées.

L'autorisation de diriger leur établissement peut être retirée aux directeurs suivant les modalités prévues à l'article 7 du chapitre II.

Art. 6. — Les sanctions suivantes peuvent être prises à l'égard du personnel de l'enseignement privé :

— Avertissement ;
— Interdiction temporaire d'enseigner ou de diriger ;
— Interdiction définitive d'enseigner ou de diriger.

Art. 7. — Ces sanctions sont prises par décision du ministre de l'Education nationale sur proposition du directeur de l'enseignement intéressé, après avis du conseil de l'enseignement privé, soit pour une faute grave dans l'exercice des fonctions, soit pour inconduite ou immoralité notoires.

CHAPITRE III
DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES D'ENSEIGNEMENT PRIVE

Art. 8. — Les établissements scolaires privés sont classés en établissements autorisé et en établissements reconnus.

COFESPA BIBLIOTHEQUE

Art. 9. — Aucun établissement scolaire privé, quel que soit le niveau de l'enseignement dispensé, ne peut être ouvert sans autorisation spéciale du ministre de l'Education nationale prise sous forme d'arrêté, après avis du conseil de l'enseignement privé.

Art. 10. — Toute personne désirant ouvrir un établissement scolaire, qu'elle agisse à titre particulier ou pour le compte d'une association privée reconnue, est tenue d'adresser au ministre de l'Education nationale une déclaration indiquant la nature de l'établissement qu'il s'agit d'ouvrir et la liste détaillée des matières qui y seront dispensées.

Le postulant joindra à sa déclaration :

— Une copie de l'autorisation de diriger une école privée ;

— Un extrait de son casier judiciaire ayant moins de six mois de date ;

— Le plan des locaux affectés à l'établissement (s'il s'agit d'un internat, il y a lieu de préciser les dimensions des locaux, le détail des installations sanitaires et le nombre d'internes prévus) ;

— Si le postulant appartient à une association, il devra joindre à sa déclaration une copie les statuts de cette association et du récipissé de dépôt de ses statuts.

Art. 11. — Les établissements privés autorisés peuvent se grouper sous le contrôle d'un organisme autorisé : association, mission ou œuvre. Dans ce cas le groupe d'écoles aura à sa tête un directeur désigné par la mission, l'association ou l'œuvre.

Le directeur de chaque groupe d'écoles privées est seul responsable de l'ensemble des écoles placées sous son autorité. Il est seul habilité à présenter, dans les conditions prévues au présent décret, les demandes d'autorisation d'ouverture de toute nouvelle école, et les demandes de reconnaissance des écoles de son groupe.

La nomination ou la mutation d'un directeur de groupe d'écoles, devra être notifiée au ministre de l'Education nationale dans un délai maximum d'un mois après la prise de service.

Art. 12. — Aucune école privée ne peut recevoir une quelconque subvention du Trésor public si elle n'est, au préalable, reconnue par arrêté du ministre de l'Education nationale, sur demande de son directeur, ou directeur du groupe dont elle fait partie. Un délai d'un an doit obligatoirement intervenir entre la publication de l'arrêté d'autorisation d'ouverture et la demande de reconnaissance.

Art. 13. — La demande de reconnaissance doit comporter les indications suivantes :

— Référence à l'arrêté d'ouverture ;

— Le nom et les titres des maîtres chargés de l'enseignement avec référence à leur autorisation d'enseigner et, pour le directeur, à l'autorisation de diriger l'établissement ;

— Le nombre et la nature des places.

Cette demande doit être adressée au directeur de l'enseignement intéressé qui procède à une enquête sur l'état matériel, le personnel et le fonctionnement général de l'école, et, après avis du conseil de l'enseignement privé, adresse le dossier avec ses propositions au ministre de l'Education nationale qui arrête sa décision.

Art. 14. — Dans la demande de reconnaissance, le directeur de l'école privée prend l'engagement, au nom de l'école :

1° De se conformer aux plans d'étude et aux programmes de l'enseignement officiel ;

2° De tenir les registres et fiches en usage dans les écoles primaires publiques, de fournir les états statistiques et le rapport annuel de rentrée dont il sera chargé par les services administratifs de l'Enseignement ;

3° D'accepter le contrôle des inspecteurs de l'enseignement public conformément aux dispositions spéciales prévues au chapitre IV et des médecins de l'Hygiène scolaire.

Art. 15. — Les sanctions suivantes peuvent être prises à l'égard des établissements privés autorisés et reconnus :

— Avertissement ;
— Fermeture temporaire de l'établissement ;
— Fermeture définitive de l'établissement.

Art. 16. — Ces sanctions sont prises par décision du ministre de l'Education nationale sur proposition du directeur de l'enseignement intéressé, après avis du conseil de l'enseignement privé, pour manquement aux dispositions du présent décret.

Chapitre IV

CONTROLE DES ETABLISSEMENTS DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE

Art. 17. — Les établissements de l'enseignement privé du 1er et du 2e degré sont contrôlés par les inspecteurs de l'enseignement public et les inspecteurs de l'Hygiène scolaire, en ce qui concerne les questions de leur compétence.

Art. 18. — Ces contrôles portent :

— Sur l'état matériel et sanitaire des locaux ;
— Sur la gestion administrative de l'établissement ;
— Sur les résultats scolaires ;
— Sur la fréquentation scolaire effective ;
— Sur l'enseignement donné, conformément à l'article 20 ci dessous.

Art. 19. — Les inspecteurs consigneront dans une déclaration écrite les différentes observations faites et porteront un jugement d'ensemble sur l'établissement, le directeur et les maîtres. Cette déclaration figurera au dossier des intéressés et servira à l'appréciation des diverses demandes par eux formulées en ce qui concerne tant leur situation personnelle que l'octroi des subventions.

Art. 20. — Le contrôle de l'enseignement porte :

— Sur l'application des plans d'étude et des programmes de l'enseignement officiel pour les écoles reconnues, cette application découlant de l'engagement pris par les directeurs de ces écoles ;

COLLECTION BIBLIOTHEQUE

— Sur le caractère de l'enseignement donné qui doit satisfaire aux règles de la morale, des bonnes mœurs et du civisme pour toutes les écoles privées autorisées et reconnues.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 21. — Dans les trois mois qui suivront la publication du présent décret les directeurs des établissements scolaires privés fonctionnant sans autorisation, seront tenus de faire la déclaration d'ouverture dans les formes prévues à l'article 10 du chapitre III du présent décret. Les établissements scolaires privés non déclarés à l'expiration du délai prescrit, seront définitivement fermés.

Art. 22. — Dans les trois mois qui suivront la publication du présent décret, les établissements ou groupes d'établissements scolaires privés bénéficiant d'une subvention ou prétendant à une subvention seront tenus d'adresser une demande de reconnaissance.

A titre transitoire la déclaration et la demande de reconnaissance pourront être simultanées.

Toute subvention sera retirée à tout établissement ou groupe d'établissements scolaires privés n'ayant pas fait l'objet d'une demande de reconnaissance dans les délais prescrits.

CONSEIL DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE PRIVE

ARRÊTÉ n° 90 MEPET. DGEP. DEPCF. SDCS. *du 7 juin 1978, portant réorganisation et fonctionnement du Conseil de l'Enseignement primaire privé.*

(*J.O.C.I.* 1978, *page* 1518)

Article premier. — Le Conseil de l'Enseignement primaire privé est composé comme suit :

Président :

Le ministre de l'Enseignement primaire et de l'Education télévisuelle.

Vice-président :

Le directeur général des Etudes et Programmes.

Membres :

— Le directeur des Ecoles primaires et des centres de Formation ;

— Le directeur du Personnel du ministère de l'Enseignement primaire et de l'Education télévisuelle ;

— Le directeur des Affaires administratives et financières du ministère de l'Enseignement primaire et de l'Education télévisuelle ;

— Le sous-directeur de la Carte scolaire ;

— Le sous-directeur de la Formation initiale et continue ;

— Deux directeurs régionaux de l'Enseignement ;

— Deux représentants de l'Enseignement catholique ;

— Deux représentants de l'Enseignement privé protestant ;

— Deux représentants de l'Enseignement privé laïc ;

— Deux représentants de l'Enseignement primaire public ;

— L'Association des inspecteurs de l'Enseignement primaire et le syndicat des enseignants publics ;

— Deux députés ;

— Deux représentants de l'UNAPEECI.

Art. 2. — Le Conseil de l'Enseignement primaire privé, organe consultatif, donne son avis sur :

1° Les demandes d'autorisation de création, d'ouverture et de reconnaissance d'écoles privées, les propositions de fermeture ;

2° Les demandes d'octroi des subventions aux établissements privés reconnus ;

3° Les propositions de retraits de subventions ;

4° Les questions d'administration générale qui lui sont soumises ;

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Francis Akka
22 44 22 18

5° L'harmonisation des plans de scolarisation de l'Enseignement privé avec ceux de l'Enseignement public ;

6° Les mesures disciplinaires prévues à l'encontre des maîtres de l'Enseignement primaire privé et des établissements scolaires primaires privés.

Art. 3. — Le Conseil de l'Enseignement primaire privé se réunit sur convocation de son président.

Art. 4. — La direction des Ecoles primaires et des centres de Formation assure le secrétariat permanent du conseil et prépare les dossiers techniques des réunions.

Art. 5. — A la demande du président, le conseil peut être temporairement élargi, à l'occasion des travaux déterminés, à certains spécialistes dans le domaine de l'éducation ou dans les secteurs du développement, mais uniquement en vue d'apporter des avis techniques.

ENSEIGNEMENT RELIGIEUX DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES

Organisation

DÉCRET n° 66-128 *du* 31 *mars* 1966, *relatif à l'organisation de l'Enseignement religieux dans les établissements scolaires.*

Article premier. — L'Enseignement religieux pourra être dispensé aux élèves des établissements scolaires publics et privés, soit à l'intérieur soit à l'extérieur de ces établissements.

Art. 2. — Cet enseignement est facultatif et ne concernera que les élèves dont les parents ou tuteurs en auront fait la demande expresse en début d'année scolaire.

Un minimum de 10 élèves, par établissement et par culte, sera nécessaire pour que l'aumônerie soit instituée.

Art. 3. — La durée maxima de cet enseignement ne pourra dépasser une heure trente minutes par semaine. Ce temps d'enseignement ne pourra en aucun cas être prélevé sur l'horaire normal des enseignements scolaires.

Art. 4. — L'enseignement religieux ne pourra être dispensé que par les aumôniers régulièrement agréés à cette fin, pour chaque culte, par décision ministérielle.

Art. 5. — Dans le cas d'une aumônerie extérieure à l'établissement, la responsabilité de celui-ci est entièrement dégagée pendant le cours et en ce qui concerne le trajet des élèves.

Les dégats matériels éventuellement subis par les établissements scolaires publics, pendant les cours d'enseignement religieux et du fait des élèves qui suivent cet enseignement pourraient être mis à la charge de l'organisation en cause.

Art. 6. — Les présentes dispositions ne concernent que les cultes catholiques et protestants.

Elles ne concernent pas d'autre part les établissements privés confessionnels, dans lesquels l'enseignement religieux se trouve déjà organisé en ce qui concerne ces deux cultes.

Art. 7. — Ces frais éventuels d'aumônerie sont à la charge des familles.

Art. 8. — Les modalités d'application des présentes dispositions seront précisées par une circulaire qui devra respecter les principes de base posés par le présent décret.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe 3 : Liste de quelques écoles franco arabes autorisées

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

MINISTERE DE L'INTERIEUR

DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

DIRECTION DES CULTES

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union-Discipline-Travail

LISTING DES ASSOCIATIONS CULTUELLES DECLAREES

ECOLE FRANCO-ARABES AUTORISEES

N°	RESPONSABLE	ADRESSE	DESIGNATION	ACTE DE RECONNAISSANCE	OBSERVATION
1	El Hadj VADJIGUIBA	Adjamé Abidjan		Arrêté °4708/APS/I du 08/12/1994	
2	MOHAMED Kader	Daloa		Arrêté n°3987/APS/I du 29/10/1950	
3	MAMADI Camara	Bouaké		Arrêté n°5551/APS/I du 01/10/1951	
4	SEKOU Diallo	Abidjan		Arrêté n°5496/APS/I du 10/09/1952	
5	El Hadj MAMADOU Kanté	Daloa		Arrêté n°190/APS/I du 08/11/1956	
6	El Hadj MOHAMED Kanté	Vavoua		Arrêté n°115/INT/CAB du 03/08/1957	
7	El Hadj CHEICNAYatabaré	BP 5851 Abj Treichville		Arrêté n°111/CAB/AG du 28/01/1964	
8	OUMAR Doukouré	BP 328 Bouaké		Arrêté n° 1517/CAB/AG du 07/09/1961	
9	CAMARA Mory Moussa	BP 462 Bouaké		Arrêté n°1598I/CAB/AG du 19/09/1961	
10	BOUKARY Savané	Daloa		Arrêté n°2082/INT/CAB/AG du 14/12/1963	

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

N°	DESIGNATION	ADRESSE	RESPONSABLE	ACTE DE RECONNAISSANCE	OBSERVATION
11	KABINE Diabaté	Nouveau Koumassi Treichville - Abidjan		Arrêté n°111/CAB/AG du 16/01/1969	
12	CISSE Ibrahima	BP 3036 Abidjan		Arrêté n°1817/INT/AG du 24/11/1964	
13	ARONA Diagne	BP 6192 Abj Treicville		Arrêté n°1212/INT/AT/AG du 21/09/1967	
14	IIBRAHIMA Baradji	01 BP 220 Abj Treichville		Arrêté n°89/INT/CAB du 20/01/1959	
15	LAMINE Fanny	BP 6309 Abj Treichville		Arrêté n°76/INT/AG du 16/01/1969	
16	El hadj VAKABA Soumahoro	BP 1037 Bouaké		Arrêté n°77/INT/AG du 19/11/1969	
17	KONE Oumar	BP 5441 Port-Bouët Abidjan		Arrêté n°1037/INT/AG du 19/11/1969	
19	KOYATE Diémory	BP 6639 Abj Treichville		Arrêté n°89/INT/CAB du 21/07/1974	
20	CISSE Mamadou	BP 5882 Abj Treichville		Arrêté n°856/INT/AG du 21/07/1974	
21	El Hadj OUSMANE Sanogo	BP 6309 Abj Treichville		Arrêté °856/INI/AG du 21/07/1975	
22	El Hadj MEITE Baba	BP 3427 Abj Adjamé		Arrêté n°855/INT/AT/AG/1 du 21/07/1975	
23	COULIBALY Bakary	BP 237 Korhogo		Arrêté n°1591/INT/AG/A du 21/07/1975	
24	MOUSTAPHA Sano Sy	BP 58 Daloa		Arrêté n°2036/INT/AT/AG du 13/11/1975	
25	FAH Doumbia Dit Moustapha	BP2156 Abidjan		Arrêté n°1403/INT/ATAG/A du 06/08/1976	
26	DAO Issa	BP 20148 Abidjan		Arrêté n°80/INT/AG/A du 06/08/1976	

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

N°	DESIGNATION	ADRESSE	RESPONSABLE	ACTE DE RECONNAISSANCE	OBSERVATION
27	El Hadj YAO Koum	BP 2701 Abidjan		Arrêté n°479/INT/AT/AG/A du 03/05/1977	
28	El Hadj LAMINE Diallo	BP 110 Danané		Arrêté n°481/INT/AT/AG/A du 03/05/1977	
29	GYAGANI Ahmed Idrissa	BP 10592 Abidjan		Arrêté n°793/INT/AT/AG/A du 20/07/1977	
30	OUEDRAOGO Seydou	BP 9535 Abidjan		Arrêté n°794/INT/AT/AG/A du 20/07/1977	
31	MOUSSA Touré	BP152 Grand-Bassam		Arrêté n°76/INT/AT/AG/A du 18/01/1978	
32	El Hadj Boulassi Coulibaly	BP 3416 Abidjan		Arrêté n°360/INT/AT/AG/A du 24/03/1978	
33	CHERIF Bakary	BP 30080 Abidjan		Arrêté n°683/INT/AT/AG du 20/06/1978	
34	DRAMANE Traoré	BP 100 Gagnoa		Arrêté n°1034/INT/AT/AG/A du 03/08/1979	
35	DIAKITE Cheick Amadou	BP 12 Anyama		Arrêté n°1421/INT/AT/AG/A du 30/07/1979	
36	MAHMAUD Saguidi Reccoro	BP 482 Gagnoa		Arrêté n°1013/INT/AT/AG/A du 30/07/1979	
37	SANOGO Soualiho	BP 6 Biankouma		Arrêté n°1421/INT/AT/AG/1 du 05/02/1980	
38	TIDIANE Kamra Abou Camara	BP 22 Bouna		Arrêté n°592/INT/AT/AG/1 du 13/05/1980	
39	El Hadj KABINE Koné	BP 3983 Abidjan		Arrêté n°639/INT/AT/AG/1 du 27/05/1980	
40	El Hadj FALIKOU Bamba	BP 3416 Abidjan		Arrêté n°592/INT/AT/AG/1 du 13/05/1980	
41	TRAORE Brahima	BP 3416 Abidjan		Arrêté n°1537/INT/AT/AG du 11/11/1980	

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

N°	DESIGNATION	ADRESSE	RESPONSABLE	ACTE DE RECONNAISSANCE	OBSERVATION
42	ZIGO Abas Ibréhima	01 BP 3122 Abidjan 01		Arrêté n°37/INT/AT/AG/1 du 25/02/1984	
43	El Hadj OUSMANE Gayé devenu Diakité Ibrahima	Treichville		Arrêté n°105/INT/AT/AG1 du 15/05/1985	
44	El Hadj GRAMBOUTE Amadou	BP 70 Dabakala		Arrêté n°261/INT/AT/AG/1 du 23/07/1986	
45	AMARA Bamba	BP 312 Biankouma		Arrêté n°584/INT/AT/AG/3 du 8/12/1989	
46	OUATTARA Abou	BP 129 Bondoukou		Arrêté n°485/INT/AT/AG/3 du 18/10/1990	
47	BONCOUNGOU Karim	BP 694 Bouaflé		Arrêté n°061/INT/AT/AG/3 du 26/03/1991	
48	FOFANA Yaya	BP 98 Bingerville		Arrêté n°090/INT/AT/AG/3 du 10/04/1991	
49	DIAKITE Broulaye	BP 341 Korhogo		Arrêté n°099/INT/AT/AG/3 du 15/04/1991	
50	SORY Diarrassouba	BP 60 Vavoua		Arrêté n°100/INT/AT/AG/3 du 15/04/1991	
51	ZONGA Abdoulaye	05 BP 1621 Abidjan 05		Arrêté n°212/INT/AT/AG/3 du 17/03/1991	
52	El Hadj TIMITE Mahamoudou	BP 127 Séguéla		Arrêté n°285/INT/AT/AG/3 du 30/07/1991	
53	SAYEGH Jaafar Beddreddine Im (D.C.D)	03 BP 757 Abidjan		Arrêté n°434/MIS/ATAP/AGP/3 du 05/11/1991	
54	TIMITE Bourama	BP 169 Bondoukou		Arrêté n°256/INT/ATAP/AGP/3 du 18/05/1992	
55	DJAKARIYAOU Dramé	Avenue 9 Rue 13 Treichville		Arrêté n°176/INT/ATAP/AGP3 du 14/05/1993	

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

N°	DESIGNATION	ADRESSE	RESPONSABLE	ACTE DE RECONNAISSANCE	OBSERVATION
56	ABU Rafin Salami	BP Bouaflé		Arrêté n°448/INT/ATAP/AGP3 du 24/12/1993	
57	OUEDRAOGO Oumarou	BP 29 Agnibélékrou		Arrêté n°34/INT/ATAP/AGP3 du 25/01/1996	

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe 4 : Conventions sur l’enseignement privé confessionnel islamique / catholique/protestant

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CONVENTION ENTRE L'ETAT ET L'ENSEIGNEMENT PRIVE CONFESSIONNEL ISLAMIQUE

I- PREAMBULE

La constitution de la Côte d'Ivoire stipule en ces articles 2 et 6: "La République de Côte d'Ivoire est une et indivisible, laïque, démocratique et sociale".... "Elle assure à tous l'égalité devant la loi sans distinction d'origine, de race, de sexe ou de religion. Elle respecte toutes les croyances".
Conformément à ces dispositions, les différentes confessions religieuses s'organisent et s'affirment dans le respect des lois de la République.
L'Islam, pour des raisons qui tiennent à l'histoire, n'a pas connu, dans son organisation, la même évolution que les autres religions.
Depuis l'époque coloniale, l'enseignement des valeurs de l'Islam dans un cadre organisé s'est fait dans les Ecoles Coraniques et les Medersahs. Cet enseignement a toujours évolué selon ses règles propres.
Aujourd'hui, en Côte d'Ivoire, ce sont encore des dizaines de milliers d'enfants qui fréquentent les Ecoles Coraniques et les Medersahs, héritières d'une tradition qui a certes fait ses preuves, mais qui, au regard des réalités socio-économiques et culturelles d'aujourd'hui, ne sont plus en mesure, seules, de permettre aux jeunes musulmans de participer, en tant que citoyens d'un état laïc, à l'évolution de notre société.
-Considérant que tout système d'éducation a pour vocation première l'intégration harmonieuse de ses "produits" dans la société de leur temps,
-Considérant que l'éducation morale et religieuse doit être une exigence de plus en plus marquée au regard de la dérive actuelle de nombreuses valeurs,
la République de Côte d'Ivoire, représentée par le Ministère de l'Education Nationale, et la Communauté Musulmane de la Côte d'Ivoire représentée par le Conseil National Islamique, ont convenu de ce qui suit:

II- PRINCIPES GENERAUX

Article 1er: Suivant les principes définis par la constitution, l'Etat a le devoir d'instruire et d'éduquer la jeunesse. Il garantit la liberté et l'exercice de l'enseignement aux établissements confessionnels islamiques.
L'enseignement confessionnel islamique, avec ses spécificités, veut être une contribution de l'Islam au développement du pays, plus précisément dans le domaine de l'éducation et de la formation de la jeunesse.
Cette contribution se fera dans le respect de la liberté de conscience et de la liberté de choix des parents. Tous les enfants, sans distinction d'origine ou de croyance, y ont accès à condition de respecter le caractère spécifique de l'établissement.
En conséquence, l'enseignement confessionnel islamique, qui participe à une tâche d'utilité publique, n'est pas une entreprise à but lucratif, et, de ce fait, requiert de l'Etat une contribution financière.
Cette contribution financière est fixée par une réglementation particulière.

CONFEMEN - BIBLIOTHEQUE

Article 2: L'enseignement confessionnel islamique s'engage à suivre les orientations pédagogiques et les programmes officiels. Il utilise les manuels de son choix.
Il s'engage à respecter les règles globales concernant les horaires et les congés, et à présenter ses élèves aux concours et examens d'Etat.
L'enseignement confessionnel islamique inclut dans son emploi du temps des plages horaires pour l'instruction religieuse. Les élèves qui ne partagent pas la foi musulmane en sont dispensés si leurs parents en font la demande.
Le programme de l'instruction religieuse est obligatoirement celui proposé par le Conseil National Islamique.

Article 3: L'enseignement confessionnel islamique recrute et licencie ses enseignants conformément à la réglementation en vigueur et en fonction des exigences découlant de son caractère spécifique.

Article 4: Le Conseil de l'Enseignement Privé, dont la composition est fixée par arrêté, est un organe consultatif.

Article 5: Toute extension, toute création, toute fermeture d'établissement de l'enseignement confessionnel islamique sera soumise à l'approbation de la carte scolaire. L'autorisation d'extension ou de modification de structures pédagogiques entraîne l'attribution d'une nouvelle contribution financière correspondante qui fait l'objet d'un avenant.
L'affectation des élèves par l'Etat dans ces nouvelles structures entraîne automatiquement une contribution financière correspondante.

Article 6: Un établissement secondaire d'enseignement général islamique reconnu est automatiquement associé par contrat et bénéficie de contributions statutaires de l'Etat en contrepartie des élèves affectés (Cf. annexe VIII).

Article 7: Les établissements reconnus associés bénéficieront d'aides exceptionnelles d'appui à certains projets pédagogiques accordés aux taux et aux conditions fixés par une réglementation particulière acceptée par les deux parties.

III- CONTROLE ET SANCTIONS

Article 8: Les établissements d'enseignement islamique s'engagent à reverser les bourses aux élèves dès réception et à s'acquitter des charges relatives aux salaires du personnel.

Article 9: Toute personne désignée pour diriger un établissement d'enseignement islamique doit être titulaire d'une autorisation de diriger délivrée par le Ministre de tutelle (Cf. annexe VI bis).
Pour un nouvel établissement, cette autorisation doit être demandée en même temps que l'autorisation d'ouverture.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Article 10: Ne peuvent, sous peine de nullité, être nommés dans les fonctions de directeurs des études dans les établissements d'enseignement islamique ne comptant que le premier cycle que les enseignants titulaires d'au moins un CAP/CEG et ayant à la date de leur nomination une ancienneté de 4 (quatre) années minimum.
Ne peuvent, sous peine de nullité, être nommés dans les fonctions de Directeurs des Études dans les établissements d'enseignement islamique comportant un second cycle que les enseignants titulaires d'au moins une licence d'enseignement et ayant totalisé au jour de leur nomination une ancienneté de 4 (quatre) années minimum.
Les intéressés doivent, en outre, avoir suivi un stage de formation administrative.

Article 11: Le directeur des études, dans le cadre de ses attributions administratives et pédagogiques, a rang de Chef d'établissement. En tant que tel, il a toute autorité pour l'application des textes et règlements en vigueur; obligation lui est faite de rendre compte à l'administration de tutelle.

Article 12: Dans les établissements d'enseignement islamique, le personnel enseignant doit être titulaire des diplômes exigés dans les établissements d'enseignement public et doit obtenir une autorisation d'enseigner délivrée par le Ministre de tutelle (Cf. annexe VI).

Article 13: Le personnel enseignant des établissements d'enseignement islamique est soumis, à titre égal, aux mêmes obligations de service (enseignement, examen, inspection, etc....) que les professeurs des établissements d'enseignement public. Les professeurs permanents doivent assurer au moins les 2/3 (deux-tiers) de la totalité des services d'enseignement.

Article 14: Les personnels enseignants recrutés par les établissements d'enseignement islamique ne peuvent prétendre à un recrutement éventuel par l'enseignement public que s'il leur est délivré, au préalable, par leur employeur, un certificat de cessation de service sur présentation d'une lettre de démission.

IV- ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ISLAMIQUE

Article 15: Les professeurs d'enseignement islamique peuvent se présenter aux examens professionnels d'État, à titre privé (Cf. annexe IX).
Les professeurs admis ne peuvent prétendre à un recrutement automatique par le Ministre chargé de la Fonction Publique.
L'enseignement confessionnel islamique participe financièrement à la formation de ses personnels dans le cadre de la réglementation sur la formation continue.

Article 16: Les établissements d'enseignement islamique s'engagent à recevoir des élèves affectés par l'État en priorité parmi ceux qui en font la demande.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Article 17: Les élèves affectés par l'État dans l'enseignement confessionnel islamique sont soumis aux mêmes règles de scolarité et de discipline que les élèves de l'enseignement public. Les élèves affectés par les Ministères d'Éducation sont à la charge de l'Etat.

Article 18: Les responsables de l'enseignement islamique informent chaque année les ministères compétents des taux de scolarité pratiqués dans l'enseignement confessionnel islamique.

V- ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ISLAMIQUE

Article 19: Sont recrutés en qualité d'enseignants les titulaires du baccalauréat. Les maîtres doivent obtenir une autorisation d'enseigner délivrée par le Ministère de tutelle avant la fin de l'année scolaire de leur recrutement. Les maîtres déjà en fonction à la date de la signature de la présente convention ne sont pas concernés.

Article 20: Le principe d'une unité (ou école) de six (6) classes reconnues et subventionnées à concurrence de quarante cinq (45) élèves par classe au maximum est retenu.

Ce principe autorise dans une même école une compensation au niveau des effectifs plafonnés à 270 élèves.

Les maîtres tenant ces classes doivent être autorisés à enseigner depuis 3 (trois) années au moins et doivent avoir subi une inspection favorable de l'Inspecteur de l'Enseignement Primaire de la circonscription (Cf. annexe V).

Article 21: L'enseignement islamique assure les charges de construction et d'entretien des bâtiments scolaires.

Articles 22: Les clauses de la présente convention peuvent être révisées sur demande écrite des signataires et avec un préavis de 6 (six) mois.

Article 23: La présente convention prend effet à compter du:

Fait à Abidjan le 2 DEC. 1993

Le Ministre de l'Education Nationale
Professeur Saliou Touré

Pour l'Enseignement
Confessionnel Islamique
Le Conseil National Islamique

CONSEIL NATIONAL ISLAMIQUE
DE COTE D'IVOIRE
22 BP 663 ABJ 22-TEL 43 39
PRESIDENT

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CONVENTION ENTRE L'ETAT ET L'ENSEIGNEMENT PRIVE CONFESSIONNEL CATHOLIQUE ET PROTESTANT

PRINCIPES GENERAUX

ARTICLE 1 :

Suivant les principes définis par la constitution, l'Etat garantit la liberté l'exercice de l'enseignement privé aux établissements régulièrement ouverts, notamment aux établissements privés confessionnels catholiques et protestants

L'enseignement confessionnel catholique ou protestant veut être une contribution de l'Eglise au développement du pays, plus spécialement dans le domaine de l'éducation de la jeunesse.

Cette contribution se fera dans le respect de la liberté de conscience.

Tous les enfants sans distinctions d'origine d'opinion ou de croyance y ont accès.

En conséquence, l'enseignement privé confessionnel catholique ou protestant participe à une tâche d'utilité générale et n'est pas une entreprise à but lucratif.

I) ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Fonctionnement des établissements et formation des maîtres

ARTICLE 2 :

Les établissements de l'enseignement privé confessionnel catholique ou protestant sont contrôlés par des directeurs régionaux et des inspecteurs de l'enseignement public ainsi que par des inspecteurs de l'hygiène scolaire, en ce qui concerne les questions de leurs compétences, selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3 :

Dans les programmes qui seront conformes aux programmes officiels, l'enseignement confessionnel catholique ou protestant pourra ajouter un temps pour la formation religieuse. Les élèves dont les parents en font la demande seront dispensés des cours de formation religieuse.

ARTICLE 4 :

L'enseignement privé confessionnel catholique ou protestant se conforme aux orientations nouvelles en matière de pédagogie adoptée par le gouvernement, qui prendra en charge une partie des moyens indispensable à leur réussite, dans les conditions qui seront fixées dans chaque cas.

Personnel enseignant - recrutement

ARTICLE 5 :

L'enseignement privé confessionnel catholique ou protestant recrute et révoque ses maîtres suivant les dispositions réglementaires arrêtées par le gouvernement, et en fonction des exigences découlant de son caractère spécifique.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Financement

ARTICLE 6 :

L'Etat contribue au paiement du salaire des maîtres et du personnel d'encadrement de l'enseignement privé confessionnel catholique ou protestant dans les conditions fixées par une réglementation particulière ; à ce titre il a droit de contrôle sur la gestion des fonds.

Cette participation de l'Etat à la gestion des fonds exige un comité de gestion institué soit au niveau national, régional ou diocésain, et qu'à ce comité siège un représentant du ministère de l'éducation nationale.

ARTICLE 7 :

L'enseignement privé confessionnel catholique ou protestant assume les charges de construction et d'entretien des bâtiments. A cet effet il pourra être demandé aux parents des élèves, une contribution dans les conditions arrêtées par le gouvernement.

Extension, créations et fermeture :

ARTICLE 8 :

Toute extension, toute création, ou toute fermeture d'établissement d'enseignement privé confessionnel catholique ou protestant sera soumise à l'approbation de la carte scolaire.

II) ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

ARTICLE 9 :

Les établissements secondaires d'enseignement privé confessionnel catholique ou protestant, régulièrement ouverts, fonctionnent sous le régime de subventions accordées :

a) Pour le personnel enseignant,
b) Pour le fonctionnement,

Aux taux et conditions fixés par une réglementation particulière.

ARTICLE 10 :

L'enseignement privé confessionnel catholique ou protestant s'engage :

- à recevoir régulièrement les élèves qui y sont affectés par le ministère de l'éducation nationale, et ceci à raison de 30 élèves par classe autorisée du premier cycle, et 25 par classe du second cycle ;
- à n'ouvrir aucune classe supplémentaire sans autorisation préalable du ministère de l'éducation nationale ;
- à respecter les règles générales de l'enseignement public concernant : programmes, méthodes, horaires, congés, contrôles des présences, etc. ;
- à n'employer que des professeurs ayant reçu l'agrément du ministère de l'éducation nationale après réception de leur dossier ;
- à présenter la gestion de l'établissement au contrôle de l'Administration.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Abidjan le 20 février 1974

Le Ministre de l'Education Nationale	Le Directeur National de l'Enseignement Catholique	Le Directeur National de l'Enseignement Protestant
Paul AKOTO YAO	**Mgr Laurent YAPI**	**Le pasteur LEBEDJI**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe 5 : Dossiers de demande d'autorisation de construire un établissement privé

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

MINISTERE
DE L'EDUCATION NATIONALE

CABINET

SERVICE AUTONOME DE PROMOTION
DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE
(SAPEP)

Tel : 20-32-52-91

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union – Discipline - Travail

LISTE DES PIECES CONSTITUTIVES D'UN DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION DE CONSTRUIRE D'UN ETABLISSEMENT SECONDAIRE PRIVE

1- Une demande manuscrite adressée au Ministère de l'Education Nationale

2- Dossier du Fondateur

- Un extrait d'acte de naissance
- Un casier judiciaire
- Un certificat de nationalité
- Une copie certifiée conforme des diplômes du fondateur ou le cas échéant de l'un des associés.
- Une copie des statuts ou du récépissé de dépôt de ces statuts s'il s'agit d'une Association ou de l'immatriculation au registre de commerce s'il s'agit d'une société.

Le fondateur ou l'un de ses associés doit être un Enseignant

3 - Un dossier technique de la Superstructure

- Une copie de la lettre d'attribution du terrain ou le titre de propriété
- Un projet de plan de masse et des plans de détails (construction) établi par un architecte inscrit ou agréé : loi 70-488 du 3Août 1970.

Les plans de construction devront comporter :

- des salles de classes ordinaires
- des salles spécialisées pour l'Enseignement des sciences (sciences physiques et sciences naturelles et EMT) dans le 1er cycle
- des laboratoires pour l'enseignement des sciences (sciences physiques et naturelles) dans le 2e cycle
- Une salle de collection (physique, chimie, sciences naturelles et EMT)
- Une bibliothèque pour les professeurs et les élèves

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- Des sanitaires
- Des adductions d'eau, d'électricité et le téléphone
- Une aire de jeux
- Un terrain de sports équipé
- **Bâtiment en hauteur autorisé R+2 maximum**
- **Toutes ces constructions devront respecter les normes de sécurité en vigueur et feront l'objet de contrôles périodiques**
- Un devis descriptif des travaux
- Un devis estimatif des travaux
- Une copie du permis de construire délivré par les services du Ministère de la construction et de l'Urbanisme

- **Autres Informations**
  - Superficie du terrain :
  - Superficie normale du terrain : au moins 5000 m2
  - Si la superficie est comprise entre 1200 m2 et 5000 m2 alors obligation de construire en hauteur, R+2 maximum.
- **Dimension des classes**
  - Longueur maximale : 9 m
  - Largeur minimale : 7 m
  - Hauteur sous plafond : 2,73 m au moins
- **Divers**
  - Prévoir 2 portes par classe
  - Prévoir 2 escaliers pour les constructions en hauteur
  - Toute demande de construire doit avoir reçu l'approbation de la Commission Technique de l'Enseignement Privé.
  - Le dossier complet doit parvenir, par voie hiérarchique au SAPEP avant le 24 Décembre de l'année en cours.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

CABINET

SERVICE AUTONOME DE PROMOTION
DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE

Tél. : 20 -32-52 –91

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail

LISTE DES PIECES CONSTITUTIVES D'UN DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION DE CONSTRUIRE UN ETABLISSEMENT PRIMAIRE ET/OU MATERNEL

1) **Pièces personnelles du Fondateur**

- Extrait de naissance
- Extrait du casier judiciaire datant de moins de 6 mois
- Un certificat de nationalité ivoirienne
- Une copie des statuts ou du récépissé de dépôts de ces statuts s'il s'agit d'une association
- Diplômes du fondateur (photocopie légalisée)

2) **Dossiers Techniques**

- Lettre d'attribution du terrain sur lequel doit être implanté l'établissement
- Un extrait topographique du terrain délivré par les autorités compétentes
- Un avant projet d'architecture en double exemplaire à l'échelle 1/100ème
- Le plan de masse
- Le plan du béton armé
- Les plans de tous les niveaux
- Les coupes et façades
- Le plan d'électricité
- Le plan d'assainissement et de la fosse septique
- Le devis estimatif sommaire des travaux
- 2 fiches n°1(à retirer au Service Autonome de Promotion de l'Enseignement Privé situé en face du collège moderne du plateau)

NB : **Superficie normale** : 1 200 m 2 pour 6 classes en bande
600 m 2 pour 6 classes en R+1 obligatoire avec 2 escaliers

Dimensions des classes : Longueur Maximale : 9 mètres
Largeur Minimale : 7 mètres

Préscolaire : 600 m 2 : 3 classes en bande

Préscolaire + Primaire : 1 200 m 2 : 9 classes maximum dont 3 du Préscolaire et 6 du Primaire en bande ou R+1 avec des aires de jeux distinctes

Portes avec 2 battants

(Prévoir une chemise à sangles pour les dossiers)

NB : Le fondateur doit être un enseignant ou associé à un enseignant.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
.....
CABINET
.....
SERVICE AUTONOME DE PROMOTION
DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union – Discipline - Travail
.....

FICHE N°1 D'UNE DEMANDE DE CREATION D'UNE ECOLE PRIVEE D'ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE OU PRIMAIRE

I- IDENTIFICATION DU FONDATEUR DE L'ETABLISSEMENT

1. Nom et Prénoms (*) .....
2. Date et lieu de naissance.....
3. Nationalité.....
4. Titres Universitaires (Diplômes et date d'obtention).....
.....
5. Titres professionnels.....
6. Profession.....
7. Adresse Postale.....
8. Téléphone.....

II – CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT

1. Dénomination de l'Etablissement.....
2. Lieu d'implantation.....
3. Nombre de classes prévues : .....
4. Structure pédagogique :.....
5. Salles spécialisées :.....
6. Matériaux employés :.....
7. Justification démographique .....
8. Date probable d'ouverture :.....
9. Dénomination et distance de l'école privée la plus proche :.....
10. Superficie du terrain :.....

Fait à ..... , le.....

LE DIRECTEUR FONDATEUR

NB : Fiche à joindre en 2 exemplaires

(*) S'il s'agit d'une association ou d'une société indiquer le nom, le n° du récépissé du dépôt des statuts ou de la décision d'agrément.

AVIS MOTIVES DES AUTORITES

SOUS PREFET OU MAIRE	L'I.E.P	LE DREN	LE SAPEP

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe 6 : Associations des écoles d'enseignement islamique

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union- Discipline- Travail
O . E .E . C.I
Organisation des Etablissements d'Enseignement Confessionnel Islamique en Côte d'Ivoire

بسم الله الرحمن الرحيم
وصلى الله على الرسول الكريم

جمهورية كوت ديفوار
اتحاد - نظام - عمل
منظمة المدارس الإسلامية
في كوت ديفوار (ساحل العاج)

BISMAILAHI RAHMANI RAHIM

Au nom de Dieu, Clément et Miséricordieux

ORGANISATION DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT CONFESSIONNEL ISLAMIQUE

O . E .E . C.I

STATUTS

19 janvier 2002

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union- Discipline- Travail
O. E .E . C.I
Organisation des Etablissements
d'Enseignement Confessionnel Islamique
en Côte d'Ivoire
ARRETE MINISTERIEL N° 290 INT/AT/ AG
DU 13 / 08 / 2000

بسم الله الرحمن الرحيم
وصلى الله على الرسول الكريم

جمهورية كوت ديفوار
اتحاد ـ نظام ـ عمل
منظمة المدارس الإسلامية
في كوت ديفوار (ساحل العاج)
رقم التصريح الوزاري 290 INT/AT/AG N°
بتاريخ 2000/8/18م

CONFERENCE DE PRESSE

ORGANISATION DES EXAMENS DE FIN D'ANNEE DANS LES DISCILPINES ARABES PAR L'O.E.E.C.I

1. PRESENTATION DE L'O.E.E.C.I

L'O.E.E.CI, c'est l'Organisation des Etablissements d'Enseignement Confessionnel Islamique. Elle est créée le **06 Décembre 1997** et s'est fixée Comme objectifs entre autres de:

-donner une formation adéquate aux enfants

-unifier les différents programmes trouvés sur place

-former les enseignants à partir des semaines de formation.

Avant sa formaion chaque établissement avait son programme inspiré de ceux des pays arabes (Aabie Sahoudite ,Egypte ,Maroc ect...).

Avec beaucoup de dificultés certes, **l'O.E.E.C.I** a pu apporter quelques reformes dans l'enseignement islamique.

Citons quelques uns :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

QUELQUES REUSSITES

-Au vue des objectifs fixés, **l'O.E.E.C.I** a réussi à mettre en place un programme unique pour l'ensemble des établissements confessionnels islamiques.

Dans celui-ci, le programme national est enseigné dans sa totalité et chaque année des élèves sont présentés comme candidats libres aux examens nationaux de (**CEPEI, BEPCI** et **BACI**) avec un fort taux de reussite dans la plus part des cas.

-Nous organisons également les examens de **CEPEI, BEPCI** et **BACI** en Arabe.

-Nous avons confectionné des manuels scolaires islamiques du **CP1** au **CM2** qui prennent en comptes nos réalités nationales.

Nous avons aujourd''hui près de **99.159 élèves** repartis dans **335 établissements** et encadrés par **2082 enseignants** .

III. SESSION 2006-2007

Le nombre d'élèves s'accroît d'année en année car de **127 candidat** en 1997 lors de la 1ère session, nous enrégistrons cette année **1728 candidats** repartis comme suit: **1350 garçons** et **378 filles** provenant de **26 localités** du territoire national. Ils sont repartis dans **24 centres** comprenant **85 salles d'examens.**

Cette augmentation de nos effectifs nous emmene à dire que les parents les établissements font de plus en plus confiance à **l'O.E.E.C.I.**

Examens	Total
CEPEI	1334
BEPCI	330
BACI	64
TOTAL	**1728**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

DIFFICULTES

Comme toute grande entreprise, **l'O.E.E.C.I** rencontre d'énormes difficultés notamment:

-Au niveau des frais de décollage qui sont si bas qu'il est difficiles de payer convenablement les enseignants.

-Difficultés donc de recruter suffisamment des enseignants dans les disciplines en Français.

-Difficultés d'équiper convenablement les établissements qui sont eux-mêmes exigus et souvent dans des états inadaptés.

-L'harmonisation des emplois du temps des matières conventionnelles et des matières en arabes.

V. PROJETS

-Construction de nouveaux bâtiments plus adaptés .

-Introduction de l'enseignement de l'informatique dans nos écoles dès la rentrée prochaine.

-Signature d'une convention avec le ministre de l'Education Nationale.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

V1. Appel aux autorités compétentes

Nous demandons aux autorités de ce pays de réparer cette injustice en se penchant à cet ordre d'enseignement par sa prise en compte par le ministère de l'éducation nationale comme cela se passe au Mali et au **Burkina** .

Tableau récapitulatif des sessions

Sessions	Nbre de Candidats	Communes participantes
1997- 1998	127	Koumassi
1998-1999	230	Koumassi – Attécoubé
1999-2000	295	Koumassi – Adjamé – Attécoubé
2000-2001	340	Koumassi – Adjamé – Attécoubé – Abobo – Bonoua
2001-2002	390	Koumassi – Adjamé – Attécoubé – Abobo – Bonoua – Adiaké – Aboisso.
2002-2003	836	Koumassi – Adjamé – Attécoubé – Abobo – Bonoua – Adiaké – Aboisso – Marcory – Alépé – Gagnoa – Akoupé – Yopougon – Ayama – Port-Bouet – N'Zinkro.
2003-2004	1114	Koumassi – Adjamé – Attécoubé – Abobo – Bonoua – Adiaké – Aboisso – Marcory – Alépé – Gagnoa – Akoupé – Yopougon – Ayama – Bassam – Soubré – Divo - Port-Bouet – N'Zinkro.
2004-2005	1256	Koumassi – Adjamé – Attécoubé – Abobo – Bonoua – Adiaké – Aboisso – Marcory – Alépé – Gagnoa – Akoupé – Yopougon – Ayama – Bassam – Soubré – Divo – Port-Bouet – N'Zinkro - Bingerville – Treichville.
2005-2006	1424	Koumassi – Adjamé – Attécoubé – Abobo – Bonoua – Adiaké – Aboisso – Marcory – Alépé – Gagnoa – Akoupé – Yopougon – Ayama – Bassam – Soubré – Divo – Port-Bouet – N'Zinkro – Bingerville – Treichville – San- Pédro – Bakanda – Issa – Guiglo.
2006 - 2007	1728	Koumassi – Adjamé – Attécoubé – Abobo – Bonoua – Adiaké – Aboisso – Marcory – Alépé – Gagnoa – Akoupé – Yopougon – Ayama – Bassam – Soubré – Divo – Port-Bouet – N'Zinkro – Bingerville – Treichville – San- Pédro – Bakanda – Issa – Guiglo. Douekoue. Idiambo.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

VII. RESULTATS DE EXAMENS 2005-2006

	Garçons	Filles	Admis	Pourcentage
CEPE	604	148	752	68,42%
BEPC	166	27	193	72,83 %
BAC	09	17	26	66,66 %
TOTAL	779	192	971	69,90 %

VI. TABLEAU RECAPULATIF DE LA SITUATION DES ETABISSEMENTS POUR L'ANNEE 2007

Nombre d'élèves		Nombre d'enseignants		Nombre d'établissements	
Garçons	Filles	Primaire	secondaire	Primaire	Secondaire
68.726	30.433	1.656	426	276	59
99.159		2.082		335	

Pour L'O.E.E.C.I

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

PREAMBULE

Nous établissement d'Enseignement Confessionnel Islamique résolus :
à donner une meilleure éducation et une solide formation aux enfants issus de ses établissements. à créer des conditions nécessaires à cette formation en vue de :

- Inculquer aux enfants la nation de Dieu facteur d'amour et de tolérance.
- Les emmener à cultiver les sentiments d'union et de discipline indispensable pour la construction nationale.
- Favoriser en eux le recours au dialogue dans le règlement de tout problème.

Avons décidé à l'issue du congrès constitutif à la bourse de travail le 06 Décembre 1997 de la création d'une Organisation Nationale régie et définie par les statuts.
Des amendements des statuts aux articles 12,18,31 et du règlement intérieur aux articles 9, 11 et 30 ont été adoptés par le premier congrès ordinaire du 20 janvier 2002.

Statuts
- L'amendement à l'article 12 porte sur le mandat du président qui passe de 3 à 5 ans.
- L'amendement à l'article 18 modifie la composition du bureau exécutif.
- L'amendement à l'article 31 permet d'ajouter le mot Zakate sur la liste des ressources.

Règlement intérieur
- L'amendement à l'article 11porte sur les réunions du BEN dont la date et le lieu sont désormais à l'initiative du BEN .
- L'amendement à l'article 9 porte sur les cotisations mensuelles qui passent désormais de 2.000 F à 500 F par établissement .
- L'amendement à l'article 30 fixe le nombre de membres de chaque commission spécialisée entre 5 et 10 personnes.

TITRE I : Constitution – Dénomination – Définition – Siège – Durée

Article 1 : Constitution –Dénomination

Il est constitué entre les établissements d'enseignement confessionnel Islamique une organisation professionnelle ,apolitique dénommée :O.E.E.C.I.-Côte d'ivoire. Elle est régie par le décret 61- 140 du 15 Avril 1961, portant réglementation de l' Enseignement privé en Côte d'Ivoire.

Article 2 : Définition :

L'O.E.E.C.I a pour fondement spirituel et philosophique le saint Coran et la sounnat du Prophète MOUHAMED (S.A.W).
Elle est :

a) Le Laboratoire de l'enseignement Confessionnel Islamique en Côte d'Ivoire.
b) Non tribaliste
c) Non raciste
d) Apolitique

Nul ne peut engager sa responsabilité à l'occasion de son engagement politique.

Article 3 : Siège

Le siège de l'O.E.E.C.I est fixé à Abidjan 05 BP 321 Abidjan 05, il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national par décision du congrès.

Article 4 : Durée

Sa durée est illimitée

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

TITRE II : Buts, principe et moyens

Article 5 : Buts

Les buts de l'O.E.E.C.I sont les suivants :

a) Organiser l'enseignement confessionnel Islamique en Côte d'Ivoire
b) Entreprendre l'étude et la réalisation de tout projet relatif à l'enseignement confessionnel islamique
c) Etablir des programmes d'enseignement communs à tous les établissements confessionnels islamiques.
d) Etablir un diplôme commun à l'ensemble de ces établissements
e) Veiller à la qualité de l'enseignement dispensé par les enseignants.
f) Assurer la formation des enseignants par des conférences, des stages, des séminaires, des colloques…
g) Etablir des relations avec des Associations d'autres pays ayant les objectifs similaires que l'O.E.E.C.I.
h) Maintenir une collaboration franche et une bonne entente entre les membres.

Article 6 : Principes

L'Organisation des Etablissements d'enseignement Confessionnel Islamique dans la poursuite des buts énoncés à l'article 5, doit agir conformément aux principes suivants :

a) Egalité entres les membres,
b) Remplir de bonne foi ses obligations vis-à-vis de l'organisation.
c) Respecter les principes islamiques conformément au Coran et à la Sounnat du Prophète MOUHAMED (S.A.W).
d) Primer l'intérêt général par rapport à l'intérêt personnel
e) Trancher les différends entre les membres par le dialogue et la concertation.

Article 7 : Moyens

Les moyens d'action de l'O.E.E.C.I sont les suivants :

a) L'organisation des séminaires, des conférences, des colloques, de journées d'étude, de stages de formation des formateurs
b) L'organisation d'échanges et de voyages d'études.
c) La construction et la gestion des établissements d'enseignement islamique.
d) La création d'organe d'information
e) L'allocation de bourses d'étude

TITRE III : Membre – Adhésion – Perte de la qualité de membre

Article 8 : Membres

Sont membres fondateurs de l'organisation des Etablissements d'Enseignement Confessionnel Islamique, les Etablissements d'enseignement confessionnel Islamique ayant participé au congrès constitutif.

a) Peuvent être membres, les établissements qui adhèrent aux présents statuts

Article 9 : Adhésion

L'adhésion à l'O.E.E.C.I de tout nouveau membre se fait par une demande adressée au Bureau exécutif de la localité.

La décision d'adhésion est prise par le Bureau Exécutif National après avis du Conseil Consultatif

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Article 10 : Perte de la qualité de membre

La qualité de membre se perd dans les conditions et sous les modalités définies au règlement Intérieur par :

a) Démission
b) Radiation
c) Fermeture de l'établissement

TITRE IV : Organisation

Article 11 : Organes

L'O.E.E.C.I est dotée des organes suivants :

1) Le Congrès
2) L'Assemblée Générale (A.G)
3) Le Conseil Consultatif (C.C)
4) Le Bureau Exécutif National (B.E.N)
5) Le Commissariat aux Comptes (C.C)
6) Les Sections Locales (S.L)
7) Les Commissions Nationales Spécialisées (C.N)

Article 12 : Le congrès

Le congrès est l'organes suprême de l'O.E.E.C.I.

Il se tient une fois tous les cinq (05) ans en session ordinaire sur convocation du BEN en accord avec le Conseil Consultatif. Il peut se réunir en session extraordinaire à la demande du BEN ou des 2/3 des membres de l'O.E.E.CI présents. Si le quorum n'est pas atteint lors de la première réunion, une seconde séance est convoquée dans un délai de trois mois ; dans ce cas le congrès peut délibérer valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Le congrès est composé :

a) Le BEN
b) Les Fondateurs
c) Les Enseignants (5 par section)
e) Les présidents des sections locales et départementales
f) Les présidents des Commissions Nationales
g) Les commissaires aux comptes

Article 13 : Attribution du Congrès

Les attributions du congrès sont les suivants :

a) Définir l'orientation Générale de l'O.E.E.C.I.
b) Examiner et approuver le programme triennal d'activités du BEN
c) Désigner les membres du Conseil Consultatif
d) Désigner le président le président du BEN et des commissaires aux comptes
e) Prendre des décisions de radiation et constater la régularité des démissions
f) Délibérer sur
    1) la modification des statuts
    2) le transfert du siège social
    3) la fusion, la dissolution ou la liquidation de l'O.E.E.C.I
g) Auditionner et examiner les rapports moral et financier du BEN
h) Délibérer sur toute autre question inscrite à son ordre du jour.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ARTICLE 14 : L'Assemblée Générale (A.G)

L'AG est l'organe de délibération des l'O.E.E.C.I entre deux congrès. Elle se réunit en session ordinaire une fois par an sur convocation du BEN en accord avec le Conseil Consultatif

En cas de comportement incompatible avec les statuts d'un membre élu par le congrès, l'A.G peut procéder à sa suspension et à la désignation d'un intérimaire jusqu'au prochain congrès.

L'A.G est composé de :

a) Deux représentants par section régionale
b) Le BEN
c) Le Conseil Consultatif
d) Les Commissaires aux Comptes
e) Les présidents des Commissions Nationales Spécialisées ou leur représentant

Article 15 : Attribution de l'A.G

Les attributions de l'A.G. sont les suivantes :

a) Audition et examen des rapports moral et financier du BEN
b) Audition et examen du rapport du Commissariat aux comptes
c) Adoption du programme d'activités annuel conformément au congrès
d) Elaboration et exécution des budgets
e) Mise en place des sections locales
f) Prise de décisions, d'avertissement et de blâme.

Article 16 : Le Conseil Consultatif

C'est un organe de consultation. IL est composé de :

a) Cinq représentants des fondateurs
b) Le Président du BEN
d) Les Président régionaux

Il se réunit deux (2) fois par session ordinaire sur convocation de son porte-parole ou des ¾ des membres. Il peut tenir d'autres réunions en cas de nécessité.

Le Conseil Consultatif se réunit valablement si la majorité de ses membres est présente.

IL est dirigé par un porte-parole désigné par ses pairs. Le président du BEN ne peut être porte-parole du Conseil Consultatif.

Article 17 : Attributions du Conseil Consultatif

a) Concertation sur l'évolution de l'Organisation
b) Suivi de l'application des décisions issues du congrès ou de l'A.G
c) Analyse et adoption de toute prise de position officielle du BEN sur les questions importantes.
d) Délibération sur toute autre question inscrite à son ordre du jour.

Article 18 : Le Bureau Exécutif National

Il est chargé de l'exécution des décisions prises par le Congrès et l'Assemblée Générale Il est composé de :

a) Un Président
b) Un Vice-président chargé de l'Education et la formation
c) Un Vice-président chargé des relations extérieurs
d) Un Vice-président chargé de l'intérieur
e) Un Secrétaire administratif
f) Un adjoint au secrétaire administratif
g) Un Secrétaire permanent
h) Un Secrétaire chargé du suivi de l'enseignement du français
i) Un Secrétaire charge du suivi de l'enseignement de l'Arabe

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

j) Un Assistant chargé du suivi de l'enseignement du Français
k) Un Assistant chargé du suivi de l'enseignement de l'Arabe
m) Un Trésorier Général
n) Un délégué à la Communication et à la Culture
o) Un Assistant au délégué à la Communication et à la Culture
p) Un délégué chargé de Culte
q) Un Assistant au délégué chargé de culte.
r) Un délégué à l'organisation et à la mobilisation
s) Un Adjoint au délégué à l'organisation et la mobilisation
t) Un délégué social
u) Un Adjoint au délégué social
v) 5 Conseillers à la présidence

Article 19 : Désignation des membres du BEN

De tous les membres du bureau, seul le président est élu. Il choisit les autres membres du Bureau Exécutif National

Les candidats au poste de président doivent remplir les conditions suivantes :

1) Etre fondateur, Directeur ou Enseignant dans un Etablissement d'Enseignement Islamique membre de l'O.E.E.C.I
2) Entre proposé par une section locale
3) Avoir une bonne moralité
4) Avoir une connaissance suffisante en Islam
5) Savoir s'exprimer en Arabe et en Français
6) Etre âgé de trente (30) ans au moins et soixante (60) ans au plus.
7) Etre marié.

Le président est choisi à la majorité simple par voie de vote au bulletin secret pour un mandat de cinq (5) ans renouvelable.

Article 20 : le Commissariat aux Comptes

Il comprend deux membres élus par le congrès dans les mêmes conditions que le président en ce qui concerne son article 19 alinéa 2 – 3 – et 6.

Article 21 : Les sections

Les sections sont les représentations de l'O.E.E.C.I sur le territoire national. Elles sont placées sous l'autorité du BEN . Les sections sont les suivantes :

a) Les sections régionales
b) Les sections départementales
c) Les sections sous-préfectorales
d) Les sections communales

Les sections départementales, sous-préfectorales et communales sont rattachées au bureau de la section régionale dont le siège est installé au chef lieu de la région.

Article 22 : Les organes des sections

Les organes des sections sont les suivantes :

a) L'Assemblée Générale
b) Le Bureau Exécutif local
c) Le Commissariat aux comptes
d) Les commissions spécialisées

Article 23 : Attributions et fonctionnement des organes de la section

Les attributions et fonctionnement des organes de la section sont les mêmes que ceux du BEN

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Article 24 : **Composition du Bureau de la section**

Le Bureau de la section est composé comme suit :

a) Un président
b) Deux vices –présidents .
c) Un secrétaire Général adjoint
d) Un secrétaire Général administratif chargé des examens et des évaluations périodiques
e) Un trésorier Général
f) Un trésorier Général adjoint
g) Un délégué chargé du contrôle des établissements
h) Un délégué chargé de la communication et de la culture
i) Un adjoint au délégué chargé de la communication et de la culture

Article 25 :**Commissions Nationales Spécialisées**

Elles sont créées par le congrès . Chaque commission est dirigée par un président désigné par le président du BEN

Elles sont :

a)La commission chargée du contrôle des établissements et de la validité du diplôme
b) La commission chargée de l'élaboration et du contrôle du programme d'enseignement
c) La commission d'examen
d) La commission chargée des relations extérieurs et des bourses d'études.
e) La commission chargée de la culture ,des activités extra-scolaires et du culte.
f) La commission des projets et équipement
g)La commission des finances

TITRE V :Délégation –Missions –Stages et Séminaire

Article 26 : Le président du BEN a la charge de proposer les listes des délégations devant représenter l'O.E.E.C.I. ou conduire les différentes missions du BEN avec l'approbation du BEN

Article 27 : L'approbation du BEN se fera à la lumière des suivants :

1) La maîtrise de l'objet de la mission
2) La qualité de bon négociateur

Article 28 : pour les missions , stages et séminaires internationaux ,seront choisis en priorité les membres du BEN , les responsables des sections et membres des commissions intéressés par l'objet des rencontres

Article 29 :Les délégations sur le territoire national seront composées d'au moins deux membres. Les délégations à l'étranger seront composées en fonction des possibilités budgétaires et de l'importance de la mission.

Article 30 :Réglementation dans l'enseignement

La réglementation dans l'enseignement est définie par un statut particulier .

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

TITRE VI : Ressources

Article 31 :**Les ressources de l'O.E.E.C.I. sont** :

a) Droit d'adhésion
b) Cotisations mensuelles
c) Subventions
d) Dons et legs
e) Vente de cartes de membres
f) Vente de cartes scolaires
g) Zakate

Article 32 : **Gestion Financière.**

- LES fonds sont déposés au nom de l'organisation ou de sa section dans un compte bancaire avec la double signature du président et di trésorier général
- Seul le Président ordonne les dépenses .
- L'avis du commissaire au comptes est nécessaire pour les dépenses atteignant un (1) million de francs

TITRE VII : Modification des Statuts- Dissolution-Liquidation

Article 33 : Modification des statuts

Les statuts ne peuvent être modifiés que par le congrès à la majorité des 2 /3 des membres .Toute modification fera l'objet d'une notification à l'autorité publique

Article 34 : **Dissolution**

La dissolution de l' O.E.E.C.I. ne peut être décidée que par le congrès à la des 3 /4 des membres présents.

Article 35 : **Liquidation**

En cas de dissolution ,le congrès désignera des commissaires chargés de liquider les bien de l'O.E.E.C.I, les actifs nets seront dévolus à des organisations poursuivants les mêmes buts.

TITRE VII : Règlement Intérieur

Article 36 : Un règlement intérieur définit les modalités d'application du présent statut.

Abidjan, le 06 Décembre 1997

Le Congrès

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union- Discipline- Travail
O . E .E . C.I
Organisation des Etablissements d'Enseignement Confessionnel Islamique en Côte d'Ivoire

بسم الله الرحمن الرحيم
وصلى الله على الرسول الكريم

جمهورية كوت ديفوار
اتحاد - نظام - عمل
منظمة المدارس الإسلامية
في كوت ديفوار (ساحل العاج)

BISMAILAHI RAHMANI RAHIM

Au nom de Dieu, Clément et Miséricordieux

ORGANISATION DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT CONFESSIONNEL ISLAMIQUE

O . E.E . C.I

Règlement Intérieur

19 janvier 2002

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

BISMILAHI RAMANI RAHIM

Règlement Intérieur

TITRE I : Disposition Générales

Article 1 : Objet

Le présent règlement Intérieur procède des statuts de l'Organisation des établissements d'enseignement Islamique.
Il définit les modalités de son application .

Article 2 : But

L'O.E.E.C.I a pour but d'organiser les établissements d'enseignent confessionnel islamique d'assurer la formation des formateurs et renforcer la cohésion et l'entente entre ses membres .

Article 3 : L'O.E.E.C.I est ouverte à toutes les personnes morales et physiques oeuvrant pour la promotion de l'enseignement en Côte d'Ivoire e qui adhèrent à ses statuts et règlement intérieur .Toute nouvelle adhésion se fait sur demande écrite adressée à la section locale qui décide de la suite à donner .
La carte de membre ne sera délivrée au nouvel adhérant qu'après accord du BEN

Article 4 : Les devoirs des membres

Les membres ont le devoir de :

a) Se conformer aux prescriptions du saint Coran et de la sounnat du prophète MOUHAMAD (S.A.W)
b) Respecter les statuts et règlement intérieur
c) Respecter toutes les décisions du congrès et de l'A.G.
d) Participer aux activités de l'O.E.E.C.I
e) Payer les cotisations et d'autres contributions .

Article 5 : Les droits de membres

Les membres ont les droits suivants :

a) Participer aux délibérations du congrès et de l'AG par des représentations mandatées
b) Liberté d'opinion et d'expression
c) Le droit de voter et de présenter des candidats aux différents postes de responsabilité sein de l'O.E.E.C.I
d) La liberté de se retirer de l'O.E.E.C.I

Article 6 : Sanctions disciplinaires

La non –observation des obligations prévues à l'article 4 du présent règlement intérieur donne lieu à l'application graduelle d'une des sanctions suivantes :

a) Avertissement
b) Blâme
c) Suspension
d) Radiation

Exceptée la radiation qui est du ressort du congrès , les autres sanctions mentionnés dans cet article sont prononcées par le BEN .
En cas de radiation ou de démission d'un membres , le droit d'adhésion et les cotisations qui ont été versés restent acquis à l'O.E.E.C.I et les arriérés restent dus .

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Un membres de l'O.E.E.C.I en retard dans le paiement de sa cotisation ne peut participer à un vote ou à une prise de décision quelconque si le montant des arriérés est égal ou supérieur à la cotisation d'un an . A moins qu'après analyse , il est constaté que cela est indépendant de sa volonté .

Article 7 : le Pardon

Tout membre suspendu pourrait obtenir le pardon de l'O.E.E.C.I s'il reconnaît ses erreurs et se repent.

Article 8 : La démission

Est considéré comme démissionnaire tout membre qui manifeste cette volonté par écrit ou qui refuse de suivre le programme officiel arrêté par l'O.E.E.C.I.

TITRE II : Les Ressources

Article 9 : Les cotisations

Les cotisations mensuelles des membres sont fixées à cinq cents francs cfa (500 Fcfa) par établissements. Le droit d'adhésion est de deux milles francs cfa (2000 Fcfa)

TITRE III : Les réunions

Article 10 : les réunions

Les membres de tous les organes statutaires sont tenus d'assister aux réunions pour lesquelles ils sont convoqués .

Article 11 : Les réunions du BEN

Les réunions du BEN se tiennent deux (2) fois par mois . La date et le lieu sont sur l'initiative du BEN.

Article 12 : Les réunions extraordinaires sont convoquées à tout moment sur l'initiative du président ou la demande des 2/3 des membres du BEN.

Article 13 : Les décisions sont prises par consensus ou à défaut par la majorité des membres présents

Les participants à une réunion sont ténus par le secret des délibérations . La violation de cette règle donne lieu à des sanctions pouvant aller jusqu'a la radiation.

Article 14 : Tous les membres du bureau sont tenus d'assister aux réunions pour lesquelles ils sont convoquées.

Article 15 : Toute absence non justifiée donne lieu à un blâme

Article 16 : Les comptes –rendus

Chaque réunion est sanctionnée par un compte –rendu rédigé par le secrétaire . Il est lu et approuvé lors de la prochaine réunion.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

TITRE IV : Organisation

Article 17 : L'O.E.E.C.I est doté des organes suivants :

1) Le congrès
2) L'Assemblée Générale (AG)
3) Le Conseil Consultatif (C.C)
4) Le Bureau Exécutif National (B.E.N)
5) Le Commissariat Aux Comptes (C.C)
6) Les Sections Locales (S.L)
7) Les Commissions Nationales (C.N)

Article 18 : Le Congrès

a) Le congrès ne peut se tenir valablement que si les 2/3 des membres de l'O.E.E.C.I sont présents .
b) Si le quorum n'est pas atteint lors de la première convocation , une autre séance est convoquée dans un délai de trois mois . Dans ce cas , le congrès peut délibérer valablement quel que soit le nombre des membres présents
c) Les décisions du congrès sont prises par voie de vote.
d) Chaque délégué a droit à une seule voix.
e) Les décisions du congrès sont applicables à tous les membres de l'O.E.E.C .I . représentés ou absents au congrès .
f) Les délégués au congrès doivent obligatoirement être munis d'un mandat.
g) La date , le lieu et l'ordre du jour du congrès doivent être communiqués aux délégués au moins un mois avant sa tenue.
h) Les travaux du congrès sont dirigés par un bureau de trois personnes choisies par le congrès et comprenant un président , un assesseur et un secrétaire.

Article 19 : Le conseil Consultatif

a) Le conseil consultatif ne peut se réunir valablement que si la majorité des membres est présente.
b) Les décisions du conseil sont par voie de vote et adoptée à la majorité simple.

Article 20 : Le BEN

Le Bureau Exécutif National est l'organe exécutif de l'O.E.E.C.I

Article 21 : Les attributions du Président

a) Il est le premier responsable de l'O.E.E.C.I
b) Il veille à l'application des décisions du Congres, de l'A.G. du BEN.
c) Il représente l'O.E.E.C.I dans tous les actes matériels et juridiques
d) Il nomme et révoque librement les autres membres de BEN.
e) Il ordonne le budget et signe les chèques et mandats avec le trésorier général
f) Il est responsable devant le Congrès et l'A.G.
g) Il est tenu de consulter le Conseil Consultatif avant de poser tout acte engagent l'organisation.
h) Il convoque et préside toutes les réunions et manifestations.

Article 22 : Les Vice-Présidents

Ils aident le Président dans l'accomplissement de ses fonctions, ils assurent dans l'ordre de leur nomination l'intérim du président en cas d'absence, d'empêchement absolu, de démission ou de décès.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Article 23 : Le premier Vice-Président

Il est chargé en collaboration avec les délégués à l'éducation et à la formation des secrétaires administratifs, des commissions à l'éducation et à la formation des tâches suivantes :

a) Elaborer des programmes pédagogiques scolaires, de stages, de séminaires ou de formation continue pour les établissements islamiques.
b) Organiser un examen national
c) Instaurer un diplôme commun à l'ensemble des établissements d'enseignement en ce qui concerne le voler arabe.
d) Créer des structures de formation sur tout le territoire national.

Article 24 : Le deuxième Vice-Président

Chargé des relations extérieures ses tâches sont les suivantes :

a) Elaborer et exécuter un programme de coopération extérieure
b) Coordonner les demandes de bourses d'étude et de stage
c) Créer et entretenir des relations avec les associations et communautés musulmanes nationales.
d) Organiser des manifestations

Article 25 : Le troisième Vice-Président

Chargé de l'intérieur et de l'organisation, ses attributions sont les suivantes :

a) créer des sections sur tout le territoire national.
b) Coordonner les activités des sections
c) Entretenir des relations avec les associations et communautés musulmane nationales

Article 26 : Le Secrétariat Administratif

Le Secrétaire administratif rédige et distribue les P.V des réunions.

a) Il convoque les réunions, rédige et distribue les P.V des réunions.
b) Il diffuse toutes les décisions aux membres du BEN pour information.
c) Il reçoit et enregistre toutes les correspondances adressées au BEN et les ventile à leurs destinataires.
d) Les réponses aux correspondances reçues par les membres du BEN lui sont transmises pour acheminement.

Article 27 : Le Trésorier Général

Attribution

a) Gérer les fonds
b) Recouvrir les droits d'adhésion et des cotisations
c) Générer les biens mobiliers et immobiliers
d) Ouvrir et suivre les comptes bancaires.
e) Signer avec le Président du BEN les chèques et mandats
f) Elaborer le budget
g) Préparer et présenter le rapport financier du BEN
h) Produire les pièces justificatives des dépenses et recettes
i) Se prêter au contrôle des commissaires aux comptes.

Article 28 : Les Commissaires aux Comptes

Ils suivent et contrôlent la bonne gestion de l'Organisation. Ils sont tenus d'établir un rapport financier au Congrès et à L.A.G.
En cas d'absence ou d'empêchement absolu d'un ou de deux (02) Commissaires aux Comptes, une assemblée extraordinaire est convoquée par le BEN en accord avec le conseil Consultatif pour désigner un ou deux suppléants.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Article 29 : Les sections

Elles sont 4 types. Elles sont les représentations du BEN dans leur zone.

a) Section régionale
b) Section départementale
c) Section Sous-Préfectorale
d) Section Communale

Elles sont chargées de :

1) Assurer la liaison entre le BEN et les localités
2) Collecter les cotisations des membres de leurs zones afin de les acheminer vers le BEN

Article 30 : Attribution de Commissions

Le nombre de membre de chaque commission doit être compris entre cinq (5) et dix (10) personnes.

1) **Commission du Contrôle de la validité du Diplôme en Arabe**
   a) Instaurer un diplôme par discipline en Arabe pour l'ensemble des établissements d'enseignement islamique.
   b) Attribution et Contrôle de ses diplômes.

2) **Commission de l'élaboration et du contrôle du programme d'enseignement dans les établissements d'enseignement Islamique**.
   c) Elaboration d'un programme d'enseignement fiable en tenant compte du programme national.
   d) Contrôle de son application effective dans les établissements d'enseignement islamique

3) **Commission nationale des examens.**
   e) Organiser les examens dans les disciplines en arabe
   f) Suivre les candidats aux différents examens nationaux.

4) **Commission des relations extérieures**
   a) Entretenir de bonnes relations avec les organisations internationales poursuivant les mêmes buts que l'O.E.E.C.I

5) **Commission à la culture, aux activités extra – scolaires et au culte**
   a) Culture
   b) Sport
   c) Culte

6) **Commission des projets et équipement**
   a) Création de structures de formation
   b) Etude des projets
   c) Affaires domaniales

7) **Commission des Finances**
   a) Collecte des cotisations, dons subvention, zakate.
   b) Recherche d'autres sources de Financement.

Article 31 : Modification

Le présent règlement intérieur ne peut être modifié que par le congrès à la majorité des 2/3

Abidjan, le 06 décembre 1997

Le Congrès

COFESRIA - BIBLIOTHEQUE

STATUT

UNION DES ENSEIGNANTS CORANIQUES DE COTE D'IVOIRE

ASSO – EN – CO - CI

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

LE CONSEIL ADMINISTRATION DE
L'ASSOCIATION DES ENSEIGNANTS
CORANIQUES DE COTE D'IVOIRE
03 BP 828 ABIDJAN 03

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
UNION - DISCIPLINE – TRAVAIL

PREAMBULE

Déterminés pour la création des relations amicales entre les Enseignants Coraniques d'une part et entre les Enseignants en général d'autre part, relations visant à l'épanouissement de l'être humain.

Soucieux de faire perpétrer la connaissance Islamique et de combattre l'analphabétisme qui nuit au développement du pays.

Décider à combattre la prolifération sans contrôle des Ecoles Coraniques à travers la Côte d'Ivoire et la non organisation du système d'Education de ces Ecoles.

Vu que les Ecoles enseignent les mêmes matières que les autres écoles confessionnelles.

Vu que la création de ces écoles est réglementée depuis le 14 février 1922 par décret.

Vu l'arrêté n°2541 / AP du 20 Août 1945 réglementant les écoles Coraniques et les écoles Catéchistes.

Vu que les enseignants Catholiques opèrent dans l'ordre et la discipline,

Vu que l'ASSO-EN-CO-CI est le lien d'expression de tous les Enseignants – Directeurs et Fondateurs des Ecoles Coraniques de Côte d'Ivoire et que toutes écoles n'appartenant pas à l'ASSO-EN-CO-CI s'exposent à des sanctions.

Les Enseignants, Directeurs et Fondateurs des Ecoles Coraniques de Côte d'Ivoire réunis en assemblée générale le13 Juillet 1985, ont décidés la modification des Statuts et Règlements intérieurs de l'association des Enseignants Coraniques de Côte d'Ivoire comme suit :

COESRIA - BIBLIOTHEQUE

TITRE I

OBJECTIFS PRINCIPAUX

Article I

Il est crée entre les Enseignants, Directeurs et fondateurs des Ecoles Coraniques de Côte d'Ivoire une Association dénommée :
ASSOCIATION DES ENSEIGNANTS CORANIQUES DE COTE D'IVOIRE (ASSO-EN-CO-CI) dont les principaux objectifs sont :

a) Lutter contre l'analphabétisme et toutes formes d'obscurantismes

b) Organiser, structurer et moderniser l'éducation Islamique afin de l'adopter aux programmes officiels d'Education Nationale de Côte d'Ivoire.

c) Assurer la formation des Enseignants des Ecoles Coraniques par des conférences, des stages, des séminaires etc.…

d) Assurer la formation et l'information Islamique au niveau National.

e) Contribuer à l'épanouissement des Enseignants des Ecoles Coraniques de Côte d'Ivoire.

f) Maintenir l'entente entre toutes les Associations et Clubs Islamiques de Côte d'Ivoire et servir d'apostolat Islamique au niveau National

g) Etablir des relations avec les Associations d'autres pays ayant les mêmes objectifs et cela dans la ligne politique de la Côte d'Ivoire

h) L'ASSO-EN-CO-CI peut créer des écoles primaires privées.

Article II

a) L'ASSO-EN-CO-CI est régie par la loi n°60-356 du 3 Novembre 1960.

b) Son siège est à Abidjan.

TITRE II

AQUISITION ET PERTE DU TITRE DE MEMBRES

Article III

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

a) L'ASSO-EN-CO-CI se compose de tous les Enseignants des Ecoles Coraniques de Côte d'Ivoire qui adhèrent aux présents Statuts et règlements Intérieurs et qui s'acquittent de leur droit d'adhésion et de cotisation dans les délais fixés.
b) L'ASSO-EN-CO-CI comprend des membres actifs avec voix délibérative et des membres d'honneur avec voix délibérative.
c) Le titre de membre d'honneur peut être décerné par le bureau aux personnes physiques ou morales qui ont rendu ou peuvent rendre des services à l'ASSO-EN-CO-CI.

Article IV : LA QUALITE DE MEMBRE SE PERD

a) Par radiation prononcée par l'Assemblée Générale sur proposition du bureau pour un ou des motifs jugés graves.

b) Pour non respect des présents statuts et règlements intérieurs.

c) Tout membre de l'ASSO-EN-CO-CI qui adhère, ou occupe un poste d'une autre Association perd immédiatement son titre de membre.

d) Le membre concerné est appelé préablement à fournir des explications.

Article V :

Le membre radié, ne peut être réintégré dans l'association sans la décision de l'Assemblée Générale.

TITRE III

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

L'ASSO-EN-CO-CI comprend :

Article VI : Les organes suivants :

- L'Assemblée Générale des membres actifs
- Le Bureau Exécutif
- Les Sections de villes, de village ou de la commune pour Abidjan
- Congrès

Article VII

a) L'Assemblée Générale est l'instance suprême de l'ASSO-EN-CO-CI

b) Elle se réunit une fois tous les ans dans la dernière quinzaine du mois de Décembre

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

c) Elle peut se réunir en session extraordinaire sur convocation du Bureau exécutif ou à la demande des ¾ des membres actifs à jour de leur cotisation.

Article VIII

- Les commissionnaires de l'ASSO-EN-CO-CI sont prises pour les cas suivants :

EDUCATION :

a) Commission chargée de contrôle des diplômes

b) Commission chargée d'élaboration des programmes d'enseignements

c) Commission chargée de contrôler les établissements

d) Commission d'Examens

ORGANISATION :

a) Commission chargée de la création des sections

b) Commission chargée de contrôler les tarifs scolaires

c) Commission chargée d'information et organisation matérielle de toutes manifestation de l'Association

SPORT :

a) Commission du sport

COMMISSION DE LA PROMOTION DE LA FEMME

a) Commission de la formation des femmes

Article IX

LE BUREAU EXECUTIF

a) Le bureau exécutif est chargé d'exécuter les décisions prises par l'Assemblée Générale

Il comprend 12 membres dont :

- 1 Président
- 2 Vice-présidents

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- Recherche et Politiques Générales
- Création et coordination des Sections

- 1 Secrétaire Général Français
- 1 Secrétaire Général Arabe
- 1 Secrétaire à l'organisation
- 1 Secrétaire à l'information
- 1 Secrétaire aux sports et Activités Extra-Scolaires
- 1 Trésorier Général
- 1 commissaire aux Comptes
- 1 Conseiller Technique
- 1 Promotion de la Femme

TITRE IV

Article X : LE **PRESIDENT**

a. Le Président est élu par l'Assemblée Générale des membres actifs au scrutin secret à la majorité absolue au 1er tour et à la majorité relative au 2ème tour pour 4 ans, il est rééligible.

b. Le Président est responsable de la bonne marche de l'Association. Il représente celle-ci dans tous les actes de la vie civile.

c. Le poste de Président est exclusivement réservé aux nationaux Ivoiriens et titulaires d'autorisation d'ouverture d'école coranique.

Article XI : **LES VICES PRESIDENTS**

Ils remplacent le Président en cas d'absence ou d'empêchement

2 – a) Le premier Vice-président chargé de la recherche et des politiques générales. Il assiste le Président dans la recherche des moyens permettant lé réalisation des politiques générales définies par l'Assemblée Générale.

1 – a) Le deuxième Vice-président est chargé de la création et de la coordination des sections est chargé de créer, d'animer et de superviser les sections de l'ASSO-EN-CO-CI.

c). Il est chargé du Secrétariat de l'Education pour appliquer et contrôler le programme d'étude en conformité avec le programme d'Enseignement appliqué par le gouvernement Ivoirien.

Article XII :

1- Le Secrétaire Général de Français rédige les rapports et procès-verbaux dans le cahier.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Il convoque les réunions sur l'ordre du président.

Il est le dépositaire des documents et le gardien des archives français de l'Association. Il est chargé de la commission des examens français. Il doit tâcher de sélectionner les élèves devrant participer aux examens officiels. Il doit établir et exiger un programme de congés et de vacances scolaires adaptés aux réalités nationales.

2 – Le Secrétaire Général Arabe rédige les rapports et procès-verbaux dans le cahier.

Il convoque les réunions sur l'ordre du Président. Il est dépositaire de documents et le gardien des archives Arabes de l'Association. Il est aussi chargé de la commission des examens Arabe et d'uniformiser les diplômes Arabe.

Il est chargé de la culture (théâtre – ballet).

Article XIII :

1 – Le Secrétaire à l'organisation est chargé d'organiser les matériels dans le cas de toutes les manifestations de l'Association. Il est chargé de contrôler les tarifs scolaires et de la commission des prêches Islamiques.

2 – Le Secrétaire à l'information est chargé d'informer à tous les niveaux les manifestations de l'Association. Il est chargé de contrôler les cas d'ouverture des Ecoles et les conditions d'hygiène dans les salles de classes selon les normes définies par le gouvernement Ivoirien.

3 – Il est chargé des relations extérieures. Il transmet au Président toutes les observations et correspondances venues de l'extérieur de la Côte d'Ivoire.

Article XIV :

Le Secrétaire aux sports, et aux activités Extra-scolaires est chargé de l'application et du contrôle du programme d'Education physique et sportive.
Il doit prendre contact avec les autorités compétentes pour la participation de nos élèves aux manifestations sportives de l'O.I.S.S.U.

Article XV :

Le Trésorier Général et le Trésorier Adjoint recouvrent les droits d'adhésion et les cotisations, gérant les fonds de l'ASSO-EN-CO-CI et exécutent les dépenses ordonnées par le Président. Ils tiennent chacun à jour un cahier de compte.

Article XVI :

a. Le commissaire aux comptes est choisi par l'assemblée.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

b. Il contrôle les comptes de l'Association et fait les rapports à l'assemblée chaque fois que le besoin se fait sentir.
c. Il doit être de bonne moralité, rigoureux et bienveillant dans sa fonction.
d. Le Trésorier met à sa disposition tous les documents susceptibles à un contrôle.

Article XVII :

Les conseillers Techniques prodiges des conseils à tous les membres sans exception et maintiennent l'entente dans l'Association.

Article XVIII :

Tous les membres du bureau exécutif sauf le commissaire aux comptes sont par le Président.

Article XIV :

Le Président sortant remet au nouveau Président du bureau de séances tous les cachets et documents de l'Association.
Le reste des biens est remis au nouveau Président dans les 10 jours qui suivent son investiture.

TITRE V

RESSOURCES DE L'ASSO-EN-CO-CI

Article XX :

Les ressources de l'Association proviennent :
a. Des droits d'adhésion et de la vente des cartes.
b. Des cotisations
c. Des produits des manifestations culturelles et sportives
d. D'éventuelles subventions officielles
e. Des dons et legs
f. Chaque membre doit s'acquitter de son droit d'adhésion, sa carte de membre et doit s'acquitter de sa cotisation mensuelle. A défaut, il perd son titre de membre.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Article XVI :

a. Les fonds sont déposés au nom de l'ASSO-EN-CO-CI dans un compte bancaire qui doit fonctionner avec la double signature du Président et du Trésorier Général.

b. Ces fonds patrimoine de l'Association servent exclusivement au fonctionnement de celle-ci.

c. Les dépenses sont ordonnées par le Président, seuls les signatures du Président et du Trésorier Général sont valabres pour les sorties.

TITRE VI

SESSIONS

Article XXII :

a. L'ASSO-EN-CO-CI peut couvrir ses membres actifs avec une attestation de diriger une Ecole coranique, Renouvelable annuellement.

b. Elle peut créer des Librairies Islamiques, sur toute l'étendue du territoire national.

c. Elle peut aussi créer des journaux Islamiques.

Article XXIII :

Des sections doivent être créées dans les villes et villages de l'intérieur ainsi que dans les 10 communes d'Abidjan sous la supervision du bureau exécutif.
Un Président est élu à la tête de chaque section.

Article XXIV :

Le Président de section forme son bureau local, il est responsable du fonctionnement de la section devant le bureau exécutif.

Article XXV :

Les Présidents de sections sont élus pour 4 ans sous les ordres du bureau exécutif, le bureau de section applique les programmes d'activités décidés par l'Assemblée Générale.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

TITRE VII

DISSOLUTIONS

Article XXVI :

En cas de dissolution de l'ASSO-EN-CO-CI, l'Assemblée doit comprendre les ¾ des membres actifs à jour de leurs cotisations.

Article XXVII :

En cas de dissolution, tous les biens de l'Association sont attribués à une autre Association Islamique poursuivant les mêmes buts.

Article XXVIII :

Toutes modifications aux présents statuts et règlements ne peuvent se faire que par décision de l'Assemblée Générale convoqué à cet effet. /.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Association des Enseignants
Coraniques de Côte d'Ivoire

REGLEMENT D'INTERIEUR

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES.

Article 1er : Il est crée entre les Enseignants Coraniques de C. I. qui adhèrent aux présents statuts une association dénommée " Association des Enseignants coraniques de Côte d'Ivoire "

Article 2e a) L'ASSOENCOCI a pour buts :

- D'assurer la promotion culturelle et sociale de ses membres.
- de lutter contre l'analphabétisme et toute forme d'obscurantisme.
- D'organiser des activités éducatives et sportives.
- D'organiser des conférences pour expliquer, informer et exposer la réligion dans l'ensemble du territoire National
- D'entretenir des rapports d'amitié avec tous les enseignants du pays.

b) — L'ASSOENCOCI est disponible à tout moment à dispenser des cours dans les écoles, collèges et Universités publics ou privés et partout où besoin sera.

c) — L'ASSOENCOCI se réserve le droit de s'affilier à toute autre association à vocation régionale poursuivant des buts similaires.

Article 3 : — L'ASSOENCOCI n'est pas un groupement Politique.

Article 4 — Le siège de l'ASSOENCOCI est fixé à Abidjan B. P. 6309 Il peut être transferé en tout lieu du territoire de Côte d'Ivoire sur décision du Conseil d'Administration.

Article 5 — La durée de l'ASSOENCOCI est illimitée.

CODESPIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE II

QUALITE DES MEMBRES

Article 6 — L'ASSOENCOCI comprend des Membres Actifs et des Membres d'Honneur.

Article 7 — Pour acquérir la qualité de membre actif, il faut être de la profession et titulaire de la carte d'adhérant

Article 8 — Le titre de membre d'honneur est attribué par le conseil d'administration aux personnes qui ont rendu ou qui sont susceptibles de rendre des services à l'ASSOENCOCI

Article 9 — La qualité de membre se perd :

— Par démission

— Par radiation proposée par le conseil d'administration et entérinée par l'Assemblée Générale pour motif grave.

Article 10 a) - Toute personne ayant adhéré à l'ASSOENCOCI ne peut plus faire partie d'aucune autre association.

b) — Toute personne ayant perdu la qualité de membre ne peut prétendre à aucun droit.

CHAPITRE III

ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Article 11 = Les organes de l'association sont :

— Une assemblée générale

— Un Conseil d'administration

— Un bureau.

Article 12 — L'assemblée générale qui groupe tous les membres actifs se réunit en séance une fois par an dans la première quinzaine du mois de Janvier et en séance extraordinaire lorsque les circonstances l'exigent sur convocation du conseil d'administration ou à la demande des 3/4 des membres inscrits.

— Les membres d'honneur assistent aux assemblées générales avec voix consultatives ils ne peuvent prendre part aux votes

Article 13 — L'assemblée Générale est l'instance suprême de l'association. Elle délibère sur toutes les grandes questions relatives à l'association et juge notamment de la gestion morale et financière du conseil d'administration.

Article 14 — Le conseil d'administration est composé de 12 membres y compris le Président de l'association.

— Les membres du conseil d'administration sont élus au scrutin uni nominal par l'assemblée générale à la majorité relative.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Article 15 a) — Le bureau du conseil d'administration est composé de 7 membres.

— 1 Président
— 1 Vice-Président
— 1 Secrétaire Général
— 1 Trésorier
— 1 Secrétaire chargé des affaires culturelles et sociales
— 1 Secrétaire à l'organisation chargé des relations extérieures.
— 1 Secrétaire chargé de l'exécution des travaux.

b) - Le poste du Président et Vice-Président est exclusivement réservé aux Nationaux Ivoiriens

Article 16 — Le Président est élu par l'assemblée générale au scrutin sécret à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second tour.
— Les autres membres du bureau sont choisis par le Président au sein du Conseil d'administration et proposés à l'approbation de l'assemblée générale.

Article 17 — Les membres du conseil d'administration et du bureau sont élus pour 2 ans et sont rééligibles.

Article 18 a) — Le Président représente l'association en Justice et dans tous les actes de la Vie Civile. Il préside le bureau, le conseil d'administration et les assemblées générales.

b) — Le Vice Président remplace le Président en cas d'absence ou d'empêchement. Il est chargé d'assurer la coordination entre les différents Comités Techniques et de rendre compte de leurs activités.

C) — Le Secrétaire Général est chargé de rédiger les Procès Verbaux des réunions et d'assurer les correspondances de l'association. Il est le dépositaire des archives de l'association.

d) - Le Trésorier gère les fonds de l'association, recouvre les cotisations, exécute les dépenses autorisées par le bureau.

e) — Le Secrétaire chargé des affaires culturelles et sociales s'occupe de toutes les activités sociales culturelles, sportives et artistique organisées par l'association.

f) — Le secrétaire chargé de l'exécution des travaux est chargé de suivre toutes les réalisations entreprises par l'association.

g) — Le Secrétaire à l'organisation est chargé de concevoir, d'élaborer et de planifier les programmes d'action de l'ASSOENCOCI. Il se doit aussi d'assurer et de maintenir une liaison étroite d'une part avec tous les enseignants résidants en dehors du siège social et d'autre part avec toutes les associations poursuivant les mêmes buts notamment celles des autres confessions et de l'enseignement public.

Article 19 — La Commission du contrôle financier est composée de 3 membres élus par l'assemblée générale en dehors du conseil d'administration.
Les membres sont élus pour 2 ans et sont rééligibles.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Article 20 — La Commission du contrôle financier est chargée de contrôler trimestriellement la gestion financière de l'association. A cet effet le conseil d'administration telque défini à l'Article 14 est tenu de lui fournir tous les documents comptables et toutes les explications qu'elle juge nécessaire.

Article 21 — Les fonctions des membres du conseil d'administration et de la commission de contrôle financier sont gratuites.

Article 22 — Nul n'est éligible s'il n'est en règle dans le payement de ses cotisations.

Article 23 a) Le conseil d'administration se réuni au moins une fois par semestre et chaque fois qu'il est convoqué par le Président ou sur la demande de la moitié de ses membres.

b) Ses délibérations ne sont valables que si les 2/3 au moins des membres sont présents.

c) En cas d'égalité dans un vote la voix du Président est prépondérante.

Article 24 — A la fin de son mandat le conseil d'administration doit présenter à l'assemblée générale au cours de la séance ordinaire de celle-ci un rapport détaillé de ses activités.
Le conseil d'administration est responsable devant l'assemblée générale.

Article 25 — Il peut être créé des sous-sections dans les différents départements de la Côte d'Ivoire et des comités de quartier au niveau d'Abidjan

CHAPITRE IV

RESSOURCES DE L'ASSOENCOCI

Article 26 — Les ressources de l'ASSOENCOCI proviennent :

— de la vente des cartes d'adhérent;
— des cotisations;
— de l'exploitation des biens communs;
— des produits de ses manifestations sportives et culturelles;
— des subventions publiques éventuelles;
— des aides des membres d'honneur;
— de toute autre source de revenu non interdit par la loi.

Article 27 a) Ses fonds sont déposés dans un compte bancaire ouvert au nom de l'ASSOENCOCI et géré par le trésorier.

b) Ces fonds qui constituent le patrimoine de l'association sont essentiellement utilisés :
— Pour le bien être de ses membres
— Pour améliorer leur condition de vie sociale, économique et culturelle.

Article 28 — Le montant de la cotisation est fixé par le conseil d'administration et approuvé par l'assemblée générale. Elle est de 500F (Cinq cents francs) par mois et par personne. Elle est obligatoire pour tous les membres actifs de l'ASSOENCOCI

Article 29 Il doit être tenu au jour par le trésorier une comptabilité matière et une comptabilité deniers par recettes et dépenses.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE V

MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION DE L'ASSOENCOCI

Article 30 — Les présents statuts peuvent être modifiés sur proposition du conseil d'administration par l'assemblée générale.
La modification est acquise à la majorité des 2/3 des membres présents.

Article 31 — L'ASSOENCOCI ne peut faire l'objet d'une dissolution que par une assemblée générale extraordinaire convoquée spécialement à cet effet et statuant à la majorité des 4/5 des membres inscrits.

Article 32 — En cas de dissolution les biens de l'ASSOENCOCI seront affectés à une autre association poursuivant des buts similaires.

CHAPITRE VI

ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT DANS LES ECOLES

Article 33 L'ASSOENCOCI exige de tous les enseignants de

— établir un programme d'étude en suivant un cycle comme dans les autres établissements scolaires
— uniformiser les tenues
— pratiquer de la gymnastique et l'éducation physique.
— dispenser des cours propres et adoptés aux exigences du temps moderne.
— inculquer aux jeunes une éducation saine et parfaite et de faire respecter les règles d'hygène les plus élémentaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des établissements scolaires et partout où ils seront.
— éviter la pratique de mendicité par les élèves dans les rues, devant les maisons, des mosquées et tout autre lieu de rassemblement.
— appliquer et respecter ces règlements dans les écoles

Toute dérobation à ces règlements impliquerait une atteinte à la vie de l'association.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

NKC/

MINISTERE D'ETAT, MINISTERE
DE L'ADMINISTRATION
DU TERRITOIRE

DIRECTION GENERALE
DE L'ADMINISTRATION PREFECTORALE

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail

RECEPISSE DE MODIFICATION N° 721 /MEMAT/DGAP/DAG/SDVA DE L'ORGANE DIRIGEANT DE L'«ASSOCIATION DES ENSEIGNANTS CORANIQUES DE COTE D'IVOIRE (ASSO-EN-CO-CI) »

Le Ministre d' Etat, Ministre de l'Administration du Territoire,

(/U la loi n°60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations ;

(/U l'arrêté n°499/INT/ATAP/AGP/3 du 20 décembre 1997 portant renouvellement du Conseil d'Administration de l'association dénommée : **« ASSOCIATION DES ENSEIGNANTS CORANIQUES DE COTE D'IVOIRE (ASSO-EN-CO-CI) »** ;

(/U le procès-verbal de l'Assemblée Générale de cette organisation tenue le 17 avril 2005, à Abidjan ;

(/U la demande de modification présentée par ladite association ;

Donne par la présente, récépissé de modification de l'organe dirigeant de l'association cultuelle dénommée : **« ASSOCIATION DES ENSEIGNANTS CORANIQUES DE COTE D'IVOIRE (ASSO-EN-CO-CI) »**, aux personnes ci-dessous désignées :

Président National:	**Mr DIAKITE BRAHIMA**
1ER Vice-Président Chargé des Etudes et de la Recherche :	**Mr KONE YOUSSOUF**
Secrétaire Général :	**Mr DIAKITE MAMADOU LAMINE**
Secrétaire Général Adjoint:	**Mr BAZAME IBRAHIM BAYALA**
Trésorier Général:	**Mr MIFTAH DINE**
Trésorier Général Adjoint:	**Mr GANDEGA ABOUBACAR**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Notification est faite aux membres de l'organe de direction que les infractions aux dispositions de l'article 10 de la loi précitée peuvent être sanctionnées par la dissolution de la présente association dans les conditions prévues à l'article 5.

AMPLIATIONS :

Présidence de la République	1
Secrétariat Général du GVT	1
Miniétat, Miniadministration du Territoire (CAB)	1
Miniétat, Miniadministration du Territoire (DGAP)	2
Minisécurité (DGPN)	1
Intéressés	1
Archives	1
Chrono	1

Abidjan, le 23 SEP. 2005



ISSA DIAKITE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

STATUTS DE L'UNION DES ENSEIGNANTES CORANIQUES DE COTED'IVOIRE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

STATUTS DE L'UNION DES ENSEIGNANTES CORANIQUES DE COTE D'IVOIRE

PREAMBULE–CONSTITUTION–DENOMINATION–SIEGE–DUREE

PREAMBULE

Il est temps, grand temps, que nous nous donnions la main en unissant nos forces dans un élan de fraternité pour relever le défi intellectuel et spirituel de la communauté musulmane de la côte d'ivoire.

Nul n'ignore les conséquences désastreuses de l'analphabétisme et l'obscurantisme dans notre communauté ; la religion islamique exige que tout musulman et toute musulmane s'instruise, recherche la connaissance, l'applique dans sa vie, et essaie de la répandre.

Nous sommes tenues de contribuer à l'éducation de nos enfants : en nous référant à l'exhortation de Dieu à lire le Saint Coran, sa 96 verset (1,2,3,4,5) : « Lis ! au nom de ton seigneur qui a créé. Qui a créé l'homme de sang coagulé. Lis ! ton seigneur est très noble. C'est lui qui a enseigné par la plume et qui a enseigné à l'homme ce qu'il ne savait pas ».

Le noble prophète **MOHAMED (S.A.W)** nous dit : « la recherche de l'instruction est un devoir pour tout musulman et pour toute musulmane ».

Etant enseignantes coraniques, nous sommes déterminées à jouer efficacement notre rôle d'éducatrice pour mieux former nos enfants (filles et garçons) car « la mère est une éducatrice, si vous la formez, vous formez une nation dans ses profondes racines ».

CODESPA - BIBLIOTHEQUE

Pour sauvegarder la formation intellectuelle et spirituelle de nos filles et fils, les enseignantes coraniques de notre beau pays ont décidé de créer une organisation islamique adéquate dénommée : **UNION DES ENSEIGNANTES DE CÔTE D'IVOIRE**, et elles adoptent les statuts suivants :

ARTICLE 1 : **CONSTITUTION**

En vertu de la loi N°60-315 du 21 septembre 1960 ; relative aux associations en terre ivoirienne il est constitué entre les enseignantes coraniques, exclusivement de sexe féminin, sans distinction de race et d'origine ethnique uns structure religieuse à vocation éducative, économique et sociale [qui soit son expression propre, originale et authentique.]

ARTICLE 2 : DENOMINATION

L'organisation religieuse éducative, visée en son article premier, est dénommée : **UNION DES ENSEIGNANTES DE CÔTE D'IVOIRE.**

ARTICLE 3 : SIEGE

Le siège de l'**U.EN.CO.CI** est fixé dans la commune de Marcory (SANS-FIL ALLIODAN), 11 BP 1014 Abidjan 11 tél : 21-51-71-25 21-28-43-43.

Il peut être transféré en tout lieu du territoire national sur décision de l'assemblée générale.

ARTICLE 4 : DUREE

La durée de l'**U.EN.CO.CI** est illimitée..

ARTICLE 5 :

l'**U.EN.CO.CI** est exclusivement et essentiellement religieuse et par voie de conséquence, apolitique .

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ARTICLE 6 :

L'**U.EN.CO.CI** respecte la coexistence de toutes les autres associations islamiques de notre pays. C'est une association indépendante et autonome. Néanmoins elle se réserve le droit d'adhérer à toute association dont le but et les objectifs sont compatibles avec les siens.

ARTICLE 7 :

l'**U.EN.CO.CI** a pour buts :

a) Assurer la promotion spirituelle, culturelle et sociale de ses membres.

b) De faire adopter par ses membres un comportement digne conforme à la doctrine et aux préceptes au **SAINT CORANT** et la tradition du Prophète (**S.A.W**), tout en respectant les lois et les instructions de la république de cote d'ivoire afin de présenter le pays, l'unité et la cohésion sociale.

c) De leur faire éviter tout fanatisme et tout débordement quelconque dans la pratique de la religion islamique ;

d) De les amener à cultiver dans l'union, l'amour, la tolérance le respect de l'autre et la pitié ; facteurs indispensables à la programmation et au rayonnement de l'islam.

e) Contribuer à l'alphabétisation de nos sœurs partout où les besoins seront et participer également à la bienfaisance dans les lieux suivants (Mosquées, hôpitaux, orphelinats etc…)

f) Apporter sa contribution à la propagation de l'islam [par tout moyen approprié] (presse, radio, conférences publiques, etc…)

g) Lutter contre l'analphabétisme et toute forme d'obscurantisme.

h) Organiser, structurer, moderniser l'éducation islamique afin d'adopter les programmes officiels de l'éducation nationale de Cote d'ivoire

CODESPIA - BIBLIOTHEQUE

i) assurer la formation des enseignantes des écoles coraniques par des conférences, des stages et des séminaires etc…

j) Contribuer à l'épanouissement des enseignantes des écoles coraniques de cote d'ivoire.

k) l'**U.EN.CO.CI** peut créer des écoles primaires et secondaires privées, des collèges islamiques, des foyers pour la formation féminine etc…

l) l'**U.EN.CO.CI** peut participer également à toutes les activités islamiques dans les pays tel que le pèlerinage, la construction des mosquées, des écoles etc…

ARTICLE 8 : LES COMMISSIONS DE L'U.EN.CO.CI

A – EDUCATION / ACTIVITES :

A) Commission chargée de l'éducation, de la formation, de l'élaboration des programmes et de l'analphabétisation.

B) Commission chargée des activités religieuses, sociales et culturelles.

C) Commission chargée du contrôle les diplômes.

D) Commission chargée de la sensibilisation de nos sœurs pour l'enseignement de nos fils et filles.

E) Commission chargée du recensement nos sœurs enseignantes dans les écoles coraniques.

F) Commission chargée des questions matrimoniales, de l'encadrement des femmes, de la consolidation des foyers en péril, de l'assistance des ménages perturbés et des familles éplorées.

G) Commission des affaires économiques, financières et budgétaires.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

B – ORGANISATION :

A) Commission chargée de l'information et de l'organisation matérielle de toute manifestation de l'union.

B) Commission chargée de la création des sections.

ARTICLE 9 :

Les membres des commissions sont choisis selon leur spécialisation culturelle et selon leur compétence notoirement reconnue.

ARTICLE 10 :

L'union des enseignantes coraniques de cote d'ivoire comprend :

a) Assemblée générale
b) Bureau exécutif
c) Congrès
d) Membre du bureau actif

L'**U.EN.CO.CI** tient son congrès à la fin de tous les 4 ans.
Elle se réunit une fois tous les ans dans la dernière quinzaine du mois de Novembre.

Elle peut se réunir en session extraordinaire sur convocation du bureau exécutif ou à la demande des ¾ de ses membres actifs à jour de leur cotisation.

ARTICLE 11 :

L'**U.EN.CO.CI** se réunit 2 fois par mois, le 2ème mercredi du mois, dans une assemblée comprenant ses commissions, ses représentantes de section, ses membres du bureau actif et son bureau exécutif.

Le 4ème mercredi du mois, se réuniront exclusivement les membres du bureau exécutif.

ARTICLE 12 :

Les formalités d'ouverture d'une école coranique, d'un foyer ou d'un institut sont les suivantes :

a) L'établissement doit fonctionner sous la direction effective d'une titulaire de baccalauréat (arabe) ou un diplôme équivalent.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

b) Sous le couvert de l'**U.EN.CO.CI,** adresser une lettre de demande d'autorisation d'ouverture d'une école coranique, d'un institut ou d'un foyer au Ministère de l'Intérieur.

c) Avoir un local adaptable à l'enseignement

d) Adapter le programme d'étude de l'association dans les écoles et les instituts

e) Introduire obligatoirement le français dans le système éducatif.

ARTICLE 13 :

Dossier des enseignants à déposer au bureau central par le Directeur doit comprendre :

a) Une copie certifiée de l'acte de naissance ou jugement supplétif de l'enseignant.
b) Une lettre de demande d'emploi manuscrite.
c) Un contrat d'engagement.
d) Appliquer les frais d'écolage de l'**U.EN.CO.CI**.
e) Les enseignants doivent être recrutés au niveau du BEPC tant en français qu'en arabe.
f) L'école doit se soumettre aux visites régulières des inspectrices de l'association.

ARTICLE 14 :

L'**U.EN.CO.CI** se compose de l'assemble de toutes les enseignantes coraniques qui s'acquittent de leur cotisation dans les délais fixés. Chaque membre doit verser régulièrement sa cotisation mensuelle au bureau de sa section.

Les 70% de cette somme sont versés à la caisse du bureau central et les 30% sont gardés pour les besoins de la section.

ARTICLE 15 :

Concernant les frais d'écolages, ils doivent être homologués par la commission sous la supervision du secrétariat à l'éducation et à la culture pour l'avis de la section selon la situation géographique de la section.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ARTICLE 16 :

Les enseignantes doivent bénéficier de leur salaire pendant les 12 mois.

ARTICLE 17 :

Le transfert des élèves d'un établissement à un autre doit se faire sur présentation d'une attestation ou d'un certificat de la dernière école fréquentée par l'élève.

ARTICLE 18 :

La cotisation du mois écoulé doit être payée au plus tard la 1ère dizaine du mois en cours.
Les cotisations annuelles doivent être versées au plus tard un mois après la rentrée scolaire. Le bureau de section est chargé du recouvrement des cotisations mensuelles.

ARTICLE 19 :

L'**U.EN.CO.CI** mettra en vente des cartes de membre chaque année. Ces cartes sont prises par toutes les enseignantes et cela du 1er Octobre au 31 décembre délai de rigueur..

ARTICLE 20 :

Les fonds de L'**U.EN.CO.CI** sont déposés au nom de l'association qui doit fonctionner avec la signature du président, du secrétaire général et du trésorier général.

ARTICLE 21 :

Le non-respect d'un seul règlement donne lieu à l'application d'une sanction allant jusqu'à la perte du titre du membre.

COLESPA - BIBLIOTHEQUE

REGLEMENT INTERIEUR

ARTICLE 1 :
Le présent règlement intérieur conforme aux dispositions de la loi n°60-315 du 21 septembre 1960 a pour objet de définir les normes relatives au fonctionnement et à l'organisation de l'U.EN.CO.CI.
A cet effet, il complète les statuts et assure son exécution.

ARTICLE 2 :
Le présent règlement intérieur s'impose à tous les membres pour permettre au comité d'atteindre sa vocation d'organisation humanitaire, sa violation constituera un acte d'indiscipline, une faute grave qui sera sanctionnée avec fermeté conformément aux textes en vigueurs des statuts.

ARTICLE 3 :
Le bureau exécutif est chargé d'exécuter les décisions prises par l'assemblée générale. Il est composé de :

- 1 présidente
- 1 vice-présidente
- 1 secrétaire générale
- 1 secrétaire chargée des activités islamiques
- 1 secrétaire générale chargée des études arabes
- 1 secrétaire générale chargée des études françaises
- 1 secrétaire générale chargée de l'organisation des foyers et des programmes de l'alphabétisation
- 1 secrétaire générale chargée de la sensibilisation de nos sœurs à l'éducation coranique
- 1 trésorière générale
- 1 commissaire au compte

Attribution des membres du bureau.

ARTICLE 4
La présidente est élue par l'assemblée générale. Elle est responsable de la bonne marche de l'association

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ARTICLE 5 :
La vice-présidente assure l'intérim de la présidente en cas d'absence ou d'empêchement.
Elle est tenue de faire un compte rendu à la présidente.

ARTICLE 6 :
Les secrétaires générales sont chargées des convocations de la rédaction des rapports et procès verbaux et des différentes réunions du bureau exécutif. Elles sont habilitées à recevoir tous rapports ou procès verbaux émanant des sections.
Elles animent et coordonnent les activités de **l'U.EN.CO.CI** sous l'autorité de la présidente.

ARTICLE 7 :
La trésorière générale recouvre les droits d'adhésion et les cotisations, gére les fonds de **l'U.EN.CO.CI**, exécute les dépenses ordonnées par le président.
Elle signe les documents financiers après avis et sous le contrôle de la présidente

ARTICLE 8 :
Le commissaire au compte contrôle les comptes de **l'U.EN.CO.CI** et fait les rapports à l'assemblée chaque fois que le besoin se fait sentir.
La trésorière met à sa disposition tous les documents susceptibles à un contrôle.

ARTICLE 9 :
a) Les fonds de **l'U.EN.CO.CI** sont déposés dans un compte bancaire qui doit fonctionner avec la double signature de la présidente et de la trésorière générale.

ARTICLE 10 :
Les commissions de l'U.EN.CO.CI sont au nombre de 7 et ont chacune un rôle bien défini
1) Commission chargée de l'éducation, de la formation et de l'élaboration des programmes scolaires et de l'alphabétisation

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

2) Commission chargée des activités religieuses, sociales et culturelles.
3) Commission chargée du contrôle des diplômes
4) . Commission chargée de la sensibilisation de nos sœurs à l'éducation religieuse de nos fils et filles.
5) Commission chargée du recensement des sœurs enseignantes dans les écoles coraniques.
6) Commission chargée des questions matrimoniales.
7) Commissions chargées des affaires économiques.

ARTICLE 11 :

LES RESSOURCES DE L'U.EN.CO.CI

Les ressources de l'association proviennent :
a) –Des droits d'adhésion et de la vente des cartes.
b) – Des cotisations.
c) – Des produits des manifestations culturelles.
d) - D'éventuelles subventions officielles.
e) - Des dons et legs.
NB : Chaque membre doit s'acquitter de sa cotisation mensuelle, à défaut il perd son titre de membre.

ARTICLE 12 :

Les sections
a) Les sections doivent être créées dans les villes et villages de l'intérieur ainsi que dans les 10 communes d'Abidjan sous la supervision des bureaux exécutifs.
b) Une présidente est élue à la tête de chaque section.
c) Le président de section forme son bureau local, il est responsable du fonctionnement de la section devant le bureau exécutif.
- Les présidentes de sections sont élues pour 4 ans sous les ordres du bureau de section, le bureau de section applique les programmes des activités décidés par l'assemblée générale.
- Elle peut créer les librairies islamiques, sur toute l'étendue du territoire Nationale.
- Elle peut créer des journaux islamiques.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ARTICLE 13 :
Conformément à l'article 21 des statuts la qualité de membre se perd en cas de :

- ✓ Infractions aux présents statuts et au règlement intérieur.
- ✓ Non-paiement de la cotisation pendant 6 mois.
- ✓ Exclusion prononcée par le bureau exécutif.
- ✓ Membre menant des activités contraires aux intérêts de l'U.EN.CO.CI.

ARTICLE 14 :
Toute personne qui cesse de faire partie de l'U.EN.CO.CI perd de ce fait tout droit sur les fonds qu'elle y a versé. Elle n'est admise à faire aucune réclamation.

ARTICLE 15 :

a) En cas de dissolution de l'**U.EN.CO.CI**, l'assemblée doit comprendre-les ¾ des membres actifs à jour de leurs cotisations.

b) En cas de dissolution, tous les biens de l'association sont attribués à une autre association islamique poursuivant les mêmes buts.

c) Toute modification au présent règlement intérieur ne peut se faire, que par une décision de l'assemblée générale convoquée à cet effet.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

REGLEMENT INTERIEUR

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

PROCES-VERBAL

Procès-verbal de l'assemblée générale de l'**UEC-CI** (Union des Enseignantes Coraniques de Côte d'Ivoire) le 8 septembre 2002 s'est tenue au siège de l'Association sise à Marcory quartier **ALLIODAN** lot 1173 l'Assemblée Générale Consécutive pour l'élection de la présidente.

L'Assemblée Générale était présidée par une présidente de séance : **DIAKITE SAKINATOU, SYLLA ABIBA** secrétaire de séance et de deux superviseurs Imam **DIAKITE BRAHIMA** et Imam **SANGARE SEIDOU**.

ORDRE DU JOUR

1) L'élection de la présidente
2) Divers

54 personnes étaient présentes à la réunion :
La liste ci - jointe au procès verbal.
Début de l'assemblée générale par la bénédiction d'ouverture dite par l'un des superviseurs Imam **SEIDOU SANGARE** suivi des conseils d'usage.

LA PRESIDENTE DE SEANCE DIAKITE SAKINATOU

Le but de cette réunion est que nous femmes enseignantes coraniques de cote d'ivoire, travaillons la main dans la main pour développer l'enseignement coranique et revendiquer nos droits et devoirs ainsi que les mêmes avantages que chez les hommes pour développer notre beau pays qui nous est cher (la CÔTE D'IVOIRE)

1ère Intervenante : SYLLA MARIAM

En tant qu'enseignante, je suis très contente pour cette initiative. Il y a beaucoup d'Associations qui ne pensent pas à nous les femmes. Je prie Dieu pour la réussite totale de cette Association.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

2E INTERVENANTE : KONE RAMATA

Je suis contente, mais avant la levée de cette réunion, il faudrait une présidente pour diriger cette Association.

3E INTERVENANTE : KADIDJATOU MOUSSA

Les personnes qui seront désignées soient des personnes dynamiques, honnêtes et courageuses pour défendre notre cause.

Après l'intervention des trois sœurs, une commission s'est réunie pour l'élection de la présidente. Après délibération de la commission et approbation du public, la sœur **COULIBALY ZELICATOU** a été désignée pour défendre la cause des femmes à la tête de cette association. Après la présentation de la présidente, la parole lui a été donnée pour un bref discours.

ALLOCUTION DE LA PRESIDENTE : COULIBALY ZELICATOU

Tout le monde sait que la côte d'ivoire est un pays de paix, de prospérité, de tolérance et d'union. Le gouvernement Ivoirien n'a jamais oublié toute personne qui veut travailler pour le bonheur de ce pays.

Le premier établissement coranique a été créé en **1944** en cote d'ivoire par feu **N'VA GUIDIBA DIABY** 16 ans avant l'indépendance. De 1944 à 1988 le nombre d'établissements coraniques était évalué à **1600** selon le recensement des Enseignants coraniques de côte d'ivoire pour un effectif de **1.400.000 élèves** (filles et garçons).

De 1988 à 2001 le nombre des établissements a augmenté ainsi que l'effectif des élèves. Depuis que l'école coranique est créée en côte d'ivoire, jusqu'à nos jours, les hommes bénéficient des bourses d'étude et les femmes n'en bénéficient pas.

L'Arabie Saoudite, l'Egypte, l'Irak, la Syrie, la Jordanie, le Liban, la Libye, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc, le Niger, le Mali, le Soudan, attribuent des bourses d'étude qui sont en faveur des garçons, pourtant les filles et les garçons sont égaux dans nos différents

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

établissements en côte d'ivoire. Pourquoi nous les femmes nous ne pouvons par avoir les mêmes droits, les mêmes devoirs et les mêmes avantages que les hommes ?

Le Prophète Mouhammad a dit : que la paix soit sur lui : Apprendre à lire et à écrire est un droit et un devoir pour tout musulman et toute musulmane. Il y a des femmes intellectuelles qui ont fait l'école française qui sont devenues des secrétaires, des policières, des ministres, des gendarmes et même des infirmières, qui après leur retraite ont décidé de créer des Associations Islamiques pourtant elles ne savent ni écrire, ni lire l'Arabe.

Nous intellectuelles coraniques, nous devons les aider dans leur combat pour le bonheur de la femme musulmane.
Par exemple le pèlerinage à la Mecque : il y a des associations pour l'organisation du pèlerinage à la Mecque qui n'ont aucune notion de la chose.

Nous demandons au Gouvernement ivoirien de choisir des femmes intellectuelles de **l'UEC-CI** pour l'encadrement des femmes pèlerins aux lieux saints en Arabie Saoudite.
Après les allocutions de la présidente, la réunion a pris fin par la bénédiction finale dite par l'Imam **DIAKITE BRAHIMA** l'un des superviseurs à 11 heures 45 minutes.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La secrétaire de séance **La présidente de séance**

En vue de consolider l'union et de préserver les liens d'amitié et de fraternité, il est crée en Côte d'Ivoire entre les enseignantes coraniques, conformément à la loi N° 60-315 du 21 septembre 1960.

Une structure religieuse à vocation éducative, économique et sociale dénommée : **UNION DES ENSEIGANTES CORANIQUES DE CÔTE D'IVOIRE.**

LES MEMBRES FODATEURS DE L'U.E.CO.CI.

Il y a 22 membres fondateurs

1) Djeliha Coulibaly
2) Sylla Salimata
3) Sako Fatoumata
4) Sylla Abiba
5) Coulibaly Nabintou
6) Coulibaly Oumou Kroutoum
7) Sylla Hafssata
8) Kéita Zoubéïdatou
9) Coulibaly Abiba
10) Konaté Mariam
11) Ballo Fatoumata
12) Diakité Sakinatou
13) Bakayogo Soumba
14) Diakité Salimata
15) Koné Mawa
16) Sangaré Aramata
17) Sylla Mariam
18) Doumbia Salimata
19) Koné Mariam
20) Sylla Hadjara
21) Diallo Fanta
22) Ganané Aïssa

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

LE BUREAU EXECUTIF DE L'U.E.CO.CI

- Présidente : DIELIHA COULIBALY
- Vice- Présidente : COULIBALY NABINTOU
- Secrétaire générale : SYLLA ABIBA
- Secrétaire générale chargée des activités Islamiques : SAKO FATOUMATA
- Secrétaire générale chargée des études arabes : DIAKITE SALIMATA
- Secrétaire générale chargée des l'études françaises : BAKAYOKO SOUMBA
- Secrétaire générale chargée de L'organisation des foyers et des programmes de l'alphabétisation : SYLLA SALIMATA
- Secrétaire générale chargée de la sensibilisation de nos sœurs à l'école coranique : DIAKITE SAKINATOU
- Trésorière générale : SAGARE ARAMATOU
- Commissaire au compte : KEITA ZOUBEIDATOU

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Liste de présence

Ordre	Noms et prénoms	Adresses	Signatures
37	Imam Diakité Brahima	Treichville	
38	IMAM Sangaré Seïbou	Marcory Anoumabo	
39	Imam Dimbo Sall	Dramanekro	
40	Ousmane Traoré Muezzin.	Treichville	
41	Oumar Djibo enseignant Coranique	Anoumaboa	
42	Fodé Sylla enseignant Coranique	Dro	
43	Abouba car Sandéga Enseignant Coranique	Abobo	
44	Yacouba Diakité Enseignant Coranique	Abaisso	
45	Imam Mouhammad Cissé	Fort-Bouet.	
46	Adama Ouattara Enseignant Coranique.	Koumassi	
47	Dabouo Koyaté	Bouaké	
48	Abakar Konaté	Korhogo	
49	Abramane Camara	Bafam	
50	Yacouba Coulibaly	A Técoubé	
51	Fatou Touré	Treichville	
52	Koné Tenin	Treichville.	
53	Fatou Demin	Adjamé	
54	Mariama Paré	Adjamé	

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Liste de présence

de	Noms et Prénoms	Adresses	signatures
8	SYLLA HABIBA	MARCORY TEL: 21-26-71-25	
9	NABINTOU COULIBALY	T. Ville TEL: 21-24-27-90	
10	COULIBALY ZELIKATOU	MARCORY	
11	KONE ASTA	TEL: 21-24-31-12	
12	SYLLASALIMATA	TEL: 21-24-34-48	
13	DOUMBIA SALIMATA	ABOISSO	
14	KABA FATOUMATA	MARCORY	
15	ZELICATOU TOURE	ANOUMABA	
16	TRAORE OUMOU	ANOUMABA	
17	DIAKITE MARIAM	TEL-21-25-33-57	
	SYLLA AFSSATA	21-25-03-82	
19	KADIDJATOU MOUSSA	TANDA	
	SYLLA SITA	BOUAKE TEL: 63-77-95-	
21	COULIBALY OUMOU KOULSSOUM	BOUAKE	
22	SANGARE TATA	DIVO	
	KEITA ZOUBAÏDA	DIVO	
	KONATE MARIAM	DIVO	
25	COULIBALY HABIBA	ABOISSO	
26	HADIARATOU SYLLA	ABOISSO	

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Liste de présence

Noms et Prénoms	Adresses	Signatures
SyllA MARIAM	07 B.P 13 14 Abidjan 07	
RAMATA SANGARE	TEL-21-25-24-87	
RAMATA KONE	BASSAM	
AMINATOU DIAKITE	TEL.21-25-24-87	
SOSSIMA TAKA	BASSAM	
AICHATOU GANAME	T. Ville Avenue 20 Rue 24	
KONE AWA	TEL-21-24-96-34	
DRAME AWA	MOSQUEE Hous sèNiCT.ville)	
M.ME AWAZA FANTA DIALLO	BASSAM	
DJENEBA TRAORE	PORT BOUET	
DIARITE ZAHARA	ABOBO	
SyllA NASSOU	ABOBO	
SyllA MARIAM	ABOBO	
SACKO FATOUMATOU	KOUMASSI	
BAGAYOGO SOUMBA	KOUMASSI	
KONE MAHAWA	KOUMASSI	

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

UREAU EXECUTIF D'UNION DES ECOLES

ISLAMIQUES DU NORD

o

PRESIDENT	:	KONATE BAKARY
VICE PRESIDENT	:	COULIBALY SOMA
SECRETAIRE GENERAL	:	COULIBALY ABDRAMANE
SECRETAIRE GENERAL ADJOINT	:	SANOGO YOUSSOUF
TRESORIER GENERAL	:	KONATE MAMADOU
TRESORIER GENERAL ADJOINT	:	SEKONGO SEYDOU
CONSEILLERS	:	KONE ISMAÏLA
		KONE ABDRAMANE
		COULIBALY ABDOULAYE
DIRECTEUR GENERAL	:	CISSE ISSA
		SYLLA OUSMANE
CHARGE DE RELATION	:	CISSE BAMBA (INTERIEUR)
CHARGE DE RELATION	:	KONE ABDRAMANE
	:	COULIBALY SOMA (EXTERIEUR)
DIRECTEUR DES PROJETS	:	KONATE BAKARY
SECRETAIRE A L'ORGANISATION	:	TOURE TIOMOGOBA
	:	TRAORE MAMADOU

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

//__)ISPOSITIONS GENERALES

Il est crée entre les fondateurs des ECOLES ISLAMIQUES du Nord, qui adhèrent au présent statut une union denommée **Union des Ecoles Islamiques** du Nord U.E.N.I.

ARTICLE 1 :

L'Union n'est pas un groupement politique ni un secte religieux. Le siège de l'union est fixé à Korhogo.
La durée de l'union est illimité.

ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Les organes de l'union sont :

- Une Assemblée Générale
- Un Conseil d'Administration
- Un Bureau Exécutif

L'Assemblée Générale qui groupe tous les membres actifs et anciens élèves des écoles Arabes traditionnelles et modernes se réunit une fois par an.
Séance extraordinaire sur convocation du conseil d'administration.
Le conseil d'administration et du bureau sont élus pour 5 ans et sont rééligibles.

ARTICLE 2 :

L'UNION A POUR BUTS :

- D'organiser, structurer et moderniser l'enseignement Arabe
- de lutter contre tout influence nuisible à d'éducation des élèves
- d'assurer la rente des écoles
- d'assurer la poursuite des études des élèves
- de contribuer à l'épanouissement de l'islam et la formation des enseignants par des conférences, des stages, seminaires et projection des films.
- d'établir des relations avec les hautes écoles et organismes islamiques d'autres pays ayant les mêmes objectifs et cela dans la ligne politique de Côte d'Ivoire.

.../...

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- de créer, développer les bibliothèques, construire, aménager les locaux à l'usage des membres et de gerer au mieux les écoles.
- créer des possibilités d'entraides entre les membres.
- de réduire les déperditions des écoles franco-arabes en créant au sein de ces établissements des structures socio-économiques.

ARTICLE 3 :

LES COMMISSIONNAIRES D'U.E.N.I

A - EDUCATION :

a) - Commission chargée de recruter les enseignants.
b) - Commission chargée d'inspecter les écoles.
c) - Commission d'examens arabes.
d) - Commission chargée de l'évaluation des élèves.

B - ORGANISATION :

a) - Commission chargée de la récréation des sections.
b) - Commission chargée des cours d'adultes.
c) - Commission chargée de faire DA AWAT.

C - SPORT ET ACTIVITES EXTRA-SECONDAIRES :

Commission du sport et activités extra-scolaires.

ARTICLE 4 :

Le bureau exécutif se réunit deux fois par mois.

ARTICLE 5 :

REGLEMENTATION DANS L'ENSEIGNEMENT

Les formalités d'ouverture d'une école arabe sont les suivantes
L'Ecole doit fonctionner sous la tutelle d'un Directeur Titulaire de bacalauriat (arabe) ou un diplôme arabe équivalent.

.../...

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ARTICLE 6 :

DOSSIER DES ENSEIGNANTS A DEPOSER AU BUREAU PAR LE FONDATEUR

a) - Une copie d'acte de naissance ou jugement supplétif.
b) - Une demande d'emploi.
c) - Un contrat d'engagement.
d) - Une photo d'identité. Ces dossiers sont déposés au bureau exécutif par le fondateur.
e) - Une photocopie certifiée de diplôme.
f) - Les enseignants arabes doivent être recrutés au niveau du brevet d'étude arabe et les enseignants français au niveau du B.E.P.C l'école est sous contrat de l'union et doit se soumettre aux visites d'inspections régulières de l'union.

ARTICLE 7 :

LES FRAIS D'ECOLAGE :

Les frais d'écolage sont de deux ordres :

L'école qui n'enseigne que l'arabe seulement.
L'école qui enseigne l'arabe et le français.
Chaque école doit verser regulièrement sa cotisation mensuelle au bureau.

ARTICLE 8 :

Les enseignants doivent bénéficier de congé et vacances respectivement au programme de l'Education Nationale et circonstance religieuses.

ARTICLE 9 :

FORMATION ET RECYLCAGE :

Au sein de l'union il existe une équipe pour assurer la formation et le recyclage des enseignants.

.../...

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ARTICLE 10 :

L'INSCRIPTION :

Nouveaux Elèves : présentation d'un extrait de naissance (6 ans)
Anciens Elèves : présentation d'un certificat de non redevance et un certificat de scolarité de l'école d'origine.

ARTICLE 11 :

E C O L E S

Il y a deux types d'Ecoles :

1 - Ecole medersa arabe (Uniquement arabe)
2 - Ecole Franco- Arabe.

ARTICLE 12 :

LA PROPRIETE DES ECOLES :

a) - L'Union est le propriétaire de toutes les Ecoles.
b) - Les fondateurs sont les représentants de l'union.
c) - Les dirigents sont mandatés par l'union.

ARTICLE 13 :

U.E.N.I.

a) - Mettre en vente des cartes d'adhésion au comité des parents d'élèves.
b) - Etablir des cartes d'identité pour les élèves.

.../...

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ARTICLE 14 :

LES RESSOURCES D'U.E.N.I

Les ressources d'UENI proviennent :

- de la vente des cartes d'adhérent
- des cotisations
- de l'exploitation des biens communs
- des ventes des fournitures scolaires et livres religieux bilingues
- des aides des membres d'honneur et de toutes sources de revenu non interdit par la loi.

LES FONDS

a) - Ses fonds sont déposés dans un compte bancaire ouvert au non d'U.E.N.I. et géré par le trésorier.

b) - Ces fonds qui constituent le patrimoine de l'Union sont essentiellement utilisés, pour le bien être des membres d'U.E.N.I.

ARTICLE 15 :

Le montant de la part sociale est fixé à **1 000 F (Mille Francs** par mois et par école, **250 F (DEUX CENT CINQUANTE FRANCS)** par enseignants.

MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION DE L'UENI

ARTICLE 16 :

Les présents statuts peuvent être modifiés sur proposition du conseil d'Administration par l'Assemblée Générale.
La modification est acquise à la majorité des 2/3 des membres présents.

.../...

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ARTICLE 17 :

UENI ne peut faire l'objet d'une dissolution que par une Assemblée Générale extraordinaire.

ARTICLE 18 :

En cas de dissolution les biens de l'UENI seront versés à un organisme de même but.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

STATUTS DE L'AMICALE DES MUSULMANS

P R E A M B U L E

- Soucieux de l'avenir de l'Islam en milieu intellectuel.
- Vu le peu d'intérêt que les jeunes intellectuels accordent à la foi.
- Considérant que l'existence d'une franche collaboration entre tous les Enseignants de la confession musulmane exerçant sur le territoire de la commune d'ADJAME est nécessaire pour la survie de l'Islam en milieu Enseignant.
- Désireux de se solidariser pour faire face aux problèmes qui se posent à eux-mêmes et à l'Islam, les Enseignants de la circonscription primaire réunis en Assemblée Générale le 08 Juin 1989 à ADJAME sont convenus de ce qui suit :

TITRE I - FORMULE

ARTICLE 1. - Est créé entre les adhérents aux présents statuts, une Amicale à caractère apolitique conformément aux dispositions de la Loi 60-315 du 15.09.60.

ARTICLE 2. - L'Association prend la dénomination de : l'AEMA (Amicale des Enseignants Musulmans d'Adjamé).

ARTICLE 3. - Le siège de l'Amicale est fixé à Adjamé (Ecole Primaire Publique Satigui SANGARE) Il pourra être transféré en tout autre lieu du territoire de la commune d'Adjamé sur décision de l'Assemblée Générale.

ARTICLE 4. - La durée est illimitée.

TITRE II - OBJET ET MOYENS D'ACTION

ARTICLE 5. - L'AEMA a pour objet :

* Affermissement de la foi de tous les musulmans enseignants sans distinction de sexe, d'ethnies, de nationalité.
* Créer et entretenir des liens de solidarité entre tous les enseignants de la circonscription primaire d'Adjamé.

.../...

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

* Participation à la formation morale, intellectuelle et professionnelle des membres.

* Intervention à des actions à caractère social national.

ARTICLE 6. - Les principaux moyens d'action de l'AEMA.

* Regrouper tous les Enseignants par une sensibilisation à l'aide des entretiens, séminaires...

* Rencontres avec les autorités islamiques du pays.

* Sensibilisation et organisation de la formation réligieuse pour les enfants des membres de l'AEMA.

* Acquisition des biens propres.

ARTICLE 7. - L'AEMA peut entretenir des rencontres d'échanges avec les Associations analogues poursuivant les mêmes objectifs dans les limites territoriales de la nation.

ARTICLE 8. - L' AEMA peut s'étendre aux autres Enseignants de la commune sans distinction.

TITRE III : LES RESSOURCES

ARTICLE 9. - Les ressources de L'AEMA sont :

. Le droit d'adhésion.
. Les cotisations des membres.
. Les dons, legs, subventions et produits des ressources créés à titre exceptionnel.

ARTICLE 10. - Les fonds de L'AEMA seront déposés au nom de l'Amicale dans une institution financière agréée par l'Assemblée Générale et représentée à Adjamé.

.../...

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

TITRE IV : ADHESION, DEMISSION, RADIATION

ARTICLE 11. - Pour être membre de l'AEMA, les postulants doivent remplir les conditions suivantes :

- être musulman (pratiquant ou de naissance).
- être Enseignant et assimilé.
- s'acquitter de son droit d'adhésion.

ARTICLE 12. - La qualité de membre est nominative et non cessible.

ARTICLE 13. - La qualité de membre se perd par :

- Décès.
- Démission.
- Radiation prononcée par l'Assemblée Générale pour motifs graves.

.../...

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ARTICLE 14. - Sont considérés comme motifs graves :

. Le non paiement des cotisations.

. Les absences repétées et non justifiées aux Assemblées Générales périodiques.

. La transgression des idéaux moraux et réligieux de l'Amicale.

. La violation flagrante aux dispositions statutaires et reglémentaires.

ARTICLE 15. - L'Assemblée Générale est seule compétente pour apprécier les motifs visés à l'Article 14 après auditions des intéressés.

- Les décisions de l'Assemblée Générale sont sans appel et doivent être requises à la majorité (absolue 3/4, 2/3) des membres présents.

ARTICLE 16. - Toute démission émanant d'un membre doit être matérialisée par une demande écrite adressée au Président de l'AEMA qui en informera l'Assemblée Générale.

- Le démission étant libre, celle-ci prend effet après délibération de l'Assemblée Générale.

ARTICLE 17. - Tout membre menacé de radiation devrait au préalable être informé par le B.E. et entendu par l'Assemblée Générale.

ARTICLE 18. - La présence des 3/4 des membres est nécessaire pour prononcer la radiation d'un membre.

ARTICLE 19. - Tout membre quittant l'Association sans motif valable, ne pourra prétendre à un quelconque remboursement des cotisations versées ni à aucune part des biens de l'Amicale.

ARTICLE 20. - Les membres de l'AEMA peuvent bénéficier des avantages de quelque nature que ce soit venant de l'extérieur.

ARTICLE 21. - Seule l'Assemblée Générale convoquée pour la circonstance en session extraordinaire, effectue le choix des heureux bénéficiaires à la majorité des 3/4.

ARTICLE 22. - Tout membre choisi, serait pris en charge par l'AEMA conformément à la décision prise à l'Assemblée Générale à cet effet.

.../...

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

TITRE V : COMPOSITION

ARTICLE 23. - L'AEMA se compose de membres actifs, membres d'honneur et membres bienfaiteurs.

ARTICLE 24. - La qualité de membre définie à l'Article 23, sera précisée au Règlement Intérieur.

TITRE VI : ADMINISTRATION

ARTICLE 25. - L'AEMA se compose des organes suivants :

. L'Assemblée Générale
. Le Bureau Exécutif.
. Le Commissariat aux Comptes
. Les Commissions.

ARTICLE 26. - Les compositions et fonctionnement de ces organes seront définis au Règlement Intérieur.

TITRE VII : DISSOLUTION ET LIQUIDATION

ARTICLE 27. - L'AEMA peut être dissoute à tout moment de son existence. La décision de dissolution doit être obligatoire et prise en Assemblée Générale à la majorité des 3/4 des membres.

ARTICLE 28. - En cas de dissolution, après liquidation du passif, les biens seront repartis à des oeuvres sociales à caractère réligieux, reconnus d'utilité publique et les mosquées de la place.

.../...

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ARTICLE 29. - Un Règlement Intérieur approuvé comme le présent statut en Assemblée Générale, déterminera les dispositions complémentaires et les détails d'exécution des présents statuts.

ARTICLE 30. - Le présent Statut qui entre en vigueur dès son adoption par l'Assemblée Générale, peut ~~être amendé et modifié~~ par cet organe selon les modalités prévues au Règlement Intérieur.

Adopté en Assemblée Générale
le 08-06-89

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- BUREAU AEMA -

MEMBRES D'HONNEUR :

- Les Imams d'Adjamé
- Le Maire d'Adjamé
- Le Député d'Adjamé
- Mr. Souleymane DOUMBIA (R.T.I.)

PRESIDENTS D'HONNEUR :

- TRAORE Ibrahima (EPP LABAT A)
- Kalilou Coulibaly (EPP 220 logements 1)
- SAVANE Mamadou-Lamine (EPP Mamadou COULIBALY)
- FOFANA FATOU (I.E.P Adjamé).

- BUREAU EXECUTIF -

Président : CAMARA Salifou (EPP Unité 2)

1er Vice-Président chargé da la formation : Mamadou DOSSO (EPP Joseph ATTOUNBRE)

2è Vice-Pdt chargé des affaires sociales : Mme FOFANA Faty (EPP J.ATTOUNBRE)

3è Vice-Pdt chargé des relations extérieures de la culture et de la Presse : Lanciné CAMARA (Cécile PANGO)

Secrétaire Général : Mahamoudou CISSE (EPP WILLIAMSVILLE B)

1er Secrétaire Général-Adjoint : Mamadou BALLO (EPP Joseph SENAC

2è Secrétaire Général-Adjoint : Mme FOFANA Aminata (EPP Jean DELAFOSSE)

Trésorier Général : Mme BAMBA Fatoumata (EPP HABITAT B)

Trésorier Général-Adjoint : Mme SANGARE Fatima (EPP Williamsville A)

Secrétaires à l'Organisation : Yakouba COULIBALY (EPP Habitat A)

: COULIBALY Bénogo (EPP Liberté 1).

MEMBRES :

- MEITE Vadji (EPP Gabriel DADIE 2)
- SIRIKI ABOU (EPP Ouezzin COULIBALY 1)
- FOFANA Mamadou (EPP Habitat A).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

REGLEMENT INTERIEUR

TITRE I - DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

ARTICLE 1. - Le présent Règlement Intérieur a pour but de préciser et détailler les conditions d'application des statuts de l'Amicale.

TITRE II - ORGANISATIONS

CHAPITRE 1 : LES MEMBRES

ARTICLE 2. - La qualité de membre de l'AEMA est acquise par le paiment du droit d'adhésion par tout enseignant musulman de la commune d'Adjamé.

ARTICLE 3. - L'AEMA se compose

* Des membres d'honneur
* Des membres bienfaiteurs
* Des membres actifs.

ARTICLE 4. - Est membre d'honneur, toutes personnes manifestant un intérêt particulier à l'égard de l'Amicale qui par des services rendus contribuent à l'épanouissement de l'AEMA.
Ce titre confère aux personnes l'ayant obtenues, le droit de faire partie de l'Assemblée Générale avec voie consultative sans être ter de payer des cotisations.

ARTICLE 5. - Sont membres bienfaiteurs, les personnes qui sans participer à l'administration de l'Amicale contribue par le paiement de somme d'un montant supérieur aux cotisations exigées aux membres actifs.

ARTICLE 6. - Est membre actif, tout enseignant de la commune d'Adjamé s'acquittant régulièrement des droits et cotisations exigés par l'Amicale.

CHAPITRE 2 : STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT

SECTION 1 - STRUCTURE

.../...

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ARTICLE 7. - Les instances dirigeantes de l'AEMA sont :

* L'Assemblée Général
* le Bureau Exécutif (B.E.)
* Le Commissariat aux Comptes
* Les Commissions Spécialisées

ARTICLE 8. - L'ASSEMBLEE GENERALE (A.G.)

C'est l'organe suprême de l'Amicale. Elle se compose de tous les membres actifs à quelque titre qu'ils soient, s'acquittant régulièrement de ses cotisations.

Chaque membre a droit a une voix.

L'Assemblée Générale se réunit en session ordinaire et en session extraordinaire. La session ordinaire a lieu deux fois dans l'année a une date fixée par le Bureau Exécutif.

L'Assemblée Générale est présidée par un bureau de séances comprenant

* Un Président
* Un Secrétaire de séances
* deux accesseurs.

ARTICLE 9. - L'Assemblée Générale Extraordinaire peut être convoquée sur date écrite des 3/4 du Bureau Exécutif. Les séances sont présidées par un bureau ayant la même composition qu'en Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 10. - La présence d'au moins 2/3 des membres à l'Assemblée Générale est nécessaire pour la validité des délibérations.
Si ce quorum n'est pas atteint lors d'une première convocation, l'Assemblée Générale sera de nouveau convoquée par avis individuel dans un délai de 15 jours à compter de la date de la dernière Assemblée Générale. Lors de cette nouvelle convocation, l'Assemblée Générale pourra valablement délibérer quelque soit le nombre des membres présents.

ARTICLE 11. - L'Assemblée Générale élit le Président du Bureau Exécutif. Elle définit les grandes lignes d'activités de l'Amicale.

ARTICLE 12. - Le Président élu est le garant moral de l'Amicale. Il la représente partout où besoin se fait sentir.

ARTICLE 13. - LE BUREAU EXECUTIF (B.E.)

C'est l'organe d'Exécution de l'Assemblée Générale, il se compose de 14 membres.

* 1 Président
* 3 Vices-Présidents.
* 1 Secrétaire Général
* 2 Secrétaires Généraux-Adjoints

.../...

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

* 1 Trésorier Général
* 2 Secrétaires à l'organisation
* 3 membres.

ARTICLE 14. - MODE D'ELECTION ET DE DESIGNATION DES MEMBRES DU BUREAU EXECUTIF

Le Président et le Trésorier sont élus par l'Assemblée Générale au scrutin secret à la majorité relative.

- Le Président élu choisit les autres membres de son bureau conformément aux dispositions de l'Article 13 du présent Règlement.
- Le choix des membres doit être intériné par l'Assemblée Générale à la majorité des 2/3.
- La durée du mandat est de 2 ans et renouvelable une fois.

ARTICLE 15. - LES ATTRIBUTIONS DES MEMBRES DU BUREAU EXECUTIF

Le Président est le représentant légal de l'AEMA. Il préside d'office toutes les réunions du Bureau Exécutif, assure le fonctionnement régulier de l'Amicale, signe les actes au délibération.

ARTICLE 16. - Les attributions des Vices-Présidents sont déterminés par le Président qu'ils secondent pendant les délibérations et remplacent en cas d'empêchement ou absences motivées dûment constatées.

ARTICLE 17. - LE SECRETAIRE GENERAL

Il est le chef du Secrétaire Général Adjoint. A ce titre, il est chargé :

- de la convocation du Bureau Exécutif ou de l'Assemblée Générale sur initiative du Président du Bureau Exécutif.
- Il redige les procès verbaux de réunions et assure les correspondances de l'Amicale.
- Il se charge de la conservation des archives et la tenue d'un registre des mouvements du secrétariat.
- Après recensement général, il dresse la liste de tous les membres de l'Amicale dont il suit l'évolution quantitative et qualitative
- Il est aidé dans cette tache par deux adjoints.
- Aucune réunion ne saurait être convoquée sans qu'il ne soit avisé

ARTICLE 18. - LE TRESORIER GENERAL

- Il est chargé de la trésorerie et doit veiller sur la régularité des comptes.
- Il perçoit les cotisations et effectue les dépenses en accord avec le Président du Bureau Exécutif.
- Il doit tenir une comptabilité et conserver toutes les pièces justificatives des recettes ou dépenses pour le contrôle.
- Tout paiement doit faire l'objet de la délivrance d'un reçu et enregistré dans les livres de l'Amicale.

.../...

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- Le Trésorier Général est tenu de faire un état de la situation financière de l'Amicale aux deux Assemblée Générale.

- Le Trésorier est secondé par un adjoint.

ARTICLE 19. - LES SECRETAIRES A L'ORGANISATION

Ils sont chargés d'assurer l'organisation matérielle des activités de l'AEMA, de la prise des contacts pour la réalisation de ses activités. A cet effet, ils doivent se mettre en rapport avec le Trésorier Général, le Président du Bureau Exécutif et les Responsables des Commissions.

ARTICLE 20. - LE COMMISSARIAT AUX COMPTES

Les Commissaires aux Comptes choisis par l'Assemblée Générale pour la circonstance, sont chargés de vérifier les comptes de l'Amicale et de relever les irrégularités possibles, d'en informer le Président et l'Assemblée Générale convoqués extraodinairement. Ils peuvent inopinément contrôler les régistres et les comptes du trésorier général.

ARTICLE 21. - LES COMMISSIONS SPECIALISEES

Elles sont au nombre de 3, ce sont :

* La Commission chargée de la Formation.
* La Commission chargée des Relations Extérieures, de la Culture et de la Presse.
* La Commission chargée des Affaires Sociales.

ARTICLE 22. - Chaque Commission est présidée par un Vice-Président du Bureau Exécutif

ARTICLE 23. - LA COMMISSION CHARGEE DE LA FORMATION

Elle est chargée des problèmes de formations ; à ce titre, elle prend contact avec les Responsables Réligieux et Professionnels de la place pour l'animation des rencontres à caractère réligieux et professionnel. Elle se charge de l'organisation des séminaires, conférences, voyages d'étude etc...

ARTICLE 24. - LA COMMISSION CHARGEE DES RELATIONS EXTERIEURES, DE LA CULTURE ET DE LA PRESSE

- Elle organise les loisirs.
- Elle se charge de la création et de l'animation d'un bulletin d'information des membres de l'AEMA en accord avec un Comité de coordination qui sera composé du Secrétaire Général, des Secrétaires Généraux Adjoints et du Trésorier Général.

- Elle doit prendre contact avec toutes les autres Associations poursuivant le même but pour l'instauration d'un meilleur échange de point de vue.

.../...

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ARTICLE 35. - La décision de ce comité spécial est insusceptible de recours.

ARTICLE 36. - Pour ce qui est de l'exclusion définitive, les dispositions des Articles 15, 17 et 18 des statuts restant applicables.

ARTICLE 37. - DEMMISSION

Aucune démission n'est recevable si son auteur est en mission pour le compte de l'Amicale.

- Toute démission doit être présentée par lettre datée, signée de son auteur et adressée au Président du Bureau Exécutif qui informera l'Assemblée Générale convoquée extraordinairement.
- Le Bureau Exécutif dispose d'un mois après délibération de l'Assemblée Générale pour repondre.
- Passé ce délai, la démission es considérée comme acceptée.
- Tout démissionnaire qui désire réintégrer l'Amicale doit adresser une demande écrite datée et signée au Bureau Exécutif qui en appréciera.
- La décision d'accpter du Bureau vaut acceptation. Dans ce cas, le postulant devra payer toutes les cotisations échues depuis la date de sa démission jusqu'à celle de sa réintégration.

ARTICLE 38. - Aucun démissionnaire ne peut être élu dans un organe directeur de l'Amicale pendant au moins deux ans à compter du jour de sa réintégration.

ARTICLE 39. - Aucun membre démissionnaire ou exclu de l'AEMA ne peut prétendre au remboursement des sommes déjà versées, ni des dons qu'il aurait fait à l'Amicale.

TITRE III - ACTIVITES ET FINANCEMENT

CHAPITRE 1 : ACTIVITES

ARTICLE 40. - Les commissions doivent adresser leur programme d'activités annuelles au Bureau Exécutif pour avis et approbation.

ARTICLE 41. - INTERVENTIONS SOCIALES AU PROFIT DES MEMBRES

Lorsqu'un évènement intervient dans la vie d'un membre de l'AEMA, celle-ci manifeste sa compassion par une assistance physique et financière. La participation financière est fixée comme suit :

- Décès dans la famille d'un membre (les descendants des 2 lignées)....
- Mariage d'un membre actif,.....
- Baptème d'un enfant d'un membre actif, ...
- Décès d'un membre actif, ...

ARTICLE 42. - Les dispositions de l'Article 41 sont applicables dès l'approbation du Règlement Intérieur à la majorité simple.

.../...

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE 2 : FINANCEMENT

ARTICLE 43. - L'AEMA financera ses activités par les fonds issus :

- Des cotisations des membres.
- D'aides d'organismes nationaux ou internationaux.
- Des legs et dons.
- De toutes autres activités permettant de s'autofinancer.

ARTICLE 44. - Les cotisations sont fixées comme suit :

- Droit d'adhésion : 1.000 Frs/cfa
- Cotisation mensuelle 500 "

ARTICLE 45. - Une réunion de l'Assemblée Générale fixera les modalités d'intervention de l'Amicale en cas d'évènements prévus à l'Article 41. Dans ce cas, la commission des affaires sociale fera une proposition à l'Assemblée Générale.

ARTICLE 46. - Les cotisations mensuelles doivent être payées tous les premiers vendredi du mois auprès de chaque Délégué de Groupe Scolaire qui se chargera de faire le versement auprès du Trésorier Général.

- Tout retard de paiement est compensé par une majoration de 10 %
- Un reçu est remi aux membres après chaque paiement qui sera effectué entre les mains du Trésorier Général.
- En cas d'empêchement de ce dernier, son Adjoint assurera l'encaissement.

ARTICLE 47. - Le Bureau Exécutif et les Commissions peuvent proposer l'instruction des cotisations spéciales pour la réalisation de leurs programmes d'activités.

TITRE IV - MODIFICATIONS DES STATUTS

ARTICLE 48. - Les statuts peuvent être modifiés ou revisés par un vote de l'Assemblée Générale à la majorité des 2/3 des membres actifs à la première convocation ou le cas échéant, à la majorité des 2/3 des membres actifs présents à la deuxième réunion.

Adoptée en Assemblée Générale le 08 Juin 1989.

.../...

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe 7 : Documents privés de personnalités musulmanes ivoiriennes

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1]

BINATE IBOURAHIMA

ETAT CIVIL

Nom et prénom: BINATE IBOURAHIMA

Date et lieu de naissance : 06 juin 1957 à Séguéla

Nationalité : Ivoirienne

Situation matrimoniale : Marié religieusement avec 05 enfants

ADRESSE

09 BP 1274 Abidjan 12

Tel (225) 20213868

Cel :(225) 02.19.00.00 / 06.32.60.51 / 07.29.67.35

Fax: (225) 21.24.42.01

E-mail: moussori@yahoo.fr

VIE ACTIVE

- Depuis 1989 communauté Musulmane du Dokui Abidjan imam
  - Dynamisation de la formation des fideles.
    Encadrement des jeunes.
  - Relance du projet de construction de la grande mosquée du Dokui.
- Depuis avril 2004
  Conseiller technique chargé des affaires musulmanes.
- 2004 – 2006 Ministère des Culte puis de l'Intérieur Abidjan
  Adjoint au Commissaire du Hadj, Commissaire du Gouvernement.
- Depuis 2007 Ministère de l'Intérieur Abidjan
  Commissaire du Hadj et du Gouvernement.

VOLONTARIAT

- 2000 – 2003 Comité national pour l'Organisation du Pèlerinage à la Mecque (CNOPM) Abidjan
  - Chef du service administratif
- 1993 – 2000 Comité national pour l'Organisation du Pèlerinage à la Mecque (CNOPM) Abidjan
  - Commissaire Adjoint

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- 1993 – 1998 Comité national pour l'Organisation du Pèlerinage à la Mecque (CNOPM) Abidjan
  - Responsable de la Commission Transport

- 1995 Membre fondateur du forum des confessions Religieuses en Cote d'Ivoire.
- 1993 – 2004 Conseil National Islamique Abidjan
  Premier vice-président chargé des affaires religieuses du Bureau Exécutif National.
  - Coordonnateur du bureau exécutif national depuis 2000
  - Participation au Conseil Consultatif de l'Education Nationale
  - Participation à la concertation sur l'école ivoirienne
  - Participation au collectif de la société civile de bons offices entre le Gouvernement et le Front Républicain, en 1995.

- 1988-1995 Ligue Islamique des Prédicateur en Cote d'Ivoire Abidjan

  - Membre fondateur et premier président du bureau exécutif national.
  - Etablissement de contacts avec les organismes islamiques internationaux.
  - Amélioration de la stratégie de communication pour la diffusion du message islamique en Cote d'Ivoire.
  - Contribution à la création d'une école confessionnelle islamique (Al Ansar) à Port Bouet.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

FORMATION

- 1982 – 1987 Université du Caire, Faculté des lettres Egypte
  - B.A (Bachelor of Arts) en Histoire (septembre 1987)

- 1982 – 1987 Institut d'Etudes Françaises du Caire (Université Paris VIII) Egypte
  - Licence en lettre moderne (octobre 1987)
  - Diplôme de premier cycle en lettre moderne (juin 1985)
- 1982 Institut secondaire Al Ibrahimiyya le Caire, Egypte

- Diplôme de fin d'études secondaires Générales

MISSIONS A L'ETRANGER

- Participation au séminaire organisé par la WAMY (World Assembly of Muslim Youth) à Lagos – Nigeria
- Participation au Séminaire des leaders des associations islamiques à Nouakchott (Maritanie) en 1995 organisé par l'organisation Mondiale pour le Secours Islamique
- Participation au séminaire des leaders musulmans d'Afrique, organisé par le Département d'Etat africains du 13 septembre 2002 au 04 octobre 2002.
- Membre du groupe des religieux à la table ronde de Marcoussis (France) du 15 au 24 janvier 2003.
- Mission d'information en France avec le Ministre des Cultes en 2004
- Mission au Koweit, aux Emirats Arabes Unis et en Arabie Saoudite avec le Ministre des Cultes, en 2004.
- Mission en Iran avec le Ministre des Cultes en 2005.
- Mission bilan du Hadj 2003, 2005 avec le Ministre des Cultes en Arabie Saoudite
- Mission Bilan du Hadj 2006 avec le ministre de l'Intérieur en juillet 2006.
- Mission Bilan du Hadj 2006 bis avec le Directeur Général des Cultes en juin 2007.
- Mission Bilan du Hadj 2008 avec le ministre de l'Intérieur mai 2009.

LANGUES

- Français : parlé, lu et écrit
- Anglais : lu et parlé passablement
- Arabe : parlé, lu et écrit

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CURRICULUM VITAE

IMAM CISSE DJIGUIBA
Né en 1958 à Gbéléban (Odienné)
Marié et père de cinq enfants
11 BP 2638 Abidjan 11.
Tél: 225 21 26 33 06 / 21 28 06 33 GSM: 225 07 59 87 41 / 05 95 43 75
E-mail: imam_cisse@yahoo.fr

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

- Membre Fondateur de l'Association des Elèves et Etudiants Musulmans de Côte d'Ivoire (AEEMCI) en **1975**
- Animateur des émissions islamiques à la Radio Télévision Ivoirienne (RTI) depuis **1988**
- Animateur des émissions islamiques à la Radio Télévision Burkinabé (RTB) **1993/1997**
- Imam Principal de la Mosquée du Plateau depuis **1988**
- Membre Fondateur de la Ligue Islamique des Prédicateurs en Côte d'Ivoire (LIPCI) en
- Vice Président de la Ligue Islamique des Prédicateurs en Côte d'Ivoire (LIPCI), **1988/1995**
- Membre Fondateur du Conseil Supérieur des Imams en Côte d'Ivoire (COSIM) en **1988**
- Membre Fondateur Conseil National Islamique en Côte d'Ivoire (CNI) en **1993**
- Membre Fondateur du Forum National des Confessions Religieuses en Côte d'Ivoire en
- Vice Président du chargé de la Communication, des Relations Extérieures et de la Culture depuis **1993**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- Commissaire Adjoint du Comité National pour l'Organisation du Pèlerinage à la Mecque (CNOPM) chargé de l'encadrement religieux, **1993/1997**
- Chargé de Communication et Porte Parole Adjoint du Conseil Supérieur des Imams en Côte d'Ivoire (COSIM) **de 1998 à 2005**
- Membre du Comité National d'Ethique des Sciences de la Vie et la Santé depuis **1995**
- Membre du Comité National de lutte contre les Pratiques Traditionnelles Néfastes en **1996**
- Chargé de Communication et Porte Parole du Conseil Supérieur des Imams en Côte d'Ivoire (COSIM) depuis **avril 2006**
- Directeur Général de Radio Nationale Islamique Al Bayane depuis **2001**
- Président Fondateur de FONDATION DJIGUI La Grande Espérance en **2001**
- Membre de l'Académie des Sciences, des Arts, des Cultures d'Afrique et des Diasporas africaines (ASCAD), depuis **2004**
- Membre de la Conférence Mondiale sur la Religion et la Paix, depuis **2001**
- Consultant au Centre de Recherche et d'Action pour la Paix (CERAP), depuis **2004**
- Membre de l'équipe de recherche sur les Scénarios du futur VIH/SIDA en Afrique, Londres, Angleterre, **2003-2004**
- Coordonnateur pays du Projet VIH/SIDA CORRIDOR (axe Abidjan Lagos), volet religieux, Côte d'Ivoire, depuis **2005**
- Consultant Formateur à l'Organisation Islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture (ISESCO) depuis **2005**
- Membre du Centre d'Etude pour la Démocratie et la Paix, New York, USA, depuis novembre **2006**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- Consultant auprès du Ministère de la Famille et des Affaires Sociales (MIFAS), Côte d'Ivoire
- Consultant auprès du Ministère de la lutte contre le VIH/SIDA, Côte d'Ivoire

ATELIERS, SEMINAIRES ET RENCONTRES

- Rencontre des experts sur les Pratiques Traditionnelles Néfastes à Abidjan, en **1996**
- Plaidoyer à l'Assemblée Nationale pour la loi sur l'interdiction des Mutilations Génitales Féminines, Abidjan, Côte d'Ivoire, **décembre 1998**
- Rencontre des leaders religieux contre le VIH/SIDA à Dakar, **en 1998**
- Rencontre de la Conférence Mondiale sur la prise en charge des Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV) du VIH/SIDA, Kampala, Ouganda, **07/12/2001**
- Sommet mondial de Washington sur le VIH/SIDA parrainé par le Président Clinton, Etats-Unis, **1999/2000**
- Atelier régional d'échange sur l'Islam et le VIH/SIDA, Nouakchott (Mauritanie), **22.30/10/ 2002**
- Atelier sur la prise en charge des Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV) du VIH/SIDA, Nairobi (Kenya), **13.17/01/2003**
- Réunion préparatoire de la Conférence des leaders Musulmans sur le VIH/SIDA, Kuala Lampur (Malaisie), **9.12/02/2003**
- Conférence sur la réconciliation nationale en Côte d'Ivoire, Marcoussis Paris (France), **18.24/01/2003**
- Atelier sur les effets néfastes des Mutilations Génitales Féminines (MGF), Addis-Abeba, Ethiopie, **6.9/02/2003**
- Renforcement de capacités des leaders religieux musulmans face au VIH/SIDA, Gagnoa, Côte d'Ivoire, **07/01/2004**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- Colloque International sur la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire, Montréal, Canada, **19/02.06/03/2004**
- Formation des religieux musulmans de la Guinée sur leur rôle dans la résolution des conflits, Conakry, Guinée, **21.27/02/2005**
- Conférence dialogue islamo chrétien en période de conflits, Abidjan, Cote d'Ivoire, **avril 2006**
- Atelier d'élaboration « Scénarios Côte d'Ivoire », Takoradi, Ghana, **1.9/06/2005**
- Conférence dialogue islamo chrétien en période de conflits, Abidjan, Cote d'Ivoire, **juin 2006**
- Conférence sur religion et culture de la paix dans le cadre de ASCAD, Abidjan, Côte d'Ivoire, **07/07/2005**
- Première rencontre sur la cohésion nationale « le rôle des collectivités territoriales dans le processus de cohésion sociale et de sortie de crise », Bassam, Côte d'Ivoire, **12.15/09/2005**
- Elaboration de la déclaration des leaders religieux africains sur les Mutilations Génitales Féminines, Ouagadougou, Burkina Faso, **11.14/12/2005**
- Conférence sur l'apport des intellectuels musulmans dans la reconstruction de la famille dans un Etat laïc, Yamoussoukro, Côte d'Ivoire, **07/04/2006**
- Séminaire sur quelle contribution de la jeunesse musulmane pour une paix durable en Côte d'Ivoire, Bouaké, Côte d'Ivoire, **14/04/2006**
- Atelier d'élaboration des plans stratégiques de lutte contre le VIH/SIDA à proposer à UNGASS 2006, Brazzaville, Congo, **2006**
- Participation à UNGASS 2006, Washington, USA, ***juin* 2006**
- Communication au symposium sur les dynamique familiales en Afrique : Défis et Perspectives, Abidjan, Côte d'Ivoire, **novembre 2006**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- Communication sur la protection des droits des enfants en islam, Abidjan, Côte d'Ivoire, **novembre 2006**
- Dîner Débat sur « Sociétés multiconfessionnelles et cohésion sociale », Ouagadougou, Burkina Faso, **24/12/2006**

FORMATION ET DIPLOMES

- Baccalauréat série A4, Korhogo, Côte d'Ivoire, **1976**
- Licence à la Faculté d'Anglais, Abidjan, Côte d'Ivoire, **1979**
- Certificat d'Etude de Langues Arabes et Etudes Islamiques, Mecque, Arabie Saoudite, **1981**
- Bachelor of Arts (Etudes des langues), Djedda, Arabie Saoudite, **1986**
- Diplôme d'Etudes à l'Académie USA des Sciences de l'Education, Washington, USA, **1995**

DOMAINES DE COMPETENCE

- ✓ Droit islamique (charia)
- ✓ Prévention, gestion et résolution des conflits
- ✓ Plaidoyer
- ✓ Prévention VIH/SIDA
- ✓ Animation de conférences sur différents thèmes (santé, société, éducation, religion, environnement, etc.)
- ✓ Prévention des Mutilations Génitales Féminines (MGF/Excision)
- ✓ Mobilisation des ressources
- ✓ Sciences de l'éducation
- ✓ *Communication audiovisuelle*

LANGUES LUES, ECRITES ET PARLEES

- Français
- Anglais
- Arabe

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Diplôme de Doctorat de Moustapha Sy Yacoub (Version traduite)



Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux.

ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE

logo

Université Islamique de Médine
Section des Etudes Supérieures

DIPLOME DE DOCTORAT

Louange à Dieu, le Seigneur des Univers. Que la prière et la paix soient sur le Sceau des Prophètes et des Messagers, sur sa famille et sur l'ensemble de ses compagnons.

Le Conseil de l'Université Islamique de Médine, après avoir pris connaissance le 24/06/1986 des résultats de l'étudiant :

MOUSTAPHA SY YACOUB

De nationalité ivoirienne - Né en 1938 à Daloa en R.C.I.

D E C I D E

De lui décerner le DIPLOME DOCTORAT EN SUNNA (Tradition du Prophète) de la Section des Hautes Etudes de l'Université, avec la mention : Très Honorable.

Le Conseil lui recommande d'avoir la crainte pieuse de Dieu le Tout Puissant. Il demande à Dieu le Très Haut de le placer sur la voie des savants qui oeuvrent dans le bien.

Enregistré sous le numéro : 72

Fait le: 29/04/1986

20/08/1406 H

Le Recteur Supérieur
(a signé)
Fahd Ibn Abdel Aziz Al Saoud

Nous, Pierre M'BOUA NIAVA, Traducteur assermenté, Expert près la Cour d'Appel et les Tribunaux de Côte d'Ivoire, avons effectué cette traduction et la certifions conforme au document original en langue ARABE

Abidjan, le : 5 DEC 2016

TRADUCTEUR EXPERT ABIDJAN 439 COUR D'APPEL

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Diplôme de Doctorat de Moustapha Sy Yacoub (Version originale)



بسم الله الرحمن الرحيم

العالمية العالية الدكتوراه

الحمد لله رب العالمين، والصلاة والسلام على سيد الأنبياء والمرسلين، وعلى آله وصحبه أجمعين، أما بعد:

فقد اطلع مجلس الجامعة الإسلامية بالمدينة المنورة بتاريخ ١٤٠٦/٦/١٥هـ الموافق ١٩٨٦/٢/٢٤م على نتيجة امتحان مصطفى سي يعقوب من ساحل العاج المولود في دلوا عام ١٣٥٨هـ/١٩٣٨م، وقرر منحه درجة العالمية العالية «الدكتوراه» في السنة من قسم الدراسات العليا بالجامعة بتقدير مرتبة الشرف الثانية ويوصيه بتقوى الله تعالى، ويسأل الله عز وجل أن يسلك به سبيل العلماء العاملين.

سجلت برقم ٧٢ وتاريخ ٢٠ /٨/ ١٤٠٦هـ الموافق ٢٩/٤/ ١٩٨٦م

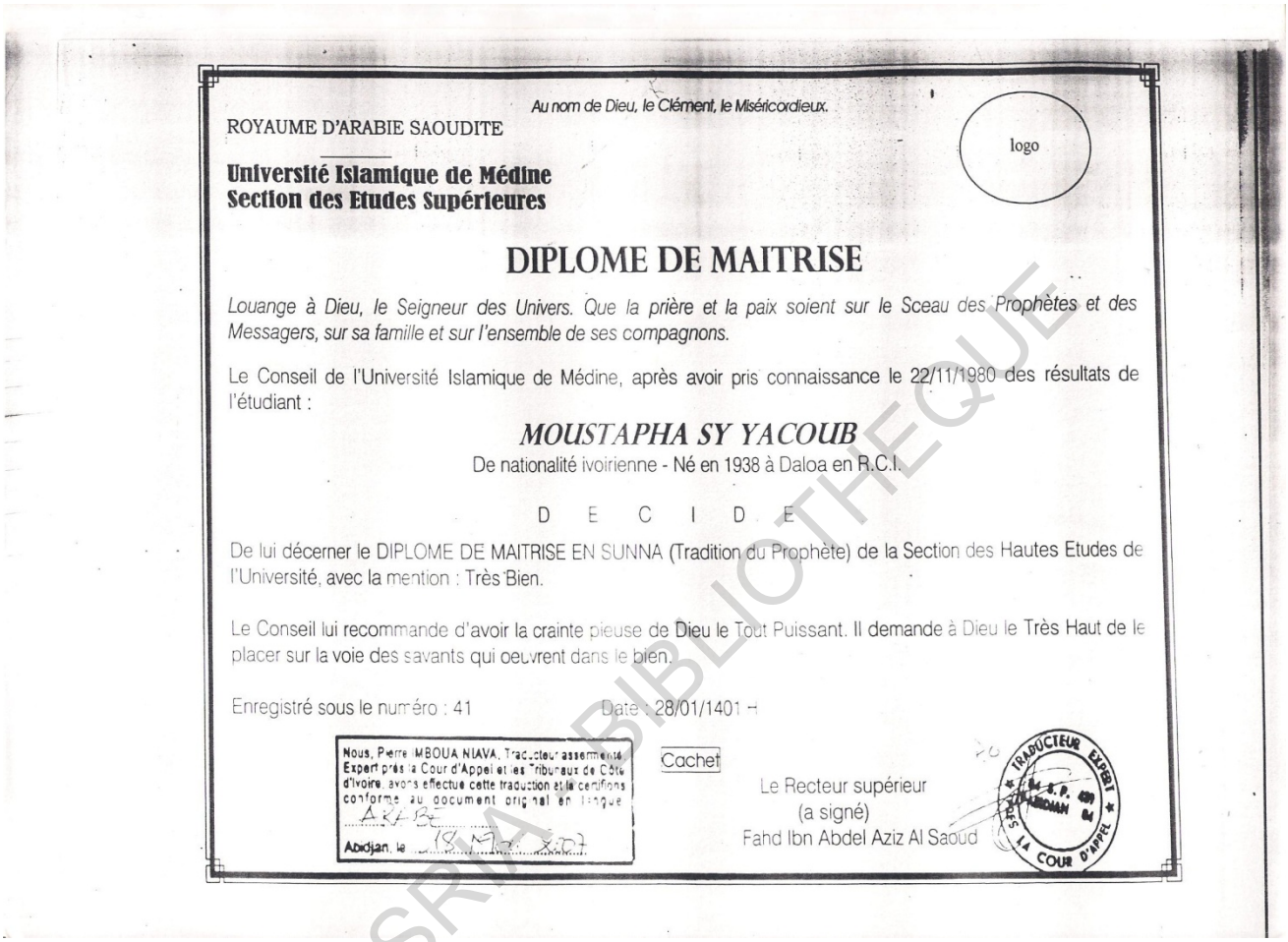
توقيع صاحب الدرجة:

الرئيس الأعلى للجامعة

فهد بن عبد العزيز آل سعود

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Diplôme de Maîtrise de Moustapha Sy Yacoub (Version traduite)



Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux.

ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE

logo

Université Islamique de Médine
Section des Etudes Supérieures

DIPLOME DE MAITRISE

Louange à Dieu, le Seigneur des Univers. Que la prière et la paix soient sur le Sceau des Prophètes et des Messagers, sur sa famille et sur l'ensemble de ses compagnons.

Le Conseil de l'Université Islamique de Médine, après avoir pris connaissance le 22/11/1980 des résultats de l'étudiant :

MOUSTAPHA SY YACOUB

De nationalité ivoirienne - Né en 1938 à Daloa en R.C.I.

D E C I D E

De lui décerner le DIPLOME DE MAITRISE EN SUNNA (Tradition du Prophète) de la Section des Hautes Etudes de l'Université, avec la mention : Très Bien.

Le Conseil lui recommande d'avoir la crainte pieuse de Dieu le Tout Puissant. Il demande à Dieu le Très Haut de le placer sur la voie des savants qui oeuvrent dans le bien.

Enregistré sous le numéro : 41 Date : 28/01/1401 H

Nous, Pierre MBOUA NIAVA, Traducteur assermenté Expert près la Cour d'Appel et les Tribunaux de Côte d'Ivoire, avons effectué cette traduction et la certifions conforme au document original en langue ARABE
Abidjan, le 18 MAI 2007

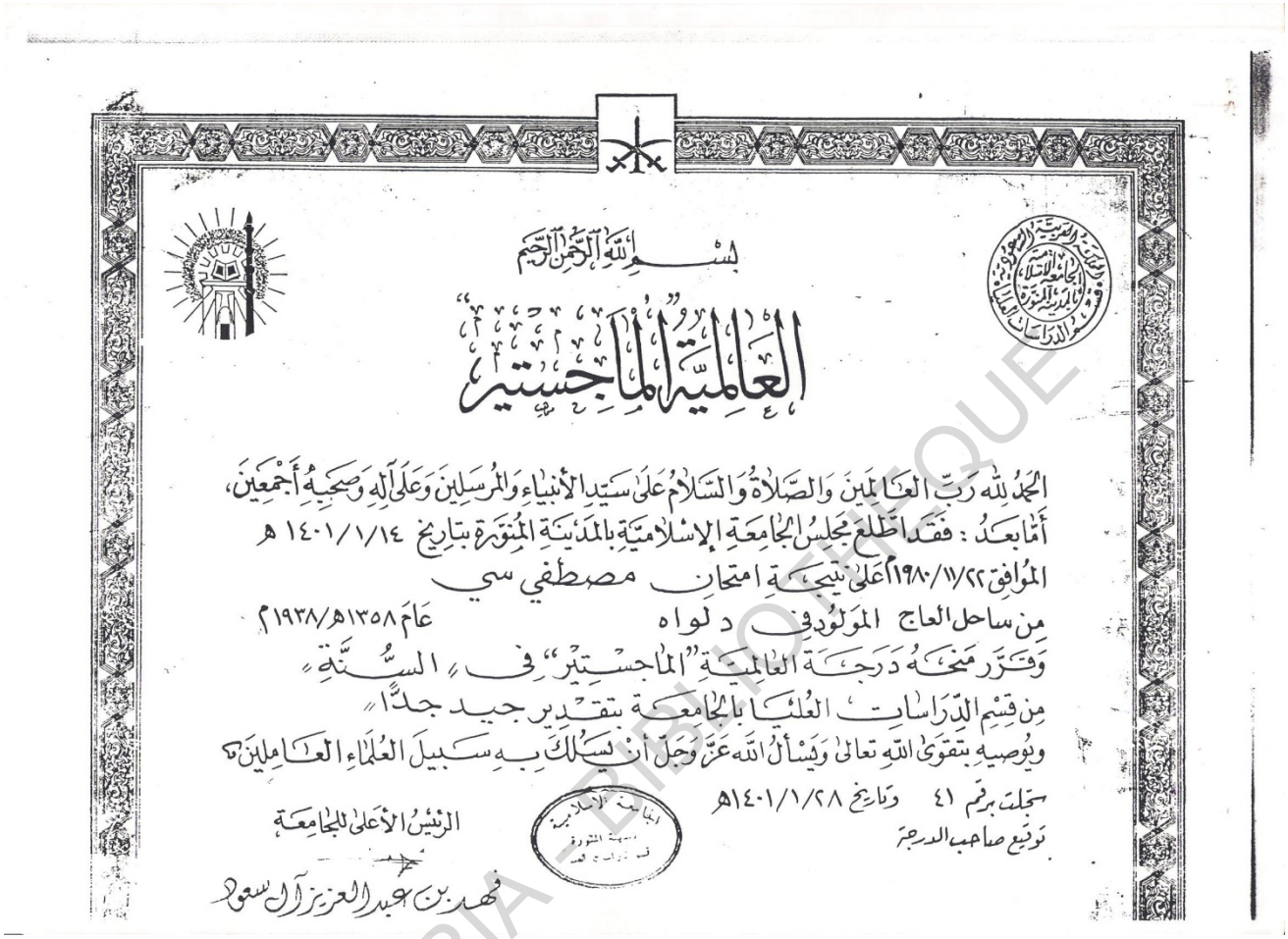
Cachet

Le Recteur supérieur
(a signé)
Fahd Ibn Abdel Aziz Al Saoud

TRADUCTEUR EXPERT PRES LA COUR D'APPEL

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Diplôme de Maîtrise de Moustapha Sy Yacoub (Version originale)



بسم الله الرحمن الرحيم

العالمية الماجستير

الحمد لله رب العالمين والصلاة والسلام على سيد الأنبياء والمرسلين وعلى آله وصحبه أجمعين،

أما بعد: فقد اطلع مجلس الجامعة الإسلامية بالمدينة المنورة بتاريخ ١٤٠١/١/١٤ هـ

الموافق ١٩٨٠/١١/٢٢ م على نتيجة امتحان مصطفى سي

من ساحل العاج المولود في دلواه عام ١٣٥٨هـ/١٩٣٨م

وقرر منحه درجة العالمية "الماجستير" في السنة

من قسم الدراسات العليا بالجامعة بتقدير جيد جدًا

ويوصيه بتقوى الله تعالى ويسأل الله عز وجل أن يسلك به سبيل العلماء العاملين

سجلت برقم ٤١ وتاريخ ١٤٠١/١/٢٨ هـ

توقيع صاحب الدرجة

الرئيس الأعلى للجامعة

فهد بن عبد العزيز آل سعود

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe 8 : Questionnaires d'enquêtes (Q1 et Q2)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Questionnaire : Personnel enseignant ou administratif des medersas (Q1)

1- Identification

Age : …… ans
Sexe : ……
Nom de l'établissement : …….
Année de l'ouverture de l'établissement : ……..……
Nombre d'élèves : ……

(Pour chacune des questions entourez le chiffre correspondant à la bonne réponse)

2- Quel type d'établissement avez-vous fréquenté ?

Ecole coranique traditionnelle	Medersa/Ecole franco arabe	Ecole publique
1	**2**	**3**

3- Pourquoi avez-vous préféré ce type établissement aux autres ?

……

4- Que savez-vous du contexte de l'avènement des medersas dans votre localité ?

……

5- Vous avez suivi les cours jusqu'en quelle classe ?

……

6- Précisez le diplôme obtenu

……

7- Quels cours dispensez-vous ?

……

8- Quel est le niveau d'étude maximum de votre établissement ?

Primaire	2ndaire - 1er cycle	2ndaire - 2nd cycle
1	**2**	**3**

9- Nombre de salles de cours

1 à 5	6 à 10	11 à 15	16 à 20	21 et +
1	**2**	**3**	**4**	**5**

10- Effectif du personnel enseignant

1 à 5	6 à 10	11 à 15	16 à 20	21 et +
1	**2**	**3**	**4**	**5**

11- Etes-vous pour l'enseignement du programme éducatif officiel ?

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

……

12- Quels sont vos outils de travail ?

……

13- D'où proviennent-ils ?

Marché local	Administration de l'école	Sur commande en provenance des pays arabes
1	**2**	**3**

14- Combien de temps consacrez-vous à l'enseignement du français ?

……. jour/semaine

15- Quelles propositions faites-vous pour une amélioration du système éducatif islamique ?

Equilibre marge horaire Arabe=Français	Augmentation marge horaire Arabe < Français	Augmentation marge horaire Français < Arabe
1	**2**	**3**

16- Quels sont vos partenaires de travail ?

Ministère de l'Education Nationale	Organismes extérieurs	ONG nationales	Pays arabes
1	**2**	**3**	**4**

17- Si vous en avez, quelle est alors la nature de ce partenariat ?

Dons de fournitures scolaires	Octrois de bourses d'études	Dotations en personnels enseignants	Autres types (à précisez) : ……
1	**2**	**3**	**4**

18- Votre établissement est-il agréé par l'Etat ?

……

19- Vos diplômes sont-ils reconnus par l'Etat ? ***Précisez le ministère de tutelle.***

……

20- Indiquez le nombre de diplômés au Bac islamique par an.

……

21- Combien d'élèves diplômés reçoivent (en moyenne) des bourses d'études des pays arabes ou des universités islamiques ?

……

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

22- Indiquez la langue dans laquelle vous dispensez les cours

(0= pas du tout ; 9= très souvent)

Malinké	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Arabe	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Français	1	2	3	4	5	6	7	8	9

23- Indiquez votre rémunération mensuelle

…….frs cfa/mois

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Questionnaire : Associations nationales islamiques (Q2)

1- Identification

Dénomination : ……..
Date de création : …….....
Nom du Président : ……..…....
Son âge : ….. ans
Sa fonction : …….

2- Objectifs de l'Association

Objectif général	Objectifs spécifiques
	1- 2- 3- 4-

3- Votre Association est-elle agréée par l'Etat ?

…….....

4- Enumérez quelques projets réalisés

- ……
  ……
- ……
- ……
- ……

5- Votre association a-t-elle des volets éducatifs ?

Oui	Non
1	2

6- Combien d'établissements islamiques sont membres de votre Association ? Précisez quelques-uns

……

7- Les établissements membres de votre structure travaillent-ils selon un programme de formation commun ?

Oui	Non
1	2

8- Ces établissements délivrent-ils des diplômes uniques ?

Oui	Non
1	2

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

9- Existe-t-il d'autres associations dans votre localité ayant le même objectif que votre structure ?

Oui	Non
1	2

10- Travaillent t-elles de manière concertée ?

Oui	Non
1	2

11- **Si Non, pourquoi ?** ……

12- Quelles propositions fait votre association pour une amélioration du système éducatif islamique ?

Equilibre marge horaire Arabe=Français	Augmentation marge horaire Arabe < Français	Augmentation marge horaire Français < Arabe
1	**2**	**3**

13- Quels sont vos partenaires de travail ?

Ministère de l'Education Nationale	Organisme extérieur	ONG nationales	Pays arabes
1	**2**	**3**	**4**

14- Si vous en avez, quelle est alors la nature de ce partenariat ?

Dons de fournitures scolaires	Octrois de bourses d'études	Dotations en personnel enseignant	Autres types (à précisez) : ……
1	**2**	**3**	**4**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I- SOURCES

1) Sources orales

- Au Sud : Abidjan, Anyama, Gagnoa et Tiassalé
  - ✓ Ville d'Abidjan

Nom et prénom	Age	Fonctions	Thème de l'entretien	Date et lieu de l'entretien
Agnimel Akpa Jacques	52 ans	Coordonnateur chargé du suivi et du fonctionnement des établissements privés	La reconnaissance des établissements confessionnels islamiques	02 novembre 2006 au siège du SAPEP au Plateau
Bachir Mohamed	31 ans	Enseignant d'arabe au Collège M. Nadjate	Le programme de formation en arabe	13 avril 2007 au Collège M. Nadjate - Yopougon
Bakayoko Hamed	42 ans	Enseignant coranique à G. S. C. I. Al Ansar	Le programme de la formation	09 mars 2007 à Port Bouet
Bakayoko Mamadou	61 ans	Directeur d'étude du Groupe scolaire Iqra	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	13 novembre 2007 à Yopougon – Niangon Sud
Bakayoko Vakoroba	50 ans environ	Imam adjoint de la grande mosquée de Port Bouet	Le circuit de la formation des arabisants	07 octobre 2004 à son domicile à Port Bouet
Bamba Mamadou	61 ans environ	Vice Président du CN, Chargé du Département Education et Formation	La politique éducatif du CNI	11 juillet 2007 au siège du CNI au 2 Plateaux - Aghien
Bamba Youssouf	29 ans	Imam adjoint de la grande mosquée du Plateau Dokui	Le circuit de la formation des arabisants	15 octobre 2004 à son domicile au Plateau Dokui
Barry Idrissa	31 ans	Enseignant coranique	La formation des huffaz	09 avril 2007 à Yopougon - Ananeraie
Binaté Ibourahima	49 ans	Imam de la grande mosquée du Plateau Dokui	Le circuit de la formation des arabisants	30 mars 2004 et 26 Avril 2005 à son bureau au

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

				Plateau immeuble Postel 2000
Camara Mohamed Lamine	58 ans	Président du Conseil d'Administration de l'EPV Al Ansar	L'organisation de l'EPV Al Ansar	26 mars 2010 à son domicile à Vridi cité – Port Bouet
Chérif Kanvaly	35 ans	Directeur d'étude de la Mission Islamique Nadjate – Yopougon	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	03 avril 2007 au bureau du directeur d'étude à Yopougon – Km 17
Cissé Aboubacar Sidick	45 ans environ	Imam de la grande mosquée de la zone 4	Le circuit de la formation des arabisants	06 octobre 2005 au siège de la LIPCI (Riviera II)
Cissé Djiguiba	48 ans	Imam de la grande mosquée du Plateau Directeur général de la Radio El Bayane – 2ème vice président du CNI	La formation des arabisants et la fondation SARR	04 mai 2004 et le 09 novembre 2006 au siège de la Radio Al Bayane à la Riviera Golfe
Cissé Mamadou (1)	62 ans	Imam adjoint de la grande mosquée de Treichville	Le circuit de la formation des arabisants	05 octobre 2004 à son domicile à Treichville, avenue 13, rue 19, lot 339
Cissé Mamadou (2)	51 ans	Imam de la mosquée Hadja Nabintou Cissé de Treichville – Chargé d'étude au ministère de l'administration territoriale	Le circuit de la formation des arabisants	08 mai 2004 à son domicile à Treichville – Avenue 8 (Mosquée Hadja Nabintou Cissé)
Coulibaly Zelika	48 ans	Enseignante à la medersa Sabil Falah – Anoumabo (Marcory)	La femme musulmane et l'enseignement islamique	12 février 2007 à la medersa Sabil Falah – Anoumabo (Marcory)
Diaby	65 ans	Responsable à l'agence	Le circuit de la	12 septembre

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Moustapha	environ	Egypt-Air à la retraite	formation des arabisants	2004 à l'agence Egypt-Air (Plateau)
Diakité Ibrahima	64 ans	Imam et Président de l'ASSOENCOCI	Voir Questionnaire : Q2 (Annexe 14)	17 janvier 2007 au siège de l'ASSOENCOCI – Treichville, Avenue 24
Dosso Mamadou	53 ans	Instituteur à la retraite – Imam Mosquée Rouge d'Adjamé Mairie	Le contexte de la création de l'OEECI	24 février 2007 et 06 avril 2010 au sein de la Moquée Rouge à Adjamé
Kaba Mohamed Lamine	63 ans	Imam de la mosquée du centre islamique de Yopougon (SIDECI) – 1er vice président du CSI	Le circuit de la formation des arabisants	14 mai 2004 à son domicile au centre culturel islamique de la SIDECI
Karamoko Mamadou	36 ans	Enseignant de religion (islam) au Collège M. Nadjate	Le programme de formation en arabe	13 avril 2007 au Collège M. Nadjate - Yopougon
Konaté Aboubacar Sidick	47 ans	Imam et Directeur adjoint de l'Ecole Confessionnelle Islamique Bakounadi	Voir Questionnaire : Q2 (Annexe 14)	18 avril 2007 à l'Ecole Confessionnelle Islamique Bakounadi à Koumassi
Konaté Ibrahima	53 ans	Secrétaire et chargé de la comptabilité à l'Ecole Confessionnelle Islamique Bakounadi (Marcory)	L'organisation des cours	05 avril 2007 à l'Ecole Confessionnelle Islamique Bakounadi à Marcory
Koné Gnama	50 ans	Professeur d'histoire et géographie détachée à la DECO	Problème d'équivalence des diplômes	08 octobre 2005 à la DECO au Plateau
Koné Kounadi	45 ans	Chargé de la	L'organisation du	13 mars 2010 au

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

		comptabilité au CNI	Groupe Scolaire Iqra	siège de la radio Al Bayane à la Riviera Golfe
Mariko Karim	45 ans	Directeur de l'école Sabil Najah	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	15 août 2006 à son domicile à Koumassi
Ouattara Oumar	36 ans	Chargé de formation à la LIPCI	Le problème d'équivalence des diplômes	07 octobre 2005 au siège de la LIPCI (Riviera)
Ouattara Ousmane	39 ans	Chargé des affaires culturelles	La politique de la LIPCI en faveur des medersas	24 avril 2010 au siège de la LIPCI (Riviera)
Sanogo Amara	42	Directeur adjoint de l'Institut islamique de Williamsville	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	10 août 2006 à son domicile à Williamsville
Sylla Abiba	47 ans	Enseignante à la medersa Sabil Falah – Anoumabo (Marcory)	La femme musulmane et l'enseignement islamique	12 février 2007 à la medersa Sabil Falah – Anoumabo (Marcory)
Sylla Mariam	44 ans	Enseignante à la medersa El Ridwan – Treichville	La femme musulmane et l'enseignement islamique	17 janvier 2007 à Treichville, Avenue 7
Sylla Sékou	49 ans environ	Imam de la mosquée An Nour de la Riviera II	Le circuit de la formation des arabisants	03 mai 2004 à son bureau de la mosquée An Nour
Timité Gaoussou	53 ans	Fondateur des établissements islamiques Nadjate	La formation confessionnelle en Côte d'Ivoire	13 avril 2007 à son domicile à Yopougon
Touré Aboubacar	34 ans	Prédicateur et commerçant de vivriers	La formation coranique traditionnelle	29 octobre 2006 à Gonzagueville – Port Bouet
Touré Amadou	38 ans	Sous Directeur des études du Collège Moderne Nadjate -	Voir Questionnaire :	13 avril 2007 au Collège M. Nadjate -

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

		Yopougon	Q1 (Annexe 14)	Yopougon
Touré Issa	47 ans	Secrétaire à la LIPCI	Le problème d'équivalence des diplômes	07 octobre 2005 au siège de la LIPCI (Riviera)
Traoré Mamadou	66 ans	Imam de la grande mosquée de la Riviera Golfe – Agent de la SIB à la retraite	Le circuit de la formation des arabisants	20 et 21 août 2004 à son bureau de la mosquée de la Riviera Golfe
Ylla Pognon Léonard	39 ans	Sous Directeur des études et de la règlementation au Ministère des cultes	Les archives du Ministère de l'Intérieur	29 septembre 2006 à son bureau au Plateau immeuble Postel 2000

✓ Ville d'Anyama

Nom et prénom	**Age**	**Fonctions**	**Thème de l'entretien**	**Date et lieu de l'entretien**
Ba Ibrahim	17 ans	Talibé	La formation des huffaz	12 janvier 2007 à Dar al Coran al Karim
Ba Ishaq	49 ans	Fondateur de Dar al Coran al Karim	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	12 janvier 2007 à Dar al Coran al Karim
Bamba Souleymane	79 ans	Ex Président de la communauté musulmane d'Anyama	L'histoire de la communauté musulmane d'Anyama	08 avril 2007 à son domicile au Quartier Gare – Carrefour maternité
Barry Mohamed	39 ans	Directeur d'étude de Dar al Coran Al Karim	La formation des huffaz	08 avril 2007 à Dar al Coran al Karim
Bayala Antoine	34 ans	Répétiteur	Le regard sur la formation des huffaz	12 janvier 2007 à Dar al Coran al Karim

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Doukouré Souleymane	24 ans	Talibé	La formation des huffaz	12 janvier 2007 à Dar al Coran al Karim
Sangaré Adama	41 ans	Directeur d'étude de la medersa Far'u Imam Nafi	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	09 avril 2007 au quartier Derrière rails

✓ Ville de Gagnoa

Nom et Prénom	**Age**	**Fonctions**	**Thème de l'entretien**	**Date et lieu de l'entretien**
Cissé Lausseni	46 ans	Enseignant à l'EPV Cissé Kamourou	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	05 mai au Quartier Baoulébougou
Coulibaly Mamadou	37 ans	Collège Confessionnel Islamique Cissé Kamourou	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	04 mai 2007 au Quartier Dar Es Salam
Diarrassouba Ibrahim	47 ans	Fondateur de medersa et enseignant coranique	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	07 mai 2007 au Quartier Dar Es Salam
Hiamey Kofitse Godwin	39 ans	Educateur au Collège Confessionnel Islamique Cissé Kamourou	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	04 mai 2007 au Quartier Dar Es Salam
Méité Naminata	18 ans	Elèves de 3ème à l'EPV Cissé Kamourou	Le regard sur la formation islamique	07 mai 2007 au Quartier Dar Es Salam
Samassi Moussa	49 ans	Directeur financier de l'EPV Cissé Kamourou	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	05 mai au Quartier Baoulébougou
Savané Hadja Mariam	20 ans	Elève de 3ème à l'EPV Cissé	Le regard sur la formation islamique	07 mai 2007 au Quartier Dar Es

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

		Kamourou		Salam
Sangaré Lamine	41 ans	Directeur d'étude à l'EPV Cissé Kamourou	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	05 mai au Quartier Baoulébougou
Sylla Karidjatou	17 ans	Elève de 3ème à l'EPV Cissé Kamourou	Le regard sur la formation islamique	07 mai 2007 au Quartier Dar Es Salam
Timité Ahmed	35 ans	Enseignant coranique à la medersa Sabil el Falah	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	05 mai 2007 au quartier Château
Traoré Ibrahim	37 ans	Enseignant arabe à l'EPV Cissé Kamourou	Le programme de formation arabe	05 mai au Quartier Baoulébougou
Touré Youssouf	41 ans	Enseignant coranique à la medersa Sabil el Falah	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	05 mai 2007 au quartier Château

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

✓ Ville de Tiassalé

Nom et prénom	**Age**	**Fonctions**	**Thème de l'entretien**	**Date et lieu de l'entretien**
Ballo Aboubakar	40 ans	Enseignant d'arabe	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	17 mars 2008 à l'EPV Franco arabe Djénépo à Cocody 3
Doukouré Losseny	62 ans	Parent d'élève et membre du CNI	Le regard sur la formation mixte franco arabe	17 mars 2008 à la grande mosquée de Tiassalé
Gansagne Ibrahym	29 ans	Président de l'AJMCI	Le regard sur la formation mixte franco arabe	17 mars 2008 à la grande mosquée de

				Tiassalé
Ouédraogo Adama	34 ans	Enseignant de français	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	17 mars 2008 l'EPV Franco arabe Djénépo à Cocody 3
Ouédraogo Alidou	30 ans	Enseignant de français	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	17 mars 2008 l'EPV Franco arabe Djénépo à Cocody 3
Ouédraogo Issiaka	79 ans	Fondateur de l'EPV Franco arabe Djénépo	L'histoire de l'EPV Franco arabe Djénépo	17 mars 2008 l'EPV Franco arabe Djénépo à Cocody 3
Saligo Mohamed Lamine	39 ans	Enseignant d'arabe	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	17 mars 2008 l'EPV Franco arabe Djénépo à Cocody 3
Savadogo Djili	68 ans	Parents d'élèves	Le regard sur la formation mixte franco arabe	17 mars 2008 l'EPV Franco arabe Djénépo à Cocody 3

- Au Centre et Centre-Ouest : Bouaké, Bouaflé, Daloa et Mankono
  - ✓ Ville de Bouaké

Nom et prénom	**Age**	**Fonctions**	**Thème de l'entretien**	**Date et lieu de l'entretien**
Boité Ismaël	47 ans	Chargé de la Commission Programme de l'UEMCI	La politique éducative de l'UEMCI	05 juillet 2008 au siège de La Jeune Chambre Economique au quartier Commerce
Dramé Tidiane	80 ans	Imam de la grande mosquée de Dar Es Salam	L'avènement du wahhabisme et des medersas à Bouaké	03 et 13 juillet 2008 à son domicile à Dar Es Salam
Fofana	75 ans	Marabout	La formation coranique	09 juillet 2008 à son

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Aboubakar			traditionnelle	domicile à Dar Es Salam
Koné Ahmed	43 ans	Vice Président de l'UEMCI	La politique éducative de l'UEMCI	05 juillet 2008 au siège de la Jeune Chambre Economique au quartier Commerce
Koné Jakaria	48 ans	Conseiller pédagogique et Président du REMCI	Voir Questionnaire : Q2 (Annexe 14)	07, 08 et 09 juillet 2008 au siège du REMCI au quartier Commerce
Koné Mamadou	40 ans	Président de l'UEMCI	La politique éducative de l'UEMCI	05 juillet 2008 au siège de la Jeune Chambre Economique au quartier Commerce
Mohamed Idriss	71 ans	Directeur de la medersa Dar El Hadith	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	19 juillet 2008 à Dar El H. à Sokoura
Ouattara Ali	40 ans	Directeur d'étude de la medersa Al Makacid al Islamiya	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	04 juillet 2008 à son domicile à Dar Es Salam
Sangaré Idriss	43 ans	Enseignant et Comptable à la medersa Dar el Hadith	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	02 et 13 juillet 2008 à Dar el H. à Sokoura
Sidibé Abdoulaye	52 ans	Chargé des examens et concours de l'UEMCI	La politique éducative de l'UEMCI	05 juillet 2008 au siège de la Jeune Chambre Economique au quartier Commerce
Sy Lamine	67 ans	Instituteur à la retraite	L'avènement des medersas à Bouaké	18 juillet 2008 à son domicile à la Zone Industrielle
Sylla Mouhamed Y.	42 ans	Directeur d'étude de la medersa Sakafat	L'avènement des medersas à Bouaké	05 et 18 juillet 2008 à son domicile à la Zone Industrielle
Touré Hawa	40 ans	Enseignante	La femme musulmane et la	20 juillet 2008 à son

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

		coranique	formation coranique	domicile à Dar Es Salam
Touré Djénébou épse Sylla	55 ans	Enseignante coranique	La femme musulmane et la formation coranique	20 juillet 2008 à son domicile à Odiennékourani

✓ Ville de Bouaflé

Nom et prénom	**Age**	**Fonctions**	**Thème de l'entretien**	**Date et lieu de l'entretien**
Cissé Moussa	33 ans	Enseignant d'arabe	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	02 avril 2008 à la medersa Maquassidy au quartier Nouveau marché
Diabaté Valy	43 ans	Enseignant d'arabe	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	02 avril 2008 à la medersa Maquassidy au quartier Nouveau marché
Diaby Moustapha	32 ans	Directeur d'étude à Maquassidy Islam	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	02 avril 2008 à la medersa Maquassidy au quartier Nouveau marché
Diarrassouba Abdoulaye	37 ans	Directeur adjoint à la medersa franco arabe de Déita	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	02 avril 2008 à la medersa franco arabe au quartier Déita
Karaboué Zoumana	44 ans	Directeur d'étude arabe de l'EPV Souboula Salam	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	31 mars 2008 à l'EPV Souboula Salam au quartier Dioulabougou
Touré Idrissa	47 ans	Enseignant d'arabe	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	02 avril 2008 à la medersa Maquassidy au quartier Nouveau marché

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

✓ Ville de Daloa

Nom et prénom	Age	Fonctions	Thème de l'entretien	Date et lieu de l'entretien
Bakayoko Zakaria	55 ans	Fondateur de la medersa Riayat el Islamiya	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	26 mars 2008 à son domicile au quartier Abattoir 2
Bamba Adam	40 ans	Enseignant d'arabe à l'EPV Abi Ayoub al Ansary	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	26 mars 2008 à l'EPV Abi Ayoub al A. au quartier Abattoir 2
Dagnogo Bakary	44 ans	Directeur d'étude de l'EPV Bouaké Karamoko	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	24 mars 2008 à l'EPV Bouaké K. au quartier Hubertson
Diaby Mohamed Y.	42 ans	Enseignant d'arabe	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	24 mars 2008 au Lycée Ançar au quartier Abattoir 1
Diaby Lassiné	29 ans	Directeur d'étude de l'EPV Abi Ayoub al Ansary	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	26 mars 2008 à l'EPV Abi Ayoub al Ansari au quartier Abattoir 2
Karamoko Bouaké	88 ans	Marabout	L'histoire de la formation coranique à Daloa	24 mars 2008 à son domicile au quartier Koyagabougou
Karamoko Mamadou	45 ans	Imam et Fondateur de l'EPV Bouaké Karamoko	L'histoire de la formation coranique à Daloa	24 mars 2008 à l'EPV Bouaké K. au quartier Hubertson
Kéïta Masséni	22 ans	Enseignante d'arabe	La femme et la formation coranique	24 mars 2008 à l'EPV Bouaké K. au quartier Hubertson
Mouhamed Ibn Té Diaby	68 ans	Transporteur	L'histoire de la formation coranique à	25 mars 2008 à son domicile au quartier Texas

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

			Daloa	
Sako Mohamed	50 ans	Enseignant d'arabe	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	27 mars 2008 à son domicile au quartier Sissoko
Savané Lassina	56 ans	Directeur d'étude du Lycée Ançar el Coran wa Sounna	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	25 mars 2008 au Lycée Ançar au quartier Abattoir 1
Soumahoro Aïcha	20 ans	Elève de Tle au Lycée Ançar	La femme et la formation coranique	25 mars 2008 au Lycée Ançar au quartier Abattoir 1
Sy Moustapha Adjara	19 ans	Elève de 2nd au Lycée Ançar	La femme et la formation coranique	25 mars 2008 au Lycée Ançar au quartier Abattoir 1
Sy Moustapha Amina	20 ans	Elève en 2nd A au Collège Elite de Tazibo	La femme et la formation coranique	25 mars 2008 au Lycée Ançar au quartier Abattoir 1
Sy Moustapha Mohamed	38 ans	Directeur d'étude adjoint du lycée Ançar el Coran wa Sounna	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	24 mars 2008 au Lycée Ançar au quartier Abattoir 1
Sy Moustapha Yacoub	70 ans	Docteur en théologie et Mufty de l'AMSCI	Le parcours du Mufty et la formation coranique en Côte d'Ivoire	27, 28 et 29 mars 2008 à son domicile au quartier Abattoir 1
Touré Youssouf	24 ans	Enseignant d'arabe	''	27 mars 2008 à la medersa Daarou Salam au quartier Marais

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

✓ Ville de Mankono

Nom et prénom	Age	Fonctions	Thème de l'entretien	Date et lieu de l'entretien
Cissé Bazoumana	38 ans	Directeur de la medersa Ançardine	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	29 juillet 2008 à son domicile à Mouela
Cissé Namory	71 ans	Karamoko	La formation islamique traditionnelle	28 juillet 2008 à son domicile à Tonhoulé
Dosso Lacina	38 ans	Talibé	La formation islamique traditionnelle	25, 26 et 31 juillet 2008 son domicile à Mamina
Dosso Quadirou	70 ans	Marabout	La formation islamique traditionnelle	27 juillet 2008 à son domicile à Mamina
Famatié Fodjo	31 ans	Directeur de la medersa Daroul Moustapha SAW	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	28 juillet 2008 à la medersa Daroul M. SAW
Fofana Mahamadou	70 ans	Imam de la grande mosquée de Mankono	La formation coranique traditionnelle	26 juillet 2008 à son domicile à Mamina
Fofana Ousmane	38 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	27 juillet 2008 à son domicile à Mamina
Haïdara Aboubakar	70 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	25 juillet 2008 à son domicile à Mamina
Karamoko Ibrahima	74 ans	Imam intérimaire de la mosquée de Mouela	La formation coranique traditionnelle	31 juillet 2008 à son domicile à Mouela
Karamoko Ladji	75 ans	Imam de la mosquée de Tonhoulé	La formation coranique traditionnelle	28 juillet 2008 à son domicile à Tonhoulé

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Karamoko Mouhamadou	38 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	28 juillet 2008 à son domicile à Tonhoulé
Traoré Mamadou	62 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	02 août 2008 à son domicile à Mamina

- Au Nord : Korhogo, Kong, Odienné et Samatiguila
  - ✓ Ville de Korhogo

Nom et prénom	**Age**	**Fonctions**	**Thème de l'entretien**	**Date et lieu de l'entretien**
Camara Oumar	40 ans	Directeur de la Nouvelle Ecole Franco arabe	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	17 mai 2008 à la Nouvelle Ecole Franco arabe au quartier Delafosse
Cissé Bannaby	50 ans	Imam adjoint de la grande mosquée	La formation coranique traditionnelle	20 mai 2008 à son domicile à Cisséla (Koko)
Cissé Bomba	54 ans	Imam adjoint de la grande mosquée	La formation coranique traditionnelle	20 mai 2008 à son domicile à Cisséla (Koko)
Coulibaly Mohamed Bachir	40 ans	Coordonnateur du REMCI	Voir Questionnaire : Q2 (Annexe 14)	03 juin 2008 au siège du REMCI sis au quartier 14
Coulibaly Sirabana	46 ans	Chargé des écoles coraniques à la DREN	Le service extra scolaire de la DREN et les médersas	02 juin 2008 à la DREN de Korhogo
Dagnogo Bazoumana	96 ans	Commerçant	La formation coranique traditionnelle	18 mai 2008 à son domicile au quartier Koko
Diallo Ousmane	25 ans	Talibé	La formation coranique traditionnelle	15 mai 2008 à son domicile au quartier Delafosse
Diané	57 ans	Marabout	La formation coranique	22 mai 2008 à son

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Bassiriman			traditionnelle	domicile à Dianéla (Koko)
Diané Bassoualio	37 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	18 mai 2008 à son domicile à Dianéla (Koko)
Diané Moussa	56 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	22 mai 2008 à son domicile à Dianéla (Koko)
Diarra Lacina	38 ans	Enseignant et membre de l'UEFAK	Voir Questionnaire : Q2 (Annexe 14)	25 mai 2008 à la Nouvelle Ecole Franco Arabe au quartier Delafosse
Konaté Bakary	58 ans	Président de l'UENI	Voir Questionnaire : Q2 (Annexe 14)	17 mai 2008 à son domicile au quartier Dèm
Koné Abdramane	60 ans	Directeur adjoint de la Nouvelle Ecole Franco Arabe	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	17 mai 2008 à la Nouvelle Ecole Franco arabe au quartier Delafosse
Koné Amara	51 ans	Imam de la mosquée de Djelisso	L'histoire de la formation coranique traditionnelle	17 mai 2008 à la mosquée de Djelisso
Koné Djibril	36 ans	Président de l'UEFAK	Voir Questionnaire : Q2 (Annexe 14)	25 mai 2008 à la Nouvelle Ecole Franco Arabe au quartier Delafosse
Koné Drissa	33 ans	Enseignant et membre de l'UEFAK	Voir Questionnaire : Q2 (Annexe 14)	25 mai 2008 à la Nouvelle Ecole Franco Arabe au quartier Delafosse
Sanogo Amadou Bélé	56 ans	Imam de la mosquée de Soba	La formation coranique traditionnelle	21 mai 2008 à son domicile à Soba
Sanogo Bazoumana	33 ans	Talibé	La formation coranique traditionnelle	18 mai 2008 à son domicile au quartier Delafosse
Sanogo Sanissi	67 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	18 mai 2008 à son domicile au quartier Delafosse

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Touré Amadou Béma	34 ans	Enseignant coranique	La formation coranique traditionnelle	20 mai 2008 à son domicile au quartier Delafosse
Touré Amadou Tiomogoba	50 ans	Chargeur à la gare routière	La formation coranique traditionnelle	20 mai 2008 à son domicile au quartier Delafosse

✓ Ville de Kong

Nom et prénom	**Age**	**Fonctions**	**Thème de l'entretien**	**Date et lieu de l'entretien**
Ané Mathieu	28 ans	Instituteur	L'impact de l'enseignement coranique sur l'école publique	09 mai 2008 à son bureau à l'école BAD
Coulibaly Bafétigué	40 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	09 mai 2008 à son domicile à Coulibalysso
Coulibaly Issouf	85 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	10 mai 2008 à son domicile à Somaganan
Konaté Bamadou	53 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	05 mai 2008 à son domicile à Sarala
Konaté Bassina	77 ans	Imam adjoint de la grande mosquée	La formation coranique traditionnelle	05 mai 2008 à son domicile à Sarala
Koné Magan	31 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	08 mai 2008 à son domicile à Konéla
Ouattara Baly	69 ans	Cultivateur	La formation coranique traditionnelle	09 mai 2008 au domicile du Chef de village à Kréou
Ouattara Bayan Mory	75 ans	Cultivateur	La formation coranique	09 mai 2008 au domicile du Chef de village à

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

			traditionnelle	Kréou
Ouattara Souleymane	85 ans	Chef du village	La formation coranique traditionnelle	09 mai 2008 à son domicile à Kréou
Sako Balagassina	38 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	12 mai 2008 à son domicile à Barrola
Sanogo Imbassou	43 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	06 et 07 mai 2008 à son domicile à Barrola
Sanogo Saïdou	74 ans	Imam de la grande mosquée	La formation coranique traditionnelle	07 mai 2008 à son domicile à Korola
Sanogo Tidiane	104 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	06 mai 2008 à son domicile à Barrola
Sogodogo Ibrahima	50 ans	Cultivateur	La formation coranique traditionnelle	07 mai 2008 à son domicile à Cissela
Sogodogo Moustapha	51 ans	Cultivateur	La formation coranique traditionnelle	07 mai 2008 à son domicile à Cissela
Traoré Abou	56 ans	Conseiller municipal	La formation coranique traditionnelle	06 mai 2008 à son domicile à Traoréla ou Kréou
Traoré Amadou	31 ans	Talibé	La formation coranique traditionnelle	09 mai 2008 à son domicile à Traoréla ou Kréou
Traoré Nouho	29 ans	Talibé	La formation coranique traditionnelle	09 mai 2008 à son domicile à Traoréla ou Kréou

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

✓ Ville d'Odienné

Nom et prénom	Age	Fonctions	Thème de l'entretien	Date et lieu de l'entretien
Diarrassouba Mory	75 ans	Imam de la mosquée de Kogobrela	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	09 juin 2008 à son domicile au quartier Kogobrela
Doumbia Yacouba	43 ans	Enseignant coranique	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	08 juin 2008 à son domicile au quartier Libreville
Kanté Bouakary	47 ans	Directeur de la medersa Kanté Bouakary	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	07 juin 2008 à son bureau au Texas
Konaté Moussa Gbaleni	70 ans	Cultivateur	La formation coranique traditionnelle	24 juin 2008 à son domicile au quartier Texas
Koné Mamadou	70 ans	Ex directeur de medersa	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	09 juin 2008 au grand marché de Sokourani
Sako Yacouba	64 ans	Cultivateur – Ex directeur de medersa	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	09 juin 2008 à son domicile à Hermankono
Samassi Lassina	38 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	23 juin 2008 à son domicile à Samassila
Sangaré Losseny	36 ans	Enseignant coranique	La formation coranique traditionnelle	07 juin 2008 à son domicile à Sokourani
Savané Mohammad	58 ans	Imam intérimaire de la grande mosquée	La formation coranique traditionnelle	08 juin 2008 à son domicile à Libreville
Savané Lamine	37 ans	Enseignant coranique	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	09 juin 2008 au Centre Culturel Islamique de

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

				Libreville
Sy Lamine	50 ans	Instituteur détaché à la DREN	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	07 juin 2008 à son domicile à Hermankono

✓ Ville de Samatiguila

Nom et prénom	**Age**	**Fonctions**	**Thème de l'entretien**	**Date et lieu de l'entretien**
Berthé Souleymane	32 ans	Imam de la Mosquée Star V à Cocody - Angré	Le séjour du Cheickh Aboubakar S. à la Mecque	11 mars 2009 à Kélindjan
Camara Losseny	40 ans	Porte parole du Cheikh	La vie à Kélindjan	14 juin 2008 au domicile de l'imam de Kélindjan
Coulibaly Drissa	52 ans	Conseiller pédagogique	L'influence des écoles coraniques sur les écoles officielles	21 juin 2008 dans son bureau à l'EPP 2
Diaby Aboubakar	71 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	18 juin 2008 au quartier mosquée
Diaby Boubakar	45 ans	Laborantin au Lycée Municipal	Voir Guide d'entretien	16 juin 2008 au quartier mosquée
Diaby Kalilou	78 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	19 juin 2008 à son domicile au quartier mosquée
Diaby Movaly (1)	43 ans	Enseignant Coranique	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	21 juin 2008 à son domicile
Diaby Movaly (2)	46 ans	''	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	21 juin 2008 à son domicile

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Diaby Souleymane	74 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	17 juin 2008 à son domicile
Diakité Lamine	42 ans	Commerçant	L'histoire de Kélindjan	06, 07, et 08 mars 2009 à Kélindjan
Haïdara Aboubakar (1)	59 ans	''	La participation au mahouloud à Kélindjan	10 mars 2009 à Kélindjan
Haïdara Aboubakar (2)	49 ans	Cheickh de la confrérie Tidjaniya	La participation au mahouloud à Kélindjan	10 mars 2009 à Kélindjan
Haïdara Ibrahim	54 ans	Cheickh de la confrérie Tidjaniya	La participation au mahouloud à Kélindjan	10 mars 2009 à Kélindjan
Haïdara Salim	57 ans	Guide spirituel	L'histoire du village de Kélindjan	06, 07 et 08 mars 2009 à Kélindjan
Samassi Aboubakar	77 ans	Cheickh de la confrérie Kadiriya	L'histoire du village de Kélindjan	11 juin 2008 à son domicile à Kélindjan
Samassi Amadou	46 ans	Marabout	L'histoire du village de Kélindjan	14 juin 2008 à son domicile à Kélindjan
Samassi Lassina	38 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	11 et 13 juin 2008 à son domicile à Kélindjan
Samassi Oumar	34 ans	Imam adjoint de la mosquée de Kélindjan	La formation coranique traditionnelle	14 juin 2008 à son domicile à Kélindjan
Samassi Vakaramoko	53 ans	Imam de la mosquée de Kélindjan	La formation coranique traditionnelle	12 et 13 juin 2008 à son domicile à kélindjan
Sangaré Oumar	24 ans	Talibé	La formation coranique traditionnelle	13 juin 2008 à son domicile à Kélindjan

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- A l'Est : Bondoukou et Bouna
  - ✓ Ville de Bondoukou

Nom et prénom	Age	Fonctions	Thème de l'entretien	Date et lieu de l'entretien
Bamba Amadou	27 ans	Talibé	La formation coranique traditionnelle	16 avril 2008 à son domicile à Labaya
Bamba Motala	27 ans	Talibé	La formation coranique traditionnelle	16 avril 2008 à son domicile à Labaya
Camara Akilou	43 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	16 avril 2008 à son domicile à Labaya
Camara Koudous	25 ans	Enseignant à l'EPV El Baniteim	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	14 avril 2008 à l'EPV El Baniteim de Dozonsso
Gbané Oumar	38 ans	Talibé	La formation coranique traditionnelle	17 avril 2008 à son domicile à Labaya
Kamagaté Amadou	55 ans	Marabout	''	12, 13 et 21 avril 2008 à son domicile à Kamagaya
Kamagaté Malick Almam	87 ans	Chef des notables de Kamagaya	L'Imamat à Bondoukou	21 avril 2008 à son domicile à Kamagaya
Ouattara Aleh	69 ans	''	Les Wella et la formation islamique	13 avril 2008 son domicile à Wellasso
Ouattara Babou	43 ans	Directeur de l'EPV El Falah	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	14 avril 2008 à l'EPV El Falah de Kardioulasso
Ouattara Fétigué	75 ans	Chef des notables de Koko	Le regard sur la communauté musulmane et la formation islamique	24 avril 2008 à son domicile à Koko

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Ouattara Mahama	39 ans	Enseignant d'arabe à l'EPV El Falah	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	24 avril 2008 à son domicile à Koko
Ouattara Yaya	35 ans	Enseignant d'arabe à l'EPV El Baniteim	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	14 avril 2008 à l'EPV El Baniteim de Donzonsso
Ouattara Zoumana	46 ans	Conseiller pédagogique à l'IEP 1	Le projet du COPEB	15 avril 2008 à l'IEP1 au Quartier Lycée
Pangni Toa Jean Baptiste	41 ans	Directeur de l'EPV El Baniteim	La coordination des cours franco arabes	17 avril 2008 à l'EPV El Baniteim de Dozonsso
Timité Amadou Koudous	53 ans	Directeur de l'EPV El Baniteim	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	17 avril 2008 à l'EPV El Baniteim de Dozonsso
Timité Mohamed Kolonga	71 ans	Imam intérimaire de la grande mosquée	La famille Timité et la diffusion du savoir islamique	13 et 21 avril 2008 à son domicile à Imamso

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

✓ Ville de Bouna

Nom et prénom	**Age**	**Fonctions**	**Thème de l'entretien**	**Date et lieu de l'entretien**
Camara Abdigata	62 ans	Ménagère – Représentante des femmes de Camarasso	La femme et la formation coranique traditionnelle	30 avril 2008 à son domicile à Camarasso
Camara Abdoul Razak	53 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	29 et 30 avril 2008 à son domicile à Camarasso
Camara Alidou	37 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	30 avril 2008 à son domicile à Camarasso
Camara Ansar	38 ans	Enseignant coranique à la	Voir Questionnaire :	02 mai 2008 à la medersa Tawiya I. au quartier

		medersa Tawiya Islamiya	Q1 (Annexe 14)	Nitrois
Camara Dabila	81 ans	Grouwa ou Chef des notables	La formation coranique traditionnelle	29 avril 2008 à son domicile à Camarasso
Camara Drissa	44 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	01 mai 2008 à son domicile à Camarasso
Camara Mariam	43 ans	Ménagère	La femme musulmane et la formation coranique traditionnelle	30 avril 2008 à son domicile à Camarasso
Camara Soualio	30 ans	Talibé	La formation coranique traditionnelle	30 avril 2008 à son domicile à Camarasso
Cissé Amadou	49 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	28 et 29 avril 2008 à son domicile à Cissesso (Imamso)
Cissé Fatoumata	77 ans	Ménagère	La femme musulmane et la formation coranique traditionnelle	30 avril 2008 à son domicile à Camarasso
Cissé Ibrahim	46 ans	Imam de la grande mosquée	La formation coranique traditionnelle	28 et 29 avril 2008 à son domicile à Cissesso (Imamso)
Diabagaté Abdoulaye	75 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	29 avril 2008 à son domicile à Kardioulasso
Diabagaté Issiaka	33 ans	Marabout	La formation coranique traditionnelle	29 avril 2008 à son domicile à Kardioulasso
Diabagaté Kassoum	64 ans	Cultivateur	La formation coranique traditionnelle	29 avril 2008 à son domicile à Kardioulasso

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Sanogo Touahirou	36 ans	Directeur de la medersa Tawiya islamiya	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	02 mai 2008 à la medersa Tawiya I. au quartier Nitrois
Traoré Oumar	36 ans	Enseignant coranique	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	02 mai 2008 à la medersa Tawiya I. au quartier Nitrois

- A l'Ouest : Man
  - ✓ Man

Nom et prénom	**Age**	**Fonctions**	**Thème de l'entretien**	**Date et lieu de l'entretien**
Bakayoko Lanciné	37	Directeur d'étude de la medersa Tarbia Islamiyya	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	21 septembre 2007 au siège du Centre d'Etude et de Recherche Islamique de Côte d'Ivoire de Dioulabougou
Diabaté Kalilou	55 ans	Conseiller Pédagogique du Groupe Scolaire Libreville 1	L'impact du conflit armé sur le système éducatif	21 et 25 septembre 2007 au Groupe Scolaire Libreville 1 – Quartier Libreville
Koné Aboubacar	47 ans	Imam et Président de la LIPCI	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	21 septembre 2007 au siège du Centre d'Etude et de Recherche Islamique
Ouattara Yacouba	46 ans	Inspecteur de l'IEP 2 de Man	L'impact du conflit armé sur le système éducatif	20 septembre 2007 à l'IEP 2 – Quartier Commerce
Sangaré Brama	39 ans	Administrateur de l'ONG REMCI	Le REMCI et les medersas de Man	21 septembre 2007 au siège du Centre d'Etude et de Recherche Islamique
Sidibé Ousmane	32 ans	Directeur d'étude de la medersa Dar al Coran wal hadis	Voir Questionnaire : Q1 (Annexe 14)	23 septembre 2007 à Dar al Coran wal hadis à Zérégouiné

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

2) Sources écrites

- **Archives classées**
  - Archives Nationales de Côte d'Ivoire

3EE Affaires musulmanes et cultes

CTP	Côte CTP	Lieu Géographique	Analyses
X-35-30	3EE 1	Cercle de Kong, région du Baoulé, Cercle de Bondoukou	1. Renseignements sur l'organisation du personnel administratif indigène à la côte d'Ivoire et dépendance (pays de régions islamique), 1902. 2. Correspondance relative à la politique musulmane, 1903-1915.
XVII-22-5	3EE 1	Cercle de Touba, subdivision de Touba	3. Transmission d'une dépêche de ministres des colonies relative au pèlerinage à la Mecque, 1919.
XVI-11-5	3EE 1	Cercle du Baoulé	
XIV-31-28	3EE 2	Colonie de la Côte d'Ivoire	1. Notes, rapports, circulaires reçus au cabinet du gouvernement au sujet de la situation de l'Islam en côte d'Ivoire, 1906-1912. 2. Circulaire, correspondance au sujet de l'envoi d'un programme d'enquête sur l'Islam en côte d'ivoire, 1913-1923.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

XIV-37-28	3EE 2	Colonie de la Côte d'Ivoire	3. Rapport sur la situation de l'Islam, 1906.
XIV-37-28	3EE 2	Cercle de Bondoukou	4. Rapport sur l'Islamisme dans le district de Mankono, 1907.
XIV-34-28	3EE 2	Région de Kong Cercle de Séguéla	5. Rapport sur l'Islamisme dans la région de Kong, 1908, 1910.
XIV-37-28	3EE 2	Région de Kong	6. Rapport sur un prétendu mouvement d'agitation religieuse, 1908. 7. Rapport sur la situation de l'Islam dans le cercle, 1908, 1911.
XIV-37-28	3EE 2	Cercle de Korhogo	8. Rapport sur l'Islam, 1908.
XIV-37-28	3EE 2	Cercle de Korhogo	9. Rapport sur l'Islam dans le Cercle, 1914 (chez les dioulas).
XIV-37-28	3EE 2	Cercle de Korhogo, Poste d'Odienné	10. Rapport sur l'Islam dans le Cercle, 1914.
XIV-37-27	3EE 2	Cercle du Ouorodougou	11. Rapport sur l'Islam dans le Cercle, 1914.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

XIV-37-28 XIV-37-27	3EE 2 3EE 2	Cercle des Tagouanas Cercle de Tabou	
XIII-15-2/30 XI-13-3 XIII-45-2/36	3EE 3	Cercle de Korhogo, Mankono Cabinet du gouvernement	1. Correspondance relative au développement de l'Islam et des écoles coraniques, 1906-1929. 2. Statistique des écoles coraniques, 1907-1929.
XIV-44-6 XIV-37-26	3EE 4 3EE 4	Colonie de la côte d'Ivoire Cabinet du gouvernement	1. Correspondance relative à la construction d'une mosquée à Grand-Bassam, 1913-1916. 2. Arrêté décisions, circulaires et correspondance relatifs à la circulation et à la vente des documents en langue arabe dans le Cercle, 1921-1925.
VIII-9-381 IV-49-6	3EE 5 3EE 5	Haute Côte d'Ivoire Cercle de Kong, Circonscription de Séguéla. Cercle de Kong	1. Fiches de renseignements individuels devant servir à la surveillance politique et administrative des populations musulmanes. Fiches de renseignements des notables musulmans et chefs indigènes décédés, 1900-1915. 2. Fiches de renseignements sur les personnages religieux musulmans du Cercle, 1923 (LAC).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- **Archives non classées**

- Archives de l'Association des Enseignants Coraniques de Côte d'Ivoire (ASSOENCOCI)

- L'agrément ministériel de l'association
- Le statut et le règlement intérieur

- Archives de l'Association des Elèves et Etudiants Musulmans de Côte d'Ivoire (AEEMCI)

- Statut et règlements intérieurs
- Documents relatifs aux séminaires nationaux de formations islamiques organisées de 1979 à 1991

- Archives du Conseil National Islamique (CNI)

- Convention entre l'Etat et l'enseignement privé confessionnel islamique
- Conseil National Islamique (CNI), *Séminaire sur la problématique* de *l'école musulmane : Rapport final*, Abidjan, 19-20 mai 2001, 81p.

- Archives de quelques établissements confessionnels islamiques

- Collège Moderne Nadjate - Yopougon
- Ecole Confessionnelle Islamique Bakounadi – Marcory
- EPV Cissé Kamourou de Gagnoa
- Groupe scolaire confessionnel islamique Al Ansar – Port Bouët
- Groupe scolaire Iqra – Yopougon
- Lycée Ançarul Coran el karim wa Sunnah de Daloa
- Mission Islamique Nadjate – Yopougon
- Medersa Dar al Coran wa Hadith de Man
- Medersa Dar Hadith de Bouaké
- Nouvelle école franco arabe de Korhogo

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- Archives de l'Inspection de l'Enseignement Primaire de Bondoukou

- Rapports du Comité pour la Promotion de l'Education de Base (COPEB)

- Archives de l'Organisation des Etablissements d'Enseignement Confessionnel Islamique (OEECI)

- AEMA et OEECI, *Document du stage de formation pédagogique*, Abidjan, Août 1998, 23p.
- Idem, *Rapports des travaux du premier séminaire islamique de formation en administration scolaire et en pédagogie (SIFASP)*, Abidjan, mars 1995, 7p.
- OEECI, *Document du Congrès Constitutif de l'OEECI*, Abidjan, 06 décembre 1997, 20p.
- Le statut et le règlement intérieur
- Le programme de formation des établissements membres
- L'OEECI dans la presse écrite
- Rapport bilan des examens de fin d'année

- Archives du Réseau des Ecoles Madrassas en Côte d'Ivoire (REMCI)

- Atelier de formation des gérantes de cantines scolaires madrassas – Bouaké
- CNI – Bouaké : La contribution des associations musulmanes dans l'action humanitaire en période de crise, cas du CNI / Bouaké
- Etat du personnel enseignant et des élèves des madrassas de Bouaké ville
- Programme Atelier de formation / REMCI
- Rapport : Phase expérimentale de l'enseignement des CVC dans les écoles madrassas Dar El Hadith
- Rapport bilan des cantines scolaires des écoles madrassas (franco – arabe) de la ville de Bouaké (2004 – 2005)
- Rencontre du jeudi 03 mars 2005 à l'Ecole Dar El Hadith

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- Archives de l'Union des Enseignantes Coraniques de Côte d'Ivoire (UENCOCI)

- Le statut et le règlement intérieur

- Archives de l'Union des Ecoles Islamiques du Nord (UENI)

- Le statut et le règlement intérieur
- Rapport du séminaire de formation des enseignants coraniques organisé à Korhogo par l'ISESCO

- Archives de Ministères et de partenaires à l'éducation

- Ministère de l'Education Nationale, *Supervision des centres d'éducation non formelle pour l'année 2005 : Synthèse des missions*, Abidjan, 26 août 2005, 10p.
- Ministère de l'Education Nationale, *Rapport de l'atelier de réflexion sur les liens fonctionnels entre les écoles islamiques et l'école officielle en Côte d'Ivoire*, Abidjan, 14 mai 2008, 5p.
- Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, *Rapport d'activités de déparasitage de 30 écoles coraniques : Commune d'Abobo, Premier passage (du 10 au 11 août et du 16 au 17 août 2006)*, Abidjan, 4p.
- Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, *Rapport d'activités de visite médicale systématique de dépistage de 30 écoles coraniques : Commune d'Abobo*, Abidjan, 28 août 2006, 3p.
- Rapport d'Etat du Système Educatif National : *Elément d'analyse pour instruire une politique éducative nouvelle dans le contexte de l'EPT et du PRSP*, Banque Mondiale, septembre 2005, 150p.
- UNICEF, *Guide du maître : Les infections sexuellement transmissibles et le VIH/SIDA*, 8p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II- BIBLIOGRAPHIE

1) Instruments de travail

- BA (Hampaté Amadou), « La tradition vivante », in KI-ZERBO (Joseph) (dir), *Histoire générale de l'Afrique 1. Méthodologie et préhistoire africaine*, Paris, UNESCO, 1980, pp191-230.
- BEAUD (Michel), *L'art de la thèse*, Paris, La découverte, 2001, 195p.
- BIZIERE (J.M.) et VAYSSIERE (P.), *Histoire et historiens*, Paris, Hachette supérieure, 1995, 255p.
- BLOCH (Marc), *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1974, 167p.
- DIABATE (Henriette), *Le Sannvi, sources orales et histoire : Essai de méthodologie*, Abidjan, NEA, 1986, 188p.
- *Dictionnaire Universel*, Paris, 2ème éd. AUPELF-EDICEF, 1503p.
- *Encyclopedia Universalis*, Corpus 10, Paris, SA, 1994, 1084p.
- *Encyclopedia Universalis*, Corpus 12, Paris, SA, 1994, 1051p.
- KI-ZERBO (Joseph) (dir), *Histoire générale de l'Afrique 1. Méthodologie et préhistoire africaine*, Paris, UNESCO, 1980, 863p.
- N'DA (Paul), *Méthodologie de la recherche*, Abidjan, EDUCI, 2002, 135p.
- NOIRIEL (Gérard), *Qu'est-ce que l'histoire contemporaine ?* Paris, Hachette supérieure, 1998, 255p.
- POIRRIER (Philippe), *Aborder l'histoire*, Paris, Seuil, 2000, 96p.
- UNESCO, *La méthodologie de l'histoire de l'Afrique contemporaine : Documents de travail et compte rendu*, Paris, UNESCO, 1984, 226p.
- VANSINA (Jan), *De la tradition orale : Essai de méthode historique*, Tervuren, Musée royal de l'Afrique Centrale, 1961, 179p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

2) Ouvrage généraux

- ALEM (Jean Pierre), *Le Proche Orient arabe*, Paris, PUF, 1964, 128p (Que sait-je ? : 0819).
- ANOUMA (René – Pierre), *Aux origines de la nation ivoirienne : 1893 – 1946*, 2 volumes, Paris, L'Harmattan, 2006, 641p.
- BAULIN (Jacques), *La politique africaine d'Houphouët*, Paris, Eurafor-Presse, 1980, 215p.
- BAULIN (Jacques)**,** *La politique intérieure d'Houphouët*, Paris, Eurafor-Presse, 1982, 255p.
- BINGER (Louis Gustave), *Du Niger au Golfe de Guinée par le pays de Kong et le Mossi*, Paris, Hachette, 1892, 416p.
- CISSE (Cheick Chikouna), *Migrations et mise en valeur de la Basse Côte d'Ivoire (1920 – 1960) : Etude d'une dynamique régionale de mobilité de la main d'œuvre*, Thèse unique de Doctorat, Université de Côte d'Ivoire, UFR : SHS, Histoire, Abidjan, 2008, 791p.
- CONSTANTIN (François), « Les relations politiques arabo-africaines contemporaines », in *Mémoire du CERMAA*, Paris, 1979, pp305-332.
- COQUERY (Vidrovitch Catherine), *L'Afrique occidentale du temps des français colonisateurs et colonisés 1860-1960*, Paris, La découverte, 1992, 460p.
- COTTEN (M.), col. Lamine DIABATE, « Odienné, deux siècles d'histoire », s.l, s.d, pp19-24.
- DADIE (Bernard), *Carnet de prison*, Abidjan, CEDA, 1984, 353p.
- DESCHAMPS (Hubert), *Les religions de l'Afrique noire*, Paris, PUF, 1970, 128p (Que sait-je ?:529).
- DIABATE (Henriette) (dir), *Mémorial de la Côte d'Ivoire : Les fondements de la nation ivoirienne*, tome 1, Abidjan, Ami, 1987, 290p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- DOMINICE (Pierre), *L'histoire de vie comme processus de formation*, Paris, Harmattan, 1990, 185p.
- EKANZA (Simon Pierre), *Côte d'Ivoire : Terre de convergence et d'accueil (XV^{è} et XIX^{è} siècle)*, Abidjan, CERAP, 2006, 119p.
- EKANZA (Simon Pierre), *Côte d'Ivoire : De l'ethnie à la nation, une histoire à bâtir* …, Abidjan, CERAP, 2007, 88p.
- GAUTHIER (André), *Le Monde depuis 1945*, Rosny, Bréal, 1993, 544p.
- GBAGBO (Laurent), *Côte d'Ivoire, économie et société à la veille de l'indépendance (1940 – 1960)*, Paris, L'Harmattan, 212p.
- FOFANA (Sindou), *Peuplement et civilisation Mandé dans la région de Mankono : Cas du groupe Koya, des origines à 1943*, Mémoire de Maîtrise, Université de Côte d'Ivoire, UFR : SHS, Histoire, Abidjan, 1987, 165p.
- JEUSSET (Gwenolé) et DENIEL (Raymond), *Ami de Dieu et notre ami : El Hadj Boubacar G. Sakho*, Abidjan, INADES, 1986, 92p.
- KODJO (Niamkey Georges), « Le royaume de Kong. Des origines à 1898 », in *Annale de l'Université d'Abidjan – Histoire*, Tome XIV, 1986, pp119-131.
- KODJO (Niamkey Georges), *Le Royaume de Kong (Côte d'Ivoire), des origines à la fin du XIX^{ème} siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006, 359p.
- KOUASSI (Yao), *La justice indigène en Côte d'Ivoire (1893 – 1924)*, Mémoire de Maîtrise, Université de Cocody – Abidjan, Faculté d'Histoire, Abidjan, s.d., 276p.
- LOUCOU (Jean Noel), *Histoire de la Côte d'Ivoire. 1. La formation des peuples*, Abidjan, CEDA, 1984, 208p.
- MIRAN (Marie), « Les milles et une vies d'El Hadj G. Boubakar Sakho, le sage de Treichville (1903-1997 », in *Les orientalistes sont des aventuriers, Guirlande offerte à Joseph Tubiana par ses élèves et ses amis*, Saint Maur, Edition Sépia, Bibliothèque Pereisc, 1998, pp267-272.
- PERSON (Yves), *Samory, Une révolution Dyula*, Tome 1, Dakar, Mémoire de l'IFAN, 1968, 600p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- PERSON (Yves), *Samory : La renaissance de l'empire mandingue XIXè siècle*, Abidjan, NEA, 1976, 171p.
- PERSON (Yves), « Samory, construction et chute d'un empire », in *Les africains*, Tome 1, Paris, éd. J. A., 1977, pp251-285 ;
- TERRAY (Emmanuel), *Une histoire du royaume Abron du Gyaman : Des origines à la conquête coloniale*, Paris, Karthala, 1995, 1058.
- TAUXIER (Louis), *Les Etats de Kong (Côte d'Ivoire)*, Paris, Karthala, 2003, 256p.
- TOYNBEE (Arnold J.), *Afrique arabe, Afrique noire*, Paris, Sindbad, 1972, 149p.
- UNESCO, *Les relations historiques et socioculturelles entre l'Afrique et le monde arabe de 1935 à nos jours*, colloque de l'Unesco, Paris, 1984, 222p.
- VERNIERE (Marc), *Monographie du centre semi urbain d'Anyama (Côte d'Ivoire), Tome1 : Le milieu et les hommes*, Abidjan, ORSTOM, 1966, 120p.
- YAO BI (Ernest Gnagoran), *Côte d'Ivoire : Un siècle de catholicisme*, Abidjan, CERAP, 2009, 175p.

3) Ouvrages spécifiques

- **Travaux sur l'islam (Généralité)**

- ABIALI (P.M.), « Korékipra, un village bété islamisé à 65% », in *Fraternité Matin*, mercredi 6 juillet 1988, pp10.
- Afrique Contemporaine, « Islam, Naissance de l'organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture », in *La documentation française Afrique contemporaine*, Paris, n°121, mai-juin 1982, pp35.
- ARNALDEZ (Roger), *L'Islam*, Paris, Desclée- Novalis, 1998, 206p.
- ARNALDEZ (Roger), *Les sciences coraniques : Grammaire, droit, théologie et mystique*, Paris, Vrin, 2005, 288p.
- AUDOUIN (Jean) et DENIEL (Raymond), *L'Islam en Haute Volta à l'époque coloniale*, Abidjan, INADES, 1978, 131p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- BAKAYOKO (Laman), « Pèlerinage à la Mecque : Pour l'octroi des visas, trois fonctionnaires saoudiens sont arrivés à Abidjan », in *Fraternité Matin*, mardi 28 juin 1988, pp3.
- BALTA (Paul), *L'Islam dans le monde*, Paris, Le monde, 1991, 384p.
- BAMBA (Fatoumata), *L'Islam dans la région des lagunes : 1913 à la fin des années 70*, Mémoire de Maîtrise, Université de Côte d'Ivoire, UFR : SHS, Histoire, Abidjan, 2004, 139p.
- BAMBA (Mamadou), *L'histoire des communautés confériques en Côte d'Ivoire, entre autonomie et dépendance de 1920 à 1963*, Mémoire de Maîtrise, Université de Côte d'Ivoire, UFR : SHS, Histoire, Abidjan, 2003, 137p.
- BAMBA (Mamadou), *La communauté musulmane et les mutations sociales et politiques en Côte d'Ivoire de 1946 à 1999*, Thèse unique de Doctorat, Université de Côte d'Ivoire, UFR : SHS, Histoire, 2008, 583p.
- BAMMATE (Haidar), *Apport des musulmans à la civilisation*, éd. Tawhid, Lyon, 1998, 109p.
- BAYARD (Jean Pierre), *Les talismans***,** Paris, TCHOU, 1976, 300p.
- BINATE (Issouf), *Le circuit de la formation des arabisants de Côte d'Ivoire : 1945 à la fin des années 70*, Mémoire de Maîtrise, Université de Côte d'Ivoire, UFR : SHS, Histoire, Abidjan, 2005, 127p.
- BOUBRIK (Rahal), « Processus de formation d'une confrérie saharienne », in *Lettre d'information*, n°15, avril 1995, pp48-54.
- BOUBRIK (Rahal), « Quand les saints font les villages, stratégie d'autonomie religieuse et sociale d'un homme de religion : At-turâd W. Abbâs (M. 1947) », in *Islam et Sociétés au Sud du Sahara*, n°14-15, 2001, pp129-149.
- CARRE (Olivier), *L'Islam et l'Etat dans le monde d'aujourd'hui*, Paris, PUF, 1982, 270p.
- CONSTANTIN (François) et COULON (Christian), « Au Sud du Sahara : renouveau de l'islam ou relecture de l'islam ? », in *Politique africaine*, n°04, novembre 1981, pp3-6.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- COULIBALY (S. Voltaire), « UPISCI – Ansorylaye : Une nouvelle association islamique est née », in *Soir Info*, n°644, vendredi 20 septembre 1996, pp9.
- COULON (Christian), *Les musulmans et le pouvoir en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1983, 183p.
- COULON (Christian), *Le marabout et le prince : Islam et pouvoir au Sénégal*, Paris, A. Pédoue, 1981, 319p.
- CUOQ (Joseph M.), *Les musulmans en Afrique*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1975, 522p.
- DELCAMBRE (Anne Marie), *L'Islam*, Paris, La découverte, 1990, 122p.
- DELVAL (Raymond), *Les musulmans d'Abidjan*, Paris, CHEAM n°10, 1980, 107p.
- DIABATE (Adama), « Les premiers pèlerins sont arrivés mercredi dernier », in *Fraternité Matin*, vendredi 14 septembre 1984, pp5.
- DIALLO (Hamidou), « Le foyer de Woro-Saba au Jelgooji (Burkina Faso) et la quête d'une suprématie islamique (1858-2000) » in GOMEZ-PEREZ (Muriel) (dir), *L'islam politique au sud du Sahara*, Paris, Karthala, pp495-416.
- DIAROUKOU (Sangho), « Une mosquée vieille de 205 ans à Tengrela », in *Fraternité Matin*, samedi 5-dimanche 6 janvier 1985, pp18.
- EINAS (Hamed), « Banques islamiques et sociétés islamiques d'investissements », in *Politique africaine*, n°66, juin 1997, pp39-48.
- GALILOU (Abdoulaye), « The graduates of Islamic universities in Benin: A modern elite seeking social, Religious and political recognition", in BIERSCHENK (Thomas) et STAUTH (Georg) (dir), *Yearbook of the sociology of islam, ''Islam in Africa'', vol.4*, 2003, pp129-146.
- EL HADJ Hamed Tidiani Ba Le Mufti, *L'homme et l'érudit*, Abidjan, CEDA, 2000, 178p.
- El Hadj Mamadou Coulibaly, *Le pèlerinage à la Mecque, Journal de voyage*, Abidjan, Impression Offset, 1973, 48p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- FOFANA (Lemassou), *Côte d'Ivoire, Islam et Société : Contribution des musulmans à l'édification de la nation ivoirienne (XIe-XXe siècle*), Abidjan, CERAP, 2007, 154p.
- FREMEAUX (Jacques), *La France et l'Islam depuis 1789*, Paris, PUF, 1991, 291p.
- FROELICH (Jean Claude), *Les musulmans d'Afrique noire*, Paris, L'Orante, 1962, 406p.
- GOMEZ (Perez Muriel), *Le mouvement réformiste musulman au Sénégal (1953 – 1960)*, Université de Paris VII, DEA d'Histoire, 1991, 66p.
- GOMEZ-PEREZ (Muriel), « Un mouvement culturel vers l'indépendance. Le réformisme musulman au Sénégal (1956 – 1960) », in David ROBINSON et Jean Louis TRIAUD (éd.), *Le temps des marabouts, Itinéraires et stratégies islamiques en Afrique Occidentale Française, 1880 – 1960*, Paris, Karthala, pp521-538.
- GRESH (Alain), « L'Arabie Saoudite en Afrique » in *Politique africaine*, n°10, juin 1983, pp55-74.
- GRITTI (Robert), « Fondamentalisme et pluralisme dans les sociétés musulmanes contemporaines » in PIGA Adriana (dir), *Islam et villes en Afrique au sud du Sahara*, Paris, Karthala, pp65-81.
- GUOLO (Renzo), « Le fondamentalisme islamique : Radicalisme et néo traditionalisme » in PIGA Adriana (dir), *Islam et villes en Afrique au sud du Sahara*, Paris, Karthala, pp57-64.
- HAIDARA (Ibrahim), *L'Islam en Côte d'Ivoire et les pèlerins ivoiriens* T1, Thèse de doctorat d'Etat, ès lettres et sciences humaines, Paris, 1986, 365p.
- KANE (Ousmane), *Intellectuels non europhones*, Dakar, CODESRIA, 2003, 71p.
- KANE (Ousmane) et TRIAUD (Jean Louis), *Islam et islamisme au sud du Sahara*, Paris, Karthala, 1998, 331p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- KEITA (Lassina), « Boikary Fofana digest », in *24 Heures*, n°1371, p5, 30 octobre 2006.
- KEITA (Oumar Sékou), *L'islam à Treichville des années 1917 à 1954*, Mémoire de Maîtrise, Université de Côte d'Ivoire, UFR : SHS, Histoire, Abidjan, 2004, 131p.
- KONE (Drissa), *Les arabisants et la diffusion de l'Islam en Côte d'Ivoire de 1945 à 1993*, Mémoire de Maîtrise, Université de Côte d'Ivoire, UFR : SHS, Histoire, Abidjan, 2004, 112p.
- KUCZYNSKI (Liliane), *Les marabouts africains à Paris*, Paris, CNRS édition, 2002, 435p.
- KWAKU (J.P.) et KOUASSI (J.P.), « Social : L'institut islamique libanaise offre un million de francs aux handicapés », in *Fraternité Matin*, mardi 04 août 1981.
- LAUNAY (Robert), « Des infidèles d'un autre type : Les réponses au pouvoir colonial dans une communauté musulmane de Côte d'Ivoire », in David ROBINSON et Jean Louis TRIAUD (éd.), *Le temps des marabouts : Itinéraires et stratégies islamiques en Afrique occidentale française (1880 – 1960)*, Paris, Kathala, 1997, pp415-430.
- LAUNAY (Robert) et MIRAN (Marie), « Beyond mande mory : Islam and ethnicity in Côte d'Ivoire", in *Paideuma*, n°46, 2000, pp63-84.
- LEBLANC (Marie Nathalie), « Hadj et changements identitaires : Les jeunes musulmans d'Abidjan et de Bouaké en Côte d'Ivoire dans les années 1990 », in *L'islam politique au Sud du Sahara*, Paris, Karthala, 2005, pp131-159.
- LEWIS (Bernard), *L'Islam d'hier à aujourd'hui*, Paris, Payot, 1994, 422p.
- MIRAN (Marie), « Vers un prosélytisme islamique en Afrique noire » in *Autrepart*, n°522, 2000, pp139-160.
- MAACHOU (Abdelkader), *L'OPAEP et le pétrole arabe*, Paris, Berger-Levrault, 1982, 197p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- MANTRAN (Robert), *Les grandes dates de l'Islam*, Paris, Librairie Larousse, 1996, 287p.
- MARTY (Paul), *Etude sur l'Islam en Côte d'Ivoire*, Paris, éd. Ernest Leroux, 1922, 457p.
- MIRAN (Marie), *L'islam en mégapole : itinéraires, stratégies des communautés musulmanes d'Abidjan en Côte d'Ivoire 1960-1993*, SOAS University of London, 2001,534p.
- MIRAN (Marie), « D'Abidjan à Porto Novo : Associations islamiques, culture religieuse réformiste et transnationalisme sur la côte de Guinée », in FOURCHARD (L.), MERY (A.) et OTAYEK (R.) (dir), *Entreprises religieuses transnationales en Afrique de l'ouest*, Paris, IFRA Ibadan, Karthala, pp43-72.
- MIRAN (Marie), « La tijaniyya à Abidjan, entre désuétude et renaissance ? ou, l'œuvre moderniste d'El Hadj Ahmed Tidiani Bâ, Cheikh tijani réformiste en Côte d'Ivoire contemporaine », in TRIAUD (J.L.) et ROBINSON (D.) (dir), *La tijaniyya en Afrique subsaharienne. Une confrérie à la conquête de l'Afrique*, Paris, Karthala, 2000, pp439-467.
- MIRAN (Marie), « ''La lumière de l'islam vient de Côte d'Ivoire'' : Le dynamisme de l'islam ivoirien sur la scène ouest africaine et internationale », (A paraître en 2006 dans *Revue canadienne des études africaines*).
- MIRAN (Marie), *Islam, histoire et modernité en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 2006, 558p.
- MONTEIL (Vincent), *L'Islam noire*, Paris, Seuil, 1964, 368p.
- MONTEIL (Vincent), *L'islam noir : Une religion à la conquête de l'Afrique*, Paris, Seuil, 1980, 468p.
- MONTEIL (Vincent), *Les arabes*, Paris, PUF, 1959, 128p (Que sais-je ? : 0722).
- MUHAMMAD (Hamidullah), *Le prophète de l'lslam*, TII, Paris, éd. AEIF, 1989, 1067p.
- NAAOUSH (Sabah), « Aides arabes au développement de l'Afrique », in *D+C Développement et Coopération*, n°1, 1993, pp20-22.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- NASR (Seyyed Hossein), *L'Islam traditionnelle face au monde moderne*, Lausanne : L'âge d'homme, 1993, 255p.
- NICOLAS (Guy), « Sociétés africaines, Monde arabe et culture islamique », in *Mémoire du CERMAA*, Paris, 1979, pp333-343.
- NICOLAS (Guy), *Dynamique de l'islam au sud du Sahara*, Paris, Publication orientaliste de France, 1981, 335p.
- OTAYEK (René), *Le radicalisme islamique au Sud du Sahara : Da'wa, arabisation et critique de l'occident*, Paris, Karthala, 1993, 264p.
- OUATTARA (Dabila), *L'Imam Mahama Timité « Koudouss » de Bondoukou (Vie et œuvre)*, Abidjan, Imprimerie Delta Service Plus, s.d, 131p.
- PERSON (Yves), «Tradition musulmane et tradition africaine dans la société malinké », in *Mémoire du CERMAA*, Paris, 1979, pp96-119.
- ROBINSON (David) et TRIAUD (Jean Louis), *Le temps des marabouts : itinéraires et stratégies islamiques en Afrique occidentale française V 1880-1960*, Paris, Karthala, 1997, 583p.
- SAVADOGO (Boukary M.), *Confrérie et pouvoirs : La tijjaniyya hamawiyya en Afrique occidentale (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger) : 1909-1965*, Thèse de Doctorat, (dir) Pr. TRIAUD (Jean Louis), mars 1998, Université de Provence (Aix-Marseille).
- SAVADOGO (Boukary M.), « La communauté ''Yacouba Sylla'' et ses relations avec la tijâniyya hamawiyya », in TRIAUD (J.L.) et ROBINSON (David) (dir), *La tijaniyya en Afrique subsaharienne. Une confrérie à la conquête de l'Afrique*, Paris, Karthala, 2000, pp269-287.
- SAVADOGO (Boukary M.), « L'intervention des associations musulmanes dans le champ politique en Côte d'Ivoire depuis 1990 », in *L'islam politique au Sud du Sahara*, Paris, Karthala, 2005, pp583-601.
- SEHE (Sibih), *Rappel historique de la sunna en Côte d'Ivoire*, Abidjan, juillet 1996, 100p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- SEWA (R. Clovis), « Attécoubé : La première mosquée inaugurée vendredi », in *Ivoir'Soir*, 27 juillet 1984.
- SIDIBE (Ladji), « AMOP : M.COMARA de nouveau à la barre pour cinq ans », in *Fraternité Matin*, vendredi 4 mars 1981, pp4.
- SIDIBE (Ladji), « Un cheick marocain dans nos murs », in *Fraternité Matin*, lundi 22 janvier 1993, pp3.
- SIDIBE (Ladji), « Ligue islamique des prédicateurs : Un vent nouveau », in *Fraternité Matin*, vendredi 06 mars 1992, pp4.
- SOW (Yaya), « Conseil National Islamique : El Hadj Drissa Koné, nouveau président », in *Fraternité Matin*, 11 janvier 1993.
- SOW (Yaya), « Les droits de la femme musulmane existent », in *Fraternité Matin*, 09 mars 1993.
- STAMER (Joseph), *L'Islam en Afrique au Sud du Sahara*, Konigstein : Aide à l'église en détresse, 1996, 154p.
- SYLLA (Alaman), *L'islam dans les lieux de détresse : Les cas du centre Marchoux, du CHU de Treichville et de la MACA (1922-1998)*, Mémoire de Maîtrise, Université de Cocody - Abidjan (Côte d'Ivoire), UFR : SHS, Histoire, Abidjan, 2005, 131p.
- TEISSIER (Henri), « Nouveau courants dans l'islam », in *Etudes*, Vols 376, n°04, avril 1992, pp447-456.
- TIESSE (Cyprien), « Coopération financière : la banque islamique de développement va financer des projets ivoiriens » in *Fraternité Matin*, n°11175, 05 février 2002, pp15.
- TRAORE (Alioune), *Islam et colonisation en Afrique : Cheickh Hamahoullah, homme de foi et résistant*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1983, 278p.
- TRAORE (Bakary), « Islam et politique à Bobo-dioulasso de 1940 à 2002 » in Muriel GOMEZ-PEREZ (dir*), L'islam politique au Sud du Sahara*, Paris, Karthala, pp417-448.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- TRAORE (Bakary), « Al-Hajj Marhaba Saganogho (1891-1981). La quête de positionnement d'un lettré musulman à Bobodioulasso », in Odile GOERG et Anna PONDOPOULO (dir), *Islam et sociétés en Afrique subsaharienne à l'épreuve de l'histoire. Un parcours en compagnie de Jean Louis Triaud*, Paris, Karthala, 2012, pp237-267.
- TRIAUD (Jean Louis), « Ligne de force de la pénétration islamique en Côte d'Ivoire » in *Revue des études islamiques*, XLII, Librairie orientale Paul Guethner, Paris, 1974, p123-160.
- TRIAUD (Jean-Louis), « La question musulmane en Côte d'Ivoire (1893-1939) », *Revue française d'Histoire d'outre-mer*, tome LXI, n° 225, 1974, pp542-571.
- TRIAUD (Jean Louis), « Le mouvement réformiste en Afrique de l'ouest dans les années 50 », in *Mémoire du CERMAA*, Paris, 1979, pp195-212.
- VERNIERE (Marc), « Anyama : Etude de la population et du commerce kolatier », in *Cahier ORSTOM*, série sciences humaines, vol. VI, n°1, 1969.
- VUARIN (Roger), « L'enjeu de la misère pour l'islam sénégalais », in *Revue Tiers Mondes*, Vol. 31, n°123, septembre 1990, pp601-622.

- **Travaux sur l'éducation (Généralité)**

- DESALMAND (Paul), *Histoire de l'éducation en Côte d'Ivoire : Des origines à la Conférence de Brazzaville*, Abidjan, CEDA, 1983, 456p.
- DESALMAND (Paul), *Histoire de l'éducation en Côte d'Ivoire : De la conférence à Brazzaville à 1984*, Abidjan, CERAP, 2004, 589p.
- GOH (Olivier), *Les établissements privés confessionnels et le développement de l'enseignement en Côte d'Ivoire (1960-1990)*, Mémoire Maîtrise, Université de Côte d'Ivoire, UFR : SHS, Histoire, Abidjan, 2007, 147p.
- FADIGA (Kanvaly), *Stratégies africaines d'éducation et de développement autonome*, Abidjan, CEDA, 1988.
- KI-ZERBO (Joseph), *Eduquer ou périr*, Paris, Unicef, L'harmattan, 1990, 123p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- LANOUE (Eric), « Le temps des missionnaires n'est plus ! Le devenir post colonial de l'enseignement catholique en Côte d'Ivoire, 1958 – 2000 », in *Cahiers d'études africaines*, Vol. XLIII, n° 169-170, 2003, pp99-120.
- LANOUE (Eric), « Ecole catholique et décolonisation ecclésiastique : Socio-histoire d'une controverse sous la 1ère République de Côte d'Ivoire », in *Archives de sciences sociales des religions*, n°128, oct.-déc. 2004, pp5-21.
- LANOUE (ERIC), *L'école catholique en Côte d'Ivoire, 1945 – 2005 : Politique, religion et fait scolaire en Afrique*, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 2006, 401p.
- POHOR (Rubin), *Ecole et développement*, Abidjan, édition UCAO, 2007, 315p.
- PROTEAU (Laurence), *Passions scolaires en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 2002, 385p.
- RITIMO, De Jomtien à Dakar, *Education pour tous*, Paris, RITIMO, 2000, 24p.
- UNESCO, *Education de base et éducation coranique au Sénégal*, Dakar, Bureau Régional d'Education pour l'Afrique (BREDA), série n°10, 1995, 24p.
- UNESCO, *Education pour tous : Le monde est-il sur la bonne voie ?* Paris, Unesco, 2002, 21p.

- **Travaux sur l'enseignement islamique**

- BAHRI (Jalal), « Le lycée de Rekada. Une filière de formation pour les arabisants d'Afrique noire en Tunisie », in OTAYEK (R.) (dir), *Le radicalisme islamique au sud du Sahara : Da'wa, arabisation et critique de l'occident*, Paris, Karthala, 1993, 264p.
- BAMBA (Haroun), « 2ème édition du concours ouest-africain de lecture du Coran : Le Coran magnifié », in *Islam Info*, n°095, du mercredi 22 août 2007, p6.
- BEN (Ismaël), « Centre islamique de coordination : Un lycée islamique bientôt à Bassam », in *Fraternité Matin*, mercredi 03 avril 1991, pp4.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- BINATE (Issouf), « L'éducation islamique au défi de l'évolution », in *Débats Courrier d'Afrique de l'Ouest*, n°46-47 juillet - août 2007, p51-56.
- BINATE (Issouf), « Anyama, un nouveau foyer d'enseignement islamique en Côte d'Ivoire », in *Islam et Sociétés au Sud du Sahara*, Paris, Les Indes savantes, vol.2, 2010, pp117-136.
- BINATE (Issouf), **«** L'enseignement islamique en Côte d'Ivoire : Débats et évolutions », in *Les lignes de Bouaké-La-Neuve*, vol.1, numéro 3, janvier 2012, pp213-239.
- BINATE (Mamadou), *Etat des lieux et stratégies d'accréditation / intégration du système d'enseignement islamique au système éducatif national*, Communication lors de l'atelier de réflexion sur les liens fonctionnels entre les écoles islamiques et l'école officielle en Côte d'Ivoire, Abidjan, 14 mai 2008, 7p.
- BRENNER (Louis), *Réflexion sur le savoir islamique en Afrique de l'ouest*, Bordeau, CEAN, 1985, 103p.
- BRENNER (Louis), *Controlling knowledge: Religion, power and schooling in a West African Muslim Society*, London, Hurst, 2000, 300p.
- C.M., « Examens du BEPC 2004 : Les épreuves écrites débutent ce matin », *Le Patriote*, n°1450 du mardi 06 juillet 2004, p6.
- CHANFI (Ahmed), « Tarîqa, Etat et enseignement islamique au Comores : Réseaux d'hier et d'aujourd'hui » in GOMEZ-PEREZ (Muriel) (dir), *L'islam politique au Sud du Sahara*, Paris, Karthala, pp49-68.
- CISSE (Anzoumana), « Baccalauréat 2003 : Les scientifiques rient, les littéraires pleurent », in *24 heures*, n°400 du mardi 08 juillet 2003, p6.
- CISSE (Anzoumana), entretien réalisé avec Konaté Aboubakar, « Enseignement confessionnel islamique : Que nos diplômes soient reconnus par l'Etat », in *24 heures*, n°697 du lundi 05 juillet 2004, p10.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- CISSE (Issa), « Les medersas au Burkina, l'aide arabe et la croissance d'un système d'enseignement arabo-islamique », in *Islam et Sociétés au Sud du Sahara*, 1990, n°4, pp57-72.
- CISSE (Seydou), *L'enseignement islamique en Afrique noire*, Paris, L'harmattan, 1992, 228p.
- CISSE (Sindou), « Enseignement confessionnel islamique : Les parents d'élèves demandent la reconnaissance des diplômes », in *Le Patriote*, n°1219, du mercredi 24 septembre 2005, p10.
- CISSE (Sindou), « Bac, CEPE, BEPC dans les écoles Franco-arabes : 1114 candidats affrontent les épreuves depuis hier », in *Le Patriote*, n°1450, du mardi 06 juillet 2004, p9.
- CISSE (Sindou), « Examens de fin d'année dans l'enseignement islamique : 1250 candidats au front », in *Nord-Sud*, n° 043, du 05 juillet 2005.
- D. S., « Examen : BEPC – Session 2005, 176 144 élèves affrontent les épreuves ce matin », in *Le Patriote*, n°1729 du mercredi 06 juillet 2005, p11.
- D. S., « Etablissements confessionnels islamiques : 1256 candidats ont pris part aux examens », in *Le Patriote*, n°1729 du mercredi 06 juillet 2005, p11.
- DJIDJE (Marie-Adèle), « Examens en arabe : 1417 élèves planchent », in *Fraternité Matin*, mardi 11 juillet 2006, p7.
- ENDA, *Soutien aux talibés garibous*, Dakar, ENDA, 2003, 87p.
- ESSIS (Jean-Baptiste), « Enseignement franco-arabe : Quel avenir pour ces sacrifiés de l'école laïque ? », in *Le Temps*, n°946, du vendredi 16 juin 2006, p8.
- FANE (N'Facoro), « Sabil Nadjah de Lakota : 40 ans au service de la science et de la religion », in *Islam Info*, n°085, du 13 au 19 juin 2007, p4.
- FORTIER (Corinne), « Une pédagogie coranique : Modes de transmission des savoirs islamiques (Mauritanie) », in *Cahiers d'études africaines*, XLIII (1-2), 169-170, 2003, pp235-260.
- GANDOLFI (Stefania), « L'enseignement islamique en Afrique noire » in *Cahiers d'études africaines*, XLIII, n° 169-170, 2003, pp261-277.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- GERARD (Etienne), « Les medersas : un élément de mutation des sociétés ouest africaines », in *Politique étrangère*, n°4, 1997, pp613-627.
- HAMADOU (Adama), « L'enseignement privé islamique dans le Nord-Cameroun », in *Islam et Sociétés au Sud du Sahara*, n°4, 1990, pp7-39.
- I. S. K., « Examens dans les établissements confessionnels islamiques : Treichville n'a pu participer », in *24 heures*, n°699 du mercredi 07 juillet 2004, p6.
- JORDAN (Philippe), *Les écoles coraniques marocaines, attentes du milieu et perspectives d'évolution*, Paris, Institut internationale de recherche et de formation, 1975, 59p.
- KEME (Brama), entretien réalisé avec Ba Ishaq : « Le Coran est la solution pour le musulman », in *Islam Info*, n°082 du mercredi 23 au mardi 29 mai 2007, p7.
- KOMARA (Mamadou), entretien réalisé avec Konaté Aboubakar S., « L'école confessionnelle islamique est l'affaire de tous les musulmans », in *Islam Info*, n°090 du mercredi 18 au mardi 24 juillet 2007, p9.
- M.D. : « Ecoles confessionnelles musulmanes : Une très lente mutation », in *Le Patriote*, n°1194, 2003.
- N.K. « Congrès constitutif de la FENAPEECI : Les parents des étudiants islamiques s'organisent », in *24 heures*, N°463 du lundi 22 septembre 2003, p5.
- OUATTARA (Bourahima), « Ecole coranique : Une journée dans les medersas », in *Le jour plus*, n°1182, du lundi 11 janvier 1999, pp6.
- SANANKOUA (Diarah Bintou), « Les écoles coraniques au Mali : Problèmes actuels », in *Revue Canadienne des Etudes Africaines*, 1985, Vol. 19, n°2, pp359-367.
- SANOGO (Abdoul-Bakary), « Ecoles françaises et coraniques : Pas d'incompatibilité », in *Ivoir'soir*, 5 janvier 1988.
- SANTERRE (Renaud), *Pédagogie musulmane d'Afrique noire : L'école coranique peule du Camérou*n, Montréal, PUM, 1973, 176p.
- SEDEL (Charlotte), *Les écoles coraniques dans le Nord de la Côte d'Ivoire (Région des Savanes)*, Abidjan, UNICEF, juin 2000, 39p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- SOW (Yaya), « Les écoles franco – arabe : A quoi servent elles ? », in *Fraternité Matin*, 12 février 1992.
- SOW (Yaya), « Les écoles franco – arabes : Une institution à réhabiliter », in *Fraternité Matin*, 12 février 1992.
- SOW (Yaya), « Education : Les recettes de l'islam », in *Fraternité Matin*, 04 septembre 1993.
- SYLLA (Youssouf), « Enquête : Le prix de la crédibilité », in *Le mensuel de l'éducation*, n°02, septembre 2006, pp35-37.
- SYLLA (Youssouf), « Les écoles Madrassa ou franco arabes : La longue marche », in *Le mensuel de l'éducation*, n°02, septembre 2006, pp36.
- SYLLA (Youssouf), entretien réalisé avec Koné Jakaria, « Nous allons harmoniser nos programmes », in *Le mensuel de l'éducation*, n°2, septembre 2006, p37.
- TRAORE Mamadou, *Education islamique en Côte d'Ivoire*, Abidjan, septembre 1990, 9p.
- WILKS (Ivor), « The transmission of Islamic learning in the Western Sudan », in J. Goody (éd.), *Literacy in Traditional Societies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1968, pp162-197.
- YALEKUE (Salif), « Visite de travail : SEMI chez Dar El Coran à Anyama », in *Islam Info*, n°084 du mercredi 06 juin 2007, p4.
- YACOUBA (Mory), « Le Réseau des Ecoles Madrassas en Côte d'Ivoire : Comment freiner l'élan du SIDA en milieu musulman », in *Islam Info*, n°162 du mercredi 10 au mardi 16 décembre 2008, p6.
- YAPO (Mayane), « Ecoles confessionnelles islamiques : Après Allah … l'instruction », in *Fraternité Matin* du 29 septembre 2005, p10.
- YAPO (Mayane), « Ecoles confessionnelles islamiques : Comment ça fonctionne ? », in *Fraternité Matin*, Spéciale éducation, jeudi 29 septembre 2005, p11.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Liste des Imams de la famille Timité de Bondoukou …….……55

Tableau 2 : Statistiques des écoles coraniques de la colonie de Côte d'Ivoire de 1916 à 1918 ……67

Tableau 3 : Statistiques des talibés de la colonie de Côte d'Ivoire (1916 – 1918)……75

Tableau 4: Répertoire des quelques ouvrages des bibliothèques ……93

Tableau 5 : Les marabouts hostiles à l'administration coloniale ……135

Tableau 6: Noms de quelques medersas ……...218

Tableau 7 : Emploi du temps d'une école franco arabe de Tiémé ……..…252

Tableau 8 : Liste de quelques élèves ayant reçu une bourse par le canal de Sy Moustapha Y…….280

Tableau 9 : Emploi du temps du CP1 (El Baniteim – Bondoukou) ….....348

Tableau 10: Taux de réussite au CEPE dans quelques établissements confessionnel islamiques ……..357

Tableau 11 : Récapitulatif des sessions d'examens organisés par l'OEECI ……401

Tableau 12 : Nombre de bourses d'études ayant transité par le CNI (1993-2005)……..402

Tableau 13 : Emploi du temps de *Dar al Coran al Karim*…….449

Tableau 14: Listes des huffaz de la 1ère promotion (1er juin 2003……..450

Tableau 15: Liste des huffaz de la 2ème promotion (28 août 2005)…….....450

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Archives du Conseil National Islamique (CNI)……..……...482

Annexe 2 : Décret portant sur l'enseignement religieux dans les établissements scolaires …….....887

Annexe 3 : Liste de quelques écoles franco arabes autorisées…….....492

Annexe 4 : Convention sur l'enseignement privé confessionnel islamique / catholique/protestant ……..……..498

Annexe 5 : Dossiers de demande d'autorisation de construire un établissement privé …….....506

Annexe 6 : Associations des écoles d'enseignement islamique……511

Annexe 7 : Documents privés de personnalités musulmanes ivoiriennes…..……589

Annexe 8 : Questionnaires d'enquêtes (Q1 et Q2) …….....602

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

TABLE DES MATIERES

DEDICACE

REMERCIEMENT

SOMMAIRE ……1

GLOSSAIRE ……..……..3

LISTE DES ABBREVIATIONS UTILISEES…….…….....8

INTRODUCTION ……..…….....12

1ère Partie : L'ENSEIGNEMENT CORANIQUE TRADITIONNEL EN COTE D'IVOIRE : UNE INSTITUTION COMMUNAUTAIRE D'EDUCATION ET DE FORMATION DES MUSULMANS (fin du XIXème siècle – décennie 1940) …44

CHAPITRE 1 : SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT CORANIQUE TRADITIONNEL EN COTE D'IVOIRE ……..…...46

I- LES FOYERS D'ENSEIGNEMENTS CORANIQUES TRADITIONNELS …….....46

1) Le Nord, zone de prédilection de la formation coranique……..…..…46

a- L'axe Odienné, Korhogo et Mankono ……..47

b- L'axe Bondoukou, Bouna et Kong ……...53

2) Le Sud, une faible présence des établissements coraniques ……...…59

II- LES ACTEURS DU SYSTEME EDUCATIF CORANIQUE TRADITIONNEL……67

1) Le marabout (karamoko)…….....67

2) Les apprenants……...…..73

a- Les talibés……..74

b- Les sèrès……..……..76

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE 2 : LA FORMATION CORANIQUE TRADITIONNELLE……...……79

I- LE CADRE STRUCTUREL ET ORGANISATIONNEL DE LA FORMATION……..……79

1) Les établissements……...……79

a- Les foyers permanents de la formation……..……80

b- Les foyers occasionnels de la formation……..……..84

2) Le matériel didactique……..…...88

II- L'ORGANISATION DE LA FORMATION CORANIQUE……...…96

1) L'instruction en sciences coraniques……..……96

a- La justification du choix du maître coranique……..…….96

b- Les différents cycles d'études……...…100

c- Les cérémonies de fin de cycles d'études……..……..112

2) L'initiation à la vie communautaire……..122

CHAPITRE 3 : LES DIFFICULTES DE FONCTIONNEMENT DU SYSTEME EDUCATIF CORANIQUE…….....128

I- L'ECOLE CORANIQUE ET L'ADMINISTRATION COLONIALE…….128

1) La surveillance des marabouts……..129

2) La méfiance de l'administration coloniale vis-à-vis des écoles coraniques : Le contrôle des ouvrages étudiés et l'opposition à l'ouverture des écoles……138

II- LE CUMUL DES FONCTIONS DU MAITRE CORANIQUE……143

1) Le karamoko – Imam……..……..144

2) Les autres domaines d'activités du maître…….....149

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

a- La fonction de thaumaturge…….....149
b- La fonction d'agriculteur…….....153
c- La fonction de commerçant……..…...156
III- LES LIMITES ORGANISATIONNELLES DE L'ENSEIGNEMENT CORANIQUE TRADITIONNEL……..……160
1) Les problèmes méthodologiques……..……160
2) L'autonomie des écoles coraniques……...……....164

2ème Partie : L'AVENEMENT DES MEDERSAS EN COTE D'IVOIRE : ENTRE CRISE INTRA COMMUNAUTAIRE ET REFORME DU SYSTEME EDUCATIF CORANIQUE (fin de la décennie 1940 à celle de 1980) ……....169

CHAPITRE 4 : LE CONTEXTE ET LES ACTEURS DE LA NAISSANCE DES MEDERSAS……..171

I- BOUAKE, POINT DE DEPART DU MOUVEMENT REFORMISTE…….....171
1) Du conflit intra communautaire dit des « bras croisés » ……..……172
a- Le premier conflit des « bras croisés »……172
b- Le second conflit des « bras croisés »……..178
2) … A l'ouverture de la première medersa……..180
II- LA DIFFUSION DES IDEAUX REFORMISTES AU RESTE DU PAYS : LE PROJET DES ECOLES CORANIQUES DE TYPES MEDERSAS…….....185
1) Les localités ayant adhéré au projet des écoles nouvelles…….....185
a- Les medersas de la frange septentrionale du pays…….....185
b- Les medersas de la frange méridionales du pays…….....194
2) Les localités restées hostiles au projet des medersas……205

CODESPIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE 5 : LA REFORME DU SYSTEME EDUCATIF CORANIQUE : L'INSTAURATION D'UNE NOUVELLE DYNAMIQUE……...…….....210

I- LE CADRE DE LA FORMATION DES MEDERSAS…….....210
1) Les espaces d'études…….....210
a- La dynamique d'évolution du cadre de la formation….....211
b- La dénomination des espaces d'études……..…..216
2) Les lieux de culte……...…219
II- LE PERSONNEL DE L'EDUCATION ISLAMIQUE REFORME……..…...222
1) Les enseignants : Des experts venus d'ailleurs à l'émergence d'enseignants locaux…….....223
2) Les particularités, l'organisation et le style de vie des enseignants……..…..228
3) L'entrée des femmes dans la fonction d'enseignant…….....233
III- LA STRUCTURATION DU PROGRAMME DE FORMATION……....…240
1) Les critères d'admission à la medersa……...……240
2) Les méthodes et l'organisation de l'enseignement…….....245
a- Les disciplines enseignées et la méthode de travail…….....245
b- L'organisation de la formation……..……..252

CHAPITRE 6 : LES ASSOCIATIONS DE LA COMMUNAUTE MUSULMANE ET LE SYSTEME EDUCATIF CORANIQUE EN COTE D'IVOIRE…….……257

I- LA PARTICIPATION DES MUSULMANS A LA VIE ASSOCIATIVE IVOIRIENNE……..……...258

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1) Du militantisme syndical et politique ……..…….258
2) … A l'installation des premières associations islamiques nationales……..……265
a- La section nationale de l'Union Culturelle Musulmane (UCM)……..……265
b- La création de l'Association des Enseignants Coraniques (AEC)……..…….277

II- LA MISE EN PLACE D'UNE STRUCTURE DE COORDINATION DES ACTIVITES ISLAMIQUES NATIONALES : LE CONSEIL SUPERIEUR ISLAMIQUE (CSI)…….....281
1) La naissance du Conseil Supérieur Islamique (CSI)……..….282
2) L'enseignement islamique à l'ère du Conseil Supérieur Islamique…….....284

III- LES DIFFICULTES DES ASSOCIATIONS MUSULMANES DANS LA REALISATION DES PROJETS EDUCATIFS COMMUNAUTAIRES……...……...290
1) La méfiance de l'Etat vis-à-vis des associations musulmanes……...……290
2) Les problèmes internes aux associations islamiques…….....296

3ème Partie : VERS UNE EDUCATION CONFESSIONNELLE ISLAMIQUE OFFICIELLE EN COTE D'IVOIRE : LA REVISION DE LA POLITIQUE EDUCATIVE ISLAMIQUE ET LA REDYNAMISATION DES ASSOCIATIONS MUSULMANES (1990 – 2005) ……..……...303

CHAPITRE 7 : LE PROJET DE CREATION DES ETABLISSEMENTS CONFESSIONNELS ISLAMIQUES OFFICIELS EN COTE D'IVOIRE…..…306

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I- L'OUVERTURE DES ETABLISSEMENTS CONFESSIONNELS ISLAMIQUES CONVENTIONNELS……..…307
1) L'élaboration officielle du cadre de fonctionnement des écoles islamiques conventionnelles……..…...307
a- Les acteurs de la signature de la Convention…….....307
b- Une Convention au reflet de la situation sociopolitique et économique du pays…….……...310
c- La procédure à suivre pour avoir l'autorisation de création et d'ouverture d'écoles islamiques ……..……...315
2) Les projets pilotes…….……....319
a- L'Ecole Privé Cissé Kamourou de Gagnoa…….....320
b- L'Ecole privé Bouaké Karamoko de Daloa…….....321
c- L'Ecole Privé Al Ansar de Port Bouët – Abidjan…….....323
II- L'APPUI DE L'ETAT ET DES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT AUX INITIATIVES COMMUNAUTAIRES……325
1) Le soutien de l'Etat aux initiatives locales…….....325
a- Le Comité pour la Promotion de l'Enseignement de Base (COPEB) à Bondoukou…….....325
b- Les initiatives de la DREN de Korhogo et d'Odienné……..…...329
2) La contribution des partenaires au développement…….....332
a- L'appui des agences des Nations Unies…….….333
b- L'implication d'une structure du monde arabe : La Banque Islamique de Développement……..….335
III- L'ORGANISATION, LE FONCTIONNEMENT ET LES DIFFICULTES DES ETABLISSEMENTS CONFESSIONNELS ISLAMIQUES…….....338
1) La structuration des écoles confessionnelles islamiques……..……338
a- Les écoles privées……....338
b- Les écoles semi privées…….....340

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

c- Les écoles communautaires……..…...343
2) L'organisation pédagogique de l'enseignement confessionnel islamique……..…….345
a- Les écoles islamiques à marge horaire équilibrée…….....346
b- Les écoles islamiques à marge horaire déséquilibrée……..352
3) Les difficultés des établissements confessionnels islamiques : Un problème d'organisation et de rigueur ……...…..358
CHAPITRE 8 : LE RENOUVEAU DES ECOLES MEDERSAS EN COTE D'IVOIRE : LA REORIENTATION DE LA POLITIQUE EDUCATIVE ISLAMIQUE NON FORMELLE……...362
I- L'ESSOR DES ASSOCIATIONS ISLAMIQUES DES ECOLES DE TYPES MEDERSAS……...362
1) Les associations des acteurs du système éducatif islamique……..…..363
a- Les structures associatives islamiques nationales…….....363
b- Les associations islamiques communales ou régionales……..…...374
2) Les organisations locales d'appui à l'enseignement Islamique……...377
a- La Ligue Islamique des Prédicateurs de Côte d'Ivoire (LIPCI)……..……...377
b- L'Amicale des Enseignants Musulmans d'Adjamé (AEMA)….379
c- Le Réseau des Ecoles Madrassas de Côte d'Ivoire (REMCI)……..……382
II- LES INTERVENTIONS DES ASSOCIATIONS ISLAMIQUES NATIONALES EN FAVEUR DES MEDERSAS……..……..386
1) Le renforcement des capacités des medersas……386
a- La dotation des medersas en personnel enseignant…….....386
b- Les séances de formation pédagogiques……..391

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

c- L'organisation d'examens et de concours nationaux….....397
2) Les autres appuis aux medersas…….…….....404
a- La dotation des medersas en cantines……405
b- La dotation des medersas en clubs de santé……...407

CHAPITRE 9 : LES ATTENTES, LES DIFFICULTES ET LES DEFIS DES ASSOCIATIONS DU SYSTEME EDUCATIF ISLAMIQUE REFORME ……410

I- LES ATTENTES DES ASSOCIATIONS DES ECOLES ISLAMIQUES DE TYPE MEDERSAS…….…..…..411
1) La signature d'une nouvelle convention…….....411
2) L'implication de la communauté musulmane ivoirienne……..…418
II- LES DIFFICULTES DES ASSOCIATIONS EDUCATIVES ISLAMIQUES……...…….426
1) Les querelles de leadership au sein des associations éducatives……..426
2) Le manque de coordination des activités des associations islamiques……..…..…...432
III- LA MULTIPLICITE DES FORMES D'ENSEIGNEMENT : LE NOUVEAU CHALLENGE DES ASSOCIATIONS ISLAMIQUES ……...……438
1) La révision du programme d'enseignement : Les écoles islamiques de spécialisation……...……..439
a- L'initiateur du projet, Ba Ishaq……..……..439
b- Les œuvres de Ba Ishaq : Les écoles de formation des *huffaz*.…….…….443
2) Vers une nouvelle orientation de la demande scolaire : Les écoles de formation mixte……..……..……454

CONCLUSION ……..…….....460

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXES ……..…….....481
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE ……..…….....608
LISTE DES TABLEAUX ……..…….....656
LISTE DES ANNEXES ……..…….....657
TABLES DES MATIERES ……..…….....658

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE